



Comment va la vie ? 2020

MESURER LE BIEN-ÊTRE



Comment va la vie ? 2020

MESURER LE BIEN-ÊTRE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2020), *Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ab72c502-fr>.

ISBN 978-92-64-75743-1 (imprimé)

ISBN 978-92-64-63204-2 (pdf)

ISBN 978-92-64-39578-7 (HTML)

ISBN 978-92-64-96809-7 (epub)

Comment va la vie ?

ISSN 2308-9687 (imprimé)

ISSN 2308-9695 (en ligne)

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Avant-propos

Comment va la vie ? s'inscrit dans le cadre de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE, laquelle vise à promouvoir des « Politiques meilleures pour une vie meilleure », conformément à la mission première de l'OCDE. Il s'agit d'un rapport statistique publié tous les deux ou trois ans qui présente un vaste éventail de résultats sur le plan du bien-être, ainsi que leurs variations dans le temps, entre les catégories de population et entre les pays. Cette évaluation s'appuie sur un cadre pluridimensionnel qui couvre 11 aspects du bien-être actuel et 4 types de ressources systémiques propices à un bien-être durable. Cette cinquième édition de *Comment va la vie ?* évalue si le bien-être des populations s'améliore ou non dans les 37 pays membres et dans 4 pays partenaires de l'OCDE, et présente les derniers enseignements tirés d'un ensemble actualisé de plus de 80 indicateurs couvrant le bien-être. Pour la première fois, l'édition 2020 de *Comment va la vie ?* s'accompagne également d'une base de données sur le bien-être librement accessible en ligne sur *OECD.Stat* (<http://stats.oecd.org/wbos/default.aspx?datasetcode=HSL>).

Ce rapport a été préparé par la Division des statistiques auprès des ménages et de la mesure du progrès, au sein de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE. Les principaux auteurs de chaque chapitre sont les suivants : Lara Fleischer (chapitres 1, 5, 12 et 16), Anil Alpman et Carlotta Balestra (chapitres 10 et 11), Carrie Exton (chapitres 8 et 14), Hae Ryun Kim (chapitres 3 et 13), Jessica Mahoney (chapitres 6 et 15), Joshua Monje-Jelfs (chapitre 9) et Elena Tosetto (chapitres 2, 4 et 7). Lara Fleischer a chapeauté le projet, dont la supervision a été assurée par Carrie Exton. L'édition a été revue par Marco Mira d'Ercole et Martine Durand, et le rapport a été publié sous la direction de Paul Schreyer. Martine Zaida, coordinatrice de la communication de *Comment va la vie ?*, a apporté une aide essentielle tout au long du projet. Christine Le Thi a apporté une très grande aide sur les statistiques et a dirigé l'élaboration de la base de données sur le bien-être. Sonia Primot a conçu le nouveau diagramme du cadre sur le bien-être présenté dans ce rapport et Mayank Sharma a créé les infographies dans les profils par pays.

Nous adressons nos remerciements aux nombreux collègues de l'OCDE pour leur aide, leurs commentaires et leur éclairage, que ce soit sur le projet de texte ou sur des questions spécifiques. Cela inclut entre autres : Willem Adema, Aimée Aguilar Jaber, Christine Arndt-Basclé, Mario Barreto, Simon Buckle, Marie-Clémence Canaud, Philip Chan, Michele Cecchini, Richard Clarke, Paul Davidson, Veronique Feypell, Michael Förster, Pauline Fron, Ivan Hascic, Emily Hewett, Alexander Hijzen, Katia Karousakis, Nicolaas Sieds Klazinga, Sebastian Königs, Maxime Ladaique, Gaëtan Lafortune, Myriam Linster, Pascal Marianna, Mauro Migotto, Fabrice Murtin, Stephen Perkins, Marissa Plouin, Sonia Primot, Alexandre Santacreu, Bettina Wistrom, Isabelle Ynesta et Jorrit Zwijnenburg.

L'équipe interne des publications et de la production était composée de Carmen Fernandez Biezma, Vincent Finat-Duclos, Audrey Garrigoux, Kate Lancaster et Janine Treves, qui ont profité de l'assistance éditoriale de Patrick Hamm et des conseils de Paul Gallagher à propos du résumé. Anne-Lise Faron a préparé et mis en forme le texte pour publication. Nous tenons à les remercier tous pour leur collaboration et leur aide précieuse.

Le rapport a bénéficié des commentaires utiles fournis sur les versions préparatoires des chapitres par les délégués nationaux auprès du Comité des statistiques et de la politique statistique de l'OCDE (CSSP). Nous leurs exprimons notre gratitude pour leurs contributions et leurs conseils et nous espérons que le résultat final sera utile à leurs travaux.

Enfin, *Comment va la vie ? 2020* a bénéficié de plusieurs révisions du cadre de l'OCDE sur le bien-être exposées dans le document de travail « The future of the OECD Well-being Dashboard ». Nous souhaitons remercier tous les participants internes et externes, notamment les délégués nationaux du CSSP, qui ont apporté leur contribution à ces travaux.

Table des matières

Avant-propos	3
Guide du lecteur	13
Résumé	18
1 Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?	21
Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?	26
Dans quels pays le niveau de bien-être s'est-il amélioré ou dégradé ?	34
Qui mène une vie satisfaisante ?	45
Dans quelle mesure le bien-être est-il durable ?	49
Références	61
Annexe 1.A. Indicateurs principaux du bien-être	62
Notes	68
2 Revenu et patrimoine	69
Revenu des ménages	70
Patrimoine des ménages	74
Inégalités de revenu et de patrimoine : écarts entre groupes de population	77
Références	83
3 Logement	84
Taux de surpopulation	86
Accessibilité financière du logement	87
Surcharge du coût du logement	88
Ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base	89
Ménages ayant accès à l'internet haut débit	90
Inégalités en matière de logement : écarts entre groupes de population	91
Références	95
4 Travail et qualité de l'emploi	96
Taux d'emploi (des 25-64 ans)	98
Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif (15-24 ans)	98
Taux de chômage de longue durée	99
Insécurité sur le marché du travail	99
Salaires	101
Stress au travail	102
Longues heures de travail rémunéré	103

Inégalités au regard du travail et de la qualité de l'emploi : écarts entre les groupes de population	104
Références	110
5 Santé	111
Espérance de vie à la naissance	112
État de santé perçu	113
Décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose	114
Symptômes dépressifs	115
Inégalités de santé : disparités entre les groupes de population	117
Références	123
6 Connaissances et compétences	124
Compétences cognitives des élèves de 15 ans : scores en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences au PISA	126
Compétences cognitives des adultes : résultats moyens au PIAAC à l'écrit et en mathématiques	130
Inégalités en matière de connaissances et de compétences : écarts entre groupes de population	132
Références	137
7 Qualité de l'environnement	138
Exposition à la pollution de l'air extérieur	139
Accès à des espaces verts récréatifs dans les zones urbaines	141
Inégalités environnementales : écarts entre groupes de population	142
Références	145
8 Bien-être subjectif	147
Satisfaction à l'égard de la vie	149
Bilan émotionnel négatif	152
Inégalités de bien-être subjectif : écarts entre différentes catégories de la population	153
Références	159
9 Sécurité	160
Homicides	161
Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul(e) la nuit	161
Mortalité routière	163
Inégalités en matière de sécurité : écarts entre groupes de population	163
Références	169
10 Équilibre vie professionnelle-vie privée	170
Temps de loisir	172
Longues heures de travail non rémunéré	173
Écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées	174
Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps	175
Inégalités au regard de l'équilibre vie professionnelle-vie privée : écarts entre les groupes de population	176
Références	184
11 Liens sociaux	185
Temps consacré aux interactions sociales	187

Satisfaction à l'égard des relations personnelles	188
Inégalités en matière de liens sociaux : écarts entre groupes de population	190
Références	199
12 Engagement civique	200
Participation électorale	201
Avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	202
Inégalités en matière d'engagement civique : écarts entre groupes de population	203
Références	209
13 Capital économique	210
Actifs fixes produits	212
Actifs de propriété intellectuelle	212
Formation brute de capital fixe	213
Investissement dans la R-D	214
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	215
Valeur financière nette des administrations publiques	216
Dette des ménages	217
Levier financier du secteur bancaire	218
Références	222
14 Capital naturel	223
Ressources biologiques et biodiversité	225
Changement climatique	229
Qualité des sols et ressources en eau douce	231
Déchets et matières premières	233
Références	240
15 Capital humain	241
Niveau d'études des jeunes adultes	243
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre	244
Mortalité prématurée	245
Prévalence du tabagisme	246
Prévalence de l'obésité	248
Références	252
16 Capital social	253
Bénévolat dans des organisations	255
Confiance envers autrui	256
Confiance envers les institutions publiques : la police	257
Confiance envers l'administration : l'administration nationale	258
Association des parties prenantes aux affaires publiques	259
Parité hommes-femmes en politique	260
Corruption	261
Références	265

GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE	25
--	----

Graphique 1.2. Les moyennes OCDE des indicateurs suivants se sont améliorées depuis 2010 : revenu disponible des ménages, taux d'emploi, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail et surpopulation des logements	28
Graphique 1.3. Les moyennes OCDE ne font apparaître aucun progrès sur le plan de la réduction des inégalités de revenu et de l'amélioration de l'accessibilité financière du logement depuis 2010	29
Graphique 1.4. Par rapport à 2010, les gens vivent plus longtemps et se déclarent plus satisfaits de leur existence, la part de la population exposée à la pollution atmosphérique a diminué, et davantage de personnes sont et se sentent en sécurité	32
Graphique 1.5. Le sentiment de manquer de soutien social et la participation électorale ont peu évolué en moyenne	34
Graphique 1.6. Les pays où le niveau moyen de bien-être actuel est plus élevé sont aussi globalement plus égalitaires	35
Graphique 1.7. Revenu disponible des ménages en Italie, 2010-17	36
Graphique 1.8. Seuls quelques indicateurs du niveau moyen de bien-être se sont détériorés	38
Graphique 1.9. La Hongrie est le seul pays de l'OCDE où plus de la moitié des indicateurs moyens de bien-être se sont améliorés	40
Graphique 1.10. Les pays de l'OCDE qui affichaient des niveaux moyens de bien-être inférieurs en 2010 rattrapent peu à peu leur retard	41
Graphique 1.11. La plupart des indicateurs phares des inégalités en matière de bien-être ne présentent pas d'évolution claire	42
Graphique 1.12. Depuis 2010, la République tchèque et la République slovaque sont les deux pays de l'OCDE qui ont réduit le plus grand nombre d'inégalités	43
Graphique 1.13. Dans certains des pays les plus égalitaires, la situation n'a guère évolué, quand les inégalités ne se sont pas accentuées, depuis 2010	44
Graphique 1.14. Dans les pays de l'OCDE, les femmes ont plus de relations sociales et sont moins susceptibles de décès par suicide ou homicide que les hommes, mais elles gagnent moins et accomplissent plus d'heures de travail non rémunéré	46
Graphique 1.15. Les jeunes obtiennent de moins bons résultats que les personnes d'âge moyen et âgées sur le plan de l'emploi dans les pays de l'OCDE, mais entretiennent davantage de relations sociales et ont plus de temps libre	48
Graphique 1.16. Les personnes plus instruites affichent de meilleurs résultats dans la plupart des dimensions du bien-être, à l'exception des longues heures de travail	49
Graphique 1.17. Les actifs produits dans les pays de l'OCDE ont dans l'ensemble augmenté depuis 2010, et l'endettement des ménages a diminué	51
Graphique 1.18. Les perspectives se sont assombries pour les espèces menacées et la consommation de matière premières, et les gaz à effet de serre, quoiqu'en baisse, ne diminuent pas suffisamment pour atteindre les objectifs de réduction mondiaux	52
Graphique 1.19. Le capital humain est la seule ressource nécessaire au bien-être futur dont les indicateurs phares affichent des évolutions globalement positives depuis 2010	53
Graphique 1.20. La confiance envers le gouvernement et la parité en politique n'ont progressé que lentement	54
Graphique 1.21. Des ressources plus importantes pour le bien-être futur sont généralement associées à une vie de qualité aujourd'hui	55
Graphique 1.22. Les progrès relatifs aux ressources nécessaires au bien-être futur sont mitigés	56
Graphique 1.23. Globalement, dans les pays de l'OCDE, les ressources nécessaires au bien-être futur ont plus souvent augmenté qu'elles n'ont reculé	58
Graphique 1.24. Les gains de bien-être actuel et les ressources nécessaires pour les pérenniser ne sont pas toujours équilibrés	59
Graphique 1.25. La croissance du PIB dans l'OCDE depuis 2012 est associée à certaines évolutions du bien-être, mais pas à toutes	60
Graphique 2.1. Revenu et patrimoine : situation actuelle et évolution depuis 2010	70
Graphique 2.2. Depuis 2010, le revenu des ménages a augmenté de 6 % en moyenne dans les pays de l'OCDE	71
Graphique 2.3. Les revenus des 20 % les plus riches de la population sont 5.4 fois plus élevés que ceux des 20 % les plus pauvres, en moyenne, dans les pays de l'OCDE	72
Graphique 2.4. Le taux moyen de pauvreté monétaire relative est de 12 % dans les pays de l'OCDE	73
Graphique 2.5. Une personne sur cinq indique avoir des difficultés à joindre les deux bouts dans les pays européens de l'OCDE	74
Graphique 2.6. L'écart maximal de patrimoine médian des ménages entre pays de l'OCDE correspond à un rapport de 1 à 23	75

Graphique 2.7. En moyenne, les 10 % les plus riches des ménages détiennent plus de la moitié du patrimoine total des ménages	76
Graphique 2.8. Plus d'un tiers de la population de la zone OCDE risque de basculer dans la pauvreté	77
Graphique 3.1. Logement : situation actuelle et évolution depuis 2010	85
Graphique 3.2. Le taux de surpopulation est compris entre moins de 2 % et plus de 30 % dans les pays de l'OCDE	86
Graphique 3.3. Dans la zone OCDE, le ménage moyen dispose de 79 % de son revenu après déduction du coût de son logement	87
Graphique 3.4. Dans les pays de l'OCDE, près d'un ménage modeste sur cinq consacre plus de 40 % de son revenu au logement	88
Graphique 3.5. Dans les pays de l'OCDE, la part des ménages modestes qui vivent dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est comprise entre moins de 1 % et plus de 60 %	89
Graphique 3.6. Plus de 80 % des ménages des pays de l'OCDE ont accès à l'internet haut débit	90
Graphique 3.7. Dans de nombreux pays de l'OCDE, on constate d'importants écarts dans l'accès à l'internet haut débit entre les zones urbaines et les zones rurales	91
Graphique 4.1. Travail et qualité de l'emploi : situation actuelle et évolution depuis 2010	97
Graphique 4.2. L'emploi des 25-64 ans a rebondi depuis la crise financière	98
Graphique 4.3. Dans les pays de l'OCDE, un jeune sur dix est sans emploi et sorti du système éducatif	99
Graphique 4.4. Le chômage de longue durée a décliné dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 2010	100
Graphique 4.5. Le léger recul de l'insécurité sur le marché du travail masque des écarts importants entre les pays de l'OCDE	100
Graphique 4.6. Le salaire des travailleurs à temps plein est quatre fois plus élevé en moyenne dans les pays de l'OCDE où les salaires sont les plus élevés que dans ceux où ils sont les plus bas	101
Graphique 4.7. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, les salariés du 90 ^e centile gagnent plus de trois fois plus que ceux du 10 ^e centile	102
Graphique 4.8. Le stress au travail touche près d'un salarié sur trois dans les pays de l'OCDE	103
Graphique 4.9. La part des salariés qui effectuent de longues heures de travail rémunéré a baissé dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 2010	104
Graphique 4.10. Dans les pays de l'OCDE, les hommes continuent de gagner 13 % de plus que les femmes	105
Graphique 5.1. Santé : situation actuelle et évolution depuis 2010	112
Graphique 5.2. Les gains de longévité depuis 2010 sont moins prononcés dans certains pays et sont souvent plus importants dans les pays se situant en dessous de la moyenne de l'OCDE	113
Graphique 5.3. Dans les pays de l'OCDE, près de deux tiers des personnes déclarent être en bonne santé	114
Graphique 5.4. Le nombre de « morts par désespoir » a baissé dans certains des pays de l'OCDE où les taux étaient les plus élevés, mais a augmenté ailleurs	115
Graphique 5.5. Le suicide est la cause la plus fréquente de « mort par désespoir », suivi par la consommation d'alcool	116
Graphique 5.6. Dans les pays européens de l'OCDE, 6 % des adultes ont récemment connu des symptômes dépressifs	116
Graphique 5.7. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes mais considèrent que leur état de santé général est moins bon	117
Graphique 5.8. Bien que les écarts entre hommes et femmes se soient réduits, la mortalité par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose (« morts par désespoir ») reste beaucoup plus élevée chez les hommes	118
Graphique 5.9. Les personnes plus instruites vivent bien plus longtemps	119
Graphique 5.10. Les personnes aux revenus plus élevés se disent en meilleure santé	119
Graphique 6.1. Connaissances et compétences : situation actuelle et évolution depuis ces dix dernières années	125
Graphique 6.2. Les compétences en mathématiques des élèves de 15 ans ont diminué dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE depuis 2003	126
Graphique 6.3. Les compétences en compréhension de l'écrit des élèves de 15 ans ont diminué dans un quart des pays de l'OCDE depuis 2000	127
Graphique 6.4. Depuis 2006, les compétences en sciences des élèves de 15 ans ont diminué dans 18 pays de l'OCDE, tandis qu'elles ont augmenté dans 3 pays seulement	128
Graphique 6.5. En moyenne, les élèves de 15 ans situés dans le 90 ^e centile ont des compétences cognitives supérieures de 65 % environ à ceux qui se situent dans le 10 ^e centile	129
Graphique 6.6. Dans le pays de l'OCDE moyen, 1 élève sur 8 a de faibles résultats dans les trois matières du PISA	129
Graphique 6.7. Les écarts entre les pays de l'OCDE au regard des scores obtenus à l'écrit sont généralement comparables à ceux constatés en mathématiques	131

Graphique 6.8. Près de 50 % de la population adulte enregistre un score inférieur ou égal au Niveau 1 dans les pays les moins bien classés de l'OCDE	132
Graphique 6.9. Les filles ont de meilleurs résultats que les garçons en compréhension de l'écrit dans tous les pays de l'OCDE	133
Graphique 6.10. Dans tous les pays de l'OCDE, les adultes plus âgés ont de moins bons résultats en mathématiques que leurs homologues plus jeunes	134
Graphique 6.11. Les élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du secondaire ont de moins bons résultats que les autres	134
Graphique 7.1. Qualité de l'environnement : situation actuelle et évolution depuis 2010	139
Graphique 7.2. Par rapport à 2005, les populations exposées à des concentrations de PM _{2.5} supérieures au seuil de l'OMS sont moins nombreuses	140
Graphique 7.3. Plus de 20 % des habitants sont exposés à une pollution atmosphérique sévère dans certains pays de l'OCDE	140
Graphique 7.4. La majorité de la population urbaine européenne a accès à des espaces verts récréatifs	141
Graphique 7.5. Les écarts d'exposition à la pollution de l'air peuvent être aussi forts à l'intérieur des pays qu'entre les pays	142
Graphique 8.1. Bien-être subjectif : situation actuelle et évolution depuis 2010	148
Graphique 8.2. En moyenne, la satisfaction à l'égard de la vie a légèrement progressé dans les pays de l'OCDE depuis 2013	149
Graphique 8.3. La proportion de personnes très insatisfaites de leur vie a diminué de 1.6 point de pourcentage depuis 2013 dans les pays de l'OCDE	150
Graphique 8.4. Dans les pays de l'OCDE où les écarts sont les plus grands, la satisfaction à l'égard de la vie est en moyenne 2.5 fois plus élevée dans le quintile supérieur de la distribution que dans le quintile inférieur	151
Graphique 8.5. Environ 13 % de la population indiquent avoir plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs	152
Graphique 8.6. Le pourcentage de personnes affichant un bilan émotionnel négatif est plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes	153
Graphique 8.7. Les pays où les écarts entre tranches d'âge sont relativement faibles sont aussi ceux où la satisfaction à l'égard de la vie est relativement grande	154
Graphique 8.8. Le bilan émotionnel se dégrade après 30 ans, mais la situation se redresse après 50 ans dans les pays d'Europe du Nord	155
Graphique 8.9. Les pays de l'OCDE affichant un score moyen de satisfaction à l'égard de la vie plus élevé se caractérisent aussi par de moindres inégalités selon le niveau d'études	156
Graphique 8.10. Un niveau d'études plus élevé va de pair avec une plus faible proportion de personnes ayant un bilan émotionnel négatif	156
Graphique 9.1. Sécurité : situation actuelle et évolution depuis 2010	161
Graphique 9.2. Le taux d'homicides moyen à l'échelle de l'OCDE a diminué d'un tiers environ depuis 2010	162
Graphique 9.3. La proportion de personnes qui se sentent en sécurité a augmenté depuis 2010-12 dans plus de la moitié des pays de l'OCDE	162
Graphique 9.4. La mortalité routière recule depuis 2010 dans la plupart des pays de l'OCDE	163
Graphique 9.5. À quelques rares exceptions près, le taux d'homicides des hommes est supérieur à celui des femmes	164
Graphique 9.6. L'écart marqué entre les hommes et les femmes au regard du sentiment de sécurité s'est légèrement résorbé depuis 2006-12	165
Graphique 9.7. Les personnes âgées de 50 ans et plus sont celles qui se sentent le moins en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la rue	166
Graphique 10.1. Équilibre vie professionnelle-vie privée : situation actuelle et évolution depuis 2010	171
Graphique 10.2. Dans les pays de l'OCDE, les salariés à temps plein consacrent en moyenne 15 heures par jour aux loisirs et aux occupations personnelles	172
Graphique 10.3. Entre 7 % et 17 % des habitants des pays de l'OCDE effectuent de longues heures de travail non rémunéré	173
Graphique 10.4. Les femmes travaillent 25 minutes de plus par jour en moyenne que les hommes	174
Graphique 10.5. Dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps est inférieure à 8 sur 10	175
Graphique 10.6. Parmi les salariés à temps plein, les hommes ont plus de temps de loisir que les femmes	176
Graphique 10.7. Les femmes effectuent systématiquement plus d'heures de travail non rémunéré que les hommes	177
Graphique 10.8. Les salariés à temps plein d'âge moyen sont ceux qui ont le moins de temps de loisir	178
Graphique 10.9. Les personnes d'âge moyen sont les moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps	179

Graphique 10.10. La satisfaction à l'égard de l'emploi du temps diminue avec le niveau d'études	180
Graphique 11.1. Liens sociaux : situation actuelle et évolution depuis 2010	186
Graphique 11.2. En moyenne 90 % des habitants de l'OCDE ont quelqu'un sur qui compter	187
Graphique 11.3. Dans les pays de l'OCDE, le temps hebdomadaire consacré aux interactions sociales est compris entre 2 heures et plus de 9 heures	188
Graphique 11.4. La satisfaction à l'égard des relations personnelles varie peu d'un pays de l'OCDE à l'autre	189
Graphique 11.5. En moyenne, 10 % de la population des pays de l'OCDE sont peu satisfaits de leurs relations	190
Graphique 11.6. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les femmes consacrent plus de temps aux relations sociales que les hommes	191
Graphique 11.7. Le soutien social est plus faible parmi les seniors	192
Graphique 11.8. Les jeunes générations consacrent plus de temps que les autres aux relations sociales	193
Graphique 11.9. Les personnes ayant un niveau d'études bas bénéficient d'un moindre soutien social	194
Graphique 11.10. Les personnes ayant un niveau d'études bas sont en moyenne moins satisfaites que les autres de leurs relations personnelles	195
Graphique 12.1. Engagement civique : situation actuelle et évolution depuis 2010	201
Graphique 12.2. Les chutes sensibles du taux de participation électorale par rapport à 2010-13 sont concentrées dans un petit nombre de pays	202
Graphique 12.3. Une personne sur trois seulement estime avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	203
Graphique 12.4. Dans une petite majorité de pays de l'OCDE, la proportion de personnes qui votent et qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics est légèrement plus élevée parmi les femmes que parmi les hommes	204
Graphique 12.5. Les seniors votent plus que les jeunes générations	205
Graphique 12.6. Les générations les plus jeunes sont celles où le pourcentage de personnes estimant de pas avoir leur mot à dire est le plus élevé, avec des variations selon les pays	206
Graphique 12.7. Les personnes ayant un niveau d'études élevé sont plus susceptibles de voter que les autres	206
Graphique 13.1. Capital économique : situation actuelle et évolution depuis 2010	211
Graphique 13.2. La croissance cumulée des actifs fixes produits depuis 2010 s'établit dans une fourchette de -12 % à +79 % dans les pays de l'OCDE	212
Graphique 13.3. Les actifs de propriété intellectuelle dans les pays les mieux classés sont d'une valeur sept fois supérieure à celle des pays les moins bien classés	213
Graphique 13.4. La croissance annuelle de la formation brute de capital fixe est inférieure au niveau de 2010 pour un tiers environ des pays de l'OCDE	214
Graphique 13.5. L'investissement dans la R-D est inférieur à 2 % du PIB dans la moitié environ des pays de l'OCDE	215
Graphique 13.6. Les différences de situation financière nette continuent de s'accroître depuis 2010 entre les pays de l'OCDE	216
Graphique 13.7. Depuis 2010, la valeur financière nette des administrations publiques a continué de se détériorer dans les pays déjà lourdement endettés	217
Graphique 13.8. Dans quasiment deux tiers des pays de l'OCDE, la dette des ménages excède 100 % de leur revenu disponible	218
Graphique 13.9. Depuis 2010, le levier financier du secteur bancaire a diminué pour certains des pays à plus haut niveau de levier	219
Graphique 14.1. Capital naturel : situation actuelle et évolution depuis 2010	224
Graphique 14.2. Le stock d'espaces naturels dans les pays de l'OCDE varie de 6 % à 90 %	225
Graphique 14.3. Les pays ayant perdu le plus d'espaces naturels sont la Corée, Israël, le Portugal, la Slovaquie et l'Estonie	226
Graphique 14.4. Seuls 11 pays de l'OCDE possèdent des paysages forestiers intacts, avec 6 % de dégradation au total depuis 2000	227
Graphique 14.5. Les aires protégées représentent 16 % de la superficie terrestre des pays de l'OCDE	227
Graphique 14.6. Dix pays de l'OCDE ont doublé leur pourcentage d'aires marines protégées depuis 2010	228
Graphique 14.7. L'indice de la Liste rouge s'est dégradé dans les pays où la biodiversité est la plus menacée	228
Graphique 14.8. Les émissions de gaz à effet de serre par habitant ont diminué depuis 2010 dans l'OCDE en moyenne	230
Graphique 14.9. L'empreinte carbone moyenne par habitant dans l'OCDE a diminué depuis 2010	230
Graphique 14.10. La place des énergies renouvelables reste minime dans le mix énergétique de la plupart des pays de l'OCDE	231
Graphique 14.11. Un excédent d'azote risque d'aggraver la pollution de l'eau, des sols et de l'air	232
Graphique 14.12. Un tiers des pays de l'OCDE consomment plus de 20 % de leurs ressources en eau internes	232

Graphique 14.13. L'empreinte matières par habitant continue d'augmenter dans la plupart des pays de l'OCDE	233
Graphique 14.14. Les taux de valorisation matière des déchets municipaux se sont améliorés depuis 2010 dans plus de la moitié des pays de l'OCDE	234
Graphique 15.1. Capital humain : situation actuelle et évolution depuis 2010	242
Graphique 15.2. Le niveau d'études des jeunes adultes augmente dans la plupart des pays de l'OCDE	243
Graphique 15.3. Les écarts entre pays de l'OCDE sont considérables en matière de sous-utilisation de la main-d'œuvre	244
Graphique 15.4. Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'est amélioré dans tous les pays de l'OCDE sauf cinq	245
Graphique 15.5. Le taux de mortalité prématurée a été réduit dans tous les pays de l'OCDE sauf un	246
Graphique 15.6. La prévalence du tabagisme diminue dans la zone OCDE	247
Graphique 15.7. Les hommes fument davantage que les femmes dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE	248
Graphique 15.8. Une personne sur cinq est obèse dans les pays de l'OCDE, et les taux d'obésité augmentent	249
Graphique 16.1. Capital social : situation actuelle et évolution depuis 2010	254
Graphique 16.2. Une personne sur six exerce régulièrement des activités bénévoles auprès d'une organisation officielle	255
Graphique 16.3. Les pays nordiques enregistrent le niveau de confiance envers autrui le plus élevé	256
Graphique 16.4. La confiance dans la police s'établit à 6.3 sur 10 en moyenne	257
Graphique 16.5. Depuis 2010, la confiance dans l'administration se redresse dans un quart des pays de l'OCDE	258
Graphique 16.6. Le niveau moyen d'association des parties prenantes aux affaires publiques s'est amélioré depuis 2014, mais a reculé dans certains pays qui affichaient déjà de faibles résultats	259
Graphique 16.7. Les femmes sont mieux intégrées dans la vie politique, mais la parité n'est pas atteinte	260
Graphique 16.8. En moyenne, la perception de la corruption est stable depuis 2012	261

TABLEAUX

Tableau 1. Codes ISO des pays et régions du monde	13
Tableau 2. Seuils utilisés pour évaluer l'évolution des indicateurs phares du bien-être pour certains indicateurs	16
Tableau 1.1. Bien-être actuel : revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi	27
Tableau 1.2. Bien-être actuel : santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité	31
Tableau 1.3. Bien-être actuel : équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux et engagement civique	33
Tableau 1.4. Seuils utilisés pour évaluer l'évolution des indicateurs phares du bien-être lorsque les séries chronologiques sont insuffisantes	37
Tableau 1.5. Ressources nécessaires au bien-être futur	50
Tableau 2.1. Indicateurs relatifs au revenu et au patrimoine examinés dans ce chapitre	79
Tableau 2.2. Il existe une corrélation significative entre les indicateurs de revenu et de patrimoine, mais ils fournissent des informations différentes	82
Tableau 3.1. Indicateurs relatifs au logement examinés dans ce chapitre	92
Tableau 3.2. Il existe une corrélation entre les équipements sanitaires, le taux de surpopulation et l'accès à l'internet dans les pays de l'OCDE	94
Tableau 4.1. Indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi examinés dans ce chapitre	106
Tableau 4.2. Les indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi présentent les corrélations attendues	109
Tableau 5.1. Indicateurs de la santé examinés dans ce chapitre	120
Tableau 5.2. Les indicateurs objectifs et subjectifs de la santé sont liés au niveau national	121
Tableau 6.1. Indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences examinés dans ce chapitre	135
Tableau 6.2. Il existe une forte corrélation entre les indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences	136
Tableau 7.1. Indicateurs de la qualité de l'environnement examinés dans ce chapitre	143
Tableau 7.2. Il n'existe pas de corrélation entre la pollution de l'air et l'accès à des espaces verts	144
Tableau 8.1. Indicateurs du bien-être subjectif examinés dans ce chapitre	157
Tableau 8.2. La satisfaction à l'égard de la vie et le bilan émotionnel négatif sont liés mais différents	158
Tableau 9.1. Indicateurs relatifs à la sécurité examinés dans ce chapitre	167
Tableau 9.2. Il existe une forte corrélation entre les indicateurs objectifs et subjectifs de la sécurité	168
Tableau 10.1. Indicateurs relatifs à l'équilibre vie professionnelle-vie privée examinés dans ce chapitre	181

Tableau 10.2. Dans les pays où les femmes effectuent beaucoup plus d'heures de travail que les hommes, la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps est plus faible	183
Tableau 11.1. Indicateurs de liens sociaux examinés dans ce chapitre	196
Tableau 11.2. La satisfaction à l'égard des relations personnelles et le soutien social ne sont pas corrélés	198
Tableau 12.1. Indicateurs d'engagement civique examinés dans ce chapitre	207
Tableau 12.2. Il n'existe pas de corrélation entre le fait d'estimer avoir son mot à dire sur l'action publique et la participation électorale	208
Tableau 13.1. Indicateurs de capital économique examinés dans ce chapitre	220
Tableau 13.2. La dette des ménages est en corrélation positive avec les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle et la valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	221
Tableau 14.1. Indicateurs du capital naturel examinés dans ce chapitre	235
Tableau 14.2. Chaque indicateur de capital naturel contribue à la situation globale	238
Tableau 15.1. Indicateurs de capital humain examinés dans ce chapitre	250
Tableau 15.2. Les indicateurs utilisés dans ce chapitre reflètent différentes dimensions du capital humain	251
Tableau 16.1. Indicateurs du capital social examinés dans ce chapitre	262
Tableau 16.2. La confiance envers autrui, l'association des citoyens à la prise de décision et la perception de la corruption rendent compte de nombreux autres aspects du capital social	264
Tableau d'annexe 1.A.1. Indicateurs principaux : moyennes actuelles	62
Tableau d'annexe 1.A.2. Indicateurs principaux : inégalités actuelles en matière de bien-être	64
Tableau d'annexe 1.A.3. Indicateurs principaux : ressources nécessaires au bien-être futur	66

Suivez les publications de l'OCDE sur :



http://twitter.com/OECD_Pubs



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdlibrary>



<http://www.oecd.org/oecddirect/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Guide du lecteur

Le 25 mai 2018, le Conseil de l'OCDE a invité la Colombie à devenir Membre. Bien que la Colombie figure dans la liste des pays membres de l'OCDE ainsi que dans les moyennes de l'OCDE reportées dans cette publication, au moment de sa préparation, elle était sur le point d'achever ses procédures internes de ratification et le dépôt de son instrument d'adhésion à la Convention de l'OCDE était en suspens.

Conventions

- Dans chaque graphique, les données étiquetées « OCDE » sont les moyennes simples des pays de l'OCDE présentés, sauf indication contraire. En l'absence de données couvrant les 37 pays membres de l'OCDE, le nombre de pays inclus dans le calcul est précisé (OCDE-33, par exemple).
- La moyenne OCDE pondérée (ou le total OCDE) est utilisée dans les cas où, par convention, l'OCDE présente habituellement ce type de moyenne. Lorsqu'elle est utilisée, la moyenne OCDE pondérée est précisée dans les notes des graphiques avec la méthode de pondération employée. Par exemple, lorsque les données sont pondérées par la population, le calcul repose sur la taille de la population dans différents pays, en proportion de la population totale de l'OCDE. Le « total OCDE » considère l'ensemble des pays de l'OCDE comme une seule entité, à laquelle chaque pays contribue de manière proportionnelle à l'ensemble.
- Dans l'analyse de l'évolution dans le temps et des droites d'ajustement des tendances, les moyennes OCDE n'englobent que les pays pour lesquels on dispose de données pour chaque année de la période considérée, l'échantillon de pays devant être constant sur l'ensemble de la période. Puisque seuls les pays présentant une série chronologique complète peuvent être pris en compte, cela peut parfois entraîner des différences entre les moyennes OCDE des droites d'ajustement des tendances (chapitre 1) et celles des premiers et derniers repères temporels disponibles (présentés dans les chapitres de référence 2 à 16).
- La période à laquelle se rapportent les données présentées est indiquée pour chaque graphique, tandis que les notes des graphiques apportent des précisions lorsque les données couvrent des années différentes selon les pays. Les pays sont désignés par leurs codes ISO (Tableau 1).
- Les données relatives aux pays partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Costa Rica, Fédération de Russie), lorsqu'elles sont disponibles, sont présentées séparément dans les graphiques.

Tableau 1. Codes ISO des pays et régions du monde

AUS	Australie	FIN	Finlande	MEX	Mexique
AUT	Autriche	FRA	France	NLD	Pays-Bas
BEL	Belgique	GBR	Royaume-Uni	NOR	Norvège
BRA	Brésil	GRC	Grèce	NZL	Nouvelle-Zélande
CAN	Canada	HUN	Hongrie	OECD	Moyenne OCDE
CHE	Suisse	IRL	Irlande	POL	Pologne
CHL	Chili	ISL	Islande	PRT	Portugal
COL	Colombie	ISR	Israël	RUS	Fédération de Russie
CRI	Costa Rica	ITA	Italie	SVK	République slovaque
CZE	République tchèque	JPN	Japon	SVN	Slovénie
DEU	Allemagne	KOR	Corée	SWE	Suède
DNK	Danemark	LTU	Lituanie	TUR	Turquie
ESP	Espagne	LUX	Luxembourg	USA	États-Unis
EST	Estonie	LVA	Lettonie	ZAF	Afrique du Sud

Tableau de bord des indicateurs de *Comment va la vie ?*

Après un examen approfondi du cadre de l'OCDE sur le bien-être (Exton et Fleischer, à paraître^[1]), l'édition 2020 de *Comment va la vie ?* présente un tableau de bord élargi de plus de 80 indicateurs du bien-être, qui rendent compte des 11 dimensions du bien-être actuel et des quatre dimensions du bien-être futur figurant dans le cadre de l'OCDE sur le bien-être. Par rapport à l'édition 2017 de *Comment va la vie ?*, le présent rapport comprend de nouvelles données sur l'environnement, la santé mentale, l'emploi du temps, le travail non rémunéré et la satisfaction au regard des relations personnelles et de l'emploi du temps.

Choix des indicateurs phares

Afin de rendre la communication plus concise et de mettre en évidence les constats essentiels, le chapitre 1 repose sur trois séries d'indicateurs phares : 12 indicateurs phares décrivent les niveaux moyens de bien-être actuel, 12 les inégalités de bien-être actuel, et 12 les ressources nécessaires au bien-être futur (voir l'Annexe du chapitre 1).

Les indicateurs phares ont été choisis à partir du tableau de bord élargi pour respecter autant que possible des critères aussi bien conceptuels que pratiques :

- Ils tiennent compte, de manière équilibrée, de l'ensemble des composants du cadre de l'OCDE sur le bien-être et comprennent au moins une moyenne et un indicateur d'inégalité pour chaque dimension du bien-être actuel, ainsi que trois indicateurs pour chaque type de capital. Les indicateurs phares des inégalités suivent également le cadre de mesure des inégalités de bien-être présenté dans l'édition 2017 de *Comment va la vie ?* – autrement dit, ils comprennent des exemples d'écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution (« inégalités verticales »), d'écart entre groupes de population (« inégalités horizontales ») et de privations (part de la population se situant sous un seuil minimum donné).
- Ils apparaissent fréquemment dans diverses initiatives nationales en matière de bien-être entreprises par les pays membres et reflètent les priorités stratégiques issues d'autres travaux de l'OCDE sur les politiques publiques, témoignant ainsi d'un certain consensus quant à leur importance. Les écarts de salaire entre hommes et femmes figurent ainsi dans de nombreuses approches nationales et dans le Cadre d'action de l'OCDE pour les politiques de croissance inclusive (OCDE, 2018^[2]).
- Ils remplissent un grand nombre de critères de qualité statistique : nombre d'entre eux servent à synthétiser les indicateurs des dimensions qu'ils expriment, couvrent une vaste majorité de pays membres et sont plus fréquemment recueillis et produits que d'autres indicateurs du tableau de bord élargi. Toutefois, de bien meilleures données existent pour certains que pour d'autres. Par exemple, certains indicateurs phares relatifs à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et aux liens sociaux sont extraits d'enquêtes sur l'emploi du temps qui ne sont menées que tous les 5 ou 10 ans, et uniquement pour un sous-ensemble de pays membres. À l'inverse, plusieurs indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi sont issus d'enquêtes auprès de la main-d'œuvre réalisées tous les ans.

L'introduction d'ensembles d'indicateurs phares à des fins de communication ne doit pas laisser supposer que ces derniers sont plus importants que d'autres indicateurs figurant dans le tableau de bord élargi, ou que cet ensemble restreint est suffisant pour analyser le bien-être de manière approfondie.

Évolution dans le temps

Pour déterminer quels domaines du bien-être requièrent un suivi plus étroit ou une attention plus soutenue de la part des pouvoirs publics, il est essentiel de savoir avec un degré de certitude minimum si tel ou tel aspect du bien-être s'améliore ou se dégrade au fil du temps. *Comment va la vie ? 2020* utilise deux types d'analyse pour qualifier les tendances (depuis 2010, sauf indication contraire) :

- Dans le cas des indicateurs pour lesquels les séries chronologiques sont suffisantes (avec un minimum de trois observations par pays), on examine les mouvements sur l'ensemble de la période depuis 2010 pour déterminer si la tendance générale est positive ou négative. En effet, en ne considérant que les changements intervenus entre les points de départ et de fin d'un indicateur (c'est-à-dire 2010 et 2018), l'analyse courrait le risque d'utiliser comme référence une année inhabituelle, et donc de surestimer ou sous-estimer le changement réel. Aussi, lorsqu'il existe des séries chronologiques suffisantes pour au moins 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, *Comment va la vie ?* utilise le coefficient de corrélation des rangs de Spearman entre les valeurs observées de chaque indicateur et le temps (exprimé en années). Un pays est considéré comme étant « **globalement en progression** » ou « **globalement en régression** » si le coefficient de corrélation de Spearman est significatif au moins à 10 %, et comme étant « **sans tendance claire** » dans les autres cas.
- Dans le cas des indicateurs pour lesquels on dispose de moins de trois observations par pays pour au moins 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'évolution dans le temps a été estimée en calculant le changement intervenu entre deux points uniques, 2010 (ou l'année connue la plus proche) et 2018. Des seuils propres à chaque indicateur sont utilisés pour déterminer si un pays est « en progression », « en régression » ou « sans tendance claire » (Tableau 2). Ces seuils tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment l'ampleur totale de l'évolution observée dans les pays de l'OCDE (tant en valeur unitaire absolue qu'en pourcentage), la distribution univariée des valeurs entre les pays de l'OCDE et la marge probable d'erreur dans les valeurs estimées.

Tableau 2. Seuils utilisés pour évaluer l'évolution des indicateurs phares du bien-être pour certains indicateurs

Indicateur	Unité de mesure	Seuil
Revenu et patrimoine		
Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian, USD aux PPA de 2016	+/-9 000 USD
Travail et qualité de l'emploi		
Stress au travail	Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles	+/-3.0 points de pourcentage
Santé		
Décès par suicide, abus d'alcool, toxicomanie	Nombre cumulé de décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool, overdose, pour 100 000 habitants	+/-1.9 décès
Connaissances et compétences		
Compétences des élèves	Scores moyens au PISA en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences	Utilisation des intervalles de confiance communiqués par la Direction de l'éducation de l'OCDE
Bien-être subjectif		
Satisfaction à l'égard de la vie	Valeurs moyennes sur une échelle à 11 niveaux graduée de 0 (« pas satisfait du tout ») à 10 (« totalement satisfait »)	+/-0.2 points d'échelle
Sécurité		
Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité	Mesure dans laquelle les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes lorsqu'elles marchent seules la nuit, exprimée par la différence en points de %	+/-5.0 points de pourcentage
Équilibre vie professionnelle-vie privée		
Temps de loisir	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles, heures par jour	+/- 20 min
Liens sociaux		
Interactions sociales	Temps passé avec amis et famille en tant qu'activité principale, heures par semaine	+/- 20 min
Engagement civique		
Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	+/- 3 points de pourcentage
Capital naturel		
Espaces naturels et semi-naturels	Pourcentage de la superficie terrestre totale occupé par des espaces de végétation naturelle et semi-naturelle (surfaces boisées, prairies, zones humides, maquis et végétation clairsemée)	Toute évolution différente de zéro
Paysages forestiers intacts	Kilomètres carrés	Toute évolution différente de zéro
Capital humain		
Tabagisme	Pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement	+/-1 point de pourcentage
Prévalence de l'obésité	Pourcentage de personnes obèses âgées de 15 ans et plus (autodéclaration ou entretiens sur la santé)	+/-1 point de pourcentage
Capital social		
Association des parties prenantes aux affaires publiques	Échelle de 0 à 4, à partir de l'enquête de l'OCDE <i>Regulatory Indicators Survey</i>	Toute évolution différente de zéro
Corruption	Indice de perception de la corruption, sur une échelle de 0 (niveau de corruption le plus haut) à 100 (niveau de corruption le plus bas)	À partir des intervalles de confiance fournis par <i>Transparency International</i>

Ventilations dans les analyses des inégalités

Dans l'ensemble du rapport, les niveaux d'études et les groupes d'âge utilisés dans les sections consacrées aux inégalités ont été choisis pour optimiser la comparabilité internationale des données statistiques agrégées directement disponibles.

- Le « niveau d'études » correspond au plus haut niveau d'études atteint.
 - Dans la plupart des cas, un niveau d'études « inférieur au deuxième cycle du secondaire » (autrement dit, inférieur à l'enseignement primaire, enseignement primaire et premier cycle de l'enseignement secondaire) correspond aux niveaux 0 à 2 de la CITE ; un niveau d'études du « deuxième cycle du secondaire » (autrement dit, deuxième cycle de l'enseignement secondaire et enseignement post-secondaire non supérieur) correspond aux niveaux 3 et 4 de la CITE ; et un niveau d'études « supérieur » correspond aux niveaux 5 à 8 de la CITE. Pour les correspondances entre les systèmes d'enseignement nationaux et les catégorisations de la CITE 2011, voir <http://uis.unesco.org/en/isced-mappings>.
 - Les indicateurs issus de l'enquête *Gallup World Poll* reposent sur les correspondances suivantes : *n'a pas dépassé un niveau d'études élémentaire* (jusqu'à huit années de scolarité) correspond à un niveau d'études *primaire* ; *niveau d'études compris entre le secondaire et trois années d'enseignement post-secondaire* (9 à 15 années de scolarité) correspond à un niveau d'études *secondaire* ; et *a suivi quatre années d'études après le deuxième cycle du secondaire et/ou a obtenu un diplôme supérieur à l'issue d'un cursus de quatre ans* correspond à un niveau d'études *supérieur*.
- Les groupes d'âge considérés peuvent varier selon les indicateurs et sont alors précisés dans les notes des graphiques.

Références

- Exton, C. et L. Fleischer (à paraître), « The Future of the OECD Well-being Dashboard », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris. [1]
- OCDE (2018), *Opportunities for All : A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264301665-en>. [2]

Résumé

À bien des égards, la vie s'améliore ...

La bonne nouvelle, c'est que le bien-être s'est, dans certaines dimensions, renforcé par rapport à 2010 – une année au cours de laquelle les retombées de la crise financière se faisaient encore durement sentir dans de nombreux pays de l'OCDE. Nos existences sont plus longues et plus sûres. Dans les pays de l'OCDE considérés dans leur ensemble, l'espérance de vie a augmenté de plus d'un an, un enfant né aujourd'hui étant appelé en moyenne à dépasser l'âge de 80 ans. Le taux moyen d'homicides dans la zone OCDE a diminué d'un quart depuis 2010, la mortalité routière est en recul, et les individus se sentent plus en sécurité lorsqu'ils marchent seuls le soir dans leur quartier. Un ménage sur huit vit dans un logement surpeuplé, ce qui représente une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2010. Les revenus et les emplois sont orientés à la hausse : tant le taux d'emploi que le revenu moyen des ménages ont augmenté de plus de 5 points de pourcentage depuis 2010. Aujourd'hui, près de huit adultes sur dix occupent un emploi rémunéré. Selon des enquêtes récentes, les individus sont plus satisfaits de leur existence qu'ils ne l'étaient en 2013.

... mais les situations sont très différentes selon les pays de l'OCDE ...

Comment va la vie ? montre que les moyennes de l'OCDE dissimulent autant de choses qu'elles n'en révèlent : ce qui est vrai en moyenne ne l'est pas toujours pour chaque pays membre – et encore moins pour les différents groupes de population au sein de chaque pays. Même la « bonne nouvelle » la plus récurrente dans ce rapport – l'augmentation de l'espérance de vie – ne vaut pas pour certains pays de l'OCDE, où elle stagne. Depuis 2010, le nombre de pays où l'accessibilité financière du logement, le taux de pauvreté monétaire relative, la participation électorale ou le soutien social se sont dégradés est peu ou prou égal au nombre de ceux où ils se sont améliorés. Les gains de bien-être actuel les plus importants sont souvent concentrés dans les pays où le niveau de bien-être était le plus faible au début de la décennie, situés pour beaucoup d'entre eux en Europe de l'Est. En revanche, les ressources nécessaires au bien-être futur – telles que le capital économique, naturel et social – ont souvent été caractérisées par un creusement des écarts entre pays de l'OCDE, les mieux classés accentuant leur avance, tandis que ceux qui étaient déjà en difficulté ont vu leur situation se dégrader encore. Dans certains cas, les gains de bien-être enregistrés depuis 2010 sont allés de pair avec une croissance récente du produit intérieur brut (PIB), mais c'est loin d'être systématique – en particulier s'agissant de l'état de santé, des inégalités et de l'environnement.

... et l'insécurité, la perte de liens et le désespoir touchent certains pans de la population

Même si des gains de bien-être actuels ont été enregistrés depuis 2010, il est encore possible d'aller beaucoup plus loin. De nombreux ménages restent fragiles sur le plan financier. Près de 40 % des ménages de la zone OCDE sont en situation de précarité financière, ce qui signifie qu'ils risqueraient de basculer dans la pauvreté s'ils devaient renoncer à trois mois de leurs revenus. Le taux de pauvreté monétaire relative est de 12 % à l'échelle de la zone OCDE, mais la proportion de personnes indiquant avoir des difficultés à joindre les deux bouts dans les pays européens de l'OCDE s'établit à 21 %, soit un niveau près de deux fois plus élevé. Le patrimoine médian des ménages a diminué de 4 % en moyenne depuis 2010 environ, dans les pays pour lesquels on dispose de données. Pour un ménage à faible revenu sur cinq, les coûts de logement représentent plus de 40 % du revenu disponible – ce qui ne laisse guère de ressources pour satisfaire les autres besoins essentiels de l'existence.

La qualité de vie est aussi affaire de relations. Dans les pays de l'OCDE considérés dans leur ensemble, les individus consacrent environ six heures par semaine à leurs interactions avec les membres de leur famille et leurs amis – ce qui représente une minuscule fraction du temps qu'ils passent à travailler, en particulier lorsqu'on prend en compte les heures de travail domestique non rémunéré. Bien que les données tendanciennes disponibles dans ce domaine soient limitées, l'édition 2020 de *Comment va la vie ?* met en évidence des signes inquiétants de recul, les individus passant près d'une demi-heure de moins avec leurs proches et leurs amis qu'ils ne le faisaient environ dix ans auparavant. En outre, une personne sur onze indique n'avoir ni proche ni ami sur qui compter en période difficile. Les personnes âgées sont près de trois fois plus susceptibles que les jeunes d'être privées de soutien social, ce qui souligne l'importance de s'attaquer au problème de la solitude des personnes âgées.

De nombreux individus se trouvent par ailleurs dans des situations de bien-être émotionnel réduit et de désespoir. Une minorité non négligeable d'hommes (12 %) et de femmes (15 %) indiquent ressentir davantage d'émotions négatives que positives au cours d'une journée normale. Si la satisfaction à l'égard de la vie s'est améliorée en moyenne depuis 2010, une proportion considérable des habitants des pays de l'OCDE (7 %) déclarent être très peu satisfaits de leur existence. Dans les pays européens de l'OCDE, près d'un adulte sur quinze indique avoir connu des symptômes dépressifs au cours des deux dernières semaines, tels qu'éprouver peu d'intérêt pour la réalisation d'activités, se sentir fatigué, manger excessivement ou manquer d'appétit. Enfin, les « morts par désespoir » dues au suicide, à une consommation excessive aiguë d'alcool ou à une overdose, même si elles ne représentent qu'une très faible part de l'ensemble des décès, ont augmenté dans certains pays. Le nombre moyen de morts par désespoir dans les pays de l'OCDE est trois fois plus élevé que celui des morts sur la route, et six fois plus élevé que le nombre de décès par homicide.

Les inégalités de bien-être perdurent

Comment va la vie ? met en évidence la persistance d'écart de bien-être en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'éducation, ainsi qu'entre les individus les mieux et les plus mal lotis. Ainsi, le revenu moyen des ménages a augmenté, mais les inégalités de revenu ont à peine changé depuis 2010 : les personnes du quintile supérieur de la distribution des revenus ont toujours une rémunération plus de cinq fois plus élevée que celle des individus du quintile inférieur. Les femmes ont davantage de liens sociaux que les hommes dans les pays de l'OCDE, mais les revenus d'activité des premières sont inférieurs de 13 % à ceux des seconds, et leur temps de travail quotidien est supérieur de près d'une demi-heure à celui des hommes lorsqu'on prend en compte à la fois le travail rémunéré et non rémunéré (comme les tâches ménagères et la prise en charge de proches).

Les pays de l'OCDE où le niveau moyen de bien-être est le plus élevé tendent à se caractériser par une plus grande égalité entre groupes de population et un nombre plus limité de personnes en situation de privation. Globalement, les personnes vivant dans des pays traditionnellement associés à un niveau élevé de bien-être, tels que les pays nordiques, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, bénéficient à la fois d'un niveau plus élevé de bien-être actuel et d'inégalités plus faibles que d'autres pays. Néanmoins, dans certains des pays les plus égalitaires, l'évolution de la situation a été des plus limitées, voire marquée par un creusement des inégalités, au cours de la dernière décennie. La Suède et le Danemark, renommés pour leur qualité de vie élevée, ont récemment connu une hausse des inégalités de revenu, un recul du soutien social et une augmentation du nombre de personnes se déclarant très peu satisfaites de leur vie.

Les risques qui pèsent sur les systèmes naturels, économiques et sociaux menacent le bien-être futur

S'agissant de l'avenir, l'heure n'est pas à l'autosatisfaction. Alors que de sombres nuages s'amoncellent à l'horizon, essentiellement liés à des problèmes environnementaux et sociaux, tous les pays de l'OCDE doivent prendre des mesures pour pouvoir préserver le bien-être actuel au bénéfice des générations futures. Près de deux tiers des habitants des pays de l'OCDE sont exposés à des niveaux dangereux de pollution de l'air. La consommation d'un résident de la zone OCDE produit en moyenne moins d'émissions de carbone qu'en 2010, mais utilise davantage de ressources de la planète – l'empreinte matière totale de l'OCDE a augmenté de 1.2 tonne par habitant, pour atteindre 25 tonnes. Les réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) observées dans la zone OCDE sont loin d'être suffisantes pour permettre d'atteindre les objectifs climatiques et, dans près de la moitié des pays de l'OCDE, davantage d'espèces sont menacées d'extinction. Dans près de deux tiers de la zone OCDE, la dette des ménages est supérieure à leur revenu disponible annuel, et elle s'est alourdie dans un tiers des pays membres de l'Organisation depuis 2010. Si la confiance dans les pouvoirs publics s'est améliorée de 3 points de pourcentage en moyenne depuis 2010, moins de la moitié des habitants des pays de l'OCDE ont confiance dans leurs institutions, et seule une personne sur trois a le sentiment d'avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics. Les femmes n'occupent qu'un tiers de l'ensemble des sièges des parlements de la zone OCDE, de sorte que l'inclusivité des processus de prise de décisions reste un objectif lointain.

Globalement, les récentes avancées en matière de bien-être ne sont pas allées de pair avec des progrès concernant les ressources nécessaires à la préservation du bien-être dans le temps. Qu'il s'agisse de la précarité financière des ménages, du changement climatique, de l'appauvrissement de la biodiversité ou des menaces pesant sur le fonctionnement des institutions démocratiques, notre horizon ne doit pas se limiter à la maximisation du bien-être actuel. Pour préserver la prospérité des individus et la planète, il faudra réaliser des investissements audacieux et stratégiques dans les ressources sur lesquelles repose le bien-être à long terme.

1 Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?

Le bien-être des habitants des pays de l'OCDE s'est amélioré à de nombreux égards depuis 2010. Cependant, dans certaines dimensions de la vie, comme par exemple les liens que les personnes entretiennent entre elles ou avec leurs gouvernants, les progrès sont lents – quand la situation ne s'est pas détériorée. Des disparités de bien-être importantes persistent selon le sexe, l'âge et le niveau d'études. En règle générale, les pays de l'OCDE qui obtiennent de meilleurs résultats en termes de niveaux moyens se caractérisent par des inégalités plus faibles entre les groupes de population, et les personnes souffrant de privations y sont moins nombreuses. Les pays qui ont le plus progressé sur le plan du bien-être actuel sont souvent ceux qui affichaient un niveau de bien-être relativement bas au début de la décennie. Ces gains se sont parfois accompagnés d'une progression du PIB sur la période récente mais la corrélation n'est pas systématique, ce qui souligne la nécessité de mesurer le progrès « au-delà du PIB ». Dans bien des cas, les ressources qui sont nécessaires pour pérenniser le bien-être actuel n'ont pas augmenté, et des risques systémiques planent sur le capital naturel, humain, économique et social.

Pour savoir comment vont les citoyens et les sociétés et concevoir des politiques publiques véritablement capables d'améliorer le bien-être, les gouvernements doivent regarder au-delà du fonctionnement de l'économie et prendre également en considération tout un ensemble de conditions de vie. Pour cela, nous avons besoin de données et de statistiques qui reflètent des aspects de l'existence tels que le revenu, la santé, la satisfaction à l'égard de la vie, la sécurité et les liens sociaux. Nous devons aussi pousser l'analyse au-delà des résultats moyens et déterminer non seulement si les conditions de vie s'améliorent, mais où elles s'améliorent et pour qui. Enfin, nous devons mesurer non pas uniquement le bien-être actuel, mais aussi les ressources qui peuvent permettre de le pérenniser.

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE, qui évalue si le bien-être des populations s'améliore ou non (Encadré 1.1), est plus pertinent que jamais. Des préoccupations avaient déjà été exprimées quant aux lacunes des données et à l'absence de statistiques couvrant l'ensemble des conditions de vie des individus lors de la décennie de croissance modérée du PIB et d'inflation faible qui a précédé 2007 (la « Grande Modération »). La crise financière de 2008 et l'instabilité politique, le mécontentement social et les troubles civils qu'elle a provoqués dans plusieurs pays de l'OCDE ont mis un peu plus en exergue la nécessité d'obtenir des données améliorées sur les expériences de nos concitoyens et les circonstances de leur vie. Les Objectifs de développement durable des Nations Unies ont donné une nouvelle impulsion aux efforts entrepris par les pouvoirs publics pour amener les individus, leur prospérité, leur tranquillité, les liens qu'ils nouent et la santé à long terme de la planète au centre des préoccupations. Les gouvernements nationaux sont de plus en plus conscients de l'importance du bien-être, et plusieurs d'entre eux ont mis au point des cadres de mesure du bien-être semblables à celui de l'OCDE. Certains pays membres commencent aussi à développer des outils dans le but d'intégrer le bien-être des citoyens dans la définition de leurs objectifs et priorités stratégiques, l'analyse des politiques et les processus budgétaires (Durand et Exton, 2019^[1] ; OCDE, 2019^[2] ; Fleischer, Frieling et Exton, 2020^[3]).

Alors, le niveau de bien-être s'est-il amélioré dans les pays de l'OCDE ? *Comment va la vie ? 2020* (Encadré 1.2) montre qu'à certains égards, le bien-être a progressé depuis 2010, époque à laquelle la plupart des pays de l'OCDE n'avaient pas fini de se relever des effets de la crise financière. Les habitants des pays de l'OCDE ont aujourd'hui un revenu disponible plus élevé et sont plus susceptibles d'occuper un emploi. Ils vivent également plus longtemps, sont plus satisfaits de leur existence et moins susceptibles de vivre dans un logement surpeuplé. Les taux d'homicides ont baissé, et globalement, les gens se sentent plus en sécurité.

Mais dans d'autres domaines, qui ont trait pour la plupart à la qualité des relations personnelles et aux types de liens que les individus entretiennent entre eux et avec leurs gouvernants, les progrès sont lents, quand la situation ne s'est pas détériorée. Cette évolution nécessite de mettre en place un suivi plus attentif et, plus fondamentalement, impose aux pouvoirs publics d'agir : les inégalités de revenu, la part du revenu que les ménages des pays de l'OCDE consacrent au logement, la mesure dans laquelle les individus se sentent soutenus dans les périodes difficiles et la participation électorale stagnent depuis 2010. Quant au patrimoine médian des ménages, aux résultats des élèves aux épreuves de sciences du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et au temps consacré aux interactions avec les amis et la famille, ces indicateurs se sont tous dégradés. De plus, des disparités marquées selon le sexe, l'âge et le niveau d'études persistent concernant la plupart des aspects du bien-être.

Les pays de l'OCDE qui affichent un niveau moyen de bien-être plus élevé se caractérisent également par une plus grande égalité entre les catégories sociodémographiques (définies selon des critères tels que le sexe, l'âge ou le niveau d'études) ainsi qu'entre les personnes situées en haut et en bas de l'échelle d'évaluation de chaque dimension du bien-être, et les individus souffrant de privations y sont moins nombreux. Globalement, les populations des pays que l'on a l'habitude d'associer à un bien-être élevé – pays nordiques, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande et Suisse – conjuguent un niveau de bien-être relativement élevé et des inégalités relativement faibles. Néanmoins, certains des pays les plus égalitaires ont peu progressé depuis 2010, et certains ont même vu les inégalités se creuser sur leur territoire.

Point positif, un grand nombre de pays de l'OCDE qui étaient relativement mal classés en termes de bien-être au début de la décennie rattrapent peu à peu leur retard : ces pays – dont beaucoup sont situés en Europe de l'Est – sont ceux qui affichent le plus grand nombre d'indicateurs de bien-être en progression parmi ceux examinés dans ce chapitre, et ceux où les inégalités ont reculé selon le plus grand nombre de critères depuis 2010. Certains de ces gains de bien-être se sont accompagnés d'une accélération de la croissance du PIB, mais la corrélation n'est pas systématique, soulignant la nécessité de ne pas se référer au seul PIB comme indicateur de progrès (Encadré 1.5).

L'heure n'est pas à l'autosatisfaction, et les pays de l'OCDE vont tous devoir adopter une approche davantage orientée vers l'avenir pour préserver le bien-être des individus et de la planète à plus long terme. Cela est d'autant plus nécessaire que les gouvernements des pays de l'OCDE sont actuellement confrontés à plusieurs défis, à commencer par la menace d'une stagnation économique prolongée et le risque de voir surgir de nouvelles perturbations naturelles et sociales (OCDE, 2019^[4]). Concernant le *capital économique* et le *capital naturel*, les signes d'alerte sont clairs ; quant au *capital social*, il n'a connu pratiquement aucune amélioration depuis 2010. Par exemple, la dette publique et la dette des ménages se sont aggravées dans des pays où ces deux agrégats étaient déjà bien en-deçà des moyennes de l'OCDE. Le changement climatique fait peser une terrible menace sur le bien-être futur, les émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie ayant atteint leur plus haut niveau historique en 2018. Les pays de l'OCDE consomment aujourd'hui davantage de ressources terrestres par habitant qu'en 2010, et le nombre d'espèces menacées a augmenté. La confiance envers l'État reste faible et la parité hommes-femmes en politique, si elle gagne péniblement du terrain, demeure un objectif lointain.

Malgré ces risques pour leur bien-être futur, les pays de l'OCDE ont connu quelques avancées sur le plan du *capital humain*. Depuis 2010, la part des jeunes adultes ayant achevé leurs études secondaires du deuxième cycle a augmenté (même si les résultats aux tests obtenus par les élèves dénotent un certain déclin de la qualité de l'enseignement), le nombre de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés a diminué¹, et la mortalité prématurée régresse. Dans l'ensemble, cependant, les progrès accomplis par les pays sur le plan du bien-être actuel ne se sont pas toujours accompagnés d'une amélioration équivalente des ressources nécessaires pour pérenniser ces gains. Dans les années à venir, les pays de l'OCDE devront voir plus loin que l'optimisation du bien-être actuel et adopter une approche plus globale qui répartisse les investissements de façon plus équilibrée entre toutes les facettes du bien-être.

Encadré 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE

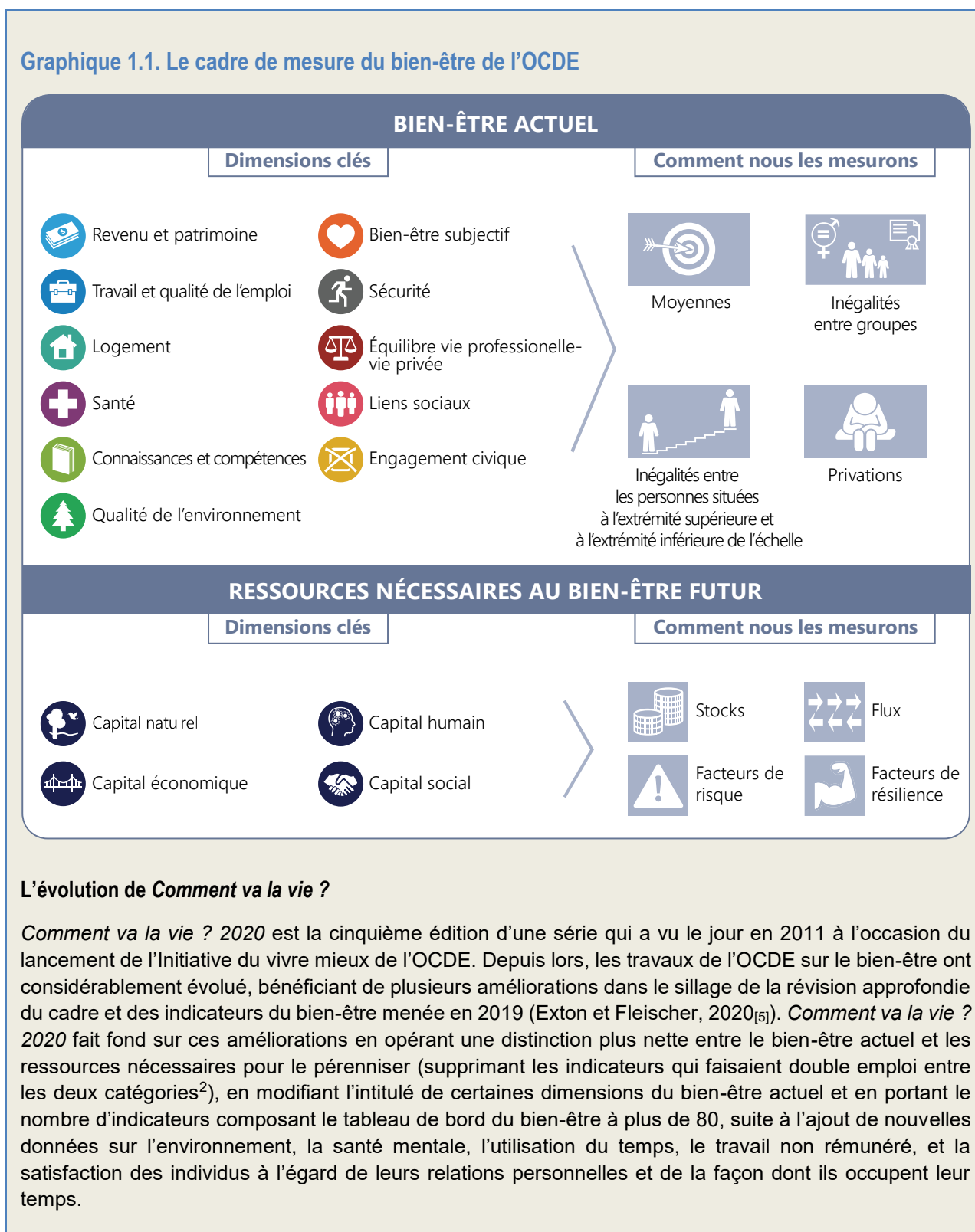
Comment va la vie ? contient des statistiques clés qui indiquent si la vie des habitants des pays de l'OCDE s'améliore ou non. Les données relatives au bien-être actuel se concentrent sur les conditions de vie à l'échelon individuel, du ménage et de la collectivité et décrivent comment les gens perçoivent leur existence « ici et maintenant ». Ces données sont complétées par des statistiques sur les ressources nécessaires pour pérenniser le bien-être, c'est-à-dire, plus spécifiquement, sur les investissements que les pays consacrent à différents types de « capital » (ou l'appauvrissement de ces derniers) et les facteurs de risque et de résilience qui façonneront les changements futurs du bien-être. Recueillir des données séparées sur le bien-être actuel et sa pérennisation permet de déterminer si l'optimisation de l'un se fait au détriment de l'autre (et réciproquement), et jette ainsi un éclairage sur les arbitrages intertemporels qui s'opèrent dans l'élaboration des politiques et sur le profil intergénérationnel du bien-être dans les différents pays.

Dans le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE (Graphique 1.1), le bien-être actuel est mesuré selon 11 dimensions. Celles-ci recouvrent les conditions matérielles qui déterminent les possibilités économiques des individus (*revenu et patrimoine, logement et qualité de l'emploi*) et des facteurs liés à la qualité de vie qui indiquent si les gens vont bien (et ont le sentiment qu'ils vont bien), ce qu'ils savent et sont capables de faire, et dans quelle mesure ils vivent dans des endroits sains et sûrs (*santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif, sécurité*). Autres dimensions de la qualité de vie, les relations que les individus entretiennent avec leurs pairs et leur degré d'investissement dans la vie de la collectivité, et la façon dont ils occupent leur temps et avec qui (*équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux, engagement civique*).

Les moyennes nationales masquant souvent des inégalités importantes entre différents groupes de population, la répartition du bien-être actuel est examinée à l'aune de trois types d'inégalité : les écarts entre groupes de population (par exemple entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les personnes âgées, etc., c'est-à-dire les inégalités « horizontales »), les écarts entre les personnes situées au sommet et en bas de l'échelle de résultats pour chaque dimension du bien-être (par exemple le rapport entre les revenus des 20 % des ménages les plus riches et les revenus des 20 % des ménages les plus pauvres – c'est-à-dire les inégalités « verticales »), et les privations (à savoir la part de la population située sous un seuil de valeur donné, par exemple un niveau de compétences ou un état de santé minimum).

Les ressources systémiques qui conditionnent le bien-être futur sont exprimées à travers quatre formes de capital, c'est-à-dire des stocks qui perdurent dans le temps mais qui subissent aussi l'effet des décisions qui sont prises (ou ne sont pas prises) aujourd'hui. Le *capital économique* englobe les actifs d'origine humaine et les actifs financiers ; le *capital naturel* recouvre les actifs naturels (stocks de ressources naturelles, couverture terrestre et biodiversité des espèces par exemple) ainsi que les écosystèmes et leurs services (océans, forêts, sol et atmosphère par exemple) ; le *capital humain* renvoie aux compétences et à la santé future des individus ; et enfin, le *capital social* désigne les normes sociales, les valeurs partagées et les dispositions institutionnelles qui favorisent la coopération. Bon nombre de ces stocks et flux de capital dépassent largement le cadre de ceux « détenus » par les agents privés et constituent, de fait, des biens publics. Ainsi, le degré de confiance qu'une personne accorde à ses pairs contribue au climat général de confiance interpersonnelle qui règne dans un pays ou une population ; ou encore, les émissions de gaz à effet de serre d'un pays ont un impact sur le climat de la planète. Outre les stocks et les flux de capital, *Comment va la vie ?* met en évidence un certain nombre de facteurs de risque et de résilience clés qui pourraient influencer à l'avenir la valeur de ces flux et stocks sur le plan du bien-être. Par exemple, la dette des ménages fait peser des risques sur les perspectives économiques futures, tandis que le caractère inclusif des processus décisionnels politiques peut exercer un effet protecteur sur le bien-être.

Graphique 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE



L'évolution de *Comment va la vie* ?

Comment va la vie ? 2020 est la cinquième édition d'une série qui a vu le jour en 2011 à l'occasion du lancement de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE. Depuis lors, les travaux de l'OCDE sur le bien-être ont considérablement évolué, bénéficiant de plusieurs améliorations dans le sillage de la révision approfondie du cadre et des indicateurs du bien-être menée en 2019 (Exton et Fleischer, 2020^[5]). *Comment va la vie ? 2020* fait fond sur ces améliorations en opérant une distinction plus nette entre le bien-être actuel et les ressources nécessaires pour le pérenniser (supprimant les indicateurs qui faisaient double emploi entre les deux catégories²), en modifiant l'intitulé de certaines dimensions du bien-être actuel et en portant le nombre d'indicateurs composant le tableau de bord du bien-être à plus de 80, suite à l'ajout de nouvelles données sur l'environnement, la santé mentale, l'utilisation du temps, le travail non rémunéré, et la satisfaction des individus à l'égard de leurs relations personnelles et de la façon dont ils occupent leur temps.

Encadré 1.2. Comment lire cet ouvrage

Comment va la vie ? 2020 comprend trois parties :

- « Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ? » – Un tour d'horizon du bien-être (chapitre 1)
- Des informations détaillées sur chaque dimension du bien-être, qui décrivent pour chaque indicateur les moyennes, les niveaux d'inégalité et la tendance dans le temps (chapitres 2 à 16)
- Des statistiques clés sur les résultats de chaque pays de l'OCDE et pays partenaire en matière de bien-être (les profils par pays sont disponibles en ligne uniquement, à l'adresse <http://oecd.org/how-s-life>).

Ce chapitre présente une analyse globale des tendances du bien-être depuis 2010 en s'appuyant sur un ensemble restreint d'indicateurs phares. Il offre une perspective en surplomb sur les données examinées plus en détail dans les chapitres 2 à 16, qui décrivent l'intégralité des résultats pour les plus de 80 indicateurs que comprend le tableau de bord du bien-être de l'OCDE. Les lecteurs qui souhaitent de plus amples informations sur une dimension particulière du bien-être, comme la santé par exemple, se reporteront au chapitre correspondant, où ils trouveront des données pays par pays sur différents indicateurs de l'état de santé, leur évolution au fil du temps et les disparités observées entre différents groupes de population. Ces chapitres fournissent également des précisions sur les méthodes de mesure et sur certaines lacunes importantes des données qu'il faudra combler pour pouvoir dresser un tableau plus complet du bien-être des populations.

Le choix des **indicateurs phares** utilisés dans le chapitre 1 a été guidé par le souci de rendre la communication plus concise et de mettre en évidence les constats essentiels. Douze indicateurs phares décrivent les niveaux moyens de bien-être actuel, 12 les inégalités de bien-être actuel, et 12 les ressources nécessaires au bien-être futur (voir l' Annexe 1.A). Sauf indication contraire, le chapitre 1 se réfère uniquement à ces trois jeux d'indicateurs phares.

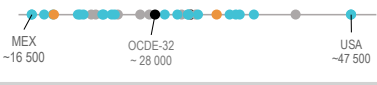
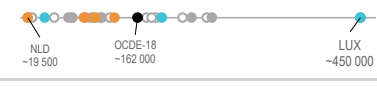

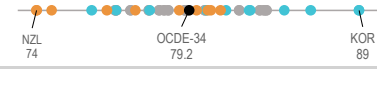




Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?

Revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi

Les aspects matériels déterminent la situation économique d'une personne et peuvent en outre avoir d'amples répercussions sur d'autres aspects de la vie tels que l'éducation et la santé. Les dimensions essentielles considérées ici sont les suivantes : *le revenu et le patrimoine*, qui ensemble déterminent les possibilités de consommation des individus ; *le logement*, qui leur offre un abri, la sécurité et un espace personnel et privé ; et *le travail et la qualité de l'emploi*, qui décrivent les débouchés professionnels disponibles et les conditions de travail dans l'emploi rémunéré.

D'après les données de 2017 ou les données disponibles les plus récentes, le revenu annuel moyen des ménages dans l'OCDE s'élève à environ 28 000 USD et leur patrimoine médian à environ 162 000 USD. En moyenne, le revenu annuel des 20 % des personnes situées en haut de l'échelle est 5.4 fois plus élevé que celui des 20 % situées en bas. Les ménages des pays de l'OCDE consacrent un tout petit peu plus de 21 % de leur revenu disponible au logement, et 12 % vivent dans un logement surpeuplé. Sur dix adultes âgés de 25 à 64 ans dans ces pays, presque huit exercent un emploi rémunéré. Globalement, 7 % des personnes exerçant un emploi rémunéré effectuent de très longues heures de travail (50 heures ou plus par semaine), et les femmes gagnent presque 13 % de moins par an que les hommes (Tableau 1.1).

Tableau 1.1. Bien-être actuel : revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi

	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Revenu et patrimoine	Revenu des ménages (revenu disponible ajusté net, USD aux PPA de 2017*, par habitant)	Moyenne		6%	20	2
	Patrimoine des ménages (patrimoine net médian, USD aux PPA de 2016)	Moyenne		4%	3	6
	Rapport S80/S20 de revenu disponible (part de revenu détenue par les 20 % les plus riches, divisée par la part détenue par les 20 % les plus pauvres)	Inégalité		-0.03 point de ratio	6	11
Logement	Accessibilité financière du logement (revenu disponible restant après les dépenses de logement)	Moyenne		+0.1 point de pourcentage	11	9
	Taux de surpopulation (part des ménages vivant dans un logement surpeuplé)	Inégalité		-2.6 points de pourcentage	10	6
Travail et qualité de l'emploi	Taux d'emploi (salariés de 25 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge)	Moyenne		+4.8 points de pourcentage	31	1
	Écart salarial homme-femme (différence entre les salaires médians des hommes et des femmes, exprimée en pourcentage des salaires masculins)	Inégalité		-1.2 point de pourcentage	10	2
	Longues heures de travail rémunéré (proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine)	Inégalité		-1.7 point de pourcentage	16	2

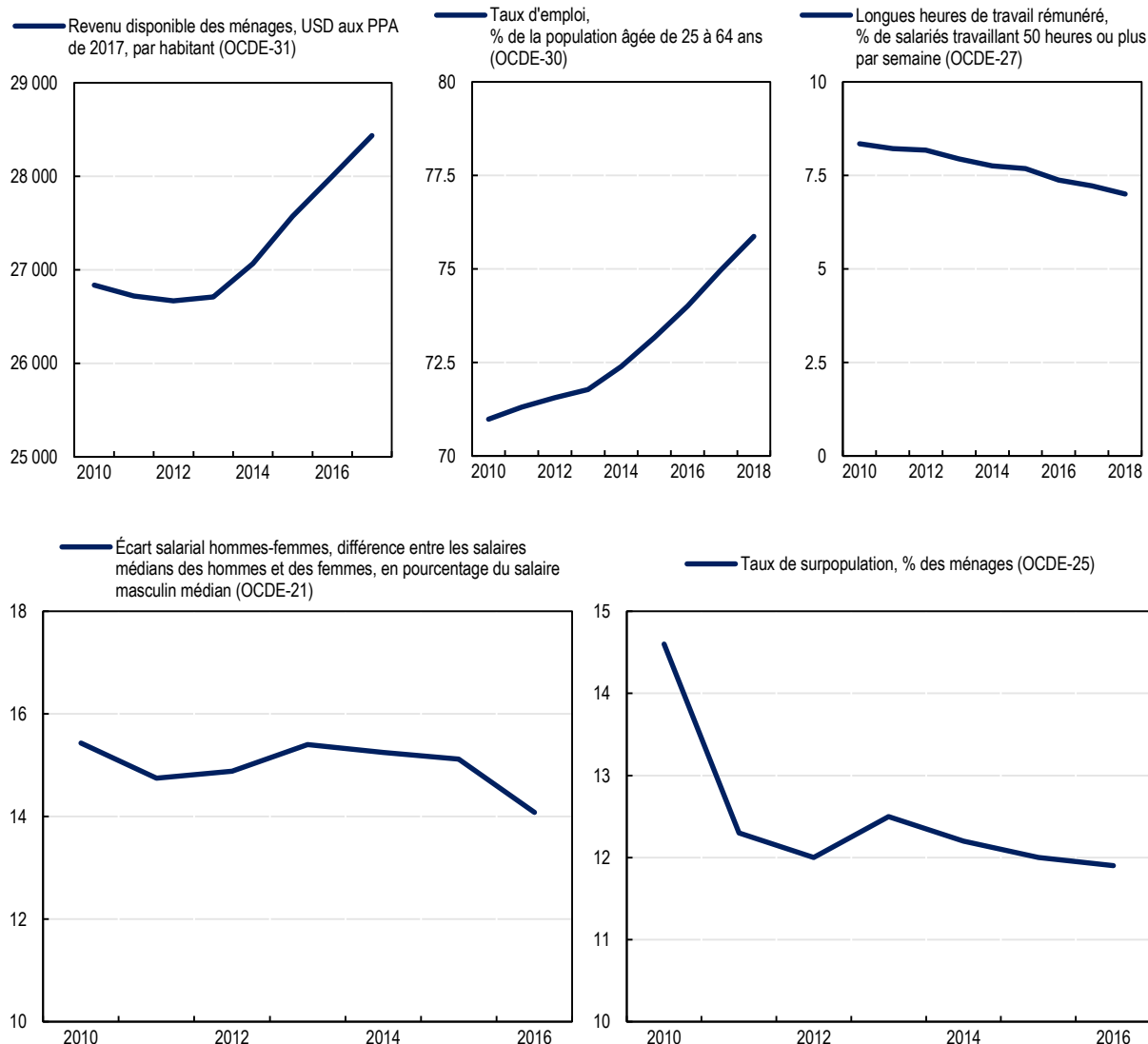
Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. * Les parités de pouvoir d'achat (PPA) permettent de comparer les niveaux de vie entre les pays en ajustant les taux de change des devises grâce à une approche de « panier de biens ».

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

Par rapport à 2010, les habitants des pays de l'OCDE ont bénéficié en moyenne d'une amélioration de certains aspects de leurs conditions matérielles, plusieurs économies s'étant relevées de la crise depuis lors. Plus précisément, le revenu disponible des ménages et les taux d'emploi ont progressé entre 2013 et 2017, gagnant respectivement environ 6 et 5 points de pourcentage. Le taux de surpopulation a diminué de presque 3 points, principalement en raison de la forte baisse intervenue entre 2010 et 2011. Dans près d'un tiers des pays de l'OCDE, l'écart de salaire entre hommes et femmes a globalement diminué au cours de la période 2010-2017. Néanmoins, l'écart moyen ne s'est resserré que d'à peine plus de 1 point de pourcentage durant cette période et, à presque 13 %, il se situe encore loin de la parité (Graphique 1.2).

Graphique 1.2. Les moyennes OCDE des indicateurs suivants se sont améliorées depuis 2010 : revenu disponible des ménages, taux d'emploi, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail et surpopulation des logements

Moyenne OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE du revenu des ménages exclut le Chili, la Colombie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ; la moyenne OCDE du taux d'emploi exclut l'Allemagne, le Chili, la Colombie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse ; la moyenne OCDE des longues heures de travail rémunéré exclut l'Allemagne, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse ; la moyenne OCDE de l'écart de salaire entre hommes et femmes exclut le Chili, l'Espagne, l'Estonie, la France, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovaquie, la Suisse et la Turquie ; et la moyenne OCDE du taux de surpopulation exclut l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Estonie, Israël, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

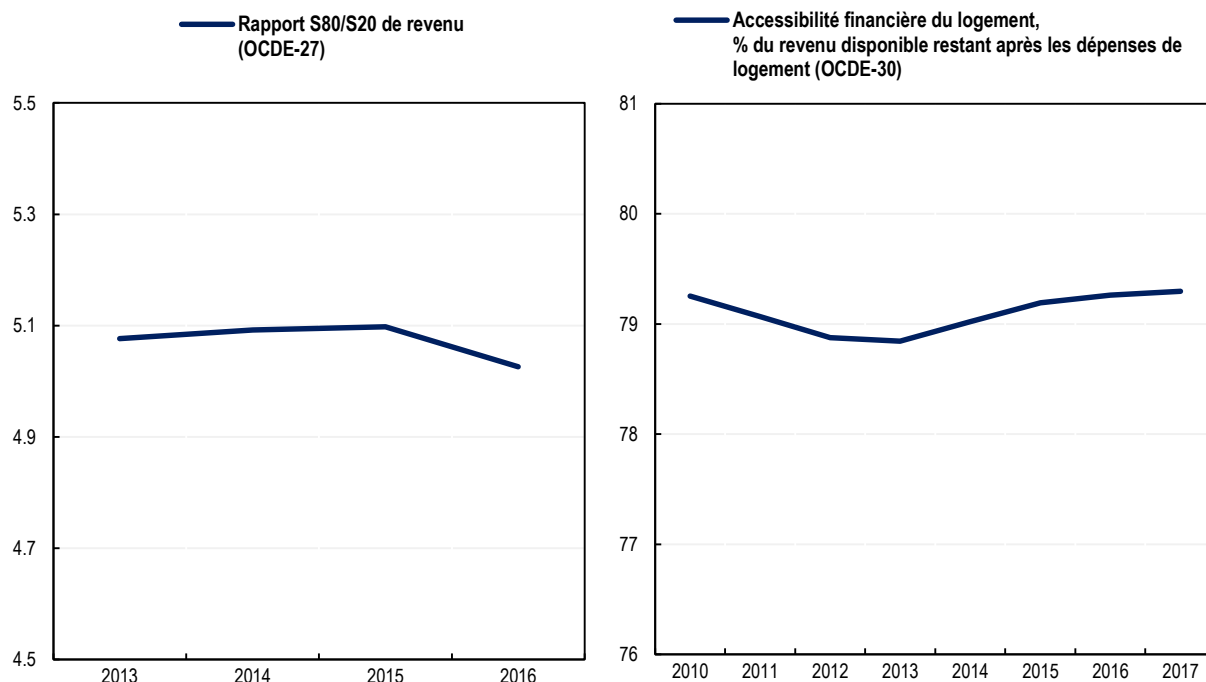
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124698>

Peu de progrès ont été accomplis depuis 2010 sur le plan de la réduction des inégalités de revenu moyen ou de l'amélioration de l'accessibilité financière du logement (malgré la hausse du revenu des ménages) (Graphique 1.3). De plus, dans les 15 pays pour lesquels des données sont disponibles, le patrimoine médian des ménages a reculé de 4 % en moyenne depuis les alentours de 2010. Dans certains pays de l'OCDE, ce déclin s'explique en partie par la hausse des prix de l'immobilier (OCDE, 2017^[6]).

Graphique 1.3. Les moyennes OCDE ne font apparaître aucun progrès sur le plan de la réduction des inégalités de revenu et de l'amélioration de l'accessibilité financière du logement depuis 2010

Moyenne OCDE, 2010 à 2017 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE du rapport interquintile de revenu S80/S20 exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie ; et la moyenne OCDE de l'accessibilité financière du logement exclut le Chili, la Colombie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie.

Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124717>

Au-delà des indicateurs phares relatifs aux conditions matérielles présentés ici, d'autres statistiques sont dignes d'intérêt (voir les chapitres 2 à 4). Par exemple, les 10 % des ménages les plus aisés détiennent plus de la moitié du patrimoine total des ménages. Si 12 % des habitants des pays de l'OCDE sont en situation de pauvreté monétaire relative (définie par un seuil de 50 % du revenu médian national), la proportion de personnes déclarant avoir du mal à joindre les deux bouts dans les pays européens de l'OCDE est presque deux fois plus élevée (21 %). Depuis 2010, la capacité des gens à joindre les deux bouts s'est améliorée en moyenne, tandis que la pauvreté monétaire relative est restée stable. Cela étant, plus d'une personne sur trois dans les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles peut être considérée comme en situation de précarité financière – au sens où ces personnes ne disposent pas d'actifs financiers liquides suffisants pour maintenir leur famille au niveau du seuil de pauvreté monétaire pendant plus de trois mois en cas de choc sur les revenus. Parmi les ménages à faible revenu, environ un sur cinq dépense plus de 40 % de son revenu disponible en loyers et remboursements de crédit immobilier. En outre, un jeune sur dix âgé de 15 à 24 ans est sans emploi et sorti du système éducatif (alors que le taux d'emploi global est de 76 %), un taux qui n'a que légèrement diminué depuis 2010 (de 2 points de pourcentage).

Santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité

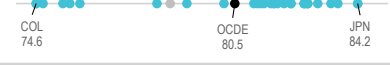




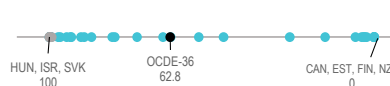




La qualité de vie s'appréhende au travers des expériences personnelles et des conditions environnementales : il s'agit ici de savoir comment vont les gens, comment ils se sentent, et s'ils vivent dans un environnement sain et sûr. Sont prises en compte dans la qualité de vie les dimensions du bien-être suivantes : *la santé* (une longue vie exempte de maladies physiques ou mentales, et la capacité d'une personne d'exercer les activités qu'elle souhaite), *les connaissances et les compétences* (ce que les gens savent et ce qu'ils sont capables de faire), *la qualité de l'environnement* (l'absence de pollution et l'accès aux commodités), *le bien-être subjectif* (un bon équilibre psychique et la perception positive qu'ont les personnes de leur existence) et *la sécurité* (la protection contre les préjudices).

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE en moyenne, une personne née en 2017 peut espérer vivre 80.5 ans. À mesure que les individus avancent en âge, des inégalités marquées liées à l'éducation et au revenu se font jour : en moyenne, l'espérance de vie d'un homme âgé de 25 ans diplômé du supérieur dépasse de 7.6 ans celle d'un homme de même âge qui n'a pas dépassé le premier cycle de l'enseignement secondaire. Pour les femmes, l'écart correspondant est de 4.8 ans. En moyenne, un jeune de 15 ans sur huit environ a des compétences inférieures au niveau « de base », défini par des scores faibles dans les trois matières évaluées par le programme PISA de l'OCDE (mathématiques, compréhension de l'écrit et sciences). Dans les pays européens de l'OCDE, 93 % des citoyens vivent à dix minutes de marche ou moins d'un parc ou d'un espace vert. En 2017, plus de 60 % de la population de l'ensemble des pays de l'OCDE étaient exposés à un niveau de pollution atmosphérique aux particules fines (PM_{2.5}) supérieur à 10 microgrammes/m³, le seuil dont le dépassement est considéré comme nocif pour la santé humaine par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans l'OCDE, le taux de mortalité par agression est de 2 pour 100 000 personnes, les victimes étant principalement des hommes jeunes sur le continent américain et des hommes âgés de 30 à 44 ans en Europe et en Asie (ONU DC, 2019^[7]). Dans l'OCDE en moyenne, les hommes se sentent plus en sécurité que les femmes : huit hommes sur dix déclarent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit dans le quartier où ils vivent, contre six femmes sur dix. La satisfaction des citoyens à l'égard de la vie, mesurée sur une échelle graduée de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (totalement satisfait), est de 7.4 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Lors d'une journée type, une personne sur huit environ éprouve davantage de sentiments négatifs (colère, tristesse, inquiétude) que de sentiments positifs (être content, rire ou sourire beaucoup, se sentir détendu) (Tableau 1.2).

Par rapport à 2010, les taux d'homicides ont baissé en moyenne de 0.8 décès pour 100 000 personnes, et l'écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils ou elles marchent seul(e)s la nuit s'est resserré de 3.5 points. De plus, dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie d'un nouveau-né a augmenté d'environ un an et deux mois, les personnes âgées de 15 ans et plus sont légèrement plus satisfaites de leur existence (par rapport à 2013), et le nombre de personnes exposées à une pollution atmosphérique nocive a diminué (Graphique 1.4). Des nuances importantes s'imposent néanmoins : dans certains pays qui affichaient déjà une espérance de vie élevée (tels que l'Islande, l'Allemagne, la Grèce et le Royaume-Uni), cet indicateur commence à plafonner, et les États-Unis n'ont enregistré aucun gain net à cet égard depuis 2010. Les niveaux de pollution atmosphérique ont diminué de presque 12 points depuis 2005, mais les progrès ne sont pas toujours intervenus là où la situation était la plus critique : dans dix pays de l'OCDE (Corée, Grèce, Hongrie, Israël, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovaquie), c'est presque toute la population qui reste exposée à des concentrations de PM_{2.5} dangereuses.

La part de la population déclarant éprouver davantage de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs lors d'une journée type (bilan émotionnel négatif) ne s'est guère améliorée, demeurant relativement stable depuis 2010-12. Les compétences cognitives des élèves en sciences ont globalement diminué durant cette période (Tableau 1.2).

Tableau 1.2. Bien-être actuel : santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité

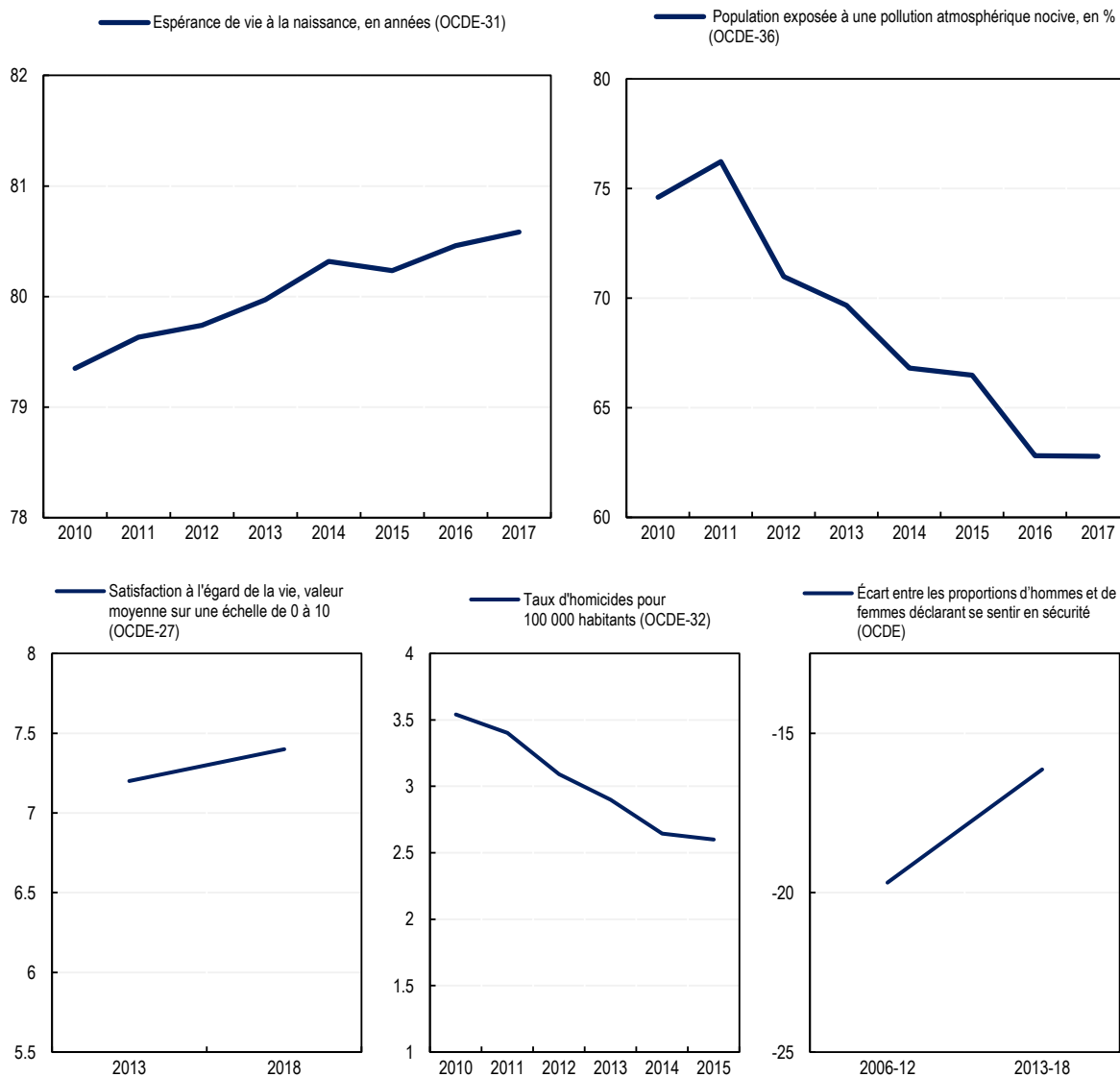
	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Santé	Espérance de vie (nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre)	Moyenne		+14 mois (1.5 %)	35	0
	Écart d'espérance de vie selon le niveau d'études (parmi les hommes âgés de 25 ans)	Inégalité		Pas de série chronologique		
Connaissances et compétences	Compétences des élèves en sciences (scores moyens au PISA)	Moyenne			3	18
	Élèves aux compétences faibles (proportion d'élèves ayant obtenu un score faible en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences)	Inégalité		Pas de série chronologique		
Qualité de l'environnement	Accès aux espaces verts (part de la population urbaine vivant à 10 minutes de marche ou moins d'un espace vert)	Moyenne		Pas de série chronologique		
	Exposition à la pollution atmosphérique (part de la population > seuil OMS)	Inégalité		-11.6 points de pourcentage	32	0
Bien-être subjectif	Satisfaction à l'égard de la vie (valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 à 10)	Moyenne		+0.2 point de pourcentage	15	2
	Bilan émotionnel négatif (part de la population déclarant avoir éprouvé la veille davantage de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs)	Inégalité		-0.1 point de pourcentage	9	8
Sécurité	Homicides (pour 100 000 personnes)	Moyenne		-0.8	18	0
	Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité (écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils/elles marchent seul(e)s la nuit dans la ville ou le quartier où ils/elles vivent)	Inégalité		-3.5 points de pourcentage	13	0

Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

Graphique 1.4. Par rapport à 2010, les gens vivent plus longtemps et se déclarent plus satisfaits de leur existence, la part de la population exposée à la pollution atmosphérique a diminué, et davantage de personnes sont et se sentent en sécurité

Moyenne OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de différences méthodologiques et/ou de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE de l'espérance de vie exclut la Belgique, la Colombie, la Hongrie, le Luxembourg, la Suisse et la Turquie ; la moyenne OCDE de l'exposition à la pollution atmosphérique exclut la Turquie ; la moyenne OCDE de la satisfaction à l'égard de la vie exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Irlande, Israël, le Japon, le Mexique et la Turquie ; et la moyenne OCDE du taux d'homicides exclut l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République slovaque et la Turquie.

Source : Voir l'Annexe 1.A.

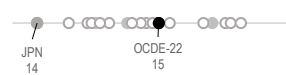

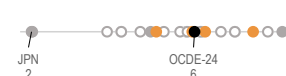


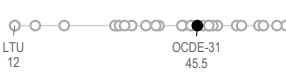
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124736>

Liens sociaux, engagement civique, équilibre vie professionnelle-vie privée

La qualité de vie se mesure également à l'aune de la qualité des relations, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les individus interagissent avec leurs pairs et s'investissent dans la vie de la collectivité, et la façon dont ils occupent leur temps et avec qui. Les principales dimensions considérées ici sont les suivantes :

liens sociaux (quantité et qualité du temps passé avec autrui, et mesure dans laquelle les individus se sentent soutenus), *engagement civique* (le fait que les citoyens puissent prendre part à des activités civiques importantes leur permettant d'agir sur la société dans laquelle ils vivent, et leur participation effective à ces activités) et *équilibre vie professionnelle-vie privée* (le fait de pouvoir concilier obligations familiales, loisirs et travail – qu'il s'agisse de travail rémunéré ou non³).

Tableau 1.3. Bien-être actuel : équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux et engagement civique

	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Temps de loisir (nombre d'heures quotidiennes consacrées aux loisirs et occupations personnelles)	Moyenne		-6 minutes/jour pour 6 pays (BEL, CAN, ITA, JPN, KOR, USA)	0	0
	Écart hommes-femmes en termes d'heures travaillées (nombre de minutes de travail rémunéré et non rémunéré effectué en plus par jour par les femmes)	Inégalité		Pas de série chronologique		
Liens sociaux	Interactions sociales (nombre d'heures par semaine)	Moyenne		-24 minutes/semaine pour 7 pays (BEL, CAN, ITA, JPN, KOR, TUR, USA)	0	4
	Manque de soutien social (proportion de personnes déclarant ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème)	Inégalité		0.2%	9	10
Engagement civique	Participation électorale (pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales)	Moyenne		-0.5 point de pourcentage	8	7
	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics (proportion de personnes qui considèrent ne pas avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics)	Inégalité		Pas de série chronologique		

Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. Le signe * dans la rubrique « participation électorale » signifie que le vote est obligatoire.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

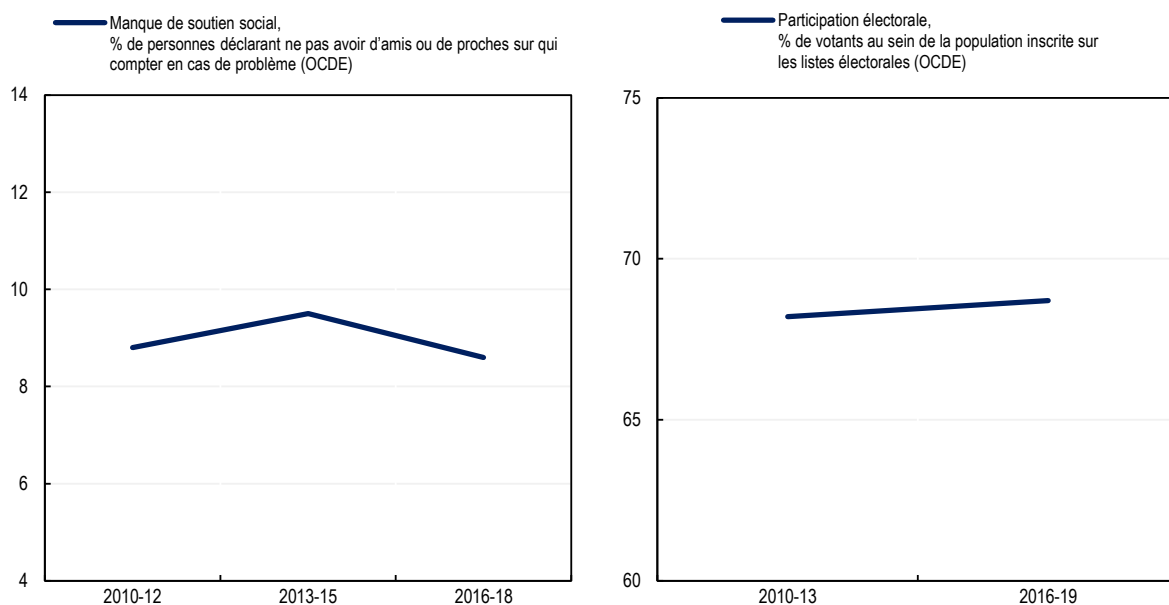
Dans les pays de l'OCDE en moyenne, le temps consacré aux interactions sociales (par exemple, parler avec des membres de sa famille ou sortir avec des amis⁴) est d'environ 6 heures par semaine. Près d'une personne sur dix dans l'ensemble fait état d'un niveau de soutien social insuffisant (c'est-à-dire déclare ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème). Près de 70 % des personnes inscrites sur les listes électorales ont voté à la dernière élection, mais près de la moitié (46 %) des citoyens estiment qu'ils n'ont pas leur mot à dire concernant l'action publique. Les salariés à plein temps ont en moyenne 15 heures de « temps libre » – temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles (sommeil compris) – par jour. Si l'on tient compte à la fois du travail rémunéré et du travail non rémunéré, les femmes effectuent davantage d'heures de travail que les hommes dans presque tous

les pays de l'OCDE – presque 25 minutes par jour, ou 12.5 heures par mois de plus en moyenne (Tableau 1.3).

À l'inverse de l'évolution positive observée pour les indicateurs de bien-être liés aux conditions matérielles et aux aspects individuels de la qualité de vie, la tendance générale, pour les dimensions relationnelles, est stable ou légèrement négative. Cependant, les tendances relatives à l'utilisation du temps dans de nombreuses dimensions relationnelles du bien-être ne sont pas disponibles pour la plupart des pays, six pays de l'OCDE seulement (Belgique, Canada, Corée, États-Unis, Italie et Japon) ayant effectué au moins deux enquêtes sur l'emploi du temps durant les deux dernières décennies. Les données dont on dispose montrent que dans ces pays, le temps libre pour les loisirs et les activités personnelles n'a pas augmenté depuis le milieu des années 2000. En parallèle, le temps hebdomadaire consacré aux interactions sociales a baissé d'au moins 20 minutes dans quatre d'entre eux – d'environ une demi-heure au Canada, aux États-Unis et en Italie, et d'un peu plus de 40 minutes en Belgique (Tableau 1.3). La proportion moyenne de personnes faisant état d'un niveau de soutien social insuffisant et la participation électorale sont restées stables dans les pays de l'OCDE depuis 2010-13 (Graphique 1.5).

Graphique 1.5. Le sentiment de manquer de soutien social et la participation électorale ont peu évolué en moyenne

Moyenne OCDE, 2010 à 2019 ou dernière année disponible



Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124755>

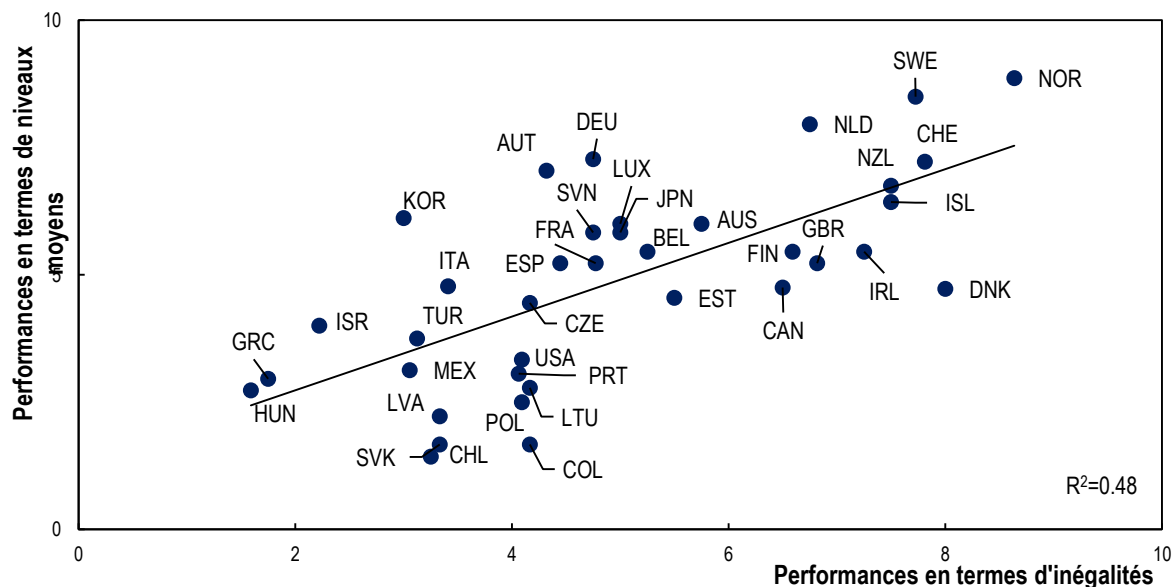
Dans quels pays le niveau de bien-être s'est-il amélioré ou dégradé ?

D'après les indicateurs phares examinés dans ce chapitre, les pays de l'OCDE qui affichent un niveau moyen de bien-être actuel plus élevé sont aussi globalement plus égalitaires – autrement dit, la proportion de personnes souffrant de privations y est plus réduite, de même que les écarts dans la répartition du bien-être et les différences entre groupes de population (Graphique 1.6). Globalement, les populations des pays nordiques, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse conjuguent un niveau de bien-être actuel relativement élevé et des inégalités relativement faibles. A contrario, les habitants des pays

d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, ainsi que de Turquie et de Grèce, enregistrent des niveaux de bien-être relativement bas et des inégalités relativement plus marquées. Il y a cependant des exceptions : le Danemark affiche de meilleurs résultats en matière d'inégalités que ce que son niveau de bien-être pourrait laisser supposer, tandis que l'Autriche, la Corée et l'Allemagne sont relativement inégalitaires au regard de leurs scores moyens de bien-être.

Graphique 1.6. Les pays où le niveau moyen de bien-être actuel est plus élevé sont aussi globalement plus égalitaires

Performances comparatives en termes de niveaux moyens et d'inégalités de bien-être actuel, 2018 ou dernière année disponible (les données manquantes sont exclues)



Note : Les performances des pays de l'OCDE en termes de niveaux moyens de bien-être actuel reposent sur les 12 indicateurs phares suivants : revenu disponible des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, accès aux espaces verts, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Les performances en termes d'inégalités de bien-être actuel reposent sur les 12 indicateurs phares suivants : rapport S80/S20 de revenu disponible, taux de surpopulation, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail rémunéré, écart d'espérance de vie chez les hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, élèves aux compétences faibles, exposition à la pollution atmosphérique, bilan émotionnel négatif, écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité, écart hommes-femmes en termes d'heures travaillées, part de la population faisant état d'un manque de soutien social et part de la population estimant qu'elle n'a pas son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Pour évaluer les performances comparatives des pays de l'OCDE, on leur a affecté un « score » fondé sur la valeur de chaque indicateur en 2010 ou la première année connue (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). On a ensuite fait la moyenne de ces scores à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension). Les points de données manquants sont exclus du score de chaque pays, de sorte que les scores peuvent être sous-estimés ou surestimés en cas de vide important dans les données.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124774>

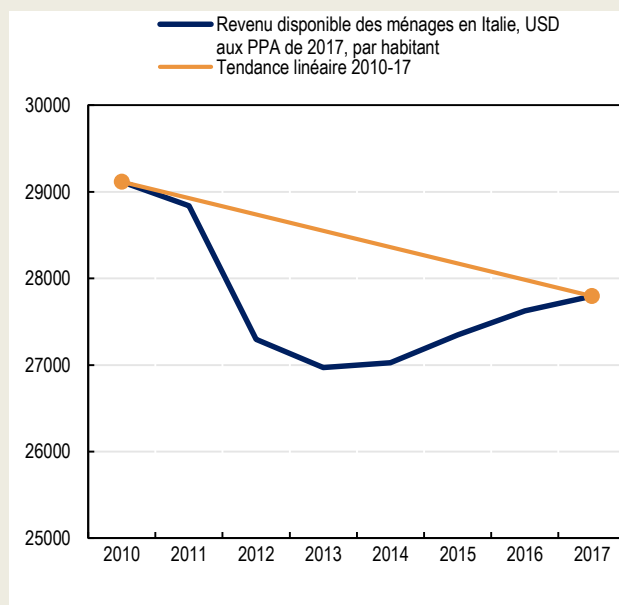
Bien souvent, les tendances moyennes pour l'ensemble de la zone OCDE masquent la situation des pays pris individuellement. L'examen de l'évolution des différents pays membres depuis 2010 montre qu'aucun d'eux n'a vu sa situation s'améliorer ou se dégrader systématiquement pour chacun des aspects du bien-être saisis par les indicateurs phares (Encadré 1.3). Les trajectoires du bien-être sont en réalité contrastées.

Encadré 1.3. Évaluation des tendances du bien-être : note méthodologique

Pour déterminer quels domaines du bien-être requièrent un suivi plus étroit ou une attention plus soutenue de la part des pouvoirs publics, il est essentiel de savoir avec un degré de certitude minimum si tel ou tel aspect du bien-être s'améliore ou se dégrade au fil du temps. *Comment va la vie ? 2020* utilise deux types d'analyse pour qualifier les tendances :

- Dans le cas des indicateurs pour lesquels les séries chronologiques sont suffisantes (avec un minimum de trois observations par pays), on examine les *mouvements sur l'ensemble de la période* depuis 2010 pour déterminer si la tendance générale est positive ou négative. En effet, en ne considérant que les changements intervenus entre les points de départ et de fin d'un indicateur (c'est-à-dire 2010 et 2018), l'analyse courrait le risque d'utiliser comme référence une année inhabituelle, et donc de surestimer ou sous-estimer le changement réel. Aussi, lorsqu'il existe des séries chronologiques suffisantes pour au moins 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, *Comment va la vie ?* utilise le coefficient de corrélation des rangs de Spearman entre les valeurs observées de chaque indicateur et le temps (exprimé en années). Un pays est considéré comme étant « **globalement en progression** » ou « **globalement en régression** » si le coefficient de corrélation de Spearman est significatif au moins à 10 %, et comme étant « **sans tendance claire** » dans les autres cas. Le Graphique 1.7 illustre ce cas de figure : on constate que le revenu disponible des ménages en Italie était plus bas en 2017 qu'en 2010, mais aussi qu'il a baissé pendant trois années, et augmenté pendant quatre autres. En appliquant la méthode de Spearman, on peut donc conclure à « l'absence de tendance claire » pour cet indicateur et ce pays.

Graphique 1.7. Revenu disponible des ménages en Italie, 2010-17



StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124793>

- Dans le cas des indicateurs pour lesquels les séries chronologiques sont insuffisantes (moins de 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données existent disposent d'au moins trois observations), l'évolution dans le temps a été estimée en calculant le changement intervenu entre deux points uniques, 2010 (ou l'année connue la plus proche) et 2018 (ou la

dernière année connue). Des seuils propres à chaque indicateur sont utilisés pour déterminer si un pays est « en progression », « en régression » ou « sans tendance claire » (Tableau 1.4). Ces seuils tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment l'ampleur totale de l'évolution observée dans les pays de l'OCDE (tant en valeur unitaire absolue qu'en pourcentage), la distribution univariée des valeurs entre les pays de l'OCDE et la marge probable d'erreur dans les valeurs estimées.

Limites

Les données manquantes limitent la possibilité d'évaluer de façon exhaustive les changements survenus dans de nombreux pays et soulignent la nécessité d'augmenter la fréquence de collecte des statistiques officielles sur le bien-être. Par exemple, plus de la moitié des pays de l'OCDE (23) ne disposent pas d'informations suffisantes pour estimer les tendances d'au moins un tiers des 12 indicateurs phares relatifs au niveau moyen de bien-être actuel. La moitié de ces indicateurs sont manquants en Australie, en Islande, en Turquie et en Nouvelle-Zélande, et presque 60 % en Colombie et en Israël. Les lacunes sont encore plus béantes pour les indicateurs d'inégalités de bien-être actuel, puisqu'elles concernent au moins un tiers des 12 indicateurs phares dans la totalité des pays de l'OCDE. Pour certains indicateurs, aucun pays de l'OCDE ne possède plus d'un point de donnée : accès aux espaces verts, écart d'espérance de vie selon le niveau d'études, proportion d'élèves faibles, écart du nombre d'heures travaillées entre hommes et femmes, et part de la population estimant ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Le jeu de données sur le bien-être étendu de l'OCDE (chapitres 2 à 16) comporte lui aussi de nombreuses lacunes qui nuisent à la pertinence des analyses.

Tableau 1.4. Seuils utilisés pour évaluer l'évolution des indicateurs phares du bien-être lorsque les séries chronologiques sont insuffisantes

Indicateur	Unité de mesure	Seuil
Revenu et patrimoine		
Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian, USD aux PPA de 2016	+/-9 000 USD
Connaissances et compétences		
Compétences des élèves en sciences	Scores moyens au PISA	Utilisation des intervalles de confiance communiqués par la Direction de l'éducation de l'OCDE
Bien-être subjectif		
Satisfaction à l'égard de la vie	Valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 10	+/-0.2 point sur l'échelle
Sécurité		
Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité	Mesure dans laquelle les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes lorsqu'elles marchent seules la nuit, exprimée par la différence en points de %	+/-5.0 points de pourcentage
Équilibre vie professionnelle-vie privée		
Temps de loisir	Heures par jour	+/-20 min
Liens sociaux		
Interactions sociales	Heures par semaine	+/-20 min
Engagement civique		
Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	+/-3 points de pourcentage

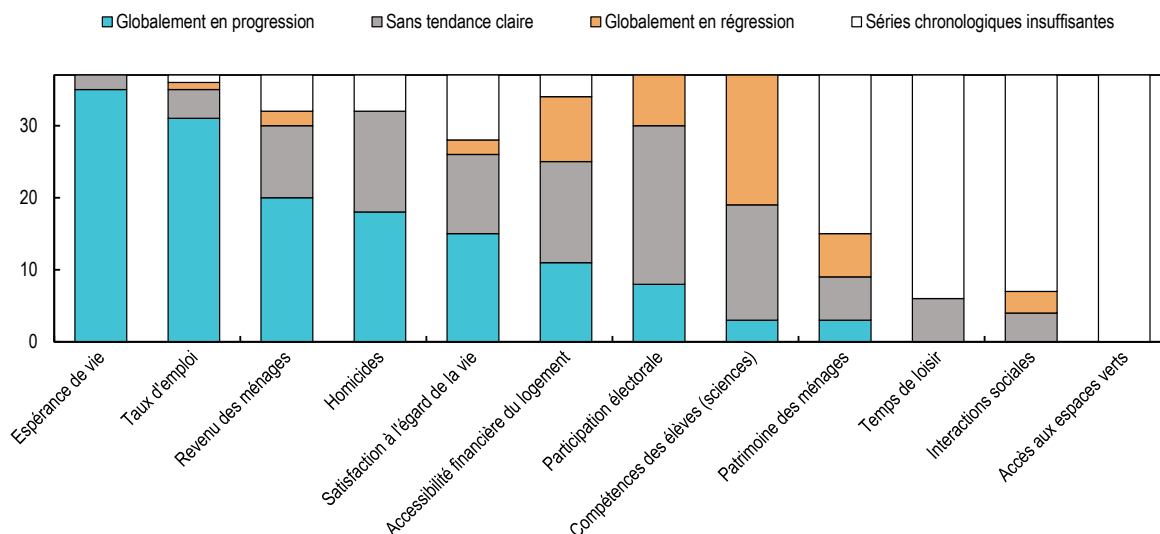
Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être depuis 2010, par pays

Les scores moyens de la plupart des indicateurs phares du bien-être actuel, soit ont progressé, soit n'ont pas suivi de tendance clairement définie depuis 2010 (Graphique 1.8). L'espérance de vie, les taux d'emploi et le revenu disponible des ménages se sont globalement améliorés dans plus de la moitié des pays de l'OCDE. La Norvège est le seul pays où le taux d'emploi a notablement baissé, et l'Autriche et la Grèce les deux seuls pays où le revenu disponible ajusté net des ménages s'est globalement détérioré. Le taux d'homicides a globalement diminué dans 18 pays de l'OCDE sur 37, et la satisfaction à l'égard de la vie a augmenté dans 15 pays de l'OCDE sur 27. Sur d'autres aspects, les tendances divergent : dans la plupart des pays de l'OCDE, il n'y a pas eu de changement net de la participation électorale par rapport à 2010-12, et parmi les pays restants, l'indicateur a augmenté dans huit pays et baissé dans sept (avec une chute de plus de 10 points de pourcentage en Lettonie et en Slovaquie). L'accessibilité financière du logement s'est améliorée dans 11 pays de l'OCDE mais s'est globalement détériorée dans dix autres. En Finlande, en Irlande et au Portugal, la part du revenu des ménages consacrée au logement est supérieure de plus de 2 points de pourcentage à ce qu'elle était en 2010.

Plusieurs indicateurs se sont dégradés entre 2010 et 2018 dans une majorité de pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Par exemple, les scores des élèves aux épreuves de sciences du PISA se sont nettement détériorés dans une légère majorité des pays de l'OCDE. Dans le sous-groupe de pays pour lequel des informations sont disponibles, les pays où le patrimoine médian des ménages a baissé sont deux fois plus nombreux que ceux où il a augmenté. En Grèce, il s'est amoindri de 40 % depuis 2010. Aucun pays de l'OCDE n'a fait de progrès sur le plan de l'emploi du temps – plus précisément en termes de quantité de temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles, ou aux interactions sociales – depuis 2010 ou l'année la plus proche connue. Ainsi, le temps que les personnes consacrent aux interactions sociales a-t-il diminué d'environ une demi-heure au Canada, aux États-Unis et en Italie, et d'un peu plus de 40 minutes en Belgique.

Graphique 1.8. Seuls quelques indicateurs du niveau moyen de bien-être se sont détériorés

Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel depuis 2010, par nombre de pays de l'OCDE



Note : Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124812>

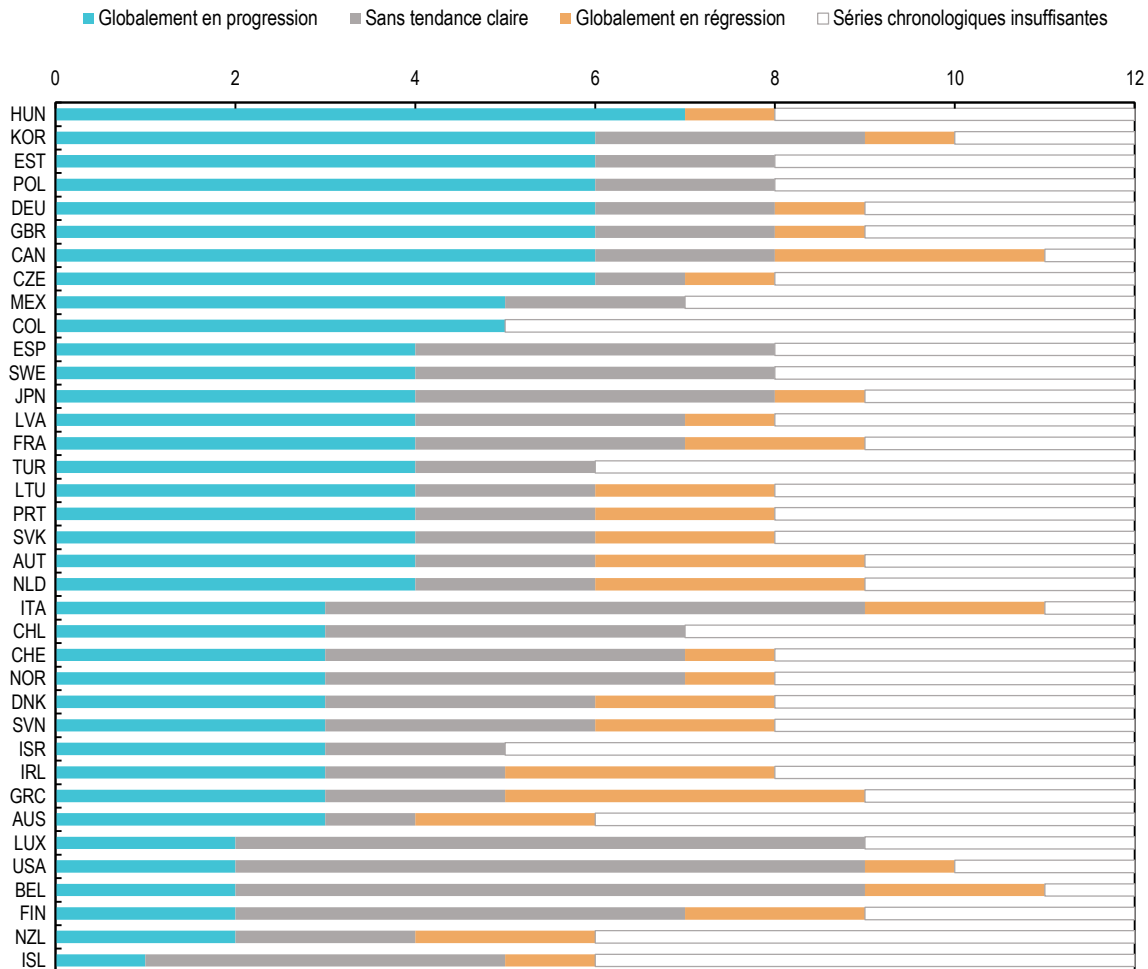
L'Allemagne, le Canada, la Corée, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et le Royaume-Uni sont les pays qui affichent le plus grand nombre de gains en matière de niveau moyen de bien-être actuel (c'est-à-dire le plus grand nombre d'indicateurs phares en progression depuis 2010) (Graphique 1.9). Certains de ces « champions », tels que l'Allemagne, se prévalaient déjà d'un niveau de bien-être relativement élevé en 2010. Mais les progrès ont surtout été enregistrés par des pays qui partaient d'un niveau plus bas et disposaient donc d'une marge de progression plus importante (Graphique 1.10). Par exemple, la Hongrie est le seul pays de l'OCDE où plus de la moitié des indicateurs moyens de bien-être se sont améliorés : le revenu disponible des ménages, le taux d'emploi, l'accessibilité financière du logement, l'espérance de vie, la satisfaction à l'égard de la vie et la participation électorale sont tous orientés à la hausse, tandis que le taux d'homicides a reculé. La Hongrie n'en continue pas moins d'occuper le tiers inférieur du classement des pays de l'OCDE pour ces indicateurs, tout comme la Pologne, l'autre pays qui a fortement progressé (Graphique 1.6).

À l'autre extrémité, la Belgique, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande sont les pays qui ont enregistré le plus petit nombre de gains en matière de bien-être depuis 2010 (Graphique 1.9). Bien qu'il s'agisse de deux pays généralement bien classés en termes de bien-être moyen, un seul indicateur a régulièrement progressé en Islande (le taux d'emploi), et deux en Nouvelle-Zélande (revenu des ménages et espérance de vie)⁵.

L'amélioration de certains aspects de la vie ne s'accompagne pas automatiquement d'une amélioration des autres dimensions. Par exemple, bien que le Canada fasse partie du groupe de tête des pays de l'OCDE qui ont vu la moitié des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être s'améliorer, la part du revenu consacrée au logement, les compétences des élèves en sciences et la quantité de temps passée avec des amis ou des membres de la famille sont autant d'indicateurs qui se sont dégradés depuis 2010 dans ce pays. Le pays qui a vu le plus grand nombre d'indicateurs moyens de bien-être se détériorer est la Grèce (Graphique 1.9) : les compétences des élèves, la participation électorale, le revenu disponible et le patrimoine médian des ménages ont tous régressé sur la période écoulée depuis 2010.

Graphique 1.9. La Hongrie est le seul pays de l'OCDE où plus de la moitié des indicateurs moyens de bien-être se sont améliorés

Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel depuis 2010



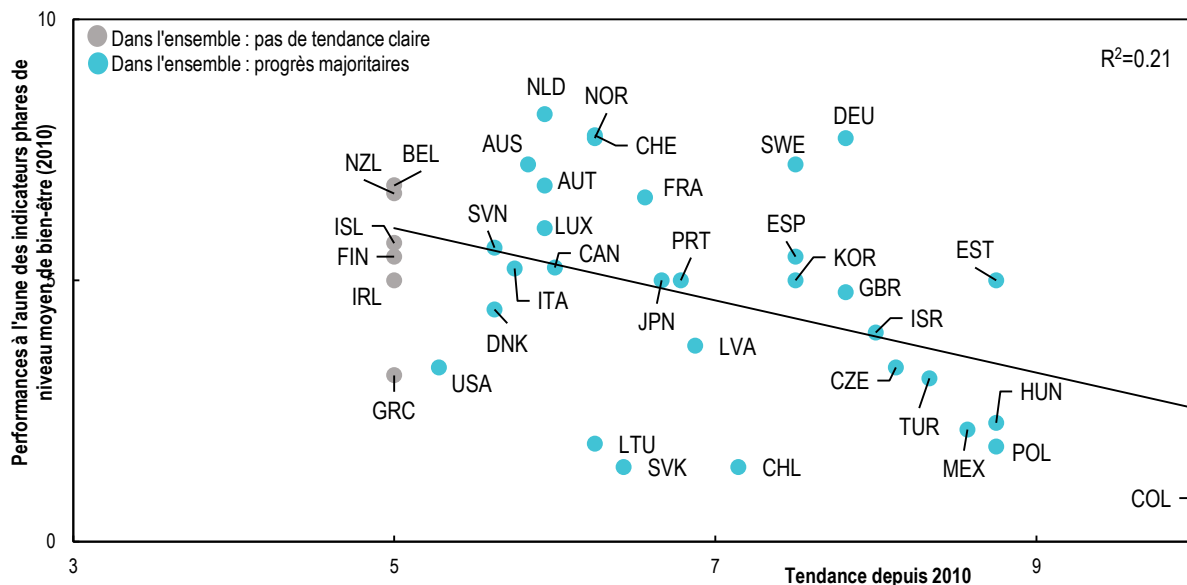
Note : On dispose d'informations suffisantes sur les changements intervenus au fil du temps dans la majorité des pays de l'OCDE pour les indicateurs phares suivants : revenu disponible ajusté des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Aucune donnée n'est disponible sur l'évolution de l'accès aux espaces verts dans le temps, raison pour laquelle cet indicateur est marqué « manquant » pour tous les pays. Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124831>

Graphique 1.10. Les pays de l'OCDE qui affichaient des niveaux moyens de bien-être inférieurs en 2010 rattrapent peu à peu leur retard

Performances comparatives en termes de niveaux moyens de bien-être actuel en 2010 (ou première année connue) et tendances observées depuis (les données manquantes sont exclues)



Note : Les performances des pays de l'OCDE en termes de niveaux de bien-être actuel reposent sur 12 indicateurs phares : revenu disponible des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, accès aux espaces verts, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Des séries chronologiques sont disponibles à partir de 2010 pour tous ces indicateurs à l'exception de l'accès aux espaces verts. Pour évaluer les performances comparatives des pays de l'OCDE, on leur a affecté un « score » fondé sur la valeur de chaque indicateur en 2010 ou la première année connue (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). Pour évaluer les tendances depuis 2010 (ou la première année connue), on a affecté aux pays un « score » de 0 lorsque les indicateurs étaient globalement en régression, de 5 lorsqu'aucune tendance claire ne se dégageait, et de 10 lorsque les indicateurs étaient globalement en progression. Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. On a ensuite fait la moyenne des scores de chaque pays (pour les performances comparatives et la tendance au fil du temps) à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension). Les données manquantes sont exclues des analyses, de sorte que les scores peuvent être sous-estimés ou surestimés en cas de vide important dans les données.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124850>

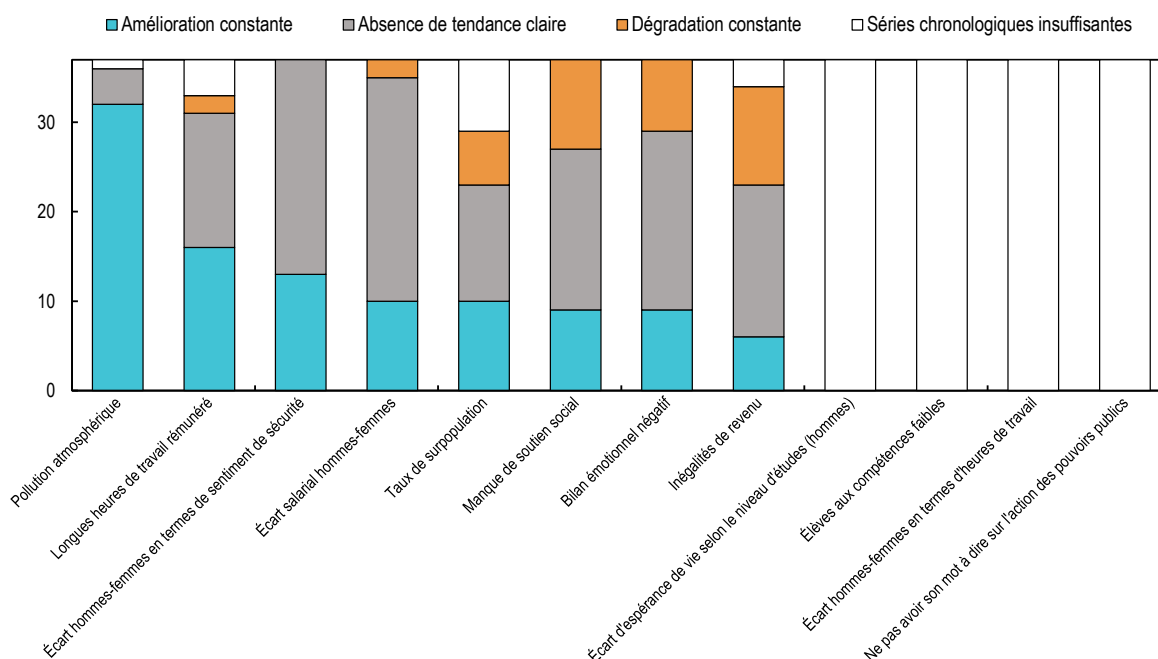
Évolutions des inégalités selon les indicateurs phares du bien-être depuis 2010, par pays

Contrairement au bien-être actuel, en amélioration globale, le bilan des pays de l'OCDE en matière de réduction des inégalités n'est pas entièrement satisfaisant, les progrès sur ce front étant dans l'ensemble moins manifestes (Graphique 1.11). Le pourcentage de salariés qui effectuent régulièrement de longues heures de travail et sont exposés à une pollution atmosphérique nocive sont les seuls indicateurs phares qui renseignent une baisse régulière du niveau de privation depuis 2010 dans la plupart (la moitié ou plus) des pays de l'OCDE. Cependant, alors que 32 pays ont régulièrement diminué l'exposition aux particules fines (PM2.5), l'ensemble de la population y reste exposée à des niveaux dangereux dans dix pays de l'OCDE (Corée, Grèce, Hongrie, Israël, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie).

Pour toutes les autres formes d'inégalités couvertes par ces indicateurs, aucune tendance claire n'est observable. Les évolutions du sous-ensemble de pays qui affichent une tendance constante depuis 2010 sont souvent contradictoires. Ainsi, le pourcentage de personnes dépourvues de soutien social a augmenté dans quasiment le même nombre de pays (9) que ceux où il a diminué (10). L'un de ces pays est la Grèce, où près d'une personne sur cinq déclare n'avoir personne sur qui compter dans les moments difficiles. En parallèle, alors que cinq pays de l'OCDE ont régulièrement réduit l'écart de revenu entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population depuis 2010, ces inégalités se sont creusées dans 11 autres, soit plus du double. En comparaison d'autres pays de l'OCDE, c'est en Lituanie qu'elles ont le plus augmenté (de plus de 30 %), les revenus des 20 % les plus riches de la population représentant aujourd'hui près de huit fois ceux des 20 % les plus pauvres.

Graphique 1.11. La plupart des indicateurs phares des inégalités en matière de bien-être ne présentent pas d'évolution claire

Évolutions des principaux indicateurs des inégalités en matière de bien-être depuis 2010, en fonction du nombre de pays de l'OCDE



Note : Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

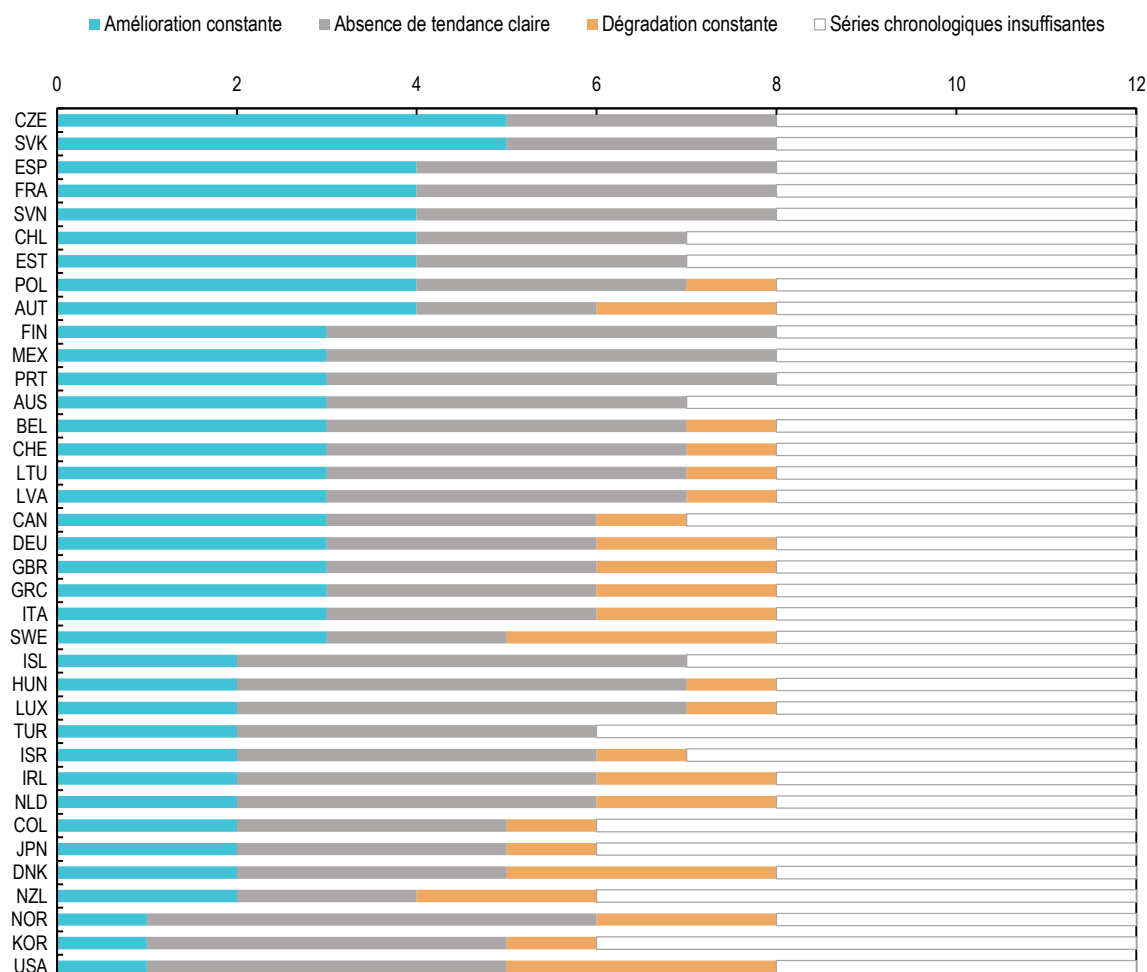
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124869>

En comparaison d'autres pays de l'OCDE, la République tchèque et la République slovaque ont sensiblement réduit les inégalités, 40 % des indicateurs marquant une amélioration régulière entre 2010 et 2018 (Graphique 1.12). Dans ces deux pays, le pourcentage de salariés travaillant de longues heures, le nombre de ménages vivant dans un logement surpeuplé, et le nombre d'individus déclarant éprouver davantage de sentiments et d'états d'esprits négatifs que positifs (ou qui affichent un bilan émotionnel négatif) ont chuté. De surcroît, les inégalités de revenu et la pollution atmosphérique ont diminué en République tchèque, tandis qu'en République slovaque, l'écart en ce qui concerne le sentiment de sécurité entre hommes et femmes lorsqu'ils marchent seuls la nuit s'est amenuisé, et le nombre de personnes indiquant manquer de soutien social a fléchi.

Graphique 1.12. Depuis 2010, la République tchèque et la République slovaque sont les deux pays de l'OCDE qui ont réduit le plus grand nombre d'inégalités

Évolutions des principaux indicateurs des inégalités en matière de bien-être actuel, par rapport à 2010



Note : Les informations sur les évolutions des inégalités verticales dont on dispose pour le rapport S80/S20 de revenu sont suffisantes ; c'est également le cas des inégalités horizontales concernant l'écart salarial entre hommes et femmes et l'écart de perception de la sécurité selon le sexe, ainsi que celui des privations suivantes : taux de surpopulation, longues heures de travail rémunéré, exposition à des taux de pollution atmosphérique aux particules fines (PM_{2,5}) supérieurs aux seuils définis par l'OMC, bilan émotionnel négatif, et pourcentage de la population faisant état d'un manque de soutien social. Aucune donnée n'est disponible concernant les évolutions de l'écart d'espérance de vie selon le niveau d'études chez les hommes âgés de 25 ans, de l'écart de nombre d'heures travaillées entre hommes et femmes, des élèves aux compétences faibles et du pourcentage de personnes sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124888>

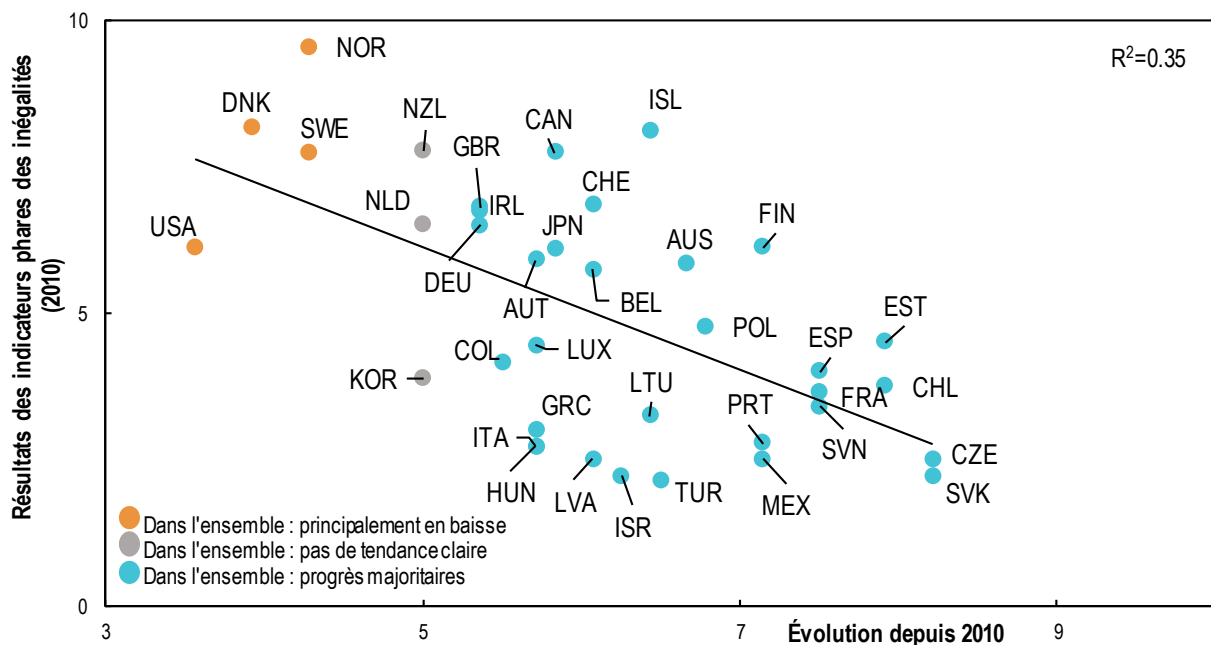
À l'inverse, la Corée, les États-Unis et la Norvège n'ont régulièrement progressé que dans un domaine depuis 2010 : l'écart entre les sexes en ce qui concerne le sentiment de sécurité en Corée, et l'exposition à une pollution atmosphérique nocive aux États-Unis et en Norvège. C'est au Danemark, aux États-Unis et en Suède que le plus grand nombre d'indicateurs phares (3) signalent une accentuation des inégalités. Dans ces trois pays, le pourcentage de ménages vivant dans un logement surpeuplé augmente constamment, et il en va de même du nombre d'individus ayant le sentiment de n'avoir personne à qui demander de l'aide dans les temps difficiles. De plus, un creusement systématique des inégalités de revenu est observable dans les deux pays nordiques, tandis qu'aux États-Unis, la proportion de la

population signalant plus de sentiments négatifs que positifs au cours d'une journée type n'a cessé de progresser.

Les pays où le plus grand nombre d'inégalités ont diminué depuis 2010 sont parfois ceux où les disparités étaient les plus fortes à l'origine (Graphique 1.13). Ainsi, alors que les inégalités de revenu ont régulièrement reculé au Mexique, le revenu des 20 % les plus riches y est encore dix fois supérieur à celui des personnes figurant au bas de l'échelle – il s'agit du plus haut degré d'inégalité de revenu parmi les pays de l'OCDE, avec le Chili. De même, l'écart salarial entre hommes et femmes s'est resserré depuis 2010 au Japon, mais le pays s'inscrit encore dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE à cet égard.

Graphique 1.13. Dans certains des pays les plus égalitaires, la situation n'a guère évolué, quand les inégalités ne se sont pas accentuées, depuis 2010

Résultats comparatifs pour les principaux indicateurs des inégalités en termes de bien-être actuel (2010 ou première année disponible) et évolution depuis cette date (les données manquantes étant exclues)



Note : Les résultats des pays de l'OCDE en ce qui concerne les inégalités se fondent sur 12 indicateurs phares : rapport S80/S20 de revenu, taux de surpopulation, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail rémunéré, écart d'espérance de vie des hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, élèves aux compétences faibles, exposition à la pollution atmosphérique, bilan émotionnel négatif, écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité, écart hommes-femmes en termes d'heures de travail, pourcentage de la population manquant de soutien social et pourcentage de la population sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Il n'existe pas de séries chronologiques permettant de déterminer les évolutions depuis 2010 des indicateurs suivants : écart d'espérance de vie des hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, écart hommes-femmes en termes d'heures de travail, élèves aux compétences faibles et pourcentage de la population sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Pour évaluer les évolutions depuis 2010 (ou la première année connue), une valeur est affectée aux pays : 0 lorsque les indicateurs affichent une baisse constante, 5 lorsqu'aucune évolution n'est observable, et 10 lorsqu'ils ont régulièrement progressé. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances. On établit d'abord la moyenne des résultats comparatifs et des valeurs relatives aux évolutions des pays dans chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de l'établir sur l'ensemble des dimensions (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque dimension). Les données manquantes sont exclues de l'analyse, de sorte qu'une sous-estimation ou une surestimation sont possibles en cas d'absence de données.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124907>

À l'autre extrémité du spectre, certains des pays nordiques et anglophones qui ont toujours obtenu de très bons résultats dans les comparaisons internationales des inégalités ont perdu des places au classement. Par exemple, lorsque l'on prend en considération les améliorations et les domaines où la situation n'a pas clairement évolué, le Danemark, la Norvège et la Suède (bien qu'ils figurent parmi les plus performants tant sur le plan des inégalités que sur celui du bien-être global) sont dans l'ensemble devenus plus inégalitaires depuis 2010, tout comme les États-Unis. En Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas aussi, la réduction des inégalités a dans l'ensemble marqué le pas lorsque l'on prend en compte tous les indicateurs phares.

Qui mène une vie satisfaisante ?

Mesurer les inégalités consiste à regarder au-delà des moyennes pour examiner la question : « qui a quoi ? » Les inégalités horizontales mettent en évidence les progrès et les désavantages en matière de bien-être selon différents groupes (femmes et hommes, et individus d'âges et de niveaux d'instruction divers par exemple).

Inégalités entre femmes et hommes en termes de bien-être

Les écarts moyens entre femmes et hommes en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la vie, la participation électorale, le temps de loisir et les compétences des adultes à l'écrit et en mathématiques sont généralement très faibles (Graphique 1.14). En 2018, filles et garçons de 15 ans ont obtenu des notes similaires aux tests de mathématiques et de sciences – une première depuis le lancement des enquêtes PISA de l'OCDE en 2000 –, les résultats des filles en compréhension de l'écrit demeurant légèrement supérieurs à ceux des garçons (voir le chapitre 6)⁶.

Des disparités substantielles sont observables en matière d'expérience professionnelle. Les hommes ont plus de chances d'occuper un emploi – le taux d'emploi moyen dans l'OCDE est de 83 % pour les hommes contre 70 % pour les femmes – et leur rémunération est supérieure de 13 %. Néanmoins, ils sont aussi deux fois plus susceptibles d'effectuer régulièrement de longues heures de travail (50 heures ou plus par semaine). Cela dit, lorsque l'on tient compte du travail rémunéré et non rémunéré (temps consacré aux tâches ménagères courantes, à la prise en charge des enfants et des adultes, aux achats de biens et services destinés à l'habitation et aux déplacements liés aux activités domestiques), les femmes travaillent plus que les hommes dans quasiment tous les pays de l'OCDE, de près de 25 minutes par jour en moyenne, soit 12.5 heures par mois (chapitre 10). En effet, dans tous les pays de l'OCDE, les hommes salariés passent plus de temps au travail que les femmes (90 minutes de plus par jour en moyenne), mais même dans les pays les plus égalitaires qui disposent de données, les femmes consacrent systématiquement plus de temps que les hommes au travail non rétribué (environ deux heures de plus par jour en moyenne dans l'OCDE). Même dans ceux où les écarts entre les sexes en termes d'heures de travail rémunéré sont faibles (en Estonie par exemple), les femmes assument l'essentiel du travail non rétribué. En revanche, les indicateurs de satisfaction quant à la façon d'occuper son temps à l'échelle de la population (chez les personnes âgées de 16 ans et plus) font apparaître peu d'écarts tranchés entre les sexes, et ceux-ci vont dans des sens différents selon les pays.

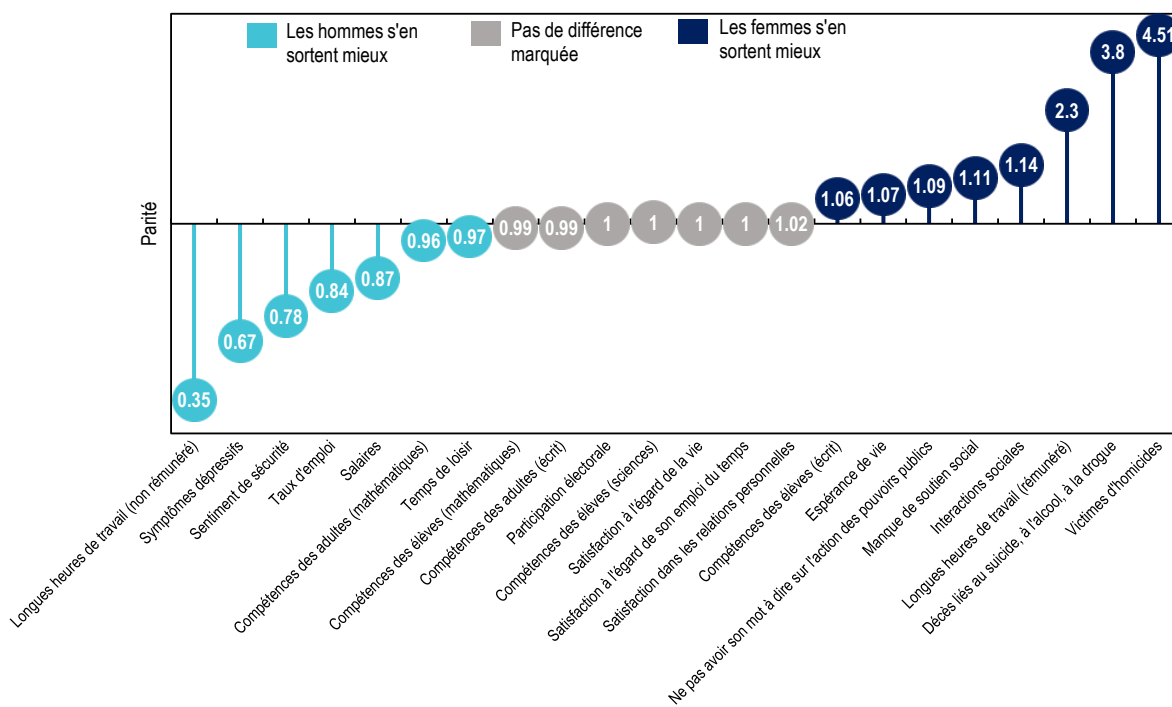
S'agissant des relations sociales, les hommes consacrent globalement 40 minutes de moins que les femmes aux échanges sociaux par semaine, et sont 10 % plus susceptibles de déclarer manquer de soutien social. Sur le plan de la sécurité, la situation diffère considérablement entre hommes et femmes : d'une part, le risque de mortalité par agression des hommes est 4.5 fois plus important dans les pays de l'OCDE, chiffre qui tient aux taux élevés observés en Colombie (où le taux d'homicide des hommes est dix fois supérieur à celui des femmes) et au Mexique (où ce même taux est supérieur à huit). D'autre part, huit hommes sur dix en moyenne déclarent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit, ce qui

n'est le cas que de six femmes sur dix, peut-être parce que celles-ci risquent davantage d'être victimes d'infractions avec contact et d'agressions sexuelles.

Sur le plan de la santé, l'espérance de vie des filles à la naissance est supérieure de cinq ans en moyenne à celle des garçons. Le taux de « décès par désespoir » (suicide et toxicomanie aiguë) des hommes est aussi près de quatre fois supérieur à celui des femmes. Néanmoins, par rapport à 2010, ce type de décès est en progression chez les femmes ; il a augmenté d'un tiers dans les pays de l'OCDE. Dans l'ensemble, les décès par désespoir, hommes et femmes confondus, s'ils représentent encore un faible pourcentage du nombre total de décès dans l'OCDE, sont trois fois plus nombreux que les décès dus à un accident de la route, et six fois plus nombreux que les décès par homicide (chapitre 5).

Graphique 1.14. Dans les pays de l'OCDE, les femmes ont plus de relations sociales et sont moins susceptibles de décès par suicide ou homicide que les hommes, mais elles gagnent moins et accomplissent plus d'heures de travail non rémunéré

Ratios moyens hommes/femmes dans l'OCDE (écart par rapport à la parité)



Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés. « Pas de différence marquée » entre hommes et femmes = ratio hommes/femmes inférieur à 0.03 point d'écart par rapport à la parité.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124926>

Inégalités de bien-être en fonction de l'âge

Dans tous les pays de l'OCDE, il existe des écarts de bien-être notables entre les jeunes (âgés de 15 à 24-29 ans), les personnes d'âge moyen (25-30 ans/45-50 ans) et les personnes âgées (50 ans et plus) (Graphique 1.15). Globalement, les jeunes sont plus satisfaits de leur vie que les personnes d'âge moyen, et sont moitié moins susceptibles de déclarer manquer de soutien social. Les écarts de bien-être en matière de travail et d'utilisation du temps tiennent en partie à des facteurs liés au cycle de vie et à la situation des différentes tranches d'âge sur le marché du travail : les personnes d'âge moyen ont deux fois

plus de chances d'occuper un emploi (leur taux d'emploi est de 81 %, contre 41 % pour les jeunes adultes), et leur rémunération horaire est supérieure de 8 USD (PPA de 2018) en moyenne. En parallèle, elles sont aussi 50 % plus susceptibles de travailler de très longues heures lorsqu'elles sont salariées, et c'est dans cette tranche d'âge que le temps de loisir est le plus faible. Dans les 13 pays de l'OCDE disposant de données harmonisées, les salariés à temps plein, jeunes et âgés, bénéficient respectivement de 50 et 25 minutes supplémentaires de temps libre par jour, en moyenne, que ceux âgés de 30 à 49 ans. La tranche des 30-49 ans est aussi celle qui est la moins satisfaite de la façon dont elle occupe son temps (chapitre 10).

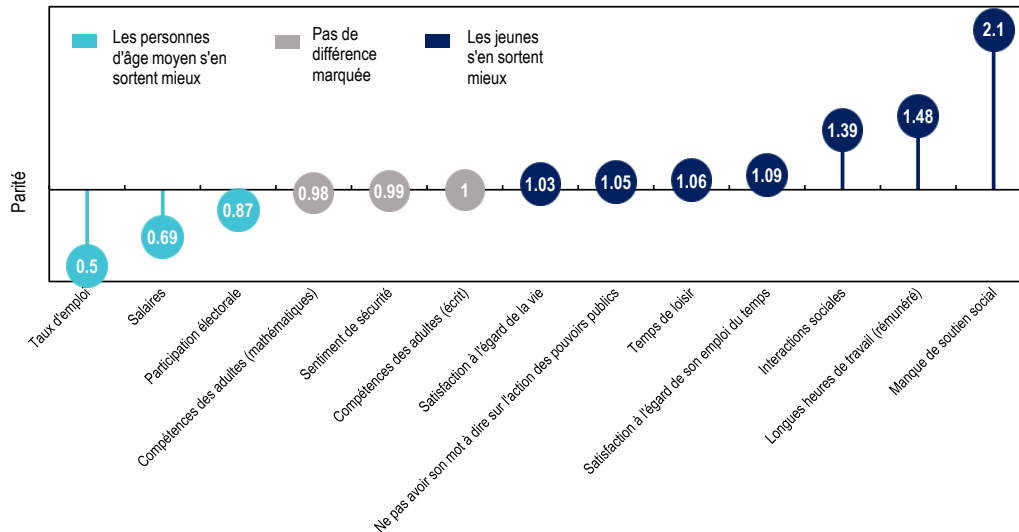
Le taux de participation électorale des personnes âgées (50 ans et plus) est supérieur de 17 points de pourcentage à celui des jeunes, les seniors enregistrant aussi de meilleurs résultats dans les domaines liés au marché du travail (emploi et rémunération). Cela dit, les jeunes obtiennent de meilleures notes aux tests de compétences et sont plus satisfaits de leur vie ; une plus forte proportion d'entre eux déclare par ailleurs se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit et exercer une influence sur l'action des pouvoirs publics (les schémas variant toutefois d'un pays à l'autre sur ce dernier point – voir le chapitre 12). Les personnes âgées sont près de trois fois plus susceptibles que les jeunes de déclarer n'avoir ni amis ni parents vers qui se tourner en cas de problème, ce qui montre à quel point il importe de lutter contre la solitude des personnes âgées.

Inégalités en matière de bien-être selon le niveau d'études

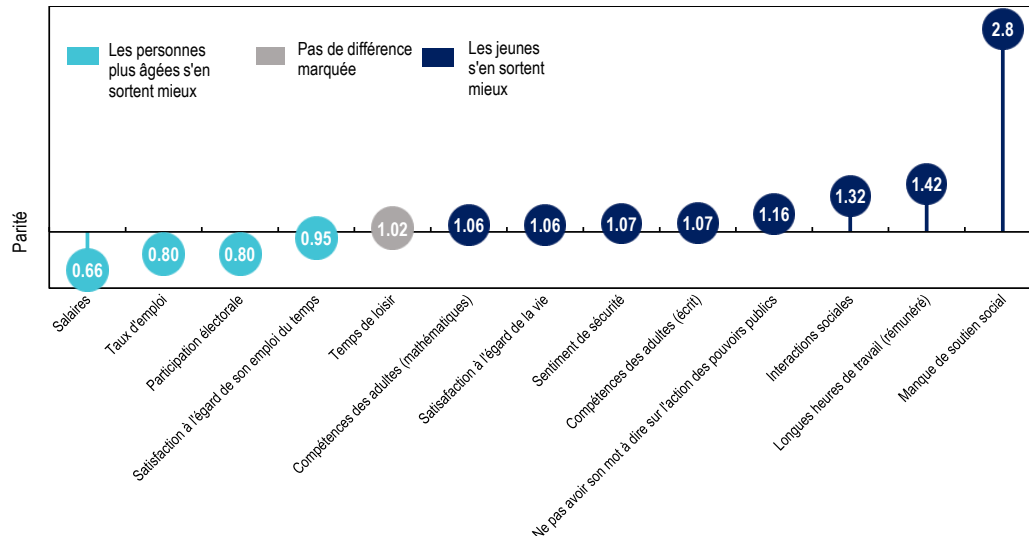
Les retombées positives des études, de même que les caractéristiques personnelles et la situation socioéconomique de ceux qui poursuivent des études supérieures, peuvent avoir pour conséquence d'améliorer le bien-être. Les diplômés de l'enseignement supérieur obtiennent de meilleurs résultats que les diplômés du secondaire en ce qui concerne la plupart des indicateurs du bien-être, à l'exception des heures de travail, généralement longues, et de la satisfaction quant à la façon dont ils occupent leur temps (Graphique 1.16). Ainsi, le taux de participation électorale des personnes les plus instruites est supérieur de plus de six points de pourcentage, et 43 % des diplômés du supérieur estiment exercer une influence sur l'action gouvernementale, contre 32 % seulement des personnes moins instruites.

Graphique 1.15. Les jeunes obtiennent de moins bons résultats que les personnes d'âge moyen et âgées sur le plan de l'emploi dans les pays de l'OCDE, mais entretiennent davantage de relations sociales et ont plus de temps libre

A. Ratios d'âge moyen de l'OCDE (écart par rapport à la parité) des jeunes par rapport aux personnes d'âge moyen



B. Ratios d'âge moyen de l'OCDE (écart par rapport à la parité) des jeunes par rapport aux personnes plus âgées



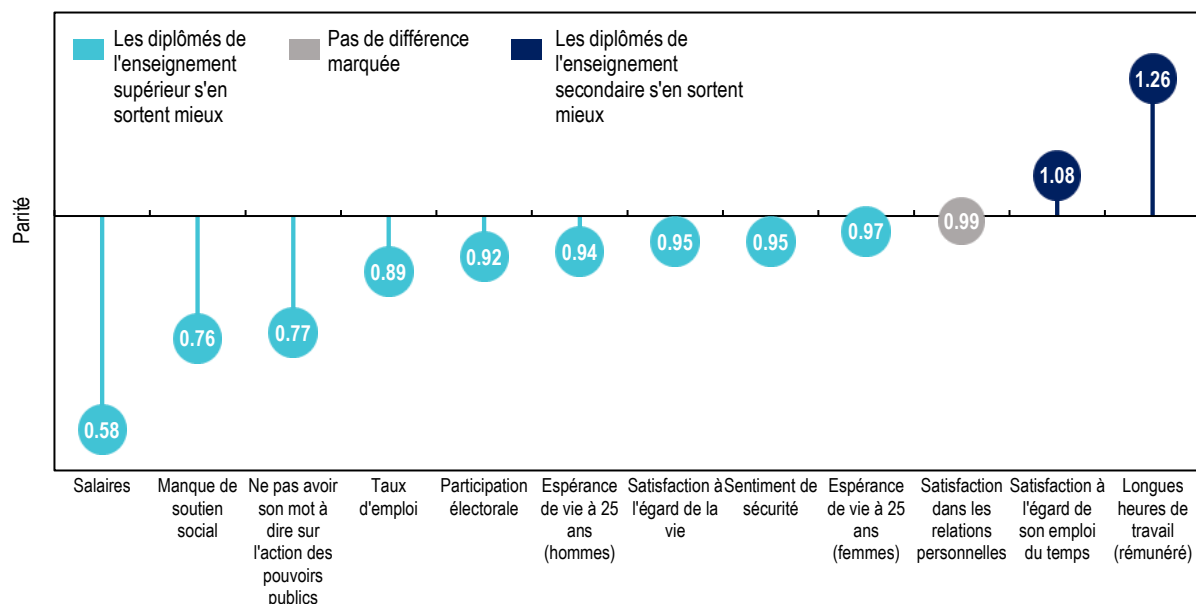
Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés. « Pas de différence marquée » entre hommes et femmes = ratio de masculinité inférieur à 0.03 point d'écart par rapport à la parité. Plusieurs indicateurs affichent des profils d'âge distincts (salaires, taux d'emploi), même si les données utilisées ici ne permettent pas de distinguer les véritables écarts d'âge des écarts entre différentes cohortes de naissance au même âge. Les tranches d'âge varient selon chaque indicateur et ne sont que globalement comparables : les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 24 ans pour les indicateurs du taux d'emploi, des longues heures de travail et de la participation électorale ; de 16 à 24 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; et de 15 à 29 ans pour le revenu, la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux et le manque de soutien social. Les personnes d'âge moyen sont celles âgées de 25 à 44 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; de 25 à 54 ans pour le taux d'emploi, les longues heures de travail et la participation électorale ; et 30 à 49 ans pour le revenu, la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux et le manque de soutien social. Les personnes âgées sont celles âgées de 45 à 64 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; de 50 à 64 ans pour le revenu ; de 55 à 65 ans pour le taux d'emploi et les longues heures de travail ; de 50 ans et plus pour la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux ; et 54 ans et plus pour la participation électorale.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124945>

Graphique 1.16. Les personnes plus instruites affichent de meilleurs résultats dans la plupart des dimensions du bien-être, à l'exception des longues heures de travail

Taux d'éducation moyens dans l'OCDE (écart par rapport à la parité)



Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124964>

Dans quelle mesure le bien-être est-il durable ?

La qualité de vie des individus ne peut perdurer que si les ressources qui contribuent au bien-être sont préservées, et si les risques pour les systèmes économiques, naturels et sociétaux sont pris en considération et correctement gérés (Encadré 1.4). Globalement, les évolutions observées depuis 2010 font apparaître des progrès en matière de *capital humain*, plusieurs motifs d'inquiétude en ce qui concerne le *capital naturel*, et une marge d'amélioration pour le *capital économique et social*. Le *capital économique* comprend les actifs produits et les actifs financiers ; le *capital naturel* englobe les actifs naturels (stocks de ressources naturelles, couverture terrestre, biodiversité des espèces par exemple) ainsi que les écosystèmes et leurs services (océans, forêts, sols, atmosphère, etc.) ; le *capital humain* renvoie aux compétences et à la santé future des individus ; et le *capital social* se rapporte aux normes sociales, aux valeurs communes et aux structures institutionnelles qui favorisent la coopération.

Tableau 1.5. Ressources nécessaires au bien-être futur

	Indicateur phare	Moyenne et amplitude de variation de l'OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Moyenne de l'OCDE : variation depuis 2010	Nb. de pays en amélioration constante	Nb. de pays en recul constant
Capital économique	Actifs fixes produits (USD par habitant aux PPA de 2010)		+11 points de pourcentage	23	3
	Valeur financière nette des administrations publiques (pourcentage du PIB)		-4 points de pourcentage	5	13
	Endettement des ménages (en pourcentage de leur revenu disponible net)		-3 points de pourcentage	12	13
Capital naturel	Émissions de gaz à effet de serre (équivalent CO ₂ , production intérieure, tonnes par habitant)		-1 tonne/habitant	22	2
	Empreinte matières (consommation de matières premières extraites pour satisfaire la demande finale de l'économie, tonnes par habitant)		+1.2 tonne/habitant	3	16
	Liste rouge mondiale des espèces menacées (0 = éteintes à l'échelon mondial; 1 = préoccupation mineure)		-0.01	13	23
Capital humain	Niveau d'études des jeunes adultes (pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans ayant achevé au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire)		+2 points de pourcentage	26	3
	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre (pourcentage de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés dans la population active)		-4.8 points de pourcentage	15	2
	Mortalité prématurée (années potentielles de vie perdue en raison de maladies et d'accidents mortels pour 100 000 habitants)		-620 années perdues	29	2
Capital social	Confiance envers autrui (note moyenne sur une échelle allant de 0 à 10)		Pas de séries chronologiques		
	Confiance envers le gouvernement (pourcentage de la population donnant une réponse positive)		+3 points de pourcentage	9	6
	Parité hommes-femmes en politique (pourcentage de femmes siégeant au parlement national)		+2.6 points de pourcentage	11	2

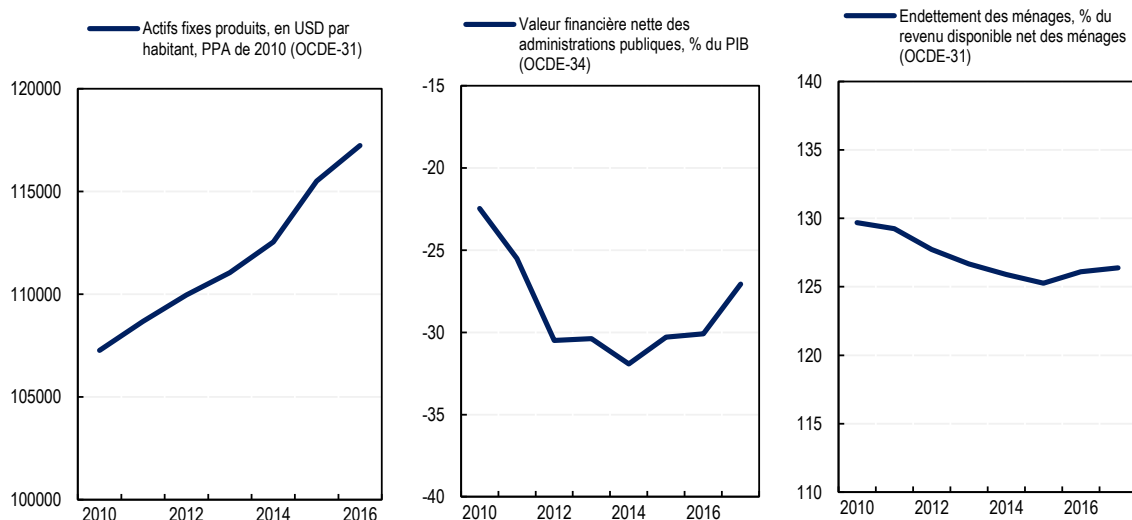
Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur par rapport à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

L'évolution des indicateurs phares du *capital économique* depuis 2010 a dans l'ensemble été positive, quoique lente. Le stock d'actifs fixes produits (comme les bâtiments, les machines et les infrastructures) par personne est en moyenne proche de 119 000 USD dans l'OCDE (Tableau 1.5) ; il a progressé de près de 11 %, au total, entre 2010 et 2018 – quoique à un rythme annuel sensiblement inférieur à celui enregistré les années précédentes (2005-10). Si les passifs financiers des administrations publiques étaient supérieurs aux actifs financiers de quelque 27 points de pourcentage du PIB en 2018, la dette des ménages représentait 126 % de leur revenu disponible en 2017. La valeur financière nette moyenne des administrations publiques de l'OCDE a globalement reculé de 4 points de PIB depuis 2010, car elle a considérablement baissé jusqu'en 2014 (les passifs étant alors supérieurs de plus de 30 % du PIB aux actifs) et ne s'est que partiellement redressée depuis. Au cours de la même période, la dette des ménages de l'OCDE a diminué de quelque 3 points de pourcentage en moyenne par rapport à leur revenu disponible (Graphique 1.17), bien qu'elle ait augmenté dans 13 pays.

Graphique 1.17. Les actifs produits dans les pays de l'OCDE ont dans l'ensemble augmenté depuis 2010, et l'endettement des ménages a diminué

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2017 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE des actifs fixes produits exclut la Colombie, l'Espagne, l'Islande, le Mexique, la Suisse et la Turquie ; celle de la valeur financière nette des administrations publiques exclut la Colombie, l'Islande et le Mexique ; et celle de l'endettement des ménages exclut la Colombie, l'Islande, Israël, le Mexique, la Suisse et la Turquie.

Source : Voir l'Annexe 1.A.

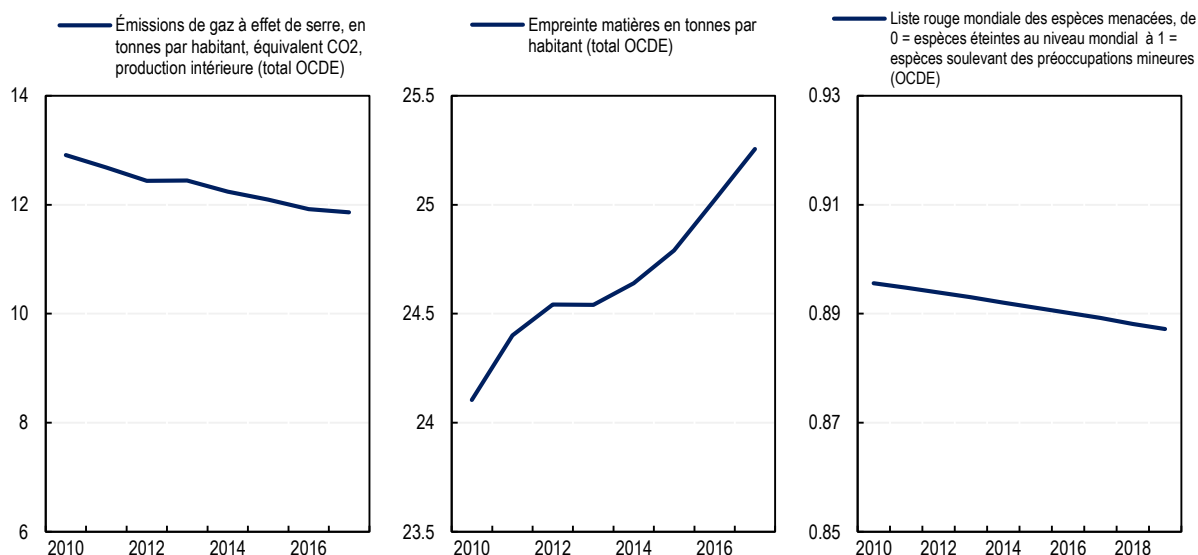
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934124983>

Les indicateurs du *capital naturel* multiplient les alertes concernant le changement climatique et le recul de la biodiversité. Le volume total des émissions de gaz à effet de serre issues de la production intérieure de l'OCDE a régressé de 4.3 % entre 2010 et 2017 – bien que celles-ci se soient stabilisées ces dernières années, et qu'elles risquent de repartir à la hausse compte tenu de l'augmentation récente de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ qui lui sont liées (OCDE, 2019^[8]). La moyenne des émissions de gaz à effet de serre par habitant de l'OCDE a diminué d'une tonne environ depuis 2010, et se montait à 11.9 tonnes annuelles en 2017 (Tableau 1.5). Il est cependant peu probable que ces efforts permettent à la majorité des pays d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de l'Accord de Paris (2015), car la croissance démographique neutralise en partie la baisse des émissions par habitant. Outre les émissions liées à leur propre production, les pays de l'OCDE sont partiellement responsables de la hausse de celles des pays non membres, qui sont incorporées dans leurs importations. À l'échelle

mondiale, les concentrations de carbone dans l'atmosphère continuent de croître rapidement : les émissions mondiales ont été multipliées par 1.5 depuis 1990, et celles de CO₂ résultant de la consommation d'énergie ont atteint un niveau historique en 2018 (chapitre 14). Les pays de l'OCDE consomment en outre plus de ressources terrestres qu'en 2010 : l'empreinte matières totale de l'OCDE a augmenté de 1.2 tonne par habitant, pour atteindre 25 tonnes (Tableau 1.5). La biodiversité y est aussi en plus grand danger. Le nombre d'espèces classées menacées est plus élevé qu'en 2010, d'où une baisse moyenne de 0.01 point sur l'indice Liste rouge des espèces menacées (Graphique 1.18).

Graphique 1.18. Les perspectives se sont assombries pour les espèces menacées et la consommation de matières premières, et les gaz à effet de serre, quoiqu'en baisse, ne diminuent pas suffisamment pour atteindre les objectifs de réduction mondiaux

Moyenne/total de l'OCDE, 2010 à 2019 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes dans les séries chronologiques, le total des émissions de gaz à effet de serre de l'OCDE exclut la Colombie, et celui de l'empreinte matières exclut la Colombie et la République tchèque.

Source : Voir l'Annexe 1.A.

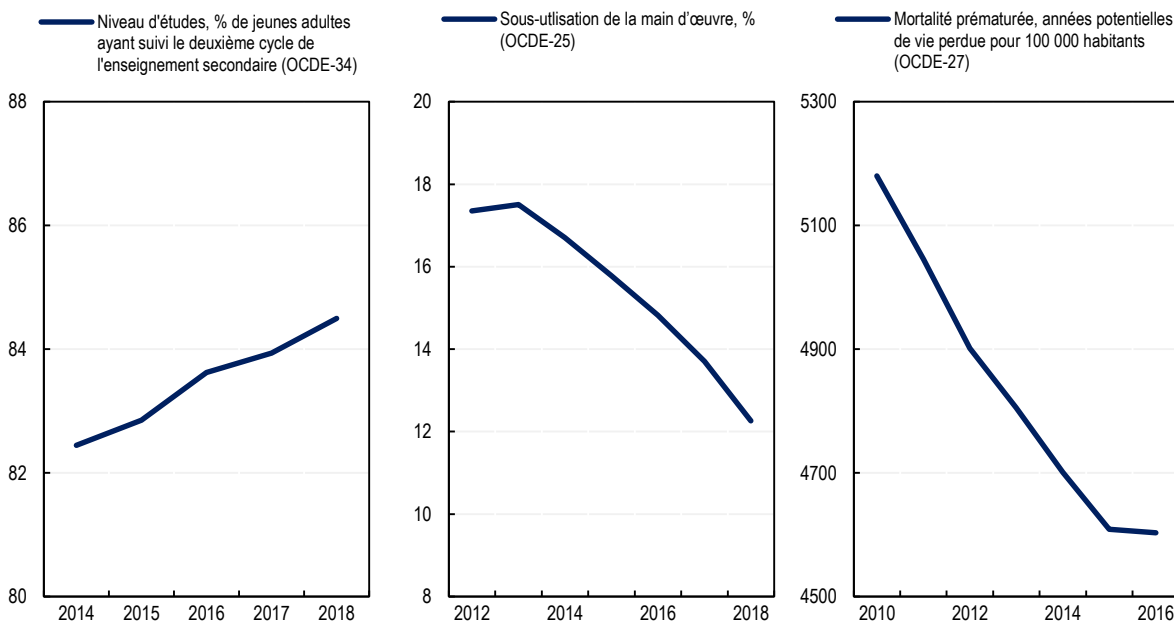
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125002>

Les évolutions sont plus encourageantes pour certains éléments du *capital humain* (Tableau 1.5, Graphique 1.19). Aujourd'hui, 85 % des jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans (la future population active de l'OCDE) ont au moins achevé le deuxième cycle des études secondaires, pourcentage en hausse de deux points par rapport à 2010. Néanmoins, compte tenu de la baisse des résultats au test PISA observée dans la plupart des pays de l'OCDE (voir le chapitre 6), la question de la qualité des acquis demeure. Globalement, 12 % de la population active est au chômage, découragée ou sous-employée (ces trois caractéristiques constituant ensemble le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre) – ce qui risque de se traduire par une baisse ultérieure du *capital humain*, car le sous-emploi de la main-d'œuvre peut éroder les compétences des individus, entamer leur confiance et réduire leurs possibilités d'apprentissage. En parallèle logique avec la hausse des taux d'emploi, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a globalement décru de près de 5 points de pourcentage. Dans les pays de l'OCDE, la mortalité prématurée due à des maladies ou à des accidents mortels représente environ 4 600 années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants ; ce chiffre aussi marque une amélioration depuis 2010, puisqu'il a diminué de 620 années en moyenne. Malgré tout, l'ensemble plus large d'indicateurs du capital humain figurant au chapitre 15 laisse supposer que la progression de l'obésité dans quasiment tous les pays de

l'OCDE présente des risques pour l'état de santé futur : une personne sur cinq est obèse, en moyenne, dans l'OCDE (l'obésité correspondant à un indice de masse corporelle supérieur ou égal à 30). Parmi les 27 pays disposant de données chronologiques, aucun n'enregistre de recul du taux d'obésité, et deux seulement ont conservé le même au cours des 15 dernières années.

Graphique 1.19. Le capital humain est la seule ressource nécessaire au bien-être futur dont les indicateurs phares affichent des évolutions globalement positives depuis 2010

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes et/ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE pour l'indicateur du niveau d'études des jeunes adultes exclut le Chili, la Colombie, le Japon et l'Irlande ; celle de l'indicateur de la sous-utilisation de la main-d'œuvre exclut la Belgique, le Chili, la Colombie, la Corée, le Danemark, la France, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas et la Turquie ; et celle de l'indicateur de la mortalité prématurée exclut le Canada, la Colombie, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Slovénie.

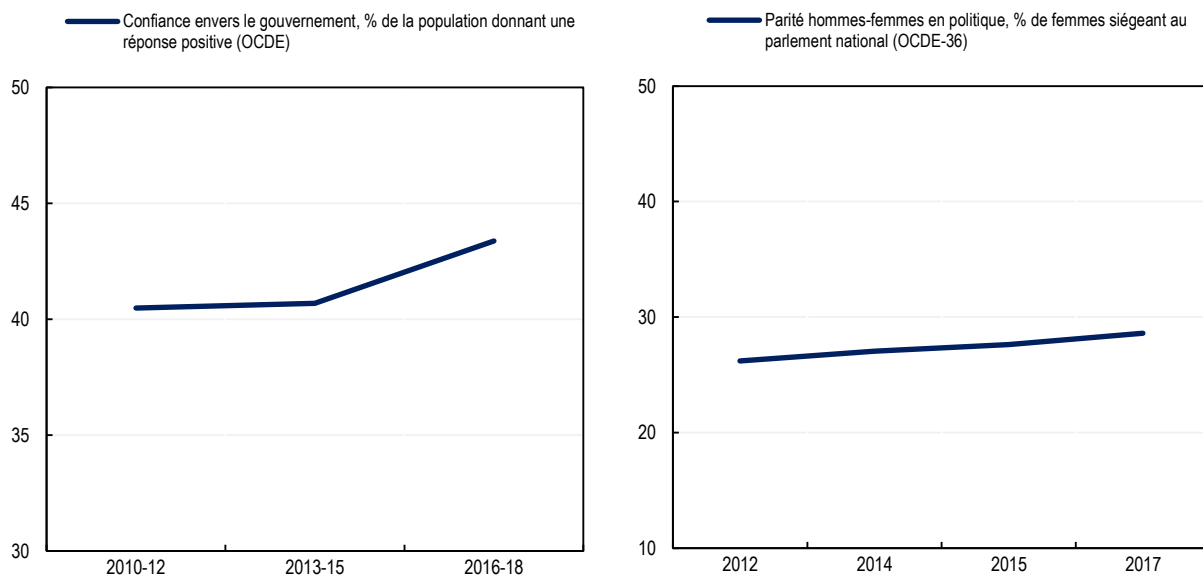
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125021>

La marge d'amélioration en matière de *capital social* est considérable. Lorsque l'on demande aux gens s'ils ont confiance envers autrui (0 indiquant un niveau de confiance nul et 10 un niveau de confiance total), le résultat moyen dans les pays de l'OCDE est de 6.1 (Tableau 1.5). Après une dégradation générale au lendemain de la crise financière de 2007-08, la confiance envers les institutions publiques a progressé de 3 points de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE depuis 2010, même si moins de la moitié de la population (43 %) fait confiance à l'État. Cela risque de compromettre la capacité des pays à mettre en place des mesures collectives pour faire face aux difficultés qui s'annoncent. La parité en politique est un objectif encore lointain : les femmes occupent un tiers des sièges parlementaires, en moyenne, dans l'OCDE, et aucun pays n'atteint la parité. Cet indicateur de l'inclusivité de la prise de décision a progressé lentement, puisqu'il n'a gagné que de 2.6 points de pourcentage, en moyenne, depuis 2010 (Graphique 1.20).

Graphique 1.20. La confiance envers le gouvernement et la parité en politique n'ont progressé que lentement

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE pour l'indicateur de parité en politique exclut la Colombie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125040>

Encadré 1.4. Le lien entre le bien-être actuel et les ressources nécessaires pour le pérenniser

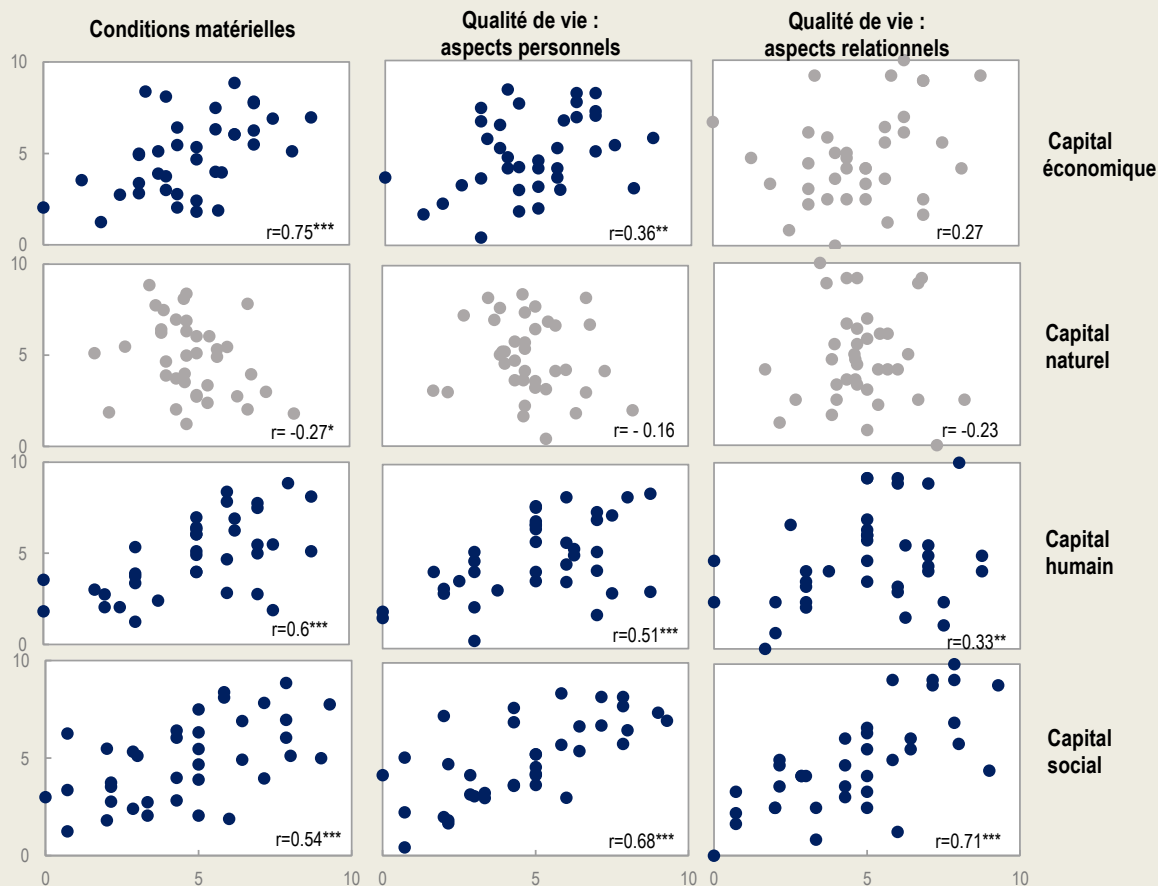
Si de nouveaux travaux sont nécessaires pour définir comment les stocks et les flux du capital économique, naturel, humain et social s'associent pour produire le bien-être actuel et comprendre quels autres facteurs sont susceptibles de jouer, les corrélations de base indiquent un certain degré de codépendance (Graphique 1.21).

Les pays de l'OCDE qui affichent un bon bilan en matière de *capital économique* obtiennent également de bons résultats relatifs en ce qui concerne les dimensions du bien-être actuel liées aux conditions matérielles (*revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi*) et les aspects personnels et environnementaux de la qualité de vie (*santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité*). De même, les résultats en matière de *capital humain* et de *capital social* sont corrélés de manière significative à un niveau élevé de bien-être lié aux conditions matérielles, ainsi qu'à tous les aspects de la qualité de vie, y compris relationnels (*équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux, engagement civique*).

Les relations entre le bien-être actuel et le *capital naturel* propres à chaque pays sont plus difficiles à dégager car une forte proportion du capital naturel indispensable au bien-être se rapporte aux biens publics mondiaux. À court terme, un niveau élevé de bien-être dans un pays peut coexister avec des menaces pour les stocks de capital naturel, au plan national et mondial, qui risquent de compromettre le bien-être futur. Or, la consommation de ressources naturelles pour améliorer le bien-être aujourd'hui épuise les stocks disponibles pour les générations futures – et, de fait, la corrélation entre le niveau satisfaisant de bien-être actuel et le *capital naturel* est négative, quoique non significative.

Graphique 1.21. Des ressources plus importantes pour le bien-être futur sont généralement associées à une vie de qualité aujourd'hui

Corrélation entre les résultats des pays de l'OCDE concernant différents aspects du bien-être actuel et les ressources nécessaires au bien-être futur, 2018 ou dernière année disponible



Note : Ce graphique illustre la corrélation entre les résultats relatifs à différents aspects du bien-être actuel et futur. Les corrélations par paires non significatives sont représentées en gris. Chaque pays de l'OCDE est affecté d'une valeur en fonction de ses résultats relatifs (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur) dans différents domaines du bien-être actuel (associés aussi bien aux valeurs moyennes qu'aux inégalités) et des ressources nécessaires au bien-être futur. À la différence de la majeure partie du chapitre 1, cette analyse se fonde sur l'ensemble du tableau de bord du bien-être de *Comment va la vie ?* et ne se limite pas aux indicateurs phares. On établit d'abord la moyenne des valeurs de chaque pays à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), puis sur l'ensemble des dimensions. La même procédure est suivie pour les indicateurs phares du *capital économique, naturel, humain et social*. Les points de données manquants sont exclus de la valeur de chaque pays, de sorte qu'une sous-estimation ou une surestimation sont possibles en cas d'absence de données.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans le Guide du lecteur.

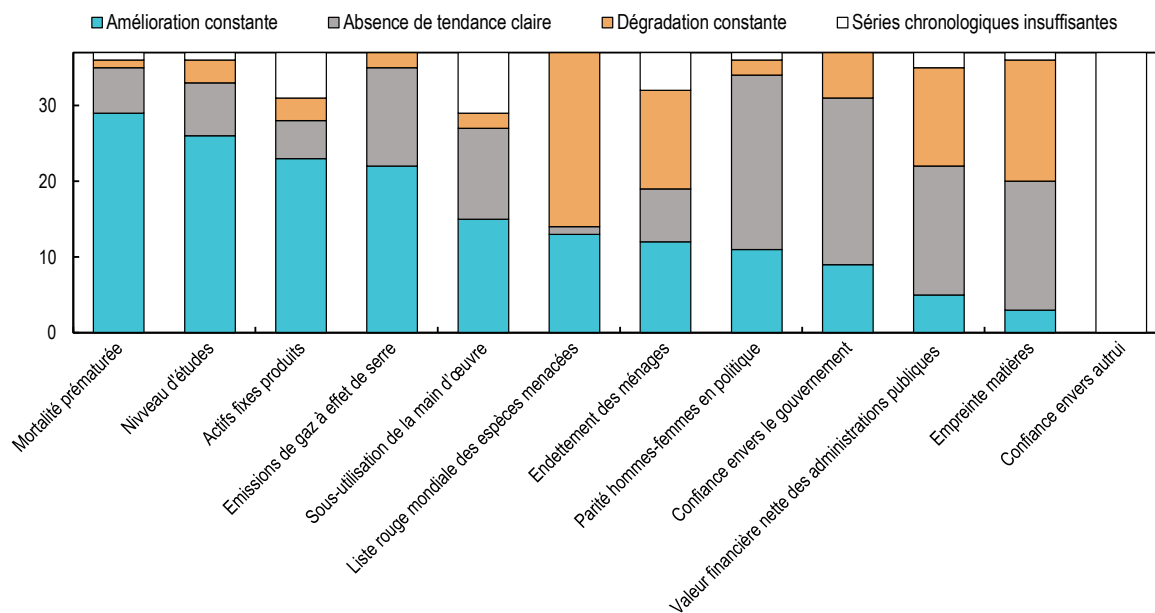
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125059>

Évolutions des indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur depuis 2010, par pays

Les indicateurs des ressources nécessaires au bien-être futur ont connu des évolutions divergentes depuis 2010, selon la ressource considérée (Graphique 1.22). D'une part, plus de la moitié des pays de l'OCDE ont constamment progressé par rapport aux indicateurs de mortalité prématurée, de niveau d'études des jeunes adultes, de sous-utilisation de la main-d'œuvre, d'émissions de gaz à effet de serre par habitant et d'actifs fixes produits. À contre-courant de la tendance générale, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal sont les seuls pays où les actifs fixes produits ont régulièrement diminué depuis 2010, et les États-Unis sont le seul pays où la mortalité prématurée a augmenté, tendance qui va de pair avec celle de l'espérance de vie à la naissance. Les émissions de gaz à effet de serre par habitant n'ont cessé de croître au Chili et en Turquie, pays où elles continuent cependant de s'inscrire parmi les plus faibles de l'OCDE. En revanche, « aucune évolution claire » n'est observable dans la majorité des pays en ce qui concerne le *capital social*, notamment la parité en politique et la confiance envers l'État. Parmi ceux où des tendances nettes sont discernables, le nombre de pays (9) où la confiance a augmenté est supérieur à celui des pays où elle a reculé (6). Dans certains cas, le pourcentage de la population qui fait confiance aux institutions publiques a sensiblement diminué : cette baisse dépasse 10 points de pourcentage au Chili et en Suède, et 20 points en Colombie. Certaines composantes du *capital économique* – dette des ménages et valeur financière nette des administrations publiques – ont connu une dégradation constante dans un tiers des pays de l'OCDE, le recul de la valeur financière nette des administrations publiques le plus prononcé intervenant dans les pays qui se situaient déjà nettement en deçà de la moyenne de l'OCDE (Espagne, Grèce et Portugal par exemple).

Graphique 1.22. Les progrès relatifs aux ressources nécessaires au bien-être futur sont mitigés

Évolution des indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur depuis 2010, par nombre de pays de l'OCDE



Note : Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125078>

La biodiversité ne cesse de reculer dans de nombreux pays de l'OCDE (23) depuis 2010. Les régressions les plus importantes sur l'indice Liste rouge des espèces menacées sont généralement intervenues dans ceux qui affichaient déjà des taux de risque élevés – Nouvelle-Zélande, Mexique, Corée, Colombie, Chili, Royaume-Uni, Japon et Australie ainsi que la France. De même, malgré la baisse des émissions de gaz à effet de serre par habitant, 16 pays de l'OCDE sur 37 ont vu leur empreinte matières par habitant augmenter régulièrement. Les hausses les plus fortes (3 tonnes et plus) ont été enregistrées en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, en République slovaque et en Australie – pays dont l'empreinte est supérieure à la moyenne de l'OCDE. Cette situation soulève des questions quant à l'arbitrage entre la durabilité et l'amélioration des niveaux de vie, car bon nombre de ces pays comptent parmi ceux où le bien-être actuel a sensiblement progressé depuis 2010. En revanche, trois pays de l'OCDE dont l'empreinte était inférieure à la moyenne ont suivi une tendance inverse et ont systématiquement réduit leur consommation de ressources terrestres : l'empreinte matières a diminué de plus de 3 tonnes par habitant en Grèce, en Irlande et au Portugal.

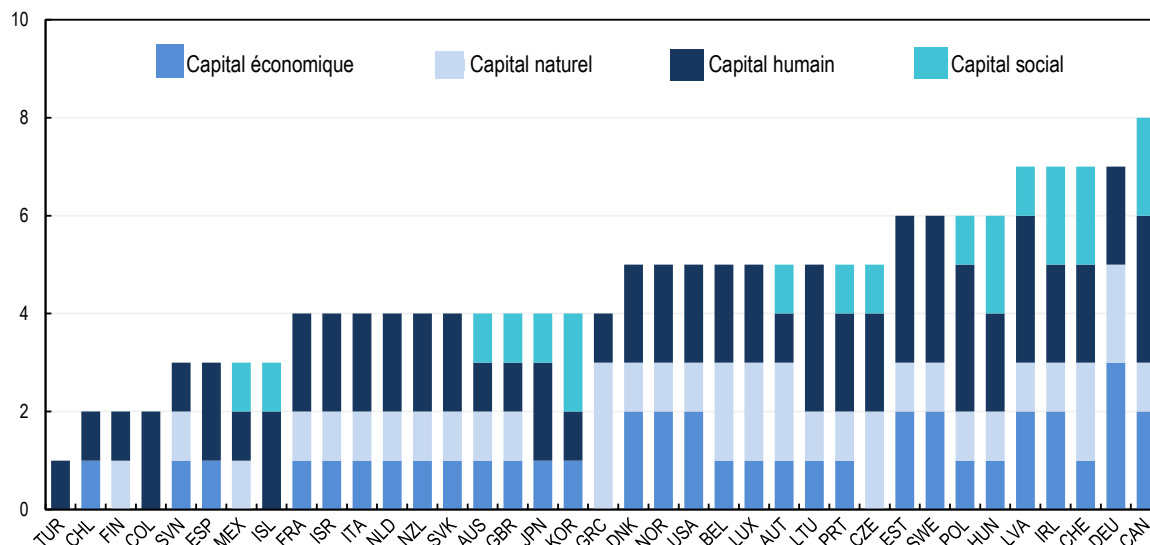
Malgré des progrès contrastés au niveau des indicateurs, la plupart des pays de l'OCDE ont globalement réussi à améliorer 50 % au moins de leurs indicateurs phares des ressources dont dépendent le bien-être futur (Graphique 1.23). Par rapport aux autres pays, c'est le Canada qui affiche le plus grand nombre d'indicateurs en progrès, 8 des 11 indicateurs phares ayant enregistré des améliorations constantes depuis 2010 (actifs fixes produits, valeur nette des administrations publiques, émissions de gaz à effet de serre par habitant, et les trois indicateurs du *capital humain*, à savoir mortalité prématurée, niveau d'études des jeunes adultes et sous-utilisation de la main-d'œuvre, ainsi que confiance envers le gouvernement et parité en politique). À l'inverse, c'est en Turquie que le nombre d'indicateurs des ressources systémiques ayant progressé est le plus faible ; seul a augmenté régulièrement le pourcentage de jeunes adultes ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En Chili, en Colombie et en Finlande, deux des 11 aspects du bien-être futur seulement marquent une amélioration, le Chili étant le pays où les destructions des ressources nécessaires au bien-être futur sont les plus nombreuses.

Dans certains pays de l'OCDE, un seul indicateur phare (ou aucun) des ressources disponibles pour l'avenir a enregistré une dégradation. C'est le cas de l'Autriche, la Belgique, l'Islande, Israël, le Luxembourg et plusieurs pays d'Europe orientale où de nombreux indicateurs du bien-être actuel se sont améliorés (Estonie, Hongrie, Lituanie et République tchèque) (Graphique 1.23).

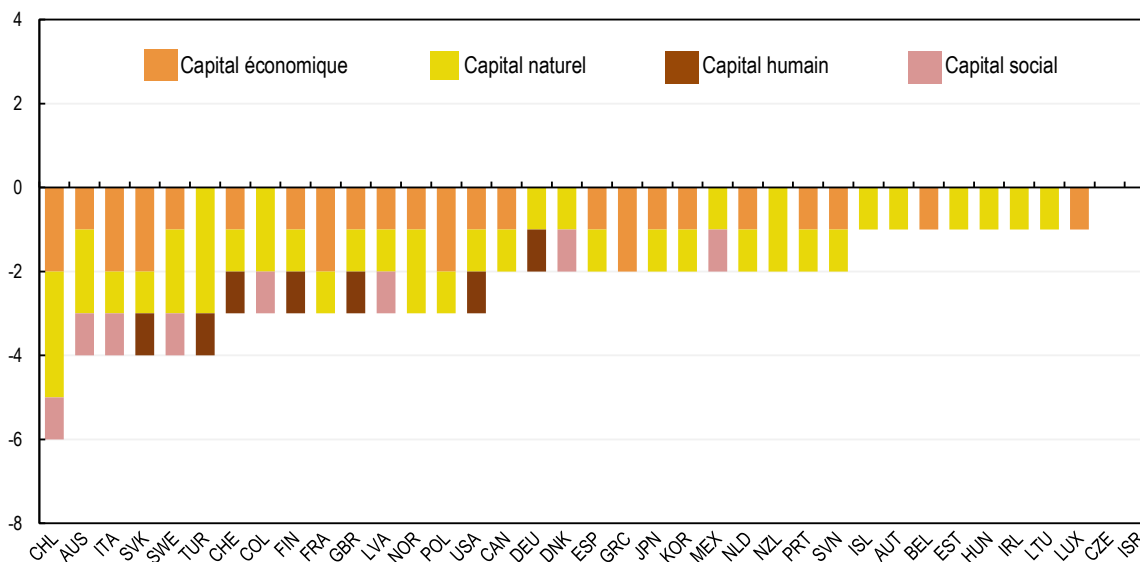
Bien que corrélés, les progrès du bien-être actuel n'ont pas toujours suivi le rythme de ceux des ressources nécessaires au bien-être futur. De fait, les nombreuses avancées réalisées par les pays à cet égard ne se sont pas toujours accompagnées d'une amélioration équivalente des ressources nécessaires pour les pérenniser (Graphique 1.24). Certains pays membres de l'OCDE, comme les États-Unis, l'Irlande et la Suisse, ont nettement plus progressé en ce qui concerne les ressources dont dépend leur bien-être futur qu'en termes de bien-être « ici et maintenant ». D'autres, comme la Colombie, la République slovaque et la Turquie, ont bien plus rehaussé le bien-être des populations aujourd'hui qu'ils n'ont investi dans les ressources futures. Cela signifie que, pour répartir équitablement le bien-être entre les générations, les pays doivent examiner séparément les composantes du bien-être actuel et du bien-être futur de manière à limiter le risque de négliger l'un au détriment de l'autre – risque qui paraît particulièrement sérieux dans le cas du *capital naturel* (Encadré 1.4). De plus, si certains gains de bien-être sont allés de pair avec une croissance plus dynamique du PIB, cela n'est pas toujours le cas, ce qui montre bien qu'il convient de ne pas se limiter au seul indicateur de croissance du PIB pour évaluer les progrès (Encadré 1.5).

Graphique 1.23 Globalement, dans les pays de l'OCDE, les ressources nécessaires au bien-être futur ont plus souvent augmenté qu'elles n'ont reculé

A. Nombre d'indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur ayant enregistré une amélioration constante depuis 2010



B. Nombre d'indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur ayant enregistré une dégradation constante depuis 2010



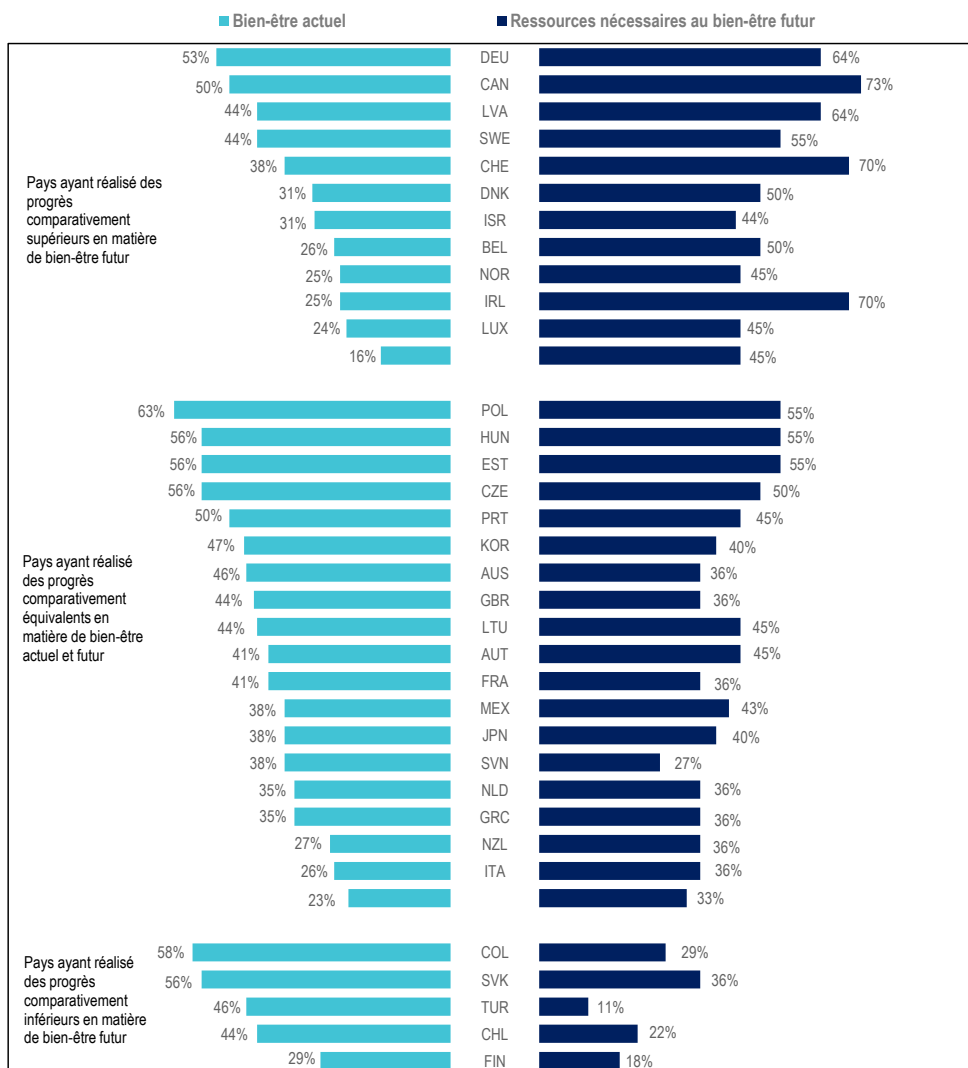
Note : Les informations dont on dispose concernant l'évolution dans le temps des indicateurs phares sont suffisantes, dans le cas du *capital économique*, pour les actifs fixes produits, la valeur financière nette des administrations publiques et l'endettement des ménages ; dans celui du *capital naturel*, pour les émissions de gaz à effet de serre par habitant, la Liste rouge des espèces menacées et l'empreinte matières ; dans celui du *capital humain*, pour le niveau d'études des jeunes adultes, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre et le nombre potentiel d'années de vie perdues ; et dans celui du *capital social* pour la confiance envers le gouvernement et la parité en politique. Il n'existe pas de série chronologique pour l'indicateur du *capital social* relatif à la confiance envers autrui. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125097>

Graphique 1.24. Les gains de bien-être actuel et les ressources nécessaires pour les pérenniser ne sont pas toujours équilibrés

Pourcentage des indicateurs phares du bien-être actuel (gauche) et futur (droite) en amélioration constante depuis 2010, sur, respectivement, 24 et 12 indicateurs possibles (les données manquantes étant exclues)



Note : Les indicateurs manquants ont été déduits du nombre total d'indicateurs disponibles pour chaque pays. Les pays sont classés comme ayant réalisé plus de progrès en termes de bien-être actuel/ressources futures si la différence entre les deux est supérieure à 10 %. Les indicateurs phares pour lesquels les informations relatives aux évolutions du bien-être actuel depuis 2010 sont suffisantes (moyennes et inégalités combinées) sont le revenu des ménages, le patrimoine médian des ménages, l'accessibilité financière du logement, le taux d'emploi, l'espérance de vie, les compétences des élèves en sciences, la satisfaction à l'égard de la vie, le taux d'homicide, le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles, les interactions sociales, la participation électorale, le rapport S80/S20 de revenu, le taux de surpopulation, l'écart salarial entre hommes et femmes, les longues heures de travail rémunéré, l'exposition à la pollution atmosphérique, un bilan émotionnel négatif, l'écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité et le pourcentage de la population manquant de soutien social. Les indicateurs phares pour lesquels les informations relatives aux évolutions relatives au bien-être futur depuis 2010 sont suffisantes sont les suivants : pour le *capital économique*, actifs fixes produits, valeur financière nette des administrations publiques et dette des ménages ; pour le *capital naturel*, émissions de gaz à effet de serre (production intérieure) par habitant, Liste rouge des espèces menacées et empreinte matières ; pour le *capital humain*, niveau d'études des jeunes adultes, taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre et mortalité prématurée ; et pour le *capital social*, confiance envers le gouvernement et parité hommes-femmes en politique. Les informations relatives à la confiance envers autrui (*capital social*) ne permettent pas de déterminer les tendances dans quelque pays que ce soit. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

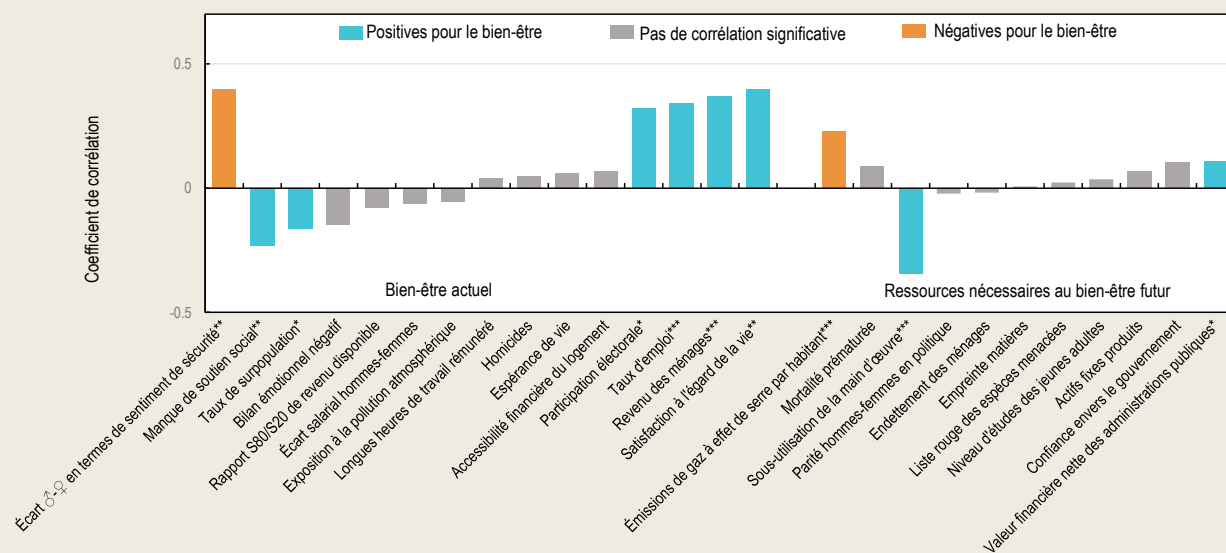
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125116>

Encadré 1.5. Le lien entre croissance du PIB et bien-être

Une approche centrée sur le bien-être est utile pour dégager d'un coup d'œil les forces et les faiblesses relatives des pays dans de nombreux domaines importants aux yeux des citoyens. Celles-ci permettent de définir des priorités d'action et d'opérer les arbitrages nécessaires entre les politiques publiques. Les données relatives au bien-être peuvent aussi servir à repérer les domaines qui risquent particulièrement d'être négligés lorsque l'on prend la croissance du PIB comme principal indicateur du progrès. La croissance du PIB est un indicateur raisonnablement satisfaisant des évolutions de certains aspects du bien-être actuel et futur depuis 2012 (année à partir de laquelle les dernières estimations de l'OCDE fournissent des données comparables à cet égard). Néanmoins, tous les indicateurs du bien-être n'ont pas de corrélation positive avec la croissance du PIB, et de nombreux autres seraient entièrement ignorés si le PIB était le seul étalon utilisé pour évaluer les progrès (Graphique 1.25).

Graphique 1.25. La croissance du PIB dans l'OCDE depuis 2012 est associée à certaines évolutions du bien-être, mais pas à toutes

Corrélations par paires entre les taux de croissance du PIB et les évolutions des indicateurs du bien-être, 2012-18



Note : L'analyse est basée sur un jeu de données de panel couvrant les 37 pays membres de l'OCDE. Le symbole * figurant à côté d'un indicateur signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$. Les corrélations non significatives apparaissent en gris.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Statistiques des comptes nationaux* (base de données), <https://stats.oecd.org/?lang=fr> et des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125135>

Depuis 2012, la croissance du PIB au niveau des pays est corrélée de façon significative à l'amélioration de plusieurs aspects des conditions matérielles, comme la hausse du revenu des ménages et du taux d'emploi et la baisse du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (personnes au chômage, découragées ou sous-employées). Dans les pays où l'économie s'est développée, les citoyens ont aussi une opinion plus favorable de leur vie, la participation électorale a augmenté, le nombre de personnes vivant dans des logements surpeuplés a reculé, une proportion plus faible de la population a le sentiment de n'avoir ni amis, ni famille sur qui compter en cas de besoin, et la valeur financière nette des administrations publiques a progressé. Néanmoins, les émissions de gaz à effet de serre par habitant ont augmenté, et l'écart entre hommes et femmes quant au sentiment de sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit s'est resserré lorsque

les économies se sont contractées (essentiellement parce que les pays dont le PIB n'a pas affiché une forte croissance ont mieux réussi à réduire cet écart).

En même temps, les progrès réalisés vis-à-vis d'autres dimensions du bien-être semblent dissociés de la hausse du PIB. Les évolutions des indicateurs du bien-être actuel relatifs aux inégalités de revenu, à la fréquence des longues heures de travail rémunéré, aux écarts salariaux entre hommes et femmes, à l'accessibilité financière du logement, à la pollution atmosphérique, au taux d'homicide et à l'espérance de vie ne sont pas significativement corrélés aux évolutions du PIB. Il en va de même des évolutions de plusieurs ressources dont dépend le bien-être futur (dette des ménages, actifs fixes produits, mortalité prématurée, niveau d'études des jeunes adultes, protection des espèces menacées, empreinte matières des pays, confiance envers l'État et parité en politique). Ainsi, si une économie en croissance peut être associée à une amélioration du bien-être dans certains domaines de la vie, elle ne permet pas d'assurer tout ce à quoi les citoyens attachent de l'importance aujourd'hui et demain.

Références

- Durand, M. et C. Exton (2019), « Adopting a Well-Being Approach in Central Government: Policy Mechanisms and Practical Tools », dans *Global Happiness Policy Report 2019*, Sustainable Development Solutions Network, New York, <http://happinesscouncil.org/>. [1]
- Exton, C. et L. Fleischer (2020), « The Future of the OECD Well-being Dashboard », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris (à paraître). [5]
- Fleischer, L., M. Frieling et C. Exton (2020), « Measuring New Zealand's Well-being », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris (à paraître). [3]
- OCDE (2019), *Environment at a Glance Indicators*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/ac4b8b89-en>. [8]
- OCDE (2019), *OECD Economic Surveys: New Zealand 2019*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b0b94dbd-en>. [2]
- OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2019 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/0a0e3904-fr>. [4]
- OCDE (2019), *PISA 2018 Results (Volume II): Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en>. [9]
- OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-fr. [6]
- ONUDC (2019), *Global Study on Homicide*, <http://unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet2.pdf> (consulté le 17 janvier 2020). [7]

Annexe 1.A. Indicateurs principaux du bien-être

Tableau d'annexe 1.A.1. Indicateurs principaux : moyennes actuelles

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année connue	Source
Revenu et patrimoine	Revenu des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	USD aux PPA de 2017, par habitant	2017	Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), https://doi.org/10.1787/na-data-fr
	Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian des ménages	USD aux PPA de 2016	2016	Base de données de l'OCDE sur la distribution de la richesse, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH
Logement	Accessibilité financière du logement	Revenu disponible restant après les dépenses de logement	Pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages, déduction faite des dépenses de logement et de l'entretien du logement	2018	Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE5et et http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE14A
Travail et qualité de l'emploi	Taux d'emploi	Taux d'emploi	Salariés de 25 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge	2018	Statistiques de l'OCDE du marché du travail – Données sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R
Santé	Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre	2017	OCDE - État de Santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT
Connaissances et compétences	Compétences des élèves en sciences	Compétences cognitives des élèves de 15 ans en sciences	Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) – score moyen en sciences	2018	OCDE (2019), Résultats du PISA 2018 (Volume I) Savoirs et savoir-faire des élèves, PISA, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année connue	Source
Qualité de l'environnement	Accès aux espaces verts	Accès aux espaces verts	Part de la population urbaine vivant à 10 minutes de marche ou moins d'un espace vert	2012	Poelman (2018), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities, update using completed Copernicus urban atlas data », Commission européenne, politique régionale et urbaine, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2018_01_green_urban_area.pdf
Bien-être subjectif	Satisfaction à l'égard de la vie	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeurs moyennes sur une échelle à 11 niveaux graduée de 0 (« pas satisfait du tout ») à 10 (« totalement satisfait »)	2018	Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database ; Enquête sociale générale de l'Australie ; Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de la vie ; Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande
Sécurité	Homicides	Mortalité par homicide	Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants	2016	OCDE - État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Temps de loisir	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles	Heures par jour, personnes occupant un emploi à temps plein	Autour de 2018	Calculs de l'OCDE d'après les microdonnées d'enquêtes publiques sur l'emploi du temps ; Eurostat, Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys et les tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique
Liens sociaux	Interactions sociales	Temps passé avec amis et famille en tant qu'activité principale	Heures par semaine	Autour de 2018	Calculs de l'OCDE d'après les microdonnées d'enquêtes publiques sur l'emploi du temps ; Eurostat, Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys et les tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique
Engagement civique	Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	2016-19	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (base de données), www.idea.int

Tableau d'annexe 1.A.2. Indicateurs principaux : inégalités actuelles en matière de bien-être

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Type d'inégalités
Revenu et patrimoine	Rapport S80/S20 de revenu disponible	Rapport entre le revenu des ménages des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres sur l'échelle de distribution des revenus	Rapport interquintile de revenu disponible S80/S20 des ménages	2017	Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD	Verticales
Logement	Taux de surpopulation	Taux de surpopulation	Part de ménages vivant dans des logements surpeuplés (définition UE)	2017	Base de données de l'OCDE sur le logement abordable, http://oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable/	Privations
Travail et qualité de l'emploi	Écart salarial hommes-femmes	Écart de salaire entre hommes et femmes	Écart de salaire médian entre hommes et femmes, en pourcentage du salaire masculin	2018	OCDE – Indicateurs de l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi (base de données), https://stats.oecd.org/lex.aspx?DataSetCode=GENDER_EMP	Horizontales
	Longues heures de travail	Salariés ayant une durée de travail (rémunéré) très longue	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	2018	Statistiques de l'OCDE du marché du travail – Données sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R	Privations
Santé	Écart d'espérance de vie selon le niveau d'études	Écart d'espérance de vie entre les hommes faiblement qualifiés (premier cycle du secondaire au maximum) et hautement qualifiés (études supérieures) à 25 ans	Années	2011	Murtin et al. (2017), « Inequalities in longevity by education in OECD countries: Insights from new OECD estimates », <i>Documents de travail de l'OCDE sur les statistiques</i> , n 2017/2, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/6b64d9cf-en	Horizontales
Connaissance et compétences	Élèves aux compétences faibles	Proportion d'élèves de 15 ans ayant obtenu un score faible en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	Proportion d'élèves de 15 ans n'atteignant pas le niveau 2 du PISA en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	2018	OCDE (2019), <i>Résultats du PISA 2018 (Volume I) Savoirs et savoir-faire des élèves</i> , PISA, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr	Privations

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Type d'inégalités
Qualité de l'environnement	Exposition à la pollution atmosphérique	Exposition à la pollution atmosphérique aux particules fines supérieure aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	Proportion de personnes exposées à plus de 10g/m ³ de particules fines (PM ^{2.5})	2017	OCDE – Exposition aux PM _{2.5} dans les pays et les régions (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5	Privations
Bien-être subjectif	Bilan émotionnel négatif	Bilan émotionnel négatif	Proportion de la population éprouvant plus de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs sur une journée type	2016-18	Gallup World Poll (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Privations
Sécurité	Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité	Écart entre hommes et femmes en termes de sentiment de sécurité la nuit	Écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils/elles marchent seul(e)s la nuit dans la ville ou le quartier où ils/elles vivent	2013-18	Gallup World Poll (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Horizontales
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Écart hommes-femmes en termes d'heures de travail	Nombre de minutes de travail rémunéré et non rémunéré effectué en plus par jour par les femmes (15-64 ans)	Minutes par jour	Entre 2005 et 2018	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIME_USE	Horizontales
Liens sociaux	Manque de soutien social	Manque perçu de soutien social	Proportion de personnes déclarant ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème	2016-18	Gallup World Poll (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Privations
Engagement civique	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Proportion des 16 à 65 ans qui considèrent ne pas avoir leur mot à dire concernant l'action publique	Autour de 2012	Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) (base de données), https://oecd.org/skills/piaac/	Privations

Tableau d'annexe 1.A.3. Indicateurs principaux : ressources nécessaires au bien-être futur

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Types de capital
Capital économique	Actifs fixes nets	Actifs fixes nets	USD aux PPA de 2010 par habitant	2018	Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B	Stock
	Situation financière nette des administrations publiques	Situation financière nette ajustée des administrations publiques	Pourcentage du PIB	2018	Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS	Facteur de risque
	Endettement des ménages	Dette des ménages	Pourcentage du revenu disponible net des ménages	2018	Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS	Facteur de risque
Capital naturel	Émissions de gaz à effet de serre	Émissions totales de gaz à effet de serre issues de la production nationale, hors utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF)	Tonnes par habitant, équivalent CO ₂	2017	OCDE – Émissions de gaz à effet de serre (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AIR_GHG	Facteur de risque
	Empreinte matières	Ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la demande finale d'un pays	Tonnes par habitant	2017	OCDE – Ressources matérielles (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MATERIAL_RESOURCES	Flux
	Liste rouge des espèces animales menacées	Indice Liste rouge des espèces animales menacées	Indicateur combiné du risque d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux. Une valeur de 1.0 correspond à une situation dans laquelle toutes les espèces sont dans la Catégorie Préoccupation mineure, c'est-à-dire qu'aucune d'entre elles ne devrait être éteinte dans un avenir proche. Un indice égal à zéro indique que toutes les espèces sont éteintes.	2019	ONU/DAES – Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des ODD, indicateur 15.5.1 http://unstats-undesa.opendata.arcgis.com/datasets/indicator-15-5-1-red-list-index-2/data?orderBy=seriesCode – d'après Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	Facteur de risque

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Types de capital
Capital humain	Niveau d'études des jeunes adultes	Jeunes adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum	Proportion de personnes âgées de 25 à 34 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire	2018	OCDE – Niveau de formation et situation au regard de l'emploi (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=9f631dd8-dd49-45a6-8e85-7f8bd9749fb2&themetreeid=5	Stock
	Sous-utilisation de la main-d'œuvre	Taux général de sous-utilisation de la main-d'œuvre	Pourcentage de chômeurs, travailleurs découragés (personnes ne faisant pas partie de la population active et n'ayant pas recherché d'emploi au cours des 4 semaines précédentes mais qui souhaitent et peuvent travailler) et travailleurs sous-employés (travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques et travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient) dans la population active totale	2018	OCDE – Tableau de bord sur les ménages (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HH_DASH	Facteur de risque
	Mortalité prématurée	Années potentielles de vie perdues en raison de diverses pathologies et accidents mortels	Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants (âge normalisé)	2017	OCDE (2020), « Années potentielles de vie perdues » (indicateur), https://doi.org/10.1787/5be59965-fr (consulté le 4 février 2020)	Flux
Capital social	Confiance envers autrui	Confiance interpersonnelle	Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« La plupart des gens sont dignes de confiance »)	2013	Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)(base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/income-and-living-conditions , Office de statistique de Nouvelle-Zélande	Stock
	Confiance envers le gouvernement	Confiance envers le gouvernement	Proportion de la population répondant par l'affirmative à la question : Avez-vous confiance en l'administration nationale ?	2016-18	Gallup World Poll (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Stock
	Parité hommes-femmes en politique	Femmes siégeant au parlement national	Proportion de femmes siégeant au parlement national	2017	OCDE - Les femmes en politique (base de données), https://data.oecd.org/fr/inequality/les-femmes-en-politique.htm , Office de statistique de Lituanie	Facteur de résilience

Notes

¹ Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre recouvre les chômeurs, les travailleurs découragés (personnes ne faisant pas partie de la population active et n'ayant pas recherché d'emploi au cours des 4 semaines précédentes mais qui souhaitent et peuvent travailler) et les travailleurs sous-employés (travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques et travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient).

² Dans l'édition 2017 de *Comment va la vie ?*, plusieurs indicateurs étaient utilisés à la fois pour la mesure du bien-être actuel et celle des ressources nécessaires au bien-être futur. Cette décision avait été prise délibérément en 2015 lorsqu'il avait fallu définir concrètement les indicateurs relatifs aux ressources nécessaires au bien-être futur, suivant le raisonnement que les connaissances, la santé et le patrimoine sont des éléments intrinsèquement importants pour l'individu, mais aussi qu'ils influencent le niveau de bien-être dans la suite de l'existence et pour la société dans son ensemble. Il s'est cependant avéré que l'utilisation de plusieurs indicateurs communs empêchait d'expliquer clairement la logique du cadre de mesure du bien-être aux parties prenantes. Pour plus de clarté et une plus grande facilité d'interprétation, *Comment va la vie ? 2020* réduit autant que possible les chevauchements entre indicateurs, tout en conservant l'esprit et l'essence des différentes dimensions du bien-être et formes de capital. Par exemple, les compétences cognitives des adultes et des jeunes (de 15 ans) apparaissaient à la fois dans la dimension *connaissances et compétences* du bien-être actuel et dans la dimension *capital humain* du bien-être futur. Même si elles sont déterminantes à la fois pour le bien-être actuel et pour les résultats futurs, ces compétences ont une importance intrinsèque pour les individus (définissant ce qu'ils savent et ce qu'ils sont capables de faire), raison pour laquelle elles n'apparaissent plus que dans les *connaissances et compétences*. Du reste, le *capital humain* comprend toujours un indicateur lié à l'éducation (orienté vers l'avenir) : le niveau d'études des jeunes adultes.

³ Le travail non rémunéré comprend les tâches ménagères courantes, les achats de biens et services (principalement produits alimentaires, vêtements et articles destinés à l'habitation), la prise en charge des membres du foyer (enfants et adultes) et extérieures au foyer, le bénévolat, les déplacements liés aux activités domestiques et autres formes de travail non rémunéré.

⁴ Cette mesure ne tient pas compte des interactions qui se produisent dans le cadre d'autres activités primaires (telles que manger ou s'occuper des membres de sa famille).

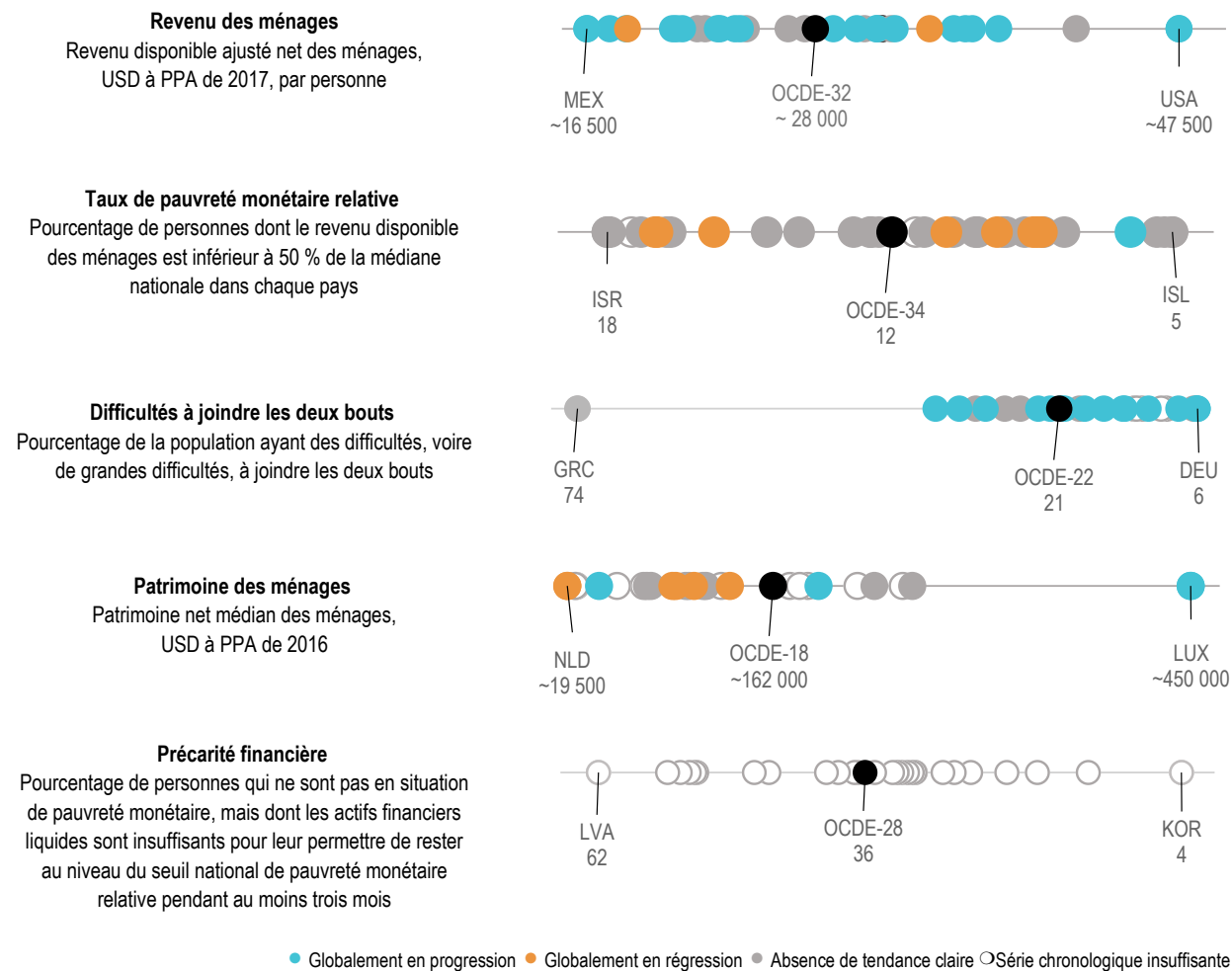
⁵ Les données sur les tendances dans ces deux pays étant manquantes pour la moitié des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel, leurs performances comparatives sont susceptibles d'être biaisées à la baisse.

⁶ Il n'en demeure pas moins que les stéréotypes demeurent un obstacle majeur aux choix de carrière, et sont un facteur déterminant de la ségrégation professionnelle ultérieure des femmes : 1 % seulement des adolescentes de 15 ans évaluées par l'enquête PISA dans les pays de l'OCDE déclarent envisager un métier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), ce chiffre étant de 8 % pour les garçons (OCDE, 2019^[9]).

2 Revenu et patrimoine

Le bien-être économique des ménages est déterminé à la fois par leur revenu et leur patrimoine. Depuis 2010, le revenu disponible moyen des ménages par personne a augmenté de 6 % dans la zone OCDE, en termes cumulés. Parallèlement, le patrimoine net médian des ménages a diminué de 4 %. Dans les pays européens de l'OCDE, 1 ménage sur 5 a des difficultés à joindre les deux bouts, et dans la zone OCDE, près de 1 sur 8 vit en dessous du seuil de pauvreté relative. En outre, plus de 1 ménage sur 3 est en situation de précarité financière, ce qui signifie que même s'ils ne sont pas aujourd'hui en situation de pauvreté monétaire, ils risqueraient de basculer dans la pauvreté s'ils devaient renoncer à 3 mois de leurs revenus. En moyenne, les personnes du quintile supérieur de la distribution des revenus ont une rémunération 5.4 fois plus élevée que celle des individus du quintile inférieur. Les 10 % les plus riches des ménages ont un patrimoine supérieur à la moitié de celui de l'ensemble des ménages. Les jeunes sont plus susceptibles d'appartenir à un ménage ayant un revenu et un patrimoine modestes, et sont plus exposés au risque de pauvreté.

Graphique 2.1. Revenu et patrimoine : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <https://doi.org/10.1787/na-data-fr> ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH> ; Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD> ; et Eurostat, *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU SILC)*, <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/income-and-living-conditions/data/database>.

Revenu des ménages

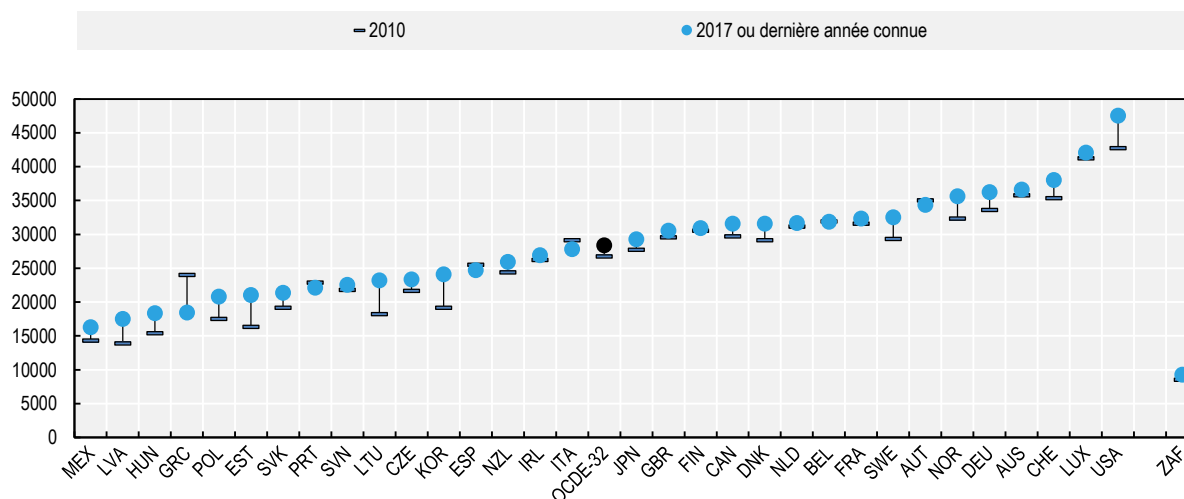
Revenu disponible ajusté net moyen des ménages

Le revenu disponible ajusté net moyen des ménages par personne s'établissait aux alentours de 28 000 USD en 2017 dans les pays de l'OCDE considérés dans leur ensemble. Cet indicateur repose sur une mesure tirée du système de comptabilité nationale (SCN) et correspond au revenu après impôts et transferts courants, ainsi qu'aux prestations en nature fournies aux ménages sous forme de services, gratuitement ou à un prix subventionné, par les pouvoirs publics et les institutions à but non lucratif (pour

en savoir plus, veuillez consulter l'Encadré 2.1). C'est au Mexique et en Lettonie que cet indicateur était le plus bas (environ 17 000 USD), et aux États-Unis et au Luxembourg qu'il était le plus élevé (supérieur à 42 000 USD). Depuis 2010, le revenu disponible ajusté net moyen des ménages par personne dans la zone OCDE a augmenté de 6 %, en termes cumulés (Graphique 2.2). Le pays où il a progressé le plus fortement depuis 2010 est l'Estonie (avec une hausse de 29 % en termes cumulés), suivie par les autres États baltes et la Corée (26-27 %). Dans le même temps, cet indicateur a diminué en Italie et, surtout, en Grèce, où il a chuté de 23 % (c'est-à-dire de 5 500 USD).

Graphique 2.2. Depuis 2010, le revenu des ménages a augmenté de 6 % en moyenne dans les pays de l'OCDE

Revenu disponible ajusté net des ménages, par personne, USD à PPA de 2017



Note : La dernière année disponible est 2015 pour la Nouvelle Zélande. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, la Colombie, l'Islande, Israël et la Turquie, faute de données disponibles.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125154>

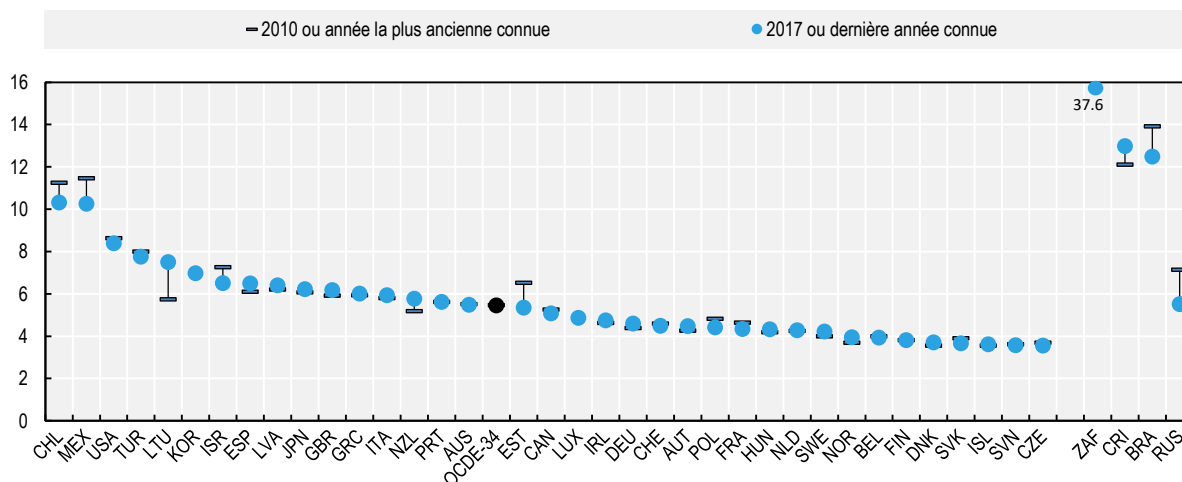
Écarts de revenu entre les quintiles supérieur et inférieur de la distribution

Les données relatives à la distribution de la mesure du revenu disponible ajusté des ménages fondée sur le SCN (représentée ci-dessus) sont encore expérimentales, et ne sont disponibles que pour un nombre limité de pays. Néanmoins, des informations sur la distribution du revenu disponible des ménages (un concept de revenu plus limité ne tenant pas compte des transferts sociaux en nature) « équivalent » (c'est-à-dire corrigé au moyen d'une échelle d'équivalence permettant de prendre en compte les économies d'échelle au sein du ménage) sont disponibles dans la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*, qui repose sur des enquêtes nationales réalisées auprès des ménages et des fichiers administratifs (pour en savoir plus, voir l'Encadré 2.1). Ces données laissent à penser qu'en moyenne, dans les pays de l'OCDE, le revenu du quintile supérieur de la distribution est 5.4 fois plus élevé que celui du quintile inférieur (Graphique 2.3). C'est dans certains pays d'Europe centrale et orientale (tels que la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie) que les inégalités sont les plus faibles, ainsi qu'en Islande, au Danemark, en Finlande et en Belgique, où le rapport interquintile n'est jamais supérieur à 4. À l'inverse, au Chili, au Mexique et aux États-Unis, les individus du quintile supérieur de la distribution des revenus ont des revenus 8 à 10 fois supérieurs à ceux du quintile inférieur. Par rapport à 2010, le rapport interquintile a été peu ou prou stable

en moyenne dans les pays de l'OCDE, même s'il a diminué de 1.2 point de pourcentage en Estonie et au Mexique, et de près de 1 point au Chili, tandis qu'il a augmenté de presque 1.8 point en Lituanie.

Graphique 2.3. Les revenus des 20 % les plus riches de la population sont 5.4 fois plus élevés que ceux des 20 % les plus pauvres, en moyenne, dans les pays de l'OCDE

Rapport entre le revenu moyen des ménages du quintile supérieur de la distribution des revenus et celui des ménages du quintile inférieur (rapport interquintile de revenu S80/S20)



Note : La dernière année disponible est 2018 pour le Costa Rica ; 2017 pour le Canada, le Chili, la Corée, les États Unis, la Finlande, Israël, la Norvège, le Royaume Uni et la Suède ; 2015 pour l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Islande, le Japon, la Suisse et la Turquie ; 2014 pour la Nouvelle Zélande ; 2013 pour le Brésil ; et 2016 pour tous les autres pays. L'année la plus ancienne connue est 2011 pour l'Allemagne, le Chili, le Danemark, Israël, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Turquie, le Brésil et la Fédération de Russie ; 2012 pour l'Australie, la France, le Japon et le Mexique ; et 2013 pour l'Estonie, les États Unis et la Suède. La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, la Corée et le Luxembourg, pour lesquels les séries chronologiques sont incomplètes. La mesure utilisée est le revenu disponible « équivalent » des ménages, c'est à dire corrigé au moyen d'une échelle d'équivalence suivant laquelle on divise le revenu de chaque ménage par la racine carrée de la taille du ménage, afin de prendre en compte les économies d'échelle réalisées en termes de satisfaction des besoins du ménage (pour chaque membre supplémentaire, l'augmentation de revenu nécessaire pour préserver le niveau de bien être d'un ménage est moindre que l'augmentation de sa taille).

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD>.

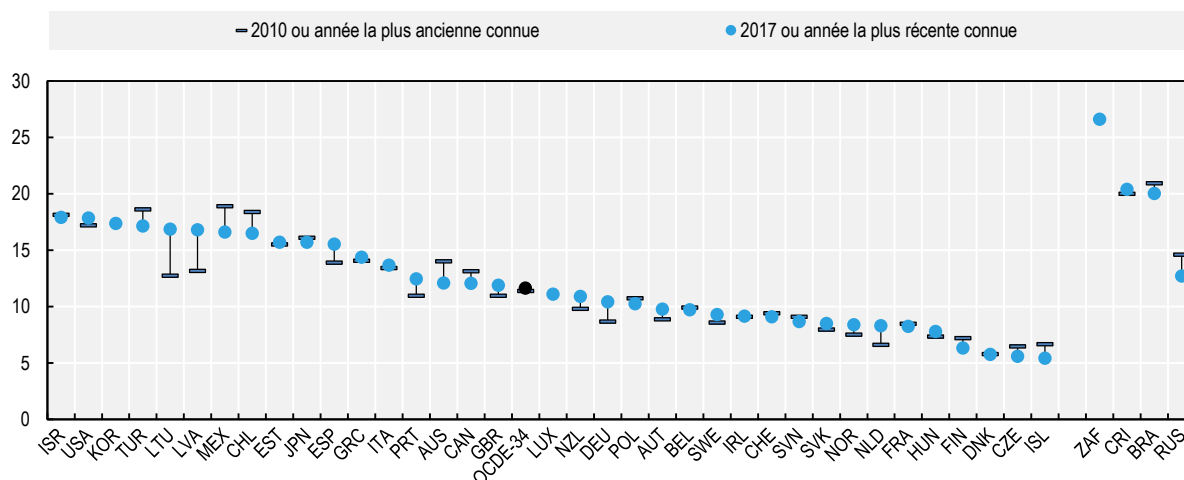
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125173>

Pauvreté monétaire relative

En moyenne, 12 % des habitants des pays de l'OCDE sont en situation de pauvreté monétaire relative, définie par un revenu disponible inférieur à la moitié de la médiane nationale (Graphique 2.4). C'est en Islande, en République tchèque et au Danemark que cette proportion est la plus basse (inférieure à 6 %), et en Israël, aux États-Unis, en Corée et en Turquie qu'elle est la plus élevée (supérieure à 17 %). Par rapport à 2010, le taux de pauvreté monétaire est resté peu ou prou stable dans la majorité des pays de l'OCDE. Néanmoins, ce taux a augmenté de 4 points de pourcentage en Lettonie et en Lituanie, et diminué de 2 points de pourcentage au Mexique, au Chili et en Australie. Ces évolutions du taux de pauvreté monétaire relative correspondent aux variations du revenu médian national en glissement annuel – autrement dit, dans les pays où le revenu national a rapidement augmenté (comme la Lettonie et la Lituanie), le seuil de pauvreté s'est élevé en parallèle, tandis que dans les pays où le revenu national a diminué (tels que la Grèce et l'Italie), le seuil de pauvreté a fait de même. Les variations du taux de pauvreté monétaire ancré à une année donnée (2005, par exemple) sont plus prononcées et concernent davantage de pays (OCDE, 2015^[1]).

Graphique 2.4. Le taux moyen de pauvreté monétaire relative est de 12 % dans les pays de l'OCDE

Pourcentage de personnes dont le revenu disponible (équivalent) des ménages est inférieur à 50 % de la médiane nationale



Note : La dernière année disponible est 2018 pour le Costa Rica ; 2017 pour le Canada, le Chili, la Corée, la Finlande, Israël, la Norvège, le Royaume Uni et la Suède ; 2015 pour l'Allemagne, le Danemark, l'Islande, le Japon, la Suisse et la Turquie ; 2014 pour la Hongrie et la Nouvelle Zélande ; et 2016 pour tous les autres pays. L'année la plus ancienne connue est 2011 pour l'Allemagne, le Chili, le Danemark, Israël, la Nouvelle Zélande, les Pays Bas, la Turquie, le Brésil et la Fédération de Russie ; 2012 pour l'Australie, la France, la Hongrie, le Japon et le Mexique ; et 2013 pour l'Estonie, les États Unis et la Suède. La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, la Corée et le Luxembourg, pour lesquels les séries chronologiques sont incomplètes. La mesure utilisée est le revenu disponible « équivalent » des ménages, c'est à dire corrigé au moyen d'une échelle d'équivalence suivant laquelle on divise le revenu de chaque ménage par la racine carrée de la taille du ménage, afin de prendre en compte les économies d'échelle réalisées en termes de satisfaction des besoins du ménage (pour chaque membre supplémentaire, l'augmentation de revenu nécessaire pour préserver le niveau de bien être d'un ménage est moindre que l'augmentation de sa taille).

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD>.

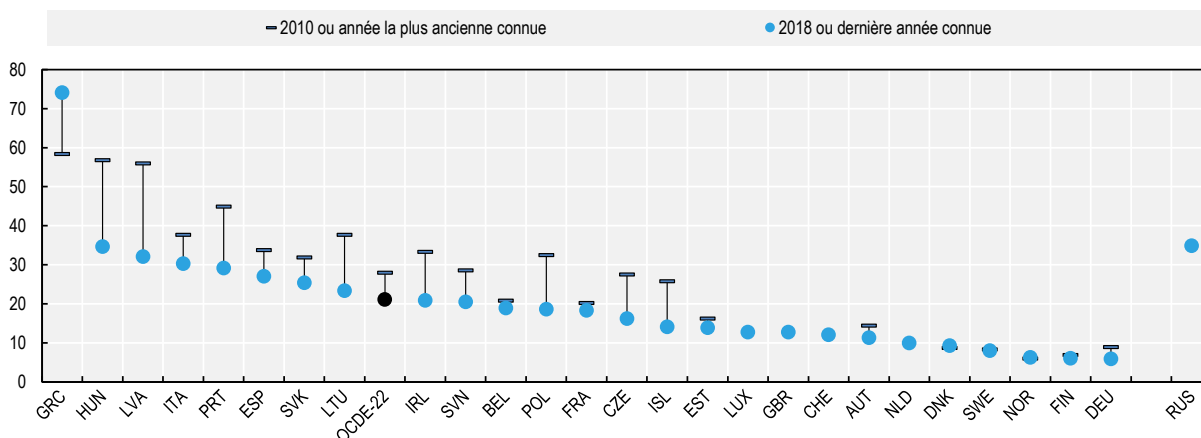
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125192>

Difficultés à joindre les deux bouts

Une perspective différente sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les ménages est offerte par les données (autodéclarées) relatives aux personnes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts. D'après cette mesure, qui n'est disponible que pour les pays européens, 21 % des personnes ont des difficultés, voire de grandes difficultés, à joindre les deux bouts en moyenne (Graphique 2.5). Ce taux est nettement supérieur au pourcentage de personnes considérées comme pauvres, à l'aune du seuil de pauvreté monétaire relative (Graphique 2.4), l'écart entre ces deux mesures allant de moins de 1 point de pourcentage en Finlande à 60 points de pourcentage en Grèce. Par rapport à 2010, la proportion de personnes qui éprouvent des difficultés à joindre les deux bouts a diminué de près de 7 points de pourcentage en moyenne dans les pays européens de l'OCDE, les reculs les plus marqués (supérieurs à 20 points) ayant été enregistrés en Lettonie et en Hongrie. À l'inverse, cet écart s'est creusé de près de 16 points de pourcentage en Grèce.

Graphique 2.5. Une personne sur cinq indique avoir des difficultés à joindre les deux bouts dans les pays européens de l'OCDE

Pourcentage de la population ayant des difficultés, voire de grandes difficultés, à joindre les deux bouts



Note : La dernière année disponible est 2016 pour l'Islande. L'année la plus ancienne connue est 2011 pour la Pologne, et 2015 pour l'Estonie. Les données relatives à 2018 sont préliminaires pour l'Irlande et le Royaume Uni.

Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur Eurostat, *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU SILC)*, <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/income-and-living-conditions/data/database>, et sur une enquête relative aux revenus des ménages et à leur participation aux programmes sociaux pour la Fédération de Russie.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125211>

Patrimoine des ménages

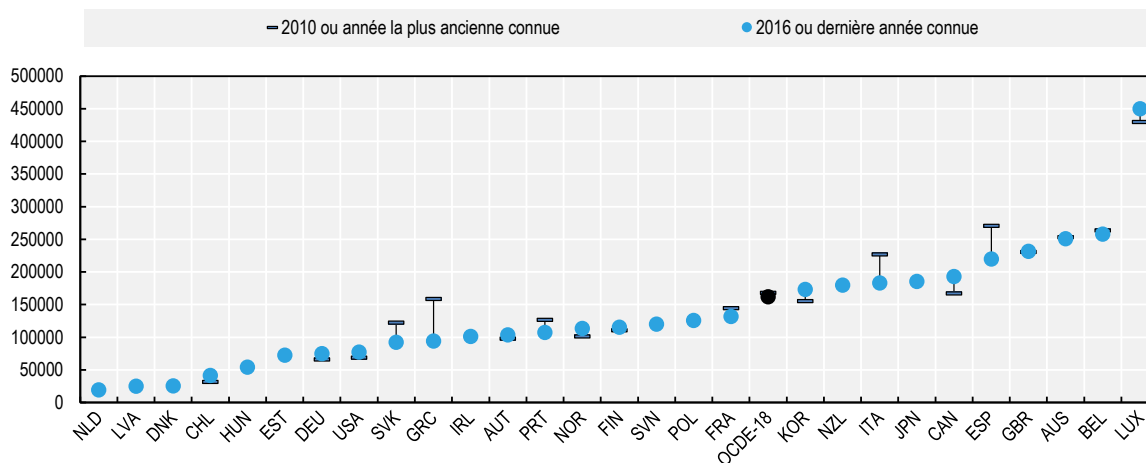
Patrimoine médian des ménages

Le patrimoine des ménages est la différence entre l'ensemble des actifs financiers et non financiers (tels que les logements, les terrains, le numéraire et les dépôts, les actions et autres titres de participation) détenus par les ménages et l'ensemble de leurs engagements financiers (tels que les prêts hypothécaires et les crédits à la consommation). Cette mesure est présentée pour le ménage situé exactement au milieu de la distribution (50 % des ménages ont un patrimoine supérieur, et 50 % inférieur), c'est-à-dire à la médiane. En moyenne, le patrimoine médian des ménages est de l'ordre de 162 000 USD dans les pays de l'OCDE. La valeur de ce patrimoine médian varie de moins d'un cinquième de la moyenne de l'OCDE aux Pays-Bas, en Lettonie et au Danemark, à près de trois fois la moyenne de l'OCDE au Luxembourg (Graphique 2.6). Les différences de patrimoine médian entre les pays sont fortement liées au taux de propriétaires à part entière de leur logement (c'est-à-dire à la proportion de propriétaires occupants dont le logement ne donne lieu au remboursement d'aucun emprunt hypothécaire), ainsi qu'à l'existence de prestations de sécurité sociale généreuses en faveur des personnes âgées. Comparé à la situation relative des ménages en termes de revenu disponible moyen (Graphique 2.2), le patrimoine médian des ménages est relativement modeste au Danemark, aux États-Unis et aux Pays-Bas – qui figurent parmi les pays de l'OCDE où la proportion de personnes propriétaires à part entière de leur logement est la plus faible (Balestra et Tonkin, 2018^[2]). Depuis 2010, le patrimoine médian a diminué de 4 % (environ 6 000 USD) dans les pays de l'OCDE, en moyenne. Le pays où il a le plus augmenté est le Chili (32 %), essentiellement du fait de la hausse de prix de l'immobilier (Balestra et Tonkin, 2018^[2]), suivi par le Canada (16 %), l'Allemagne et les États-Unis (13 %), principalement en raison de l'augmentation du patrimoine financier (Balestra et Tonkin, 2018^[2]). La Grèce est le pays qui a connu le recul le plus marqué depuis 2010 (-41 %),

suivie par la République slovaque (-25 %), l'Italie et l'Espagne (-19 %), ces baisses étant essentiellement imputables à une diminution de la valeur du patrimoine immobilier (Balestra et Tonkin, 2018^[2]).

Graphique 2.6. L'écart maximal de patrimoine médian des ménages entre pays de l'OCDE correspond à un rapport de 1 à 23

Patrimoine net médian des ménages, USD à PPA de 2016



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Canada et les États Unis ; 2015 pour la Corée, le Danemark, la Norvège, les Pays Bas et le Royaume Uni ; 2013 pour l'Estonie, la Finlande, l'Irlande et le Portugal ; 2012 pour l'Espagne ; et 2014 pour tous les autres pays. L'année la plus ancienne connue est 2009 pour l'Espagne, la Finlande, la France et la Grèce ; 2010 pour la Belgique, les États Unis, le Portugal et la République slovaque ; 2012 pour l'Australie, le Canada et la Norvège ; 2013 pour la Corée ; et 2011 pour tous les autres pays. La moyenne de l'OCDE est limitée aux 18 pays pour lesquels on dispose de données se rapportant à deux années distinctes. Les données relatives au Royaume Uni portent en fait uniquement sur la Grande Bretagne.

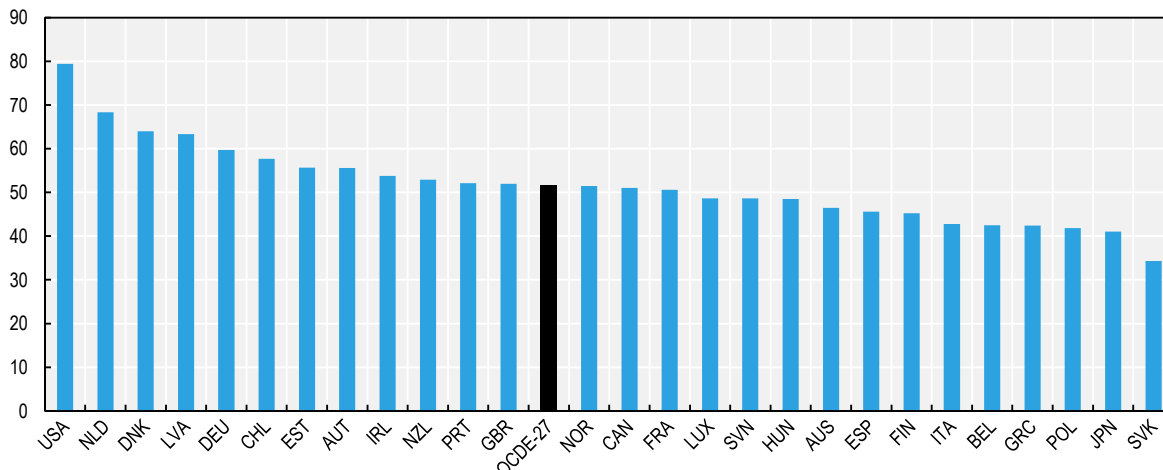
Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125230>

La distribution du patrimoine des ménages est nettement plus concentrée que celle de leurs revenus. Dans les pays de l'OCDE, en moyenne, les 10 % les plus riches des ménages détiennent 52 % du patrimoine net total des ménages (Graphique 2.7). Cette part varie de 34 % en République slovaque à près de 80 % aux États-Unis. Ces différences tiennent en partie à la précision des mesures relatives à l'extrémité supérieure de la distribution, qui soulèvent des difficultés, en particulier lorsqu'on utilise des enquêtes réalisées auprès des ménages (Balestra et Tonkin, 2018^[2]), mais d'autres sources de données (fiscales) tendent également à indiquer que les inégalités de patrimoine sont nettement plus marquées aux États-Unis qu'en Europe (Alvaredo et al., 2017^[3]).

Graphique 2.7. En moyenne, les 10 % les plus riches des ménages détiennent plus de la moitié du patrimoine total des ménages

Part du patrimoine détenue par les 10 % les plus riches des ménages, en pourcentage, 2016 ou dernière année disponible



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Canada et les États Unis ; 2015 pour le Danemark, les Pays Bas et la Norvège ; 2013 pour l'Estonie, la Finlande, l'Irlande et le Portugal ; 2012 pour le Canada et l'Espagne ; et 2014 pour tous les autres pays. Les données relatives au Royaume Uni portent en fait uniquement sur la Grande Bretagne. La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, la Corée, l'Islande, Israël, la Lituanie, le Mexique, la Suède, la Suisse, la République tchèque et la Turquie, faute de données comparables disponibles.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WELTH>.

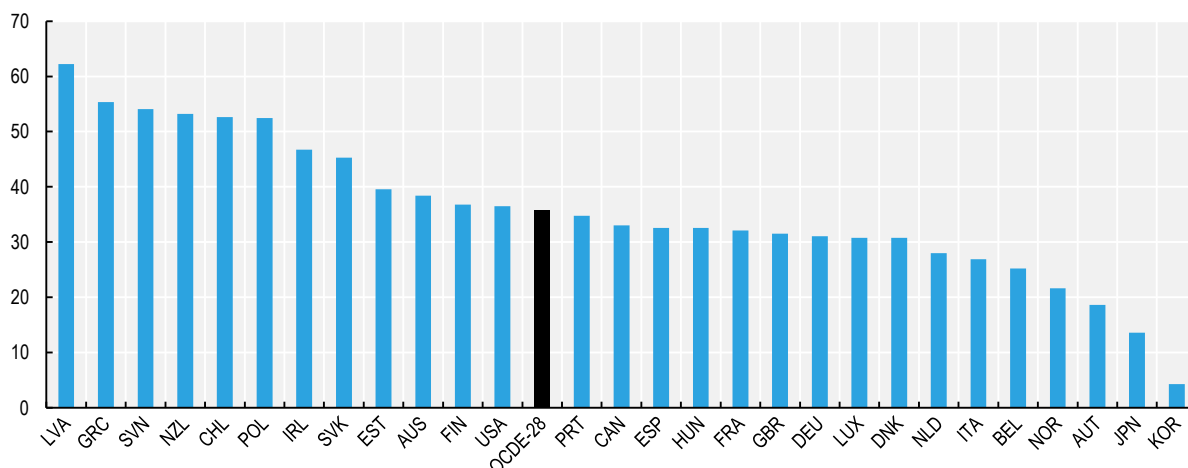
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125249>

Précarité financière

Dans les 28 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, 36 % des personnes sont en situation de précarité financière (Graphique 2.8), ce qui signifie qu'elles ne sont pas actuellement en situation de pauvreté monétaire, mais risquent de basculer dans cette situation en cas de perte soudaine de revenu, pouvant être liée, par exemple, au chômage, à un éclatement de la famille ou à un handicap. Autrement dit, si leur revenu devait être brutalement réduit à néant, ces personnes ne disposeraient pas d'actifs liquides suffisants pour se maintenir au-dessus du seuil de pauvreté pendant plus de 3 mois (voir l'Encadré 2.1 et la note du graphique ci-après pour en savoir plus). Plus de la moitié de la population se trouve dans une telle situation en Lettonie, en Grèce, en Slovaquie, en Nouvelle-Zélande, au Chili et en Pologne. En revanche, 4 % seulement de la population sont en situation de précarité financière en Corée, et moins de 15 % au Japon.

Graphique 2.8. Plus d'un tiers de la population de la zone OCDE risque de basculer dans la pauvreté

Proportion de personnes en situation de précarité financière, en pourcentage, 2016 ou dernière année disponible



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Canada et les États Unis ; 2015 pour le Danemark, la Corée, la Norvège, les Pays Bas et le Royaume Uni ; 2014 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Chili, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Pologne, la République slovaque et la Slovaquie ; 2013 pour l'Estonie, la Finlande, l'Irlande et le Portugal ; et 2012 pour l'Espagne. Les personnes en situation de précarité financière sont celles qui ne sont pas en situation de pauvreté monétaire, mais disposent d'un patrimoine financier liquide insuffisant pour leur permettre de se maintenir au niveau du seuil de pauvreté monétaire pendant plus de trois mois – ce qui signifie que leur patrimoine financier liquide équivalent est inférieur à 25 % du revenu médian national. Le patrimoine financier liquide recouvre les espèces, les actions cotées, les parts d'organisme de placement collectif et les obligations, diminuées des engagements des entreprises non constituées en société détenues par les ménages. La définition du revenu utilisée correspond autant que possible à celle retenue pour la pauvreté monétaire, c'est à dire au revenu disponible des ménages. Néanmoins, dans la plupart des cas, les sources de données utilisées pour élaborer les statistiques sur le patrimoine ne contiennent pas d'informations sur le revenu disponible des ménages ; dans ces cas là (c'est à dire pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la République slovaque et la Slovaquie), on utilise le revenu brut (c'est à dire la somme totale des traitements et salaires, des revenus d'activité indépendante, des revenus de la propriété et des transferts courants reçus, avant impôts pour chacune de ces composantes). Les données relatives au Royaume Uni portent en fait uniquement sur la Grande Bretagne. La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, l'Islande, Israël, la Lituanie, le Mexique, la République tchèque, la Suède, la Suisse et la Turquie, faute de données comparables disponibles.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WELTH>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125268>

Inégalités de revenu et de patrimoine : écarts entre groupes de population

À proprement parler, les profils des différents groupes de population (selon le sexe, l'âge ou le niveau d'éducation des individus) en termes de revenu et de patrimoine ne peuvent être déterminés pour les indicateurs examinés dans ce chapitre, car les données sont collectées par ménage. Les données d'enquête fournissent généralement des informations sur la composition d'un ménage (par sexe et par âge, par exemple), mais pas sur la répartition du revenu et du patrimoine entre les membres de ce ménage. L'hypothèse implicite retenue lors de la présentation des données par ménages est celle d'un partage total et égal des ressources entre tous les membres du ménage. Lorsqu'on travaille avec ces données, les seuls enseignements que l'on puisse en tirer sur les inégalités concernent les caractéristiques moyennes des ménages (par exemple la moyenne des ménages comprenant des personnes de plus de 65 ans et celle des autres ménages), ou les disparités entre les ménages distingués en fonction de leur chef (suivant son sexe, son âge ou son niveau d'éducation). On risque ainsi de sous-estimer ou de surestimer sensiblement l'ampleur des écarts entre ces différents groupes. Des facteurs complexes influent également sur les résultats, tels que la structure démographique du pays considéré, et les types de

ménages qui sont les plus nombreux (ainsi, les ménages monoparentaux sont généralement plus défavorisés sur le plan économique que d'autres types de ménages, et leur prévalence varie suivant les pays de l'OCDE). Au-delà des problèmes immédiats de mesure qu'il soulève, le concept de revenu ou de patrimoine « individuel » n'est pas simple à définir, car certaines composantes du revenu et du patrimoine correspondent à l'ensemble du ménage (tels que les transferts sociaux et les impôts, qui sont généralement payés ou reçus suivant la catégorie à laquelle appartient le ménage considéré, déterminé notamment par le nombre d'enfants), tandis que d'autres ont un caractère effectivement individuel. Les inégalités de revenu décrites ci-après se rapportent à des individus regroupés selon leur âge (indépendamment du ménage auquel ils appartiennent), tandis que les inégalités de patrimoine se réfèrent à l'âge et au niveau d'éducation de la personne de référence du ménage.

Les jeunes sont plus susceptibles d'appartenir à des ménages caractérisés par un revenu et un patrimoine relativement faibles

Comparés aux enfants et aux jeunes (moins de 26 ans) et aux seniors (plus de 50 ans), les personnes d'âge moyen (26 à 50 ans) appartiennent à des ménages dont le revenu disponible équivalent est relativement élevé, et sont moins susceptibles d'être en situation de pauvreté monétaire. Dans les pays de l'OCDE, en moyenne, tant les enfants et les jeunes, d'une part, que les seniors, d'autre part, vivent dans des ménages dont le revenu disponible équivalent est inférieur, de 10 % pour les premiers et de 4 % pour les seconds, au revenu disponible équivalent moyen des ménages qui caractérise les personnes d'âge moyen. Les jeunes et les seniors ont aussi une probabilité supérieure de 35 % et de 20 %, respectivement, à celle des personnes d'âge moyen d'appartenir à un ménage pauvre en termes monétaires.

S'agissant du patrimoine, les ménages dont le chef est âgé de 55 ans ou plus se caractérisent par un patrimoine médian des ménages plus élevé et une probabilité plus faible de se trouver en situation de précarité financière (c'est-à-dire de risquer de basculer dans la pauvreté s'ils devaient renoncer à 3 mois de revenus). Le patrimoine médian des ménages dont le chef est âgé de 55 ou plus est supérieur de 53 % à celui des ménages dont le chef est d'âge moyen (c'est-à-dire compris entre 35 et 54 ans dans ce cas), tandis que le patrimoine médian des ménages dont le chef a moins de 35 ans représente environ un tiers de celui des ménages dont le chef est une personne d'âge moyen. Les ménages dont le chef est un senior se caractérisent également par une probabilité d'être en situation de précarité financière inférieure de 25 % à celle des ménages dont le chef est un individu d'âge moyen, tandis que pour les ménages dont le chef a moins de 35 ans, cette probabilité est supérieure de 7 %.

Le patrimoine des ménages dont le chef est diplômé de l'enseignement supérieur est deux fois plus élevé que celui des autres

Le patrimoine médian des ménages dont le chef n'est pas diplômé de l'enseignement supérieur équivaut, en moyenne, à la moitié environ de celui des ménages dont le chef a achevé une formation supérieure. Plus précisément, le patrimoine médian s'établit en moyenne dans la zone OCDE à 91 000 USD pour les ménages dont le chef a un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à 130 000 USD pour les ménages dont le chef est uniquement diplômé du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; et à 203 000 USD pour les ménages dont le chef a achevé une formation supérieure.

Les taux de précarité financière varient également en fonction du niveau de formation atteint par le chef du ménage. En moyenne, dans 28 pays de l'OCDE, la proportion de ménages en situation de précarité financière est de 36 % parmi les ménages dont le chef a un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, de 37 % parmi les ménages dont le chef a uniquement achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, et de 26 % parmi les ménages dont le chef est diplômé de l'enseignement supérieur.

Encadré 2.1. Mesure et programme statistique à venir

Ensemble, le revenu et le patrimoine déterminent les possibilités de consommation des ménages. Le revenu après impôts et transferts indique ce que les ménages peuvent consacrer à leurs dépenses, tandis que les mesures directes des dépenses de consommation des ménages fournissent des informations sur les conditions matérielles « effectives » (et non sur les possibilités). Par ailleurs, le patrimoine constitue une réserve qui permet de lisser la consommation et de réaliser des investissements à long terme (en matière de logement, notamment). Quoique lié à la notion de vulnérabilité financière, le concept plus large d'insécurité économique est considéré comme une priorité pour la mesure du bien-être (Stiglitz, Fitoussi et Durand, 2018^[4]). L'insécurité économique peut être définie et mesurée au moyen de méthodes objectives, mais la façon dont les individus perçoivent leur situation économique offre un complément utile à cet égard. Enfin, il est essentiel d'examiner la distribution croisée des revenus, de la consommation et du patrimoine, car aucune des mesures utilisées dans ce chapitre, considérée isolément, ne rend pleinement compte de la situation économique des ménages. Ainsi, les ménages qui ont un patrimoine conséquent, mais sont pauvres en termes monétaires ont des possibilités de consommation et d'épargne plus importantes que ne le laissent à penser leurs seuls revenus, et inversement. Les indicateurs utilisés dans ce chapitre (Tableau 2.1) apportent un éclairage sur certains des éléments, mais pas tous, de la dimension « Revenu et patrimoine ».

Tableau 2.1. Indicateurs relatifs au revenu et au patrimoine examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Revenu des ménages	Revenu disponible ajusté net moyen des ménages par personne (mesure fondée sur le SCN)	s.o.	s.o.	s.o.
	Revenu disponible équivalent des ménages (mesure fondée sur des microdonnées provenant d'enquêtes et de fichiers administratifs)	Rapport interquintile S80/S20 de revenu disponible des ménages	Informations limitées uniquement, fondées sur les caractéristiques des individus (ne tenant pas compte des inégalités à l'intérieur de chaque ménage)	Pauvreté monétaire relative (pourcentage de personnes dont le revenu disponible des ménages est inférieur au seuil de pauvreté monétaire relative, fixé à 50 % de la médiane nationale)
Difficultés à joindre les deux bouts	s.o.	s.o.	s.o.	Pourcentage de personnes qui déclarent avoir des difficultés, voire de grandes difficultés, à joindre les deux bouts
Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian des ménages (mesure fondée sur des microdonnées)	Part du patrimoine des ménages détenue par les 10 % les plus riches des ménages	Écarts de patrimoine net médian des ménages et de précarité financière, en fonction des caractéristiques de la personne de référence du ménage	Précarité financière (proportion de personnes dont le patrimoine financier liquide équivalent est inférieur à un quart du seuil annuel national de pauvreté monétaire relative)

On obtient le **revenu disponible ajusté moyen des ménages** en faisant la somme de tous les flux de revenus (bruts) (les traitements et salaires, les revenus d'activité indépendante et les revenus du capital, ainsi que les transferts courants reçus d'autres secteurs) versés au secteur des ménages – au sens du système de comptabilité nationale (SCN) – puis en soustrayant les transferts courants (tels que les impôts sur le revenu et le patrimoine) versés par les ménages aux autres secteurs de l'économie. Selon la terminologie des comptes nationaux, le terme « ajusté » renvoie à l'inclusion des transferts sociaux en nature (tels que les services d'éducation et de soins de santé) que les ménages reçoivent des administrations publiques. La mesure utilisée ici prend en compte les montants nécessaires pour remplacer les actifs physiques des ménages (c'est-à-dire les logements et les équipements des entreprises non constituées en sociétés), qui sont déduits de leur revenu. Le revenu disponible ajusté des ménages est indiqué par personne et exprimé en dollars des États-Unis (USD), sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de 2017 fondées sur la consommation individuelle effective. La source utilisée est la base de données *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Les **inégalités de revenu** sont mesurées par le rapport entre le revenu disponible des ménages du quintile supérieur de la distribution des revenus et celui des ménages du quintile inférieur, ainsi que par les écarts de revenu moyen entre différents groupes de population (distingués en fonction de l'âge, par exemple). La **pauvreté monétaire relative** est mesurée par le pourcentage de personnes dont le revenu disponible des ménages est inférieur à 50 % de la médiane nationale (c'est-à-dire au seuil de pauvreté monétaire relative), et par les écarts observés pour cette mesure entre différents groupes de population. Tous ces indicateurs reposent sur le concept de revenu disponible des ménages, tel qu'il est mesuré à partir de microdonnées – c'est-à-dire la somme des revenus marchands perçus par tous les membres du ménage considéré (traitements et salaires, revenus d'activité indépendante et revenus du capital bruts) et des transferts courants reçus, diminuée des impôts sur le revenu et le patrimoine et des cotisations sociales payés par les travailleurs, ainsi que des transferts courants versés à d'autres ménages. Le revenu disponible des ménages est corrigé au moyen d'une échelle d'équivalence suivant laquelle on divise le revenu de chaque ménage par la racine carrée de la taille du ménage, afin de prendre en compte les économies d'échelle réalisées en termes de satisfaction des besoins du ménage (pour chaque membre supplémentaire, l'augmentation de revenu nécessaire pour préserver le niveau de bien-être d'un ménage est moindre que l'augmentation de sa taille). Les données sont tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*, qui repose sur les estimations fournies par les offices statistiques nationaux et d'autres producteurs de statistiques officielles (provenant d'enquêtes réalisées auprès des ménages ou de fichiers fiscaux et administratifs), ou produites par l'OCDE à partir de la base de données accessible au public *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)*. Ces données sont dans toute la mesure du possible conformes au Manuel du Groupe de Canberra de 2011 (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, 2011^[5]). Lorsque le revenu d'un ménage est négatif, sa valeur est ramenée à zéro par le biais de traitements spéciaux qui sont décrits dans les méthodes et concepts sur lesquels repose la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* (OCDE, 2017^[6]). Les données d'enquête peuvent pâtir de problèmes de sous-couverture et de sous-déclaration aux deux extrémités de la distribution.

Les **difficultés à joindre les deux bouts** sont mesurées par le pourcentage de personnes qui déclarent avoir des difficultés, voire de grandes difficultés, à joindre les deux bouts. La question est posée à la personne de référence du ménage, et l'information recueillie est uniquement disponible pour le ménage. Les données proviennent des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)*, qui reposent sur une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif des ménages au niveau national (constitué par un nombre de personnes allant de 4 000 environ dans les États membres les plus petits à 16 000 approximativement dans les plus grands), couvrant tous les membres de ménages ordinaires âgés de 16 ans ou plus et disponible pour les pays de l'UE, ainsi que pour la Norvège et la Suisse.

Le **patrimoine des ménages** est la somme des actifs non financiers (tels que les logements) et financiers (comme les dépôts, les actions et autres titres de participation) – diminuée de leurs engagements financiers (tels que les prêts) – détenus par les ménages ordinaires résidant dans le pays considéré, mesurée à partir de microdonnées (tirées d'enquêtes réalisées auprès des ménages et, plus rarement, de fichiers administratifs). La mesure utilisée est le patrimoine médian des ménages (et non le patrimoine moyen de l'ensemble des ménages), l'objectif étant de réduire l'impact des différences entre pays liées à la mesure des patrimoines à l'extrémité supérieure de la distribution (où se concentre la plus grande partie des richesses). Les inégalités sont mesurées par la part du patrimoine des ménages détenue par les 10 % les plus riches des ménages, et par les écarts de patrimoine médian des ménages observés en fonction des caractéristiques du chef du ménage. Les valeurs sont exprimées en USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) de la consommation privée des ménages ; pour analyser les évolutions observées au fil du temps, on corrige ces valeurs des variations de l'indice des prix à la consommation (IPC). Le concept de patrimoine des ménages utilisé correspond à celui présenté dans la publication *OECD Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth* (OCDE, 2013^[7]) et n'intègre pas les actifs détenus dans le cadre des dispositifs privés et professionnels de retraite, dont l'ampleur et la distribution diffèrent sensiblement suivant les pays en fonction des caractéristiques de leur système de sécurité sociale. Les données sont présentées par ménage (et non par personne ou par adulte), sans ajustement destiné à corriger les différences de taille des ménages. Elles sont tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses*, qui intègre des estimations fournies par les offices statistiques nationaux et d'autres producteurs de statistiques officielles, ou produites par l'OCDE à partir des données accessibles au public de l'Enquête de l'Eurosystème sur les finances et la consommation des ménages (qui porte sur 17 pays européens, parmi lesquels ne figurent pas les Pays-Bas). Les différences entre pays concernant le suréchantillonnage des ménages riches (qui est nul en Australie et en Autriche, tandis qu'il est considérable aux États-Unis et en Espagne) influent sur les disparités observées entre pays en matière de patrimoine moyen des ménages (et d'inégalités de patrimoine).

La **précarité financière**, qui est un indicateur de dénuement patrimonial, est mesurée par le pourcentage de personnes qui ne sont pas actuellement en situation de pauvreté monétaire, mais disposent d'un patrimoine financier liquide inférieur à un quart du seuil annuel national de pauvreté monétaire relative. Le patrimoine financier liquide recouvre les espèces, les actions cotées, les parts d'organisme de placement collectif et les obligations, diminuées de certains engagements. Ces personnes sont considérées comme étant en situation de « précarité financière », car, en cas de choc, leur patrimoine financier liquide serait insuffisant pour leur permettre de se maintenir au niveau du seuil de pauvreté monétaire pendant plus de trois mois. Cet indicateur est élaboré par l'OCDE conformément aux principes formulés dans la publication *OECD Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth* (OCDE, 2013^[7]). Les données sont tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses*. Le concept de revenu utilisé pour élaborer cet indicateur correspond autant que possible à celui retenu pour la pauvreté monétaire, c'est-à-dire au revenu disponible des ménages. Néanmoins, pour la plupart des pays, les sources de données utilisées pour élaborer les statistiques sur le patrimoine ne contiennent pas d'informations sur le revenu disponible des ménages. C'est pourquoi il a été décidé d'utiliser ici le concept de revenu brut (c'est-à-dire la somme totale des traitements et salaires, des revenus d'activité indépendante, des revenus de la propriété et des transferts courants reçus, avant impôts pour chacune de ces composantes) en l'absence d'informations sur le revenu disponible. Le seuil de pauvreté est donc fondé sur le revenu disponible des ménages pour l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, et sur le revenu brut des ménages pour les autres pays.

Corrélations entre les indicateurs de revenu et de patrimoine

Dans les pays de l'OCDE, les corrélations entre indicateurs de revenu et de patrimoine ont généralement le signe escompté – autrement dit, les pays de l'OCDE où le revenu moyen est le plus élevé affichent aussi des taux de pauvreté monétaire relative plus faibles, des proportions de personnes déclarant avoir des difficultés à joindre les deux bouts plus modestes, un patrimoine médian plus élevé et une moindre précarité financière. Ces corrélations sont néanmoins rarement fortes, ce qui laisse à penser que chaque indicateur apporte sa propre touche au tableau (Tableau 2.2).

Tableau 2.2. Il existe une corrélation significative entre les indicateurs de revenu et de patrimoine, mais ils fournissent des informations différentes

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de revenu et de patrimoine

	Revenu disponible ajusté moyen des ménages par personne	Pauvreté monétaire relative	Difficultés à joindre les deux bouts	Patrimoine médian des ménages	Précarité financière
Revenu disponible ajusté moyen des ménages par personne					
Pauvreté monétaire relative	-0.36** (35)				
Difficultés à joindre les deux bouts	-0.67*** (23)	0.42** (25)			
Patrimoine médian des ménages	0.33* (28)	0.08 (29)	-0.13 (20)		
Précarité financière	-0.43** (28)	0.02 (29)	0.53** (20)	-0.28 (29)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

On pourrait renforcer de plusieurs manières les indicateurs utilisés dans ce chapitre :

- Les mesures du revenu disponible ajusté net des ménages fondées sur le SCN correspondent uniquement à la valeur totale des revenus reçus par le secteur des ménages. Des travaux sont en cours à l'OCDE en vue d'élaborer des mesures expérimentales des inégalités mises en évidence par la répartition de ce revenu total.
- Les données relatives au revenu et au patrimoine sont actuellement collectées par ménage, de sorte qu'il est difficile d'évaluer les différences de ressources économiques au sein de chaque ménage (telles que celles qui sont liées aux différences de rôle entre les hommes et les femmes). L'inclusion dans les enquêtes de questions visant à déterminer qui est propriétaire des actifs ou perçoit les flux de revenus, si une partie de ces flux n'est pas partagée avec les autres membres du ménage, et qui prend les décisions financières essentielles, pourrait permettre de mieux évaluer la mise en commun et le partage des ressources économiques entre les membres du ménage (OCDE, 2018^[8]).
- Les évaluations subjectives des conditions de vie matérielles des individus (telles que les difficultés à joindre les deux bouts) sont actuellement limitées aux pays européens de l'OCDE. Des orientations internationales devraient être élaborées en vue de la production de données harmonisées dont la couverture géographique ne se limiterait pas à l'Europe.

- On pourrait élaborer de meilleures mesures de la sécurité économique. Trois mesures partielles de la sécurité économique figurent dans ce rapport : la précarité financière et les difficultés à joindre les deux bouts, évoquées dans ce chapitre, et l'insécurité sur le marché du travail, présentée dans le chapitre consacré au travail et à la qualité des emplois. Stiglitz, Fitoussi et Durand (2018^[4]) recommandent que les offices statistiques nationaux et les principales organisations internationales travaillent ensemble pour améliorer les mesures existantes et définir d'un commun accord un petit nombre de mesures essentielles de la sécurité économique.
- Disposer de davantage d'informations sur la distribution croisée du revenu des ménages, de leur consommation et de leur patrimoine au niveau microéconomique permettrait de mieux appréhender le bien-être économique des ménages et les inégalités. Des travaux expérimentaux menés conjointement par l'OCDE et Eurostat sont actuellement réalisés en ce sens.

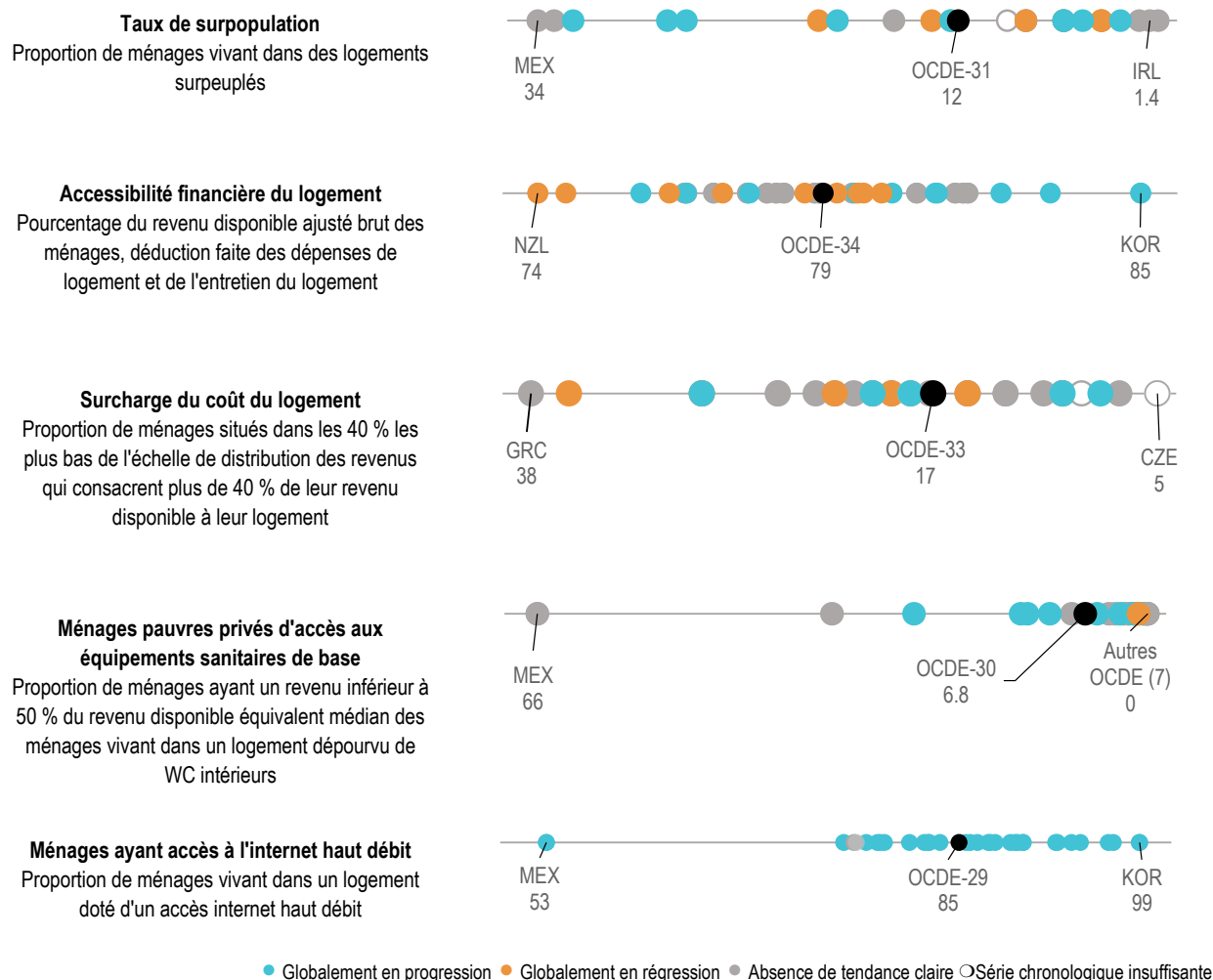
Références

- Alvaredo, F. et al. (2017), *World Inequality Report 2018*, Laboratoire sur les inégalités mondiales, Paris, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf> (consulté le 9 octobre 2019). [3]
- Balestra, C. et R. Tonkin (2018), « Inequalities in household wealth across OECD countries: Evidence from the OECD Wealth Distribution Database », *Documents de travail statistiques de l'OCDE*, n° 2018/01, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/7e1bf673-en>. [2]
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (2011), *Handbook on Household Income Statistics Second Edition*, Organisation des Nations Unies, http://unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/Canberra_Group_Handbook_2nd_edition.pdf (consulté le 19 juillet 2019). [5]
- OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr. [8]
- OCDE (2017), *Méthodes et concepts, Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté*, <http://oe.cd/idd> (consulté le 22 novembre 2019). [6]
- OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr>. [1]
- OCDE (2013), *OECD Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264194878-en>. [7]
- Stiglitz, J., J. Fitoussi et M. Durand (dir. pub.) (2018), *For Good Measure : Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264307278-en>. [4]

3 Logement

Le logement offre à chacun un abri, la sécurité et un espace personnel et privé. Le lieu de résidence détermine aussi l'accès à un vaste éventail de services. Depuis 2010, les conditions de logement moyennes à l'échelle de l'OCDE se sont quelque peu améliorées. Si le taux de surpopulation et la proportion de ménages modestes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base ont reculé, d'importants écarts persistent entre les pays. En 2017, la proportion de ménages vivant dans des logements surpeuplés s'élevait à 30 % ou plus au Mexique, en Lettonie et en Pologne, contre 2 % ou moins en Irlande et au Japon. Dans les pays de l'OCDE, la proportion de personnes pauvres qui vivent dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base s'inscrit dans une fourchette comprise entre près de zéro et plus de 25 %. Les ménages de l'OCDE consacrent, en moyenne, 21 % environ de leur revenu disponible au logement ; toutefois, pour près d'un ménage modeste sur cinq, le coût du logement représente plus de 40 % du revenu disponible. Depuis 2010, la proportion de ménages ayant accès à l'internet haut débit a nettement augmenté, passant de 63 % à 85 %.

Graphique 3.1. Logement : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

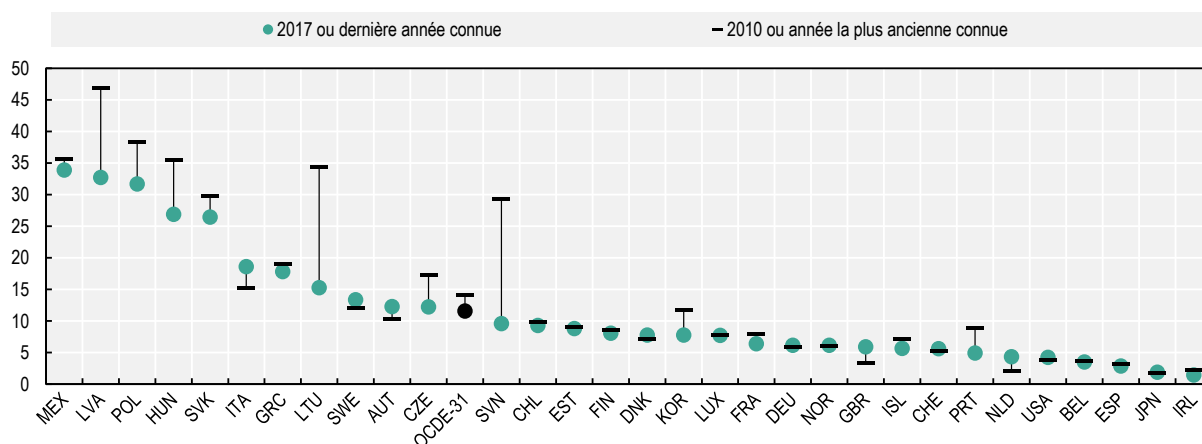
Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur *Base de données sur le logement abordable de l'OCDE*, <http://www.oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable>; *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), https://www.oecd-ilibrary.org/economics/data/statistiques-de-l-ocde-sur-les-comptes-nationaux_na-data-fr et *Base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus*, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2.

Taux de surpopulation

Le logement doit offrir à chacun de ses occupants un espace suffisant pour préserver leur intimité et leur santé, mais aussi, traditionnellement, un espace pour étudier, passer du temps avec sa famille ou recevoir des proches (OCDE, 2011^[1]). En 2017, 11.6 % des ménages de la zone OCDE vivaient dans des logements surpeuplés en moyenne (Graphique 3.2), sur la base d'une définition qui tient compte des besoins des différents membres qui composent le ménage (voir Encadré 3.1). Le taux de surpopulation est supérieur à 30 % au Mexique, en Lettonie et en Pologne, tandis qu'il n'atteint que 2 %, ou moins, en Irlande ou au Japon. Entre 2010 et 2017, le taux de surpopulation a diminué d'un point de pourcentage ou plus dans près d'un tiers des pays de l'OCDE, et de 2.6 points en moyenne dans l'ensemble de la zone OCDE. C'est en Slovénie (-19.8 points), en Lituanie (-19.1 points) et en Lettonie (-14.2 points) qu'il a le plus reculé. À titre de comparaison, le taux de surpopulation a augmenté d'un point de pourcentage ou plus en Italie (3.4 points), au Royaume-Uni (2.6 points), aux Pays-Bas (2.2 points) et en Autriche (2.0 points).

Graphique 3.2. Le taux de surpopulation est compris entre moins de 2 % et plus de 30 % dans les pays de l'OCDE

Proportion de ménages vivant dans des logements surpeuplés, en pourcentage



Note : Un logement est considéré comme surpeuplé s'il offre moins d'une pièce disponible pour chaque couple dans le ménage, pour chaque personne âgée de 18 ans ou plus, pour chaque paire de personnes du même sexe âgées de 12 à 17 ans, pour chaque personne âgée de 12 à 17 ans n'entrant pas dans la catégorie précédente, et pour chaque paire d'enfants de moins de 12 ans (Eurostat, 2019^[2]). 2016 est la dernière année connue pour les États-Unis, l'Islande, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni et la Suisse, contre 2014 pour l'Allemagne et 2013 pour le Chili. Pour le Chili et l'Estonie, l'année la plus ancienne connue est 2011. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de l'Australie, du Canada, de la Colombie, d'Israël, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie, en l'absence de données disponibles.

Source : Base de données sur le logement abordable de l'OCDE, <http://www.oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable/>.

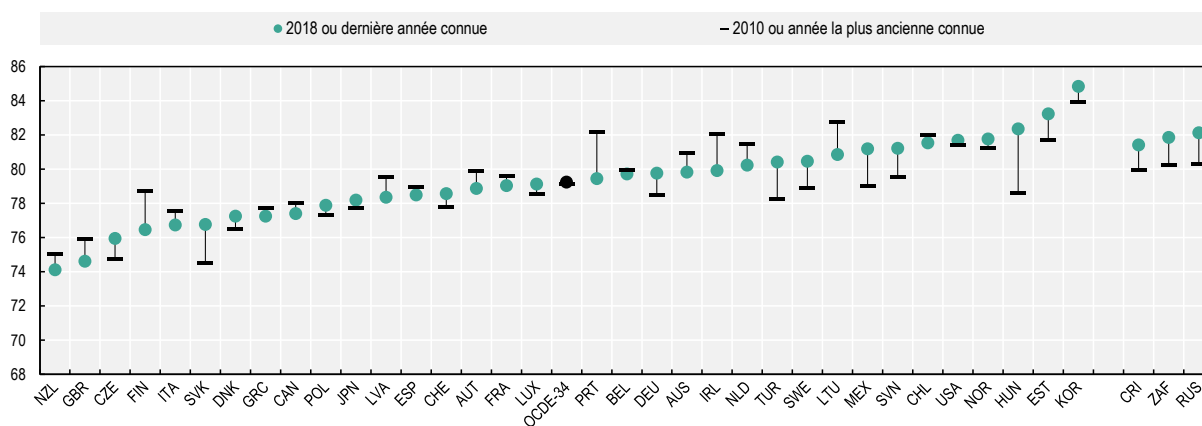
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125287>

Accessibilité financière du logement

Plus la proportion du revenu disponible consacrée au logement est importante, plus la capacité de consommation et d'épargne des ménages à l'appui d'autres aspects du bien-être diminue. En 2018, les ménages de 34 pays de l'OCDE disposaient, en moyenne, de 79,2 % de leur revenu après déduction du coût de leur logement (Graphique 3.3). Cette proportion est inférieure à 76 % en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en République tchèque, mais supérieure à 82 % en Corée, en Estonie et en Hongrie. Depuis 2010, la moyenne de l'OCDE est restée relativement stable, ce qui masque toutefois des tendances divergentes d'un pays à l'autre. Ainsi, l'accessibilité financière du logement a diminué au Portugal (-2,7 points de pourcentage) et en Finlande (-2,3 points), mais elle a augmenté en Hongrie (+3,8 points de pourcentage) et en République slovaque (+2,3 points).

Graphique 3.3. Dans la zone OCDE, le ménage moyen dispose de 79 % de son revenu après déduction du coût de son logement

Proportion du revenu disponible ajusté brut des ménages, déduction faite des dépenses de logement et de l'entretien du logement, en pourcentage



Note : 2018 est la dernière année connue pour le Danemark et la Norvège, contre 2016 pour le Costa Rica et la Suisse, 2015 pour la Fédération de Russie, la Nouvelle-Zélande, et la Turquie, et 2014 pour l'Afrique du sud. L'année la plus ancienne connue est 2013 pour le Chili, 2012 pour le Costa Rica, 2011 pour la Fédération de Russie et 2010 pour l'Afrique du Sud. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de la Colombie, de l'Islande et d'Israël, en l'absence de données disponibles.

Sources : Calculs de l'OCDE à partir des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) : « 5. Dépense de consommation finale des ménages », <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=27f10ebe-8722-40ff-b843-2d6363c237b6&themetreid=15> et « 14A. Comptes non financiers par secteurs » https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE14A.

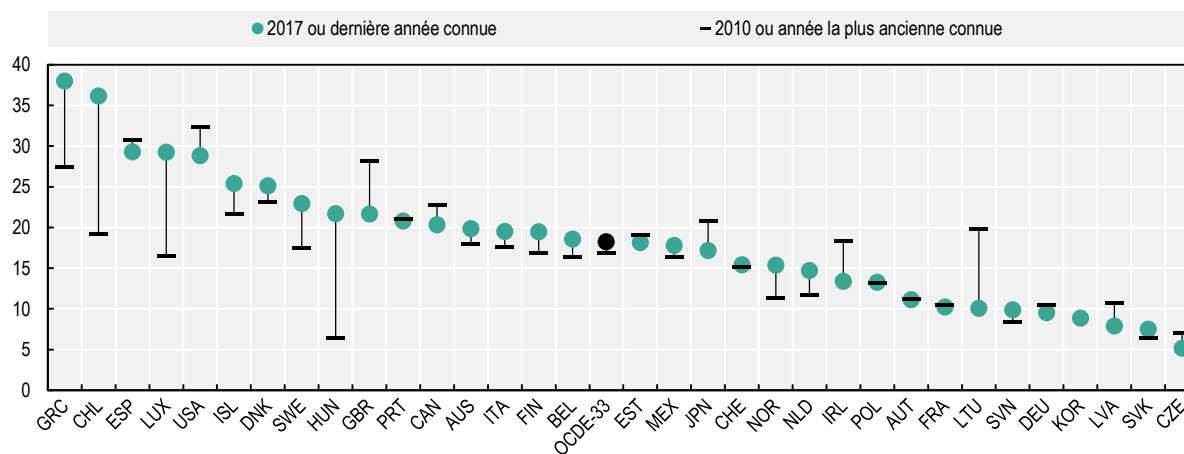
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125306>

Surcharge du coût du logement

Les ménages à bas revenus sont particulièrement vulnérables lorsqu'une forte proportion de leur revenu est consacrée au coût de leur logement, étant donné que cela limite les dépenses qu'ils peuvent allouer à d'autres biens de première nécessité, comme la nourriture, la santé et l'éducation. L'indicateur de la surcharge du coût du logement présenté ci-après s'attache à la proportion de ménages situés dans les 40 % les plus bas de l'échelle de distribution des revenus qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur logement (loyer ou remboursement de crédit immobilier). En 2017, le coût du logement était trop élevé pour 18,2 % des ménages les plus pauvres dans le pays de l'OCDE moyen (Graphique 3.4). C'est en Grèce, au Chili, en Espagne et au Luxembourg que le taux de surcharge du coût du logement est le plus élevé (à plus de 29 %), tandis qu'il est le plus bas en Corée, en Lettonie, en République slovaque et en Suisse (à moins de 9 %). Entre 2010 et 2017, le taux de surcharge du coût du logement moyen dans la zone OCDE est resté relativement stable. Toutefois, les variations enregistrées diffèrent d'un pays à l'autre : le Chili (+17,0 points de pourcentage), la Hongrie (+15,3 points), le Luxembourg (+12,7 points) et la Grèce (+10,5 points) sont les pays où le taux de surcharge du coût du logement a le plus fortement augmenté, alors que c'est en Lituanie, au Royaume-Uni et en Irlande qu'il a le plus diminué (de plus de 5 points).

Graphique 3.4. Dans les pays de l'OCDE, près d'un ménage modeste sur cinq consacre plus de 40 % de son revenu au logement

Proportion de ménages situés dans les 40 % les plus bas de l'échelle de distribution des revenus qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur logement, en pourcentage



Note : 2016 est la dernière année connue pour le Canada, les États-Unis, l'Islande, le Japon et la Suisse, contre 2015 pour la République slovaque, 2014 pour le Mexique et 2012 pour la Corée. 2016 est l'année la plus ancienne connue pour la République tchèque, contre 2015 pour la France, et 2012 pour la Belgique, l'Irlande, la Suède et la Suisse. Aucune donnée disponible pour la Corée. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de la Colombie, d'Israël, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie, en l'absence de données disponibles.

Source : Base de données sur le logement abordable de l'OCDE, <http://www.oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125325>

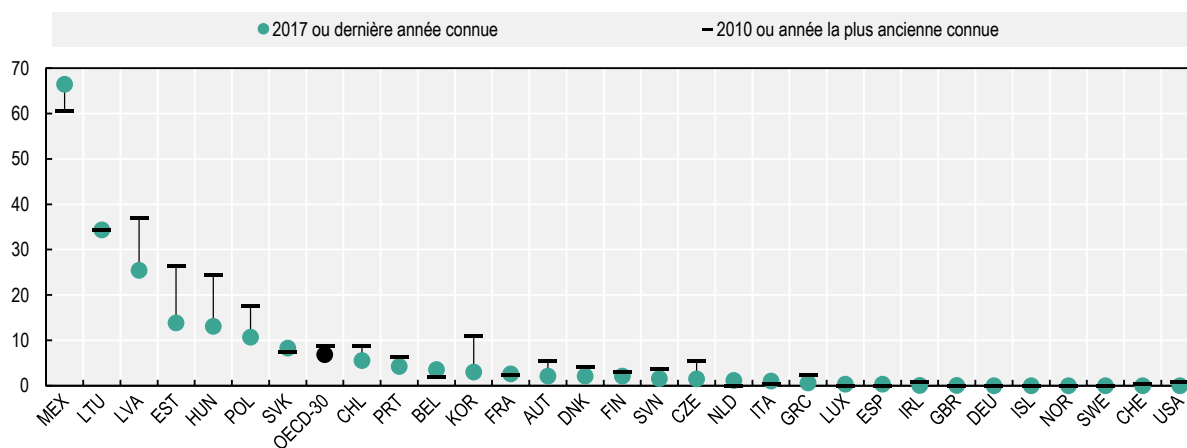
Ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base

L'absence d'équipements sanitaires de base, comme des WC intérieurs, constitue un signe évident de qualité médiocre du logement et pose un risque élevé pour la santé (Eurofound, 2016^[3]). Dans la mesure où la majorité (95.6 %) des ménages des pays de l'OCDE disposent de WC intérieurs réservés à leur seul usage (OCDE, 2019^[4]), l'indicateur ci-après met l'accent sur les ménages les plus pauvres – c'est-à-dire sur ceux dont le revenu est inférieur à 50 % du revenu disponible équivalent médian des ménages dans leur pays. En 2017, moins de 3 % des ménages pauvres vivaient dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base dans environ deux tiers des pays de l'OCDE (Graphique 3.5). Toutefois, au Mexique, en Lituanie et en Lettonie, plus de 25 % des ménages pauvres résident dans des logements dépourvus de WC intérieurs. À titre de comparaison, la quasi-totalité des ménages modestes en Allemagne, aux États-Unis, en Islande, en Norvège, en Suède, en Suisse et au Royaume-Uni disposaient de ces équipements dans leur logement.

Entre 2010 et 2017, l'accès des ménages pauvres aux équipements sanitaires de base s'est amélioré dans la plupart des pays de l'OCDE. Ainsi, la proportion moyenne de ménages modestes qui vivent dans des logements dépourvus de WC intérieurs est passée de 8.8 % en 2010 à 6.8 % en 2017 dans la zone OCDE. C'est en Estonie que les progrès les plus importants ont été enregistrés (-12.5 points de pourcentage), suivie de la Lettonie (-11.4 points), de la Hongrie (-11.3 points) et de la Corée (-8.0 points). À l'inverse, au Mexique et en Belgique, la proportion de ménages modestes vivant dans des logements dépourvus de WC intérieurs réservés à leur seul usage a augmenté d'au moins 1.5 point de pourcentage.

Graphique 3.5. Dans les pays de l'OCDE, la part des ménages modestes qui vivent dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est comprise entre moins de 1 % et plus de 60 %

Proportion de ménages ayant un revenu inférieur à 50 % du revenu disponible équivalent médian des ménages vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs, en pourcentage



Note : 2016 est la dernière année connue pour les États-Unis, l'Islande, le Mexique et la Suisse. Pour le Chili, l'année la plus ancienne connue est 2011. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de l'Australie, du Canada, de la Colombie, d'Israël, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie, en l'absence de données disponibles.

Source : Base de données sur le logement abordable de l'OCDE, <http://www.oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable/>.

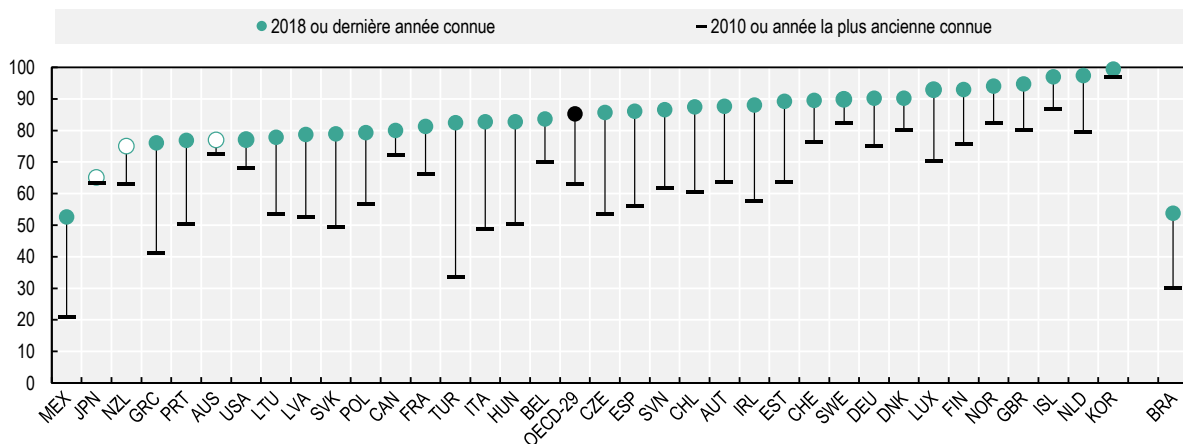
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125344>

Ménages ayant accès à l'internet haut débit

Vivre dans un logement doté d'un accès internet favorise les liens sociaux, permet d'accéder aux possibilités d'emploi et aux biens et services publics et privés, et favorise le développement du capital humain parmi les membres du ménage. En 2018, dans 29 pays de l'OCDE, plus de 80 % des ménages en moyenne avaient accès aux services internet à haut débit (Graphique 3.6). Au total, la fourchette est comprise entre moins de 60 % des ménages au Mexique et plus de 95 % en Corée, aux Pays-Bas et en Islande. Entre 2010 et 2018, l'accès à l'internet a fortement augmenté dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE : ainsi, la moyenne de l'OCDE a progressé de plus de 20 points de pourcentage, passant de 63.1 % en 2010 à 85.2 % en 2018. C'est en Turquie (+49 points de pourcentage) et en Grèce (+35 points) que l'augmentation a été la plus forte. À titre de comparaison, la Corée et la Suède se situaient à un niveau relativement élevé en 2010 et n'ont donc enregistré qu'une progression modeste (+2.6 et +7.3 points, respectivement).

Graphique 3.6. Plus de 80 % des ménages des pays de l'OCDE ont accès à l'internet haut débit

Proportion de ménages vivant dans un logement doté d'un accès internet haut débit, en pourcentage



Note : 2017 est la dernière année connue pour le Chili, les États-Unis et la Suisse, contre 2013 pour le Canada, 2012 pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et 2011 pour le Japon. Pour le Chili, l'année la plus ancienne connue est 2012, contre 2011 pour le Royaume-Uni et 2009 pour le Canada et la Nouvelle-Zélande. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de la Colombie et d'Israël, en l'absence de données disponibles ; ni de l'Australie, du Japon et de la Nouvelle-Zélande, en raison de méthodologies différentes et d'incohérences par comparaison avec les autres pays (indiqués en blanc dans le graphique) ; ni des États-Unis, du Luxembourg et de la Suisse, en raison d'une rupture dans la série de données.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125363>

Inégalités en matière de logement : écarts entre groupes de population

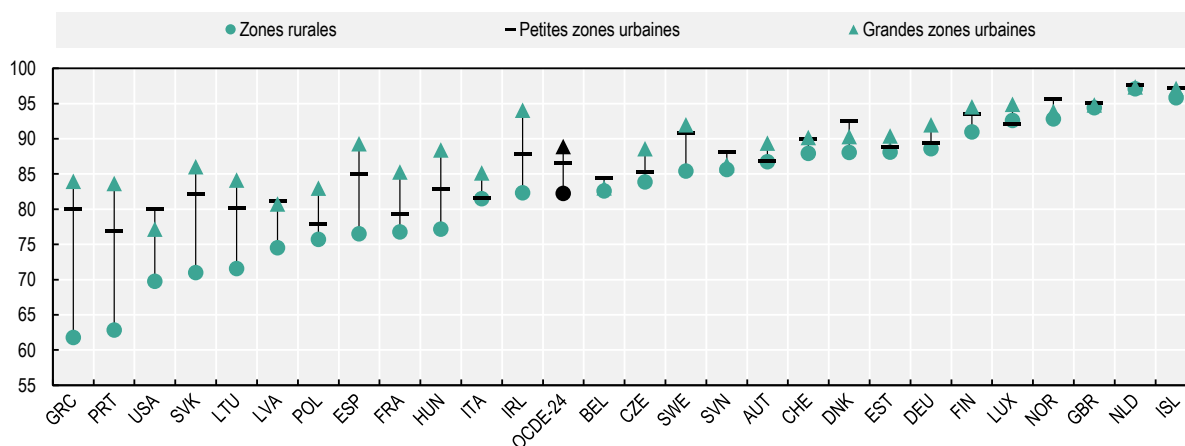
Les ménages urbains ont un meilleur accès à l'internet haut débit que les ménages des zones rurales

Plusieurs des indicateurs analysés dans ce chapitre, comme la surcharge du coût du logement ou la proportion de ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base, sont des indicateurs de privation. Puisqu'ils sont élaborés au niveau des ménages, il est difficile de calculer les variations des taux de privation entre les groupes de population (par exemple entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les seniors, ou entre les personnes de niveaux d'études différents). Cependant, lorsque le niveau de précision des données au plan géographique est suffisant, il est possible d'évaluer les disparités régionales en matière de conditions de logement.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, on constate d'importantes variations dans l'accès à l'internet haut débit entre les zones urbaines et les zones rurales (Graphique 3.7). En Grèce, au Portugal, en République slovaque, en Espagne, en Lituanie, en Hongrie et en Irlande, l'écart entre les grandes zones urbaines et les zones rurales en matière d'accès à l'internet haut débit est supérieur à 11 points de pourcentage. C'est en Islande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni que l'on observe les écarts les plus restreints (moins de 1 point de pourcentage). Le constat est le même lorsque l'on compare les petites zones urbaines et les zones rurales – même si les écarts sont souvent moins marqués que pour les grandes zones urbaines.

Graphique 3.7. Dans de nombreux pays de l'OCDE, on constate d'importants écarts dans l'accès à l'internet haut débit entre les zones urbaines et les zones rurales

Proportion de ménages vivant dans un logement doté d'un accès internet haut débit, en pourcentage, 2018



Note : Voir Encadré 3.1 pour une définition des zones rurales, des petites zones urbaines et des grandes zones urbaines. Les données portent sur 2017 pour les États-Unis et la Suisse.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125382>

Encadré 3.1. Mesure et programme statistique à venir

Le logement offre à chacun un abri, la sécurité et un espace personnel et privé. Le lieu de résidence détermine aussi l'accès à un vaste éventail de services. Un ensemble idéal d'indicateurs relatifs aux conditions de logement devrait fournir des informations sur la qualité du logement (notamment au regard de sa surface habitable, de la présence d'humidité, de moisissure ou de fuites, etc., des conditions sanitaires et de l'accès à l'électricité et à l'eau propre), sur certains aspects liés à l'accessibilité financière du logement et sur les infrastructures et caractéristiques des quartiers (accès à l'électricité et à l'eau propre, exposition au bruit, accès aux services tels que l'internet, les transports, les centres médicaux et les établissements scolaires). Les indicateurs utilisés dans ce chapitre (Tableau 3.1) apportent un éclairage sur certains de ces éléments, mais pas tous.

Tableau 3.1. Indicateurs relatifs au logement examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Taux de surpopulation	Proportion de ménages vivant dans des logements surpeuplés (définition de l'UE)	s.o.	s.o.	Il s'agit d'un indicateur de privation
Accessibilité financière du logement	Proportion du revenu disponible ajusté brut des ménages, déduction faite des dépenses de logement et de l'entretien du logement	s.o.	s.o.	s.o. - voir surcharge du coût du logement
Surcharge du coût du logement	Proportion de ménages situés dans les 40 % les plus bas de l'échelle de distribution des revenus qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur logement	s.o.	s.o.	Il s'agit d'un indicateur de privation
Ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base	Proportion de ménages ayant un revenu inférieur à 50 % du revenu disponible équivalent médian des ménages vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés à leur seul usage	s.o.	s.o.	Il s'agit d'un indicateur de privation
Ménages ayant accès à l'internet haut débit	Proportion de ménages vivant dans un logement doté d'un accès internet haut débit	s.o.	s.o.	s.o.

Le taux de surpopulation repose sur la définition retenue par l'UE (Eurostat, 2019^[2]), qui tient compte des besoins différents en termes de surface habitable en fonction de la composition du ménage par âge et par sexe. Un logement est considéré comme surpeuplé s'il offre moins d'une pièce disponible pour chaque couple dans le ménage, pour chaque personne âgée de 18 ans ou plus, pour chaque paire de personnes du même sexe âgées de 12 à 17 ans, pour chaque personne âgée de 12 à 17 ans n'entrant pas dans la catégorie précédente, et pour chaque paire d'enfants de moins de 12 ans (Eurostat, 2019^[2]). Les données sont tirées de la *Base de données sur le logement abordable de l'OCDE*, qui s'appuie sur des enquêtes réalisées auprès des ménages.

L'accessibilité financière du logement fait référence à la proportion du revenu disponible ajusté brut dont les ménages disposent après déduction du coût de leur logement. Ce dernier comprend le loyer (y compris les loyers imputés pour les logements occupés par leurs propriétaires) et les dépenses d'entretien (allouées aux réparations effectuées dans le logement, y compris les services divers, l'eau,

l'électricité, le gaz et les autres sources d'énergie, ainsi que les dépenses d'ameublement et d'équipement et le budget consacré aux biens et services nécessaires à l'entretien courant du logement). Les données sont tirées des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), et renvoient aux ménages et aux institutions sans but lucratif au service des ménages.

La surcharge du coût du logement fait référence à la proportion de ménages situés dans les 40 % les plus bas de l'échelle de distribution des revenus qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur logement, le seuil de 40 % étant fondé sur la méthodologie utilisée par Eurostat pour les États membres de l'UE (Eurostat, 2019^[5]). Le coût du logement comprend les loyers effectifs et les remboursements de crédit immobilier (à la fois au titre du principal et des intérêts) ; contrairement à la mesure d'accessibilité financière du logement issue des Comptes nationaux, les loyers imputés dans le cas de logements occupés par leurs propriétaires ne sont pas pris en compte. Aucune donnée relative aux remboursements du principal des emprunts immobiliers n'est disponible pour le Danemark. Pour le Chili, le Mexique, la Corée et les États-Unis, on utilise le revenu brut plutôt que le revenu disponible. Les données sont tirées de la *Base de données sur le logement abordable de l'OCDE*, qui s'appuie sur des enquêtes réalisées auprès des ménages.

On entend par **ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base** la proportion de ménages ayant un revenu inférieur à 50 % du revenu disponible équivalent médian des ménages vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés à leur seul usage. Sont uniquement pris en compte les WC intérieurs, ainsi que les WC installés dans une pièce comptant également une douche ou une baignoire. Pour le Chili, le Mexique, la Corée et les États-Unis, on utilise le revenu brut plutôt que le revenu disponible. Pour la Corée, les données portent sur tous les types de WC (asiatiques ou européens). Les données sont tirées de la *Base de données sur le logement abordable de l'OCDE*, qui s'appuie sur des enquêtes réalisées auprès des ménages.

Les ménages ayant accès à l'internet haut débit correspondent à la proportion de ménages vivant dans un logement doté d'un accès internet haut débit. On entend par « l'internet haut débit » les abonnements offrant un débit descendant d'au moins 256 kbit/s. La définition des zones rurales et des zones urbaines est fournie ci-après. Les données sont tirées de la *Base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus*.

	Pays de l'UE	Pays extérieurs à l'UE
Zones rurales	Plus de 50 % de la population réside dans des carreaux ruraux	Les définitions varient d'un pays à l'autre. Pour des informations plus détaillées, voir la <i>Base de données de l'OCDE sur l'accès et l'utilisation des TIC par les ménages et les individus</i> , http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ICT_HH2
Petites zones urbaines	Moins de 50 % de la population réside dans des carreaux ruraux et moins de 50 % de la population réside dans des zones à forte densité de population	
Grandes zones urbaines	Au moins 50 % de la population réside dans des zones à forte densité de population	

Note : Les carreaux ruraux correspondent aux carreaux situés en dehors des clusters urbains, qui correspondent eux-mêmes à des zones de carreaux contigus de 1 km² d'une densité d'au moins 300 habitants/km² et comptant au moins 5 000 habitants ; les zones à forte densité de population correspondent aux zones de carreaux contigus de 1 km² d'une densité supérieure à 1 500 habitants/km² comptant plus de 50 000 habitants.

Corrélations entre les indicateurs relatifs au logement

Dans les pays de l'OCDE, on n'observe que trois corrélations très significatives entre les indicateurs relatifs au logement utilisés dans ce chapitre (Tableau 3.2), ce qui donne à penser que les indicateurs apportent un éclairage sur différents aspects de la dimension considérée. Les pays affichant un taux de surpopulation plus élevé se distinguent également par une plus forte proportion de ménages

modestes privés d'accès aux équipements sanitaires de base, et un nombre moins important de ménages ayant accès à l'internet haut débit. L'accessibilité financière du logement et la surcharge du coût du logement ne sont pas fortement corrélées, d'où l'idée que chacun de ces indicateurs apporte un éclairage différent sur le coût du logement.

Tableau 3.2. Il existe une corrélation entre les équipements sanitaires, le taux de surpopulation et l'accès à l'internet dans les pays de l'OCDE

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs du logement

	Accessibilité financière du logement	Taux de surpopulation	Surcharge du coût du logement	Ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base	Ménages ayant accès à l'internet haut débit
Accessibilité financière du logement					
Taux de surpopulation	-0.07 (30)				
Surcharge du coût du logement	-0.02 (32)	-0.19 (31)			
Ménages pauvres privés d'accès aux équipements sanitaires de base	0.22 (29)	0.66*** (30)	-0.18 (30)		
Ménages ayant accès à l'internet haut débit	0.12 (34)	-0.50*** (31)	-0.01 (33)	-0.75*** (30)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; la valeur entre parenthèses correspond au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Un effort supplémentaire d'harmonisation s'impose pour calculer le taux de surpopulation : il existe des variations entre les pays dans la définition des pièces d'habitation, notamment en ce qui concerne les cuisines, ainsi que dans l'application des critères minimum de surface. Les cuisines sont comptées comme des pièces d'habitation au Chili, en Corée, aux États-Unis, au Japon et au Mexique ; à l'inverse, tous les pays européens excluent des pièces d'habitation les cuisines exclusivement réservées à la préparation de la nourriture (alors que les cuisines où l'on peut manger sont prises en compte). Les pays européens excluent des pièces d'habitation les pièces d'une surface inférieure à 4 m² ; en Allemagne, sont exclues les pièces de moins de 6 m² ; aux États-Unis, les pièces doivent être séparées par des murs d'au moins 15 cm d'épaisseur allant du sol au plafond. Dans ces conditions, les taux de surpopulation pourraient être surestimés dans les données extraites de sources européennes par rapport à celles qui proviennent du Chili, de la Corée, des États-Unis, du Japon et du Mexique (étant donné que le nombre de pièces d'habitation pris en compte est moindre).

Pour le calcul du taux de surcharge du coût du logement, on ne dispose actuellement d'aucune donnée sur les remboursements de crédit immobilier au Danemark et en Islande. Aucune information n'étant disponible sur les loyers modérés pour l'Australie, le Canada, le Chili, le Danemark, les États-Unis, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, et les Pays-Bas, une harmonisation s'impose au niveau de la méthodologie.

Plusieurs dimensions de la qualité des logements, comme la surface habitable ou la présence d'humidité, de moisissure ou de fuites, ne sont pas prises en compte de la même manière dans les

différentes sources de données internationales. Des données harmonisées au plan international sur l'accès aux services et aux infrastructures (transports, centres médicaux, établissements scolaires, etc.) sont en cours de développement, mais ne sont pas encore disponibles à l'échelle de l'OCDE. On manque en outre de données comparables au niveau international sur la population sans abri (un indicateur de privation extrême en matière de logement) et la perception qu'ont les individus de leurs conditions de logement.

Il est difficile de rendre compte des inégalités en matière de logement entre différents groupes de population (en fonction du sexe, de l'âge ou du niveau d'études par exemple), car ces données sont en général recueillies au niveau des ménages. Une solution consisterait à étudier les différences entre les groupes de population en fonction de la situation du chef du ménage, à l'instar de la méthode retenue pour la dimension Revenu et patrimoine (voir le chapitre 2). Les inégalités régionales sont particulièrement marquées dans le domaine du logement, d'autant plus que le lieu de résidence joue un rôle primordial dans l'accès aux services.

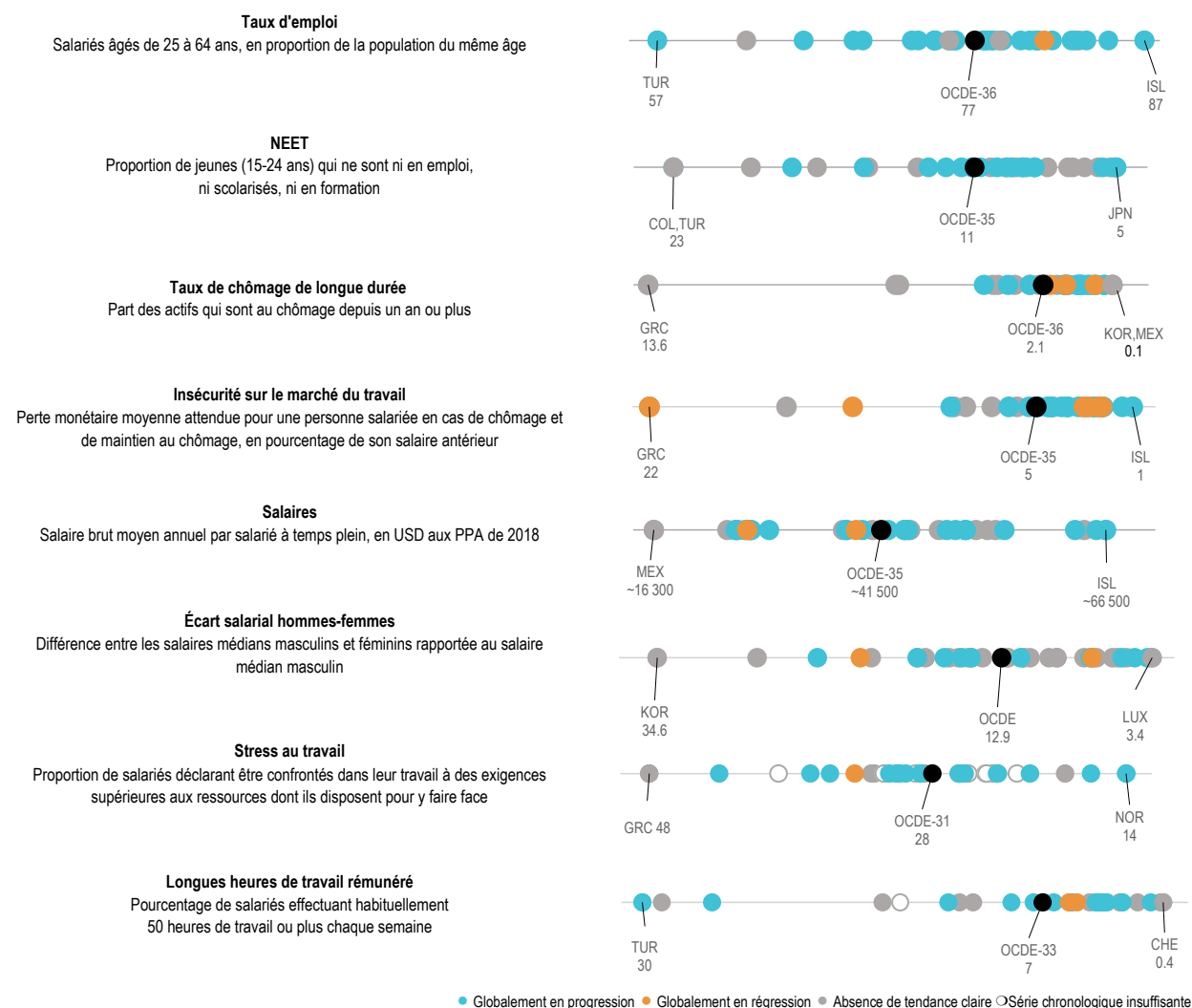
Références

- Eurofound (2016), « Inadequate housing in Europe: Costs and consequences », [3]
<http://dx.doi.org/10.2806/810142>.
- Eurostat (2019), *Statistics Explained: Taux de surpeuplement*, [2]
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Overcrowding_rate/fr (consulté le 23 December 2019).
- Eurostat (2019), *Taux de surcharge des coûts du logement, Statistics Explained*, [5]
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Housing_cost_overburden_rate/fr (consulté le 23 December 2019).
- OCDE (2019), *Indicateur du vivre mieux*, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/topics/logement/>. [4]
- OCDE (2011), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [1]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>.

4 Travail et qualité de l'emploi

Ce chapitre traite de la quantité d'emplois et de la qualité de l'emploi – qui recouvre les aspects matériels et non matériels des conditions de travail des individus. Depuis 2010, la situation du travail et la qualité de l'emploi se sont globalement améliorées dans les pays de l'OCDE : le taux d'emploi des adultes a progressé de 5 points de pourcentage, et les salaires réels ont augmenté de 7 % en moyenne en valeur cumulée. Le chômage de longue durée, la part des jeunes sans emploi et sortis du système éducatif, l'insécurité sur le marché du travail, le nombre de salariés effectuant de longues heures de travail et le stress au travail ont diminué dans la zone OCDE en moyenne – mais pas dans tous les pays. Les femmes sont moins susceptibles d'exercer un emploi et plus susceptibles d'être en chômage de longue durée ou sans emploi et sorties du système éducatif que les hommes. Les hommes gagnent 13 % de plus que les femmes, mais ils sont plus nombreux à subir du stress au travail et à effectuer régulièrement un nombre élevé d'heures de travail. Les jeunes adultes et ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures sont moins bien lotis que les travailleurs plus âgés et plus instruits.

Graphique 4.1. Travail et qualité de l'emploi : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

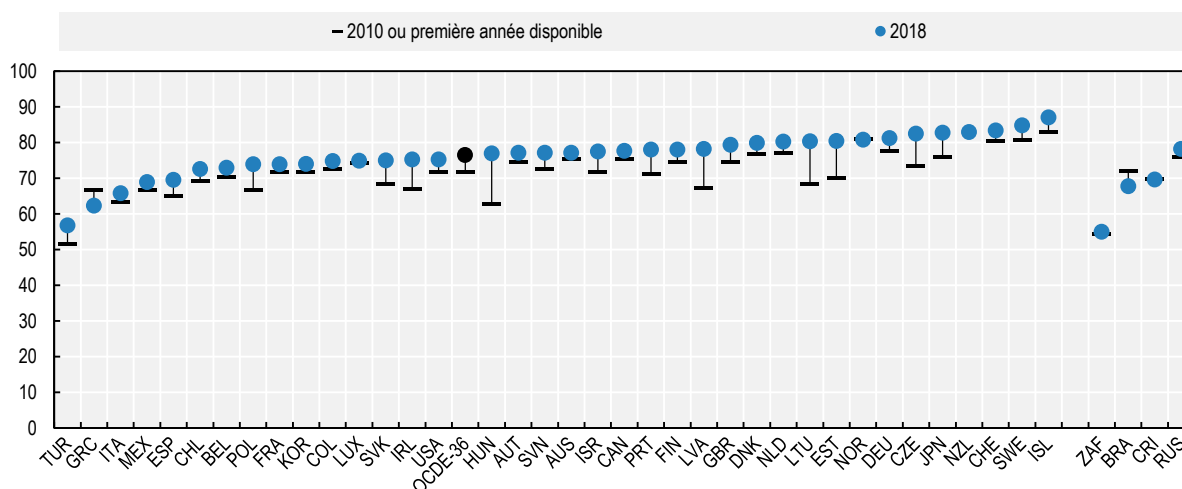
Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Données de l'OCDE sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R ; *Données de l'OCDE sur la transition de l'école au travail* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_TRANS ; *Données de l'OCDE sur la fréquence de chômage selon la durée* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DUR_1 ; *Données de l'OCDE sur les salaires annuels moyens* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE ; *Indicateurs de l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi de l'OCDE* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=GENDER_EMP et *Données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi* (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

Taux d'emploi (des 25-64 ans)

Dans les pays de l'OCDE en moyenne, 77 % de la population adulte (c'est-à-dire âgée de 25 à 64 ans) occupent un emploi (Graphique 4.2), la proportion allant de 87 % en Islande à moins de 60 % en Turquie. De façon générale, le niveau d'emploi est plus bas dans les pays d'Europe du Sud et en Amérique latine, et plus élevé dans les pays d'Europe centrale et du nord, au Japon et en Nouvelle-Zélande. Depuis 2010, année de peu postérieure à la crise, la part des adultes occupés dans la zone OCDE a augmenté de 5 points de pourcentage, les plus fortes progressions étant relevées en Hongrie (+14 points), et dans les pays baltes (+10 points environ). En Grèce et au Brésil, cependant, la proportion d'actifs occupés demeure inférieure à sa valeur de 2010 (de 4 points).

Graphique 4.2. L'emploi des 25-64 ans a rebondi depuis la crise financière

Part des 25-64 ans occupant un emploi dans la population du même âge, en pourcentage



Note : La première année disponible pour l'Allemagne, le Brésil et le Portugal est 2011. La Nouvelle-Zélande n'est pas incluse dans la moyenne de l'OCDE à cause de ruptures dans la série chronologique.

Source : Données de l'OCDE sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R.

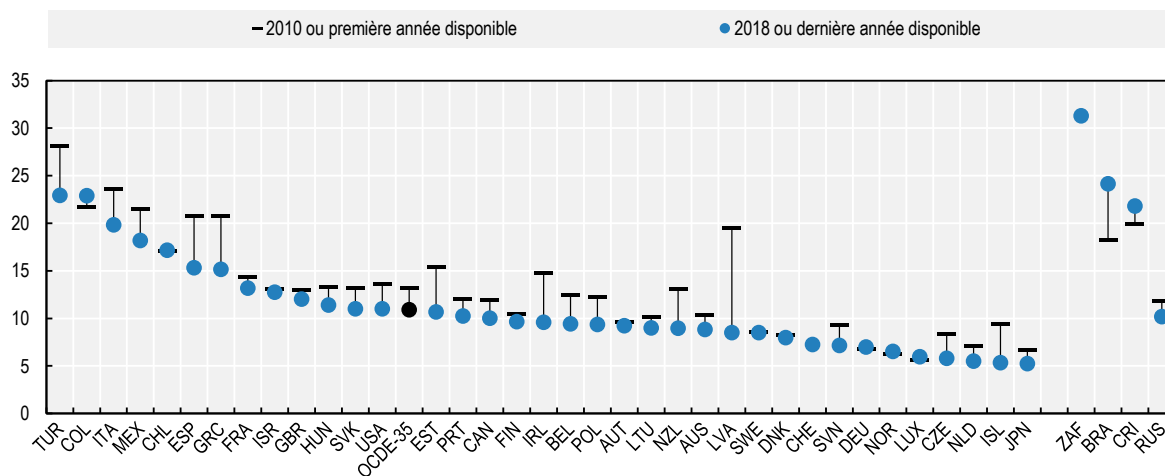
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125401>

Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif (15-24 ans)

Les statistiques d'emploi indiquées ci-avant n'englobent pas les jeunes et les jeunes adultes (15-24 ans), car beaucoup de personnes de cette tranche d'âge suivent des études ou une formation à plein temps. De fait, lorsque la population prise en compte pour le calcul du taux d'emploi est celle des 15-64 ans, les pays qui affichent des taux élevés de fréquentation de l'enseignement secondaire du deuxième cycle et de l'enseignement supérieur ou du système de formation professionnelle sont pénalisés. Les possibilités d'emploi dont disposent les jeunes qui ne suivent pas d'études à plein temps n'en sont pas moins importantes. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, un jeune sur dix est sans emploi et sorti du système éducatif (Graphique 4.3). La proportion de jeunes dans cette situation est de l'ordre de 5 % au Japon et en Islande, mais de plus de 20 % en Turquie et en Colombie. Depuis 2010, la part des jeunes sans emploi et sortis du système éducatif a baissé de 2 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cependant, le recul a été beaucoup plus prononcé en Lettonie (-11 points), en Grèce (-6 points), en Irlande, en Espagne et en Turquie (-5 points). Durant la même période, ce taux est resté stable et élevé au Chili et a légèrement augmenté en Colombie.

Graphique 4.3. Dans les pays de l'OCDE, un jeune sur dix est sans emploi et sorti du système éducatif

Proportion de jeunes (15-24 ans) sans emploi et sortis du système éducatif, en pourcentage



Note : La Corée et la Suisse ne sont pas incluses dans la moyenne de l'OCDE en raison de lacunes dans les séries chronologiques.

Source : Données de l'OCDE sur la transition de l'école au travail (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_TRANS.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125420>

Taux de chômage de longue durée

Le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage depuis un an ou plus, mais qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes et peuvent commencer à travailler dans un délai de deux semaines. Si la plupart des épisodes de chômage sont généralement de courte durée, le chômage de longue durée hypothèque grandement le bien-être des individus et de leur famille. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, 2,1 % de l'ensemble des actifs sont au chômage depuis un an ou plus (Graphique 4.4). La Grèce et l'Afrique du Sud sont les pays où le taux de chômage de longue durée est le plus élevé (respectivement, presque 14 % et 17 %), et le Mexique et la Corée ceux où il est le plus bas (presque zéro). Depuis 2010, la part des chômeurs de longue durée a diminué d'environ 1 point de pourcentage dans la moyenne des pays de l'OCDE, les pays baltes et l'Irlande se prévalant des plus fortes baisses (entre 6 et 8 points). En revanche, le taux de chômage de longue durée a augmenté depuis 2010 en Grèce (+7 points), en Afrique du Sud (+3 points) et en Italie (+2 points).

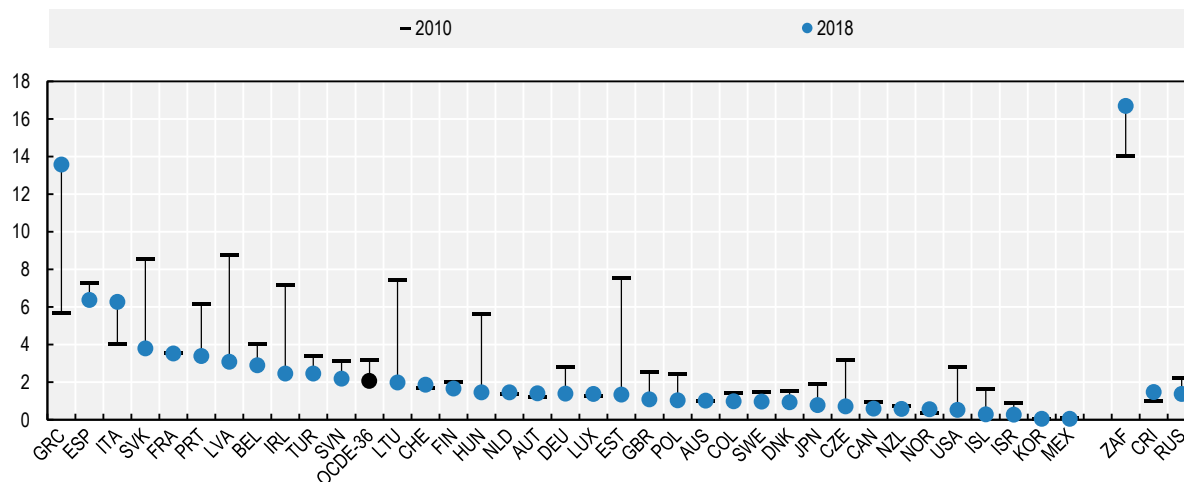
Insécurité sur le marché du travail

Tous les travailleurs sont confrontés au risque de perdre leur emploi, mais les conséquences ne sont pas les mêmes pour tous. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, la perte monétaire attendue en cas de chômage et de maintien au chômage en pourcentage du salaire antérieur était de l'ordre de 5 % en 2016 (Graphique 4.5). Cet indicateur mesure à la fois le risque pour une personne de perdre son emploi et les protections dont elle peut bénéficier si ce risque se matérialise, c'est-à-dire les programmes de protection sociale accessibles aux chômeurs. Il s'échelonne entre 8 % dans les pays d'Europe du Sud, en République slovaque et en Turquie (dépassant 20 % en Grèce) et tout juste 2 % en Islande et en Allemagne. Entre 2010 et 2016, la mesure moyenne de l'insécurité sur le marché du travail calculée par l'OCDE a diminué de 1 point de pourcentage, l'Estonie, la Lettonie et la Hongrie enregistrant des baisses beaucoup plus importantes (entre 7 et 8 points). Durant la même période, cependant, l'insécurité sur le marché du travail

a augmenté dans plusieurs pays où elle était déjà élevée, notamment en Grèce (+11 points), en Espagne (+5.1), en Italie (+2.3) et au Portugal (+1). Elle s'est également accentuée en Norvège (+1.2), mais en partant d'un niveau plus bas.

Graphique 4.4. Le chômage de longue durée a décliné dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 2010

Part des actifs au chômage depuis un an ou plus, en pourcentage



Note : La première année disponible pour l'Allemagne, le Brésil et le Portugal est 2011. Faute de données, le Chili n'est pas inclus dans la moyenne de l'OCDE.

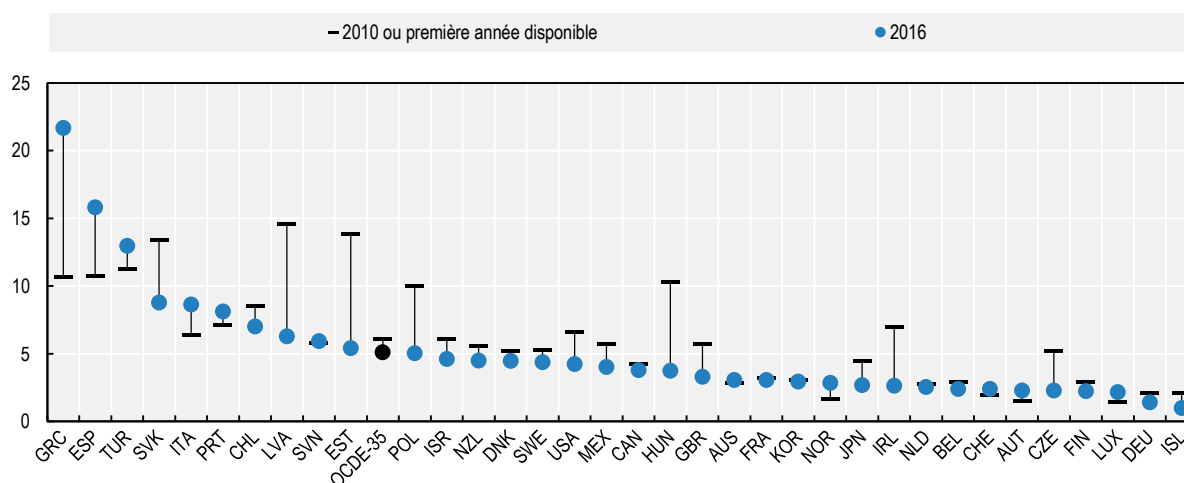
Source : Données de l'OCDE sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125439>

Graphique 4.5. Le léger recul de l'insécurité sur le marché du travail masque des écarts importants entre les pays de l'OCDE

Perte monétaire moyenne attendue en cas de chômage et de maintien au chômage, en pourcentage du salaire antérieur



Note : La première année disponible pour le Chili est 2011. Faute de données comparables, la Colombie et la Lituanie ne sont pas incluses dans la moyenne de l'OCDE.

Source : Données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

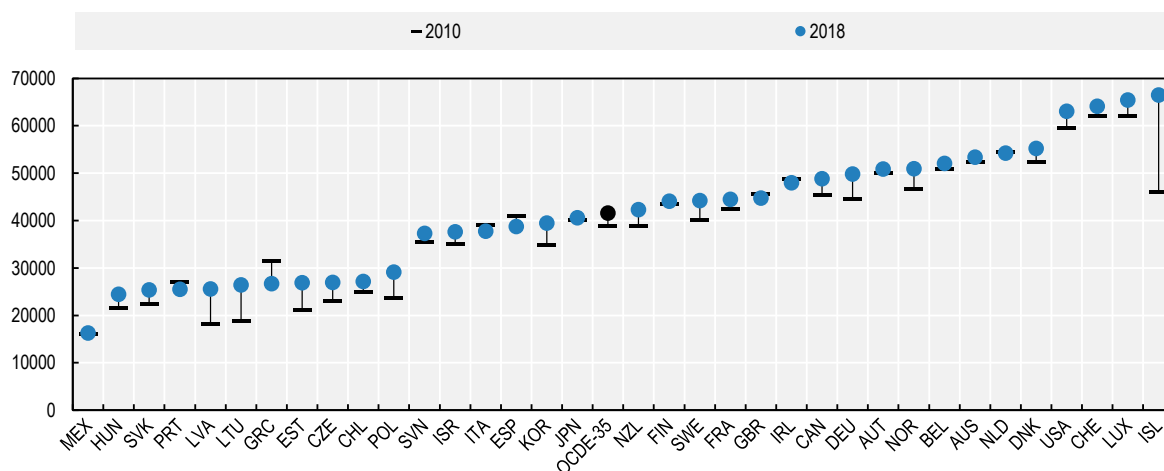
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125458>

Salaires

Les salaires sont une composante importante de la qualité de l'emploi. Le salaire brut moyen annuel des salariés à temps plein est de 41 500 USD pour l'ensemble de la zone OCDE (Graphique 4.6), allant de moins de 20 000 USD au Mexique à plus de 60 000 USD aux États-Unis, en Islande, au Luxembourg et en Suisse. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, cet indicateur a augmenté de 7 % en termes réels (environ 2 700 USD) en valeur cumulée entre 2010 et 2018. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses sont l'Islande (+45 %), suivie des pays baltes et de la Pologne (entre 23 % et 41 %). Les déclinés les plus marqués ont été relevés en Grèce (-15 %) et dans les autres pays d'Europe du Sud : Espagne et Portugal (-6 %) et Italie (-3 %).

Graphique 4.6. Le salaire des travailleurs à temps plein est quatre fois plus élevé en moyenne dans les pays de l'OCDE où les salaires sont les plus élevés que dans ceux où ils sont les plus bas

Salaires brut moyen annuel par travailleur à temps plein, en USD aux PPA de 2018



Note : Faute de données comparables, la Colombie et la Turquie ne sont pas incluses dans la moyenne de l'OCDE.

Source : *Données de l'OCDE sur les salaires annuels moyens* (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE.

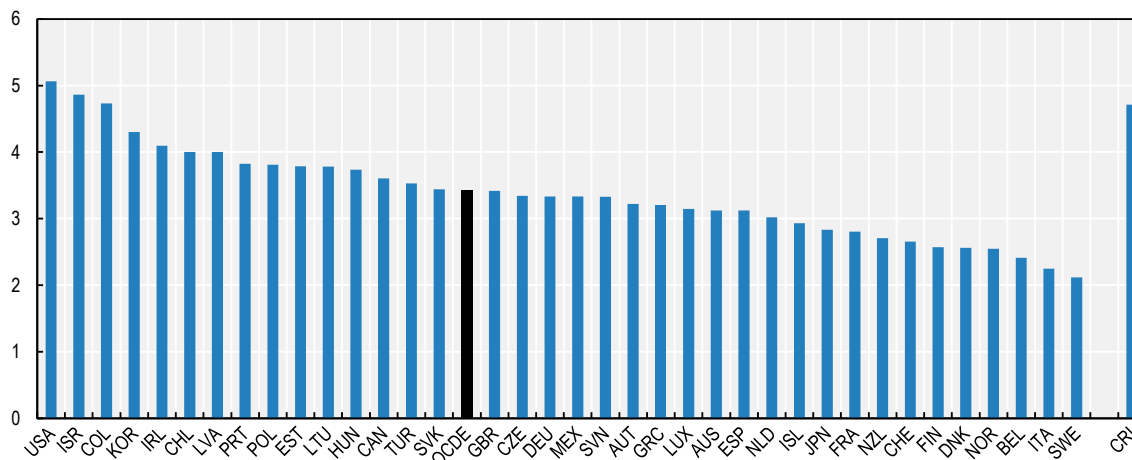
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125477>

Pour avoir une indication de la distribution des salaires au sein des pays, on peut se référer au ratio entre les salaires du 90^e centile (qui marque le début de la tranche des 10 % supérieurs) et les salaires du 10^e centile (début de la tranche des 10 % inférieurs). Dans les pays de l'OCDE en moyenne, les salariés du 90^e centile gagnent plus de trois fois plus que les salariés du 10^e centile (Graphique 4.7). Le ratio s'échelonne entre 5 aux États-Unis et en Israël et 2 en Suède et en Italie.

Les salariés à temps plein qui perçoivent moins de deux tiers du salaire brut médian calculé pour l'ensemble des salariés à temps plein sont considérés comme ayant un faible salaire. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, 15 % des salariés à temps plein ont un faible salaire, la proportion allant de 25 % aux États-Unis et en Lettonie à moins de 5 % en Belgique et en Turquie.

Graphique 4.7. Dans les pays de l'OCDE en moyenne, les salariés du 90^e centile gagnent plus de trois fois plus que ceux du 10^e centile

Ratio entre les salaires du 90^e centile et ceux du 10^e centile, salariés à temps plein, 2018 ou dernière année disponible



Note : La dernière année disponible est 2018 pour l'Australie, la Colombie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque, le Royaume-Uni et le Costa Rica ; 2016 pour la Belgique, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, la Pologne et la Suisse ; 2015 pour la Norvège ; 2014 pour l'Espagne, l'Estonie, la France, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovénie et la Turquie ; et 2017 pour tous les autres pays.

Source : Données de l'OCDE sur les ratios déciles des salaires bruts (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=DEC_1.

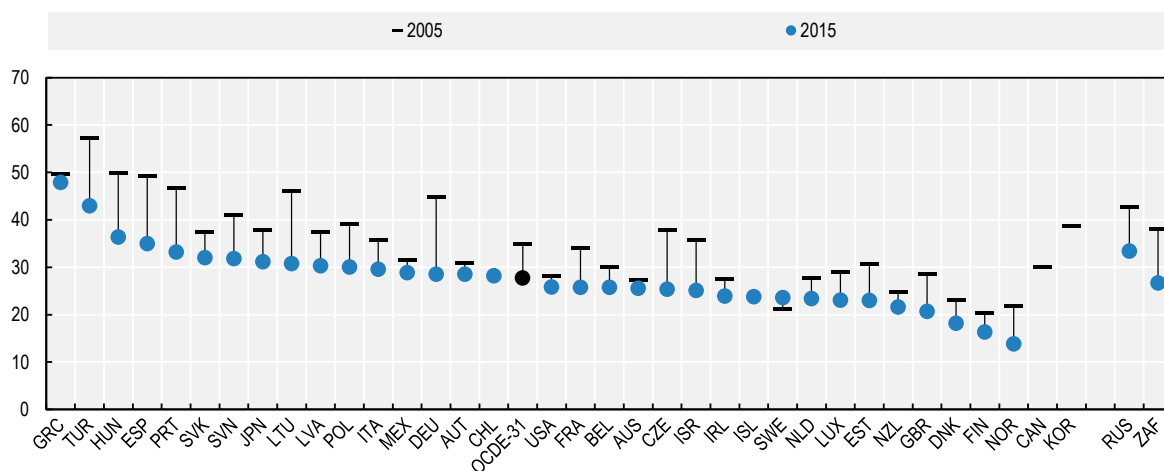
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125496>

Stress au travail

Le stress au travail est un indicateur de qualité de l'environnement professionnel. Il désigne une situation dans laquelle les exigences auxquelles les salariés sont confrontés dans leur travail (exigences physiques, intensité de travail, horaires de travail très peu souples) excèdent les ressources dont ils disposent pour y faire face (autonomie dans l'exécution des tâches, formation, évolution de carrière). En moyenne, près d'un tiers des salariés des pays de l'OCDE vivaient une situation de stress au travail en 2015 (Graphique 4.8). Cette part est généralement plus élevée dans les pays d'Europe centrale et du Sud (culminant à presque 50 % en Grèce), alors qu'elle se situe aux alentours de 20 % dans les pays d'Europe du Nord et en Nouvelle-Zélande. Entre 2005 et 2015, la part des salariés en situation de stress au travail a diminué de presque 8 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE. C'est dans les pays d'Europe centrale et du Nord que la baisse a été la plus marquée (entre -15 et -16 points).

Graphique 4.8. Le stress au travail touche près d'un salarié sur trois dans les pays de l'OCDE

Part des salariés déclarant être confrontés dans leur travail à une quantité d'exigences supérieure à la quantité de ressources dont ils disposent pour y faire face, en pourcentage



Note : Le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Islande et la Suisse ne sont pas inclus dans la moyenne de l'OCDE en raison de lacunes dans les séries chronologiques. Pour le Canada et la Corée, les données portent sur 2005 uniquement.

Source : Données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

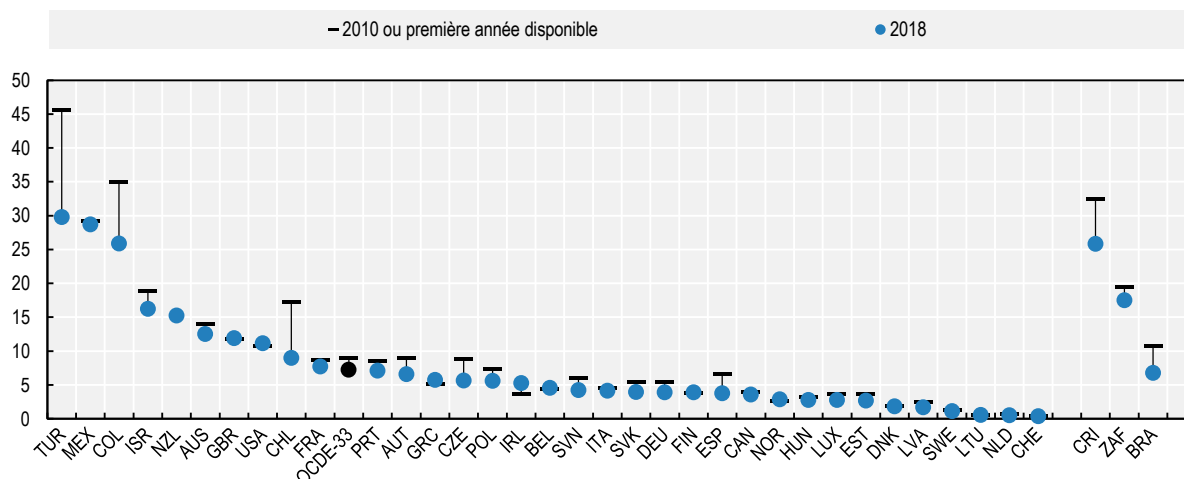
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125515>

Longues heures de travail rémunéré

Les longs horaires de travail rémunéré empiètent sur le temps de loisir, le temps disponible pour s'occuper de soi et la capacité qu'ont les personnes de participer aux tâches domestiques non rémunérées (tâches ménagères et soins aux membres de la famille par exemple). Dans les pays de l'OCDE en moyenne, 7 % environ des salariés travaillent régulièrement 50 heures ou plus chaque semaine (Graphique 4.9). La proportion atteint plus de 25 % en Turquie, au Mexique et en Colombie, alors qu'elle est presque nulle en Suisse, aux Pays-Bas et en Lituanie. La part des salariés qui effectuent de longues heures de travail rémunéré a baissé de 1.7 point de pourcentage en moyenne depuis 2010, mais le recul a été beaucoup plus important en Turquie (-16 points), en Colombie (-9) et au Chili (-8). Dans quelques autres pays, cependant, la tendance s'est orientée à la hausse, Irlande en tête (+2 points).

Graphique 4.9. La part des salariés qui effectuent de longues heures de travail rémunéré a baissé dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 2010

Part des salariés qui travaillent régulièrement 50 heures ou plus chaque semaine, en pourcentage



Note : La première année disponible pour l'Allemagne, le Portugal et le Brésil est 2011. La Corée, l'Islande, le Japon et la Nouvelle-Zélande sont exclus de la moyenne de l'OCDE en raison de ruptures ou de lacunes dans les séries chronologiques.

Source : Données de l'OCDE sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125534>

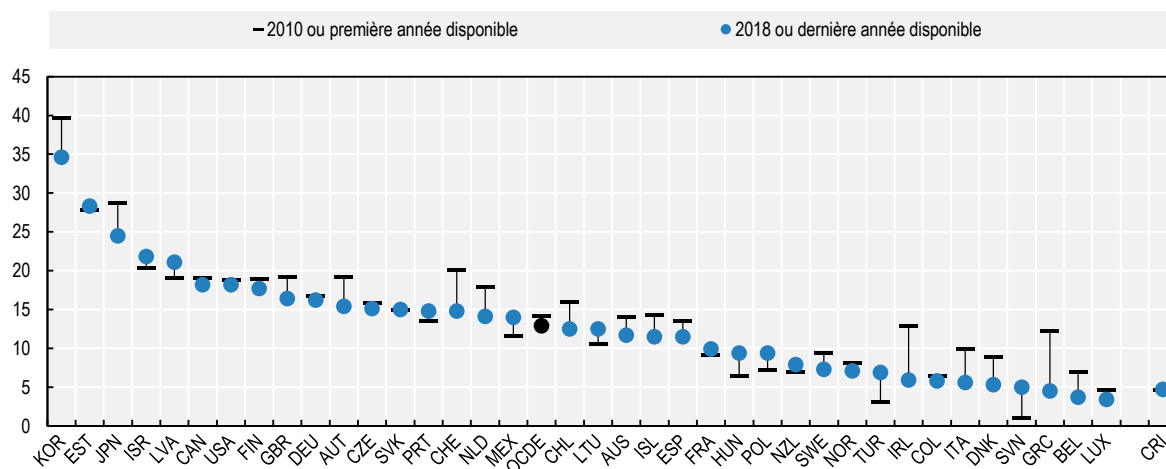
Inégalités au regard du travail et de la qualité de l'emploi : écarts entre les groupes de population

En matière de travail et de qualité de l'emploi, les hommes sont généralement mieux lotis

Dans les pays de l'OCDE, les hommes âgés de 25 à 64 ans sont plus susceptibles que les femmes du même âge d'exercer un emploi (respectivement, 83 % et 70 % en moyenne). Les écarts de taux de chômage de longue durée entre les sexes sont beaucoup plus réduits, mais toujours favorables aux hommes (2 %, contre 2.2 % pour les femmes). Les jeunes hommes de 15-24 ans sont moins susceptibles d'être sans emploi et sortis du système éducatif que les jeunes femmes du même âge (10 % contre 12 %). Par ailleurs, les salaires horaires des hommes sont supérieurs de 13 % à ceux des femmes (Graphique 4.10). Si l'on tient compte des différences de temps de travail, de taux d'emploi et de l'écart salarial hommes-femmes, les revenus du travail des hommes sont supérieurs de 40 % à ceux des femmes (OCDE, 2019^[1]). Cela étant, par rapport aux femmes, les hommes ont une probabilité plus élevée de 20 % d'être en situation de stress au travail, et ils sont plus susceptibles d'effectuer de longues heures de travail rémunéré (10 % des hommes salariés travaillent habituellement 50 heures ou plus par semaine, contre seulement 4 % des femmes salariées). Ces chiffres tranchent avec ceux constatés lorsque le temps de travail non rémunéré est également pris en compte (voir chapitre 10 sur l'équilibre vie professionnelle-vie privée) : il apparaît alors que les femmes travaillent en moyenne 25 minutes par jour de plus que les hommes dans les pays de l'OCDE.

Graphique 4.10. Dans les pays de l'OCDE, les hommes continuent de gagner 13 % de plus que les femmes

Différence entre les salaires médians masculins et féminins, en proportion du salaire médian masculin



Note : La dernière année disponible est 2018 pour l'Australie, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République tchèque et le Royaume-Uni ; 2016 pour la Belgique, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Portugal et la Suisse ; et 2014 pour l'Espagne, l'Estonie, la France, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovénie et la Turquie. La première année disponible pour le Chili et le Costa Rica est 2011.

Source : Indicateurs de l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi de l'OCDE (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=GENDER_EMP.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125553>

Les adultes d'âge moyen sont plus nombreux à occuper un emploi, et leurs emplois sont de meilleure qualité

Dans les pays de l'OCDE en moyenne, la probabilité d'exercer un emploi est plus faible de 50 % chez les jeunes adultes (15-24 ans) que chez les adultes d'âge moyen (25-54 ans). En comparaison des adultes d'âge moyen, les jeunes adultes ont aussi une probabilité plus élevée de 20 % d'être en chômage de longue durée et de subir du stress au travail, et leurs salaires horaires sont inférieurs de 30 %. Néanmoins, 5 % seulement des jeunes adultes travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine (contre 8 % des adultes d'âge moyen). À l'autre extrémité du spectre des âges, la probabilité d'exercer un emploi est 20 % plus faible chez les seniors (55-64 ans) que les adultes d'âge moyen, et leur probabilité d'être en chômage de longue durée 30 % plus élevée. Cependant, ceux d'entre eux qui ont un emploi touchent un salaire horaire supérieur de 4 % en moyenne. À l'instar des travailleurs d'âge moyen, 27 % des travailleurs âgés sont en situation de stress au travail et 8 % travaillent habituellement 50 heures ou plus par semaine.

Les adultes ayant suivi des études supérieures sont généralement avantagés en termes de travail et de qualité d'emploi

Dans les pays de l'OCDE en moyenne, les adultes âgés de 25 à 64 ans qui n'ont pas atteint le deuxième cycle du secondaire ont 30 % de chances de moins d'exercer un emploi que les adultes qui ont fréquenté l'enseignement supérieur. Lorsqu'ils occupent un emploi, leur salaire horaire est inférieur de 40 % ; ils sont plus de deux fois plus nombreux à subir du stress au travail ; et ils sont plus de trois fois plus susceptibles d'être en chômage de longue durée. Par contraste, les adultes ayant atteint le deuxième cycle du secondaire ont presque autant de chances d'exercer un emploi que les adultes ayant suivi des études supérieures – mais leur salaire horaire est inférieur de 30 %, et ils sont quatre fois plus nombreux à signaler une situation de stress au travail. Les adultes ayant atteint le deuxième cycle du secondaire

présentent également un risque de 70 % plus élevé d'être chômeurs de longue durée que les adultes diplômés de l'enseignement supérieur.

Encadré 4.1. Mesure et programme statistique à venir

Le travail désigne les activités productives (rémunérées ou non), et la qualité de l'emploi désigne les aspects matériels et non matériels des conditions de travail des individus. Le présent chapitre met l'accent sur le travail rémunéré. Il est complété par le chapitre 10, consacré à l'équilibre vie professionnelle-vie privée, qui prend également en considération le travail non rémunéré. Les aspects matériels des conditions de travail comprennent notamment la rémunération (salaire par exemple), la disponibilité des emplois et le risque de perte d'emploi. Les aspects non matériels renvoient à la qualité de l'environnement professionnel, mesurée à partir des données déclarées par les travailleurs concernant leur sécurité physique, le contenu de leur poste, la mesure dans laquelle ce contenu est adapté à leurs compétences et aptitudes, l'autonomie dont ils bénéficient, leur possibilité de se former, leurs horaires de travail (temps de travail et souplesse des horaires) et les relations qu'ils entretiennent avec leurs condisciples (par exemple le niveau de soutien social au travail). Les indicateurs utilisés dans ce chapitre mesurent une partie (mais pas la totalité) de ces aspects du travail et de la qualité de l'emploi (Tableau 4.1).

Tableau 4.1. Indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Quantité de travail	Taux d'emploi (25-64 ans)	s.o.	Écarts de taux d'emploi, par groupe ; écarts de taux de chômage de longue durée, par groupe ; écarts de la proportion de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif, par groupe	Taux de chômage de longue durée ; Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif (part des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés ni en formation)
	Insécurité sur le marché du travail due au risque de devenir chômeur (pour les personnes occupant un emploi)	s.o.	[disponible mais non utilisé]	s.o.
Qualité de l'emploi	Salaire moyen annuel en équivalent temps plein	Rapport P90/P10 des salaires en équivalent temps plein	Écarts de salaire horaire en équivalent temps plein	Salariés à temps plein qui perçoivent moins de deux tiers du salaire brut médian calculé pour l'ensemble des salariés à temps plein
	Stress au travail – indicateur composite de la qualité de l'environnement professionnel	s.o.	Écarts de la proportion de salariés en situation de stress au travail, par groupe	Incidence du stress au travail (part des salariés ayant déclaré, pendant la semaine de référence de l'enquête, qu'ils étaient confrontés dans leur travail à une quantité d'exigences supérieure à la quantité de ressources dont ils disposaient pour y faire face)
	Longues heures de travail rémunéré	s.o.	Écarts de la proportion de salariés effectuant régulièrement de très longues heures de travail, par groupe	Longues heures de travail rémunéré (salariés effectuant habituellement 50 heures de travail rémunéré ou plus chaque semaine)

Le **taux d'emploi** correspond à la proportion d'adultes (25-64 ans) qui déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins au cours de la semaine précédente. Il inclut également les personnes qui, ayant déjà travaillé dans leur emploi actuel, ont été temporairement absentes du travail pendant la semaine de référence de l'enquête tout en conservant un lien formel avec leur emploi (leur absence étant due par exemple à un congé parental, un congé pour maladie ou un congé annuel). Les données sont tirées des informations des enquêtes nationales sur la population active, telles qu'elles sont compilées dans la base de données des *Statistiques annuelles de l'OCDE de la population active*, et sont conformes aux normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Le **taux de chômage de longue durée** désigne le nombre de personnes qui sont au chômage depuis un an ou plus, en proportion de la population active (c'est-à-dire de la somme des actifs occupés et des chômeurs). Sont considérées comme chômeurs les personnes qui n'ont effectué aucun travail rémunéré pendant la semaine de référence de l'enquête, mais qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et qui pouvaient commencer à travailler dans un délai de deux semaines. Les données sont tirées des informations des enquêtes nationales sur la population active, telles qu'elles figurent dans la *Base de données des Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, et sont conformes aux normes établies par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Les **jeunes sans emploi et sortis du système éducatif** désignent la proportion de jeunes (15-24 ans) qui ne sont ni salariés, ni scolarisés ni en formation dans la population du même âge. La transition des jeunes des études vers la vie active dépend des possibilités dont ils disposent dans le domaine éducatif et du contexte économique et social. Pour les pays à faible revenu, il convient d'analyser cet indicateur en association avec la proportion de jeunes occupant un emploi vulnérable ou informel afin de mieux saisir le degré de marginalisation des jeunes sur le marché du travail (BIT, 2015^[2]). Les personnes scolarisées ou en formation sont celles qui ont suivi un enseignement dans le cadre du système éducatif ordinaire, soit pendant les quatre semaines précédentes soit pendant une période plus courte. Certains pays de l'OCDE incluent certaines personnes qui ne sont pas considérées comme étant scolarisées dans l'enseignement formel mais qui suivent une formation (ou un enseignement scolaire) pour se préparer à l'emploi ou pour passer des examens d'entrée dans l'enseignement supérieur (OCDE, 2017^[3]). Les données sont compilées par le Réseau de l'OCDE sur les retombées professionnelles et sociales de l'éducation à partir des enquêtes nationales sur la population active, à l'aide d'un questionnaire annuel.

L'**insécurité sur le marché du travail** désigne la perte monétaire attendue pour une personne salariée en cas de chômage et de maintien au chômage, en pourcentage de son salaire antérieur. Cette perte dépend du risque de chômage, de la durée attendue de l'épisode de chômage et de la compensation apportée par les indemnités de chômage (assurance chômage effective). Les données relatives à la durée du chômage sont utilisées pour mesurer la probabilité d'entrer dans le chômage (les personnes qui déclarent être au chômage depuis un mois ou moins sont supposées avoir occupé un emploi le mois précédent), ainsi que la durée moyenne attendue des épisodes de chômage terminés (en mois). L'assurance chômage correspond au produit de la couverture de l'assurance/assistance chômage (la part des chômeurs qui déclarent percevoir des indemnités de chômage) et des taux de remplacement (estimés à l'aide d'un modèle), c'est-à-dire le ratio entre les transferts publics reçus par les bénéficiaires d'indemnités de chômage et leur salaire antérieur. Ces taux de remplacement comprennent les indemnités versées par l'assurance chômage et l'assistance chômage, mais pas les prestations d'aide sociale. Ils sont calculés en faisant la moyenne des taux de remplacement pour différentes configurations de niveaux de salaire et différents types de famille. L'indicateur s'appuie sur les données de la *Base de données de l'OCDE sur la durée du chômage*, de la *Base de données de l'OCDE sur les bénéficiaires de prestations*, de la *Base de données de l'OCDE sur les programmes du marché du travail* et de la *Base de données de l'OCDE sur les impôts et les prestations*.

Les **salaires** sont les salaires moyens annuels des salariés travaillant dans tous secteurs d'activité et types d'emploi salariés confondus, exprimés en équivalent temps plein et année pleine. L'indicateur utilisé, qui est tiré des comptes nationaux, comprend la rémunération brute des salariés (part patronale des cotisations de sécurité sociale comprise) avant sommes retenues par l'employeur au titre des impôts, des cotisations de sécurité sociale, des cotisations à un régime de retraite, des primes d'assurance-vie, des cotisations syndicales et autres sommes dues par les salariés. Cette valeur (« traitements et salaires ») est divisée par le nombre de salariés en équivalent temps plein dans le pays (obtenu en multipliant le nombre de salariés par le rapport entre le nombre total d'heures travaillées et le nombre d'heures travaillées par les salariés à temps plein, ce qui permet de prendre en compte la fréquence du travail à temps partiel). Cet indicateur est obtenu à partir de données tirées de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux*, de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* et de la *Base de données de l'OCDE sur le salaire annuel moyen par salarié en équivalent temps complet et année pleine*, qui elles-mêmes reposent sur les données des comptes nationaux, des enquêtes sur la population active, des enquêtes auprès des entreprises et des employeurs, des enquêtes sur le revenu des ménages et des registres administratifs tirés des fichiers fiscaux. L'écart salarial hommes-femmes et l'indicateur de risque de faible salaire (privations) sont calculés pour des salariés à temps plein (ils ne sont pas calculés en équivalent année pleine, comme tous les autres indicateurs). Les salaires sont exprimés en dollars des États-Unis (USD), à l'aide des parités de pouvoir d'achat (PPA) pour la consommation privée.

Le **stress au travail** porte sur la fréquence de la tension au travail parmi les salariés. Le stress au travail est défini comme une situation où les exigences auxquelles les salariés déclarent être confrontés dans leur travail (par exemple, les contraintes de temps et l'exposition à des risques pour la santé physique) sont supérieures aux ressources dont ils disposent pour y faire face (par exemple autonomie au travail, possibilités d'apprentissage ou qualité des relations sur le lieu de travail). Les données utilisées pour calculer cet indicateur se rapportent à trois catégories d'exigences professionnelles (à savoir : a) les *exigences physiques* liées à un emploi difficile d'un point de vue physique (par exemple le port et le transport de lourdes charges) ; b) l'*intensité du travail*, qui correspond à des journées de travail plus longues que la moyenne ; et c) la *flexibilité insuffisante du temps de travail* ; et trois catégories de ressources professionnelles (à savoir : 1) l'*autonomie au travail*, qui concerne la liberté qu'ont les travailleurs de choisir et de varier les tâches ainsi que les méthodes ; 2) les *possibilités de formation et d'apprentissage*, qui incluent les opportunités d'apprentissage formelles et informelles au travail ; et 3) la *perception de possibilités d'avancement de carrière* qui est liée à la motivation des travailleurs). Le stress au travail correspond à des cas où les exigences professionnelles auxquelles le salarié déclare être confronté sont supérieures aux ressources professionnelles dont il dispose. Aucune source de données unique ne couvrant l'ensemble des pays de l'OCDE, on obtient l'indice de stress au travail en conjuguant les données de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS) et les modules « Work Orientations » du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP).

Les **longues heures de travail rémunéré** se rapportent à la part des salariés (tous âges confondus) qui travaillent habituellement 50 heures ou plus par semaine. Ce seuil de 50 heures a été retenu parce qu'après prise en compte du temps consacré aux trajets entre le domicile et le travail, au travail non rémunéré et à la satisfaction des besoins primaires (comme dormir et manger), les travailleurs qui travaillent régulièrement plus de 50 heures par semaine ont vraisemblablement très peu de temps (une ou deux heures par jour) à consacrer à d'autres activités. En outre, dans les pays dotés d'une réglementation qui fixe une durée de travail maximale, cette durée est généralement limitée à 48 heures par semaine. Les données sont issues des enquêtes nationales sur la population active et sont globalement comparables entre pays.

Corrélations entre les indicateurs relatifs au travail et ceux liés à la qualité de l'emploi

Il existe des corrélations modérées à fortes entre un grand nombre d'indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi (Tableau 4.2). La principale exception concerne l'indicateur de longues heures de travail rémunéré, qui présente seulement une forte corrélation positive avec le taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif (0.7) et une corrélation négative avec l'emploi (-0.5). Il ne semble pas d'après les données qu'il faille choisir entre quantité et qualité de l'emploi : au contraire, les pays qui obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la quantité d'emploi (taux d'emploi, taux de chômage de longue durée et taux de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif) s'en sortent également mieux en général sur le plan de la qualité de l'emploi (salaires, insécurité sur le marché du travail, longues heures de travail, stress au travail).

Tableau 4.2. Les indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi présentent les corrélations attendues

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs relatifs au travail et à la qualité de l'emploi

	Taux d'emploi	Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif	Taux de chômage de longue durée	Insécurité sur le marché du travail	Salaires	Stress au travail	Longues heures de travail rémunéré
Taux d'emploi							
Jeunes sans emploi et sortis du système éducatif	-0.84*** (41)						
Taux de chômage de longue durée	-0.70*** (40)	0.58*** (39)					
Insécurité sur le marché du travail	-0.70*** (36)	0.61*** (35)	0.84*** (35)				
Salaires	0.35** (36)	-0.48*** (35)	-0.28 (35)	-0.45*** (36)			
Stress au travail	-0.52*** (38)	0.36** (37)	0.37** (37)	0.69*** (35)	-0.50*** (35)		
Longues heures de travail rémunéré	-0.51*** (38)	0.66*** (38)	0.01 (36)	0.16 (33)	-0.23 (33)	0.20 (34)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$ et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

La série d'indicateurs actuellement utilisée est alignée sur les concepts internationaux de « travail décent » (BIT, 2013^[4]) et de « qualité de l'emploi » (OCDE, 2019^[1]). Il est néanmoins possible de l'améliorer de diverses manières :

- en augmentant la fréquence de collecte, en améliorant la ponctualité et en élargissant la portée des données sur la qualité de l'emploi pour couvrir d'autres dimensions et caractéristiques de l'environnement professionnel. Les lacunes des données concernent les relations avec les collègues de travail (par exemple, le soutien social au travail), la culture de l'organisation et la motivation des travailleurs, telles qu'elles sont définies dans les lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la qualité de l'environnement professionnel (*OECD Guidelines on measuring the quality of the working environment*) (OCDE, 2017^[5]).
- En élargissant le concept de qualité de l'emploi, pour mieux prendre en compte les travailleurs indépendants (ou, plus généralement, les personnes occupant un emploi informel). Des travaux

méthodologiques sont en cours pour trouver des moyens d'adapter l'indicateur de stress au travail à la situation des travailleurs indépendants (Cazes, Hijzen et Saint-Martin, 2015^[6]).

- En intégrant un indicateur de satisfaction professionnelle : les cadres de bien-être de certains pays comprennent un indicateur de satisfaction professionnelle (Allemagne, Australie, Corée, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-de-Galles, Royaume-Uni), mais ces mesures ne sont pas harmonisées entre pays.
- En prenant mieux en compte les répercussions de la transformation numérique sur le travail (travail sur plateforme par exemple). Un groupe technique d'experts OIT-UE-OCDE sur la mesure du travail sur plateforme a été mis en place en septembre 2019 dans le but de donner des orientations sur les concepts et les méthodes de mesure. Les travaux conceptuels du groupe apporteront des éléments aux essais pilotes que prévoient d'effectuer plusieurs agences statistiques européennes dans le contexte du Groupe de travail d'Eurostat sur les statistiques du marché du travail.
- L'indicateur de chômage de longue durée utilisé ici repose sur une définition relativement étroite du chômage – les personnes qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et qui peuvent commencer à travailler dans un délai de deux semaines. Il exclut donc les personnes en situation de non-emploi de longue durée qui souhaitent travailler mais qui n'ont pas cherché un emploi récemment (en raison par exemple du manque perçu d'offres d'emploi appropriées). Ces « travailleurs découragés » sont l'une des composantes de l'indicateur de sous-utilisation de la main-d'œuvre qui figure dans le chapitre 15 sur le capital humain.

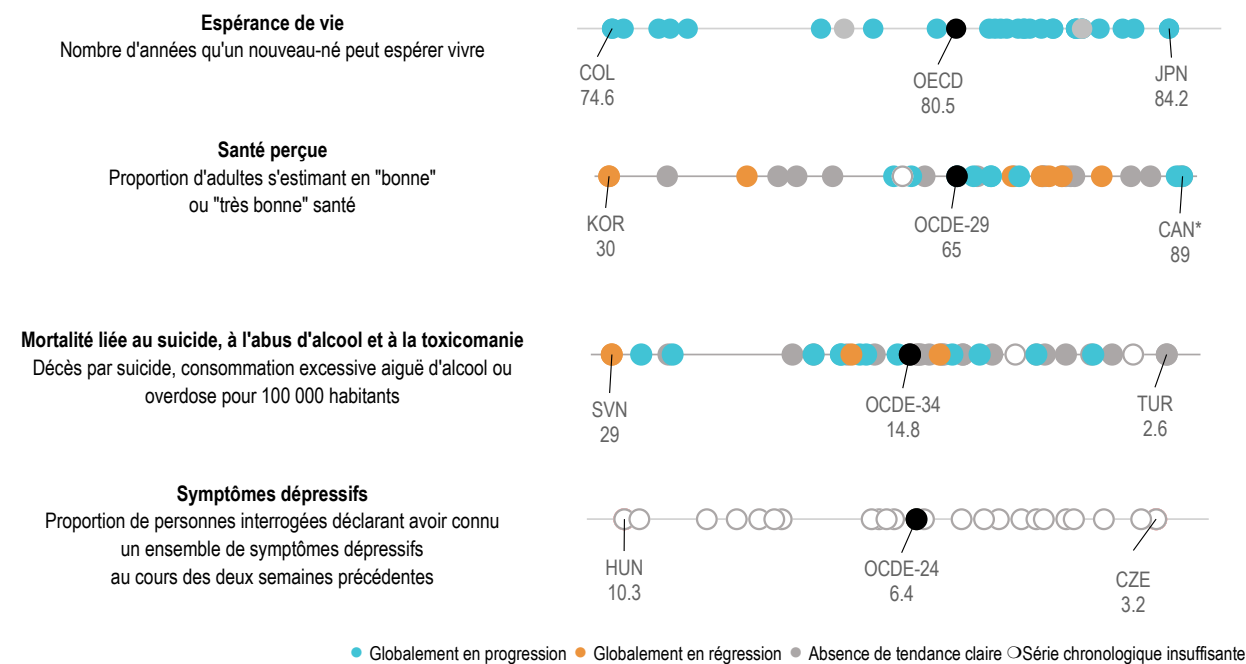
Références

- BIT (2015), « What does NEETs mean and why is the concept so easily misinterpreted? », BIT, Programme sur l'emploi des jeunes, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_343153.pdf (consulté le 4 octobre 2019). [2]
- BIT (2013), *Decent Work Indicators: Guidelines for Producers and Users of Statistical and Legal Framework Indicators*, ILO Manual, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/documents/publication/wcms_229374.pdf (consulté le 23 août 2019). [4]
- Cazes, S., A. Hijzen et A. Saint-Martin (2015), « Measuring and Assessing Job Quality : The OECD Job Quality Framework », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 174, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jrp02kpw1mr-en>. [6]
- OCDE (2019), *Des emplois de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation : La stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/4e6a92fa-fr>. [1]
- OCDE (2017), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264292116-fr> (consulté le 4 octobre 2019). [3]
- OCDE (2017), *OECD Guidelines on Measuring the Quality of the Working Environment*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264278240-en>. [5]

5 Santé

La santé, c'est être et se sentir bien, c'est jouir d'une vie longue et exempte de maladies physiques ou mentales, et pouvoir participer aux activités que l'on souhaite. Dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie moyenne à la naissance est de 80.5 ans, et deux tiers des adultes déclarent être en bonne santé. Le suicide, la consommation excessive aiguë d'alcool et les overdoses représentent 2 % de l'ensemble des décès. Dans les pays membres européens, 6 % des adultes ont connu récemment des symptômes dépressifs. L'espérance de vie augmente presque partout depuis 2010, mais elle commence à plafonner dans certains pays. Selon les pays, l'évolution est différente en termes d'état de santé perçu et des morts par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes, mais se considèrent en moins bonne santé et déclarent des taux plus élevés de symptômes dépressifs. En outre, le nombre de suicides et de décès dus à une consommation excessive aiguë d'alcool ou à une overdose est quatre fois plus élevé chez les hommes, même si la mortalité attribuable à ces causes est en hausse chez les femmes dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE depuis 2010. Enfin, les inégalités de santé liées au niveau d'études et de revenu sont marquées.

Graphique 5.1. Santé : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2017 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir). Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée. Pour l'état de santé perçue, le symbole * indique une différence dans les échelles de réponse utilisées, pouvant introduire un biais par excès dans les estimations.

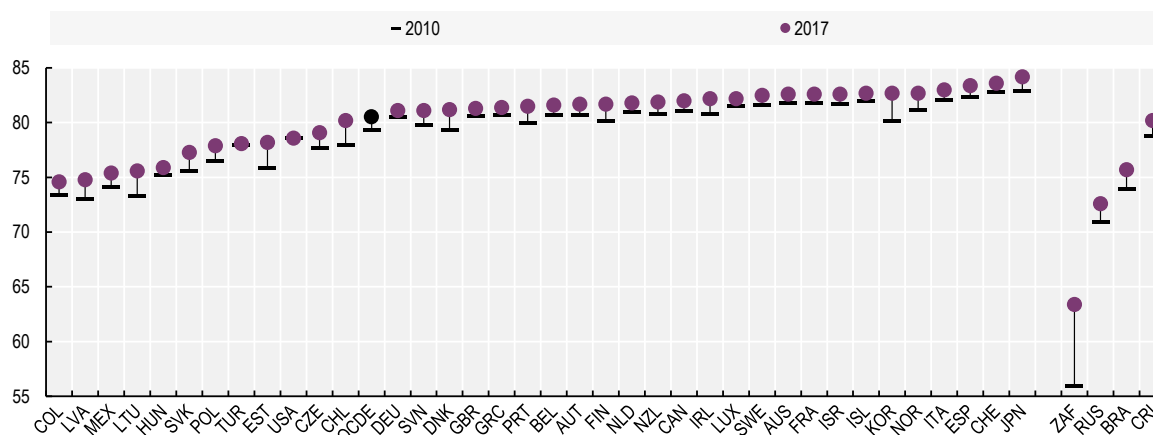
Sources : OCDE – *État de santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT ; Eurostat, *Enquête européenne par entretien sur la santé* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/microdata/european-health-interview-survey>.

Espérance de vie à la naissance

Dans plus de deux tiers des pays de l'OCDE, les nouveau-nés peuvent espérer vivre jusqu'à plus de 80 ans (80.5 ans en moyenne dans l'ensemble de l'OCDE) et jusqu'à 84.2 ans au Japon (Graphique 5.2). L'espérance de vie s'est allongée dans tous les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies : en 2017, elle était supérieure de plus de dix ans à ce qu'elle était en 1970 (OCDE, 2019^[1]). Par rapport à 2010, l'espérance de vie moyenne a augmenté de près d'un an et deux mois (1.5 %). Elle progresse cependant moins vite dans certains pays : en Allemagne, en Grèce, en Islande et au Royaume-Uni, l'espérance de vie commence à plafonner, avec des gains inférieurs à 9 mois entre 2010 et 2017. Les États-Unis, qui affichaient une espérance de vie de 78.6 ans déjà inférieure à la moyenne de l'OCDE, n'ont enregistré aucun gain net sur cette période, après un recul temporaire entre 2014 et 2017. Les causes de ce ralentissement sont multiples : d'une part, le vieillissement démographique et la hausse des taux d'obésité et de diabète freinent les progrès dans le domaine des maladies cardiovasculaires ; d'autre part, on a observé un nombre comparativement élevé de décès dus à la grippe et à la pneumonie ces dix dernières années, ainsi qu'une augmentation des intoxications accidentelles liées aux drogues dans certains pays avec la crise des opioïdes (OCDE, 2019^[1] ; Raleigh, 2019^[2]). Cela dit, il y a aussi de bonnes nouvelles : de nombreux pays qui affichaient une espérance de vie comparativement plus faible se rapprochent aujourd'hui de la moyenne de l'OCDE. Depuis 2010, l'espérance de vie a ainsi augmenté de plus de deux ans au Chili, en Corée, en Estonie et en Lituanie.

Graphique 5.2. Les gains de longévité depuis 2010 sont moins prononcés dans certains pays et sont souvent plus importants dans les pays se situant en dessous de la moyenne de l'OCDE

Espérance de vie à la naissance, années



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Chili. L'année la plus proche disponible est 2011 pour la Belgique et la Suisse, 2012 pour la Hongrie et le Luxembourg, 2013 pour la Turquie et 2014 pour la Fédération de Russie.

Source : OCDE – État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

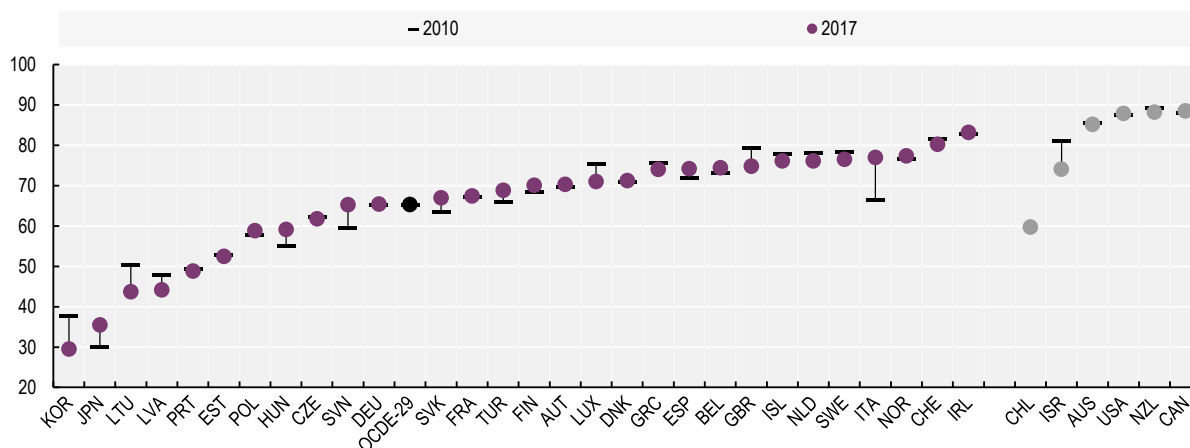
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125572>

État de santé perçue

En moyenne dans les pays de l'OCDE, de 6 à 7 personnes sur dix considèrent qu'elles sont en bonne santé (Graphique 5.3). Il existe néanmoins des différences notables entre les pays membres : en Asie, en Europe de l'Est et au Portugal, moins de 60 % des adultes jugent leur état de santé bon, contre plus de 80 % en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Suisse (bien que dans certains de ces pays, des différences dans la formulation des questions puissent fausser les résultats à la hausse). Alors que la moyenne de l'OCDE est restée relativement stable, on a observé des tendances divergentes d'un pays à l'autre. Depuis 2010, c'est en Slovaquie que l'état de santé perçue s'est le plus amélioré en (+5.7 points de pourcentage), tandis qu'à l'autre extrémité, on trouve la Lituanie (-6.5) et la Corée (-8.1).

Graphique 5.3. Dans les pays de l'OCDE, près de deux tiers des personnes déclarent être en bonne santé

Part de de la population âgée de plus de 15 ans jugeant son état de santé « bon » ou « très bon », en pourcentage



Note : La dernière année disponible est 2016 pour l'Islande et le Japon. L'année la plus proche disponible est 2011 pour l'Australie et 2012 pour la Nouvelle-Zélande. Les répondants sont généralement âgés de 16 ans et plus dans les pays européens de l'OCDE, 15 ans et plus en Australie, au Canada, au Costa Rica, au Chili, au Japon, en Corée, en Lituanie, en Nouvelle-Zélande, en Turquie et aux États-Unis et 20 ans et plus en Israël. L'Australie, le Canada, le Chili, Israël, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (en gris) utilisent une échelle de réponse différente, ce qui fausse les résultats à la hausse. La moyenne OCDE exclut le Mexique faute de données disponibles, ainsi que le Chili en raison d'une rupture de séries chronologiques et l'Australie, le Canada, les États-Unis, Israël et la Nouvelle-Zélande en raison de différences de méthodologie.

Source : OCDE – État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125591>

Décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose

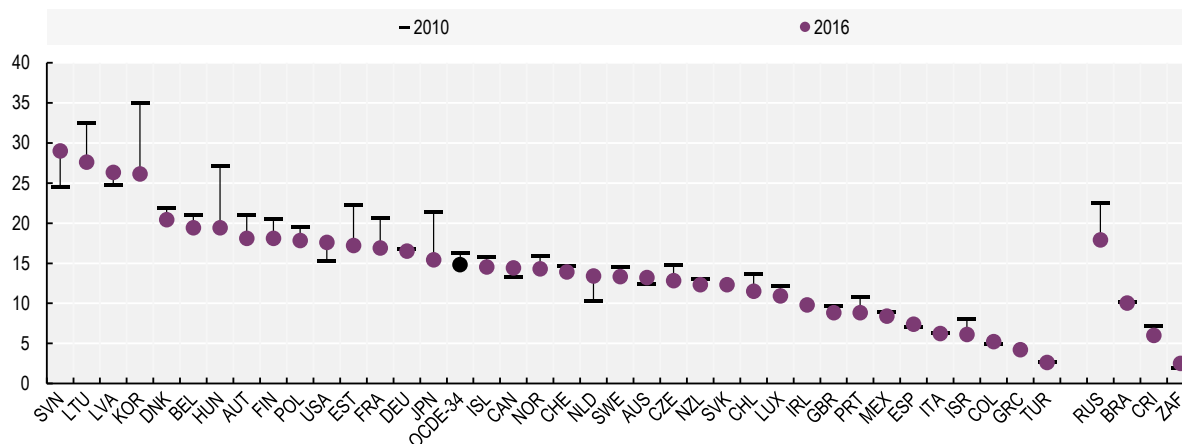
La notion de « morts par désespoir » a été introduite récemment pour désigner les décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose (Case et Deaton, 2017^[31]). En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux de mortalité correspondant à ces causes s'établit à 14,8 décès pour 100 000 habitants, ce qui ne représente qu'une faible proportion (1,8 %) du nombre total de décès (Graphique 5.4). Cela dit, ce chiffre constitue un indicateur important des maladies mentales graves, de la toxicomanie et de la dépendance à l'alcool au sein de la population (OCDE, 2019^[41]). La Slovénie, la Lituanie et la Lettonie, ainsi que la Corée et le Danemark, enregistrent les taux de mortalité par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose les plus élevés dans les pays de l'OCDE, supérieurs à 20 décès pour 100 000 habitants. Le suicide est la première cause de mort par désespoir en Corée et en Lituanie, tandis que la consommation excessive aiguë d'alcool représente au moins un tiers du nombre total de morts par désespoir en Lettonie, au Danemark et en Slovénie (Graphique 5.4). À l'inverse, les taux globaux sont très faibles en Turquie (2,6), en Grèce (4,2) et en Colombie (5,2). Ces estimations doivent toutefois être interprétées avec prudence car il est probable que les actes de décès ne rendent pas pleinement compte du phénomène en raison de préjugés ou de pratiques d'enregistrement différentes (Encadré 5.1).

Depuis 2010, le nombre de morts par suicide (la forme la plus fréquente de « morts par désespoir », (Graphique 5.5) et par overdose a reculé dans un tiers des pays de l'OCDE, principalement sous l'effet de la baisse du nombre de suicides. Certains des pays qui rencontraient les plus grandes difficultés ont réalisé les progrès les plus importants : ainsi, la Corée, la Hongrie et le Japon ont réduit le nombre de morts par désespoir de plus de 25 %, l'Estonie de 23 % et la Lituanie de 15 %. Ailleurs, la situation s'est aggravée : depuis 2010, les morts par désespoir ont augmenté de 16 % aux États-Unis, 18 % en Slovénie (pays qui

affiche le taux le plus élevé au sein de l'OCDE) et 30 % aux Pays-Bas. Dans ces trois pays, il y a eu une nette hausse de la mortalité par consommation excessive aiguë d'alcool et par overdose.

Graphique 5.4. Le nombre de « morts par désespoir » a baissé dans certains des pays de l'OCDE où les taux étaient les plus élevés, mais a augmenté ailleurs

Décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose, pour 100 000 habitants (standardisés selon l'âge)



Note : Les années les plus proches de 2016 et 2010 pour lesquelles on dispose de données sont considérées séparément pour chaque cause de décès : la dernière année disponible est 2015 pour l'Afrique du Sud, le Canada, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie et la Lettonie (toutes causes de décès) ainsi que pour la Slovaquie (suicide et consommation excessive aiguë d'alcool), la Colombie (consommation excessive aiguë d'alcool et overdose), le Brésil, l'Estonie, la Grèce, l'Islande et le Japon (overdose) ; 2014 pour le Costa Rica, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque (toutes causes de décès), le Brésil (consommation excessive aiguë d'alcool et overdose) et la Fédération de Russie (suicide) et 2013 pour la Corée et la Slovaquie (overdose). L'année la plus proche disponible est 2011 pour l'Irlande (consommation excessive aiguë d'alcool) et l'Estonie (overdose), 2009 pour l'Islande (overdose), 2008 pour la Slovaquie (overdose) et 2006 pour le Luxembourg (overdose). La moyenne OCDE exclut la Grèce, l'Irlande et la République slovaque faute de données disponibles sur la consommation excessive aiguë d'alcool et l'overdose pour l'année la plus proche. Les données de la Fédération de Russie ne concernent que les suicides.

Source : OCDE – État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

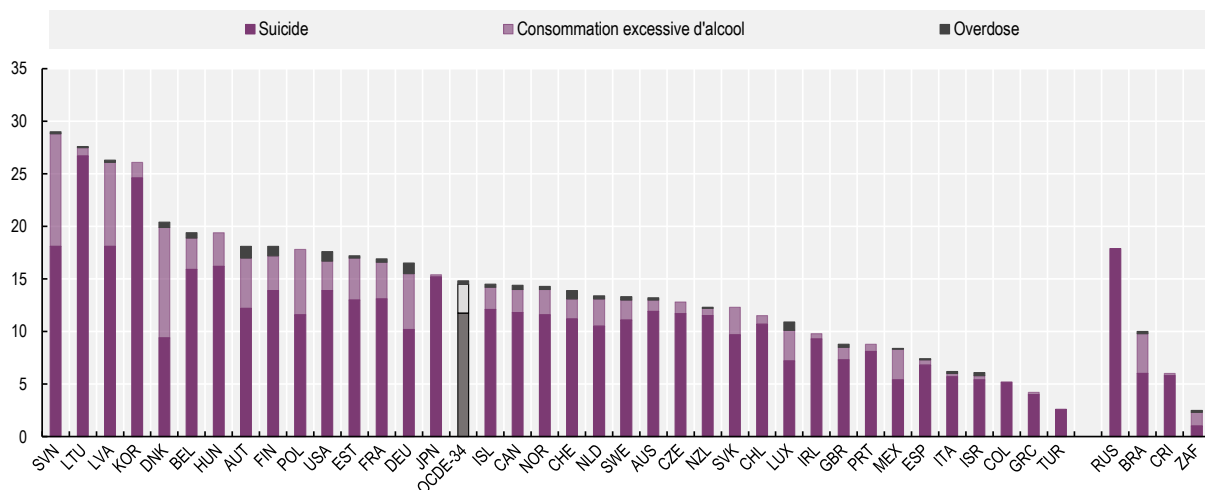
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125610>

Symptômes dépressifs

On ne dispose de données sur les symptômes dépressifs que pour les pays européens de l'OCDE où, en moyenne, 6 % des adultes indiquent avoir connu des symptômes dépressifs au cours des deux semaines précédentes (tels qu'éprouver peu d'intérêt pour la réalisation d'activités, se sentir fatigué, manger excessivement ou manquer d'appétit) (Graphique 5.6). Le pourcentage de personnes déclarant avoir souffert de dépression chronique (trouble mental le plus fréquent après les troubles de l'anxiété au sein de l'UE) au cours de l'année passée est légèrement plus élevé et s'établit à 8 % en moyenne (OCDE/Union européenne, 2018^[5]).

Graphique 5.5. Le suicide est la cause la plus fréquente de « mort par désespoir », suivi par la consommation d'alcool

Décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose, pour 100 000 habitants, 2016



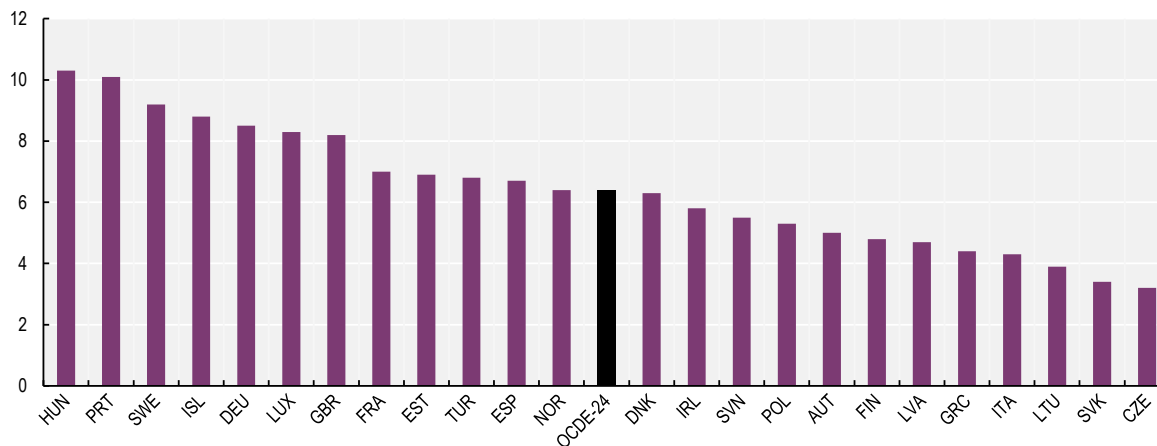
Note : Voir la note du Graphique 5.4 pour les années de référence et d'autres précisions. Les données de la Fédération de Russie ne concernent que le suicide.

Source : OCDE – État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125629>

Graphique 5.6. Dans les pays européens de l'OCDE, 6 % des adultes ont récemment connu des symptômes dépressifs

Pourcentage de répondants déclarant avoir connu des symptômes dépressifs au cours des deux semaines précédentes, 2014



Source : Eurostat, Enquête européenne par entretien sur la santé (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/microdata/european-health-interview-survey>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125648>

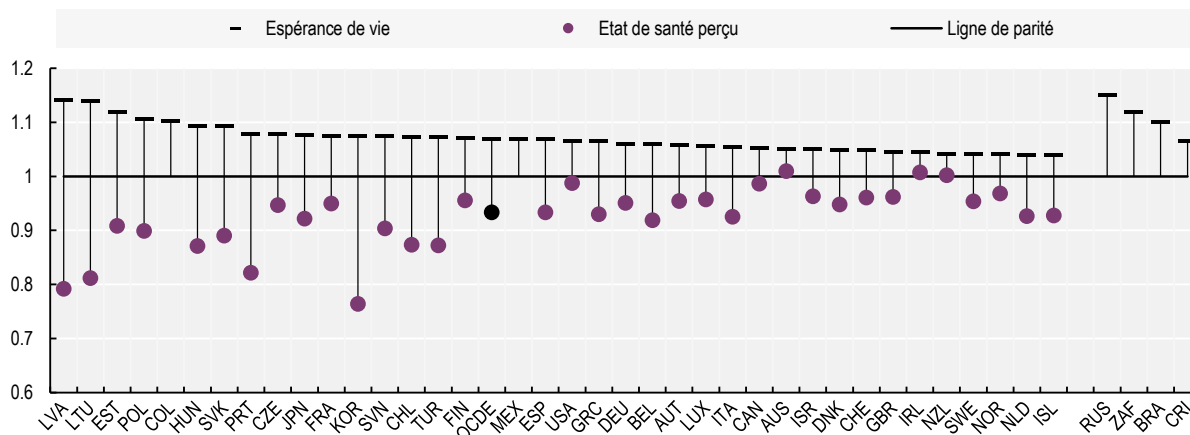
Inégalités de santé : disparités entre les groupes de population

Les hommes vivent moins longtemps et sont plus touchés par le phénomène des « morts par désespoir », mais se considèrent en meilleure santé et déclarent moins de symptômes dépressifs que les femmes

L'espérance de vie à la naissance est plus élevée chez les femmes (83.2 ans en moyenne) que chez les hommes (77.9 ans) dans tous les pays de l'OCDE. En revanche, 70 % des hommes jugent leur état de santé « bon » contre seulement 60 % des femmes en moyenne. Les écarts entre femmes et hommes sont variables selon les pays, mais ils continuent de suivre une évolution cohérente dans la plupart des cas (Graphique 5.7). Les pays d'Europe de l'Est sont ceux qui se situent le plus loin de la parité pour les deux indicateurs.

Graphique 5.7. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes mais considèrent que leur état de santé général est moins bon

Ratio femmes-hommes pour l'espérance de vie à la naissance et le pourcentage d'adultes jugeant leur état de santé « bon » ou « très bon », 2017



Note : Le ratio femmes-hommes est calculé en divisant les valeurs moyennes obtenues pour les femmes par les valeurs moyennes obtenues pour les hommes. Un ratio supérieur à 1 indique donc toujours de meilleurs résultats pour les femmes et un chiffre inférieur à 1 de meilleurs résultats pour les hommes. Voir les notes des Graphique 5.2 et Graphique 5.3 pour les années de référence et d'autres précisions. La moyenne OCDE de l'état de santé perçu exclut le Mexique faute de données disponibles.

Source : OCDE – État de santé (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125667>

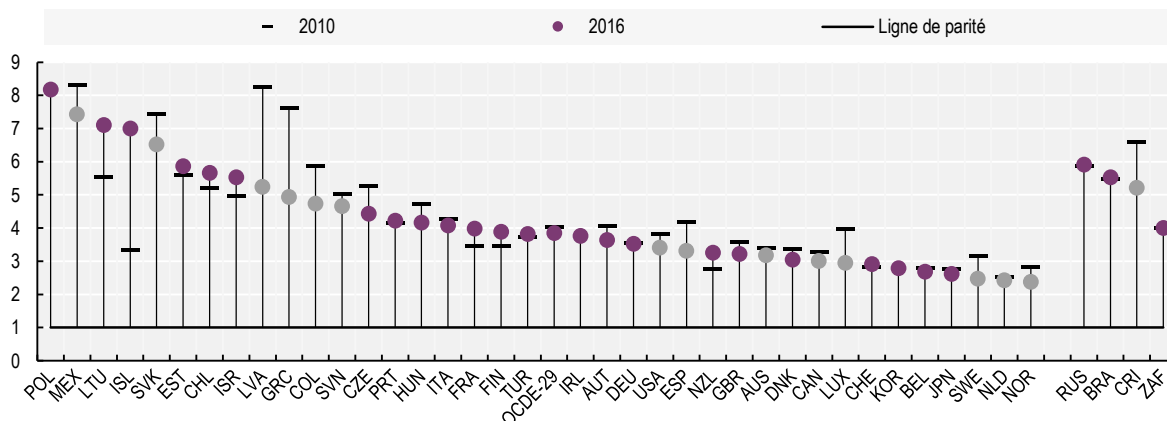
Dans tous les pays de l'OCDE, la mortalité par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool ou overdose est beaucoup plus élevée chez les hommes que chez les femmes, en moyenne près de quatre fois plus (Graphique 5.8). C'est en Pologne que l'écart entre hommes et femmes est le plus marqué, avec un ratio de 8.2. Même dans le pays où l'écart est le plus faible (Luxembourg), le taux de « décès par désespoir » des hommes est deux fois supérieur à celui des femmes.

L'écart entre femmes et hommes pour ce type de décès se réduit dans 20 pays de l'OCDE depuis 2010. Dans plus de la moitié des cas, cette évolution est due à une hausse ou une stagnation du taux de mortalité chez les femmes, conjuguée à une diminution du nombre de décès chez les hommes. Dans l'ensemble, la mortalité par suicide ou abus de substances a augmenté chez les femmes dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE (14) depuis 2010. En outre, dans deux des pays où les inégalités étaient les plus fortes (Islande, Lituanie), l'écart entre hommes et femmes s'est encore creusé, la mortalité ayant baissé plus rapidement chez ces dernières.

Dans les pays européens de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, les femmes sont plus nombreuses (8 %) que les hommes (6 %) à indiquer avoir connu récemment des symptômes dépressifs (OCDE/Union européenne, 2018^[5]).

Graphique 5.8. Bien que les écarts entre hommes et femmes se soient réduits, la mortalité par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose (« morts par désespoir ») reste beaucoup plus élevée chez les hommes

Ratio hommes/femmes pour les décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose, pour 100 000 habitants



Note : Le ratio hommes/femmes est calculé en divisant les valeurs moyennes pour les hommes par les valeurs moyennes pour les femmes. Un chiffre supérieur à 1 indique donc toujours un taux relatif de décès par désespoir plus élevé pour les hommes et un chiffre inférieur à 1 un taux relatif de décès par désespoir plus élevé pour les femmes. Voir la note du Graphique 5.4 pour les années de référence et d'autres précisions. Pour les données relatives aux femmes, la dernière année disponible est 2014 pour la Colombie et le Japon et 2015 pour le Portugal et la Turquie, et l'année la plus proche disponible est 2011 pour Israël, le Japon, le Portugal et la Turquie. La moyenne OCDE exclut la Corée, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, la Lettonie, la Pologne et la République slovaque car il manque des données ventilées par sexe pour au moins l'une des années. Les données pour le Costa Rica et la Fédération de Russie ne concernent que le suicide. Les pays dans lesquels la mortalité attribuable à ces causes a augmenté chez les femmes sont indiqués en gris.

Source : OCDE - *État de santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125686>

Les personnes ayant un plus faible niveau d'études et de revenu sont en moins bonne santé

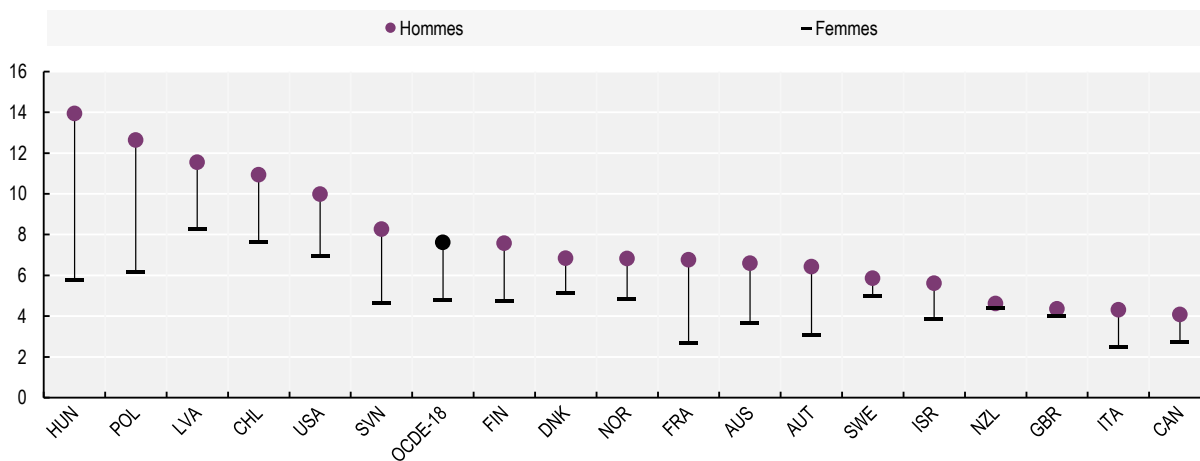
Il y a des inégalités marquées d'espérance de vie et de perception de l'état de santé liées aux écarts de niveau d'études et de revenu. Dans les 18 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, l'écart moyen d'espérance de vie à 25 ans entre les personnes ayant un haut niveau d'études et les personnes ayant un faible niveau d'études est de 7.6 ans pour les hommes et 4.8 ans pour les femmes (Graphique 5.9). À 65 ans, les écarts sont, respectivement, de 3.6 et 2.6 ans (Murtin et al., 2017^[6]). De même, dans tous les pays de l'OCDE, les personnes plus instruites sont en meilleure santé physique et mentale : en moyenne, 78 % des personnes ayant fait des études supérieures jugent leur état de santé « bon » contre 65 % des personnes ayant un niveau d'études secondaire (OCDE – *base de données sur l'état de santé*). Dans les pays européens de l'OCDE, 4 % des personnes diplômées de l'enseignement supérieur contre 6 % des personnes diplômées de l'enseignement secondaire disent avoir connu récemment des symptômes dépressifs (OCDE/Union européenne, 2018^[5]).

Sans exception, les personnes à revenus élevés se disent en meilleure santé. En moyenne dans les pays de l'OCDE, 79 % des personnes situés dans le quintile de revenu supérieur considèrent que leur état de santé est bon, contre 60 % seulement dans le quintile inférieur (Graphique 5.10). Les pays d'Europe de

l'Est sont ceux où les différences liées aux revenus sont les plus importantes, avec des écarts supérieurs à 25 points de pourcentage pour l'état de santé perçue. En République tchèque, en Lettonie et en Estonie, l'écart lié au revenu a également augmenté de plus de 10 points de pourcentage depuis 2010.

Graphique 5.9. Les personnes plus instruites vivent bien plus longtemps

Différence d'espérance de vie à 25 ans entre les personnes ayant un haut niveau d'études et les personnes ayant un faible niveau d'études, en années, 2011



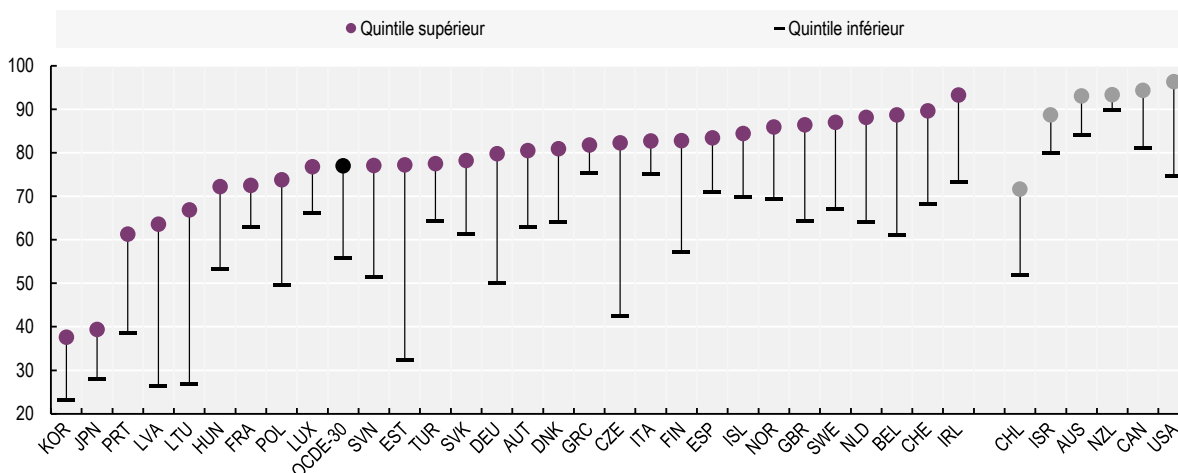
Note : Les données du Royaume-Uni concernent l'Angleterre et le Pays de Galles. On entend par « personnes ayant un faible niveau d'études », les personnes qui n'ont pas été scolarisées ou qui n'ont pas dépassé le premier cycle du secondaire, et « personnes ayant un haut niveau d'études », celles qui ont achevé leurs études supérieures.

Source : (Murtin et al., 2017^[6]), « Inequalities in longevity by education in OECD countries: Insights from new OECD estimates », *OECD Statistics Working Papers*, n°2017/2, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/6b64d9cf-en>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125705>

Graphique 5.10. Les personnes aux revenus plus élevés se disent en meilleure santé

Proportion d'adultes se déclarant en bonne ou en très bonne santé, par quintile de revenu, en pourcentage, 2017



Note : Voir la note du Graphique 5.3 pour les années de référence et d'autres précisions. L'Australie, le Canada, le Chili, les États-Unis, Israël et la Nouvelle-Zélande (en gris) utilisent une échelle de réponse différente, ce qui peut fausser les estimations à la hausse. La moyenne OCDE exclut ces pays en raison de différences de méthodologie et le Mexique faute de données disponibles.

Source : OCDE - *État de santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125724>

Encadré 5.1. Mesure et programme statistique à venir

La santé, c'est être et se sentir bien, c'est jouir d'une vie longue et exempte de maladies physiques ou mentales, et pouvoir participer aux activités que l'on souhaite. La série idéale d'indicateurs de résultats dans le domaine de la santé fournirait des données tant sur un bon état de santé (se sentir bien, vivre normalement) que sur les principales maladies et affections causant problèmes de santé, handicaps ou décès – et notamment leur prévalence, chronicité et intensité. Il est essentiel de rendre compte de la dimension tant physique que mentale des résultats de santé, et bien que les seconds se révèlent difficiles à mesurer (en particulier dans les contextes internationaux), ils bénéficient d'une attention accrue de la part des responsables publics, du milieu médical et du monde économique (Patel et al., 2018^[7] ; OCDE, 2019^[8]). Ce chapitre examine quatre indicateurs de santé physique et mentale (Tableau 3.1) et leur distribution au sein de la population dans les pays de l'OCDE.

Tableau 5.1. Indicateurs de la santé examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Espérance de vie	Nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre	Écart-type de l'âge au décès	Écarts d'espérance de vie	s.o.
État de santé perçu	Part de la population âgée de 16 ans et plus se considérant en « bonne » ou en « très bonne » santé	s.o.	Écarts dans la perception de l'état de santé	Proportion d'adultes se considérant en « mauvaise » ou « très mauvaise » santé
Décès par suicide, abus d'alcool, toxicomanie	Décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose, pour 100 000 habitants (standardisés selon l'âge d'après la structure de la population de l'OCDE en 2010)	s.o.	Écarts dans les taux de mortalité par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose	s.o.
Symptômes dépressifs	Part de la population âgée de 15 ans et plus déclarant avoir connu un ensemble de symptômes dépressifs au cours des deux semaines précédentes	s.o.	Écarts en ce qui concerne les symptômes dépressifs	s.o.

L'espérance de vie à la naissance est un indicateur synthétique des taux de mortalité et correspond au nombre d'années qu'un enfant né aujourd'hui peut espérer vivre compte tenu des taux de mortalité par âge actuels. Il ne s'agit toutefois que d'une estimation de la durée de vie attendue d'une cohorte donnée car les taux effectifs de mortalité par âge d'une cohorte de naissance donnée ne peuvent être connus à l'avance. L'OCDE calcule la moyenne non pondérée de l'espérance de vie des hommes et des femmes. Il existe des données sur les inégalités d'espérance de vie liées au niveau d'études pour un sous-ensemble de pays, obtenues en rapprochant les données de recensement de celles des actes de décès (Murtin et al., 2017^[6]).

L'état de santé perçu traduit la perception globale qu'ont les individus de leur état de santé. Les données proviennent d'enquêtes générales auprès des ménages ou d'entretiens plus détaillés dans le domaine de la santé. L'indicateur repose sur des questions du type « Globalement, comment jugez-vous votre état de santé ? », habituellement assorties des possibilités de réponse : « très bon », « bon », « assez mauvais » ou « mauvais » – bien que certains pays non européens (Australie, Canada, Chili, États-Unis, Israël, Nouvelle-Zélande) utilisent d'autres échelles de réponse, ce qui peut fausser les estimations à la hausse. La base de données de l'OCDE sur l'état de santé réorganise les échelles

de réponse des différentes enquêtes pour les faire correspondre à trois grandes catégories : « bonne/très bonne santé » (regroupant toutes les catégories de réponses positives), « santé moyenne » (ni bonne, ni mauvaise) et « mauvaise/très mauvaise santé » (regroupant toutes les catégories de réponses négatives). Les personnes interrogées sont généralement âgées de 16 ans et plus, mais les tranches d'âge considérées varient d'un pays à l'autre.

Le nombre de morts par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose est un indicateur objectif des maladies mentales graves et de la dépendance à des substances psychoactives. Il est tiré des actes de décès officiels et correspond au chiffre cumulé des décès par suicide, consommation excessive aiguë d'alcool et overdose (codes ICD-10 : X60-X84, Y87.0, F10, F11-16, F18-19) pour 100 000 habitants (standardisé par rapport à 2010).

Les symptômes dépressifs déclarés par les individus constituent un indicateur de (mauvaise) santé mentale correspondant à la proportion de personnes âgées de 15 ans et plus qui indiquent avoir connu un ensemble de symptômes dépressifs au cours des deux semaines précédentes : perte d'intérêt ou de plaisir pour toute activité ; abattement, morosité ou désespoir ; troubles du sommeil (insomnie ou hypersomnie) ; fatigue ou manque d'énergie ; manque d'appétit ou suralimentation ; sentiment de culpabilité ou d'échec ou impression de ne pas être à la hauteur, pour soi ou son entourage ; difficultés de concentration, par exemple pour lire le journal ou regarder la télévision ; ralentissement des mouvements ou de la parole observable par les autres, ou agitation ou fébrilité inhabituelles. Conformément aux critères du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM-IV), un répondant est considéré comme ayant des symptômes dépressifs si l'un des premiers items (perte d'intérêt ou de plaisir pour les activités, abattement, morosité ou désespoir) et cinq items au moins de la liste globale (épisode dépressif majeur) ou l'un des deux premiers items et deux à quatre items de la liste globale (autres symptômes dépressifs) sont déclarés pour au moins la moitié de la période de référence. Cet indicateur est tiré de l'Enquête européenne par entretien sur la santé et se limite aux pays européens de l'OCDE.

Corrélations entre les indicateurs relatifs à la santé

Il existe des corrélations significatives entre plusieurs aspects objectifs et subjectifs de la santé (Tableau 5.2). Dans les pays où les individus estiment que leur santé est bonne, l'espérance de vie est en général légèrement supérieure (0.35) et le taux de mortalité par suicide et abus de substances plus faible (-0.46). Il n'existe pas de corrélation significative entre les symptômes dépressifs et les autres résultats examinés ici, ce qui laisse supposer que cet indicateur fournit des informations sur l'état mental dont les autres indicateurs ne rendent pas compte.

Tableau 5.2. Les indicateurs objectifs et subjectifs de la santé sont liés au niveau national

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs relatifs à la santé

	Espérance de vie	État de santé perçu	Morts par suicide, abus d'alcool, toxicomanie	Symptômes dépressifs
Espérance de vie				
État de santé perçu	0.35** (35)			
Morts par suicide, abus d'alcool, toxicomanie	0.09 (41)	-0.46*** (35)		
Symptômes dépressifs	0.07 (24)	0.26 (24)	-0.15 (24)	

Note : Les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations. * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Bien qu'il existe des données administratives sur certaines maladies (cancer, diabète, maladies circulatoires, par exemple), elles ne portent pas sur la question des comorbidités (présence de plusieurs maladies affectant un même individu), également importante pour comprendre la qualité de vie liée à la santé et les taux d'incidence observés au sein de la population (par exemple : proportion de personnes ayant une pathologie grave).

L'espérance de vie ne reflète que la longévité et ne se rapporte pas à la question de savoir si les années de vie sont vécues en bonne santé. Les autres indicateurs relatifs à l'espérance de vie « en bonne santé » (utilisant les coefficients de pondération de l'incapacité associés à différents états de santé pour calculer le nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre en bonne santé) ne sont pas comparables à l'échelle internationale (sauf pour l'Europe) et les méthodes de calcul des coefficients de pondération de l'incapacité restent contestées. Des indicateurs de perception de l'état de santé sont disponibles pour la majorité des pays de l'OCDE, mais il est encore largement possible d'améliorer les échelles de réponse et la formulation des questions.

On ne dispose d'indicateurs de résultats comparables en santé mentale que pour les pays européens de l'OCDE, dans le cadre de l'Enquête européenne par entretien sur la santé qui a lieu tous les cinq ans. Il reste difficile de trouver des indicateurs de résultats en santé mentale comparables au plan international à l'échelle de la population (et non des seules personnes diagnostiquées ou traitées par des professionnels de santé). Les indicateurs qui se focalisent sur ces personnes peuvent pénaliser les pays qui disposent de systèmes de santé performants et de bons programmes de prévention, dans lesquels la probabilité que les individus se fassent soigner est plus élevée. Par ailleurs, les préjugés autour de la santé mentale peuvent conduire à des sous-déclarations, ce qui nuit à la comparabilité internationale et à l'interprétation de l'évolution des taux de prévalence. De même, les données relatives au suicide risquent de sous-représenter le phénomène en raison de la réprobation qu'il suscite et ne tiennent pas compte du taux (beaucoup plus élevé) de tentatives de suicide.

Cela fait longtemps que la mesure des capacités fonctionnelles des individus (capacité à accomplir les activités de la vie quotidienne, y compris soins auto-administrés) est préconisée, notamment par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités (Washington Group on Disability Statistics, 2016^[9]). Bien que des critères aient été établis à l'échelon international (par exemple le module d'enquête de l'Initiative de Budapest pour la mesure de l'état de santé, préparé par l'équipe spéciale CEE-ONU/OMS/Eurostat pour mesurer l'état de santé), il n'y a pas encore d'indicateurs harmonisés en la matière (Organisation des Nations Unies, 2005^[10]).

Pour obtenir des systèmes de santé davantage centrés sur la personne, l'OCDE a engagé en 2017 un programme de travail ambitieux qui vise à comparer le vécu et les résultats déclarés par les patients dans le cadre du programme PaRIS (Enquêtes sur les indicateurs fondés sur les déclarations des patients) (OCDE, 2019^[1]). À l'avenir, ces initiatives pourraient être élargies à l'ensemble de la population, au-delà du sous-groupe des personnes en contact avec le système de soins.

Références

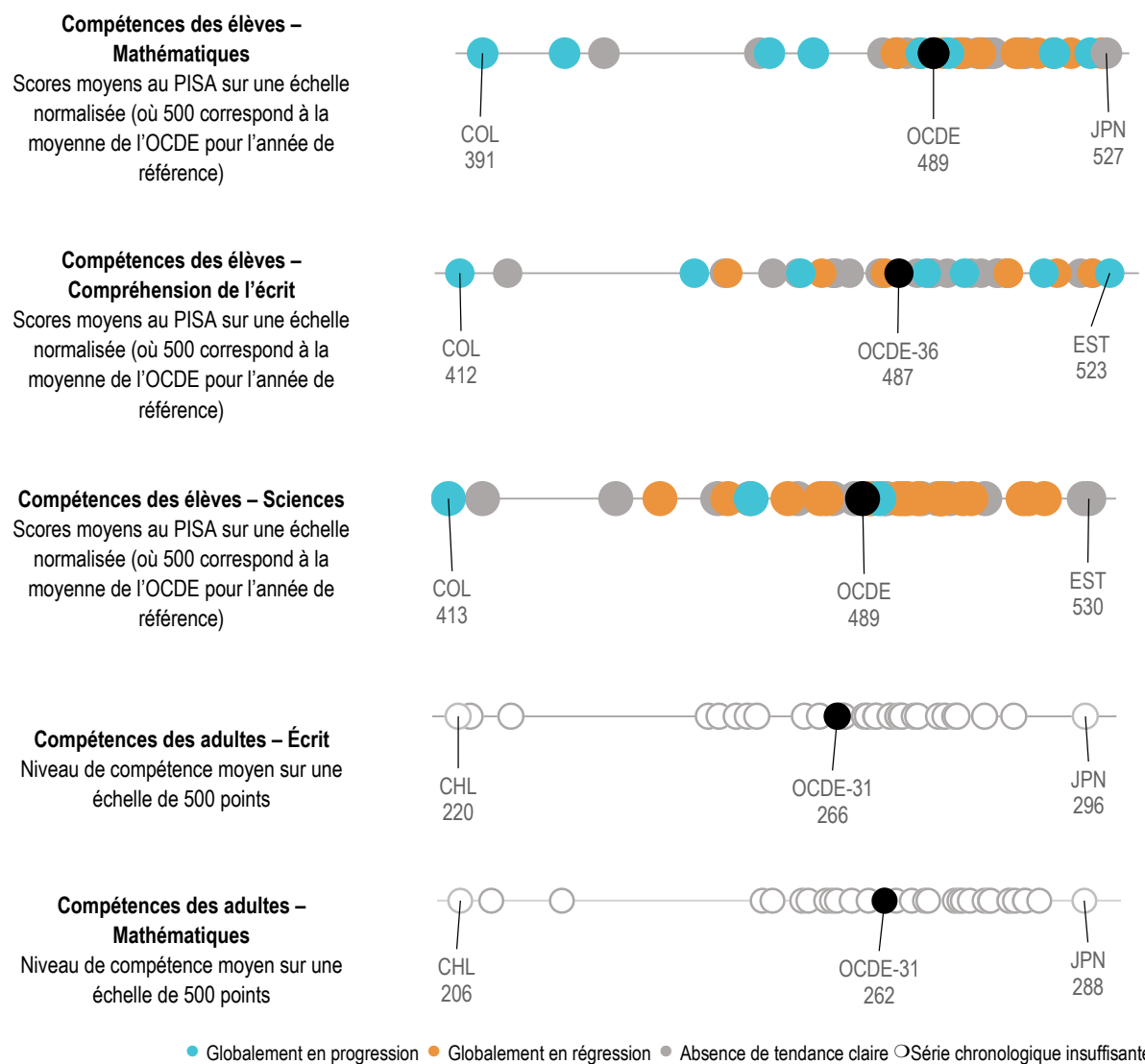
- Case, A. et A. Deaton (2017), « Mortality and Morbidity in the 21st Century », *Brookings Papers on Economic Activity*, <http://brookings.edu/wp-content/uploads/2017/08/casetextsp17bpea.pdf> (consulté le 26 septembre 2019). [3]
- Murtin, F. et al. (2017), « Inequalities in longevity by education in OECD countries : Insights from new OECD estimates », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2017/2, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/6b64d9cf-en>. [6]
- OCDE (2019), *Addressing Problematic Opioid Use in OECD Countries*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/a18286f0-en>. [4]
- OCDE (2019), *OECD Mental Health Performance Framework*, <http://oecd.org/health/health-systems/OECD-Mental-Health-Performance-Framework-2019.pdf> (consulté le 14 janvier 2020). [8]
- OCDE (2019), *Panorama de la santé 2019 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5f5b6833-fr>. [1]
- OCDE/Union européenne (2018), *Health at a Glance: Europe 2018 : State of Health in the EU Cycle*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels, https://dx.doi.org/10.1787/health_glance_eur-2018-en. [5]
- Organisation des Nations Unies (2005), *Budapest Initiative Task Force on Measurement of Health Status: Survey module for measuring health state*, <https://digitallibrary.un.org/record/747214> (consulté le 16 septembre 2019). [10]
- Patel, V. et al. (2018), « The Lancet Commission on global mental health and sustainable development », *The Lancet Commissions*, vol. 392/10157, pp. 1553-1598, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)31612-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)31612-X/fulltext). [7]
- Raleigh, V. (2019), « Trends in life expectancy in EU and other OECD countries : Why are improvements slowing? », *Documents de travail de l'OCDE sur la santé*, n° 108, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/223159ab-en>. [2]
- Washington Group on Disability Statistics (2016), *The Washington Group Short Set on Functioning (WG-SS)*, <http://washingtongroup-disability.com> (consulté le 16 septembre 2019). [9]

6

Connaissances et compétences

Les connaissances et les compétences désignent le savoir et les aptitudes de chacun. Ce chapitre examine les résultats des élèves de 15 ans aux tests PISA de l'OCDE sur les compétences cognitives en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences, ainsi que les compétences des adultes à l'écrit et en mathématiques évaluées dans le cadre de l'enquête PIAAC de l'OCDE. Depuis une dizaine d'années, les scores moyens des élèves de 15 ans en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences ont reculé d'un quart environ dans les pays de l'OCDE. Un élève sur huit environ enregistre des scores très faibles dans les trois matières évaluées par le programme PISA, tandis que 16 % des adultes ont des résultats très faibles à l'écrit et en mathématiques. À tout âge, les hommes réussissent mieux que les femmes en mathématiques, tandis que les filles font généralement mieux que les garçons en compréhension de l'écrit. Le milieu socioéconomique influe considérablement sur le niveau de compétence des élèves de 15 ans. Les adultes plus âgés (entre 45 et 65 ans) enregistrent des résultats inférieurs à ceux des cohortes plus jeunes (16-44 ans) à l'écrit et en mathématiques.

Graphique 6.1. Connaissances et compétences : situation actuelle et évolution depuis ces dix dernières années



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

Sources : Données extraites du *Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA)* pour les épreuves de compréhension de l'écrit, de mathématiques et de sciences, et du *Programme international de l'OCDE pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC)* pour l'écrit et les mathématiques.

Compétences cognitives des élèves de 15 ans : scores en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences au PISA

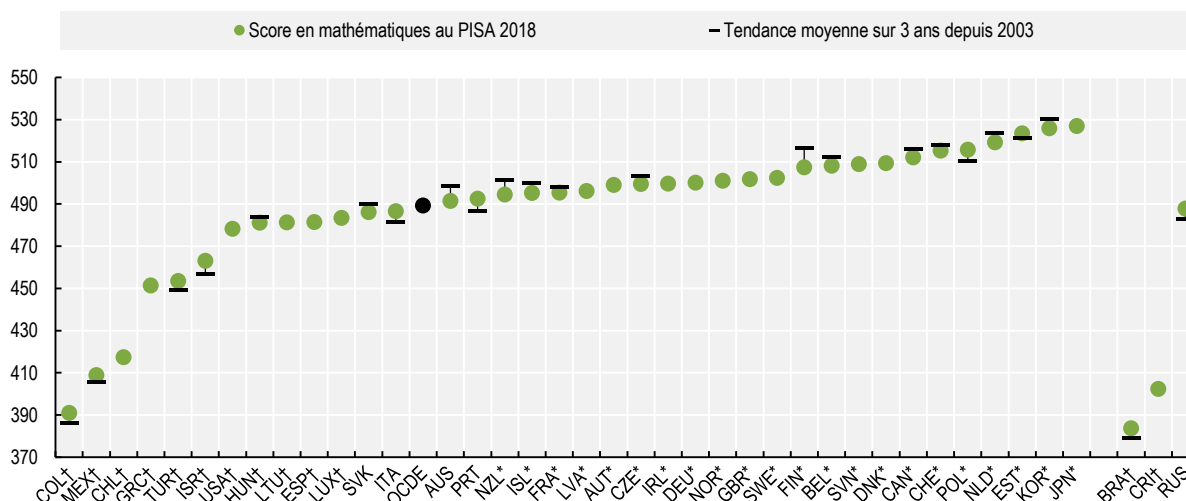
Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les aptitudes des élèves de 15 ans en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences. Les scores sont mesurés sur une échelle normalisée où la moyenne de l'OCDE est fixée à 500. Cette normalisation est réalisée la première année où une matière est choisie comme domaine majeur d'évaluation (2003 pour les mathématiques par exemple), afin de permettre les comparaisons dans le temps. C'est pourquoi la moyenne de l'OCDE peut n'être pas exactement égale à 500 au cours d'une année donnée. Par ailleurs, l'année de référence utilisée pour évaluer les variations dans le temps varie selon la matière considérée.

Scores en mathématiques au PISA

Dans la zone OCDE, ce sont les élèves japonais qui obtiennent les scores moyens en mathématiques les plus élevés, suivis par leurs homologues coréens, estoniens et néerlandais (Graphique 6.2). C'est la Colombie qui se classe en dernière position avec le score moyen le plus bas, juste derrière le Mexique et le Chili. Depuis 2003, le score moyen des élèves de 15 ans en mathématiques s'est sensiblement amélioré dans 8 pays de l'OCDE seulement, alors qu'il a baissé dans 13 pays. C'est en Israël qu'il a le plus progressé (de plus de 6 points), tandis que la Finlande a accusé le repli le plus marqué (près de -10 points).

Graphique 6.2. Les compétences en mathématiques des élèves de 15 ans ont diminué dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE depuis 2003

Scores moyens au PISA en mathématiques, élèves de 15 ans



Note : † indique que le pays se situe en deçà de la moyenne de l'OCDE, tandis que le signe * indique qu'il se situe au-dessus. L'absence de symbole signifie que le pays considéré n'est pas statistiquement différent de la moyenne de l'OCDE. Les scores en mathématiques au PISA sont mesurés sur une échelle normalisée, où la moyenne de l'OCDE est fixée à 500. Cette normalisation est réalisée la première année où une matière est choisie comme domaine majeur d'évaluation – 2003 pour les mathématiques par exemple – afin de permettre les comparaisons d'une année sur l'autre. C'est pourquoi la moyenne de l'OCDE peut n'être pas exactement égale à 500 au cours d'une année donnée. L'évolution n'est indiquée que pour les pays ayant enregistré une amélioration ou une régression significative depuis 2003, ce qui signifie qu'aucun point de départ n'est indiqué pour les pays qui n'ont pas enregistré d'évolution notable dans leurs résultats aux tests. Voir Encadré 6.1 pour de plus amples informations sur le calcul des tendances moyennes.

Source : (OCDE, 2019^[1]), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.

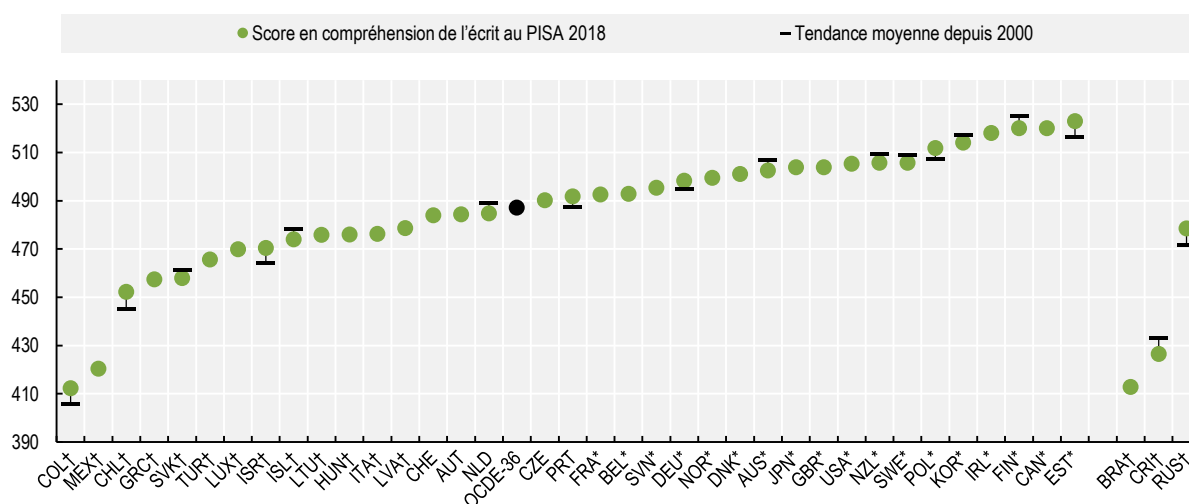
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125743>

Scores en compréhension de l'écrit au PISA

Dans la zone OCDE, c'est en Estonie, au Canada, en Finlande et en Irlande que les élèves de 15 ans obtiennent les scores moyens les plus élevés en compréhension de l'écrit au PISA, suivis de près par la Corée et la Pologne (Graphique 6.3). Comme pour les mathématiques, la Colombie, le Mexique et le Chili se situent dans le bas du classement. Depuis 2000, les scores moyens en compréhension de l'écrit ont sensiblement reculé dans 8 pays de l'OCDE, mais ils ont progressé dans 7 pays. Les plus fortes progressions ont été enregistrées dans les pays situés en deçà de la moyenne de l'OCDE (Chili, Colombie, Fédération de Russie et Israël), ainsi qu'en Allemagne et en Estonie, qui affichent des résultats supérieurs à la moyenne. Ce sont principalement les pays déjà situés dans le haut du classement (comme la Finlande, l'Australie et les Pays-Bas) qui ont vu leurs résultats en compréhension de l'écrit reculer sensiblement.

Graphique 6.3. Les compétences en compréhension de l'écrit des élèves de 15 ans ont diminué dans un quart des pays de l'OCDE depuis 2000

Scores moyens au PISA en compréhension de l'écrit, élèves de 15 ans



Note : † indique que le pays se situe en deçà de la moyenne de l'OCDE, tandis que le signe * indique qu'il se situe au-dessus. L'absence de symbole signifie que le pays considéré n'est pas statistiquement différent de la moyenne de l'OCDE. Les scores en compréhension de l'écrit au PISA sont mesurés sur une échelle normalisée où la moyenne de l'OCDE est fixée à 500. Cette normalisation est réalisée la première année où une matière est choisie comme domaine majeur d'évaluation – 2000 pour la compréhension de l'écrit – afin de permettre les comparaisons d'une année sur l'autre. C'est pourquoi la moyenne de l'OCDE peut n'être pas exactement égale à 500 au cours d'une année donnée. La moyenne de l'OCDE exclut l'Espagne en raison de données manquantes. L'évolution n'est indiquée que pour les pays ayant enregistré une amélioration ou une régression significative depuis 2000, ce qui signifie qu'aucun point de départ n'est indiqué pour les pays qui n'ont pas enregistré d'évolution notable dans leurs résultats aux tests. Voir Encadré 6.1 pour de plus amples informations sur le calcul des tendances moyennes.

Source : (OCDE, 2019^[1]), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125762>

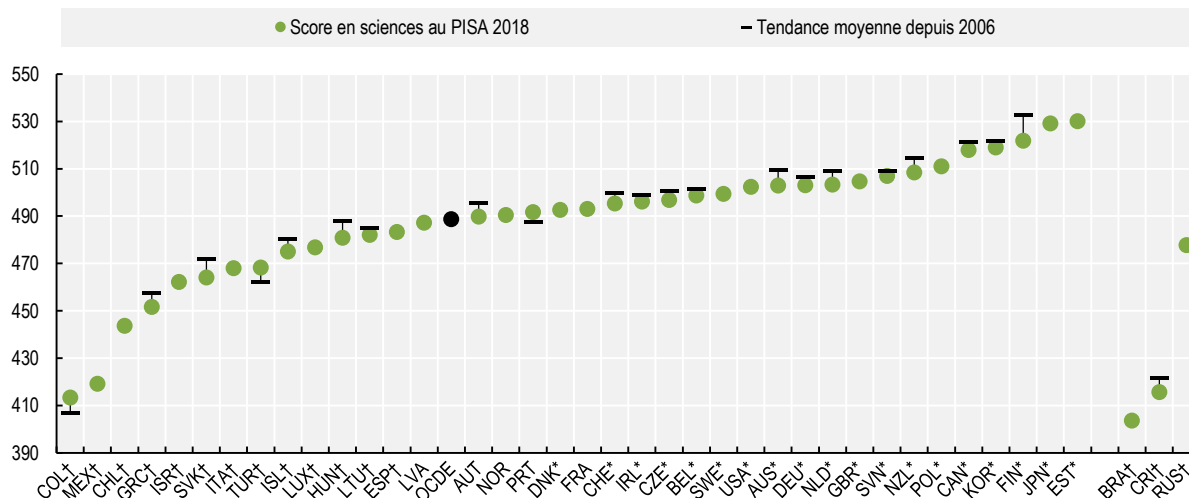
Scores en sciences au PISA

En sciences, ce sont l'Estonie, le Japon, la Finlande, la Corée et le Canada qui affichent les scores moyens au PISA les plus élevés, tandis que la Colombie, le Mexique et le Chili enregistrent les scores les plus faibles (Graphique 6.4). Depuis 2006, les scores obtenus en sciences n'ont progressé que dans trois pays de l'OCDE (Colombie, Portugal et Turquie), alors qu'ils ont reculé dans près de la moitié, une tendance qui reflète (quoique de manière amplifiée) celles constatées en mathématiques et en compréhension de l'écrit.

Au total, seuls deux pays de l'OCDE – la Colombie et le Portugal – ont amélioré leurs scores dans les trois matières au cours des dix dernières années. Quatre autres pays (Estonie, Fédération de Russie, Israël et Pologne) ont augmenté leurs scores à la fois en compréhension de l'écrit et en mathématiques. Sept pays ont vu leurs résultats baisser dans les trois matières : l'Australie, la Corée, la Finlande, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, et la République slovaque.

Graphique 6.4. Depuis 2006, les compétences en sciences des élèves de 15 ans ont diminué dans 18 pays de l'OCDE, tandis qu'elles ont augmenté dans 3 pays seulement

Scores moyens au PISA en sciences, élèves de 15 ans



Note : † indique que le pays se situe en deçà de la moyenne de l'OCDE, tandis que le signe * indique qu'il se situe au-dessus. L'absence de symbole signifie que le pays considéré n'est pas statistiquement différent de la moyenne de l'OCDE. Les scores en sciences au PISA sont mesurés sur une échelle normalisée où la moyenne de l'OCDE est fixée à 500. Cette normalisation est réalisée la première année où une matière est choisie comme domaine majeur d'évaluation – 2006 pour les sciences – afin de permettre les comparaisons dans le temps. C'est pourquoi la moyenne de l'OCDE peut n'être pas exactement égale à 500 au cours d'une année donnée. L'évolution n'est indiquée que pour les pays ayant enregistré une amélioration ou une régression significative depuis 2006, ce qui signifie qu'aucun point de départ n'est indiqué pour les pays qui n'ont pas enregistré d'évolution notable dans leurs résultats aux tests. Voir Encadré 6.1 pour de plus amples informations sur le calcul des tendances moyennes.

Source : (OCDE, 2019^[1]), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.

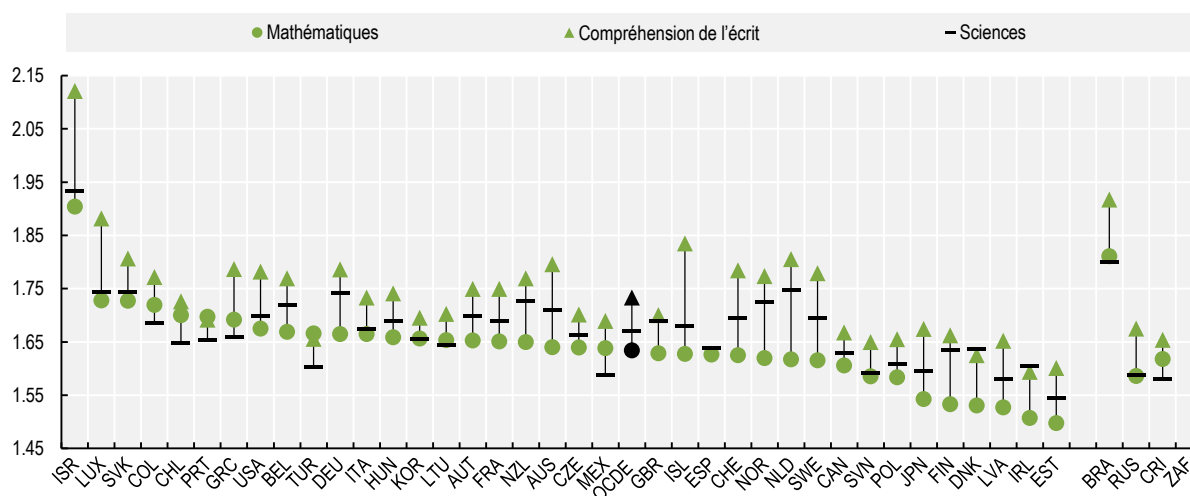
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125781>

La distribution des compétences cognitives parmi les élèves de 15 ans

En moyenne dans les pays de l'OCDE, les élèves qui obtiennent les meilleurs résultats (situés dans le 90^e centile) ont des scores au PISA supérieurs de plus de 60 % à ceux des élèves les moins bien classés (dans le 10^e centile) (Graphique 6.5). Les inégalités sont généralement plus marquées dans les pays de l'OCDE enregistrant des résultats moyens comparativement faibles dans toutes les matières. Si l'on examine l'ensemble des matières (compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences), c'est en Israël que l'on observe les plus fortes inégalités entre les élèves les mieux classés et les élèves les moins bien classés dans la zone OCDE (devant le Luxembourg et la République slovaque) ; d'autres pays bien classés au regard des compétences moyennes (comme l'Estonie, l'Irlande, le Danemark, la Finlande, le Japon, la Pologne et le Canada) se distinguent par des niveaux d'inégalités inférieurs à la moyenne. La Corée fait figure d'exception, puisqu'elle affiche de bons résultats en moyenne mais aussi des inégalités plus prononcées que dans les autres pays classés au même niveau (Graphique 6.6). En Colombie et au Mexique, plus de 30 % des élèves ont des résultats faibles dans toutes les matières, contre 4.2 % seulement des élèves en Estonie.

Graphique 6.5. En moyenne, les élèves de 15 ans situés dans le 90^e centile ont des compétences cognitives supérieures de 65 % environ à ceux qui se situent dans le 10^e centile

Rapport entre le score moyen au 90^e centile et le score moyen au 10^e centile, PISA 2018



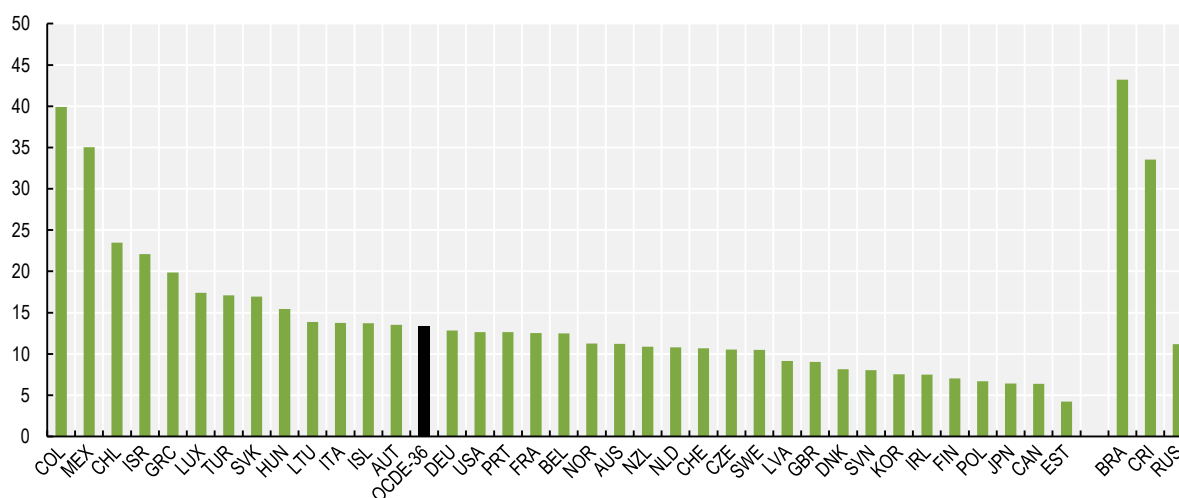
Note : Les inégalités verticales correspondent au rapport entre les compétences cognitives des élèves les mieux classés (au-dessus du 90^e centile) et celles des élèves les moins bien classés (au-dessous du 10^e centile), pour chacune des trois matières évaluées dans le cadre de PISA. Plus le rapport est proche de 1, moins l'écart entre les élèves les mieux classés et les élèves les moins bien classés est important. La moyenne de l'OCDE en compréhension de l'écrit ne tient pas compte de l'Espagne, en raison de données manquantes ; la moyenne de l'OCDE en mathématiques et en sciences couvre les 37 pays de l'OCDE.

Source : (OCDE, 2019^[1]), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125800>

Graphique 6.6. Dans le pays de l'OCDE moyen, 1 élève sur 8 a de faibles résultats dans les trois matières du PISA

Proportion des élèves de 15 ans enregistrant de faibles scores en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences, en pourcentage, 2018



Note : Les élèves ayant de faibles résultats sont ceux dont les compétences cognitives sont inférieures au Niveau 2 dans les trois matières. La moyenne de l'OCDE exclut l'Espagne en raison de données manquantes s'agissant des scores obtenus en compréhension de l'écrit.

Source : (OCDE, 2019^[1]), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125819>

Compétences cognitives des adultes : résultats moyens au PIAAC à l'écrit et en mathématiques

Le Programme international de l'OCDE pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) évalue les compétences cognitives des adultes en mathématiques, à l'écrit et en résolution de problèmes. Contrairement au PISA, les résultats au PIAAC ne sont pas normalisés de sorte à définir une moyenne fixe pour l'OCDE : ils sont mesurés sur une échelle comprise entre 0 et 500.

Compétences des adultes à l'écrit et en mathématiques

La première vague (et dernière disponible) de l'Évaluation des compétences des adultes de l'OCDE a été réalisée sur le terrain en 2012 environ. C'est au Japon que les adultes ont obtenu les meilleurs scores en mathématiques, devant la Finlande, la Belgique (Flandre) et les Pays-Bas. À l'autre extrémité de l'échelle des scores de l'OCDE se situent le Chili, le Mexique et la Turquie. Les écarts entre les pays de l'OCDE au regard des scores obtenus à l'écrit sont généralement comparables à ceux constatés en mathématiques (Graphique 6.7).

Comme pour les compétences cognitives des élèves, les pays de l'OCDE où les adultes obtiennent des scores moyens élevés en mathématiques affichent aussi une distribution plus équitable des résultats, c'est-à-dire que l'écart entre les résultats les plus élevés (90^e centile) et les plus faibles (10^e centile) est moins marqué. Le Japon, par exemple, affiche à la fois le score moyen le plus élevé en mathématiques chez les adultes et l'écart le plus restreint entre les résultats les plus élevés et les plus faibles. À l'inverse, les pays qui ont des résultats moyens faibles – comme le Chili ou la Turquie – se distinguent par des inégalités prononcées dans la distribution des résultats.

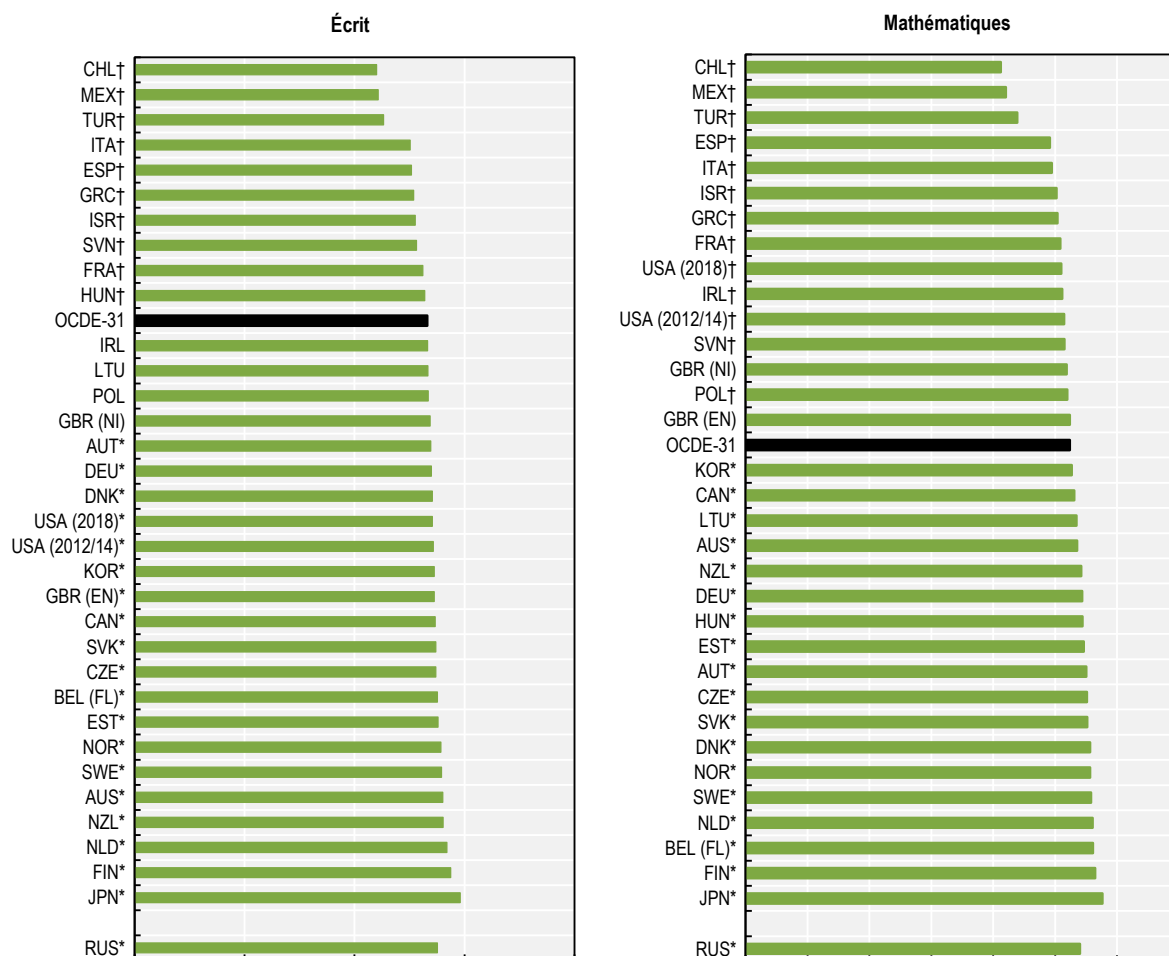
L'écart entre les résultats les plus élevés (90^e centile) et les plus faibles (10^e centile) est moins marqué à l'écrit qu'en mathématiques ; pour autant, la tendance générale observée entre les pays reste valable, et les pays qui ont des résultats moyens plus faibles à l'écrit se distinguent aussi par des écarts plus marqués au niveau des résultats, comme au Chili, au Mexique et en Turquie. Israël se classe en troisième position au regard des inégalités de compétences entre adultes, derrière le Chili et la Turquie. Le Japon affiche à la fois le résultat moyen le plus élevé à l'écrit et le niveau d'inégalité le plus faible.

Privations au regard des compétences des adultes à l'écrit et en mathématiques

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 16 % des adultes ont un très faible niveau de compétence à l'écrit et en mathématiques, c'est-à-dire qu'ils obtiennent un score inférieur ou égal au Niveau 1 aux épreuves de compréhension de l'écrit et de mathématiques (Graphique 6.8). Les pays qui affichent les meilleurs résultats ont généralement de faibles niveaux de privations – par exemple, au Japon, les adultes enregistrent les scores moyens les plus élevés à l'écrit et en mathématiques, et la proportion de ceux qui obtiennent de faibles résultats est la plus basse, à 3.9 % seulement. De la même manière, le Chili, le Mexique et la Turquie enregistrent certains des scores moyens les plus faibles de la zone OCDE et la proportion la plus élevée d'adultes obtenant de faibles résultats – à 48.2 %, 46.1 % et 39 % respectivement.

Graphique 6.7. Les écarts entre les pays de l'OCDE au regard des scores obtenus à l'écrit sont généralement comparables à ceux constatés en mathématiques

Niveau de compétence moyen à l'écrit et en mathématiques, sur une échelle de 0 à 500, 2012 environ



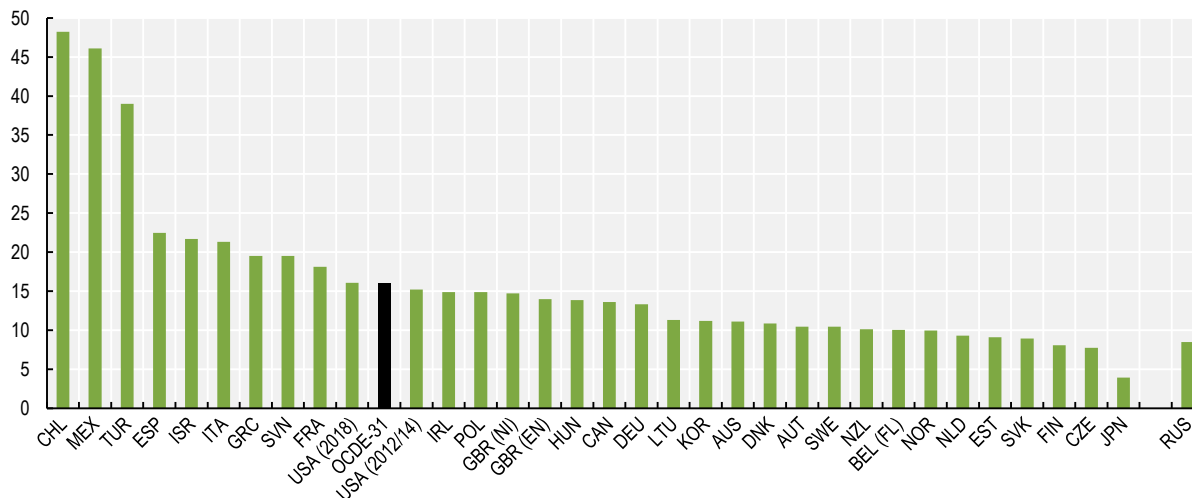
Note : * signale que le score au PIAAC est sensiblement supérieur à la moyenne de l'OCDE, tandis que † indique qu'il est sensiblement inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'absence de symbole signifie que le pays considéré n'est pas statistiquement différent de la moyenne de l'OCDE. Les données portent sur 2011-12 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède ; sur 2012 pour la France ; et sur 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données de la Belgique font référence à la Flandre, celles du Royaume-Uni à l'Angleterre et l'Irlande du Nord, et celles de la Fédération de Russie ne tiennent pas compte de la commune de Moscou. La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse en l'absence de données disponibles. L'Angleterre et l'Irlande du Nord sont incluses dans la moyenne de l'OCDE, de même qu'une moyenne simple des deux séries chronologiques des États-Unis (2012/14 et 2018).

Source : (OCDE, 2016_[2]), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264259492-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125838>

Graphique 6.8. Près de 50 % de la population adulte enregistre un score inférieur ou égal au Niveau 1 dans les pays les moins bien classés de l'OCDE

Pourcentage d'adultes enregistrant un score inférieur ou égal au Niveau 1 à l'écrit et en mathématiques au PIAAC, 2012 environ



Note : La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse en l'absence de données disponibles. L'Angleterre et l'Irlande du Nord sont incluses dans la moyenne de l'OCDE, de même qu'une moyenne simple des deux séries chronologiques des États-Unis (2012/14 et 2018).

Source : (OCDE, 2016^[2]), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264259492-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125857>

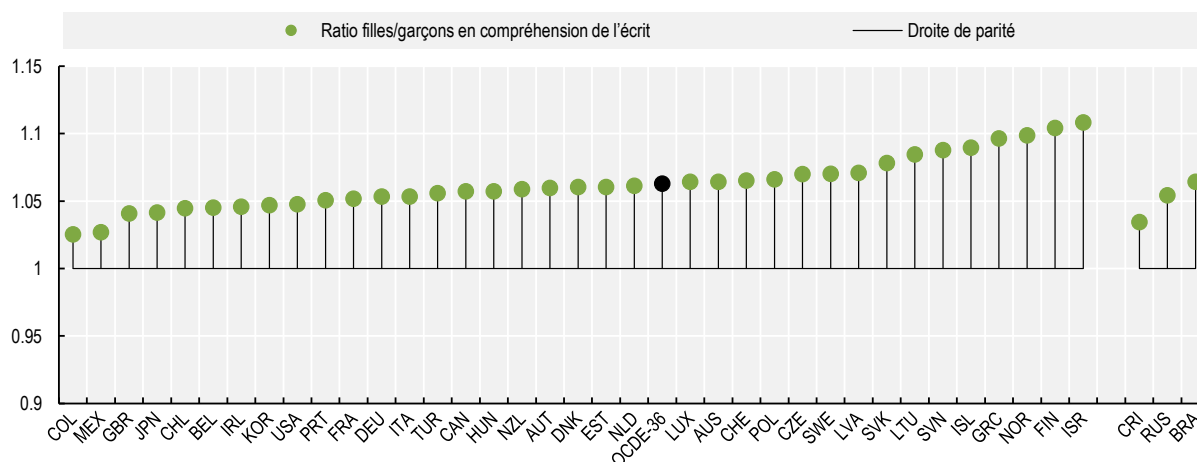
Inégalités en matière de connaissances et de compétences : écarts entre groupes de population

Des disparités persistent entre hommes et femmes au regard des connaissances et des compétences

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, les garçons enregistrent un score moyen en mathématiques au PISA supérieur à celui des filles. Même si cet écart n'est pas statistiquement significatif dans de nombreux pays, les filles sont moins nombreuses que les garçons parmi les scores les plus élevés en mathématiques, surtout dans les pays les moins bien classés (Breda, Jouini et Napp, 2018^[3]). À l'inverse, les scores moyens en compréhension de l'écrit sont systématiquement plus élevés chez les filles que chez les garçons (Graphique 6.9) – quoique cet écart se comble au fil du temps, sous l'effet d'une baisse des scores moyens des filles plutôt que d'une amélioration de ceux des garçons (OCDE, 2019^[4]).

Graphique 6.9. Les filles ont de meilleurs résultats que les garçons en compréhension de l'écrit dans tous les pays de l'OCDE

Ratio garçons/filles, score moyen en compréhension de l'écrit, PISA 2018



Note : Un ratio garçons/filles supérieur à 1 indique des résultats plus élevés pour les filles. La moyenne de l'OCDE exclut l'Espagne en raison de données manquantes.

Source : (OCDE, 2019⁽⁴⁾), *PISA 2018 Results (Volume II): Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125876>

La situation est comparable, mais pas identique, s'agissant des inégalités entre hommes et femmes à l'âge adulte en matière de compétences cognitives. Les scores des hommes en mathématiques (268) sont supérieurs à ceux des femmes (256) dans tous les pays de l'OCDE, avec des écarts souvent plus prononcés que ceux observés entre les élèves de 15 ans. Le tableau des inégalités est moins homogène s'agissant des compétences à l'écrit : les scores moyens des hommes et des femmes sont ainsi très semblables dans les pays de l'OCDE (267 et 265, respectivement) ; il n'y a qu'en Pologne que les scores des femmes surpassent ceux des hommes d'au moins cinq points, alors que les scores des hommes surpassent ceux des femmes d'au moins cinq points dans sept pays.

Les adultes plus âgés obtiennent de moins bons résultats à l'écrit et en mathématiques

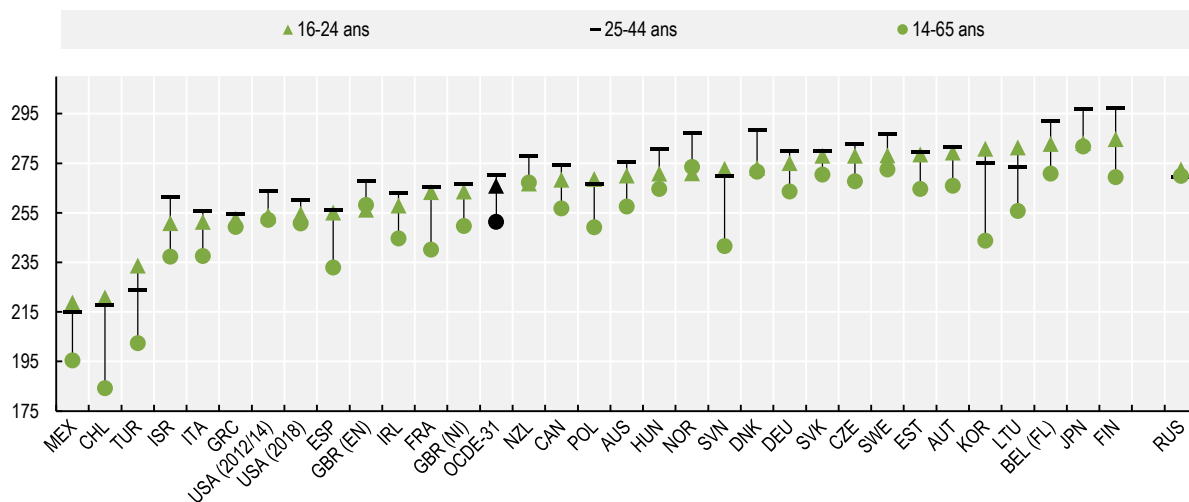
Les adultes plus âgés (entre 45 et 65 ans) réussissent moins bien les tests de mathématiques (avec une moyenne de 251 points à l'échelle de l'OCDE) que les adultes d'âge moyen (25 à 44 ans) ou les jeunes (16 à 24 ans) (qui enregistrent des scores moyens de 270 et 266 points, respectivement) (Graphique 6.10). Le constat est comparable pour les tests de compréhension de l'écrit.

Le niveau d'études des parents influe sur les compétences cognitives des enfants de 15 ans

Les élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés de l'enseignement secondaire ont de moins bons résultats en compréhension de l'écrit au PISA (moyenne OCDE de 417 points) que leurs camarades dont les parents sont diplômés du secondaire (463 points) ou du supérieur (489 points) (Graphique 6.11). Le constat est le même en mathématiques et en sciences.

Graphique 6.10. Dans tous les pays de l'OCDE, les adultes plus âgés ont de moins bons résultats en mathématiques que leurs homologues plus jeunes

Évaluation du PIAAC en mathématiques, 2012 environ



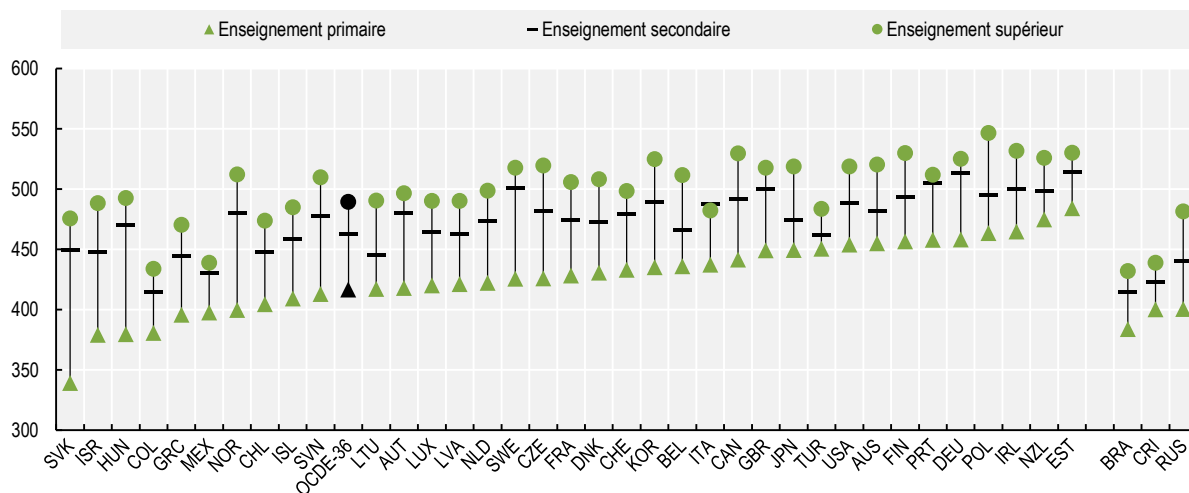
Note : La moyenne de l'OCDE exclut la Colombie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse en l'absence de données disponibles. L'Angleterre et l'Irlande du Nord sont incluses dans la moyenne de l'OCDE, de même qu'une moyenne simple des deux séries chronologiques des États-Unis (2012/14 et 2018).

Source : (OCDE, 2016^[2]), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264259492-fr>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125895>

Graphique 6.11. Les élèves de 15 ans dont les parents ne sont pas diplômés du secondaire ont de moins bons résultats que les autres

Scores moyens en compréhension de l'écrit, selon le niveau d'études des parents, PISA 2018



Note : Le niveau d'études des parents est indiqué conformément à la Classification internationale type de l'enseignement (CITE) : l'enseignement primaire couvre les niveaux 0, 1 et 2 de la CITE, l'enseignement secondaire correspond aux niveaux 3B, 3A et 4, et l'enseignement supérieur englobe les niveaux 5B, 5A et 6. La moyenne de l'OCDE exclut l'Espagne en raison de données manquantes.

Source : (OCDE, 2019^[4]), *PISA 2018 Results (Volume II): Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125914>

Encadré 6.1. Mesure et programme statistique à venir

Les connaissances et les compétences désignent le savoir et les aptitudes de chacun. Les compétences à l'écrit et en mathématiques sont des compétences élémentaires qui permettent à chacun de prendre pleinement part aux activités quotidiennes comme le travail et les loisirs ; néanmoins, d'autres compétences, comme les compétences scientifiques et numériques, deviennent de plus en plus nécessaires pour participer aux activités économiques et sociales. Outre ces compétences élémentaires, la gamme des connaissances et des compétences susceptibles de contribuer au bien-être est vaste, des compétences professionnelles spécifiques jusqu'aux compétences parentales. Les compétences non cognitives, comme les compétences sociales et émotionnelles – y compris l'ingéniosité, la persévérance, la capacité d'adaptation et le travail en équipe – peuvent aussi être considérées comme des compétences essentielles. Les indicateurs utilisés dans ce chapitre (Tableau 6.1) portent uniquement sur les compétences cognitives ; l'une des principales priorités des travaux statistiques à l'avenir consistera à évaluer les autres aspects des connaissances et des compétences individuelles (voir ci-dessous).

Tableau 6.1. Indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Compétences des élèves	Scores moyens au PISA en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences (présentés séparément)	Rapport interdécile D9/D1 des scores au PISA en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences (présentés séparément)	Écarts au niveau des scores moyens au PISA en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences	Proportion des élèves de 15 ans ayant des résultats inférieurs au Niveau 2 en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences (toutes matières confondues)
Compétences des adultes	Scores moyens au PIAAC en mathématiques et à l'écrit (présentés séparément)	Rapport interdécile D9/D1 des scores au PIAAC en mathématiques et à l'écrit (présentés séparément)	Écarts au niveau des scores moyens au PIAAC en mathématiques et à l'écrit	Proportion d'adultes enregistrant un score inférieur ou égal au Niveau 1 à la fois à l'écrit et en mathématiques

Les compétences cognitives des élèves sont mesurées sur la base des scores obtenus aux épreuves du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) en 2018. Les évaluations du PISA sont réalisées tous les trois ans, la matière principale évaluée alternant entre les mathématiques, la compréhension de l'écrit et les sciences. Le dernier cycle du PISA portait sur la compréhension de l'écrit. En 2018, ont participé au PISA environ 600 000 élèves de 15 ans, représentant 32 millions d'élèves dans 79 pays. Les évaluations PISA sont normalisées de sorte que la moyenne de l'OCDE soit fixée à 500 points, avec un écart-type de 100 points. Cette normalisation étant réalisée la première année où une matière est choisie comme domaine majeur d'évaluation, la moyenne de l'OCDE peut ne pas être égale à 500 au cours d'une année donnée. Les tendances chronologiques du PISA sont fondées sur la moyenne de chaque période de trois ans (puisque les évaluations ont lieu tous les trois ans), depuis la première année où une matière est choisie comme matière principale de l'évaluation jusqu'à aujourd'hui. C'est pourquoi, pour le PISA 2018, les tendances chronologiques sont calculées comme des tendances moyennes à compter de 2003 pour les mathématiques, de 2006 pour les sciences et de 2000 pour la compréhension de l'écrit. Étant donné que les évaluations du PISA se déroulent dans les établissements scolaires, elles reflètent uniquement

les compétences cognitives des jeunes de 15 ans scolarisés. Ne sont donc pas pris en compte les élèves qui ont abandonné leur scolarité ou qui sont scolarisés à domicile.

Les compétences cognitives des adultes sont mesurées à l'aide des évaluations réalisées dans le cadre du Programme international de l'OCDE pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC), à l'écrit et en mathématiques. Le premier cycle du PIAAC se décomposait en trois vagues, de 2011 à 2017, et couvrait plus de 220 000 adultes dans 38 pays. Les adultes participent à des tests visant à évaluer leurs compétences en mathématiques, à l'écrit et en résolution de problèmes, sur une échelle de notation comprise entre 0 et 500 (contrairement au PISA, les résultats au PIAAC ne sont pas normalisés, ce qui signifie que le score le plus élevé possible est de 500). Pour l'instant, aucune série chronologique n'est disponible pour les compétences des adultes : le cycle 2 du PIAAC est prévu en 2021-22, les résultats étant attendus en 2023. Les données relatives à la Belgique portent uniquement sur la Flandre, et celles du Royaume-Uni sur l'Angleterre et l'Irlande du Nord.

Corrélations entre les indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences

On constate une forte corrélation entre les connaissances et les compétences dans différents domaines et entre les classes d'âge : les pays où les élèves de 15 ans ont de meilleurs résultats en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences sont aussi ceux où le niveau de compétence des adultes à l'écrit et en mathématiques est plus élevé (Tableau 6.2). Les corrélations sont particulièrement élevées (à plus de 0.94) entre les compétences en mathématiques, en sciences et en compréhension de l'écrit à l'âge de 15 ans, et entre les compétences à l'écrit et en mathématiques à l'âge adulte. Le lien de corrélation le plus faible (0.64) est celui que l'on observe entre les compétences à l'écrit à l'âge de 15 ans et les compétences en mathématiques à l'âge adulte.

Tableau 6.2. Il existe une forte corrélation entre les indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs relatifs aux connaissances et aux compétences

	Compétences des élèves - Mathématiques	Compétences des élèves - Compréhension de l'écrit	Compétences des élèves - Sciences	Compétences des adultes - Mathématiques	Compétences des adultes - Écrit
Compétences des élèves - Mathématiques					
Compétences des élèves - Compréhension de l'écrit	0.91*** (36)				
Compétences des élèves - Sciences	0.95*** (37)	0.96*** (36)			
Compétences des adultes - Mathématiques	0.83*** (29)	0.64*** (28)	0.72*** (29)		
Compétences des adultes - Écrit	0.85*** (29)	0.72*** (28)	0.79*** (29)	0.96*** (29)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; la valeur entre parenthèses correspond au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Dans l'ensemble d'indicateurs actuel, les connaissances et les compétences des élèves de 15 ans et des adultes sont principalement évaluées dans les domaines de la compréhension de l'écrit et des mathématiques. Or il existe d'autres indicateurs qui traduisent les connaissances et les compétences – y compris la capacité à résoudre des problèmes, le raisonnement logique et les compétences non cognitives – qui ne sont pas pris en compte dans les indicateurs utilisés dans ce chapitre. Le PIAAC a lancé un module dédié à la résolution de problèmes qui sera inclus dans les prochaines vagues d'évaluation. L'Étude de l'OCDE sur les compétences sociales et émotionnelles vise à évaluer les aptitudes non cognitives pendant l'enfance et l'adolescence : ce projet ayant été lancé au milieu de l'année 2017, aucune donnée n'est pour l'instant disponible au titre de cette étude.

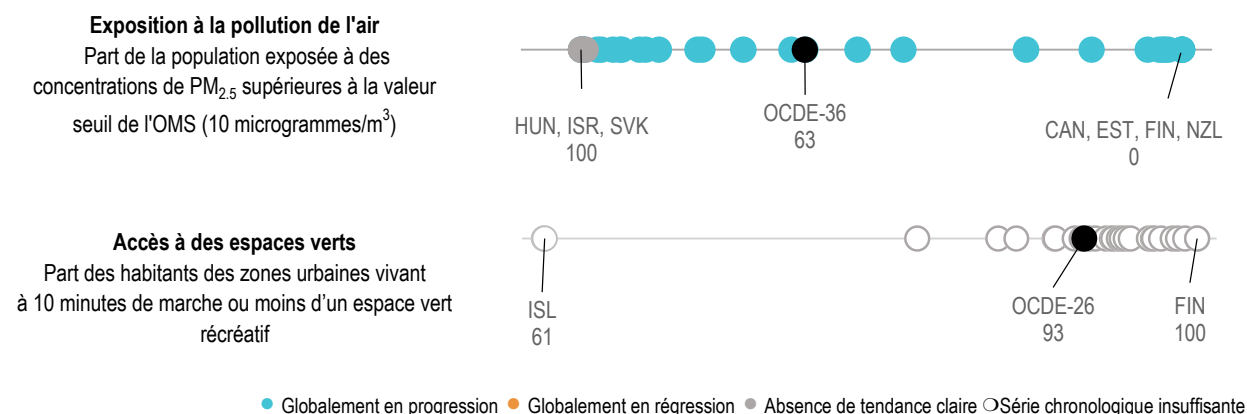
Références

- Breda, T., E. Jouini et C. Napp (2018), « Societal inequalities amplify gender gaps in math », *Science*, vol. 359/6381, pp. 1219-1220, <http://dx.doi.org/10.1126/science.aar2307>. [3]
- OCDE (2019), *PISA 2018 Results (Volume II) : Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en>. [4]
- OCDE (2019), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) : Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/ec30bc50-fr>. [1]
- OCDE (2016), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Études de l'OCDE sur les compétences, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr>. [2]

7 Qualité de l'environnement

La qualité de l'environnement renvoie à la fois aux risques environnementaux et aux aménités environnementales – qu'illustreront ici la qualité de l'air et l'accès à des espaces verts. Près de deux tiers des habitants des pays de l'OCDE sont exposés à des concentrations dangereuses de particules fines (PM_{2.5}) dans l'air qu'ils respirent. Depuis 2005, ces concentrations ont diminué en règle générale, mais pas toujours dans les endroits les plus pollués : dans un quart des pays de l'OCDE, la totalité (ou quasi-totalité) de la population reste exposée à des niveaux dangereux. Les écarts d'exposition peuvent être aussi forts à l'intérieur des pays qu'entre les pays : ainsi, l'exposition à des concentrations dangereuses de PM_{2.5} concerne parfois moins d'un pour cent de la population dans telle région, mais 100 % dans telle autre. Près de 7 % des habitants des villes européennes n'ont pas accès à des espaces verts à proximité de chez eux ; on ne dispose pas encore de données comparables pour les autres pays de l'OCDE.

Graphique 7.1. Qualité de l'environnement : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2017 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée. S'agissant de l'accès à des espaces verts, les zones urbaines comprennent uniquement les villes d'au moins 50 000 habitants ; dans le cas de l'Islande, seule la capitale est donc prise en compte.

Sources : OCDE, *Exposure to PM_{2.5} in countries and regions* (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5 et (Poelman, 2018^[11]), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities, update using completed Copernicus urban atlas data », *Regional and Urban Policy*, Commission européenne, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2018_01_green_urban_area.pdf.

Exposition à la pollution de l'air extérieur

Les particules fines ou PM_{2.5} sont des polluants atmosphériques qui peuvent provoquer chez les personnes qui les inhalent de graves problèmes de santé, notamment des maladies respiratoires et cardiovasculaires. Dans les pays de l'OCDE, près de deux tiers des habitants (63 %) sont exposés à des concentrations supérieures au seuil de 10 microgrammes par mètre cube, au-delà duquel la pollution de l'air par les PM_{2.5} représente un danger pour la santé humaine selon l'OMS (Graphique 7.2). L'exposition annuelle moyenne à des concentrations supérieures au seuil concerne moins d'un pour cent des habitants au Canada, en Estonie, en Finlande et en Nouvelle-Zélande, mais la totalité (ou quasi-totalité) de la population est exposée à des concentrations dangereuses de polluants atmosphériques en Corée, en Grèce, en Hongrie, en Israël, au Mexique, aux Pays-Bas, en Pologne, en République slovaque, en République tchèque et en Slovénie, de même qu'au Costa Rica et en Afrique du Sud parmi les pays partenaires de l'OCDE.

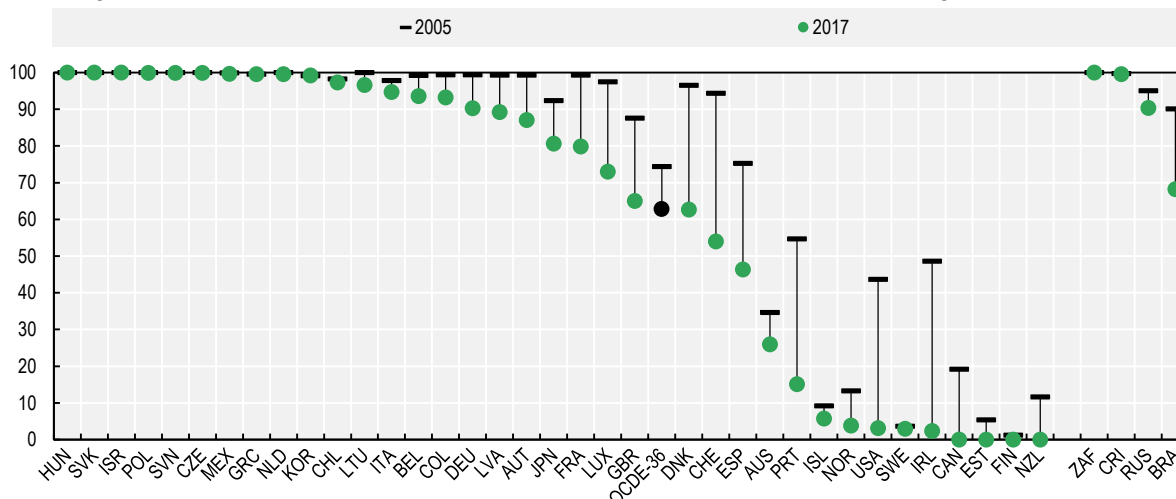
Entre 2005 et 2017, tous pays de l'OCDE confondus, le pourcentage de la population exposée à des concentrations de PM_{2.5} supérieures à 10 microgrammes/m³ a diminué de 12 points (Graphique 7.2). Les améliorations les plus marquées ont été observées en Irlande, aux États-Unis, au Portugal et en Suisse, où cette proportion a baissé de 40 points de pourcentage ou plus. Il n'y a pas eu d'amélioration en Corée, en Grèce, en Hongrie, en Israël, au Mexique, aux Pays-Bas, en Pologne, en République slovaque, en République tchèque ou en Slovénie, où tous (ou presque tous) les habitants continuent d'être exposés à des niveaux de PM_{2.5} de plus de 10 microgrammes/m³. Le constat est le même pour le Costa Rica et l'Afrique du Sud.

Le recours à plusieurs seuils permet de mieux apprécier la gravité de la pollution de l'air (Graphique 7.3) et donne une image plus nuancée. Par exemple, on constate que dans certains pays où une très forte proportion de la population est exposée à des concentrations de plus de 10 et 15 microgrammes/m³ (Hongrie, Slovénie, République slovaque...), aucun habitant ou presque ne subit des concentrations de

plus de 20 microgrammes/m³. Au Chili et en Corée, en revanche, plus de 40 % de la population est confrontée au seuil d'exposition le plus nocif.

Graphique 7.2. Par rapport à 2005, les populations exposées à des concentrations de PM_{2.5} supérieures au seuil de l'OMS sont moins nombreuses

Pourcentage de la population exposée à des concentrations de PM_{2.5} de plus de 10 microgrammes/m³



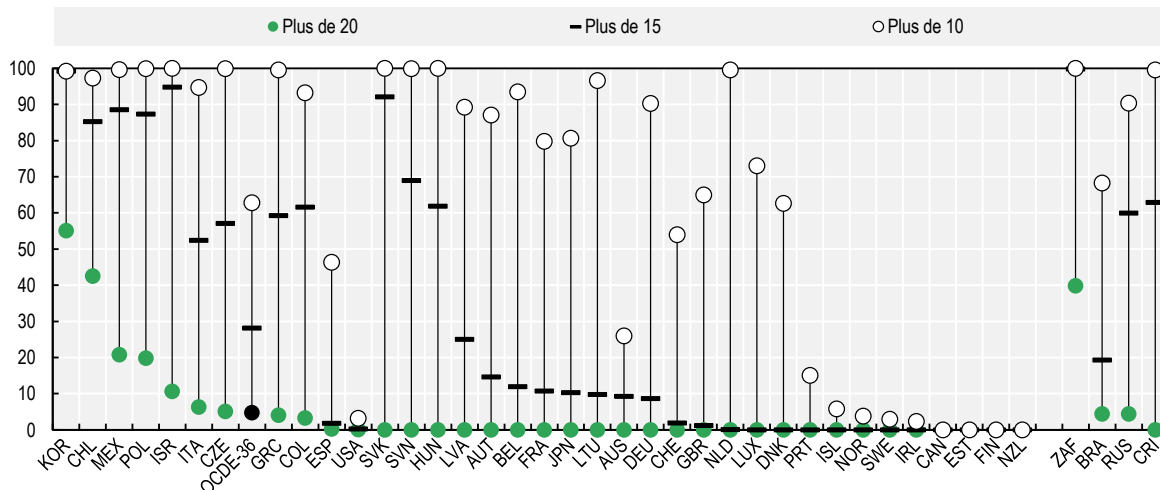
Note : La moyenne de l'OCDE exclut la Turquie, pour laquelle on ne dispose pas de données. Pour cet indicateur seulement, l'année de référence est 2005 et non 2010, car il est impossible de dégager des tendances locales fiables sur une période plus courte en raison de la couverture géographique et temporelle hétérogène des observations existantes provenant des satellites et stations de surveillance au sol. Voir (Shaddick et al., 2018^[2]) pour de plus amples informations sur la méthodologie d'estimation des concentrations.

Source : OCDE, *Exposure to PM_{2.5} in countries and regions* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125933>

Graphique 7.3. Plus de 20 % des habitants sont exposés à une pollution atmosphérique sévère dans certains pays de l'OCDE

Pourcentage de la population exposée à des concentrations de PM_{2.5} de plus de 10, 15 et 20 microgrammes/m³, 2017



Note : Les pays sont classés en fonction de la part de la population exposée à des concentrations de PM_{2.5} supérieures à 20 microgrammes/m³, puis à 15 microgrammes/m³ et enfin à 10 microgrammes/m³. La moyenne de l'OCDE exclut la Turquie, pour laquelle on ne dispose pas de données.

Source : OCDE, *Exposure to PM_{2.5} in countries and regions* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5.

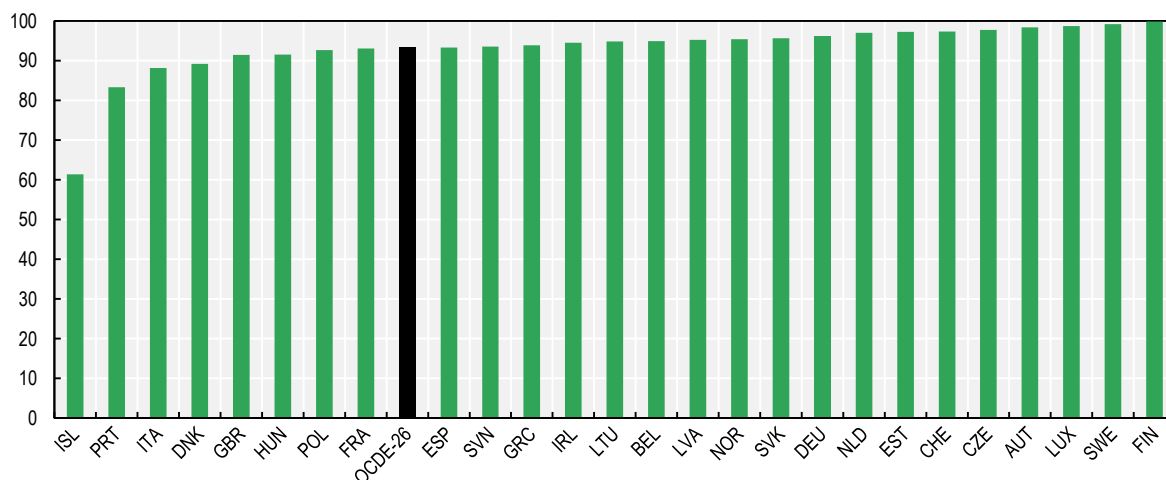
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125952>

Accès à des espaces verts récréatifs dans les zones urbaines

En Europe, 93 % en moyenne des habitants des zones urbaines vivent à 10 minutes de marche ou moins d'un parc public, d'une forêt ou d'un autre espace vert récréatif (Graphique 7.4). En Autriche, en Finlande, au Luxembourg et en Suède, cette proportion dépasse 98 %, tandis qu'en Islande, elle est de seulement deux tiers.

Graphique 7.4. La majorité de la population urbaine européenne a accès à des espaces verts récréatifs

Pourcentage des habitants des zones urbaines vivant à 10 minutes de marche ou moins d'un espace vert récréatif, 2012



Note : Les espaces verts pris en compte sont ceux d'une superficie minimum de 0,25 hectare à usage principalement récréatif, tels que les jardins, les zoos, les parcs, y compris ceux de châteaux, et les aires naturelles suburbaines devenues des parcs urbains et gérées comme tels. Les forêts en lisière des villes en font également partie. Sont considérées comme zones urbaines les villes (relativement grandes) dont le centre urbain compte 50 000 habitants ou plus ; dans le cas de l'Islande, seule est donc prise en compte la capitale, où beaucoup d'espaces verts ne répondent pas à la définition des usages récréatifs retenue dans la présente méthodologie. La moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, pays pour lesquels on ne dispose pas de données.

Source : (Poelman, 2018^[1]), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities, update using completed Copernicus urban atlas data », *Regional and Urban Policy*, Commission européenne,

https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2018_01_green_urban_area.pdf.

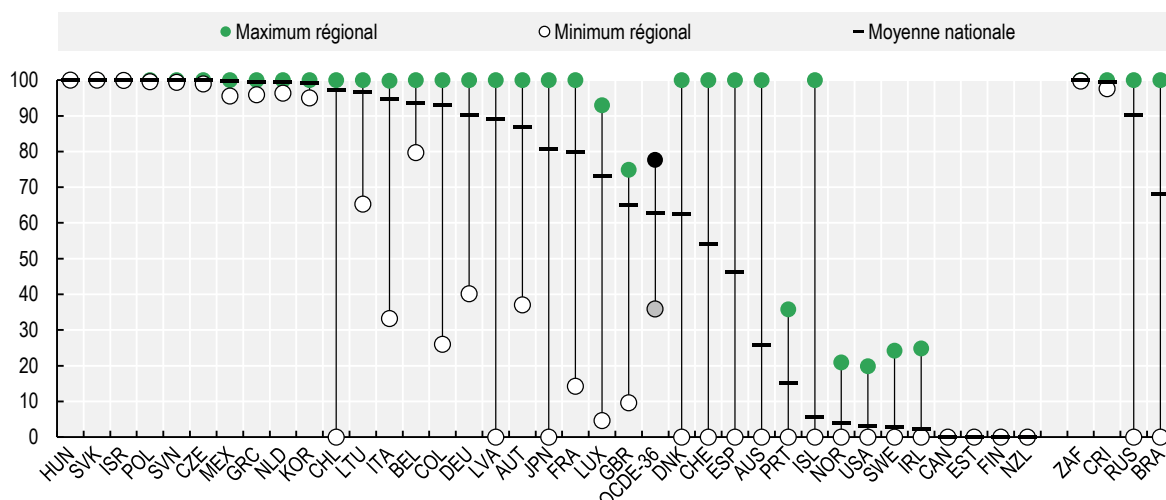
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125971>

Inégalités environnementales : écarts entre groupes de population

En matière de qualité de l'environnement, il reste difficile de mesurer les inégalités horizontales telles que les écarts entre hommes et femmes ou en fonction de l'âge et du niveau d'études. Cependant, on dispose d'informations sur l'exposition à la pollution de l'air au niveau régional (infranational), qui révèlent de fortes disparités à l'intérieur des pays. Ainsi, en Australie, au Chili, au Danemark, en Espagne, en Islande, au Japon et en Suisse, la part de la population exposée à des concentrations dangereuses de PM_{2.5} varie entre moins de 1 % dans la région la moins polluée et 100 % dans la plus polluée. Parmi les pays partenaires, c'est aussi le cas au Brésil et dans la Fédération de Russie (Graphique 7.5).

Graphique 7.5. Les écarts d'exposition à la pollution de l'air peuvent être aussi forts à l'intérieur des pays qu'entre les pays

Pourcentage de la population exposée à des concentrations de PM_{2.5} de plus de 10 microgrammes/m³, 2017



Note : La moyenne de l'OCDE exclut la Turquie, pour laquelle on ne dispose pas de données.

Source : OCDE, *Exposure to PM_{2.5} in countries and regions* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934125990>

Encadré 7.1. Mesure et programme statistique à venir

La qualité de l'environnement a une influence sur la santé humaine par le truchement de la qualité de l'air, de l'eau et des sols, qui dépend notamment de la présence de substances dangereuses et de leur concentration. Elle est aussi importante en soi aux yeux des personnes qui attachent de la valeur à la beauté naturelle et aux aménités qui influent sur leurs choix de vie (l'endroit où elles vivent, par exemple) (Balestra et Dottori. Davide, 2012^[3]). Enfin, les individus tirent bénéfice des services et actifs environnementaux. L'accès à des espaces verts est ainsi associé à de nombreux avantages en termes de santé et de bien-être : relaxation psychologique, diminution du stress, activité physique accrue, atténuation de l'exposition à la pollution de l'air, aux chaleurs excessives et au bruit, amélioration du capital social et comportements respectueux de l'environnement (Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2016^[4]) (Engemann et al., 2019^[5]). Les indicateurs de ce chapitre (Tableau 7.1) sont complétés par un plus large éventail d'indicateurs du capital naturel décrits dans le chapitre de référence 14.

Tableau 7.1. Indicateurs de la qualité de l'environnement examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Exposition à la pollution de l'air extérieur (supérieure à la valeur seuil de l'OMS)	Exposition à la pollution de l'air extérieur	s.o.	Écarts d'exposition à la pollution de l'air extérieur (par macrorégion uniquement)	s.o.
Accès à des espaces verts	Accès à des espaces verts	s.o.	s.o.	s.o.

L'exposition à la pollution de l'air extérieur renvoie à la proportion de la population vivant dans des zones où la concentration moyenne annuelle de particules fines de diamètre inférieur à 2.5 microns (PM_{2.5}) dépasse la valeur guide de qualité de l'air de l'OMS, fixée à 10 microgrammes par mètre cube (OMS, 2006^[6]). Les particules fines sont des polluants atmosphériques qui peuvent provoquer chez les personnes qui les inhalent de graves problèmes de santé, notamment des maladies respiratoires et cardiovasculaires, et qui sont particulièrement nocifs pour les enfants et les personnes âgées. Les estimations des concentrations de PM_{2.5} présentées ici proviennent du projet Global Burden of Disease 2017. Elles sont obtenues en combinant des observations satellitaires, des modèles de transport chimique et des mesures provenant des réseaux de stations de surveillance au sol. Les concentrations estimées sont pondérées par la population à l'aide d'ensembles de données de population carroyées issues du projet Global Human Settlement du Centre commun de recherche de l'UE. Ceux-ci sont produits en répartissant les estimations démographiques établies sur la base de recensements dans le cadre du projet Gridded Population of the World, version 4, du Socioeconomic Data and Applications Center de la NASA, en fonction de la densité et de la distribution des superficies bâties. Les limites territoriales sous-jacentes proviennent des Global Administrative Unit Layers élaborés par la FAO et de la Classification territoriale de l'OCDE lorsqu'elles étaient disponibles. La précision de ces estimations de l'exposition est très variable selon les endroits. Elle est généralement bonne dans les régions dotées d'un réseau dense de stations de surveillance (comme c'est le cas dans la plupart des économies avancées), mais laisse particulièrement à désirer dans les zones où ces stations sont peu nombreuses et dans celles à très forte concentration de population, comme en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud (Shaddick et al., 2018^[2]). Pour certaines régions, parmi lesquelles on trouve en particulier des zones couvertes de neige, des petites îles et des zones côtières, il manque des estimations des concentrations de PM_{2.5} pour une partie du territoire, car les mesures de l'épaisseur optique des aérosols réalisées par satellite ne sont pas fiables lorsque la couverture terrestre dominante est très réfléchissante (Mackie, Hašič et Cárdenas Rodríguez, 2016^[7]).

L'accès à des espaces verts récréatifs dans les zones urbaines désigne le pourcentage de la population urbaine qui vit à dix minutes de marche ou moins d'un espace vert récréatif. Les zones urbaines sont définies comme les villes (relativement grandes) dont le centre urbain compte 50 000 habitants ou plus (Dijkstra et Poelman, 2012^[8]). Selon la définition retenue, les espaces verts sont ceux dont la superficie est égale ou supérieure à 0.25 hectare et qui sont à usage principalement récréatif, tels que les jardins, les zoos, les parcs, y compris ceux de châteaux, et les aires naturelles suburbaines devenues des parcs urbains et gérées comme tels. Les forêts en lisière des villes en font également partie. La méthode sous-jacente consiste à déterminer un périmètre aisément accessible à pied – en 10 minutes environ en marchant à 5 km/h en moyenne – autour d'un polygone habité de l'atlas urbain. Les données ont été calculées par Poelman (Poelman, 2018^[1] ; Poelman, 2016^[9]) à partir des polygones (données satellitaires) de l'Atlas urbain européen (Copernicus).

Il n'existe pas aujourd'hui de définition universellement admise des espaces verts. Cependant, aux fins d'analyse des effets de ces espaces sur la santé et le bien-être des populations, le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe préconise le recours à un indicateur de l'accessibilité des espaces verts fondé sur la proximité et calculé sur la base de l'atlas urbain européen, qu'il considère comme la solution la plus appropriée et la plus viable pour produire des données internationales sur les espaces verts urbains dans l'UE (Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 2016^[4]). À l'heure actuelle, il n'est pas prévu d'actualiser régulièrement cet indicateur.

Corrélations entre les indicateurs de qualité de l'environnement

Il n'existe pas de corrélation entre pollution de l'air et accès à des espaces verts dans les 26 pays de l'OCDE dans lesquels des données sont disponibles pour l'une et l'autre (Tableau 7.2). Cela signifie que chaque indicateur examiné dans ce chapitre rend compte d'une facette différente de la qualité de l'environnement.

Tableau 7.2. Il n'existe pas de corrélation entre la pollution de l'air et l'accès à des espaces verts

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de qualité de l'environnement

	Pollution de l'air (PM _{2.5})	Accès à des espaces verts récréatifs dans les zones urbaines
Pollution de l'air (PM _{2.5})		
Accès à des espaces verts récréatifs dans les zones urbaines	0.22 (27)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; la valeur entre parenthèses correspond au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Un ensemble idéal d'indicateurs de qualité de l'environnement devrait fournir des informations sur l'impact des risques environnementaux sur la santé humaine, sur l'accès des populations aux aménités et services environnementaux, ainsi que sur l'appréciation que portent les individus sur leurs conditions et aménités environnementales et les sentiments qu'elles leur inspirent. Les informations comparables au niveau international aujourd'hui disponibles sont toutefois limitées. Il serait possible de renforcer encore le travail de mesure réalisé dans le cadre de *Comment va la vie ?* en définissant et en produisant des données harmonisées au niveau international concernant les éléments suivants :

- Des indicateurs de l'accès des populations aux aménités et services environnementaux – en particulier de la qualité de l'eau et des espaces verts récréatifs (ce dernier indicateur est aujourd'hui disponible uniquement pour les centres urbains des pays européens de l'OCDE et peut être considéré comme un indicateur provisoire dans l'attente de meilleures données).
- Des indicateurs qui rendent compte de l'appréciation que portent les individus sur leurs conditions et aménités environnementales et des sentiments qu'elles leur inspirent. La qualité de l'environnement est prise en compte des individus, qui attachent de l'importance à la beauté naturelle et à la salubrité de celui-ci (Balestra et Dottori, Davide, 2012^[3]). La perception des aménités (et nuisances) environnementales pèse également sur leurs choix, par exemple sur celui du lieu de résidence (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009^[10]).
- Les inégalités horizontales autres que régionales et territoriales (par exemple, en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études). Les éléments dont on dispose aujourd'hui sont parcellaires. En 2018, la Direction de l'environnement de l'OCDE a lancé le projet sur la « géographie du bien-être », qui vise à constituer une vaste base de données ventilant l'exposition aux risques environnementaux par catégorie socioéconomique, en faisant appel à

des indicateurs harmonisés au niveau international. Ce projet peut être considéré comme un premier pas qui va dans le sens voulu.

- Les dégâts occasionnés par les catastrophes environnementales, qui ont été associés sur le plan théorique à la qualité de l'environnement (Stiglitz, Sen et Fitoussi, 2009^[10]).
- Il existe des informations sur la mortalité et la morbidité (années de vie corrigées de l'incapacité (AVCI)) imputables à certains risques environnementaux (pollution de l'air, plomb, présence de radon dans les habitations, eau non salubre, assainissement, lavage des mains), que l'on pourrait envisager d'intégrer à l'avenir.

Références

- Balestra, C. et Dottori. Davide (2012), « Aging society, health and the environment », *Journal of Population Economics*, vol. 25/3. [3]
- Bureau régional de l'OMS pour l'Europe (2016), *Urban green spaces and health - A review of evidence*, http://euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/321971/Urban-green-spaces-and-health-review-evidence.pdf?ua=1 (consulté le 18 juillet 2019). [4]
- Dijkstra, L. et H. Poelman (2012), « Cities in Europe, the new OECD-EC definition », *Politique régionale et urbaine*, Commission européenne, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/focus/2012_01_city.pdf (consulté le 9 septembre 2019). [8]
- Engemann, K. et al. (2019), « Residential green space in childhood is associated with lower risk of psychiatric disorders from adolescence into adulthood », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 116/11, pp. 5188-5193, <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.1807504116>. [5]
- Mackie, A., I. Hašič et M. Cárdenas Rodríguez (2016), « Population Exposure to Fine Particles: Methodology and Results for OECD and G20 Countries », *OECD Green Growth Papers*, n° 2016/02, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jlsqs8g1t9r-en> (consulté le 18 juillet 2019). [7]
- OMS (2006), *Lignes directrices OMS relatives à la qualité de l'air : particules, ozone, dioxyde d'azote et dioxyde de soufre*, https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/69476/WHO_SDE_PHE_OEH_06.02_fre.pdf?sequence=1&isAllowed=y (consulté le 18 juillet 2019). [6]
- Poelman, H. (2018), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities, update using completed Copernicus urban atlas data », n° 01/2018, Commission européenne, *Politique régionale et urbaine*, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2018_01_green_urban_area.pdf (consulté le 18 juillet 2019). [1]
- Poelman, H. (2016), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities », n° 01/2016, Commission européenne, *Politique régionale et urbaine*, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2016_03_green_urban_area.pdf (consulté le 18 juillet 2019). [9]

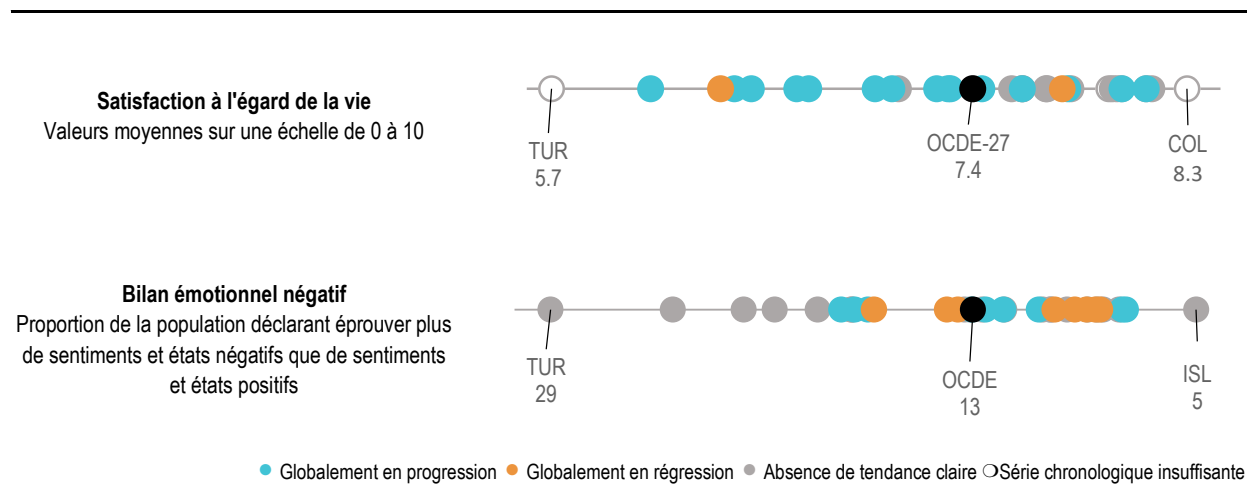
- Shaddick, G. et al. (2018), « Data Integration for the Assessment of Population Exposure to Ambient Air Pollution for Global Burden of Disease Assessment », *Environmental Science & Technology*, vol. 52/16, pp. 9069-9078, <http://dx.doi.org/10.1021/acs.est.8b02864>. [2]
- Stiglitz, J., A. Sen et J. Fitoussi (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/094000427.pdf> (consulté le 18 juillet 2019). [10]

8

Bien-être subjectif

Le bien-être subjectif évoque un bon état psychique et concerne la manière dont les individus perçoivent leur vie. Dans les pays de l'OCDE, la satisfaction à l'égard de la vie (mesurée sur une échelle graduée de 0 à 10) est comprise entre moins de 6 et plus de 8 en moyenne. Entre 2013 et 2018, ce score moyen a légèrement augmenté, passant de 7.2 à 7.4 (d'après les données se rapportant à 27 pays de l'OCDE). Néanmoins, une forte proportion de la population (environ 7 % en moyenne) continue de faire état d'une faible satisfaction et environ une personne sur huit éprouve plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs au cours d'une journée type. En moyenne, la satisfaction à l'égard de la vie est pratiquement la même parmi les hommes et parmi les femmes, mais dans près de la moitié des pays de l'OCDE, la proportion de personnes déclarant ressentir plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs est plus élevée parmi les femmes que parmi les hommes. Il existe en outre des inégalités de bien-être subjectif selon le niveau d'études. Enfin, les pays où les inégalités de bien-être sont plus grandes affichent également des scores moyens plus faibles.

Graphique 8.1. Bien-être subjectif : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir). Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

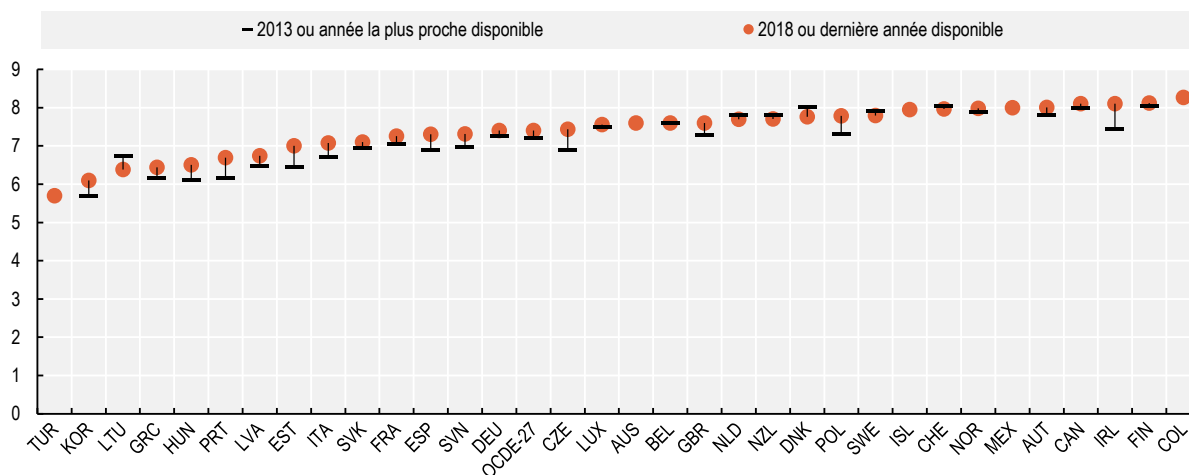
Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande et de *Gallup World Poll* (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

Satisfaction à l'égard de la vie

Dans les pays de l'OCDE, la satisfaction à l'égard de la vie, que l'on mesure en invitant les individus à évaluer leur vie sur une échelle graduée de 0 (« pas du tout satisfait ») à 10 (« totalement satisfait »), est comprise en moyenne entre moins de 6.5 en Turquie, Corée, Lituanie et Grèce et plus de 8 au Canada, en Irlande, en Finlande et en Colombie (Graphique 8.2). Depuis 2013, elle est restée stable ou s'est améliorée dans la plupart des 27 pays de l'OCDE pour lesquels il existe des données, et la moyenne de l'OCDE est passée de 7.2 à 7.4. Elle a progressé d'au moins 5 % dans dix pays (Irlande, Portugal, Estonie, République tchèque, Corée, Hongrie, Pologne, Espagne, Italie et Slovénie) entre 2013 et 2018. La chute la plus forte est observée en Lituanie (-5 %) et au Danemark (-3 %).

Graphique 8.2. En moyenne, la satisfaction à l'égard de la vie a légèrement progressé dans les pays de l'OCDE depuis 2013

Valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de la vie sur une échelle graduée de 0 (« pas du tout satisfait ») à 10 (« totalement satisfait »)



Note : La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie et le Mexique et 2013 pour l'Islande et la Turquie. La première année disponible est 2014 pour la Nouvelle-Zélande. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, Israël, le Japon et les États-Unis en raison de l'absence de données ; la Corée en raison de différences méthodologiques ; et l'Australie, la Colombie, l'Islande, le Mexique et la Turquie, pour lesquels une seule observation est disponible. Les données se rapportent à la population âgée de 19 à 69 ans en Corée ; de 18 ans et plus au Mexique ; de 15 ans et plus en Australie, au Canada, en Colombie et en Nouvelle-Zélande ; et de 16 ans et plus dans tous les autres cas. Les données relatives à la Corée (en gris) sont peu comparables en raison de la tranche d'âge considérée et du format de réponse utilisé (voir Encadré 8.1). Pour l'Irlande et le Royaume-Uni, les données relatives à 2018 sont provisoires.

Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande.

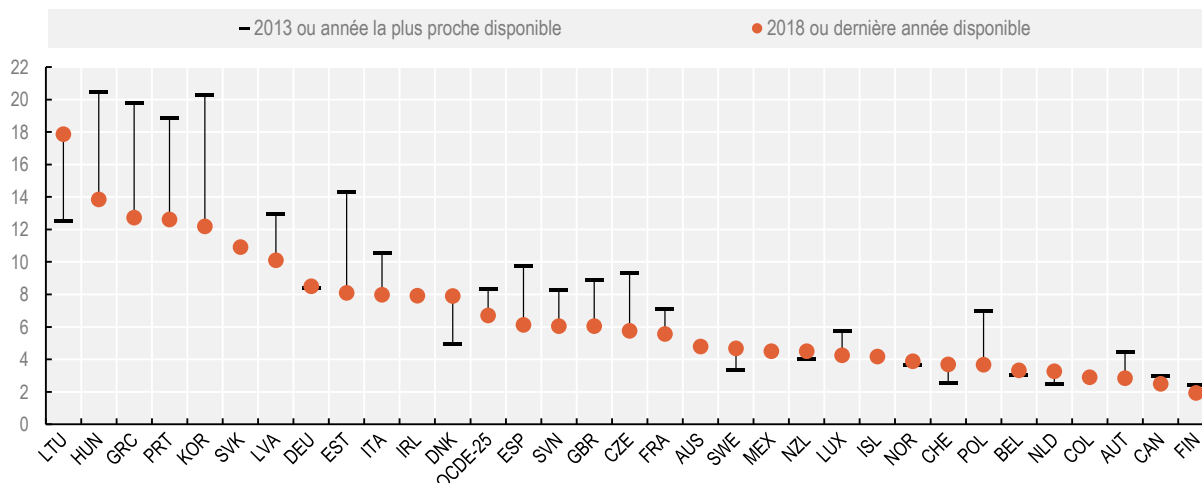
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126009>

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 6.7 % de la population se déclarent très peu satisfaits de leur vie (score inférieur ou égal à 4 sur 10) (Graphique 8.3). Ce pourcentage varie de plus de 12.5 % en Lituanie, Hongrie, Grèce et Portugal à moins de 3 % en Finlande, au Canada, en Autriche et en Colombie. Il a diminué de 1.6 point de pourcentage en moyenne depuis 2013, passant de 8.3 % à 6.7 % dans les 25 pays de l'OCDE pour lesquels il existe des données. Globalement, les pays de l'OCDE où la proportion de personnes insatisfaites de leur vie a le plus diminué sont également ceux qui affichaient les indicateurs de privation les plus élevés en 2013. À l'inverse, quelques pays (la Suisse, la Suède et le Danemark) qui

affichaient des indicateurs de privation faibles en 2013 et se caractérisent par des scores moyens globalement élevés ont vu leurs indicateurs de privation augmenter de plus de 1 point de pourcentage. En Lituanie, les indicateurs de privation étaient déjà élevés en 2013 et s'étaient encore dégradés en 2018.

Graphique 8.3. La proportion de personnes très insatisfaites de leur vie a diminué de 1.6 point de pourcentage depuis 2013 dans les pays de l'OCDE

Proportion de la population évaluant à 4 ou moins (sur une échelle de 0 à 10) sa satisfaction à l'égard de sa vie, en pourcentage



Note : La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie et le Mexique et 2013 pour l'Islande, l'Irlande et la République slovaque. La première année disponible est 2014 pour la Nouvelle-Zélande. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, Israël, le Japon, la Turquie et les États-Unis en raison de l'absence de données ; la Corée en raison de différences méthodologiques au niveau de la collecte des données ; et l'Australie, la Colombie, l'Irlande, l'Islande, le Mexique et la République slovaque, pour lesquels une seule observation est disponible. Les données se rapportent à la population âgée de 19 à 69 ans en Corée ; de 18 ans et plus au Mexique, de 15 ans et plus en Australie, au Canada, en Colombie et en Nouvelle-Zélande et de 16 ans et plus dans tous les autres cas. Les données relatives à la Corée (en gris) sont peu comparables en raison de la tranche d'âge considérée et du format de réponse utilisé (voir Encadré 8.1).

Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126028>

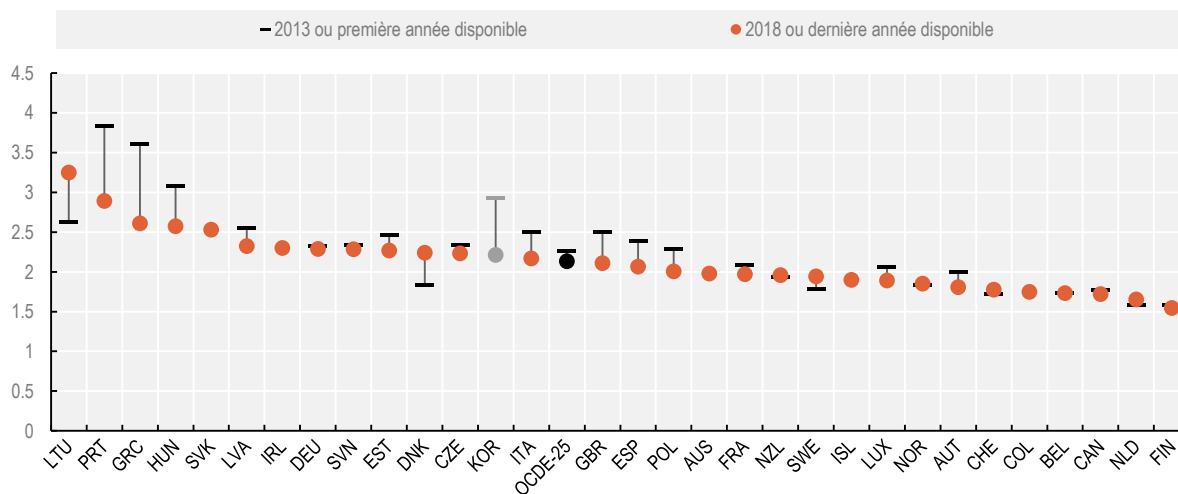
La dispersion globale (les « inégalités verticales ») de l'indicateur de satisfaction à l'égard de la vie varie sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre. En Lituanie, au Portugal, en Grèce, en Hongrie et en République slovaque, le score moyen du quintile supérieur de la distribution est au moins 2.5 fois plus élevé que le score moyen du quintile inférieur (Graphique 8.4). C'est en Finlande, aux Pays-Bas, au Canada, en Belgique, en Colombie, en Suisse et en Autriche que les inégalités sont les plus faibles, le score moyen étant environ 1.5 à 1.8 fois plus élevé dans le quintile supérieur que dans le quintile inférieur.

Dans l'ensemble, les données confirment le tableau obtenu pour l'indicateur de privation (Graphique 8.3) en ce sens que les pays de l'OCDE où, en moyenne, la population est la plus satisfaite de sa vie sont également ceux où les écarts entre les différents groupes sont les plus faibles, tandis que ceux où la satisfaction à l'égard de la vie est la plus faible affichent des disparités plus grandes. De surcroît, l'écart entre le quintile supérieur et le quintile inférieur s'est resserré depuis 2013 dans plusieurs pays de l'OCDE. C'est en Grèce, au Portugal, en Corée et en Hongrie qu'il s'est le plus réduit. En revanche, il s'est creusé par rapport à 2013 en Lituanie, au Danemark et en Suède – et dans tous les pays, cette tendance

s'explique par une dégradation du score moyen dans le quintile inférieur et non par une augmentation du score dans le quintile supérieur.

Graphique 8.4. Dans les pays de l'OCDE où les écarts sont les plus grands, la satisfaction à l'égard de la vie est en moyenne 2.5 fois plus élevée dans le quintile supérieur de la distribution que dans le quintile inférieur

Rapport S80/S20 de la satisfaction à l'égard de la vie



Note : Le rapport interquintile S80/S20 est un indicateur de dispersion ou d'« inégalité verticale » ; il s'obtient en divisant le score moyen du quintile supérieur de la distribution de la satisfaction à l'égard de la vie par le score moyen du quintile inférieur. La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie et le Mexique et 2013 pour l'Islande, l'Irlande et la République slovaque. La première année disponible est 2014 pour la Nouvelle-Zélande. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, Israël, le Japon, la Turquie et les États-Unis en raison de l'absence de données ; la Corée en raison de différences méthodologiques au niveau de la collecte des données ; et l'Australie, la Colombie, le Mexique, l'Irlande, l'Islande et la République slovaque, pour lesquels une seule observation est disponible. Les données se rapportent à la population âgée de 19 à 69 ans en Corée ; de 18 ans et plus au Mexique ; de 15 ans et plus en Australie, au Canada, en Colombie et en Nouvelle-Zélande et de 16 ans et plus dans tous les autres cas. Les données relatives à la Corée (en gris) sont peu comparables en raison de la tranche d'âge considérée et du format de réponse utilisé (voir Encadré 8.1).

Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126047>

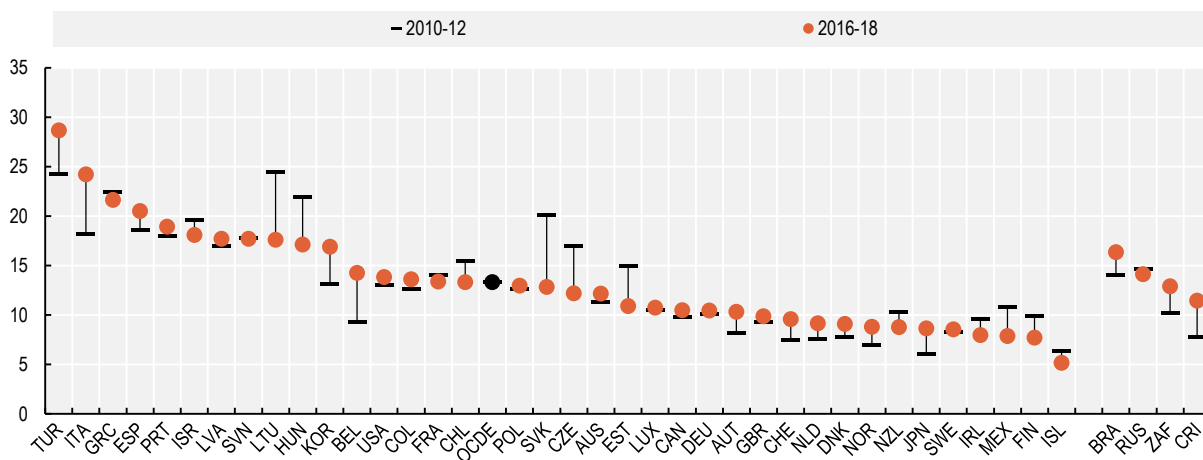
Bilan émotionnel négatif

Un peu plus de 13 % de la population de l'OCDE disent ressentir plus de sentiments négatifs (colère, tristesse, inquiétude) que positifs (joie, rire, sourires fréquents, détente) – indicateur dénommé « bilan émotionnel négatif ». Ce pourcentage est compris entre plus de 20 % en Turquie, Italie, Grèce et Espagne et 8 % ou moins en Irlande, au Mexique et en Finlande et seulement 5 % en Islande (Graphique 8.5).

Ce bilan s'est dégradé dans certains pays par rapport à 2010, tandis qu'il s'est amélioré dans d'autres. Les pays où la proportion de personnes éprouvant des sentiments négatifs a augmenté le plus (autrement dit où le bilan s'est dégradé) sont l'Italie (hausse de 6 points de pourcentage), la Belgique (près de 5 points de pourcentage), la Turquie, la Corée et le Costa Rica (hausse de 3.5 points dans chacun de ces pays). En revanche, cette proportion a diminué (le bilan s'est donc amélioré) d'au moins 4 points de pourcentage en République slovaque, Lituanie, Hongrie, République tchèque et Estonie.

Graphique 8.5. Environ 13 % de la population indiquent avoir plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs

Proportion de la population ayant eu un bilan émotionnel négatif la veille de l'enquête



Note : Les sentiments négatifs sont la colère, la tristesse et l'inquiétude et les sentiments positifs sont la sensation de détente, la joie, le rire ou le fait de sourire beaucoup ; ils sont ressentis la veille de l'enquête. Le bilan émotionnel est négatif si la personne exprime avoir ressenti plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs la veille de l'enquête.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de *Gallup World Poll* (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126066>

Inégalités de bien-être subjectif : écarts entre différentes catégories de la population

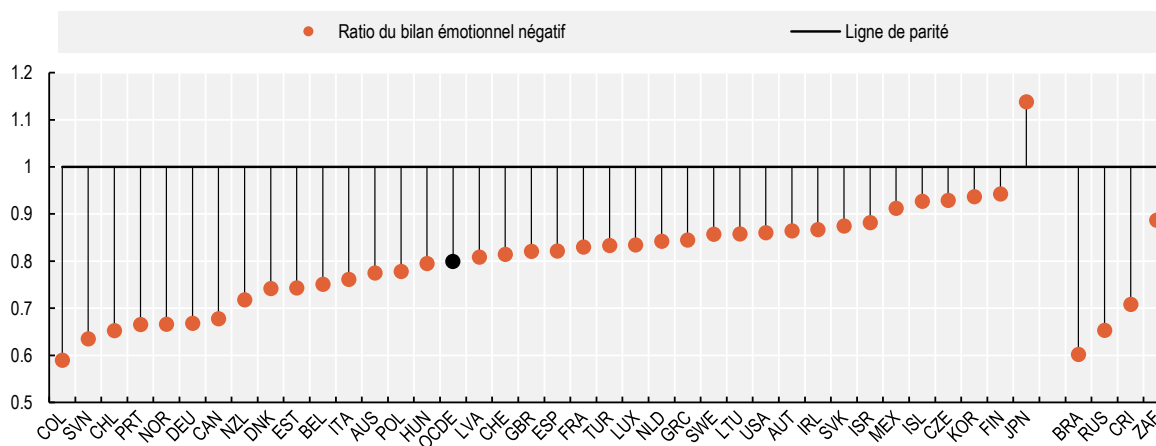
Les écarts entre hommes et femmes sont négligeables en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la vie, mais un pourcentage plus élevé de femmes a un bilan émotionnel négatif

Dans les 32 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les différences entre hommes et femmes en matière de satisfaction à l'égard de la vie sont négligeables. En 2018, le score moyen de satisfaction à l'égard de la vie s'établissait à 7.4 sur une échelle graduée de 0 à 10 pour les hommes comme pour les femmes. L'écart entre les sexes ne dépassait 0.2 point qu'en Estonie et en Corée (où les femmes se disaient plus satisfaites de leur vie que les hommes) et en Lituanie et au Portugal (où l'inverse était vrai).

Il existe un écart hommes-femmes plus net pour ce qui est du bilan émotionnel, et le bilan était plus positif pour les hommes que pour les femmes (Graphique 8.6). En moyenne dans les pays de l'OCDE, 15 % des femmes déclarent avoir plus de sentiments négatifs que de sentiments positifs, contre seulement 12 % des hommes, soit un ratio hommes-femmes d'environ 0.80. Dans près de la moitié des pays de l'OCDE, le pourcentage de personnes ayant un bilan émotionnel négatif est supérieur d'au moins 3 points de pourcentage parmi les femmes. Le Japon est le seul pays où le pourcentage de personnes faisant état d'un bilan négatif est plus élevé parmi les hommes que parmi les femmes (7.9 % contre 6.9 %), mais dans ce pays, ce pourcentage est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE pour les hommes comme pour les femmes (13 %).

Graphique 8.6. Le pourcentage de personnes affichant un bilan émotionnel négatif est plus élevé parmi les femmes que parmi les hommes

Bilan émotionnel négatif : ratio hommes-femmes, données groupées relatives à 2010-18



Note : Le ratio hommes-femmes se calcule en divisant les valeurs moyennes obtenues pour les hommes par les valeurs moyennes obtenues pour les femmes. Un ratio supérieur à 1 indique des résultats relatifs meilleurs pour les femmes et un ratio inférieur à 1 de meilleurs résultats pour les hommes.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de *Gallup World Poll* (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

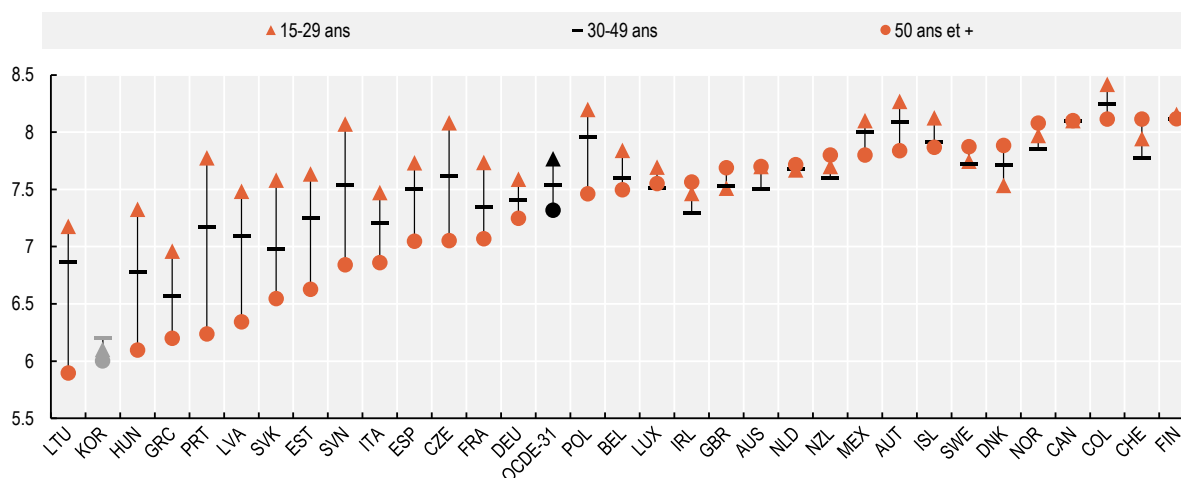
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126085>

Les moins de 30 ans sont plus satisfaits de leur vie et ont un bilan émotionnel plus positif que leurs aînés

En règle générale, les jeunes sont plus nombreux à être satisfaits de leur vie que leurs aînés (Graphique 8.7) et moins nombreux à avoir un bilan émotionnel négatif (Graphique 8.8). Dans les pays de l'OCDE, le score de satisfaction à l'égard de la vie s'établit en moyenne à 7.8 au sein de la génération âgée de 15 à 29 ans, à 7.5 parmi les personnes âgées de 30 à 49 ans et à 7.3 à partir de 50 ans. Le pourcentage de personnes affichant un bilan émotionnel négatif au sein de ces classes d'âge s'établit à respectivement 9.2 %, 14.3 % et 15.4 %. Ces tendances moyennes dissimulent cependant de nombreuses exceptions. En Europe du Nord, en Nouvelle-Zélande, en Australie et au Canada, les résultats relatifs à la satisfaction à l'égard de la vie et au bilan émotionnel sont plutôt bons dans toutes les tranches d'âge et les différences entre générations sont faibles – lorsqu'il existe des différences, ce sont souvent les personnes de plus de 50 ans qui affichent les meilleurs résultats. Les seniors affichent des résultats plus négatifs en Europe du Sud et en Europe de l'Est (Lituanie, Hongrie, Grèce, Portugal et Lettonie par exemple) et dans les pays d'Amérique latine membres de l'OCDE. Dans la plupart des pays relativement riches, c'est parmi les personnes d'âge moyen que le pourcentage d'individus affichant un bilan émotionnel négatif est le plus élevé.

Graphique 8.7. Les pays où les écarts entre tranches d'âge sont relativement faibles sont aussi ceux où la satisfaction à l'égard de la vie est relativement grande

Valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de la vie sur une échelle graduée de 0 à 10, selon l'âge, 2018 ou dernière année disponible

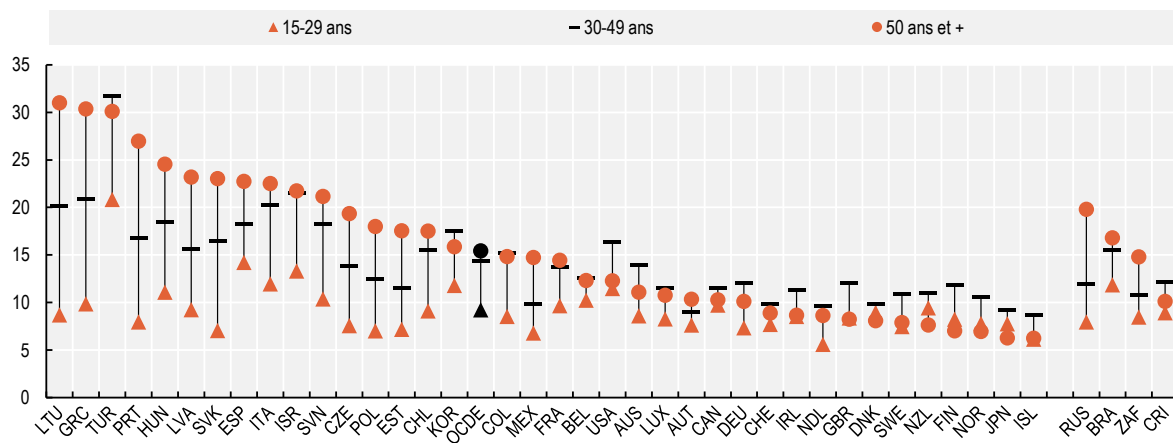


Note : La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie et le Mexique et 2013 pour l'Islande, l'Irlande et la République slovaque. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, Israël, le Japon, la Turquie et les États-Unis en raison de l'absence de données et la Corée en raison de différences méthodologiques. Les données se rapportent à la population âgée de 19 à 69 ans en Corée ; de 18 ans et plus au Mexique ; de 15 ans et plus en Australie, au Canada, en Colombie et en Nouvelle-Zélande ; et de 16 ans et plus dans tous les autres cas. Les données relatives à la Corée (en gris) sont peu comparables en raison de la tranche d'âge considérée et du format de réponse utilisé (voir Encadré 8.1). Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126104>

Graphique 8.8. Le bilan émotionnel se dégrade après 30 ans, mais la situation se redresse après 50 ans dans les pays d'Europe du Nord

Proportion de la population dont le bilan émotionnel était négatif la veille de l'enquête, selon l'âge, données groupées pour 2010-18



Source : Calculs de l'OCDE à partir de *Gallup World Poll* (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

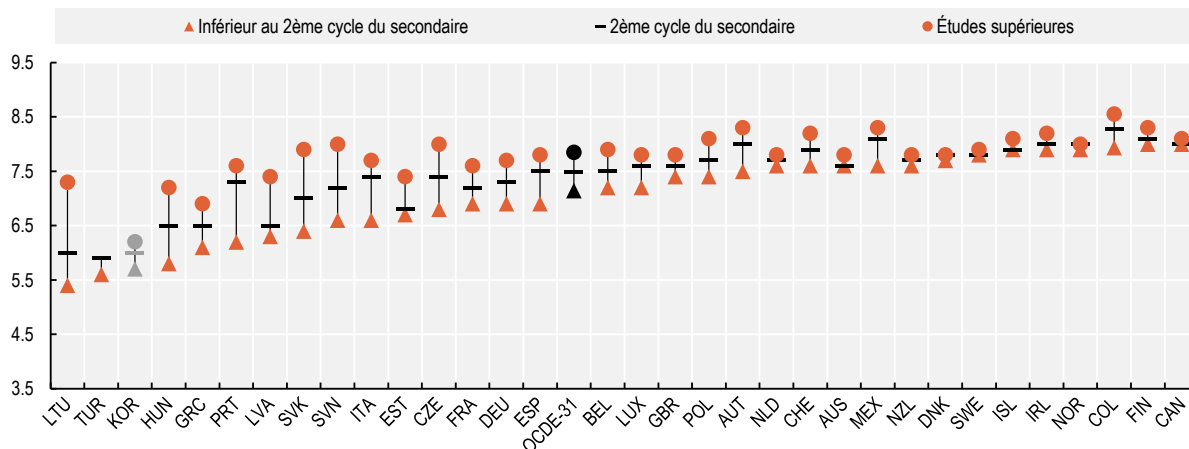
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126123>

Les écarts liés au niveau d'études sont plus grands dans les pays où le bien-être subjectif est globalement plus faible

En règle générale, lorsque le niveau d'études est plus élevé, la satisfaction à l'égard de la vie est plus grande (Graphique 8.9) et le pourcentage de personnes ayant un bilan émotionnel négatif est plus faible (Graphique 8.10). En moyenne dans les pays de l'OCDE, la satisfaction à l'égard de la vie s'établit à 7.1 pour les personnes qui ont arrêté leur scolarité avant le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à 7.5 pour ceux qui ont suivi ce cycle et à 7.8 pour les personnes qui ont suivi des études supérieures. Pour ces niveaux d'études, le pourcentage de personnes ayant un bilan émotionnel négatif s'établit respectivement à 17.6 %, 13.3 % et 10.3 %. Les inégalités liées au niveau d'études sont cependant plus grandes dans les pays où les scores calculés pour ces indicateurs sont globalement plus faibles, tandis qu'elles sont nettement moins grandes dans ceux qui affichent de bons résultats sur le plan du bien-être subjectif.

Graphique 8.9. Les pays de l'OCDE affichant un score moyen de satisfaction à l'égard de la vie plus élevé se caractérisent aussi par de moindres inégalités selon le niveau d'études

Valeurs moyennes sur une échelle graduée de 0 à 10, selon le niveau d'études le plus élevé atteint, 2018 ou dernière année disponible

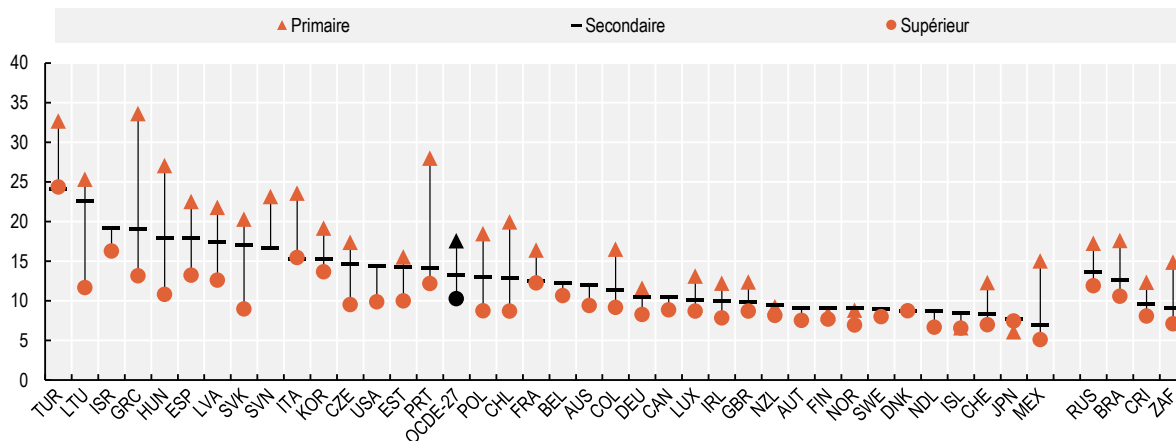


Note : La dernière année disponible est 2014 pour l'Australie et le Mexique et 2013 pour l'Islande et la Turquie. La moyenne de l'OCDE exclut la Turquie en raison de l'absence de données relatives à l'enseignement supérieur ; la Corée en raison de différences méthodologiques ; et le Chili, Israël, le Japon et les États-Unis en raison de l'absence de données. Les données relatives au Royaume-Uni et à l'Irlande sont provisoires. Sources : Calculs de l'OCDE et des offices statistiques nationaux à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database> ; de l'Enquête sociale générale de l'Australie ; de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; de l'Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de vie ; de l'Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; de l'Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et de l'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934126142>

Graphique 8.10. Un niveau d'études plus élevé va de pair avec une plus faible proportion de personnes ayant un bilan émotionnel négatif

Proportion de la population dont le bilan émotionnel était négatif la veille de l'enquête, selon le niveau d'études le plus élevé, données groupées pour 2010-18



Note : Les données relatives aux pays pour lesquels le nombre d'observations se rapportant à l'un des niveaux d'études est inférieur à 50 n'apparaissent pas (en conséquence, les données se rapportant à l'enseignement primaire n'apparaissent pas pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, Israël, les Pays-Bas, la Suède et les États-Unis ; celles relatives à l'enseignement supérieur n'apparaissent pas pour la Slovaquie). De même, ces pays ne sont pas pris en compte dans le calcul des moyennes de l'OCDE.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de Gallup World Poll (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934126161>

Encadré 8.1. Mesure et programme statistique à venir

Le bien-être subjectif évoque un bon état psychique et renvoie à la manière dont les individus perçoivent leur vie. Les lignes directrices de l'OCDE sur la mesure du bien-être subjectif (*OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-Being* (OCDE, 2013^[11])) distinguent trois éléments spécifiques : évaluation de la vie (évaluation globale de l'existence, par exemple satisfaction à l'égard de la vie) ; affects (sentiments, émotions et états) ; eudémonisme (sens et but de la vie, sentiment que ce que l'on fait dans la vie vaut la peine). Dans ce chapitre seuls les deux premiers éléments sont mesurés, faute de données de qualité permettant des comparaisons internationales sur l'eudémonisme (Tableau 8.1).

Tableau 8.1. Indicateurs du bien-être subjectif examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Satisfaction à l'égard de la vie	Satisfaction moyenne à l'égard de la vie, sur une échelle graduée de 0 à 10	Ratio S80/S20 des scores de satisfaction à l'égard de la vie (score moyen du quintile supérieur de la distribution divisé par le score moyen du quintile inférieur)	Écarts de satisfaction moyenne à l'égard de la vie	Proportion de la population évaluant sa satisfaction à l'égard de la vie à 4 ou moins sur une échelle graduée de 0 à 10
Bilan émotionnel négatif	Proportion de la population déclarant avoir ressenti la veille de l'enquête plus de sentiments et états négatifs que de sentiments et états positifs	s.o.	Écarts au niveau de la proportion de la population ayant un bilan émotionnel négatif	s.o.

La satisfaction à l'égard de la vie est mesurée sur une échelle graduée de 0 à 10 à partir de questions d'enquête portant sur la satisfaction globale à l'égard de la vie. Conformément aux recommandations des *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being* (OCDE, 2013^[11]), la question généralement posée dans les pays de l'OCDE est libellée ainsi : « Globalement, êtes-vous actuellement satisfait de votre vie ? ». L'échelle de réponse est graduée de 0 (« pas du tout satisfait ») à 10 (« totalement satisfait »).

Malgré les progrès accomplis sur le plan de l'harmonisation, des différences méthodologiques continuent de nuire à la comparabilité des données sur la satisfaction à l'égard de la vie entre les pays de l'OCDE. Ces différences peuvent revêtir la forme de légères variantes dans le libellé des questionnaires, par exemple dans le libellé des réponses correspondant aux deux valeurs extrêmes (échelle allant de « très insatisfait » à « très satisfait » au Canada ; de « totalement insatisfait » à « totalement satisfait » en Nouvelle-Zélande, par exemple) ou être plus profondes (par exemple, la Corée considère la valeur centrale de l'échelle – 5 – comme « neutre »). Des différences au niveau de la population qui compose l'échantillon limitent également la comparabilité. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les données se rapportent à la population de 16 ans et plus, avec une légère différence en Australie, au Canada, en Colombie et en Nouvelle-Zélande (les données se rapportent aux personnes âgées de 15 ans et plus), au Mexique (population âgée de 18 ans et plus). En Corée, la tranche d'âge considérée est nettement plus petite (19-69 ans).

Le bilan émotionnel négatif est mesuré au moyen d'un ensemble d'affects, les personnes interrogées devant répondre par « oui » ou par « non » à la question de savoir si elles ont fortement ressenti chacun d'eux la veille de l'enquête. Les émotions négatives ont trait à la colère, à la tristesse et à l'inquiétude et les émotions positives à la joie, à la sensation de détente, au rire et au sourire. Le bilan émotionnel est négatif lorsque la personne a ressenti plus d'émotions négatives que positives la veille de l'enquête.

Pour calculer les moyennes par pays, on groupe les données pour toutes les années pour lesquelles il en existe sur une période de trois ans (par exemple, 2016-2018), ce qui permet de renforcer la fiabilité des estimations. Pour mesurer les inégalités, on utilise des données groupées sur une période plus longue (2010-18). Les données proviennent du sondage *Gallup World Poll*, qui interroge environ un millier de personnes par pays chaque année. L'échantillon est conçu *ex ante* pour être nationalement représentatif de la population âgée de 15 ans et plus (y compris de la population résidant en zone rurale) ; les données de l'échantillon sont pondérées par rapport à la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Corrélations entre indicateurs du bien-être subjectif

Tableau 8.2. La satisfaction à l'égard de la vie et le bilan émotionnel négatif sont liés mais différents

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs du bien-être subjectif

	Satisfaction à l'égard de la vie	Bilan émotionnel négatif
Satisfaction à l'égard de la vie		
Bilan émotionnel négatif	-0.79*** (33)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Il existe une forte corrélation négative (-0.79) entre la satisfaction à l'égard de la vie et le pourcentage de personnes affichant un bilan émotionnel négatif : dans les 33 pays de l'OCDE pour lesquels il existe des données pour mesurer les deux indicateurs, lorsque la proportion de la population ayant un bilan émotionnel négatif est plus faible, la population est plus satisfaite de sa vie et inversement (Tableau 8.2).

Programme statistique à venir

Les offices statistiques nationaux de la majorité des pays de l'OCDE recueillent désormais des données permettant de calculer les indicateurs de bien-être subjectif de manière harmonisée à l'échelle internationale, même si certaines différences méthodologiques subsistent (voir ci-dessus). Au Japon et aux États-Unis, il n'existe pas de statistiques officielles sur la satisfaction à l'égard de la vie ; au Chili et en Israël, ces données sont collectées par les offices statistiques nationaux, mais le format de l'échelle de réponse n'est pas comparable avec celui utilisé dans les autres pays de l'OCDE.

Si des progrès ont été accomplis en matière d'harmonisation, le recueil des données est peu fréquent dans beaucoup de pays de l'OCDE (par exemple, cinq années s'écoulent entre deux vagues de l'EU-SILC) et les séries chronologiques longues font encore défaut dans la quasi-totalité des pays.

Les données sur le bilan émotionnel négatif présentées dans ce chapitre proviennent du sondage Gallup World Poll parce qu'il n'existe pas suffisamment de données harmonisées collectées par les offices de la statistique des pays de l'OCDE (Stiglitz, Fitoussi et Durand, 2018^[2]). Ce sondage mondial de l'institut Gallup fait appel à une méthode de mesure normalisée pour tous les pays de l'OCDE et fournit des séries chronologiques harmonisées, recueillies annuellement dans la plupart des pays de l'OCDE depuis 2005/06. Pour réduire le risque de biais de mémorisation, le sondage invite les personnes interrogées à indiquer leurs sentiments et état émotionnel de la « veille », plutôt que ceux ressentis sur une plus longue période. Lorsque les échantillons sont de très grande taille, ce choix permet en principe d'apprécier les émotions vécues pendant une journée type ; en revanche, lorsque les échantillons sont plus petits ou lorsque les données sont ventilées par catégorie de la population, les estimations peuvent

être plus instables. Une autre solution (adoptée par plusieurs pays européens) consiste à inviter les personnes interrogées à s'exprimer sur leurs sentiments et états psychiques au cours d'une période de plusieurs semaines, ce qui limite l'influence des événements inhabituels mais augmente le risque de biais de mémorisation et de biais lié à une tendance naturelle à influencer les données. Les données sur les expériences émotionnelles recueillies dans le cadre des enquêtes sur l'emploi du temps sont probablement celles qui permettent d'obtenir les résultats les plus fiables et les plus utiles (OCDE, 2013^[1]), mais il n'en existe pour l'heure que dans un très petit nombre de pays de l'OCDE (Canada, France, Luxembourg, Pologne, Royaume-Uni et États-Unis, par exemple). De plus, ces enquêtes reposent sur des méthodes très différentes.

Ce chapitre ne présente pas d'indicateurs de l'eudémonisme faute de données harmonisées à l'échelle internationale et recueillies régulièrement. Le module *ad hoc* de la vague 2013 de l'EU-SILC comportait un indicateur de l'eudémonisme plus ou moins équivalent à certains indicateurs utilisés en dehors de l'Europe (à savoir le sentiment que ce que l'on fait dans la vie vaut la peine), indicateur qui a été présenté dans l'édition 2016 de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2016^[3]). Ces données n'ont cependant pas été actualisées depuis cette date et aucune série chronologique n'est disponible.

Références

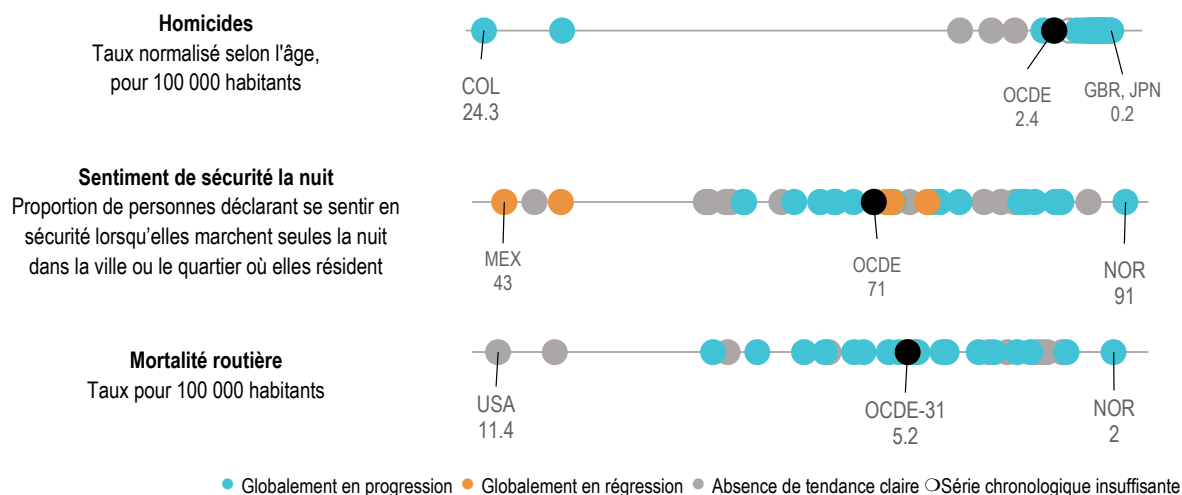
- OCDE (2016), *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, [3]
https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr.
- OCDE (2013), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Éditions OCDE, Paris, [1]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en>.
- Stiglitz, J., J. Fitoussi et M. Durand (dir. pub.) (2018), *For Good Measure : Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, Éditions OCDE, Paris, [2]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264307278-en>.

9

Sécurité

Être en sécurité, c'est être à l'abri du danger, quel qu'il soit : crimes et délits, conflits, violences, actes de terrorisme, accidents ou catastrophes naturelles. Dans les pays de l'OCDE, le taux d'homicides a reculé d'un tiers depuis 2010, pour s'établir à un peu plus de 2 pour 100 000 habitants. Dans ces mêmes pays, 71 % des personnes déclarent se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans la rue la nuit, contre 67 % en 2010-12. Dans les 31 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, la mortalité routière a reculé de plus de 20 % en moyenne depuis 2010. Si 79 % des hommes se sentent en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit, 62 % des femmes seulement éprouvent le même sentiment. Pour autant, l'écart entre hommes et femmes s'est résorbé depuis 2006-12. Les personnes d'âge moyen et celles qui ont suivi des études supérieures se sentent, en moyenne, plus en sécurité que les autres groupes de population classés par âge et niveau d'études. Les hommes sont plus exposés que les femmes au risque d'homicide dans tous les pays de l'OCDE sauf quatre.

Graphique 9.1. Sécurité : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'état de santé, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT ; Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx> et base de données IRTAD de l'International Traffic Safety Data and Analysis Group, <https://www.itf-oecd.org/irtad-road-safety-database>.

Homicides

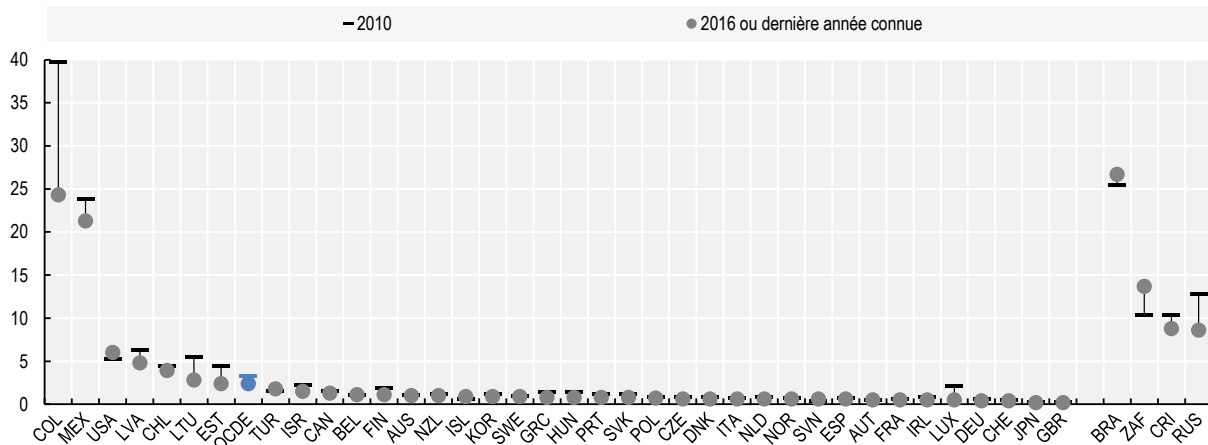
Dans près des deux tiers des pays de l'OCDE, le taux d'homicides est inférieur à 1 pour 100 000 habitants (Graphique 9.2). Toutefois, il est près de trois fois supérieur aux États-Unis et plus de 20 fois supérieur au Mexique et en Colombie. Depuis 2010, le taux d'homicides a reculé d'au moins 33 % dans plus d'un tiers des pays de l'OCDE, contre une contraction d'un quart environ pour la moyenne de l'OCDE. Néanmoins, il a augmenté de plus de 15 % aux États-Unis et en Turquie, ainsi qu'en Islande et en Slovaquie (quoiqu'à partir d'un point relativement bas).

Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul(e) la nuit

En Finlande, en Suisse, en Islande, en Slovaquie et en Norvège, plus de 85 % des personnes se sentent en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans leur quartier, contre moins de 50 % au Chili, en Mexique et au Mexique (Graphique 9.3). La proportion de personnes qui se sentent en sécurité dans les pays de l'OCDE a augmenté de 4 points de pourcentage, en moyenne, depuis 2010, passant de 67 % à 71 %. C'est en Lituanie (+20 points de pourcentage), en République tchèque et au Portugal (+15 points), en Estonie (+13 points) et en République slovaque (+11 points) que cette proportion a le plus augmenté. À l'inverse, le sentiment de sécurité a diminué au Mexique (-7 points de pourcentage), en Allemagne (-6 points), au Chili (-5 points) et en Suède (-3 points).

Graphique 9.2. Le taux d'homicides moyen à l'échelle de l'OCDE a diminué d'un tiers environ depuis 2010

Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants



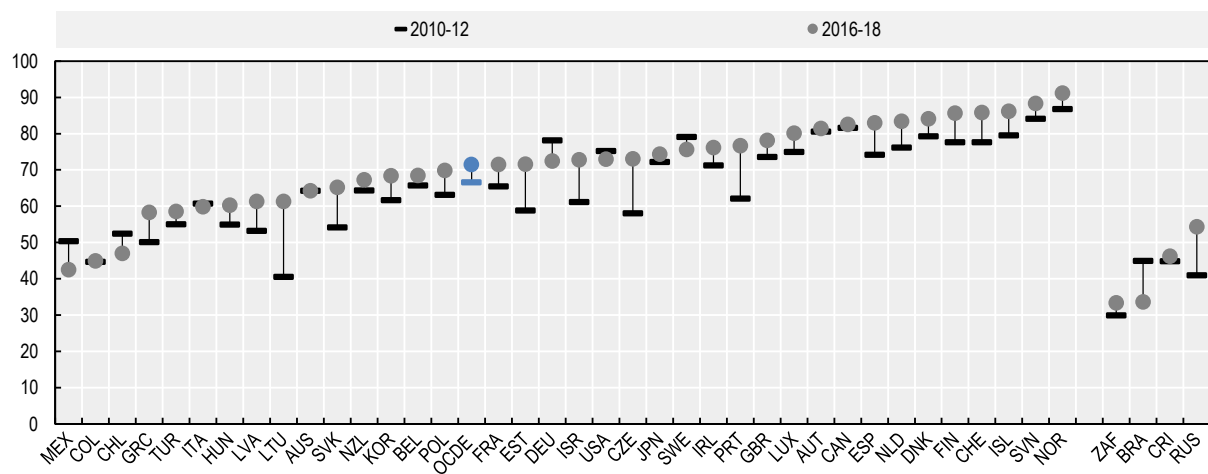
Note : 2017 est la dernière année connue pour l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie, l'Islande et la Lituanie, contre 2015 pour le Canada, la Colombie, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie et l'Afrique du Sud, 2014 pour la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, le Costa Rica et la Fédération de Russie; et 2016 pour tous les autres pays.

Source : Base de données de l'OCDE sur l'état de santé : Causes de mortalité, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126180>

Graphique 9.3. La proportion de personnes qui se sentent en sécurité a augmenté depuis 2010-12 dans plus de la moitié des pays de l'OCDE

Proportion de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles résident, en pourcentage



Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

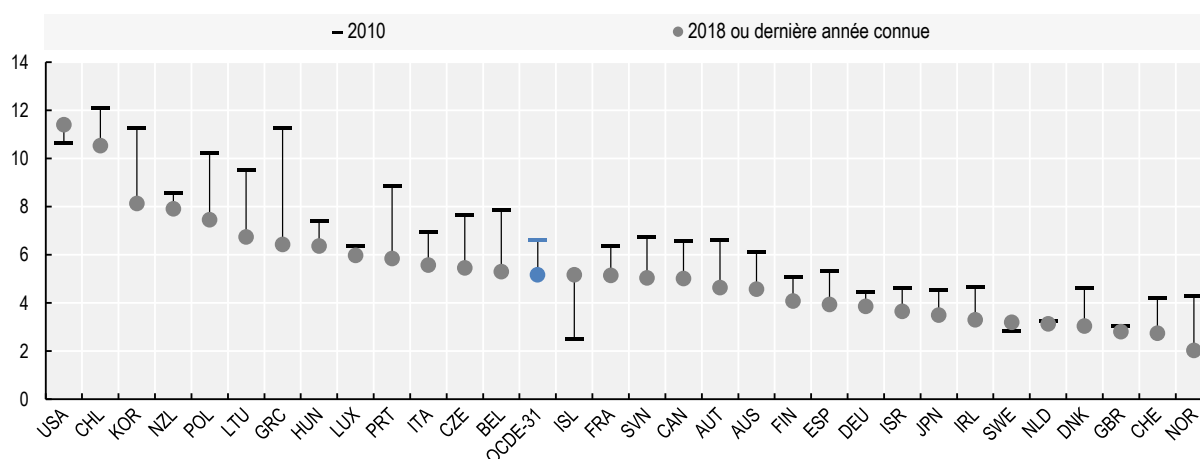
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126199>

Mortalité routière

Ce sont la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni qui comptent le moins de morts sur la route, avec un taux inférieur à 3 pour 100 000 habitants (Graphique 9.4). À l'inverse, le taux de mortalité routière est entre 3 et 4 fois plus élevé en Corée, au Chili et aux États-Unis. L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2011-2020 « Décennie d'action pour la sécurité routière » (OMS, 2010^[1]), dans le cadre d'une initiative visant à focaliser les efforts des pays sur la réalisation de la cible relative aux accidents de la route du Programme 2030 (Cible 3.6, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route d'ici à 2020) (OCDE, 2019^[2]). Dans les 31 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, la mortalité routière a reculé de plus de 20 % en moyenne depuis 2010. Cinq pays (Norvège, Grèce, Suisse, Portugal et Danemark) sont même parvenus à réduire de plus d'un tiers le nombre de morts sur la route. Néanmoins, les progrès accomplis jusqu'à présent sont loin d'être suffisants pour atteindre la Cible 3.6.

Graphique 9.4. La mortalité routière recule depuis 2010 dans la plupart des pays de l'OCDE

Taux de mortalité routière pour 100 000 habitants



Note : 2017 est la dernière année connue pour tous les pays, contre 2018 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Chili, la Finlande, la Grèce, l'Islande, le Luxembourg, la Suède et la Suisse. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte de la Colombie, de l'Estonie, de la Lettonie, du Mexique de la République slovaque et de la Turquie, en l'absence de données disponibles.

Source : Base de données IRTAD de l'*International Traffic Safety Data and Analysis Group*, <https://www.itf-oecd.org/irtad-road-safety-database>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126218>

Inégalités en matière de sécurité : écarts entre groupes de population

Les écarts hommes-femmes sont très marqués au regard de la plupart des indicateurs relatifs à la sécurité

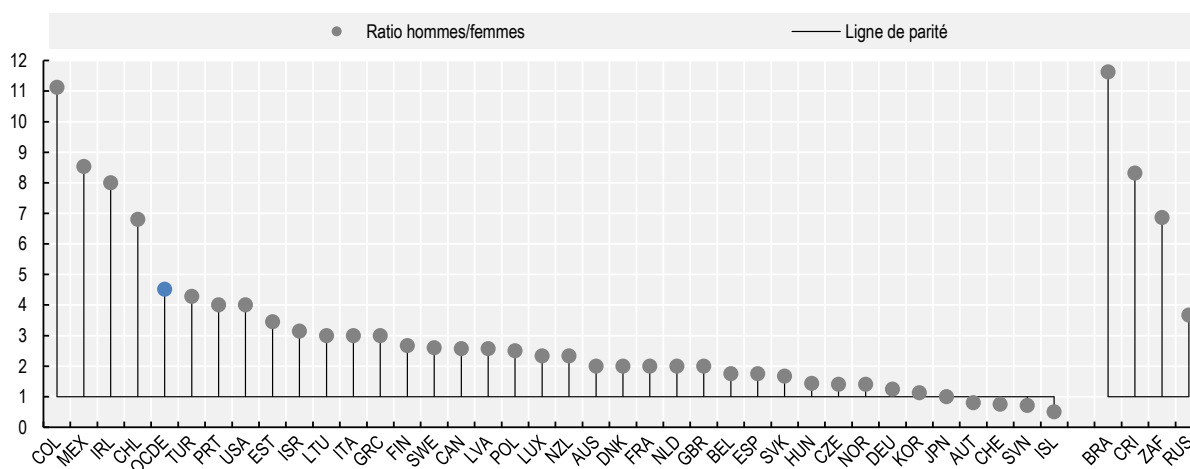
Dans tous les pays de l'OCDE sauf quatre, les hommes sont beaucoup plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'homicide : ainsi, le taux d'homicides moyen dans la zone OCDE s'élève à 4 décès pour 100 000 habitants pour les hommes, contre 0.9 pour les femmes (Graphique 9.5). Toutefois, en Islande, en Slovénie, en Suisse et en Autriche, les femmes sont aussi susceptibles que les hommes, voire plus, d'être victimes d'homicide.

Dans tous les pays de l'OCDE, les hommes se sentent davantage en sécurité que les femmes en sortant seuls la nuit. L'écart est particulièrement prononcé en Australie et en Nouvelle-Zélande, où près de 80 %

des hommes déclarent se sentir en sécurité, contre seulement 50 % environ des femmes. Pour autant, les données disponibles donnent à penser que l'écart hommes-femmes au regard du sentiment de sécurité s'est légèrement résorbé entre 2006-12 et 2013-18 dans plusieurs pays de l'OCDE (Graphique 9.6), et notamment en France, au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne et en République slovaque. Dans deux pays (Espagne et République slovaque), cette tendance tient à une amélioration du sentiment de sécurité des femmes et des hommes, plus marquée toutefois chez les femmes ; dans d'autres, elle s'explique par une nette progression du sentiment de sécurité des femmes et un léger repli de celui des hommes (France, Royaume-Uni, Italie).

Graphique 9.5. À quelques rares exceptions près, le taux d'homicides des hommes est supérieur à celui des femmes

Taux d'homicides, ratios hommes/femmes, 2017 ou dernière année connue



Note : Les ratios hommes/femmes sont calculés en divisant le taux d'homicides des hommes par celui des femmes. Ainsi, toute valeur supérieure à 1.0 indique un taux d'homicides relatif supérieur pour les hommes, tandis que les valeurs inférieures à 1.0 signalent un taux d'homicides relatif supérieur pour les femmes. Les données portent sur 2017 pour l'Autriche, la République tchèque, la Hongrie, l'Islande et la Lituanie ; sur 2015 pour le Canada, la Colombie, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, le Brésil et l'Afrique du Sud ; sur 2014 pour la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, le Costa Rica et la Fédération de Russie ; et sur 2016 pour tous les autres pays.

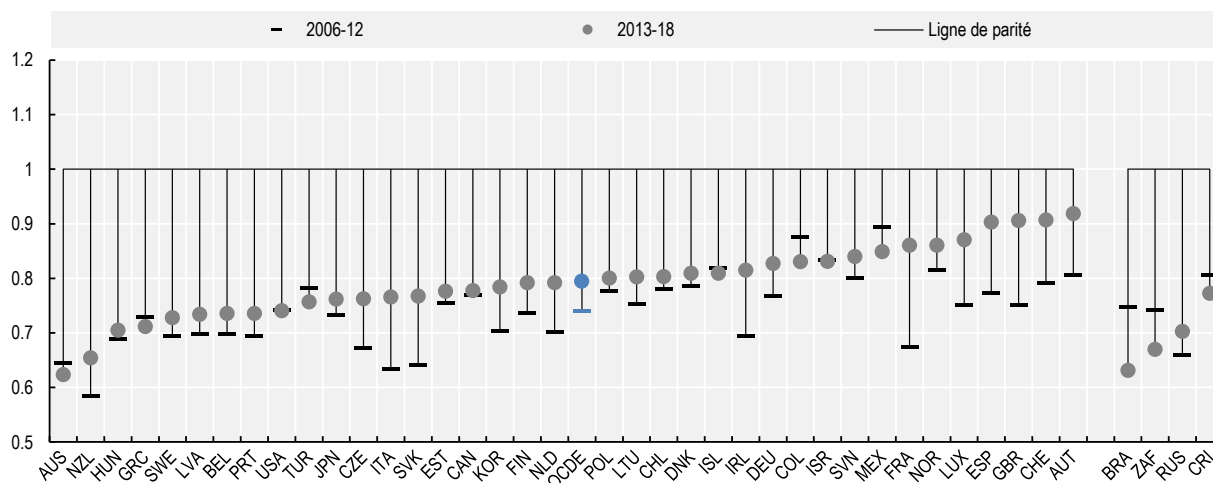
Source : Base de données de l'OCDE sur l'état de santé : Causes de mortalité,

http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126237>

Graphique 9.6. L'écart marqué entre les hommes et les femmes au regard du sentiment de sécurité s'est légèrement résorbé depuis 2006-12

Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul(e) la nuit dans son quartier, ratios hommes/femmes



Note : Les ratios hommes/femmes sont calculés en divisant la proportion de femmes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit par la proportion d'hommes qui éprouvent le même sentiment. Ainsi, toute valeur supérieure à 1.0 indique un sentiment de sécurité relatif supérieur pour les femmes, tandis que les valeurs inférieures à 1.0 signalent un sentiment de sécurité relatif inférieur pour les femmes.

Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

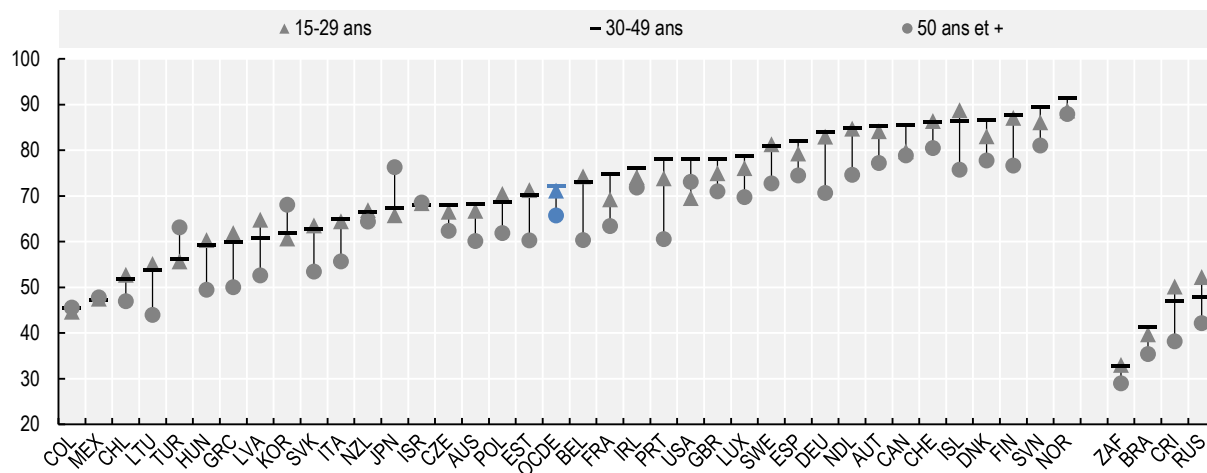
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126256>

Les personnes d'âge moyen et celles qui ont suivi des études supérieures sont plus susceptibles de se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit

D'une manière générale, les personnes âgées de 30 à 49 ans éprouvent un sentiment de sécurité supérieur à celui des jeunes adultes et des personnes âgées de 50 ans et plus (Graphique 9.7). Le Japon, la Corée et la Turquie font figure d'exceptions, puisque les personnes âgées de 50 ans et plus éprouvent un sentiment de sécurité supérieur à celui de toutes les autres classes d'âge ; la Lettonie, l'Islande, le Costa Rica et la Fédération de Russie se distinguent également, puisque les personnes de 15 à 29 ans s'y sentent davantage en sécurité que les 30-49 ans.

Graphique 9.7. Les personnes âgées de 50 ans et plus sont celles qui se sentent le moins en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la rue

Proportion de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles résident, par âge, en pourcentage, données groupées sur 2010-18



Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126275>

Le sentiment de sécurité varie également en fonction du niveau d'études : en moyenne dans les pays de l'OCDE, 64 % des individus qui n'ont pas suivi d'études secondaires, 69 % de ceux qui n'ont pas suivi d'études supérieures, et 73 % de ceux qui sont diplômés du supérieur déclaraient se sentir en sécurité lorsqu'ils marchaient seuls la nuit entre 2010 et 2018.

Encadré 9.1. Mesure et programme statistique à venir

Être en sécurité, c'est être à l'abri du danger, quel qu'il soit : crimes et délits, conflits, violences, actes de terrorisme, accidents ou catastrophes naturelles. Un ensemble idéal d'indicateurs relatifs à la sécurité devrait fournir des informations sur les différents crimes et délits dont sont victimes les personnes, notamment : les atteintes aux biens (vols de voiture ou cambriolages par exemple), les délits impliquant un contact physique (agressions ou violences domestiques par exemple), et les délits non conventionnels (crimes de haine, violences psychologiques, corruption, blanchiment d'argent, terrorisme). Cybercriminalité, atteintes à la vie privée et escroqueries en ligne sont autant de nouvelles activités criminelles associées à la transformation numérique (OCDE, 2019^[3]). Parmi les autres menaces qui pèsent sur la sécurité des personnes figurent les accidents de la route, les catastrophes naturelles et les conflits, au premier rang desquels les guerres. Une autre dimension de la sécurité des personnes est celle qui consiste à pouvoir exprimer librement et sans crainte ses opinions personnelles, politiques et sociales. Toutefois, il est difficile, au vu de l'hétérogénéité des sources de données et des approches suivies par les pays en matière de législation pénale, de formuler une définition harmonisée et comparable au plan international de différents actes criminels. Le présent chapitre prend donc en compte trois dimensions clés de la sécurité, pour lesquelles on dispose de données comparables à l'échelle internationale (Tableau 9.1).

Tableau 9.1. Indicateurs relatifs à la sécurité examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Homicides	Taux de mortalité par agression, pour 100 000 habitants	s.o.	Selon le sexe	s.o.
Sentiment de sécurité	Proportion de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles résident	s.o.	Selon le sexe, l'âge et le niveau d'études	Proportion de personnes qui ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles résident
Mortalité routière	Taux de mortalité routière pour 100 000 habitants	s.o.	Selon l'âge	s.o.

Homicides : les statistiques relatives aux causes de décès proviennent des registres d'état civil des pays ; elles sont compilées par les autorités nationales et regroupées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ne sont prises en compte que les causes de décès médicalement constatées. Les données présentées ici peuvent être consultées dans la *Base de données de l'OCDE sur les causes de mortalité*.

Sentiment de sécurité : cet indicateur est fondé sur les réponses apportées à la question : « *vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul(e) la nuit dans votre ville ou votre quartier ?* ». Les données présentées ici correspondent au pourcentage de personnes ayant répondu par l'affirmative à cette question, sur la base d'une moyenne sur trois ans. Elles sont extraites de l'enquête Gallup World Poll, réalisée chaque année auprès d'un échantillon de 1 000 personnes environ par pays. Pour les moyennes par pays, les données de toutes les années disponibles sont regroupées sur une période de trois ans (comme 2016-18 par exemple) afin d'aboutir à des estimations plus précises ; pour rendre compte des inégalités, les données sont regroupées sur une période plus longue (2010-18 par exemple). L'échantillon est conçu dès le départ pour être représentatif, au niveau national, de la population âgée de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon sont pondérées par rapport à la population au moyen de coefficients fournis par Gallup (OCDE, 2018^[4]).

Mortalité routière : la mortalité routière tient compte de toutes les personnes qui perdent la vie immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route, hors suicides. Les données présentées ici sont issues de la base de données *International Road Traffic and Accident Database (IRTAD)*. Toutes les données sont collectées directement auprès des fournisseurs de données nationaux pertinents dans les pays participant à la base de données *IRTAD*. Elles sont fournies sous un même format, fondé sur les définitions élaborées et approuvées par le Groupe *IRTAD*. On peut y accéder via le portail statistique de l'OCDE (FIT/OCDE, 2019^[5]).

Corrélations entre les indicateurs relatifs à la sécurité

On observe de fortes corrélations entre les mesures objectives et subjectives de la sécurité considérées dans ce chapitre : les pays où les taux d'homicides sont plus élevés se distinguent également par un plus grand nombre de morts sur la route et un sentiment de sécurité plus faible (Tableau 9.2).

Tableau 9.2. Il existe une forte corrélation entre les indicateurs objectifs et subjectifs de la sécurité

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs relatifs à la sécurité

	Homicides	Sentiment de sécurité	Mortalité routière
Homicides			
Sentiment de sécurité	-0.75*** (41)		
Mortalité routière	0.75*** (31)	-0.60*** (31)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Le taux d'homicides est souvent considéré comme un indicateur clé des crimes violents, mais il ne représente que la partie émergée de l'iceberg. Il doit être complété par des données issues des registres de police et d'enquêtes de victimation afin de couvrir un vaste éventail d'expériences – y compris les atteintes aux biens (vols, cambriolages), les délits impliquant un contact physique (agressions) et les délits non conventionnels (crimes de haine, escroqueries). Toutefois, la comparabilité des registres officiels et des données d'enquêtes reste limitée entre les pays et il n'existe pas de registre central des données internationales.

Le sentiment de sécurité influe sur le bien-être des individus et leur comportement. Toutefois, l'une des limites de l'indicateur actuel, issu de l'enquête Gallup World Poll, est que sa portée est relativement restreinte (sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit). Par ailleurs, il ne fournit aucune indication quant aux types de menaces que pourraient craindre les personnes. Or cela représente un inconvénient majeur dès lors qu'il s'agit de déterminer des moyens d'action potentiels. Cet indicateur est donc utilisé à titre temporaire jusqu'à ce que des données de meilleure qualité et plus harmonisées puissent être extraites de sources officielles.

Les violences domestiques représentent un aspect déterminant de la sécurité, mis en lumière à la fois dans les Objectifs de développement durable (la Cible 5.2.1 fait référence aux femmes et aux filles victimes de violences infligées par leur partenaire) et les cadres nationaux sur le bien-être (Australie, Italie, Israël, Nouvelle-Zélande). Cependant, les données existantes proviennent souvent d'enquêtes spécialisées conduites de manière irrégulière et portant principalement sur les femmes (plutôt que sur la population dans son ensemble) (DAES, 2019^[6]). Parmi les enquêtes nationales qui ont apporté un éclairage sur les violences domestiques figurent l'Enquête sociale générale sur la victimisation réalisée au Canada (tous les cinq ans), l'Encuesta Nacional de Victimización y Percepción sobre Seguridad Pública (ENVIPE) menée au Mexique et la Crime Survey for England and Wales (CSEW) conduite au Royaume-Uni.

Le périmètre de l'indicateur dédié à la sécurité routière pourrait être amélioré s'il était élargi aux blessures non mortelles dues à des accidents de la route. Dans les pays en développement, les institutions en place n'ont pas les capacités nécessaires pour assurer le décompte des accidents mortels de la route et des accidents de la route d'une manière plus générale. Les décès liés aux conflits constituent par ailleurs une lacune importante des séries de données actuelles.

La transformation numérique en cours est aussi synonyme de risques pour la sécurité des personnes. En l'absence de cadres réglementaire, juridique et éthique efficaces, les internautes et les entreprises peuvent être exposés à des risques considérables sur le plan économique, social, psychologique et

même physique. Pour autant, il n'est pas aisé de mesurer les risques en matière de cybersécurité, puisque les activités criminelles en ligne peuvent échapper aux internautes et qu'il n'existe aucun dispositif d'alerte centralisé pour les incidents de sécurité mineurs en ligne. Le moyen le plus pratique de recenser les activités criminelles en ligne demeure pour l'instant les déclarations individuelles, même si des corrections pourraient se révéler nécessaires afin de tenir compte des disparités entre les groupes de population et les pays de l'OCDE en termes d'utilisation de l'internet (une plus forte prévalence de ces incidents peut en effet simplement être liée à une plus grande exposition) (OCDE, 2019^[3]). C'est pourquoi il faut redoubler d'efforts pour mettre au point un indicateur plus général, et plus objectif, des risques liés à la cybersécurité.

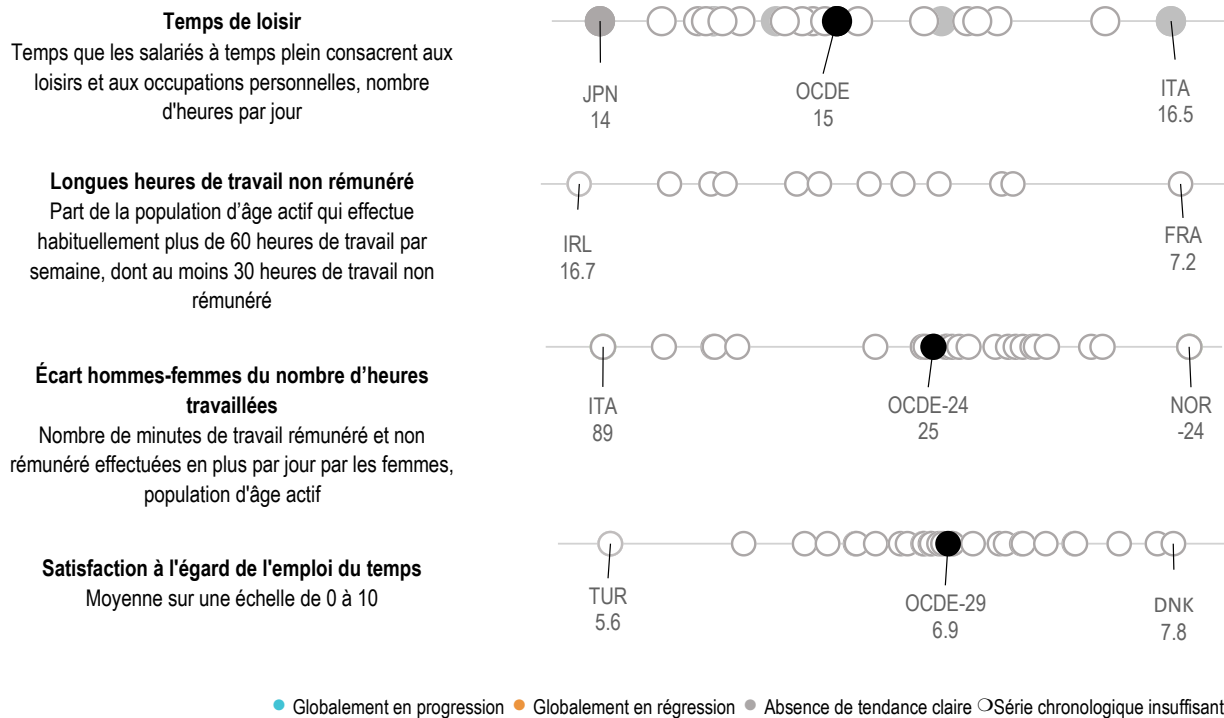
Références

- DAES (2019), *Global SDG Indicators Database*, <http://unstats-undesa.opendata.arcgis.com/datasets> (consulté le 28 octobre 2019). [6]
- FIT/OCDE (2019), *IRTAD Road Safety Annual Report 2019*, FIT/OCDE, Paris, <http://itf-oecd.org/sites/default/files/docs/irtad-road-safety-annual-report-2019.pdf> (consulté le 16 janvier 2020). [5]
- OCDE (2019), *How's Life in the Digital Age?: Opportunities and Risks of the Digital Transformation for People's Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311800-en>. [3]
- OCDE (2019), *Measuring Distance to the SDG Targets 2019 : An Assessment of Where OECD Countries Stand*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/a8caf3fa-en>. [2]
- OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, https://doi.org/10.1787/how_life-2017-fr. [4]
- OMS (2010), *Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020*, http://who.int/roadsafety/decade_of_action/plan/global_plan_decade.pdf (consulté le 23 décembre 2019). [1]

10 Équilibre vie professionnelle- vie privée

L'équilibre vie professionnelle-vie privée renvoie à la possibilité de concilier obligations familiales, loisirs et travail (rémunéré et non rémunéré). Dans les pays de l'OCDE, les salariés à temps plein consacrent entre environ 14 heures et 16.5 heures par jour aux loisirs et aux occupations personnelles. Les hommes salariés à temps plein y consacrent 30 minutes de plus que les femmes, et les jeunes et les personnes âgées, respectivement, 50 minutes et 25 minutes de plus que les personnes d'âge moyen. Dans les 13 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la part de la population effectuant de longues heures de travail non rémunéré oscille entre 7 % et 17 %. Si l'on combine temps de travail rémunéré et non rémunéré, les femmes travaillent en moyenne 25 minutes de plus par jour que les hommes. La satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps, mesurée sur une échelle de 0 à 10, ne dépasse jamais 8 et descend même jusqu'à 5.6. Les personnes d'âge moyen sont systématiquement les moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps.

Graphique 10.1. Équilibre vie professionnelle-vie privée : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

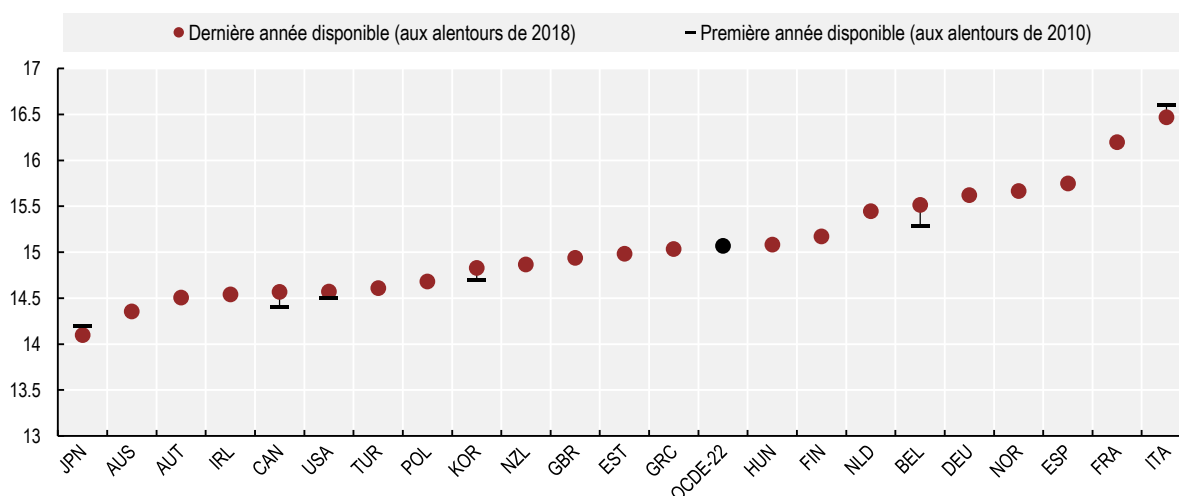
Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps (lorsqu'elles étaient disponibles), des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps d'Eurostat* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys> et de tableaux compilés par les offices statistiques nationaux ; des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> ; de la *Base de données d'Eurostat (ilc_pw01)* pour la Turquie ; de l'Enquête sociale générale 2016 de Statistique Canada, <https://doi.org/10.25318/1310010601-eng> ; et des données de l'INEGI sur le bien-être subjectif au Mexique, <https://sinegi.page.link/p1SS>.

Temps de loisir

Les obligations professionnelles et le travail non rémunéré réduisent parfois à la portion congrue le temps qu'une personne peut consacrer à ses occupations personnelles, à sa famille et à ses amis. Si de nombreuses personnes peuvent avoir le sentiment de manquer de temps, l'indicateur utilisé ici se focalise sur les salariés à temps plein afin de permettre des comparaisons pertinentes entre pays (voir Encadré 10.1). Le temps de loisir (c'est-à-dire le temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles, sommeil compris) s'établit à environ 15 heures par jour en moyenne pour les salariés à temps plein des pays de l'OCDE, allant d'à peine plus de 14 heures au Japon à 16.5 heures en Italie (Graphique 10.2). Dans les pays européens, les salariés à temps plein ont généralement plus de temps libre qu'ailleurs. Les changements survenus dans l'emploi du temps au cours de la dernière dizaine d'années écoulée ne peuvent être étudiés que pour six pays de l'OCDE : Belgique, Canada, Corée, États-Unis, Italie et Japon. Dans ces pays, la durée du temps de loisir a relativement peu varié depuis le milieu des années 2000.

Graphique 10.2. Dans les pays de l'OCDE, les salariés à temps plein consacrent en moyenne 15 heures par jour aux loisirs et aux occupations personnelles

Temps de loisir des salariés à temps plein, en nombre d'heures par jour



Note : Les données portent sur les salariés à temps plein. Dans les enquêtes où il n'était pas directement demandé aux participants s'ils travaillaient à temps plein ou à temps partiel, les salariés à temps plein ont été définis comme ceux travaillant 30 heures ou plus par semaine. La moyenne de l'OCDE est indiquée uniquement pour la dernière année disponible et exclut le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Slovénie, la Suède et la Suisse en raison du manque de données récentes (2005 ou année plus récente), de différences dans les méthodes de collecte des données, ou encore parce que les tableaux établis par les offices statistiques nationaux ne sont pas suffisamment détaillés pour que l'on puisse isoler les salariés à temps plein. La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Royaume-Uni et la Turquie ; 2014 pour la Corée ; 2013-14 pour la Grèce et l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne, la Belgique et la Pologne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie et la Nouvelle-Zélande ; 2008-09 pour l'Autriche ; 2006 pour l'Australie ; et 2005 pour l'Irlande. L'année précédente disponible est 2011 pour le Japon ; 2010 pour le Canada et les États-Unis ; 2009 pour la Corée ; 2008-09 pour l'Italie ; et 2005-06 pour la Belgique. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble des activités.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps (lorsqu'elles étaient disponibles), des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps d'Eurostat* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys> et de tableaux compilés par les offices statistiques nationaux.

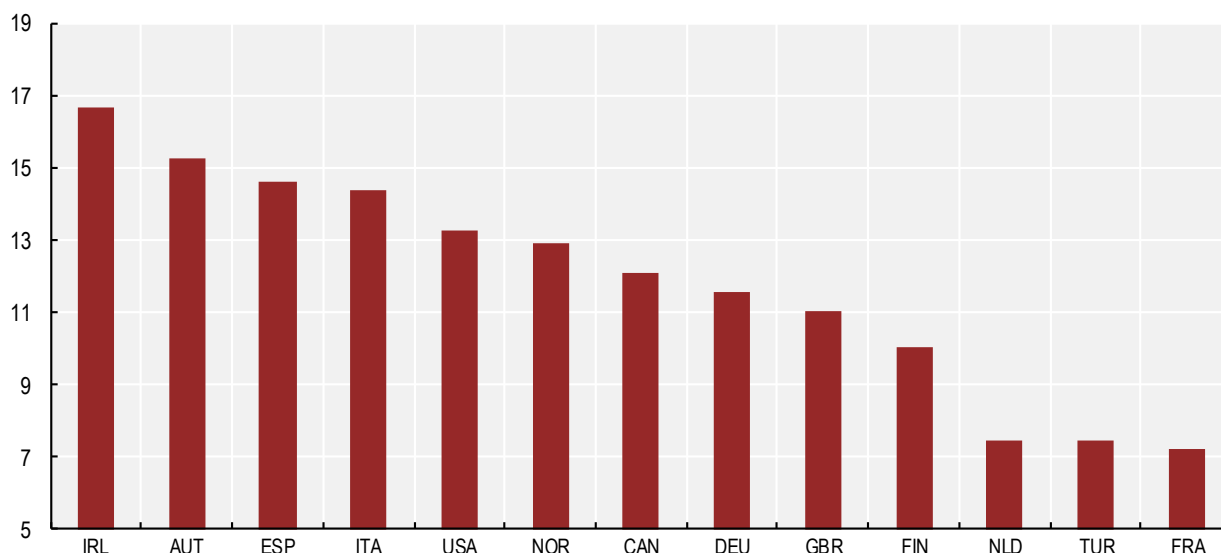
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126294>

Longues heures de travail non rémunéré

De longues heures de travail ne sont pas sans conséquences sur le bien-être – qu'il s'agisse de travail rémunéré (emploi salarié par exemple) ou non rémunéré (garde d'enfants, cuisine et tâches ménagères par exemple). Les longues heures de travail rémunéré ayant été abordées dans le chapitre consacré au travail et à la qualité de l'emploi, les longues heures de travail non rémunéré sont traitées dans le Graphique 10.3 ci-dessous. L'indicateur considéré mesure les longues heures de travail non rémunéré effectuées aussi bien par les personnes dont la principale activité est la production domestique que par celles qui accomplissent une « double journée », en cumulant travail rémunéré et longues heures de travail non rémunéré (voir Encadré 10.1 pour de plus amples précisions). Les longues heures de travail non rémunéré concernent moins de 10 % de la population d'âge actif en France, aux Pays-Bas et en Turquie, mais plus de 15 % en Irlande et en Autriche.

Graphique 10.3. Entre 7 % et 17 % des habitants des pays de l'OCDE effectuent de longues heures de travail non rémunéré

Proportion de la population âgée de 15 à 64 ans effectuant plus de 60 heures de travail par semaine, dont au moins 30 heures de travail non rémunéré, en pourcentage, dernière année disponible



Note : La couverture géographique est limitée aux pays pour lesquels des fichiers de microdonnées sur l'emploi du temps étaient disponibles (données de 2005 ou plus récentes) et les méthodes de collecte des données comparables. La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Royaume-Uni et la Turquie ; 2013-14 pour l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, la Finlande et la France ; 2008-09 pour l'Autriche ; et 2005 pour l'Irlande. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble de activités.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps (lorsqu'elles étaient disponibles) et des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps d'Eurostat* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys>.

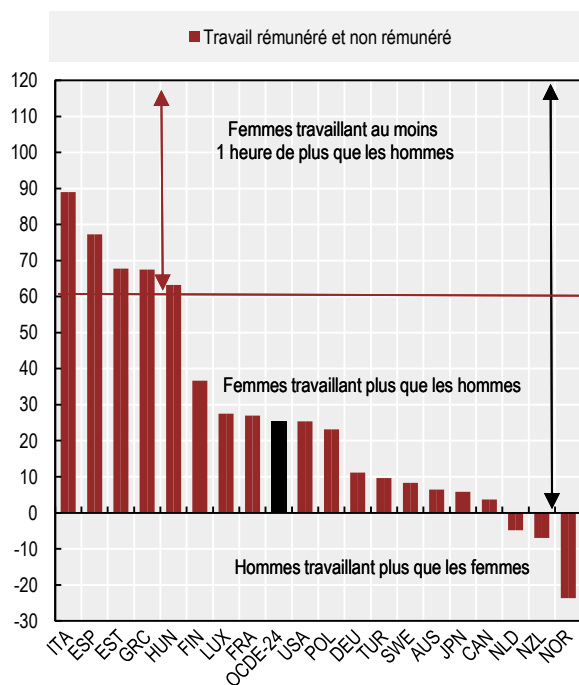
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126313>

Écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées

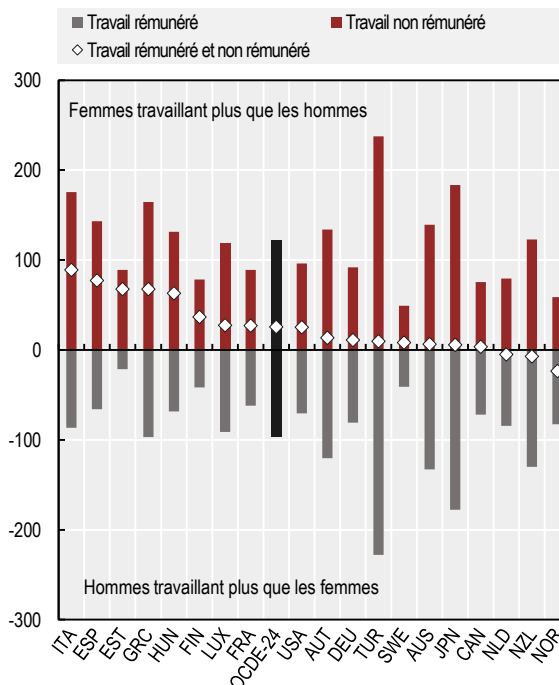
Si l'on prend en considération le travail rémunéré et non rémunéré, les femmes effectuent un nombre d'heures de travail plus élevé que les hommes dans presque tous les pays de l'OCDE (Graphique 10.4, partie A). Dans les pays de l'OCDE en moyenne, les femmes travaillent 25 minutes de plus par jour que les hommes. C'est en Italie, en Espagne, en Estonie, en Grèce et en Hongrie que les écarts sont les plus marqués : dans ces pays, les femmes effectuent plus d'une heure de plus de travail total par jour que les hommes. A contrario, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas, le temps de travail total des hommes est légèrement supérieur à celui des femmes (de 5 à 24 minutes par jour).

Graphique 10.4. Les femmes travaillent 25 minutes de plus par jour en moyenne que les hommes

Partie A : Temps total consacré au travail (rémunéré et non rémunéré), différence entre les femmes et les hommes âgés de 15 à 64 ans, nombre de minutes par jour, dernière année disponible



Partie B : Temps en plus consacré par les femmes au travail non rémunéré, et temps en moins consacré par les femmes au travail rémunéré, nombre de minutes par jour, dernière année disponible



Note : Sur les deux graphiques, les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de l'écart hommes-femmes du temps de travail total (rémunéré et non rémunéré). La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Luxembourg, le Royaume-Uni et la Turquie ; 2014 pour la Corée ; 2013-14 pour la Grèce et l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne, la Belgique et la Pologne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2010 pour la Suède ; 2009-10 pour l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie et la Nouvelle-Zélande ; 2008-09 pour l'Autriche ; 2006 pour l'Australie ; et 2005 pour l'Irlande. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties proportionnellement entre l'ensemble de activités. Les données se rapportent à la population âgée de 15 à 64 ans, sauf pour l'Australie (15 ans et plus) et la Nouvelle-Zélande (12 ans et plus). La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Slovénie et la Suisse en raison du manque de données récentes (2005 ou année plus récente) ou de différences dans les méthodes de collecte des données.

Source : Données de l'OCDE sur l'emploi du temps (base de données), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126332>

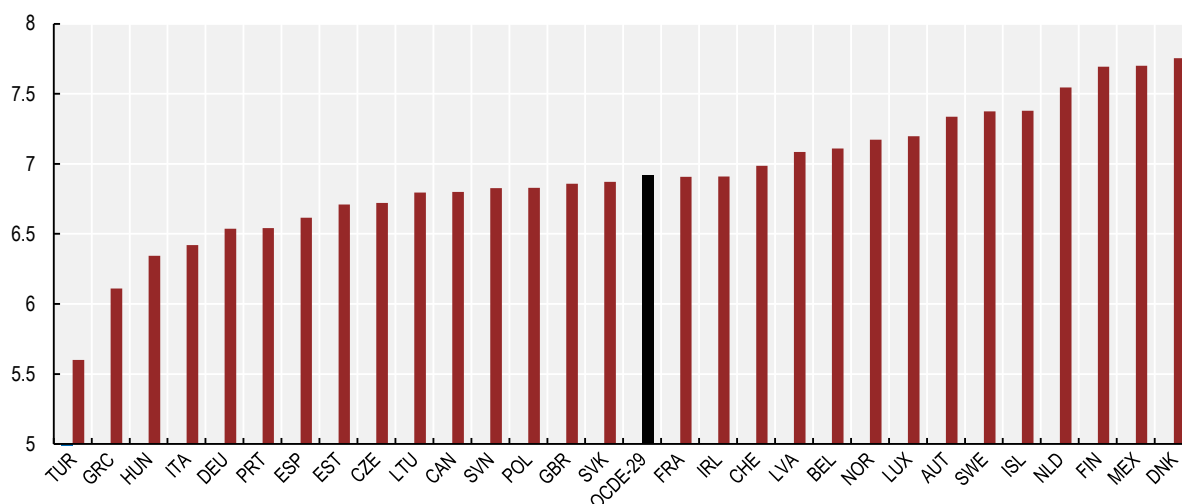
La différence de temps de travail total entre les sexes s'explique en majeure partie par les longues heures de travail non rémunéré des femmes (Graphique 10.4, partie B), c'est-à-dire le temps consacré aux tâches ménagères, à la prise en charge des enfants et des adultes, aux courses (produits et services) et aux déplacements associés aux activités du foyer. Dans les pays de l'OCDE, les hommes effectuent davantage d'heures de travail rémunéré que les femmes (presque 1 heure et 40 minutes de plus par jour en moyenne), tandis que les femmes accomplissent davantage d'heures de travail non rémunéré (environ 2 heures de plus par jour en moyenne). Même dans des pays tels que l'Estonie, où les écarts de temps de travail rémunéré entre hommes et femmes sont réduits, ce sont les femmes qui assument l'essentiel des tâches non rémunérées.

Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps

La satisfaction à l'égard de l'emploi du temps indique si les individus parviennent à trouver un équilibre qui leur convient entre différentes catégories d'activités. Dans les 29 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps est de 6.9 sur une échelle de 0 à 10. Les scores les plus élevés sont observés au Danemark (7.8), en Finlande et au Mexique (7.7 chacun) et aux Pays-Bas (7.5), et les plus bas en Hongrie (6.3), en Grèce (6.1) et en Turquie (5.6) (Graphique 10.5).

Graphique 10.5. Dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps est inférieure à 8 sur 10

Valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps sur une échelle de 0 à 10, 2013 ou dernière année disponible



Note : Les données portent sur 2013 pour l'ensemble des pays à l'exception du Canada et du Mexique, où les données ont été recueillies en 2016 et 2014 respectivement. Faute de données, la moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les données se rapportent aux personnes âgées de 16 ans et plus, sauf pour le Canada (15 ans et plus) et le Mexique (18 ans et plus).

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> ; de la *Base de données Eurostat (ilc_pw01)* pour la Turquie ; de l'Enquête sociale générale 2016 de Statistique Canada, <https://doi.org/10.25318/1310010601-eng> ; et des données de l'INEGI sur le bien-être subjectif au Mexique en 2014, <https://sineqi.page.link/p1SS>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126351>

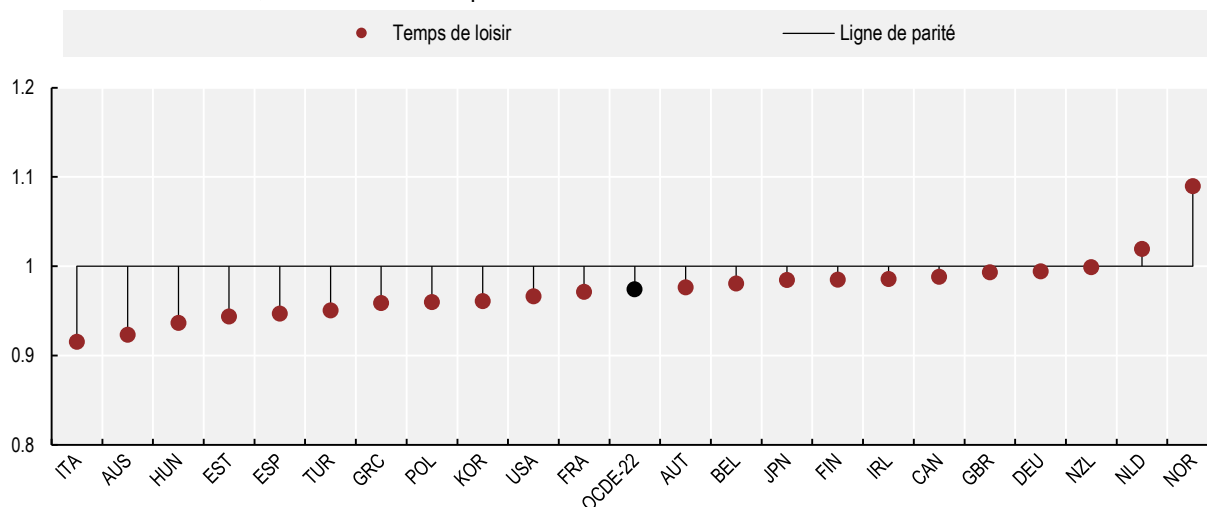
Inégalités au regard de l'équilibre vie professionnelle-vie privée : écarts entre les groupes de population

Les hommes ont plus de temps de loisir que les femmes et sont moins nombreux à effectuer de longues heures de travail non rémunéré

Parmi les salariés à temps plein, les hommes consacrent généralement plus de temps aux loisirs et aux occupations personnelles que les femmes (Graphique 10.6). Dans les pays de l'OCDE, l'écart moyen de temps de loisir entre les hommes et les femmes est de l'ordre de 45 minutes, mais la différence atteint presque 1 heure et 30 minutes en Italie. La Norvège et les Pays-Bas sont les seuls pays où les femmes salariées à temps plein consacrent davantage de temps aux loisirs et aux occupations personnelles que leurs homologues masculins.

Graphique 10.6. Parmi les salariés à temps plein, les hommes ont plus de temps de loisir que les femmes

Ratios femmes-hommes, dernière année disponible



Note : On calcule le ratio femmes-hommes en divisant les valeurs moyennes des femmes par les valeurs moyennes des hommes. Par conséquent, une valeur supérieure à 1.0 correspond systématiquement à une différence favorable aux femmes, et une valeur inférieure à 1.0 correspond systématiquement à une différence favorable aux hommes. Dans les enquêtes où il n'était pas directement demandé aux participants s'ils travaillaient à temps plein ou à temps partiel, les salariés à temps plein ont été définis comme ceux travaillant 30 heures ou plus par semaine. La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Royaume-Uni et la Turquie ; 2014 pour la Corée ; 2013-14 pour la Grèce et l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne, la Belgique et la Pologne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie et la Nouvelle-Zélande ; 2008-09 pour l'Autriche ; 2006 pour l'Australie ; et 2005 pour l'Irlande. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, la Colombie, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Slovénie, la Suède et la Suisse en raison du manque de données récentes (2005 ou année plus récente), de différences dans les méthodes de collecte des données, ou encore parce que les tableaux établis par les offices statistiques nationaux ne sont pas suffisamment détaillés pour que l'on puisse isoler les salariés à temps plein. Les données sur l'emploi du temps ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble de activités.

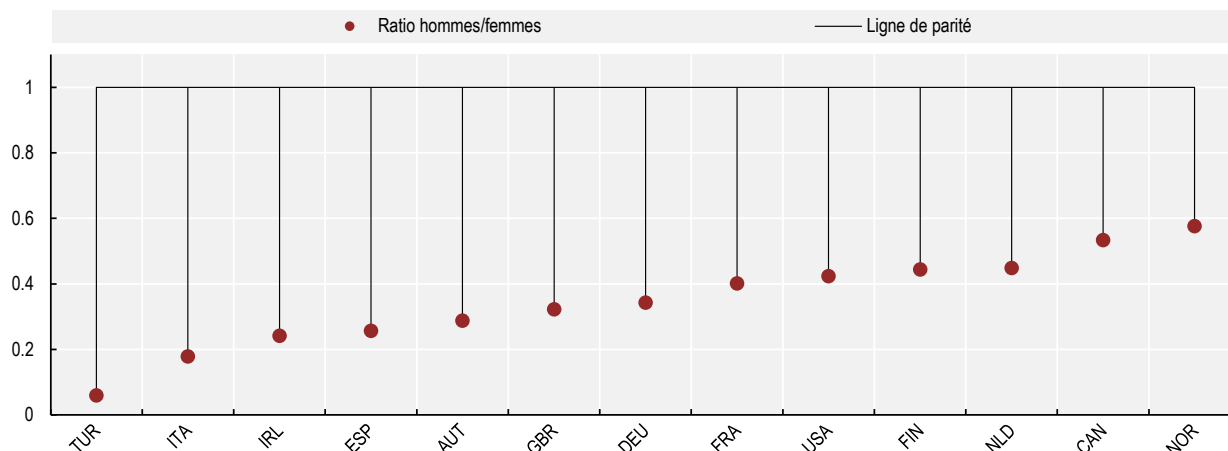
Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps (lorsqu'elles étaient disponibles), des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps d'Eurostat* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys> et de tableaux compilés par les offices statistiques nationaux.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126370>

En outre, les femmes d'âge actif sont systématiquement plus susceptibles d'effectuer de longues heures de travail non rémunéré que les hommes du même âge (Graphique 10.7). Ainsi, les femmes sont 1.7 fois plus susceptibles que les hommes d'effectuer de longues heures de travail non rémunéré en Norvège, mais presque 17 fois plus en Turquie. D'un autre côté, les mesures de la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps à l'échelle de la population (16 ans et plus) montrent peu de différences marquées entre les sexes, et le sens de l'écart varie d'un pays de l'OCDE à un autre.

Graphique 10.7. Les femmes effectuent systématiquement plus d'heures de travail non rémunéré que les hommes

Ratios hommes/femmes, dernière année disponible



Note : On calcule le ratio hommes/femmes (rapport entre les parts en pourcentage d'hommes et de femmes qui effectuent plus de 60 heures de travail par semaine, dont au moins 30 heures de travail non rémunéré) en divisant les valeurs moyennes des femmes par les valeurs moyennes des hommes. Par conséquent, une valeur supérieure à 1.0 correspond systématiquement à une différence favorable aux femmes, et une valeur inférieure à 1.0 correspond systématiquement à une différence favorable aux hommes. La couverture géographique est limitée aux pays pour lesquels des fichiers de microdonnées sur l'emploi du temps étaient disponibles (données de 2005 ou plus récentes) et les méthodes de collecte des données comparables. Les données portent uniquement sur les personnes âgées de 15 à 64 ans. La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Royaume-Uni et la Turquie ; 2013-14 pour l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, la Finlande et la France ; 2008-09 pour l'Autriche ; et 2005 pour l'Irlande. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble de activités.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps et des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps d'Eurostat* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys>.

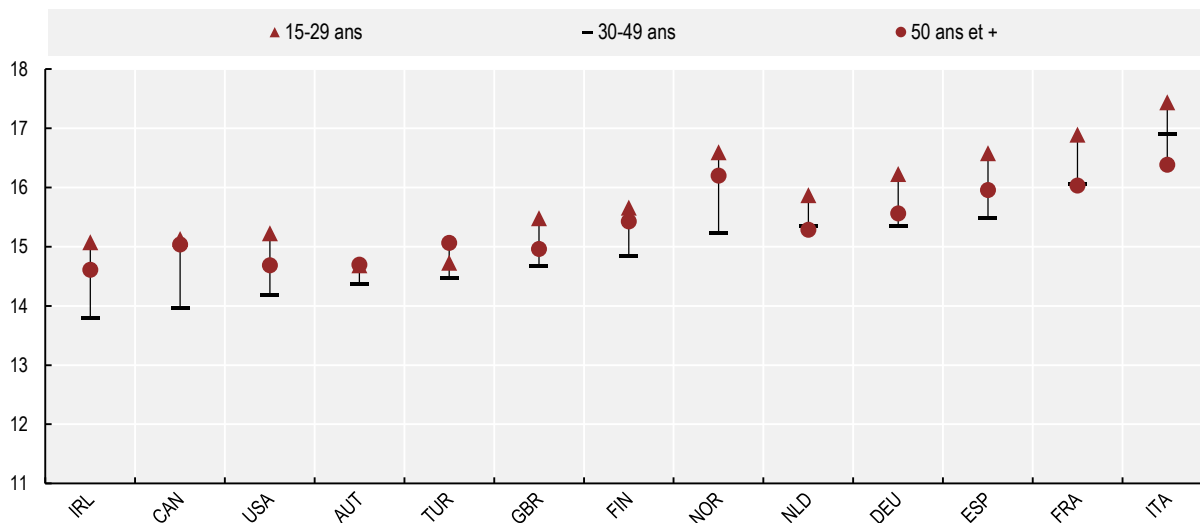
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126389>

Les personnes d'âge moyen sont celles qui ont le moins de temps de loisir et qui sont les moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps

Les personnes d'âge moyen sont la tranche d'âge qui a le moins de temps de loisir (Graphique 10.8). Dans les 13 pays de l'OCDE pour lesquels des données harmonisées sont disponibles, par rapport à la tranche d'âge 30-49 ans, les salariés à temps plein plus jeunes ont en moyenne 50 minutes de temps de loisir de plus par jour environ, et les salariés à temps plein plus âgés 25 minutes de plus. Les personnes âgées de 30 à 49 ans sont aussi les moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps (Graphique 10.9) : dans les pays de l'OCDE, la satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps est de 7 pour les 16-29 ans, de 7.4 pour les 50 ans et plus, et de seulement 6.4 pour les 30-49 ans.

Graphique 10.8. Les salariés à temps plein d'âge moyen sont ceux qui ont le moins de temps de loisir

Temps de loisir des salariés à temps plein, par âge, en nombre d'heures par jour, dernière année disponible



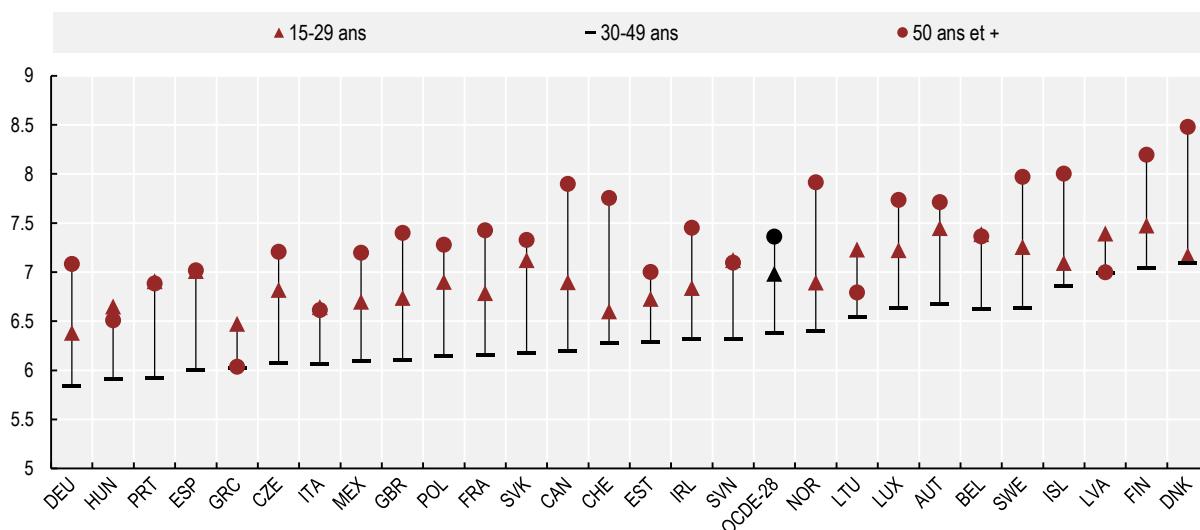
Note : Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du temps que les salariés à temps plein d'âge moyen consacrent aux loisirs et aux occupations personnelles. Dans les enquêtes où il n'était pas directement demandé aux participants s'ils travaillaient à temps plein ou à temps partiel, les salariés à temps plein ont été définis comme ceux travaillant 30 heures ou plus par semaine. La couverture géographique est limitée aux pays pour lesquels des fichiers de microdonnées sur l'emploi du temps étaient disponibles (données de 2005 ou plus récentes) et les méthodes de collecte des données comparables. La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Royaume-Uni et la Turquie ; 2013-14 pour l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, la Finlande et la France ; 2008-09 pour l'Autriche ; et 2005 pour l'Irlande. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour ; autrement dit, dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble de activités.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126408>

Graphique 10.9. Les personnes d'âge moyen sont les moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps

Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps sur une échelle de 0 à 10, par âge, 2013 ou dernière année disponible



Note : Les pays sont classés par ordre croissant en fonction de la satisfaction moyenne des personnes d'âge moyen quant à la façon dont elles occupent leur temps. Les données portent sur 2013 pour l'ensemble des pays à l'exception du Canada et du Mexique, où les données ont été recueillies en 2016 et 2014 respectivement. Faute de données, la moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie. Les données se rapportent aux personnes âgées de 16 ans et plus, sauf pour le Canada (15 ans et plus) et le Mexique (18 ans et plus).

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> ; de l'Enquête sociale générale 2016 de Statistique Canada, <https://doi.org/10.25318/1310010601-eng> ; et des données de l'INEGI sur le bien-être subjectif au Mexique en 2014, <https://sinegi.page.link/p1SS>.

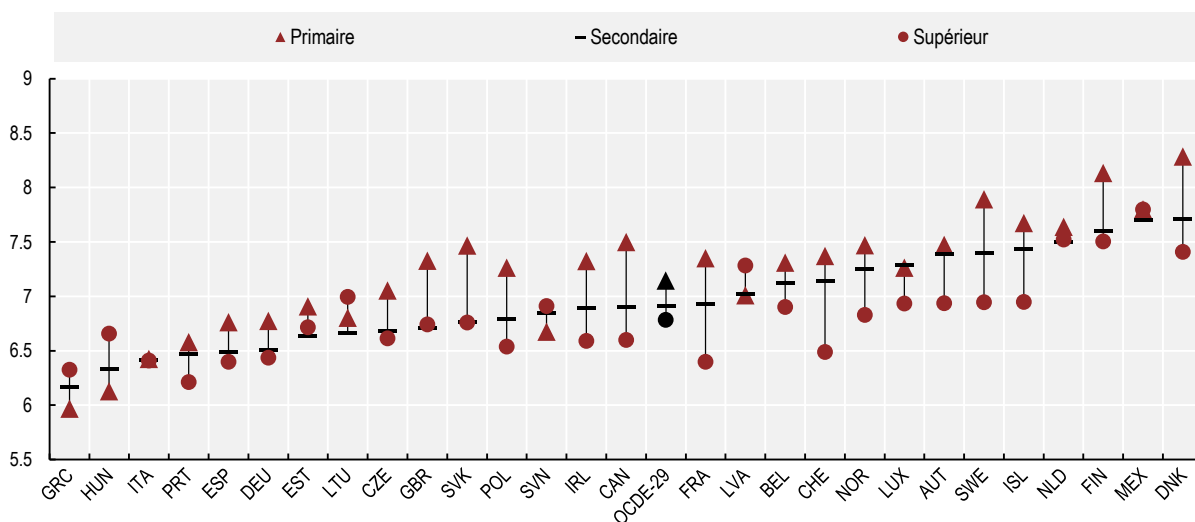
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126427>

Les personnes qui ont un niveau d'études plus élevé sont moins satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps

Dans les pays de l'OCDE en moyenne, la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps diminue légèrement à mesure que le niveau d'études augmente : l'indicateur s'établit à 7.1 sur 10 en moyenne pour les personnes ayant un niveau d'études primaire, à 6.9 pour celles ayant un niveau d'études secondaire et à 6.8 pour les diplômés de l'enseignement supérieur (Graphique 10.10). S'agissant de la satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps, le gradient d'éducation est plus prononcé en France, en Suède et au Canada, tandis qu'il est presque plat en Italie et au Mexique.

Graphique 10.10. La satisfaction à l'égard de l'emploi du temps diminue avec le niveau d'études

Valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps sur une échelle de 0 à 10, par niveau d'études, 2013 ou dernière année disponible



Note : Les pays sont classés par ordre croissant en fonction de la satisfaction moyenne des diplômés de l'enseignement secondaire quant à la façon dont ils occupent leur temps. Les données portent sur 2013 pour l'ensemble des pays à l'exception du Canada et du Mexique, où les données ont été recueillies en 2016 et 2014 respectivement. Faute de données, la moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Les données se rapportent aux personnes âgées de 16 ans et plus, sauf pour le Canada (15 ans et plus) et le Mexique (18 ans et plus).

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> ; de la *Base de données Eurostat (ilc_pw01)* pour la Turquie ; de l'Enquête sociale générale 2016 de Statistique Canada, <https://doi.org/10.25318/1310010601-eng> ; et des données de l'INEGI sur le bien-être subjectif au Mexique en 2014, <https://sinegi.page.link/p1SS>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126446>

Encadré 10.1. Mesure et programme statistique à venir

L'équilibre vie professionnelle-vie privée renvoie à la possibilité de concilier obligations familiales, loisirs et travail. Dans la mesure du possible, cette dimension devrait englober des aspects tels que le temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles et la satisfaction des individus quant à la façon dont ils occupent leur temps, et aussi tenter d'évaluer la répartition entre travail rémunéré et travail non rémunéré (Tableau 10.1). Les utilisations du temps qui associées négativement au bien-être, comme le temps passé dans les transports entre domicile et travail, entrent aussi dans cette dimension car elles limitent le temps disponible pour d'autres activités. L'équilibre vie professionnelle-vie privée recoupe partiellement certains aspects de la qualité de l'emploi abordés dans le chapitre « Travail et qualité de l'emploi », comme par exemple la proportion de personnes qui effectuent régulièrement de longues heures de travail rémunéré (50 heures ou plus par semaine). Par ailleurs, le chapitre sur les liens sociaux examine un aspect particulier du temps de loisir : le temps consacré aux interactions sociales.

Tableau 10.1. Indicateurs relatifs à l'équilibre vie professionnelle-vie privée examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Temps de loisir	Temps quotidien que les salariés à temps plein consacrent aux loisirs et aux occupations personnelles	s.o.	Écarts de temps de loisir moyen	s.o.
Écart hommes-femmes du nombre d'heures travaillées	Écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées par semaine (travail rémunéré et non rémunéré)	s.o.	s.o.	s.o.
Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps	Satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps, sur une échelle de 0 à 10	s.o.	Écarts de satisfaction moyenne à l'égard de l'emploi du temps	Proportion de personnes faisant état d'un score inférieur ou égal à 5 sur une échelle de 0 à 10 (définies par Eurostat comme les personnes « peu » satisfaites de la façon dont elles occupent leur temps).
Longues heures de travail non rémunéré	Proportion de la population d'âge actif totale qui effectue habituellement plus de 60 heures de travail par semaine, dont au moins 30 heures de travail non rémunéré	s.o.	Écart hommes-femmes du nombre d'heures de travail non rémunéré	s.o.

Le **temps de loisir** est la somme du temps consacré aux occupations personnelles (c'est-à-dire le temps passé à dormir, manger et boire, ainsi que le temps consacré à d'autres occupations personnelles, et le temps passé dans les trajets liés à ces activités) et du temps consacré aux loisirs (temps passé à faire du sport, rencontrer des amis ou des proches, assister ou participer à des manifestations, regarder la télévision ou écouter de la musique et autres activités de loisirs, ainsi que le temps passé dans les trajets liés à ces loisirs). Seules les activités qui sont l'activité principale sont comptabilisées ; il est donc probable que les mesures obtenues soient sous-estimées, en particulier les mesures du temps consacré aux loisirs, ces activités étant fréquemment menées simultanément avec d'autres tâches (par exemple, discuter au téléphone avec un ami tout en faisant la cuisine). Le temps

de loisir est mesuré à l'aide des enquêtes sur l'emploi du temps, dans lesquelles il est demandé aux participants de noter dans un journal la nature et la durée des activités qu'ils ont effectuées sur une période de 24 heures.

Certains pays (Colombie et Mexique par exemple) ont recours à une variante simplifiée du journal d'emploi du temps, de sorte que les estimations relatives à ces pays sont moins précises. Par ailleurs, dans l'enquête mexicaine sur l'emploi du temps, les répondants sont interrogés sur leur emploi du temps au cours des sept jours précédant l'entretien. Compte tenu du délai important entre l'activité et l'entretien, il est donc probable que les réponses soient approximatives. Pour cette raison, les estimations sur l'emploi du temps en Colombie et au Mexique ne sont pas présentées dans ce chapitre.

En principe, les enquêtes sur l'emploi du temps couvrent une année entière et comportent donc une proportion représentative de jours ouvrés et non ouvrés, ainsi que de jours fériés et de vacances scolaires. Toutefois, certains pays ne couvrent que des périodes particulières de la semaine ou de l'année : c'est par exemple le cas, dans une plus ou moins large mesure, en Australie, en Corée, en Irlande et au Japon. Autre problème potentiel, les différences de codage des activités, qui sont susceptibles de limiter la comparabilité des données. L'indicateur est limité aux salariés à temps plein parce qu'ils ont moins de latitude dans la façon dont ils peuvent organiser leur temps, et aussi parce que le choix d'un groupe de population précisément défini facilite les comparaisons entre pays. Dans les enquêtes où il n'était pas directement demandé aux participants s'ils travaillaient à temps plein ou à temps partiel, les salariés à temps plein ont été définis comme ceux travaillant 30 heures ou plus par semaine. Les données présentées ici ont été harmonisées ex post par l'OCDE, à partir des Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps, de la base de données d'Eurostat sur l'emploi du temps, de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes sur l'emploi du temps et des tableaux établis par les offices statistiques nationaux. Ces sources figurent dans la base de données de l'OCDE sur l'égalité femmes-hommes. Dans les pays pour lesquels la somme des temps alloués par jour aux différentes catégories d'activités n'est pas égale à 1 440 minutes, les minutes en moins ou en plus (de l'ordre de 30 à 40 minutes généralement) ont été réparties uniformément entre l'ensemble de activités.

Les longues heures de travail non rémunéré correspondent à la part de la population d'âge actif (15-64 ans) qui effectue au total plus de 60 heures de travail par semaine (travail rémunéré et non rémunéré), dont au moins 30 heures de travail non rémunéré. Soixante heures de travail par semaine équivalent à deux emplois à temps plein si l'on adopte la définition a minima de l'emploi à temps plein (30 heures par semaine). Cet indicateur reflète les longues heures de travail non rémunéré effectuées aussi bien par les personnes dont l'activité principale est la production domestique que par celles qui accomplissent une « double journée », en cumulant travail rémunéré et longues heures de travail non rémunéré. Le travail non rémunéré comprend les tâches ménagères habituelles, les achats de produits et services (principalement les produits alimentaires, les vêtements et les articles destinés à l'habitation), les soins aux personnes membres du foyer (enfants et adultes) et extérieures au foyer, le bénévolat, les déplacements liés aux activités du foyer et autres formes de travail non rémunéré. Le temps de travail rémunéré comprend le temps que les personnes consacrent à tous leurs emplois et tous les trajets domicile-travail. Dans le cas de plusieurs pays, il n'a pas été possible de dissocier les trajets domicile-travail et domicile-école, de sorte que les temps de trajet comprennent à la fois les déplacements liés à l'activité professionnelle et ceux liés aux études. Les informations correspondantes sont recueillies par le biais des enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir ci-avant).

L'écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées correspond à la différence de temps total travaillé par jour (en minutes) entre les hommes et les femmes, en prenant en considération le travail rémunéré et le travail non rémunéré (selon les définitions données ci-dessus). Les informations correspondantes sont recueillies par le biais des enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir ci-avant). Les données relatives à cet indicateur ne portent que sur la population d'âge actif (15-64 ans).

La **satisfaction à l'égard de l'emploi du temps** indique la mesure dans laquelle les individus sont satisfaits de la façon dont ils occupent leur temps sur une échelle à 11 points, allant de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (entièrement satisfait). Il est demandé aux répondants de formuler une appréciation globale réfléchie sur toutes les composantes de leur emploi du temps. Cette question a été posée à des personnes âgées de 16 ans et plus résidant dans 27 pays européens de l'OCDE (dont l'Islande et la Turquie) dans le cadre de l'enquête EU-SILC de 2013, ainsi qu'à des personnes âgées de 18 ans et plus au Mexique (INEGI, données sur le bien-être subjectif au Mexique). Une question similaire a été posée aux personnes âgées de 15 ans et plus au Canada (Enquête sociale générale de 2016). Cependant, dans le cas du Canada, l'enquête demandait aux participants dans quelle mesure ils étaient satisfaits du temps dont ils disposaient pour faire ce qu'ils aiment.

Corrélations entre les indicateurs relatifs à l'équilibre vie professionnelle-vie privée

L'écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées présente une corrélation négative relativement marquée (-0.6) avec la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps : dans les pays où les femmes effectuent beaucoup plus d'heures de travail rémunéré et non rémunéré que les hommes, la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps dans l'ensemble de la population est plus faible (Tableau 10.2). D'après les données détaillées, ce constat vaut aussi bien pour les hommes que pour les femmes – autrement dit, les hommes comme les femmes sont moins satisfaits dans les pays où il y a entre eux un écart plus important. Par contraste, dans les 15 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles pour les deux aspects, le temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles (pour les salariés à temps plein) n'est pas corrélé avec la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps (pour l'ensemble de la population âgée de 16 ans et plus).

Tableau 10.2. Dans les pays où les femmes effectuent beaucoup plus d'heures de travail que les hommes, la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps est plus faible

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs relatifs à l'équilibre vie professionnelle-vie privée

	Temps de loisir	Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps	Écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées	Longues heures de travail non rémunéré
Temps de loisir				
Satisfaction à l'égard de l'emploi du temps	0.11 (15)			
Écart hommes-femmes du nombre total d'heures travaillées	0.31 (21)	-0.59*** (23)		
Longues heures de travail non rémunéré	-0.21 (11)	-0.09 (10)	0.31 (11)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$, ** au niveau $p < 0.05$ et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Les dernières années ont été marquées par une multiplication des initiatives de collecte de données multi-pays sur l'emploi du temps (comme par exemple la Multinational Time Use Study (MTUS) et les Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps (HETUS)), des lignes directrices (par exemple, CEE-ONU (2013^[1]) et UNSD (2005^[2])) et des classifications internationales (par exemple, Classification internationale des activités à prendre en compte dans les statistiques du budget-temps (ICATUS) des Nations Unies). Des progrès s'imposent néanmoins sur le plan de l'harmonisation des méthodes de collecte des données, et notamment de la durée des tranches horaires et du nombre de

jours qui composent les journaux d'emploi du temps. Il sera particulièrement important de traiter les jours ouvrés et non ouvrés de façon plus cohérente pour l'évaluation d'activités telles que les loisirs et les occupations personnelles, le temps moyen qui leur est consacré étant susceptible de varier fortement entre la semaine et le weekend. En outre, parce qu'elles mobilisent un volume de ressources relativement important, les enquêtes sur l'emploi du temps ne sont généralement conduites que tous les cinq ou tous les dix ans environ (sauf aux États-Unis). Pour les années sans enquête, ou dans les situations où il n'est pas possible de les réaliser, une solution consisterait à recueillir les données sur l'emploi du temps au moyen d'instruments d'enquête moins exigeants en termes de collecte et de réponse, par exemple des journaux « simplifiés » dans lesquels les catégories d'emploi du temps sont précodées (CEE-ONU, 2013^[1]).

Si les enquêtes sur l'emploi du temps constituent la principale source d'informations sur la quantité de temps de loisir dont disposent les participants, on peut également leur demander d'évaluer la qualité de leur temps de loisir et leur équilibre vie professionnelle-vie privée. Or, ces questions ne sont pas harmonisées dans les enquêtes sur l'emploi du temps (la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps, le temps de loisir et l'équilibre vie professionnelle-vie privée ne sont pas des notions strictement équivalentes). Des questions sur la satisfaction à l'égard de l'emploi du temps sont intégrées dans le module ad hoc de l'EU-SILC 2013, dans l'enquête mexicaine sur le bien-être subjectif de 2014 et dans l'Enquête sociale générale canadienne de 2016. Cependant, elles concernent uniquement les pays européens, le Mexique et le Canada et il n'existe pas de données comparables pour les autres pays de l'OCDE.

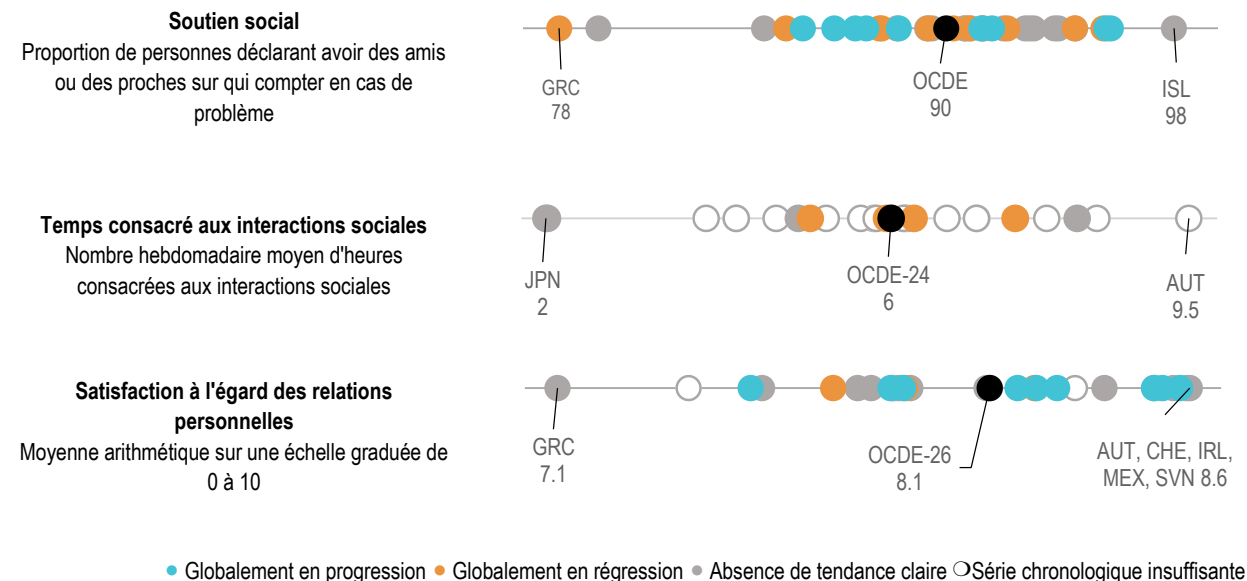
Références

- CEE-ONU (2013), *Guidelines for Harmonizing Time-Use Surveys*, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Genève, <http://unece.org/index.php?id=34496>. [1]
- UNSD (2005), *Guide to Producing Statistics on Time Use: Measuring Paid and Unpaid Work*, Division de statistique des Nations Unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/pubs/gesgrid.asp?id=347> (consulté le 12 décembre 2019). [2]

11 Liens sociaux

Les liens sociaux concernent le temps passé avec autrui et la qualité de ce temps, ainsi que la perception de la population quant au soutien sur lequel elle peut compter. Bien qu'ils ne consacrent pas tous le même temps aux relations sociales, les individus ont une perception de leurs liens sociaux globalement positive et relativement similaire d'un pays de l'OCDE à l'autre. En moyenne, les citoyens sont très satisfaits de leurs relations sociales (8.1 sur une échelle graduée de 0 à 10), et 90 % d'entre eux estiment avoir quelqu'un sur qui compter en cas de besoin. Les hommes consacrent chaque semaine en moyenne 40 minutes de moins que les femmes aux relations sociales, mais les différences entre les sexes en matière de satisfaction à l'égard des relations sociales sont négligeables. Les seniors consacrent moins de temps aux relations sociales et bénéficient d'un soutien social moindre, mais leur satisfaction à l'égard de leurs relations sociales n'est pas vraiment plus faible que celle des générations plus jeunes. Les personnes qui ont un niveau d'études peu élevé sont plus susceptibles que celles qui ont suivi des études plus longues de manquer de soutien social.

Graphique 11.1. Liens sociaux : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir). Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

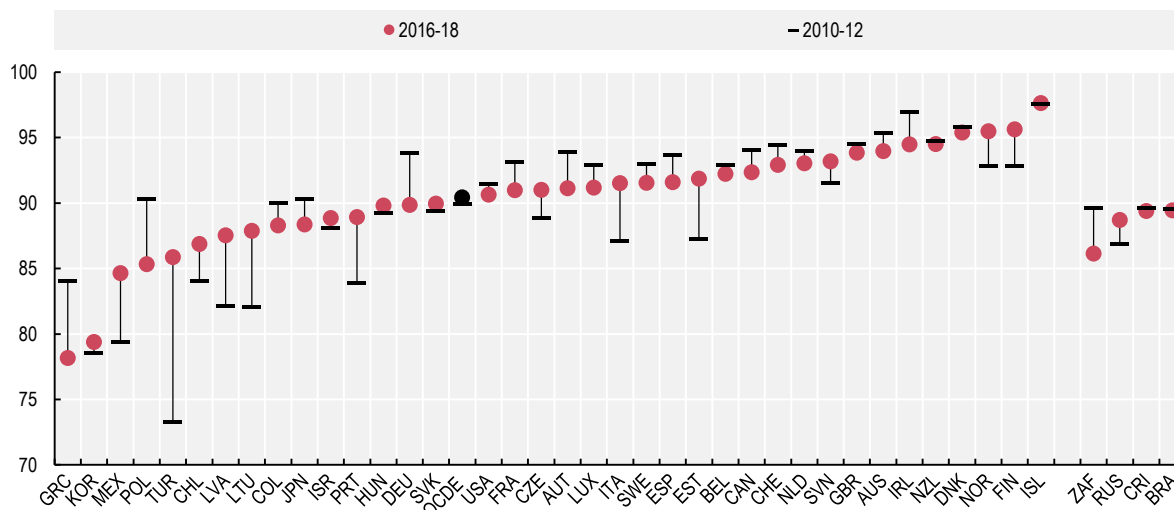
Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir du *Gallup World Poll* (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx> ; Eurostat, *Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys> ; *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données) ; base de données d'Eurostat (ilc_pw01) pour l'Allemagne, l'Irlande, la République slovaque et le Royaume-Uni ; Statistique Canada, *Enquête sociale générale 2016*, <https://doi.org/10.25318/1310010601-fra> ; et INEGI, *Bien-être subjectif au Mexique*, <https://sinegi.page.link/p1SS>.

Soutien social


Dans les pays de l'OCDE, environ 9 personnes sur 10 indiquent avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de problème. Cette proportion est comprise entre 78 % en Grèce et 98 % en Islande (Graphique 11.2). La moyenne de l'OCDE n'a quasiment pas changé entre 2010-12 et 2016-18. Le pourcentage de personnes qui se sentent soutenues a cependant diminué en Grèce (de près de 6 points de pourcentage), en Pologne (-5) et en Allemagne (-4), tandis qu'au cours de la même période, il a augmenté de plus de 4 points de pourcentage en Italie et en Estonie et d'au moins 5 points au Portugal, au Mexique, en Lettonie, en Lituanie et en Turquie.

Graphique 11.2. En moyenne 90 % des habitants de l'OCDE ont quelqu'un sur qui compter

Proportion de personnes indiquant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de problème, en pourcentage



Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

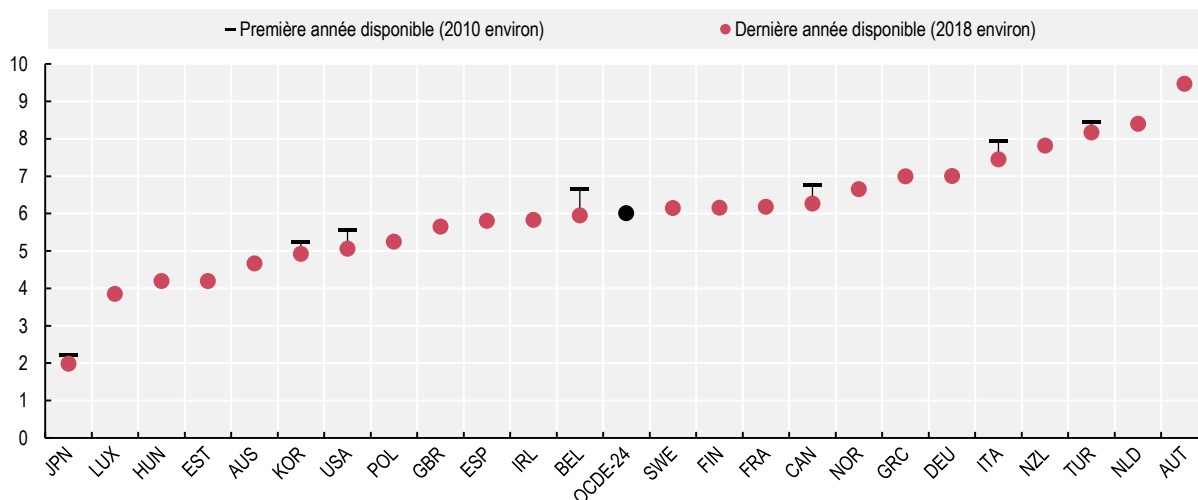
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126465>

Temps consacré aux interactions sociales

Le temps consacré aux interactions sociales est mesuré par le nombre d'heures hebdomadaire pendant lesquelles les interactions avec des proches et des amis constituent la principale activité (les interactions qui se produisent dans le cadre d'autres activités principales, comme le travail, la prise en charge d'un tiers ou les études, ne sont donc pas prises en compte). Dans les pays de l'OCDE, les personnes de 15 ans et plus consacrent en moyenne 6 heures par semaine aux interactions avec leurs proches et leurs amis (Graphique 11.3). Ce chiffre varie de 2 heures par semaine au Japon à environ 4 heures au Luxembourg, en Hongrie et en Estonie et plus de 7 heures en Italie, en Nouvelle-Zélande, en Turquie et aux Pays-Bas et plus de 9 heures en Autriche. L'évolution de l'emploi du temps depuis 2005 ne peut être évaluée que pour sept pays de l'OCDE : la Belgique, le Canada, la Corée, les États-Unis, l'Italie, le Japon et la Turquie. Le temps hebdomadaire consacré aux interactions sociales a diminué d'environ une demi-heure au Canada, aux États-Unis et en Italie, et d'un peu plus de 40 minutes en Belgique.

Graphique 11.3. Dans les pays de l'OCDE, le temps hebdomadaire consacré aux interactions sociales est compris entre 2 heures et plus de 9 heures

Temps moyen consacré aux interactions sociales, en nombre d'heures hebdomadaire



Note : Seules les heures pendant lesquelles les interactions avec les proches et les amis constituent la principale activité sont prises en compte. Le temps pendant lequel les interactions sociales sont une activité annexe est donc exclu. Les données relatives à la Colombie et au Mexique ne sont pas présentées en raison de différences méthodologiques au niveau de la collecte. La moyenne de l'OCDE exclut en outre le Chili, la République tchèque, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie et la Suisse en raison de l'absence de données récentes (portant sur 2005 ou les années suivantes). La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Luxembourg, la Turquie et le Royaume-Uni ; 2014 pour la Corée ; 2013-14 pour la Grèce et l'Italie ; 2012-13 pour la Belgique, l'Allemagne et la Pologne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2010 pour la Suède ; 2009-10 pour l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne ; 2008-09 pour l'Autriche ; 2006 pour l'Australie ; et 2005 pour l'Irlande. Lorsqu'elles existent, les données relatives à la première année disponible se rapportent à 2011 pour le Japon ; 2010 pour le Canada et les États-Unis ; 2009 pour la Corée ; 2008-09 pour l'Italie ; 2006 pour la Turquie ; et 2005-06 pour la Belgique. Les données se rapportent aux personnes de 15 ans et plus, sauf pour la Corée (2014) et la Suède, pour lesquelles elles se rapportent à la population âgée de 15 à 64 ans, et pour la Nouvelle-Zélande, pour laquelle elles se rapportent aux personnes de 12 ans et plus. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour : en d'autres termes, pour les pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties uniformément sur l'ensemble des activités.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des données d'Eurostat, *Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données) lorsqu'elles étaient disponibles, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys>, et des tableaux fournis par les offices statistiques nationaux.

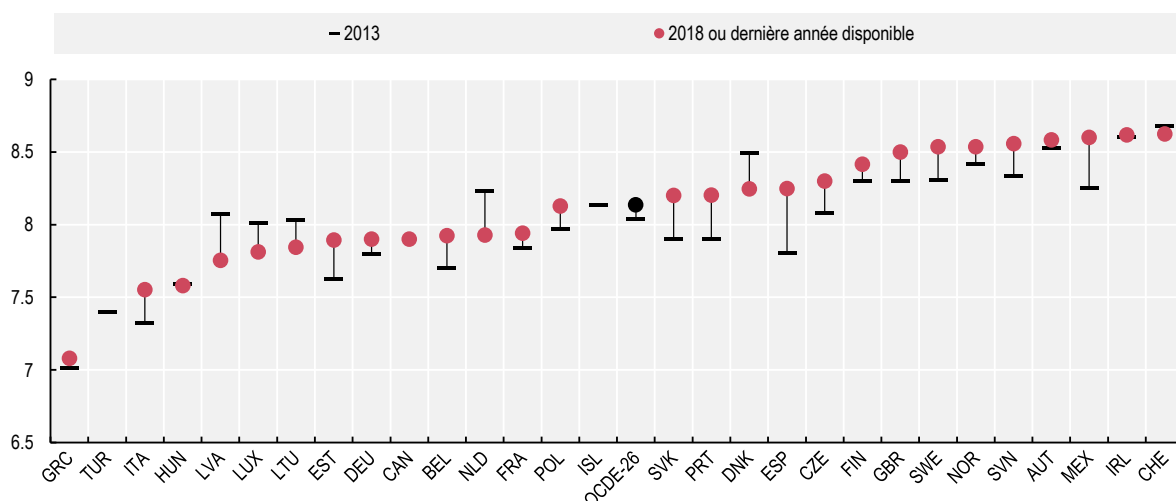
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126484>

Satisfaction à l'égard des relations personnelles

La satisfaction à l'égard des relations personnelles rend compte de la qualité perçue des relations sociales. Dans les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les individus sont en général satisfaits de la qualité de leurs relations personnelles, l'évaluant à 8.1 (sur une échelle graduée de 0 à 10). Ce score varie peu selon les pays, puisqu'il est compris entre un peu plus de 7 en moyenne en Grèce et 8.6 en Suisse, en Irlande, au Mexique, en Autriche et en Slovénie (Graphique 11.4).

Graphique 11.4. La satisfaction à l'égard des relations personnelles varie peu d'un pays de l'OCDE à l'autre

Valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard des relations personnelles, échelle graduée de 0 à 10



Note : Les données se rapportent aux personnes de 16 ans et plus, sauf au Canada (15 ans et plus) et au Mexique (18 ans et plus). La dernière année disponible est 2016 pour le Canada et 2013 pour l'Islande et la Turquie. La moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, Israël, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis en raison de l'absence de données disponibles, de même que le Canada, l'Islande et la Turquie, où une seule observation est disponible. Les données se rapportant à 2018 sont provisoires pour l'Irlande et le Royaume-Uni.

Sources : *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données) ; base de données d'Eurostat (ilc_pw01) pour l'Allemagne (2018), l'Irlande (2018), la République slovaque (2018) et le Royaume-Uni (2018) ; Statistique Canada, Enquête sociale générale 2016, <https://doi.org/10.25318/1310010601-fra> ; et INEGI, Bien-être subjectif au Mexique, <https://sinegi.page.link/p1SS>.

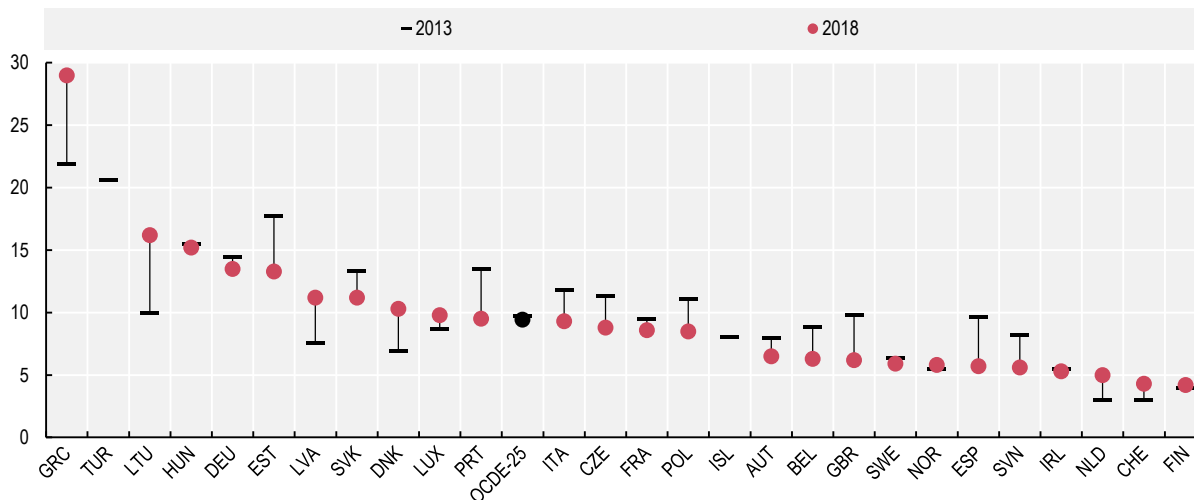
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126503>

La satisfaction à l'égard des relations personnelles a légèrement augmenté depuis 2013, mais cette évolution moyenne masque des différences entre les pays – le score a ainsi gagné 0.3 point ou plus en Espagne, au Mexique, au Portugal, en République slovaque et en Estonie, tandis qu'il a perdu 0.3 point en Lettonie, aux Pays-Bas et au Danemark.

Malgré un score moyen relativement élevé dans les pays de l'OCDE, environ 10 % des personnes invitées à évaluer leur satisfaction à l'égard de leurs relations personnelles indiquent une note inférieure ou égale à 5 (sur une échelle graduée de 0 à 10). Cette proportion est comprise entre environ 5 % en Finlande, en Suisse, aux Pays-Bas et en Irlande et près de 30 % en Grèce, en passant par plus de 15 % en Hongrie, en Lituanie et en Turquie (Graphique 11.5).

Graphique 11.5. En moyenne, 10 % de la population des pays de l'OCDE sont peu satisfaits de leurs relations

Proportion des personnes de 16 ans ou plus se déclarant peu satisfaites de leurs relations personnelles (note inférieure ou égale à 5 sur une échelle graduée de 0 à 10), en pourcentage



Note : La moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, Israël, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis en raison de l'absence de données disponibles, de même que l'Islande et la Turquie, où une seule observation est disponible. Les données relatives au Canada et au Mexique ne sont pas présentées parce que les tableaux des offices statistiques nationaux ne sont pas suffisamment détaillés pour fournir des informations distributives. Les données pour l'Irlande et le Royaume-Uni se rapportant à 2018 sont provisoires.

Sources : *Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database> ; base de données d'Eurostat (ilc_pw01) pour l'Allemagne (2018), l'Irlande (2018), la République slovaque (2018), la Turquie (2013) et le Royaume-Uni (2018).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126522>

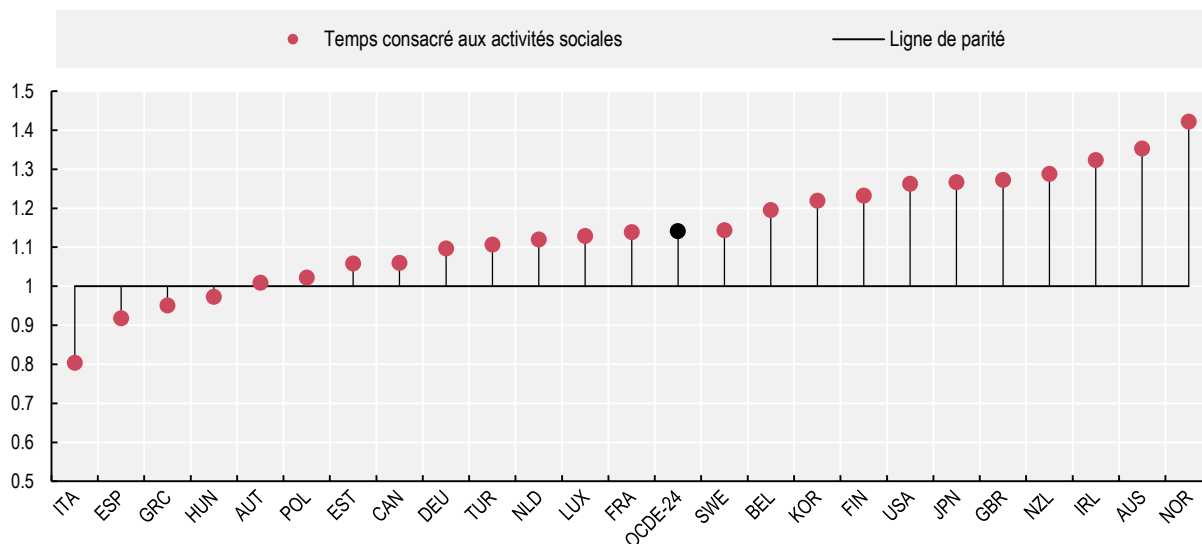
Inégalités en matière de liens sociaux : écarts entre groupes de population

Les femmes consacrent plus de temps aux interactions sociales que les hommes, mais il n'existe pas d'écart entre les sexes en matière de soutien social et de satisfaction

Il n'existe pas de différence sensible entre hommes et femmes en matière de soutien social et de satisfaction à l'égard des relations personnelles. Il existe en revanche un écart important s'agissant du temps consacré aux relations sociales (Graphique 11.6). En moyenne dans les pays de l'OCDE, les femmes consacrent chaque semaine 40 minutes de plus que les hommes aux relations sociales (6 heures et 20 minutes contre 5 heures et 40 minutes). Cet écart est particulièrement grand en Norvège (2 heures et 20 minutes par semaine), en Australie, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni (supérieur à une heure dans tous ces pays). À l'inverse, les hommes consacrent plus de temps que les femmes aux relations sociales en Italie (8 heures 20 minutes par semaine contre 6 heures 40 minutes pour les femmes) et, dans une moindre mesure, en Espagne et en Grèce.

Graphique 11.6. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les femmes consacrent plus de temps aux relations sociales que les hommes

Ratio femmes-hommes, dernière année disponible



Note : Le ratio femmes-hommes se calcule en divisant les valeurs moyennes obtenues pour les femmes à celles obtenues pour les hommes. Un ratio supérieur à 1 indique donc un résultat plus élevé pour les femmes et un ratio inférieur à 1 un résultat plus élevé pour les hommes. Seules les heures pendant lesquelles les interactions avec les proches et les amis constituent la principale activité sont prises en compte. Le temps pendant lequel les interactions sociales sont une activité secondaire est donc exclu. Les données relatives à la Colombie et au Mexique ne sont pas présentées en raison de différences méthodologiques au niveau de la collecte. La moyenne de l'OCDE exclut en outre le Chili, la République tchèque, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie et la Suisse en raison de l'absence de données récentes (portant sur 2005 ou les années suivantes). Les données se rapportent à 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Luxembourg, la Turquie et le Royaume-Uni ; 2014 pour la Corée ; 2013-14 pour la Grèce et l'Italie ; 2012-13 pour la Belgique, l'Allemagne et la Pologne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2010 pour la Suède ; 2009-10 pour l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne ; 2008-09 pour l'Autriche ; 2006 pour l'Australie ; et 2005 pour l'Irlande. Les données se rapportent aux personnes de 15 ans et plus, sauf pour la Corée et la Suède, pour lesquelles elles se rapportent à la population âgée de 15 à 64 ans, et pour la Nouvelle-Zélande, pour laquelle elles se rapportent aux personnes de 12 ans et plus. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour : en d'autres termes, pour les pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties uniformément sur l'ensemble des activités.

Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des données d'Eurostat, *Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données) lorsqu'elles étaient disponibles, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys>, et des tableaux fournis par les offices statistiques nationaux.

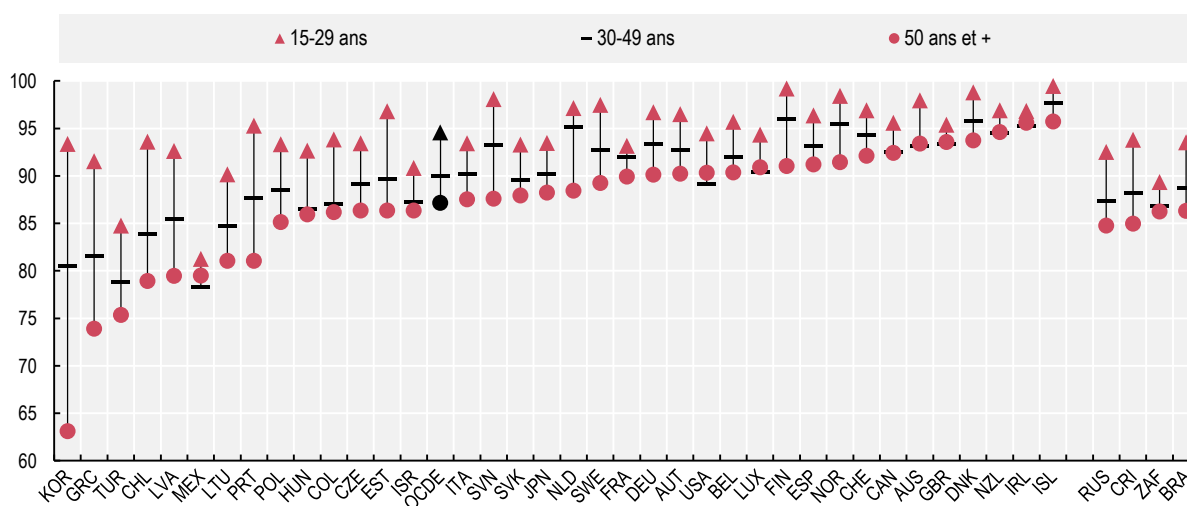
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126541>

Les seniors se sentent moins soutenus et consacrent souvent moins de temps aux interactions sociales que les générations plus jeunes

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le soutien social perçu diminue avec l'âge. En Corée, en Grèce, au Chili, en Lettonie et au Portugal, la pente de la variation du soutien social en fonction de l'âge est particulièrement abrupte (Graphique 11.7). Ainsi, en Corée, 93 % des personnes âgées de 15 à 29 ans indiquent avoir des proches ou amis sur qui compter en cas de problème, contre seulement 63 % des personnes de 50 ans ou plus. En revanche, en France, en Islande, en Irlande, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, les écarts entre groupes d'âge sont faibles.

Graphique 11.7. Le soutien social est plus faible parmi les seniors

Proportion de personnes indiquant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de problème, selon l'âge, en pourcentage, données groupées pour la période 2010-18



Note : Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon le soutien social dont bénéficient les personnes de 50 ans et plus.

Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126560>

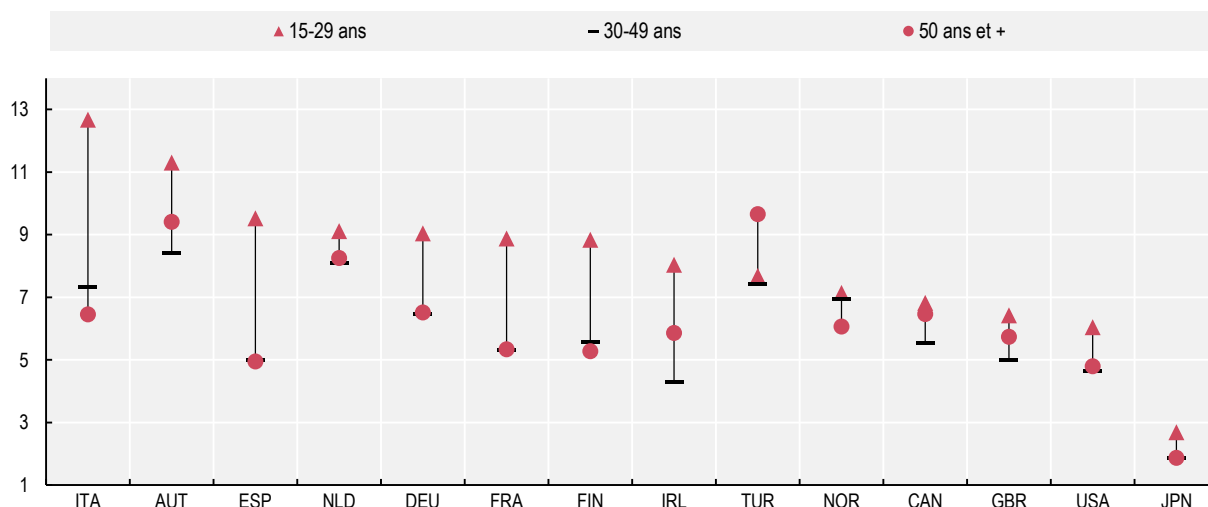
Dans les 14 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les jeunes (15-29 ans) consacrent en moyenne chaque semaine près de 2 heures 20 minutes de plus aux relations sociales que les personnes d'âge moyen (30-49 ans) (Graphique 11.8). Cet écart est faible en Norvège et en Turquie, mais plus grand en Italie, en Irlande et en Espagne, où il est compris entre 3 heures 50 minutes et 5 heures 20 minutes. En moyenne, dans les pays pour lesquels il existe des données, les personnes d'âge moyen (30-49 ans) et les seniors (50 ans et plus) consacrent globalement le même temps aux relations sociales, même si les tendances diffèrent d'un pays à l'autre. Ainsi, en Finlande, en Italie et en Norvège, les personnes de 30 à 49 ans consacrent plus de temps aux relations sociales que celles âgées de 50 ans et plus. À l'inverse, en Irlande, les seniors consacrent chaque semaine pratiquement une heure et 40 minutes de plus à leur vie sociale que les personnes âgées de 30 à 49 ans ; cet écart atteint 2 heures 20 minutes en Turquie.

Alors qu'il existe d'importantes différences selon l'âge sur le plan du soutien social et du temps consacré aux relations sociales, les écarts sont relativement faibles pour ce qui est de la satisfaction à l'égard des relations sociales. Dans le pays moyen de l'OCDE, cette satisfaction est de 8.3 pour les personnes âgées de 16 à 29 ans (elle est comprise entre 7.4 en Grèce et 8.9 en Slovaquie), de 8 pour les personnes de

30 à 49 ans (elle varie de 7.1 en Grèce à 8.5 en Autriche et en Slovénie) et de 8 pour les personnes de 50 ans ou plus (elle varie de 7 en Grèce à 8.8 en Suède).

Graphique 11.8. Les jeunes générations consacrent plus de temps que les autres aux relations sociales

Temps moyen consacré aux relations sociales selon l'âge, en nombre d'heures hebdomadaire, dernière année disponible



Note : Les pays sont classés dans l'ordre décroissant selon le temps que les personnes âgées de 15 à 29 ans consacrent aux relations sociales. Seules les heures pendant lesquelles les interactions avec les proches et les amis constituent la principale activité sont prises en compte. Le temps pendant lequel les interactions sociales sont une activité secondaire est donc exclu. Les données relatives à la Colombie et au Mexique ne sont pas présentées en raison de différences méthodologiques au niveau de la collecte. L'Australie, la Belgique, la Corée, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Pologne et la Suède sont également exclus parce que les tableaux des offices statistiques nationaux ne sont pas assez détaillés pour permettre des ventilations selon l'âge. Les données concernant le Chili, le Danemark, l'Islande, Israël, la Lettonie, la Lituanie, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Slovénie et la Suisse n'apparaissent pas en raison de l'absence de données récentes (portant sur 2005 ou les années suivantes). La dernière année disponible est 2018 pour les États-Unis ; 2016 pour le Japon et les Pays-Bas ; 2015 pour le Canada ; 2014-15 pour le Luxembourg, la Turquie et le Royaume-Uni ; 2013-14 pour l'Italie ; 2012-13 pour l'Allemagne ; 2010-11 pour la Norvège ; 2009-10 pour l'Espagne, la Finlande et la France ; 2008-09 pour l'Autriche et 2005 pour l'Irlande. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour : en d'autres termes, pour les pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties uniformément sur l'ensemble des activités.

Source : Eurostat, *Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveys>.

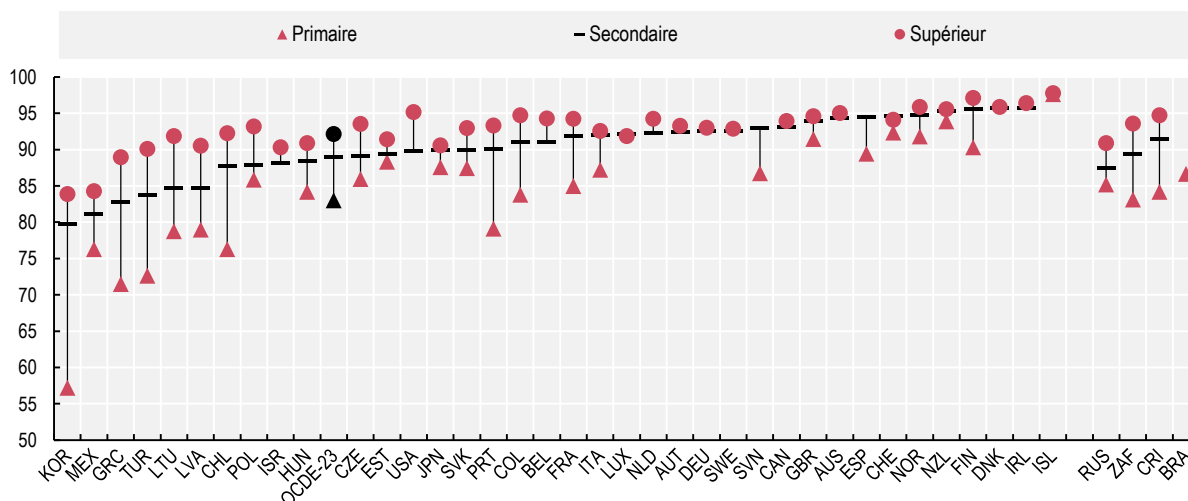
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126579>

Les personnes ayant un niveau d'études plus élevé ont davantage accès à un soutien social

Dans le pays moyen de l'OCDE, la proportion de personnes déclarant avoir quelqu'un sur qui compter en cas de problème est inférieure de 9 points parmi les personnes qui n'ont suivi qu'une scolarité primaire à cette même proportion parmi les personnes qui ont suivi des études supérieures (Graphique 11.9). L'écart est inférieur à 2 points de pourcentage en Suisse, en Nouvelle-Zélande et en Islande, mais supérieur à 15 points de pourcentage en Corée, en Grèce, en Turquie et au Chili.

Graphique 11.9. Les personnes ayant un niveau d'études bas bénéficient d'un moindre soutien social

Proportion de personnes indiquant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de problème selon le niveau d'études, en pourcentage, données groupées pour la période 2010-18



Note : Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon le soutien social dont bénéficient les personnes ayant suivi une scolarité secondaire. Les données relatives aux pays pour lesquels le nombre d'observations dans une catégorie est inférieur à 500 n'apparaissent pas. La moyenne de l'OCDE ne tient compte que des pays pour lesquels des observations existent pour les trois niveaux d'études : Allemagne, Autriche, Australie, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Irlande, Islande, Israël, Luxembourg, Pays-Bas, Slovaquie et Suède.

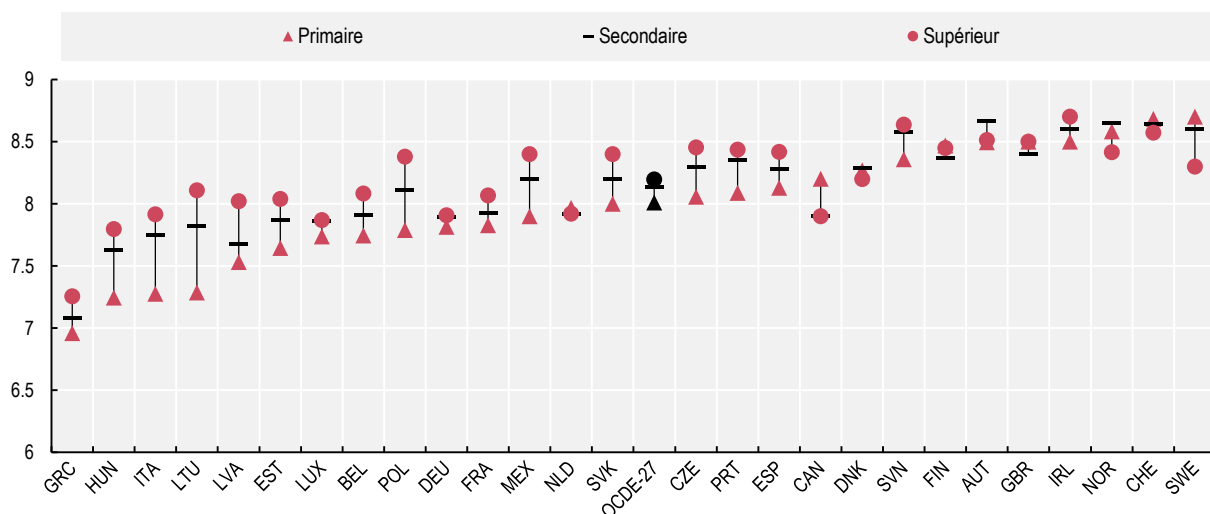
Source : Gallup World Poll (base de données), <https://www.gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126598>

De même, dans le pays moyen de l'OCDE, les personnes qui n'ont suivi qu'une scolarité primaire sont généralement moins satisfaites de leurs relations personnelles que celles qui ont un niveau d'études plus élevé (Graphique 11.10). En moyenne, l'écart entre ces deux groupes est de 0.5 point (sur une échelle graduée de 0 à 10), et cet écart est plus grand dans les pays où la satisfaction à l'égard des relations personnelles est faible (comme la Lituanie, la Hongrie et l'Italie). Au contraire, en Norvège, en Suède et en Suisse, où la population est globalement satisfaite de ses relations personnelles, les écarts selon le niveau d'études sont faibles.

Graphique 11.10. Les personnes ayant un niveau d'études bas sont en moyenne moins satisfaites que les autres de leurs relations personnelles

Satisfaction à l'égard des relations personnelles, selon le niveau d'études, dernière année disponible



Note : Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon le soutien social dont bénéficient les personnes ayant suivi une scolarité primaire. Les données se rapportent aux personnes de 16 ans et plus, sauf pour le Canada (15 ans et plus) et le Mexique (18 ans et plus). La moyenne de l'OCDE exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Islande, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de l'absence de données. La dernière année disponible est 2018 sauf pour le Canada (2016) et le Mexique (2014). Les données relatives à l'Irlande et au Royaume-Uni sont provisoires.

Sources : Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) (base de données), <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> ; base de données d'Eurostat (ilc_pw05) pour l'Allemagne, l'Irlande, la République slovaque et le Royaume-Uni ; Statistique Canada, Enquête sociale générale 2016, <https://doi.org/10.25318/1310010601-fra> ; et INEGI, Bien-être subjectif au Mexique (2014), <https://sinegi.page.link/p1SS>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126617>

Encadré 11.1. Mesure et programme statistique à venir

Une batterie idéale d'indicateurs des liens sociaux fournirait des informations quantitatives sur les interactions sociales (fréquence et temps passé avec les membres du ménage, les proches, les amis, les collègues et les autres connaissances, etc.) et qualitatives (satisfaction à l'égard des relations sociales, solitude perçue, etc.), de même que des informations sur le soutien que procurent ces relations (soutien affectif et financier, etc.). Il est particulièrement utile de mesurer à la fois la quantité et la qualité des liens sociaux, ces deux catégories d'indicateurs ne rendant pas nécessairement compte des mêmes phénomènes : le fait de passer beaucoup de temps avec les autres n'empêche pas toujours la solitude ou le manque de soutien. Chacun de ces phénomènes est évalué, dans une certaine mesure, par les indicateurs présentés dans ce chapitre (Tableau 11.1).

Tableau 11.1. Indicateurs de liens sociaux examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Soutien social	Proportion de personnes déclarant ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème	s.o.	Écarts en matière de soutien social	Proportion de personnes déclarant n'avoir ni proches ni amis sur qui compter en cas de problème
Temps consacré aux interactions sociales	Nombre hebdomadaire moyen d'heures consacrées aux interactions sociales	s.o.	Écarts en matière de nombre hebdomadaire d'heures consacrées aux interactions sociales	
Satisfaction à l'égard des relations personnelles	Satisfaction à l'égard des relations personnelles, mesurée sur une échelle de 0 à 10	Ratio S80/S20 de la satisfaction moyenne à l'égard des relations personnelles	Écarts en matière de satisfaction moyenne à l'égard des relations personnelles	Proportion de personnes attribuant une note inférieure ou égale à 5 (définies par Eurostat comme « peu » satisfaites de leurs relations personnelles)

Le **soutien social** correspond à la proportion de la population répondant par l'affirmative à la question suivante (appelant une réponse par oui ou par non) : « En cas de problème, avez-vous des proches ou des amis sur qui vous pouvez compter si vous en avez besoin ? » Pour calculer les moyennes par pays, on groupe les données pour toutes les années pour lesquelles il en existe sur une période de trois ans (par exemple, 2016-2018), ce qui permet de renforcer la fiabilité des estimations. Pour mesurer les inégalités, on utilise des données groupées sur une période plus longue (2010-18). Les données proviennent du sondage Gallup World Poll, qui interroge environ un millier de personnes par pays chaque année. L'échantillon est conçu *ex ante* pour être nationalement représentatif de la population âgée de 15 ans et plus (y compris de la population résidant en zone rurale).

Le **temps consacré aux interactions sociales** correspond au temps pendant lequel les interactions avec les proches et les amis constituent la principale activité (discussions avec des proches ou sorties entre amis, par exemple) au cours d'une journée type (les moyennes présentées dans ce chapitre ont été converties en estimations hebdomadaires). En conséquence, les moyennes par pays tiennent compte des personnes qui n'ont pas consacré de temps aux interactions sociales au cours de la journée sur laquelle portait l'enquête. Comme le temps consacré aux interactions avec les proches et amis n'est pris en compte que si ces interactions constituent l'activité principale, les chiffres présentés dans ce chapitre sous-estiment vraisemblablement le temps consacré aux activités sociales parce qu'ils ne tiennent pas compte des interactions qui ont lieu à l'occasion d'une autre activité (bavarder à table,

parler au téléphone en accomplissant un travail non rémunéré, etc.). Ces données sont issues des enquêtes nationales sur l'utilisation du temps, qui fournissent des informations détaillées sur le temps que les individus consacrent à leurs diverses activités quotidiennes. Les personnes interrogées doivent généralement tenir un journal dans lequel elles consignent avec précision chacune de leurs activités pendant un ou plusieurs jours.

Certains pays (par exemple la Colombie, le Mexique et, dans une moindre mesure, l'Irlande) utilisent une variante plus simple du journal et obtiennent donc des estimations moins précises que les autres pays. En outre, au Mexique, les personnes sont interrogées sur leur emploi du temps des sept jours précédant l'entretien. Étant donné le long délai qui s'écoule entre l'activité et l'entretien, les réponses ne reflètent sans doute qu'approximativement l'emploi du temps réel. C'est pourquoi les estimations de l'utilisation du temps en Colombie et au Mexique n'apparaissent pas dans ce chapitre.

Dans l'idéal, il faudrait que les données utilisées dans les enquêtes sur l'utilisation du temps soient recueillies tout au long de l'année et contiennent ainsi une proportion représentative de jours de semaine et de week-ends, ainsi que de jours fériés et de jours de vacances scolaires. Or, certains pays ne s'intéressent qu'à certaines périodes de la semaine ou de l'année. C'est notamment le cas, à des degrés divers, de l'Australie, de la Corée, de l'Irlande, du Japon et du Mexique. À cela s'ajoute que des différences au niveau du codage peuvent nuire à la comparabilité des données d'un pays à l'autre, en particulier lorsque l'accès à des microdonnées est limité, les offices de la statistique risquant alors de regrouper des activités très précises pour former des catégories plus larges susceptibles de différer plus ou moins d'un pays à l'autre. Enfin, les enquêtes sur l'utilisation du temps prises en compte dans ce chapitre n'ont pas été administrées pendant les mêmes années et les pays concernés ne se trouvaient pas au même point du cycle économique, ce qui peut influencer sur les variations observées entre les pays. Les données présentées ont été harmonisées *a posteriori* par l'OCDE. Elles sont issues des *Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps, de la base de données d'Eurostat sur l'emploi du temps*, de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes nationales sur l'emploi du temps et de tableaux compilés par les offices statistiques nationaux. Ces sources peuvent être consultées sur le *Portail de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes*. Pour les pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties uniformément sur l'ensemble des activités.

Satisfaction à l'égard des relations personnelles : les personnes interrogées dans les enquêtes sont invitées à apprécier leur satisfaction sur une échelle qui comprend 11 points, de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (totalement satisfait). Cette variable rend compte de l'opinion ou du sentiment de la personne au sujet de son degré de satisfaction à l'égard de ses relations personnelles. La personne interrogée est censée évaluer de manière globale et réflexive toutes les dimensions de ses relations personnelles (avec les proches, les amis, les collègues, etc.) à un moment donné (en ce moment). Les données utilisées pour mesurer cet indicateur proviennent de Statistique Canada (Enquête sociale générale 2016), INEGI (Bien-être subjectif au Mexique) et Eurostat (EU-SILC, 2018 et 2013). L'indicateur est calculé pour les personnes âgées de 16 ou plus, sauf pour le Canada (15 ou plus) et le Mexique (18 ou plus).

Corrélations entre les indicateurs de liens sociaux

Au niveau des pays, il existe une corrélation significative et positive (0.5) entre le soutien social et la satisfaction à l'égard des relations personnelles (Tableau 11.2) : dans les pays où le soutien social est relativement fort, la population est plus satisfaite de ses relations personnelles. En revanche, il n'existe pas de corrélation positive entre le temps consacré aux relations sociales et le soutien social et la satisfaction à l'égard des relations personnelles, ce qui montre que chaque indicateur rend compte d'un aspect différent des relations sociales.

Tableau 11.2. La satisfaction à l'égard des relations personnelles et le soutien social ne sont pas corrélés

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de liens sociaux

	Soutien social	Temps consacré aux relations sociales	Satisfaction à l'égard des relations personnelles
Soutien social			
Temps consacré aux relations sociales	0.09 (26)		
Satisfaction à l'égard des relations personnelles	0.51*** (29)	-0.00 (20)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

L'indicateur de soutien social présenté ici comporte plusieurs limites : comme il repose sur une question appelant une réponse par oui ou par non, il ne fournit aucune information sur la fréquence, l'ampleur ou la qualité du soutien reçu ou encore sur la nature de ce soutien (financier, affectif, etc.). De plus, il n'est pas possible de calculer les inégalités verticales (c'est-à-dire l'écart entre le sommet et le bas de la distribution) à partir d'une question binaire, et dans plusieurs pays de l'OCDE, l'indicateur ne va pas au-delà d'un certain seuil (par exemple, 95 % de la population au moins déclarent recevoir un soutien), si bien qu'il n'est pas suffisamment sensible pour permettre d'évaluer les écarts entre groupes. Enfin, du fait de la petite taille des échantillons utilisés par Gallup World Poll, il existe un risque d'erreurs de mesure, en particulier s'agissant de l'évaluation des inégalités entre groupes de population et des évolutions dans le temps. De nombreuses études en psychologie datant de plusieurs décennies portent sur la mesure du soutien social, et les offices statistiques nationaux s'intéressent de plus en plus à cette mesure. Toutefois, en dehors de l'Europe, les pratiques des offices statistiques qui recueillent ce type d'indicateurs demeurent hétérogènes (Fleischer, Smith et Viac, 2016^[1]).

Les enquêtes sur l'emploi du temps font partie des principales sources de données sur le temps consacré aux activités sociales. Bien qu'il existe de plus en plus d'initiatives impliquant plusieurs pays, qu'il s'agisse d'enquêtes (la *Multinational Time Use Study* (MTUS) et les Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps (HETUS)), de lignes directrices (par exemple, UNECE (2013^[2]) et UNSD (2005^[3])) ou de classifications internationales (comme la Classification internationale des activités à prendre en compte dans les statistiques de l'emploi du temps établie par les Nations Unies (ICATUS)) visant à améliorer l'harmonisation des enquêtes sur l'emploi du temps, certains problèmes continuent de faire obstacle à une parfaite comparabilité entre pays. Il faut donc harmoniser encore les méthodes de recueil de données, en particulier la durée de la période sur laquelle porte le journal, le nombre de jours pour lesquels il est rempli. De surcroît, ces enquêtes mobilisent des ressources relativement importantes, si bien qu'elles ne sont menées que tous les cinq ou dix ans (sauf aux États-Unis). Dans l'intervalle ou dans les cas où il n'est pas possible d'administrer ce type d'enquête, les données sur l'emploi du temps pourraient être recueillies au moyen d'instruments d'enquête moins lourds en termes de collecte de données et de réponses, par exemple une version « allégée » des journaux proposant des catégories d'activités précodées (CEE-ONU, 2013^[2]).

De même, les enquêtes harmonisées sur la satisfaction à l'égard des relations personnelles sont menées de manière espacée dans le temps et dans le cadre de modules *ad hoc*. De surcroît, il existe peu d'informations sur la question de savoir si les interactions sociales ont lieu directement ou par l'intermédiaire de réseaux sociaux. Or, ce deuxième type de relations est désormais plus fréquent et est appelé à le devenir plus encore sous l'effet de la transformation numérique. L'informatique pouvant se traduire par la création d'un réseau plus large au sein duquel les liens sont distendus plutôt que

d'un réseau de petite taille dont les membres sont unis par des liens étroits, son impact sur les interactions sociales est vraisemblablement fort (OCDE, 2019^[4]). Les enquêtes les plus récentes invitent les personnes à répondre à des questions sur l'utilisation des technologies, mais cet indicateur ne peut pour l'heure être calculé que pour un petit nombre de pays.

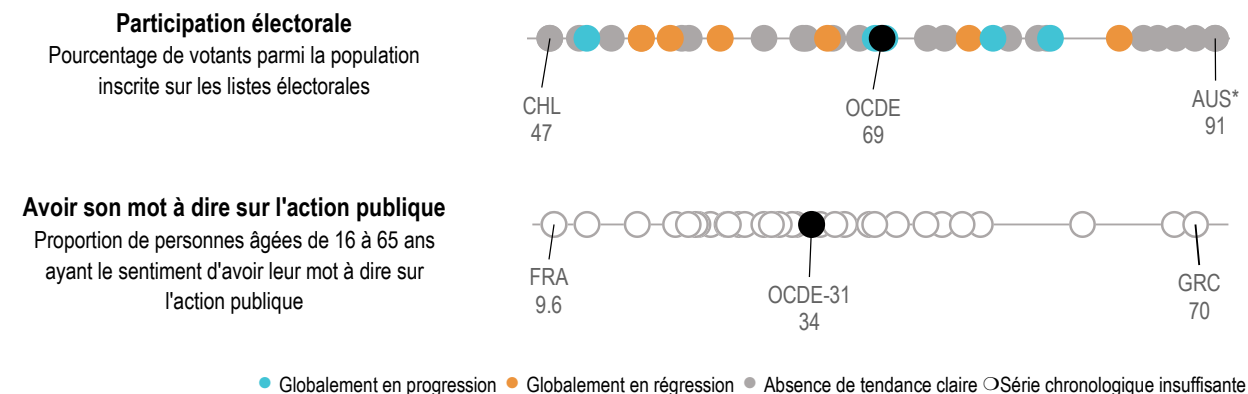
Références

- CEE-ONU (2013), *Guidelines for Harmonizing Time-Use Surveys*, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Genève, <http://unece.org/index.php?id=34496>. [2]
- Fleischer, L., C. Smith et C. Viac (2016), « A Review of General Social Surveys », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2016/9, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/bb54d16f-en>. [1]
- OCDE (2019), *How's Life in the Digital Age?: Opportunities and Risks of the Digital Transformation for People's Well-being*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264311800-en>. [4]
- UNSD (2005), *Guide to Producing Statistics on Time Use: Measuring Paid and Unpaid Work*, Division de statistique des Nations Unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/pubs/gesgrid.asp?id=347> (consulté le 12 décembre 2019). [3]

12 Engagement civique

L'engagement civique fournit des informations sur la question de savoir si les citoyens peuvent participer et participent effectivement à des activités civiques importantes, leur permettant d'influer sur la société dans laquelle ils vivent. Dans les pays de l'OCDE, la participation électorale est restée relativement stable par rapport à 2010-13, s'établissant à 69 % durant la période 2016-19. En revanche, seul un habitant des pays de l'OCDE sur trois estime avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Les seniors votent plus que les autres, mais les personnes d'âge moyen sont plus susceptibles de déclarer qu'elles ont le sentiment d'avoir leur mot à dire – même si les tendances varient d'un pays de l'OCDE à l'autre. Par ailleurs, 84 % des personnes diplômées du supérieur indiquent avoir voté, contre 78 % de celles qui ne sont pas allées au-delà de l'enseignement secondaire. Les différences entre hommes et femmes sont généralement faibles – en moyenne dans les pays de l'OCDE, il n'y a pas d'écart entre hommes et femmes, que ce soit pour la participation électorale ou pour le sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Il subsiste néanmoins des inégalités dans certains pays de l'OCDE, et elles sont le plus souvent en faveur des femmes.

Graphique 12.1. Engagement civique : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée. * pour la participation électorale signifie que le vote est obligatoire.

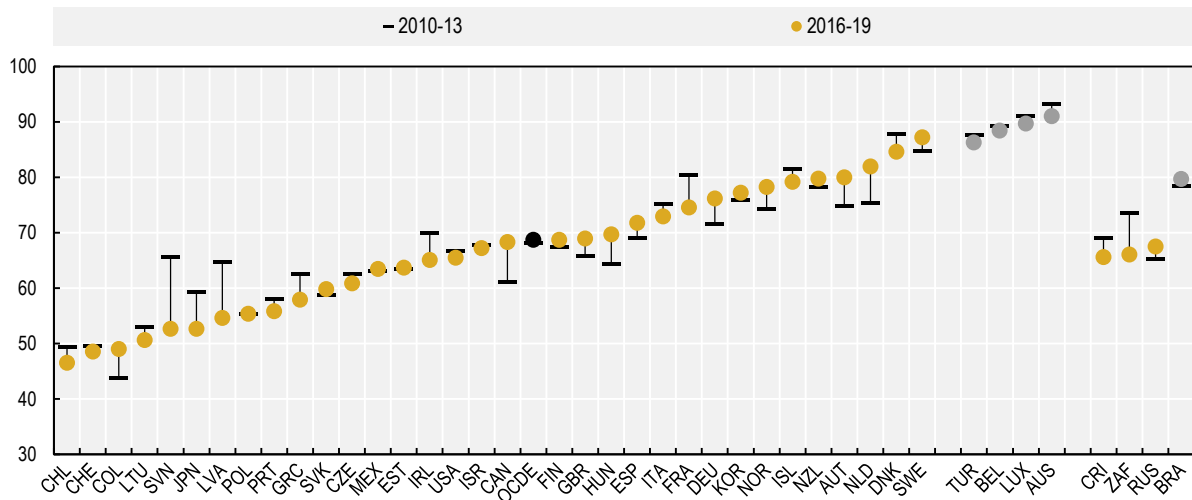
Sources : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (base de données), <https://www.idea.int/> ; Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac/>.

Participation électorale

Au cours de la période 2016-19, la participation électorale a été comprise entre 91 % en Australie, où le vote est obligatoire, et 46.5 % au Chili (Graphique 12.2). En moyenne, environ les deux tiers des personnes inscrites sur les listes électorales des pays de l'OCDE ont voté au cours de la dernière élection (68.7 %), et ce pourcentage est resté stable par rapport à 2010-13. Cette stabilité moyenne masque cependant une progression d'au moins 5 points de pourcentage en Autriche, au Canada, en Colombie, en Hongrie et aux Pays-Bas (pays qui, pour la plupart, affichaient déjà un taux de participation électorale supérieur à la moyenne) et des chutes de plus grande ampleur, de plus de 7 points de pourcentage au Japon et de 10 points de pourcentage en Lettonie et en Slovaquie.

Graphique 12.2. Les chutes sensibles du taux de participation électorale par rapport à 2010-13 sont concentrées dans un petit nombre de pays

Pourcentage de votants parmi la population inscrite sur les listes électorales



Note : La dernière année disponible est 2019 pour l'Afrique du Sud, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce et Israël ; 2018 pour le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Slovaquie, la Suède et la Turquie ; 2017 pour l'Allemagne, l'Autriche, le Chili, la Corée, la France, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République tchèque et le Royaume-Uni ; 2016 pour l'Australie, les États-Unis, l'Islande, l'Irlande, la Lituanie et la République slovaque ; 2015 pour le Canada, la Pologne, le Portugal et la Suisse ; et 2014 pour le Japon. La première année disponible est 2010 pour l'Australie, la Belgique, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Hongrie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède ; 2011 pour le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Slovaquie, la Suisse et la Turquie ; 2012 pour la Corée, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, la Grèce, le Japon, la Lituanie et le Mexique ; et 2013 pour l'Allemagne, l'Autriche, le Chili, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège. Les élections nationales sont les élections présidentielles au Brésil, en Corée, aux États-Unis, en Fédération de Russie, en France, au Mexique et en Pologne, et les élections législatives pour les autres pays. En Australie, en Belgique, au Brésil, au Luxembourg et en Turquie (en gris), le vote est obligatoire.

Source : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (base de données), <https://www.idea.int/>.

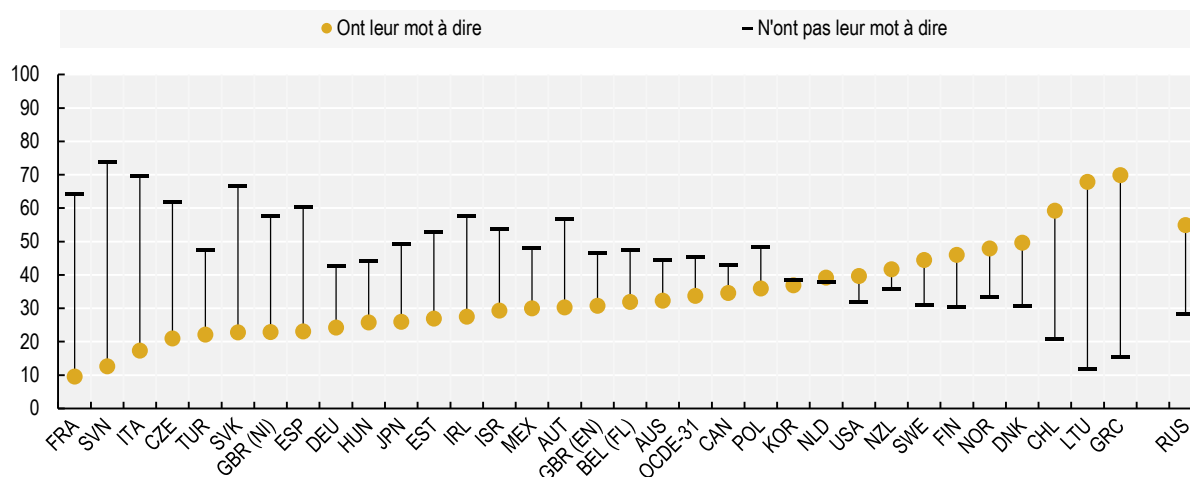
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126636>

Avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics

La proportion de personnes qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics est comprise entre 9.6% en France et près de 70 % en Lituanie et en Grèce, et s'établit à 34 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (Graphique 12.3). À l'inverse, 46 % des personnes en moyenne estiment ne pas avoir leur mot à dire et les 20 % restants sont ambivalents. Les pays nordiques, le Chili, la Lituanie, la Grèce et les États-Unis sont les seuls pays de l'OCDE où la proportion de personnes estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics est supérieure à la proportion de celles qui pensent le contraire.

Graphique 12.3. Une personne sur trois seulement estime avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics

Proportion de personnes âgées de 16-65 estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics, en pourcentage, 2012 environ



Notes : Les données se rapportent à 2011-12 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Fédération de Russie, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède ; à 2012 pour la France ; à 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie ; et à 2017 pour les États-Unis, la Hongrie et le Mexique. Les données relatives à la Belgique se rapportent à la Flandre et celles relatives à l'Angleterre et à l'Irlande du Nord sont présentées séparément. Les données relatives à la Fédération de Russie ne tiennent pas compte de la municipalité de Moscou. La moyenne de l'OCDE inclut l'Angleterre et l'Irlande du Nord, ainsi qu'une moyenne simple pour 2012-2014 (41.6 % estiment avoir leur mot à dire, 35.2% estiment le contraire, non présentée ici) et des données collectées en 2017 pour les États-Unis. Elle exclut la Colombie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse en raison de l'absence de données.

Source : Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126655>

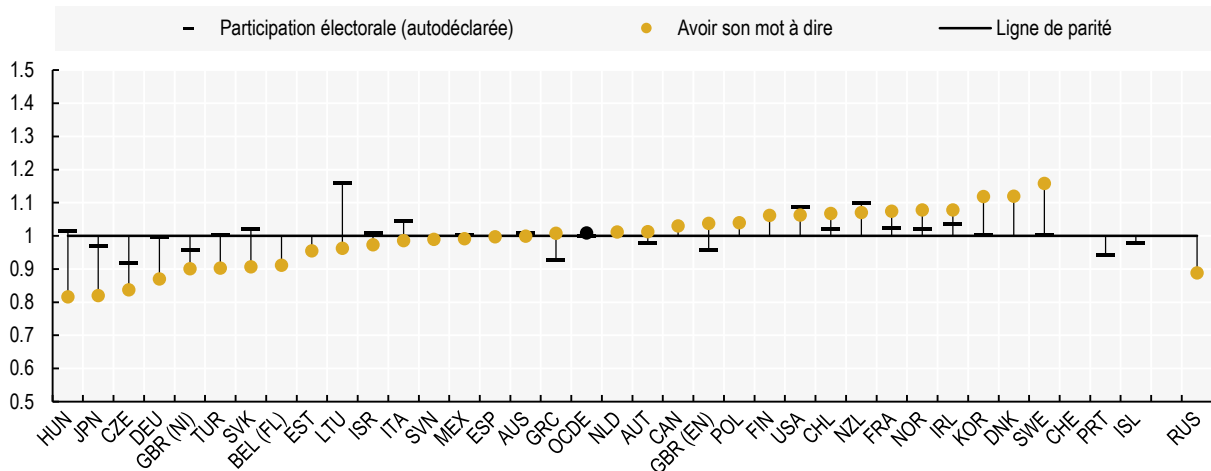
Inégalités en matière d'engagement civique : écarts entre groupes de population

Les écarts entre hommes et femmes en matière d'engagement civique sont faibles, et les femmes devancent légèrement les hommes

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les différences entre hommes et femmes en matière de comportement électoral et de sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics sont très faibles. La parité est même atteinte en moyenne dans la zone de l'OCDE. Lorsqu'il existe des différences, les femmes font mieux que les hommes dans une petite majorité de pays (Graphique 12.4). C'est dans les pays nordiques et en Corée que cet écart en faveur des femmes est le plus grand ; la Suède (où 47.9 % des femmes et 41.3 % des hommes estiment avoir leur mot à dire) se classe en tête. La République tchèque, le Japon et la Hongrie sont les pays qui affichent l'écart le plus grand en faveur des hommes. Dans la moitié des 24 pays de l'OCDE pour lesquels des données autodéclarées sur le taux de participation électorale sont disponibles, les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes à déclarer voter, avec un écart compris entre moins de 1 point de pourcentage en Australie, en Israël et en Hongrie et 9 points en Lituanie. Il n'existe pas de corrélation entre les écarts en matière d'engagement civique : dans les pays où les femmes sont plus nombreuses à voter, elles ne sont pas nécessairement plus nombreuses que les hommes à estimer qu'elles ont leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics, et vice versa.

Graphique 12.4. Dans une petite majorité de pays de l'OCDE, la proportion de personnes qui votent et qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics est légèrement plus élevée parmi les femmes que parmi les hommes

Ratio femmes-hommes de la participation électorale autodéclarée, 2015-18, et du sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics, 2012 environ



Notes : Le ratio femmes-hommes se calcule en divisant les valeurs moyennes obtenues pour les femmes à celles obtenues pour les hommes. Un ratio supérieur à 1 indique donc que le résultat est plus élevé pour les femmes et un ratio inférieur à 1 qu'il est plus élevé pour les hommes. Pour la participation électorale autodéclarée, les données se rapportent à 2012 pour la France ; 2013 pour l'Australie, l'Islande, le Japon, la Norvège, la République tchèque et le Royaume-Uni ; 2014 pour la Nouvelle-Zélande et la Suède ; 2015 pour la Grèce, le Portugal et la Turquie ; 2016 pour la Corée, les États-Unis, l'Irlande, la Lituanie et la République slovaque ; 2017 pour l'Allemagne, l'Autriche et le Chili ; et 2018 pour la Hongrie et l'Italie. La participation électorale autodéclarée pour l'Irlande du Nord et l'Angleterre correspond aux valeurs pour l'ensemble du Royaume-Uni. La participation électorale autodéclarée concerne les élections parlementaires à la chambre basse sauf pour le Chili et les États-Unis (élections présidentielles) et l'Italie (élections parlementaires, chambre basse et chambre haute). Pour l'indicateur du sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics, voir la note figurant sous le Graphique 12.3 pour les années auxquelles se rapportent les données et autres précisions. La moyenne de l'OCDE tient compte des 24 pays pour lesquels le taux de participation électorale est présenté et des 31 pays pour lesquels l'indicateur du sentiment d'avoir son mot à dire est présenté.

Sources : *Comparative Study of Electoral Systems* (base de données), <https://cses.org/> et *Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC)* (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126674>

L'engagement civique diffère sensiblement selon l'âge et le niveau d'études

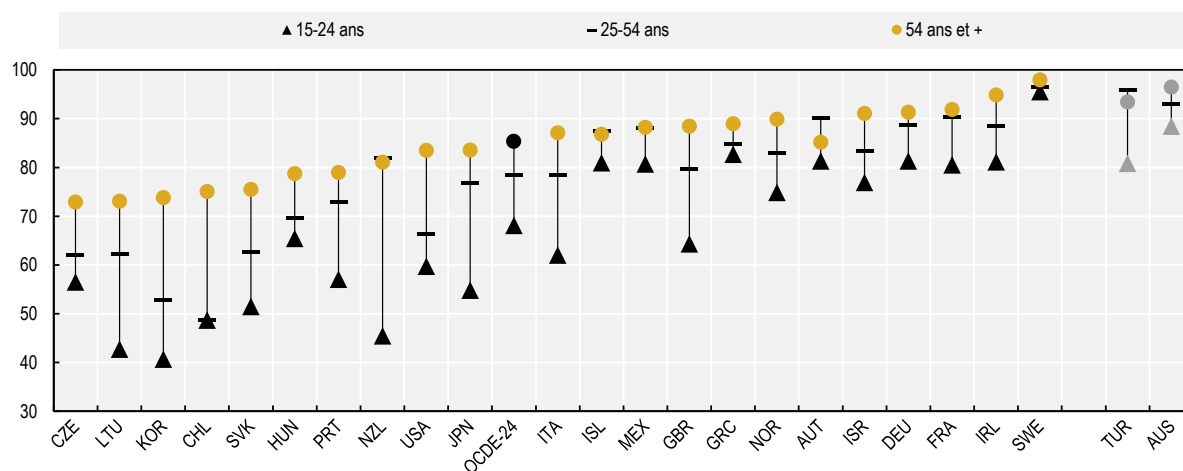
La participation électorale autodéclarée est plus élevée parmi les seniors que parmi les jeunes et les personnes d'âge moyen. Dans tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, c'est parmi les jeunes de 15 à 24 ans que le taux de participation électorale est le plus faible : dans les pays de l'OCDE, il est en moyenne de 68 %, contre 85 % parmi les personnes de 54 ans ou plus (Graphique 12.5). L'écart entre générations est plus grand dans les pays où la participation électorale est globalement plus faible, ce qui signifie que les différences de participation électorale des jeunes expliquent la plus grande partie des écarts observés entre les pays.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, il n'existe que des différences très limitées entre tranches d'âge en ce qui concerne le sentiment d'avoir son mot à dire sur les décisions des pouvoirs publics. Ces différences sont toutefois non négligeables dans certains pays (Graphique 12.6). Dans certains cas, les personnes âgées sont moins susceptibles que les générations plus jeunes d'avoir le sentiment qu'elles ont leur mot à dire sur les affaires publiques (en Corée, en Estonie, en Pologne, en Slovénie, en République slovaque et en Autriche, par exemple). À l'inverse, dans d'autres pays, les seniors sont plus susceptibles que les jeunes d'avoir ce sentiment (en Nouvelle-Zélande, en Lituanie, en Grèce, aux États-Unis, au Royaume-Uni (Angleterre) et en Australie, par exemple). Au Chili, ce sont les personnes d'âge moyen qui estiment le plus souvent avoir leur mot à dire sur les décisions des pouvoirs publics.

Dans 20 pays de l'OCDE sur 24, les personnes qui ont un niveau d'études élevé sont plus susceptibles de voter que les autres (Graphique 12.7). En moyenne, 84 % des personnes qui ont suivi des études supérieures déclarent avoir voté, contre 78 % de celles qui ne sont pas allées au-delà de l'enseignement secondaire.

Graphique 12.5. Les seniors votent plus que les jeunes générations

Participation électorale autodéclarée selon l'âge, en pourcentage, 2012-18



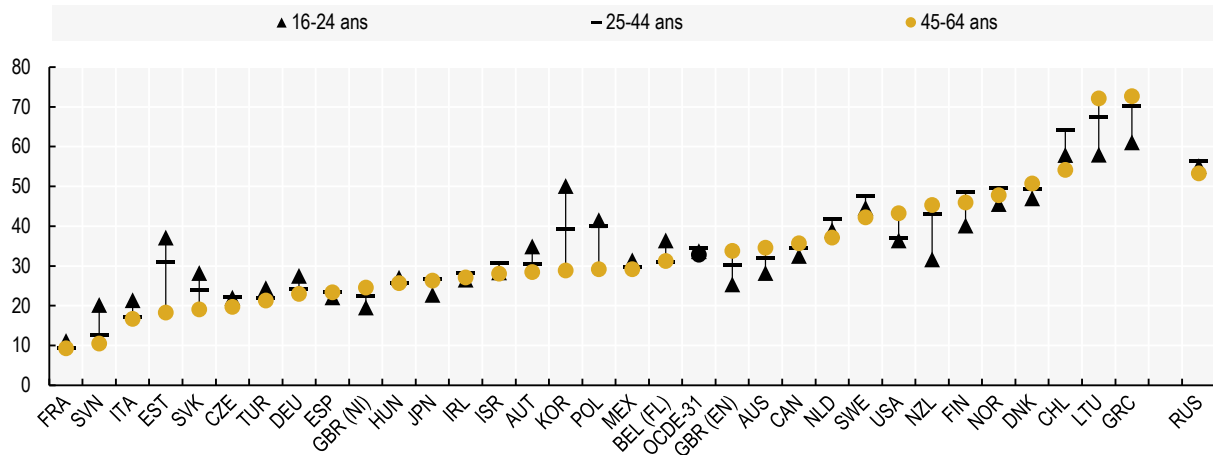
Note : Voir la note du Graphique 12.4 pour les années de référence et d'autres précisions. En Australie et en Turquie (en gris), le vote est obligatoire.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de la *Comparative Study of Electoral Systems* (base de données), <https://cses.org/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126693>

Graphique 12.6. Les générations les plus jeunes sont celles où le pourcentage de personnes estimant de pas avoir leur mot à dire est le plus élevé, avec des variations selon les pays

Proportion de personnes de 16 à 65 ans ayant le sentiment d'avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics, selon l'âge, en pourcentage, 2012 environ



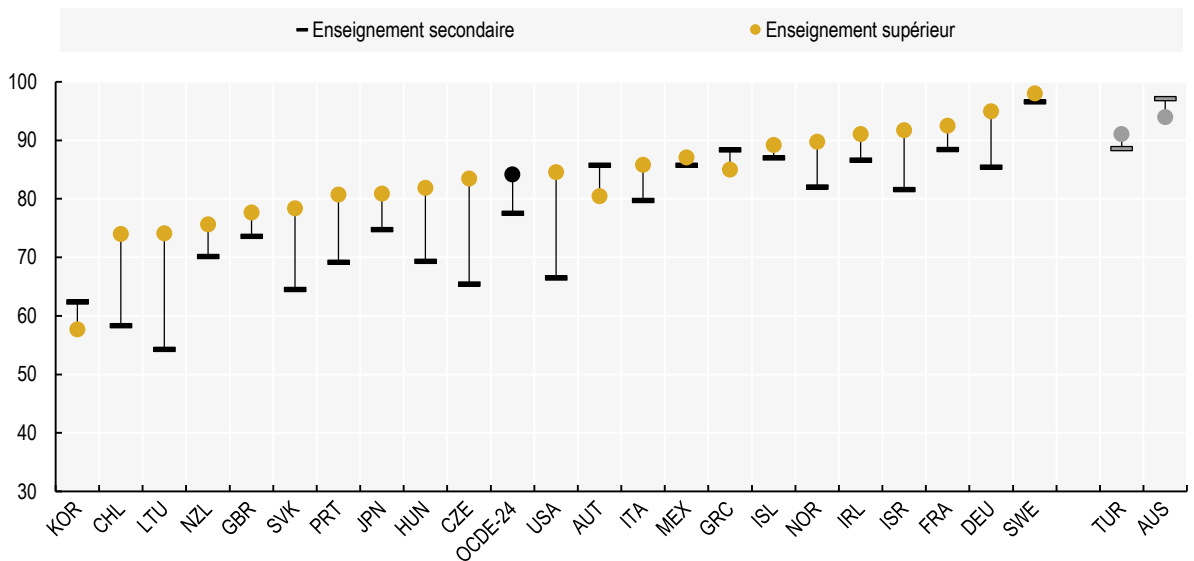
Note : Voir la note du Graphique 12.3 pour les années de référence et d'autres précisions.

Source : Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126712>

Graphique 12.7. Les personnes ayant un niveau d'études élevé sont plus susceptibles de voter que les autres

Participation électorale autodéclarée selon le niveau d'études, en pourcentage, 2012-18



Note : Voir la note du Graphique 12.4 pour les années de référence et d'autres précisions. En Australie et en Turquie (en gris), le vote est obligatoire.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de la *Comparative Study of Electoral Systems* (base de données), <https://cses.org/>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126731>

Encadré 12.1. Mesure et programme statistique à venir

L'engagement civique fournit des informations sur la question de savoir si les citoyens peuvent participer et participent à diverses activités civiques importantes, à travers lesquelles ils peuvent exercer une influence sur la société dans laquelle ils vivent. Une batterie idéale d'indicateurs permettrait de mesurer si les citoyens ont des possibilités de s'impliquer ; s'ils pensent avoir les compétences, capacités et autres ressources nécessaires à cette fin ; s'ils saisissent effectivement les possibilités à leur disposition ; et si le fait de saisir ces possibilités change réellement les choses en pratique. Ce chapitre présente des données sur les droits et préférences politiques des citoyens (participation électorale) et sur l'influence qu'ils pensent avoir à cet égard (le sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics) (Tableau 12.1). Il est complété par le chapitre 16, qui est consacré au capital social et qui porte sur certains facteurs institutionnels (comme la participation des parties prenantes à la gouvernance) et certaines normes sociales (comme la confiance envers les institutions) qui ont un lien avec l'engagement civique.

Tableau 12.1. Indicateurs d'engagement civique examinés dans ce chapitre

	Moyenne	Inégalités verticales (écart entre les parties supérieure et inférieure de la distribution)	Inégalités horizontales (écarts entre les groupes en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'études)	Privations
Participation électorale	Proportion de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	s.o.	Écarts de participation électorale autodéclarée	s.o.
Avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Proportion de personnes de 16 à 65 ans estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	s.o.	Écarts au niveau de la proportion de personnes estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Proportion de personnes âgées de 16 à 65 ans estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics

La participation électorale est égale au nombre de votes exprimés en pourcentage du nombre d'inscrits (sur les listes électorales). Ces informations sont fournies par les offices statistiques nationaux et les organismes nationaux chargés de l'organisation des élections, et sont compilées par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale. Elles se rapportent aux élections nationales les plus importantes (parlementaires ou présidentielles). Les estimations relatives à la ventilation de la participation électorale (selon l'âge, le sexe et le niveau d'études) ont été obtenues au moyen de données autodéclarées recueillies dans le cadre d'enquêtes postélectorales et sont extraites de l'étude comparative des systèmes électoraux (*Comparative Study of Electoral Systems*).

La proportion de personnes estimant avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics est mesurée par une question posée dans le cadre du PIAAC de l'OCDE. Cette question invite les personnes interrogées à indiquer dans quelle mesure elles sont d'accord avec l'affirmation suivante : « Les personnes comme moi n'ont pas leur mot à dire sur l'action publique ». Les réponses possibles sont les suivantes : « pas du tout d'accord, pas d'accord, ni d'accord ni pas d'accord, d'accord ou tout à fait d'accord ». On considère que les personnes qui choisissent les réponses « pas du tout d'accord » ou « pas d'accord » estiment avoir leur mot à dire, tandis que celles qui se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pensent ne pas avoir leur mot à dire.

Corrélations entre indicateurs de l'engagement civique

Il n'existe pas de corrélation entre le fait d'estimer avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics et la participation électorale, ce qui indique que le sentiment d'être capable d'influencer la vie politique ne se traduit pas nécessairement par le comportement électoral correspondant (Tableau 12.2).

Tableau 12.2. Il n'existe pas de corrélation entre le fait d'estimer avoir son mot à dire sur l'action publique et la participation électorale

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de l'engagement civique

	Participation électorale (enregistrée)	Sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action publique
Participation électorale (enregistrée)		
Sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action publique	-0.15 (31)	

Note : Les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Les données relatives au sentiment d'avoir son mot à dire sur l'action publique proviennent de l'enquête du PIAAC, qui n'est conduite que tous les dix ans et dont les principales vagues ont été administrées en dernier lieu en 2012. L'enquête sociale européenne, qui est administrée tous les trois ans, comprend une question similaire (libellée positivement : « D'après vous, dans quelle mesure le système politique de [pays] permet-il à des personnes comme vous d'avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics ? »), mais elle ne couvre que l'Europe. Lors des prochaines vagues, la question posée dans le cadre du PIAAC sera aussi libellée de manière positive pour améliorer la comparabilité des informations. Désormais, l'indicateur du sentiment d'avoir son mot à dire présenté dans *Comment va la vie ?* ne mesure que la conviction que les institutions et responsables publics réagissent aux demandes des citoyens (aspect externe) et ne tient pas compte du sentiment (aspect interne) d'avoir les compétences personnelles requises pour participer à la vie politique (Hoskins, Janmaat et Melis, 2017^[1]). Dans la version révisée en 2019 de la liste d'indicateurs du développement durable établie par le Groupe d'experts interinstitutionnel, les aspects internes et externes ont été ajoutés dans le cadre de l'Objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces) (United Nations Department of Economic and Social Affairs Statistics Division, 2019^[2]).

Le vote est la forme la plus traditionnelle d'expression politique. Il existe cependant d'autres formes importantes de participation à la vie politique, par exemple la signature d'une pétition, la participation à des meetings politiques ou à des manifestations, la prise de contact avec des responsables publics et la participation à des campagnes et mouvements de protestation dans les réseaux sociaux (Boarini et Diaz, 2015^[3]). On ne dispose cependant de données comparables sur ces formes de participation que pour les pays européens (à travers l'enquête européenne sur la qualité de vie), si bien que ces données ne sont pas prises en compte ici.

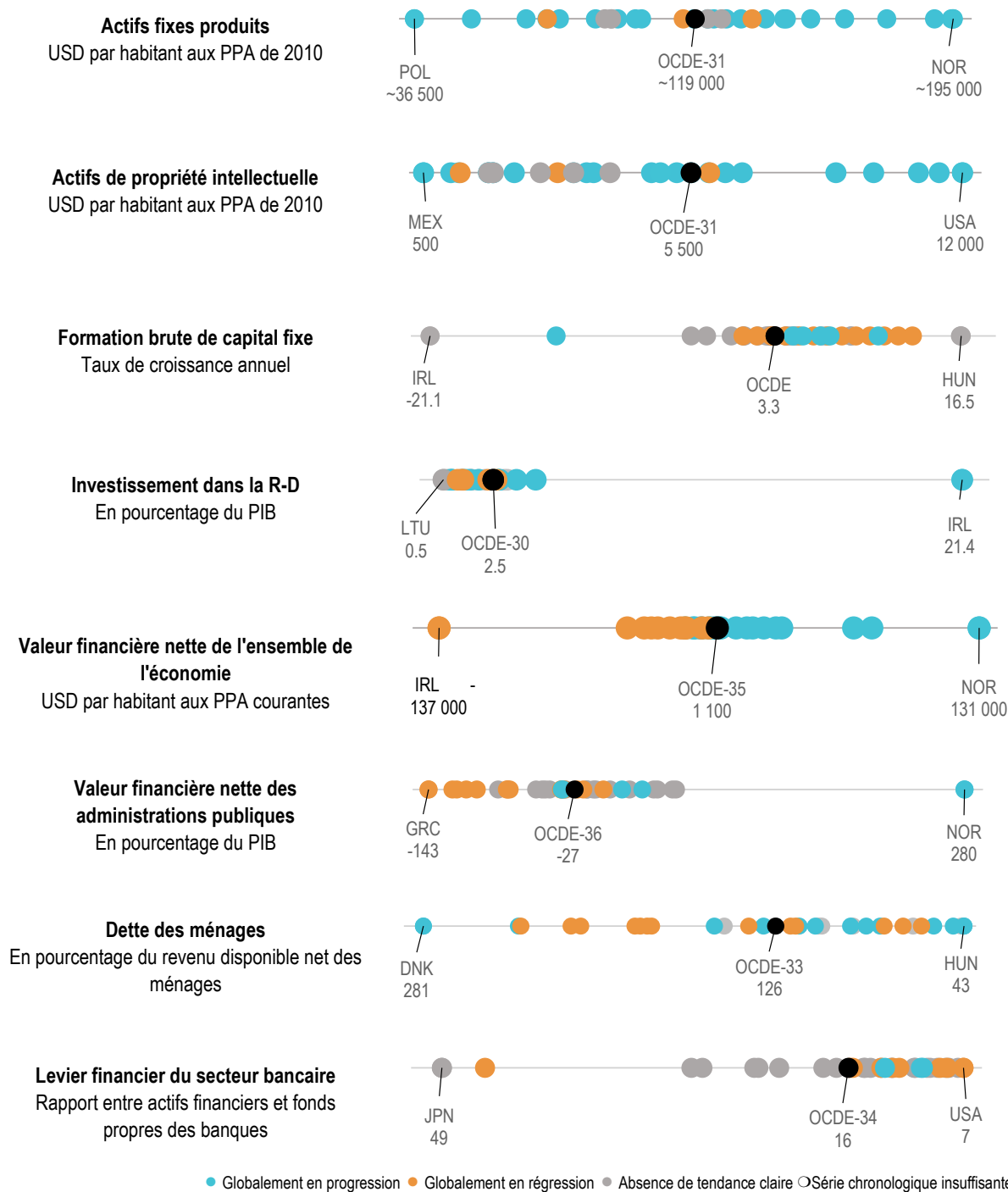
Références

- Boarini, R. et M. Diaz (2015), « Cast a Ballot or Protest in the Street - Did our Grandparents Do More of Both?: An Age-Period-Cohort Analysis in Political Participation », 2015, n° 02, OECD Statistics Working Papers, Paris, <https://doi.org/10.1787/5js636gn50jb-en> (consulté le 11 septembre 2019). [3]
- Hoskins, B., J. Janmaat et G. Melis (2017), « Tackling inequalities in political socialisation: A systematic analysis of access to and mitigation effects of learning citizenship at school », *Social Science Research*, vol. 68, pp. 88-101, <http://dx.doi.org/10.1016/j.ssresearch.2017.09.001>. [1]
- United Nations Department of Economic and Social Affairs Statistics Division (2019), *SDG Indicators: Global indicator framework for the Sustainable Development Goals and targets of the 2030 Agenda for Sustainable Development*, <http://unstats.un.org/sdgs/indicators/indicators-list/> (consulté le 12 février 2019). [2]

13 Capital économique

Le capital économique comprend les actifs produits (par l'homme) et les actifs financiers. Si la situation s'est légèrement améliorée en moyenne dans l'OCDE depuis 2010 à l'aune de plusieurs indicateurs de capital économique (mais pas de leur totalité), de grandes disparités subsistent entre les pays de l'OCDE, dont certaines se sont parfois accentuées. Entre 2010 et 2018, le stock moyen d'actifs fixes produits a augmenté dans l'OCDE, en valeur cumulée, de 11 %, et les actifs de propriété intellectuelle de 16 %. Cela étant, le taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe en 2018 a été inférieur à son niveau de 2010 pour environ un tiers des pays de l'OCDE, tandis que le taux de croissance de l'investissement dans la recherche-développement (R-D) ne progressait que dans la moitié environ des pays. Les différences de situation financière nette continuent de s'accroître depuis 2010 entre les pays de l'OCDE, et l'écart entre les pays les mieux et les moins bien classés s'est creusé s'agissant de la valeur financière nette des administrations publiques. Enfin, la dette des ménages s'échelonne de 200 % du revenu disponible à moins de 50 % d'un pays de l'OCDE à l'autre.

Graphique 13.1. Capital économique : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

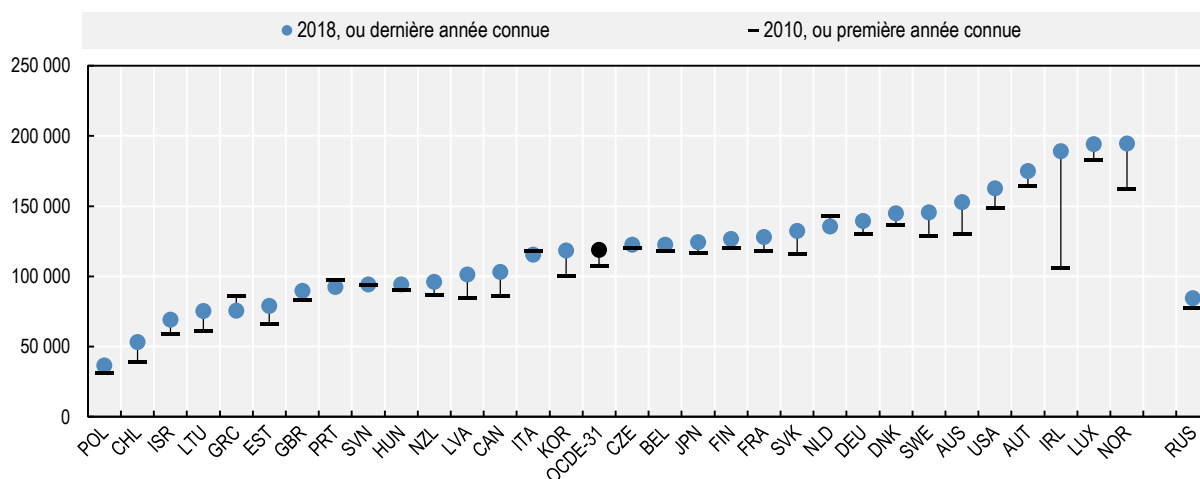
Sources : *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en> ; et *Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses*, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH>.

Actifs fixes produits

Les actifs fixes produits, tels que les bâtiments, les équipements et machines et les infrastructures, jouent un rôle important dans la capacité d'un pays à produire des biens et des services. En 2018, le stock moyen d'actifs fixes produits par habitant dans l'OCDE a approché 119 000 USD (Graphique 13.2). Les niveaux les plus élevés (soit plus de 189 000 USD) ont été atteints en Norvège, au Luxembourg et en Irlande, et les plus bas (moins de 76 000 USD) en Pologne, au Chili, en Israël, en Lituanie et en Grèce. Entre 2010 et 2018, le stock moyen d'actifs fixes produits a augmenté dans l'OCDE de 11 % en valeur cumulée (depuis un niveau d'environ 107 000 USD par habitant en 2010). Les hausses les plus marquées ont été mesurées en Irlande (78.6 %), au Chili (37.4 %) et en Lituanie (22.5 %), tandis que la Grèce (-12.0%), le Portugal (-5.5%) et les Pays-Bas (-5.4%) enregistraient les baisses les plus importantes.

Graphique 13.2. La croissance cumulée des actifs fixes produits depuis 2010 s'établit dans une fourchette de -12 % à +79 % dans les pays de l'OCDE

Actifs fixes produits, USD par habitant aux PPA de 2010



Note : La dernière année disponible est 2018 pour le Canada, le Chili, la France, Israël et la République tchèque ; 2016 pour l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la Pologne et le Portugal ; 2015 pour la Fédération de Russie ; et 2017 pour les autres pays. La première année connue est 2011 pour la Fédération de Russie. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte la Colombie, l'Espagne, l'Islande, le Mexique, la Suisse et la Turquie par manque de données.

Source : *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) : 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126750>

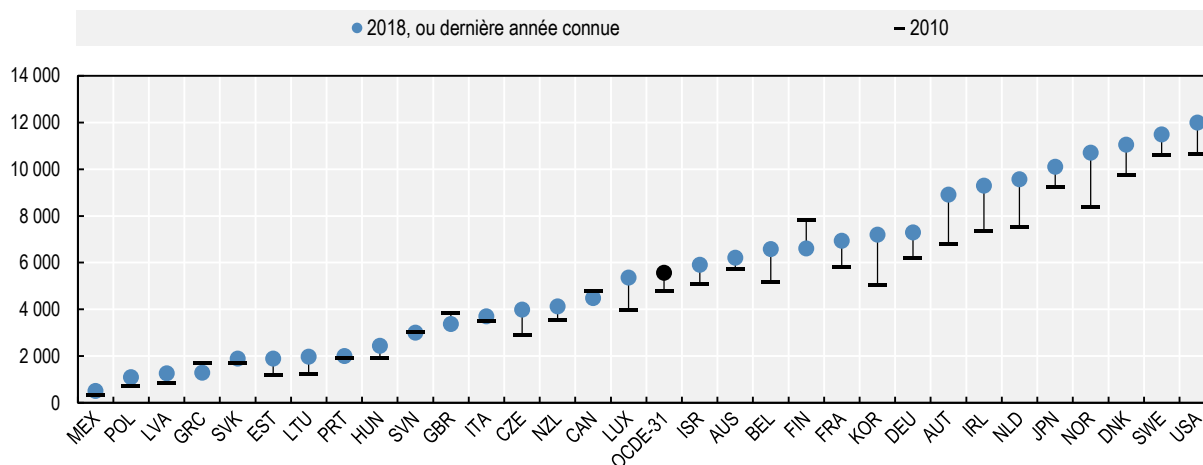
Actifs de propriété intellectuelle

Le capital intellectuel peut jouer un rôle important dans l'accroissement de la productivité et concourir à l'amélioration de la qualité de vie future, y compris grâce à un emploi des ressources plus efficient qu'aujourd'hui. En 2018, le stock moyen d'actifs de propriété intellectuelle dans l'OCDE a atteint une valeur de 5 556 USD par habitant (Graphique 13.3). Les niveaux les plus élevés ont été enregistrés aux États-Unis, en Suède, au Danemark, en Norvège et au Japon (plus de 10 000 USD par habitant), et les plus bas au Mexique, en Pologne, en Lettonie et en Grèce (moins de 1 300 USD par habitant, soit plus de sept fois moins que le groupe affichant le niveau le plus élevé). Entre 2010 et 2018, le stock moyen d'actifs de propriété intellectuelle a augmenté de 16.2 % en valeur réelle dans 31 pays de l'OCDE. Il a augmenté de

plus de 50 % au Mexique, en Lituanie, en Estonie et en Pologne, mais a reculé d'au moins 10 % en Grèce, en Finlande et au Royaume-Uni.

Graphique 13.3. Les actifs de propriété intellectuelle dans les pays les mieux classés sont d'une valeur sept fois supérieure à celle des pays les moins bien classés

Actifs de propriété intellectuelle, USD par habitant aux PPA de 2010



Note : La dernière année disponible est 2018 pour le Canada, la France, Israël et la République tchèque ; 2016 pour l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, le Mexique, la Norvège, la Pologne et le Portugal ; 2014 pour l'Irlande ; et 2017 pour les autres pays. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte le Chili, la Colombie, l'Espagne, l'Islande, la Suisse et la Turquie par manque de données.

Source : *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) : 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B.

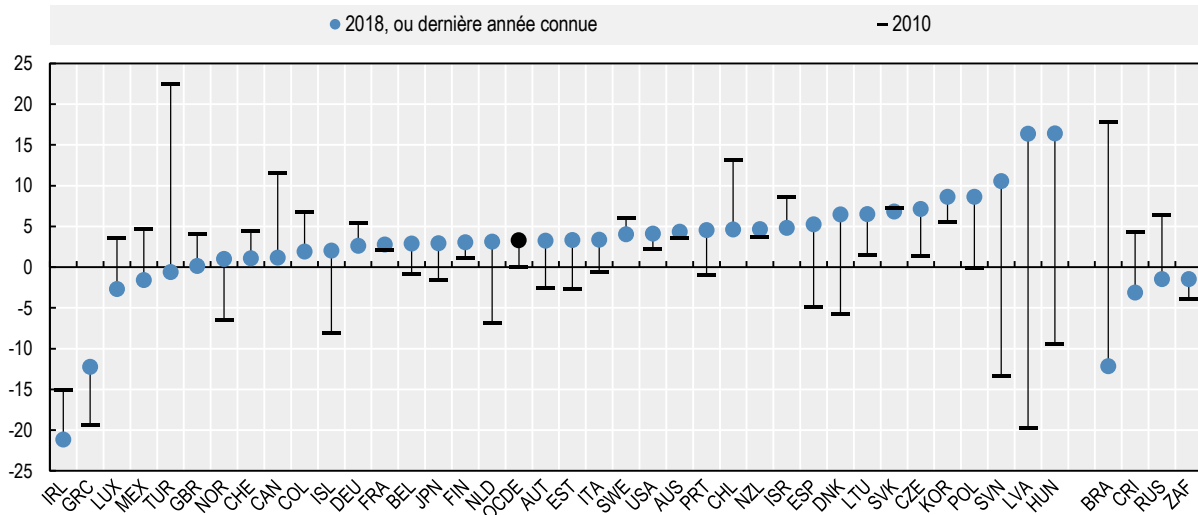
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126769>

Formation brute de capital fixe

La formation de capital fixe (FBCF) est un indicateur du niveau d'investissement dans les actifs fixes produits. En 2018, la croissance annuelle de la FBCF dans les pays de l'OCDE s'est établie à 3.3 %, en moyenne (Graphique 13.4). À l'extrémité supérieure de la fourchette figurent des pays comme la Hongrie, la Lettonie et la Slovaquie, dont les taux de croissance ont été supérieurs à 10 %, tandis que dans des pays comme l'Irlande, la Grèce et le Luxembourg, la FBCF a diminué (affichant des taux de -21.1 %, -12.2 % et -2.7 % respectivement). Dans les pays de l'OCDE, en moyenne, la FBCF s'est redressée à partir d'un taux de croissance nulle en 2010 pour s'établir à un taux annuel moyen légèrement supérieur à 3 % en 2018. Il reste qu'un tiers environ des pays de l'OCDE affichent une croissance inférieure au niveau de 2010. Une baisse particulièrement notable a été enregistrée en Turquie (-23.1 points de pourcentage), au Canada (-10.3 points) et au Chili (-8.5 points).

Graphique 13.4. La croissance annuelle de la formation brute de capital fixe est inférieure au niveau de 2010 pour un tiers environ des pays de l'OCDE

Formation brute de capital fixe, taux de croissance annuel



Note : La dernière année disponible est 2017 pour l'Australie, la Colombie, la Corée, Israël, le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données) : 1. Produit intérieur brut,

http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE1.

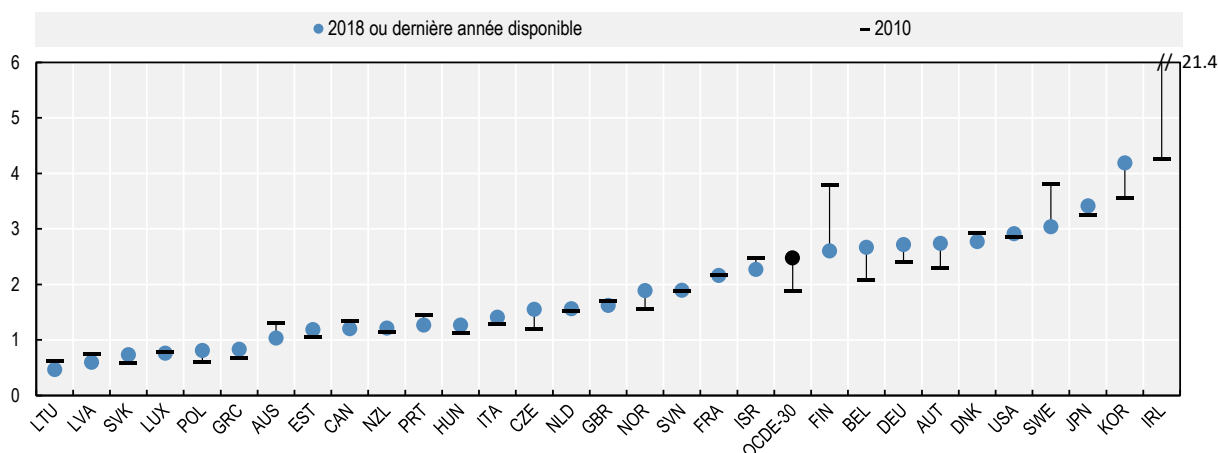
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126788>

Investissement dans la R-D

L'investissement dans la recherche-développement (R-D) est un déterminant essentiel de la variation du stock d'actifs de propriété intellectuelle. En 2018, le taux moyen d'investissement dans la R-D a été de 2,5 % du PIB dans les pays de l'OCDE (Graphique 13.5), la moitié environ d'entre eux affichant un taux inférieur à 2 %. Les taux les plus élevés ont été observés en Irlande (21,4 %), en Corée (4,2 %), au Japon (3,4 %) et en Suède (3,0 %), les taux les plus bas (et tous inférieurs à 1 % du PIB) étant mesurés en Lituanie, Lettonie, République slovaque, au Luxembourg, en Pologne et en Grèce. Entre 2010 et 2018, le taux d'investissement dans la R-D a progressé d'au moins 0,6 point, en Irlande, en Corée et en Belgique, tandis qu'il a reculé d'au moins 0,3 point en Finlande, en Suède et en Australie.

Graphique 13.5. L'investissement dans la R-D est inférieur à 2 % du PIB dans la moitié environ des pays de l'OCDE

Investissement dans la R-D, en pourcentage du PIB



Note : La dernière année disponible est 2018 pour la Finlande, la France et la République tchèque ; 2016 pour l'Estonie, l'Irlande, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal et la Suède ; 2015 pour le Danemark et la Pologne ; et 2017 pour les autres pays. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte le Chili, la Colombie, l'Espagne, l'Islande, le Mexique, la Suisse et la Turquie par manque de données.
Source : *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) : 8A. Formation de capital par activité, CITI Révision 4, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A.

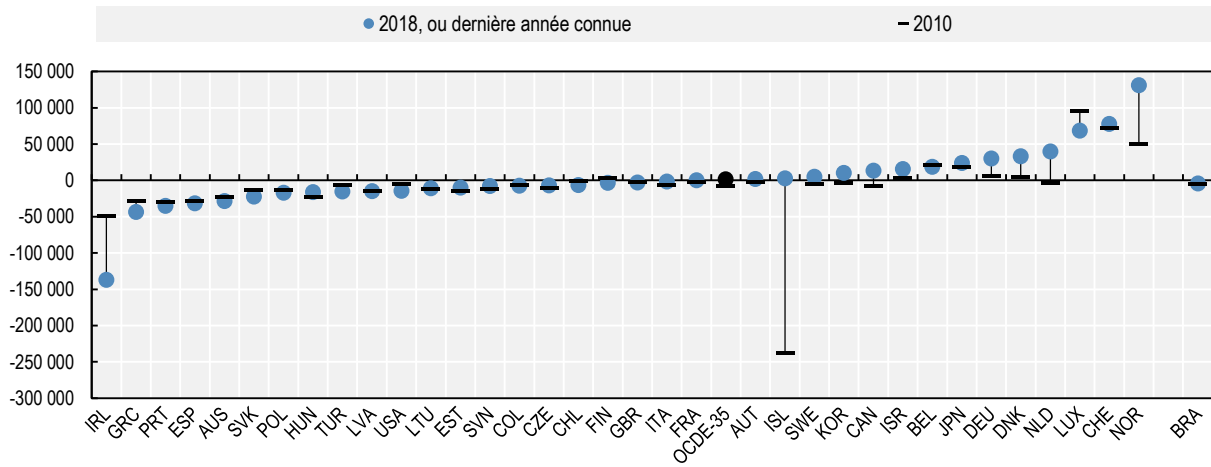
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126807>

Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie

La valeur financière nette d'un pays est un indicateur à la fois de son exposition au risque extérieur, de son stock de patrimoine financier et de ses sources futures de recettes. En 2018, près des deux tiers des 35 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles ont affiché une valeur financière négative (Graphique 13.6), ce qui signifie que leur stock d'engagements financiers était alors supérieur à leur stock de créances financières sur le reste du monde. La dette nette s'est établie à plus de 30 000 USD par habitant en Irlande, en Grèce, au Portugal et en Espagne. À l'autre extrême, la Norvège a enregistré en 2018 la valeur financière nette la plus élevée (un peu moins de 131 000 USD par habitant), suivie de la Suisse (un peu plus de 77 000 USD). Les différences de situation financière nette continuent de s'accroître depuis 2010 entre les pays de l'OCDE, les pays bénéficiant déjà d'une valeur financière nette relativement élevée enregistrant des gains notables, tandis que la dette nette se creuse dans les pays du bas du classement.

Graphique 13.6. Les différences de situation financière nette continuent de s'accroître depuis 2010 entre les pays de l'OCDE

Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie, USD par habitant aux PPA courantes



Note : La dernière année disponible est 2017 pour la Colombie, Israël, le Japon, la Suisse et la Turquie. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte le Mexique et la Nouvelle-Zélande par manque de données.

Source : *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) : 720. Comptes de patrimoine financier (non consolidés, SCN 2008), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE720R ; sauf pour l'Australie et Israël : 710. Comptes de patrimoine financier (consolidés, SCN 2008), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE710R.

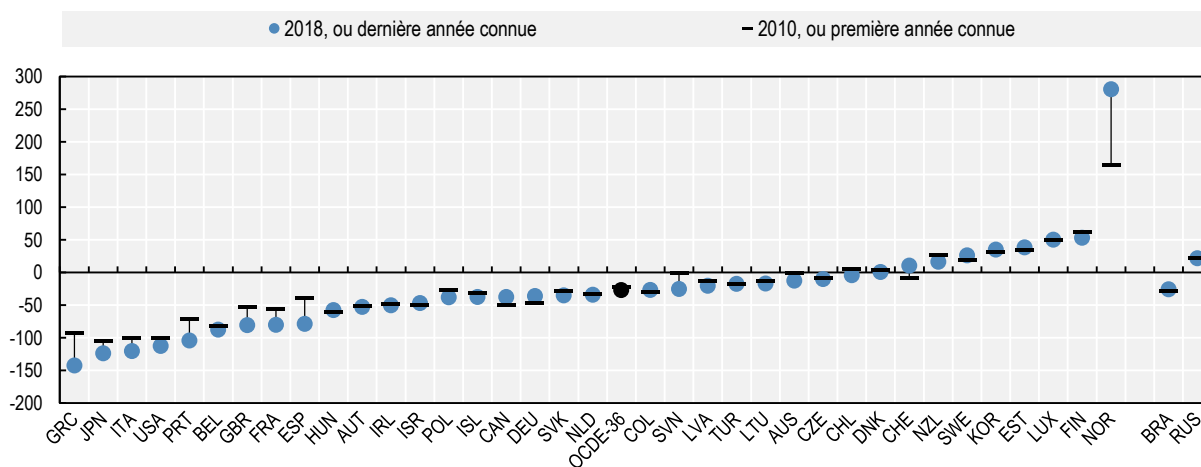
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126826>

Valeur financière nette des administrations publiques

De même, la valeur financière nette des administrations publiques peut entraîner des risques pour la viabilité financière et économique. En 2018, les passifs financiers des administrations publiques ont été supérieurs aux actifs financiers à hauteur de 27 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE (Graphique 13.7). Cette proportion varie dans une fourchette de valeurs positives comme en Norvège (280.5 % du PIB), en Finlande (52.7 %) et au Luxembourg (50.0 %) à des valeurs négatives comme en Grèce (-142.6 %), au Japon (-123.7 %), en Italie (-120.3 %), aux États-Unis (-112.7 %) et au Portugal (-104.4 %). Entre 2010 et 2018, la valeur financière nette des administrations publiques a reculé de 4 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE, et l'écart entre les pays les mieux et les moins bien classés a continué de se creuser. Les pays où la situation s'est le plus détériorée sont ceux qui se situaient déjà bien en deçà de la moyenne de l'OCDE, notamment la Grèce (-49.8 points), l'Espagne (-40.0) et le Portugal (-33.4). Les pays dont la situation s'est le plus améliorée sont la Norvège (116.7 points) et la Suisse (18.3).

Graphique 13.7. Depuis 2010, la valeur financière nette des administrations publiques a continué de se détériorer dans les pays déjà lourdement endettés

Valeur financière nette des administrations publiques, en pourcentage du PIB



Note : La dernière année disponible est 2017 pour l'Allemagne, l'Autriche, l'Estonie, la France, l'Irlande, Israël, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, la Suisse et la Turquie ; 2016 pour la Colombie, l'Islande et la Fédération de Russie ; et 2015 pour le Brésil. La première année connue est 2015 pour la Colombie et 2011 pour la Fédération de Russie. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte le Mexique par manque de données.

Source : Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS.

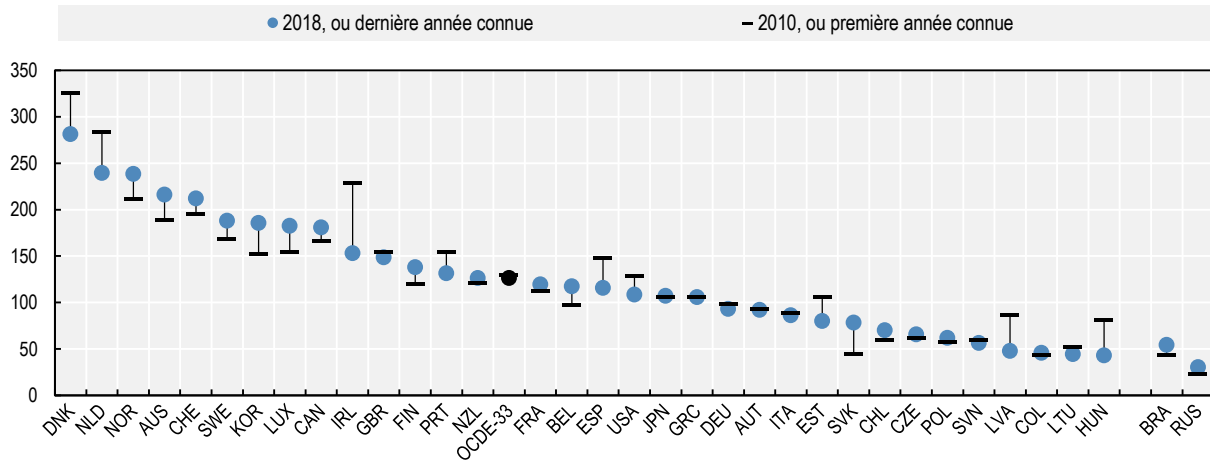
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126845>

Dettes des ménages

Un niveau élevé d'endettement des ménages peut faire peser une lourde charge, à la fois financière et psychologique, sur les familles et peut constituer plus généralement un risque pour l'activité économique dès lors que des défauts de paiement accroissent l'instabilité du système financier. En 2018, la dette moyenne des ménages dans l'OCDE s'est établie à 126 % de leur revenu disponible net (Graphique 13.8). Cette proportion varie dans une fourchette de moins de 50 % en Hongrie, Lituanie, Colombie et Lettonie, à plus de 200 % au Danemark, aux Pays-Bas, en Norvège, en Australie et en Suisse. Entre 2010 et 2018, la dette moyenne des ménages dans l'OCDE a reflué d'environ trois points de pourcentage (de 129 % à 126 %). Toutefois, ce chiffre masque des disparités d'un pays à l'autre : la dette des ménages a reflué de 75 points en Irlande, tandis qu'elle a reculé de plus de 35 points au Danemark, aux Pays-Bas, en Lettonie et en Hongrie. À l'inverse, la dette des ménages a augmenté de plus de 25 points en République slovaque, en Corée, au Luxembourg, en Australie et en Norvège.

Graphique 13.8. Dans quasiment deux tiers des pays de l'OCDE, la dette des ménages excède 100 % de leur revenu disponible

Dette des ménages, en pourcentage du revenu disponible net des ménages



Note : La dernière année disponible est 2018 pour le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède ; 2016 pour la Colombie et la Suisse ; 2015 pour le Brésil et la Fédération de Russie ; et 2017 pour les autres pays. La première année connue est 2015 pour la Colombie et 2011 pour la Fédération de Russie. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte l'Islande, Israël, le Mexique et la Turquie par manque de données.

Source : Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS.

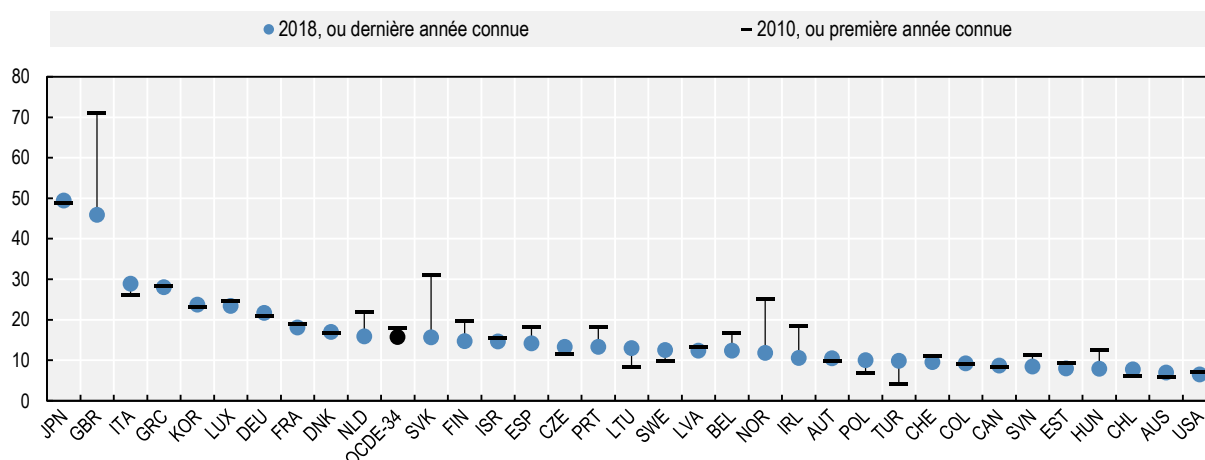
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126864>

Levier financier du secteur bancaire

Un niveau élevé de levier financier du secteur bancaire (mesuré ici par le ratio entre les actifs financiers et les fonds propres des banques) peut accroître l'exposition du système financier au risque et à des ralentissements du cycle économique. En 2018, le levier financier du secteur bancaire s'est établi en moyenne à un niveau d'environ 16 (Graphique 13.9), variant dans une fourchette de 28, voire plus, au Japon, au Royaume-Uni, en Italie et en Grèce, à 8, voire moins, aux États-Unis, en Australie, au Chili, en Hongrie et en Estonie. Depuis 2010, ce ratio a diminué dans certains des pays dont le niveau de levier figurait auparavant parmi les plus élevés, notamment le Royaume-Uni, la République slovaque et la Norvège, tandis que les hausses les plus fortes ont été observées en Turquie, en Lituanie et en Pologne.

Graphique 13.9. Depuis 2010, le levier financier du secteur bancaire a diminué pour certains des pays à plus haut niveau de levier

Levier financier du secteur bancaire, rapport entre actifs financiers et fonds propres des banques



Note : La dernière année disponible est 2017 pour la France, Israël, le Japon, la Suisse et la Turquie, et 2016 pour la Colombie et la République tchèque. La première année connue est 2015 pour la Colombie, et 2014 pour la Suisse. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte l'Islande, le Mexique et la Nouvelle-Zélande par manque de données.

Source : Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126883>

Encadré 13.1. Mesures et programme statistique à venir

Le capital économique est constitué du capital produit et du capital financier. Le capital produit désigne : les actifs corporels produits par l'homme, tels que les infrastructures routières et ferroviaires, les bâtiments et les machines et équipements ; les actifs de propriété intellectuelle, tels que les dépenses de R-D, les logiciels et les œuvres artistiques ; et les stocks de biens intermédiaires et finals. Quant au capital financier, il est constitué d'actifs financiers comme le numéraire et les dépôts, les actions, les valeurs mobilières et les produits dérivés, et de passifs sous forme de prêts et de titres de dette. Le capital économique joue un rôle essentiel pour soutenir les niveaux de vie matériels (logement, emploi, patrimoine et revenu) et pour produire les biens et services que les individus consomment pour assurer leur bien-être d'aujourd'hui et de demain (OCDE, 2014^[1]). Les indicateurs examinés dans ce chapitre (Tableau 13.1) mesurent des stocks (actifs fixes produits, actifs de propriété intellectuelle et valeur financière nette de l'ensemble de l'économie), des flux (investissement dans la formation brute de capital fixe et dans la R-D) et des facteurs de risque relevant de certains sous-secteurs spécifiques de l'économie, mais pouvant avoir des implications pour la viabilité de l'ensemble de l'activité économique (valeur financière nette des administrations publiques, dette des ménages et levier financier du secteur bancaire).

Les **actifs fixes produits** correspondent à la valeur du stock d'actifs économiques produits d'un pays, et comprennent les logements, bâtiments, ouvrages de génie civil, machines et équipements ; les actifs cultivés comme les animaux d'élevage et les vignes ; les actifs incorporels comme les œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales ; et les stocks. Cet indicateur tient compte de la réduction de valeur courante du stock du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible, ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux. Les données sont exprimées en USD

par habitant aux PPA de 2010 et sont issues de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

Tableau 13.1. Indicateurs de capital économique examinés dans ce chapitre

Indicateur	Unité de mesure	Stock	Flux	Facteur de risque	Facteur de résilience
Actifs fixes produits	USD par habitant, aux PPA de 2010	✓			
Actifs de propriété intellectuelle	USD par habitant, aux PPA de 2010	✓			
Formation brute de capital fixe	Taux de croissance annuel		✓		
Investissement dans la R-D	En pourcentage du PIB		✓		
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	USD par habitant, aux PPA courantes	✓			
Valeur financière nette des administrations publiques	En pourcentage du PIB			✓	
Dette des ménages	En pourcentage du revenu disponible net des ménages			✓	
Levier financier du secteur bancaire	Rapport entre actifs financiers et fonds propres des banques			✓	

Les actifs de propriété intellectuelle correspondent au capital intellectuel d'un pays (recherche et développement, bases de données, prospection minière et évaluation des ressources, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales, etc.). Les équipements des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont inclus dans cette catégorie en Corée, tandis que les coûts des droits de propriété en sont exclus en Australie, de même que les œuvres artistiques originales au Canada. Les données sont exprimées en USD par habitant aux PPA de 2010 et sont issues de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

La **formation brute de capital fixe** correspond à l'investissement à la fois dans des actifs fixes produits (logements, bâtiments et autres ouvrages de génie civil, matériel de transport, autres machines et équipements, actifs cultivés) et dans des actifs fixes incorporels (propriété intellectuelle, logiciels et œuvres artistiques) dans un pays. Les données sont exprimées en taux de croissance annuels à prix constants et sont issues de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

L'**investissement dans la R-D** correspond aux dépenses consacrées par des producteurs résidents à des travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître les connaissances, notamment la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, et à la mise en œuvre de ces connaissances dans le développement de nouvelles applications. Les données sont exprimées en pourcentage du PIB et sont issues de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

La **valeur financière nette de l'ensemble de l'économie** rend compte de la position extérieure nette d'une économie sur le reste du monde. Les actifs financiers comprennent le numéraire, les dépôts, les titres de dette, les prêts, les actions, les actions/parts d'organismes de placement, les produits financiers dérivés, les options sur titres des salariés et autres comptes à recevoir. Les données sont exprimées en USD par habitant aux PPA courantes et sont issues de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

La **valeur financière nette des administrations publiques** correspond à la valeur totale des actifs financiers détenus par les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale et les collectivités régionales et locales, ainsi que les caisses de prévoyance sociale), déduction faite de la valeur de leurs passifs en cours. Les données sont exprimées en pourcentage du PIB et sont issues du Tableau financier de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

La **dette des ménages** correspond à l'encours total de la dette des ménages (y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages) et inclut les prêts (essentiellement les prêts hypothécaires et le crédit à la consommation) ainsi que les autres comptes à payer. Les données sont exprimées en pourcentage du revenu disponible net des ménages et sont issues du Tableau financier de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

Le **levier financier du secteur bancaire** (également appelé « multiplicateur de fonds propres ») correspond au ratio entre le total des actifs financiers du secteur bancaire et ses actions en valeur de marché (hors parts de fonds de placement). Le secteur bancaire se compose de la banque centrale et des institutions financières et monétaires. Les données sont issues du Tableau financier de la base de données de l'OCDE des *Statistiques sur les comptes nationaux*.

Corrélations entre les indicateurs de capital économique

Tableau 13.2. La dette des ménages est en corrélation positive avec les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle et la valeur financière nette de l'ensemble de l'économie

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de capital économique

	Actifs de propriété intellectuelle	Actifs fixes produits	Formation brute de capital fixe	Investissement dans la R-D	Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	Valeur financière nette des administrations publiques	Dette des ménages	Levier financier du secteur bancaire
Actifs de propriété intellectuelle								
Actifs fixes produits	0.72*** (30)							
Formation brute de capital fixe	-0.20 (31)	-0.35* (31)						
Investissement dans la R-D	0.37** (30)	0.40** (30)	-0.65*** (30)					
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	0.31 (29)	0.24 (30)	0.27 (35)	-0.55** (29)				
Valeur financière nette des administrations publiques	0.01 (31)	0.07 (31)	0.15 (37)	-0.06 (30)	0.19 (35)			
Dette des ménages	0.63*** (29)	0.55*** (30)	-0.29 (33)	0.15 (29)	0.43** (32)	0.22 (33)		
Levier financier du secteur bancaire	0.03 (29)	-0.02 (30)	-0.18 (34)	-0.05 (29)	0.12 (34)	-0.35** (34)	0.08 (32)	

Note : Le tableau présente les coefficients de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * indique que les corrélations sont significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Dans les pays de l'OCDE, on observe que les stocks d'actifs fixes produits sont en corrélation positive avec les actifs de propriété intellectuelle (0.7) et avec l'investissement dans la R-D (0.4) (Tableau 13.2). Les pays dont le niveau de dette des ménages est plus élevé affichent généralement plus d'actifs fixes produits (0.6), plus d'actifs de propriété intellectuelle (0.6) et un plus haut niveau de valeur financière

nette de l'ensemble de leur économie (0.4). Un niveau plus élevé de levier financier du secteur bancaire est faiblement corrélé avec une valeur financière nette inférieure des administrations publiques (0.4).

Programme statistique à venir

Les indicateurs de capital économique utilisés dans ce chapitre englobent des mesures de stocks détenus par un pays considéré dans son ensemble, ou par différents secteurs économiques (ménages, administrations publiques, sociétés financières), ainsi que des mesures de flux et de facteurs de risque. Dans leur majorité, ces indicateurs sont parfaitement bien définis et mesurés dans le Système de comptabilité nationale. Cela étant, ils n'offrent qu'une vue générale de l'état du capital économique dans un pays. Des tableaux de bord plus détaillés sont nécessaires pour un éclairage plus complet de la résilience économique et de la stabilité financière, par exemple (Financial Stability Board et Fonds monétaire international, 2019^[2] ; Röhn et al., 2015^[3]).

Certains problèmes subsistent dans les indicateurs de capital économique appliqués ici :

- Les mesures disponibles ne permettent pas toujours de décomposer à un niveau plus fin les données des comptes en fonction des secteurs institutionnels ni la distribution des actifs entre différents groupes.
- Les bulles de prix d'actifs peuvent influencer sur l'interprétation de la valeur financière nette dans le temps : en effet, les variations de cet indicateur d'une année sur l'autre peuvent être dues non seulement à des transactions financières, mais également à des fluctuations de prix dans les actifs et passifs financiers. Une croissance des actifs financiers peut ainsi fausser la perception des risques et de la position financière futurs.
- Le levier financier du secteur bancaire n'est pas simple à interpréter, car il constitue une mesure de la volatilité et du risque tout en reflétant la réglementation relative aux exigences de fonds propres imposées aux banques. Il n'est pas évident de savoir quel ratio serait idéal pour mesurer le bien-être, et il est également probable que celui-ci serait différent selon la situation dans chaque pays.

Le patrimoine des ménages est considéré comme relevant de la dimension « Revenu et patrimoine » du bien-être, et n'est donc pas examiné ici. En outre, plusieurs cadres internationaux et nationaux de mesure du bien-être (comme l'Indice de richesse inclusive du PNUE et les indices mesurés en Australie, en Autriche, au Japon, en Lettonie, en Nouvelle-Zélande, en Écosse et au Pays de Galles, etc.) prennent en compte la productivité à titre d'élément important du processus de production et, indirectement aussi, de la viabilité économique.

Références

Financial Stability Board et Fonds monétaire international (2019), *G20 Data Gaps Initiative (DGI-2): The Fourth Progress Report — Countdown to 2021*, Financial Stability Board, Bâle, <http://fsb.org/2019/10/g20-data-gaps-initiative-dgi-2-the-fourth-progress-report-countdown-to-2021/>. [2]

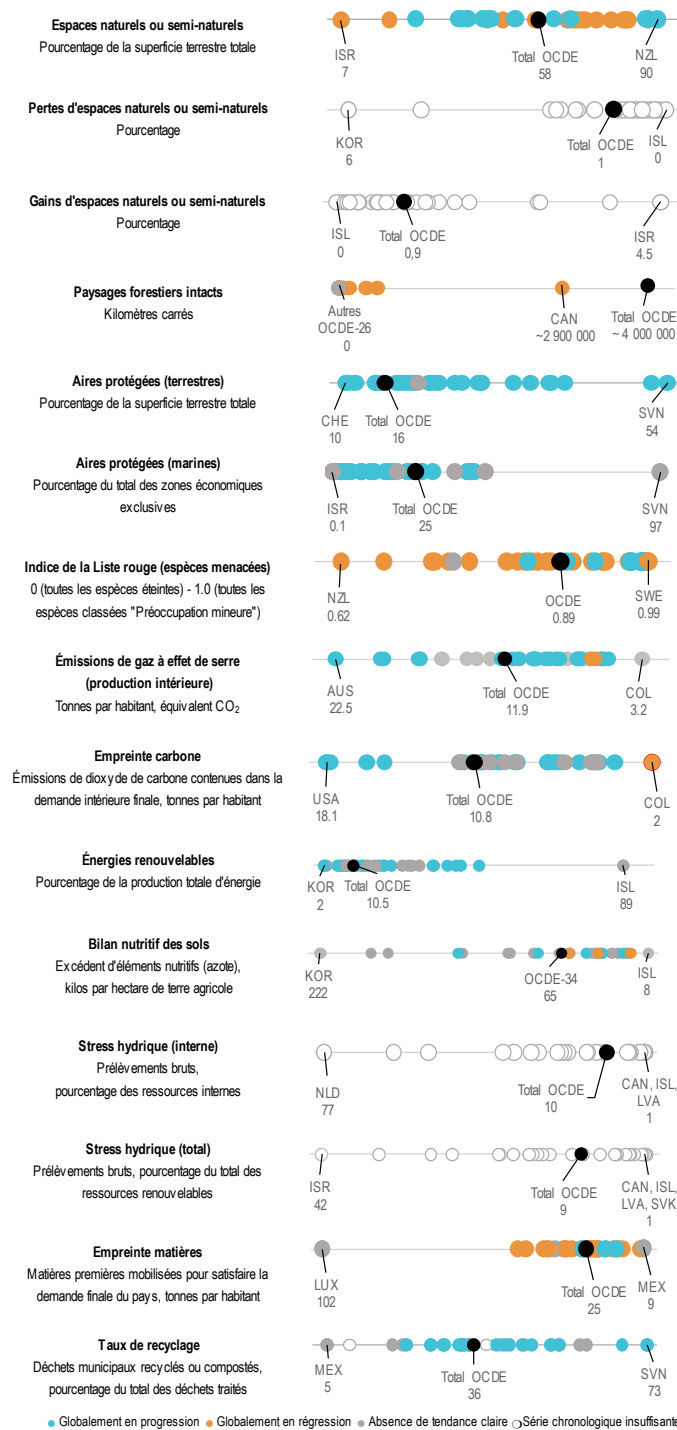
OCDE (2014), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr. [1]

Röhn, O. et al. (2015), « Economic resilience: A new set of vulnerability indicators for OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1249, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jrxhgjw54r8-en>. [3]

14 Capital naturel

Le capital naturel comprend à la fois les actifs naturels (la couverture naturelle des sols, la biodiversité, par exemple), et les écosystèmes et leurs services (les océans, les forêts, les sols, l'atmosphère, etc.). Ce chapitre examine les stocks et les flux entrant et sortant de ces systèmes naturels, ainsi que les facteurs de risque et de résilience qui les affectent. Le pourcentage d'espaces couverts d'une végétation naturelle varie de 6 % à 90 % dans les pays de l'OCDE, et ceux où les stocks sont les plus bas enregistrent certains des déclinés les plus importants. De nouvelles aires protégées marines et terrestres ont été créées depuis 2010 dans les pays de l'OCDE, mais l'état de la diversité des espèces (mesuré par l'indice de la Liste rouge) s'est aggravé. Si les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités de production ont diminué de 4 % pour l'ensemble de l'OCDE depuis 2010, au niveau mondial elles ont progressé de 50 % depuis 1990. Les énergies renouvelables occupent une place minime dans le mix énergétique de la plupart des pays de l'OCDE, et l'empreinte matières par habitant a augmenté depuis 2010.

Graphique 14.1. Capital naturel : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

Sources : Base de données de l'OCDE sur l'environnement, <https://data.oecd.org/environment.htm> ; bases de données de l'OCDE pour l'analyse structurelle (STAN), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=STANI4_2016 ; base de données de l'OCDE sur l'agriculture, <https://data.oecd.org/fr/agriculture.htm> ; base de données mondiale de l'ONU-DAES relative aux indicateurs de suivi des ODD, indicateur 15.5.1, <http://unstats.unesa.opendata.arcgis.com/datasets/indicator-15-5-1-red-list-index-2/data?orderBy=seriesCode>.

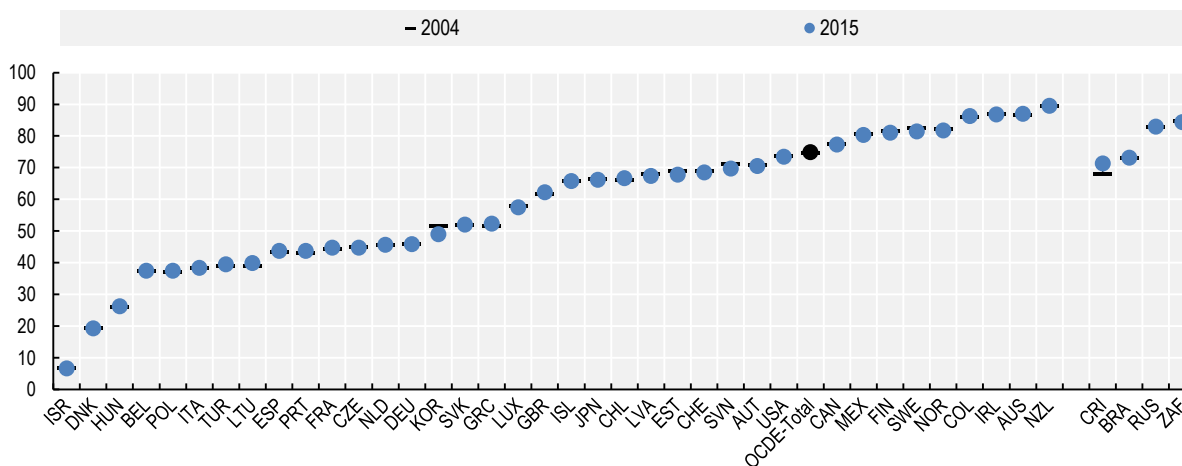
Ressources biologiques et biodiversité

L'érosion de la biodiversité et les pressions exercées sur les services écosystémiques font partie des défis environnementaux les plus urgents auxquels le monde est aujourd'hui confronté, et l'évolution de l'occupation et de la couverture des sols figure parmi les premiers facteurs responsables. Depuis 1992, 2,7 % des espaces de végétation naturelle ou semi-naturelle (c'est-à-dire les surfaces boisées, les prairies, les zones humides, les maquis et la végétation clairsemée) dans le monde, soit deux fois la superficie de l'Espagne, ont été remplacés par d'autres types de couverture. Plus de la moitié de ces espaces perdus se trouvent dans des pays de l'OCDE ou du G20, principalement le Brésil, la République populaire de Chine, la Fédération de Russie, les États-Unis et l'Indonésie (OCDE, 2019^[1]).

Dans l'ensemble de l'OCDE, 75 % des sols étaient recouverts de végétation naturelle ou semi-naturelle en 2015. Ce pourcentage varie de moins de 30 % en Israël, au Danemark et en Hongrie, à plus de 85 % en Colombie, en Irlande, en Australie et en Nouvelle-Zélande (Graphique 14.2). Entre 2004 et 2015, la superficie totale des espaces de végétation naturelle et semi-naturelle est restée stable dans les pays de l'OCDE. Toutefois, outre les variations du stock net d'espaces naturels, il importe également d'examiner séparément les pertes et les gains, car les pertes peuvent se traduire par la disparition d'habitats riches en biodiversité (par exemple de forêts vierges ou primaires) qui peut ne pas être compensée par une augmentation d'espaces semi-naturels pauvres en biodiversité. La Corée, Israël, le Portugal et la Slovénie ont perdu plus de 2 % de leurs espaces naturels depuis 2004 (Graphique 14.3). À l'exception de la Slovénie, il s'agit de pays où les stocks étaient déjà inférieurs à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 14.2. Le stock d'espaces naturels dans les pays de l'OCDE varie de 6 % à 90 %

Espaces de végétation naturelle et semi-naturelle en pourcentage de la superficie terrestre totale



Note : Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

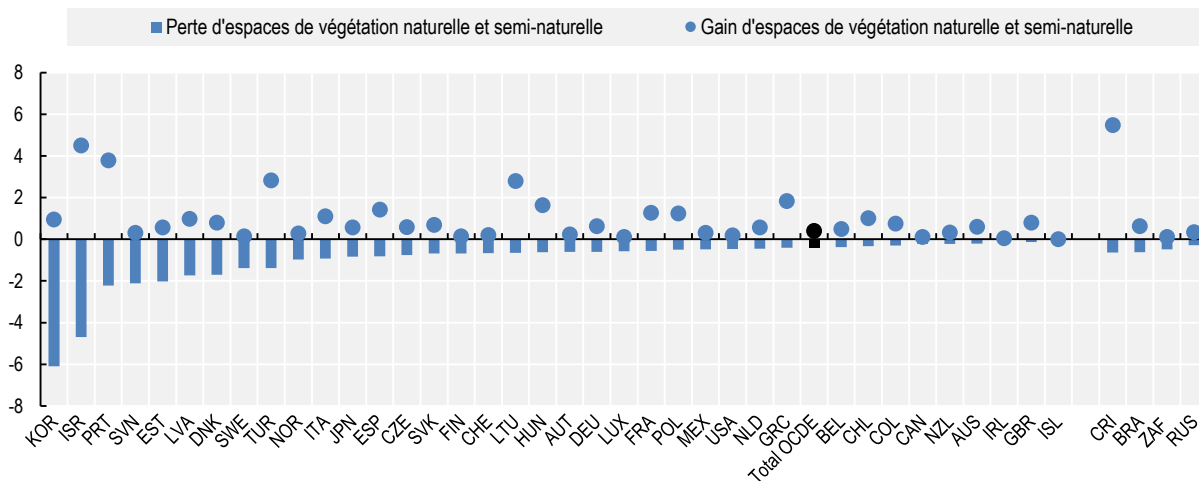
Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Couverture des sols dans les pays et régions »,

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND_COVER.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126902>

Graphique 14.3. Les pays ayant perdu le plus d'espaces naturels sont la Corée, Israël, le Portugal, la Slovaquie et l'Estonie

Intensité des conversions ayant entraîné une perte ou un gain d'espaces de végétation naturelle et semi-naturelle, en pourcentage, 2004-2015



Note : Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Changement de couverture des sols dans les pays et régions »,

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND_COVER_CHANGE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126921>

Les indicateurs généraux de couverture des sols ne donnent pas d'informations sur la valeur des espaces perdus ou gagnés du point de vue de la biodiversité. Les paysages forestiers intacts sont un exemple d'écosystèmes de très grande valeur : ce sont des étendues non fragmentées d'écosystèmes naturels sans signes d'activité humaine télédétektés, et suffisamment vastes pour que toute la biodiversité indigène puisse y être maintenue (voir l'Encadré 14.1). Seuls 11 pays de l'OCDE possèdent encore des paysages forestiers intacts – et 3 pays seulement parmi ceux représentés sur le Graphique 14.4 (la Fédération de Russie, le Brésil et le Canada) possédaient près des deux tiers de la superficie mondiale de paysages forestiers intacts en 2000 (Potapov et al., 2017^[2]).

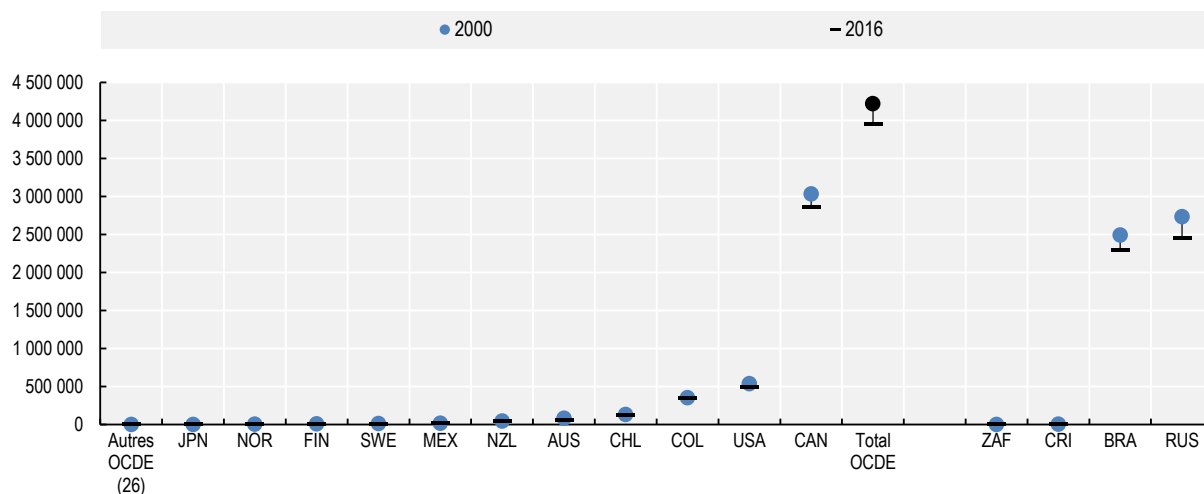
Entre 2000 et 2016, la superficie totale de forêts intacts dans l'OCDE a reculé (c'est-à-dire a été dégradée) de 6 %. Cela représente une dégradation de 263 600 kilomètres carrés de forêts, une superficie supérieure à celle du Royaume-Uni (Graphique 14.4). Parmi les pays de l'OCDE, les dégradations la plus importantes (en pourcentage) durant cette période ont été observées en Australie (-34.4 %), aux États-Unis (-9.1 %), au Canada (-5.8 %) et au Mexique (-4.6 %). Par comparaison, les pertes ont été inférieures ou égales à 1 % en Norvège et en Finlande, et nulles au Japon. Depuis 2010, la superficie forestière intacte a aussi reculé de 10 % en Fédération de Russie, de 8 % au Brésil et de 3.1 % au Costa Rica.

L'un des moyens employés par les pouvoirs publics pour préserver la biodiversité consiste à créer des aires protégées. En milieu continental, celles-ci vont des réserves naturelles intégrales et des zones de nature sauvage aux parcs nationaux, aux paysages terrestres ou marins protégés et aux aires de gestion des habitats ou des espèces ; en mer, la gamme d'aires protégées va des réserves marines intégrales et des zones de non-prélèvement (« sanctuaires marins ») aux réseaux d'aires marines protégées, moins restrictifs. Aujourd'hui, les aires protégées couvrent en moyenne 16 % des espaces terrestres (Graphique 14.5) et 25 % des espaces marins dans l'OCDE (Graphique 14.6), des chiffres en hausse par rapport aux 13.5 % de 2010 pour ces deux indicateurs. Entre 2010 et 2019, le pourcentage d'aires marines protégées a doublé dans 10 pays de l'OCDE (Canada, Portugal, Espagne, Suède, Mexique, Lituanie, Royaume-Uni, Chili, Australie et France) et dans 2 pays partenaires (Afrique du Sud et Brésil). Sur la

même période, le pourcentage d'aires terrestres protégées a progressé d'au moins 1 point de pourcentage dans neuf pays de l'OCDE (Canada, Colombie, Nouvelle-Zélande, Belgique, Allemagne, République slovaque, Norvège, Australie et Luxembourg).

Graphique 14.4. Seuls 11 pays de l'OCDE possèdent des paysages forestiers intacts, avec 6 % de dégradation au total depuis 2000

Paysages forestiers intacts, kilomètres carrés



Note : « Autres OCDE (26) » correspond aux 26 pays de l'OCDE qui ne possèdent pas de paysages forestiers intacts. Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

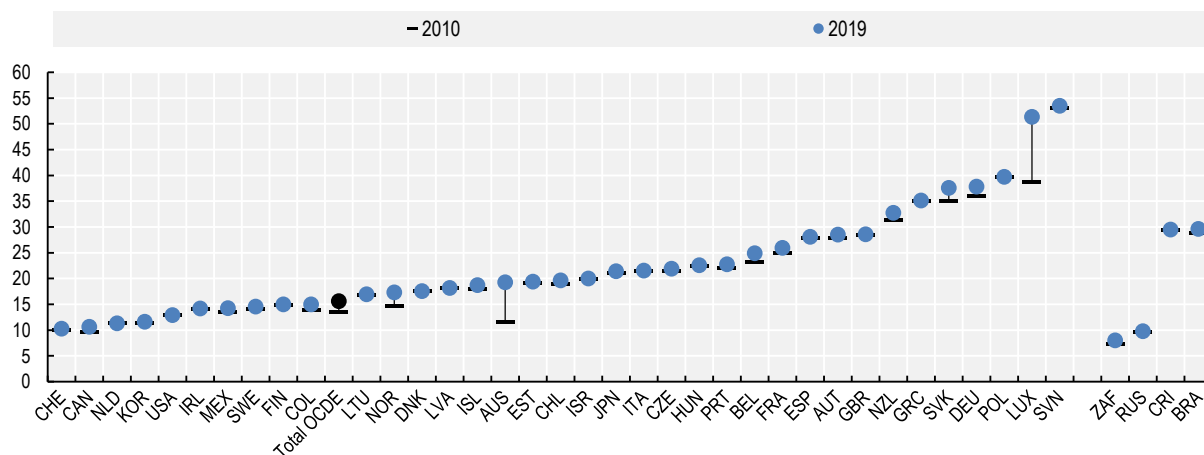
Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Paysages forestiers intacts », d'après (Potapov et al., 2017^[2]),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=INTACT_FOREST_LANDSCAPES.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126940>

Graphique 14.5. Les aires protégées représentent 16 % de la superficie terrestre des pays de l'OCDE

Aires protégées terrestres, en pourcentage de la superficie terrestre totale



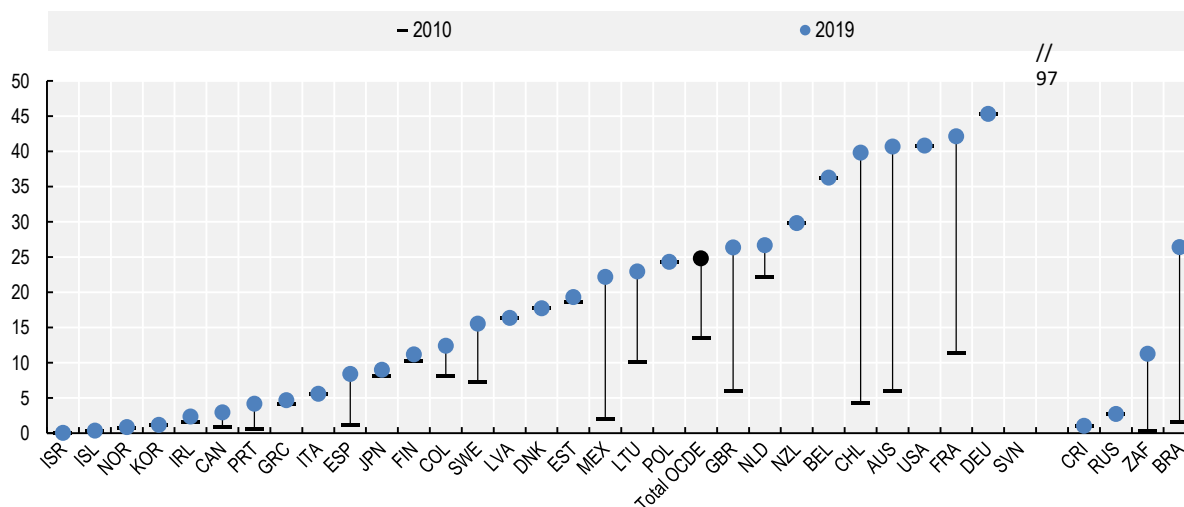
Note : Le total OCDE ne comprend pas la Turquie, faute de données disponibles, ni la Colombie, car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Aires protégées », https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=PROTECTED_AREAS.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126959>

Graphique 14.6. Dix pays de l'OCDE ont doublé leur pourcentage d'aires marines protégées depuis 2010

Aires marines protégées, en pourcentage de la zone économique exclusive de chaque pays



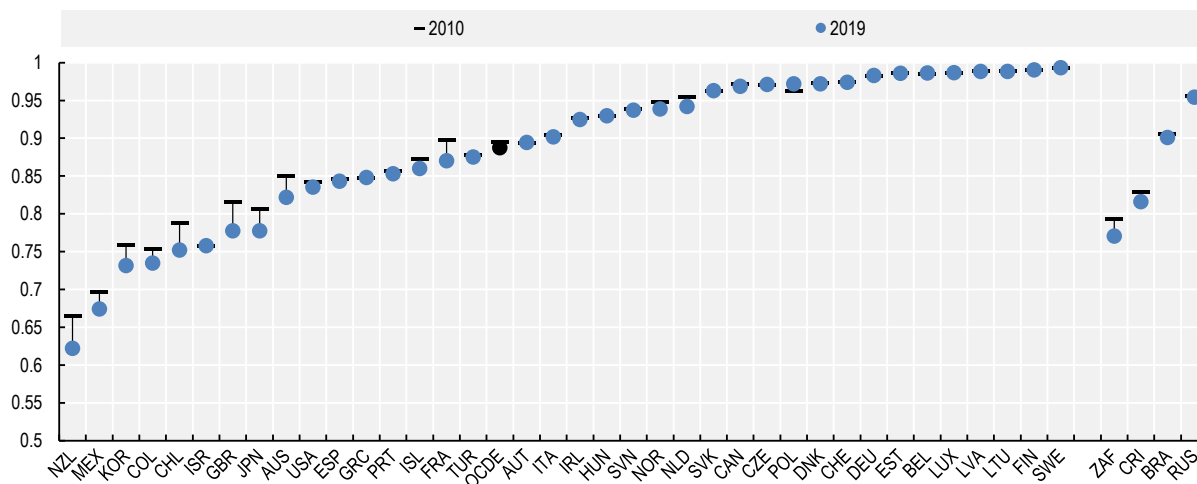
Note : Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Aires protégées », https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=PROTECTED_AREAS.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126978>

Graphique 14.7. L'indice de la Liste rouge s'est dégradé dans les pays où la biodiversité est la plus menacée

Indice de la Liste rouge : 1.0 = toutes les espèces sont classées dans la catégorie « Préoccupation mineure » ;
0 = toutes les espèces sont éteintes



Note : L'indice de la Liste rouge est un indicateur combiné du risque d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux. Une valeur de 1.0 correspond à une situation dans laquelle toutes les espèces sont classées dans la catégorie « Préoccupation mineure » (c'est-à-dire qu'elles ne sont pas menacées d'extinction dans un avenir proche). Un indice égal à zéro indique que toutes les espèces sont éteintes.

Source : Base de données mondiale de l'ONU-DAES relative aux indicateurs de suivi des ODD, indicateur 15.5.1, <http://unstats.un.org/indicators/indicator-15-5-1-red-list-index-2/data?orderBy=seriesCode>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934126997>

Les espèces menacées apportent d'autres renseignements sur les risques relatifs à la biodiversité. L'indice de la Liste rouge (qui évalue le risque combiné d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux) pour les pays de l'OCDE a faiblement baissé en moyenne depuis 2010 (Graphique 14.7). Les régressions les plus importantes ont généralement été observées dans ceux qui affichaient déjà des taux de risque élevés – Nouvelle-Zélande, Mexique, Corée, Colombie, Chili, Royaume-Uni, Japon, Australie et France.

Changement climatique

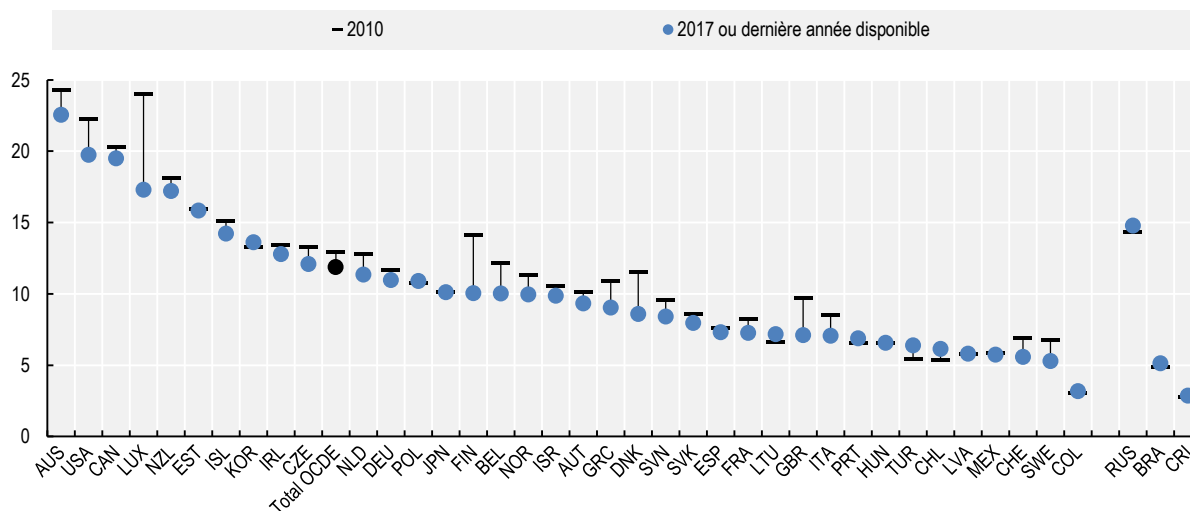
Le changement climatique constitue une immense menace pour le bien-être futur. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de 50 % depuis 1990 (OCDE, 2019^[1]). Une accélération récente de la consommation d'énergie mondiale a entraîné une hausse record de 1.7 % des émissions de CO₂ dues à la consommation d'énergie en 2018 (AIE, 2019^[3]). Les concentrations totales de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont augmenté de près de 30 % depuis 1980, passant de 427 parties par million (ppm) d'équivalent CO₂ en 2010 à 449 ppm en 2016 (Agence européenne pour l'environnement, 2019^[4]). Pour avoir 50 % de chances de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1.5°C par rapport aux niveaux pré-industriels, on estime que les valeurs crêtes des concentrations ne devraient pas dépasser 478 ppm, un niveau qui (d'après les tendances actuelles) pourrait être atteint dans les 5 à 16 prochaines années (Agence européenne pour l'environnement, 2019^[4]). L'acidification des océans représente un autre risque associé aux émissions de carbone : l'océan absorbe environ 30 % du CO₂ libéré dans l'atmosphère, et l'on estime que l'acidité des océans a augmenté de 30 % au cours des 200 dernières années (Administration océanique et atmosphérique nationale, 2019^[5]).

Dans l'OCDE, le volume total des émissions de GES dues à la production intérieure a régressé de 4.3 % entre 2010 et 2017 – bien que celles-ci se soient stabilisées ces dernières années, et qu'elles risquent de repartir à la hausse compte tenu des augmentations récentes de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ associées (OCDE, 2019^[1]). La moyenne des émissions de GES par habitant de l'OCDE a diminué d'environ une tonne depuis 2010 où elle s'établissait à 12.9 tonnes, pour s'élever à 11.9 tonnes en 2017. Toutefois, le rythme de réduction des émissions varie sensiblement d'un pays de l'OCDE à l'autre (Graphique 14.8). Certains pays présentant des valeurs d'émissions de GES par habitant relativement élevées les ont fortement réduites depuis 2010 (par exemple, de 28 % au Luxembourg, de 11 % aux États-Unis, de 7 % en Australie), mais d'autres affichant des niveaux plus modérés ont aussi enregistré des baisses importantes (par exemple, de plus de 25 % en Finlande, au Royaume-Uni, au Danemark et en Suède). Les émissions de GES par habitant ont progressé dans deux pays dont les niveaux étaient déjà élevés (de 2.6 % en Corée et de 3.3 % en Fédération de Russie), ainsi qu'au Portugal (5.7 %), en Lituanie (8.1 %), au Chili (14 %) et en Turquie (18 %) – où les émissions par habitant restent encore parmi les plus faibles de l'OCDE.

L'empreinte carbone d'un pays intègre le CO₂ contenu dans ses échanges commerciaux internationaux, et rend compte des émissions associées à la demande finale de biens et de services dans l'économie nationale (lesquelles, du fait des importations et des exportations, peuvent différer des émissions dues à la production, évoquées plus haut). L'empreinte carbone par habitant dans les pays de l'OCDE a diminué, passant de 11.8 tonnes en 2010 à 10.8 tonnes en 2015 (Graphique 14.9). Là encore, certaines des baisses les plus marquées se sont produites dans des pays dont l'empreinte carbone de départ était la plus élevée, mais certains pays ayant une empreinte carbone plus modérée ont aussi réussi à la réduire fortement.

Graphique 14.8. Les émissions de gaz à effet de serre par habitant ont diminué depuis 2010 dans l'OCDE en moyenne

Total des émissions dues à la production intérieure, hors émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), tonnes par habitant, équivalent CO₂



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Chili, Israël et la Corée, 2015 pour le Mexique, 2014 pour la Colombie, et 2012 pour le Brésil et le Costa Rica. Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

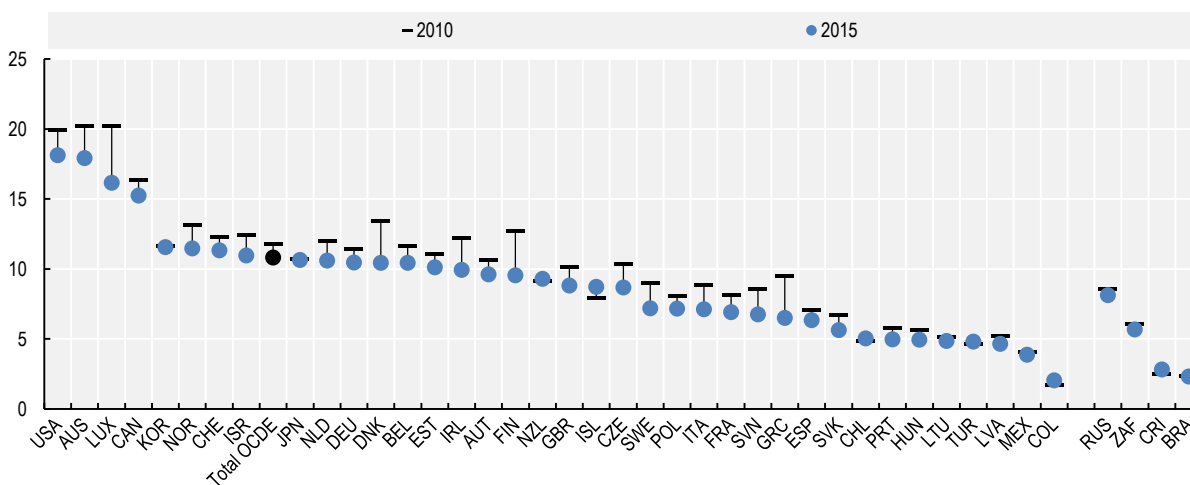
Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Émissions de gaz à effet de serre »,

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AIR_GHG.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127016>

Graphique 14.9. L'empreinte carbone moyenne par habitant dans l'OCDE a diminué depuis 2010

Émissions de dioxyde de carbone contenues dans la demande intérieure finale, tonnes par habitant



Note : Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

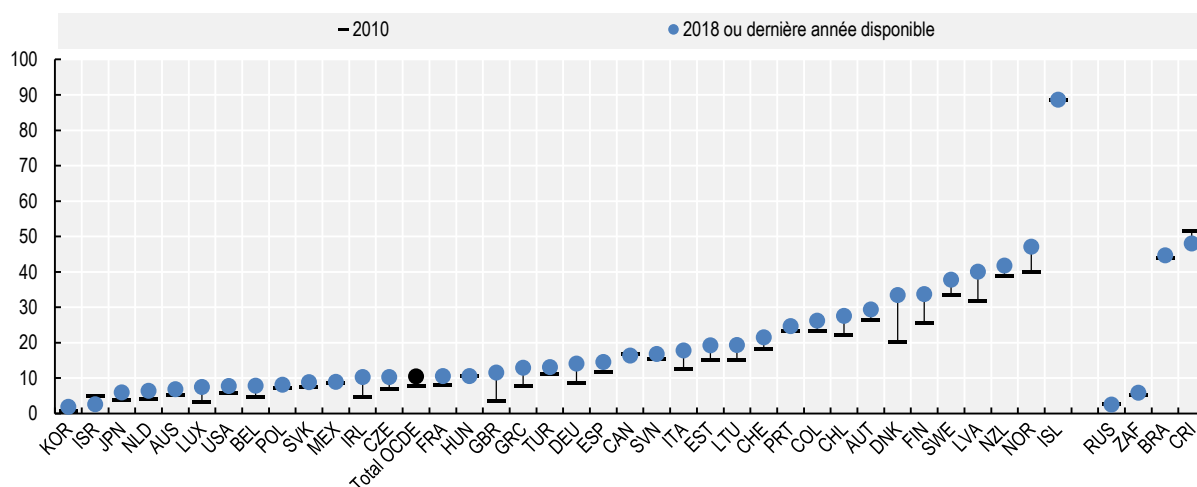
Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Émissions de dioxyde de carbone contenues dans les échanges commerciaux internationaux », https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2019.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127035>

Pour pouvoir réduire les émissions de carbone dues à la combustion des énergies fossiles, il est impératif de modifier les modes de production de l'énergie. Dans les pays de l'OCDE, seulement 10,5 % des approvisionnements totaux en énergie primaire viennent de sources renouvelables (Graphique 14.10). Dans certains des pays les plus petits de l'OCDE, tels que l'Islande, la Norvège, la Lettonie et la Nouvelle-Zélande, les énergies renouvelables pèsent pour environ 40 % ou davantage. Entre 2010 et 2018, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'OCDE a augmenté de 2,6 points de pourcentage. Des gains de plus de 7 points de pourcentage ont été observés au Danemark, en Finlande, en Lettonie, au Royaume-Uni et en Norvège – où la part des énergies renouvelables était déjà, pour plusieurs d'entre eux, comparativement élevée en 2010. En revanche, dans les 15 pays de l'OCDE où les énergies renouvelables représentent moins de 10 % des approvisionnements en énergie, on a constaté soit une amélioration, soit une absence de changement et, dans un cas, une diminution de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Graphique 14.10. La place des énergies renouvelables reste minime dans le mix énergétique de la plupart des pays de l'OCDE

Énergies renouvelables, en pourcentage des approvisionnements totaux en énergie primaire



Note : La dernière année disponible est 2017 pour la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud. Le total OCDE ne comprend pas la Colombie car le chiffre a été publié avant l'adhésion de ce pays à l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Indicateurs de croissance verte : Productivité environnementale et des ressources », <https://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=77867>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127054>

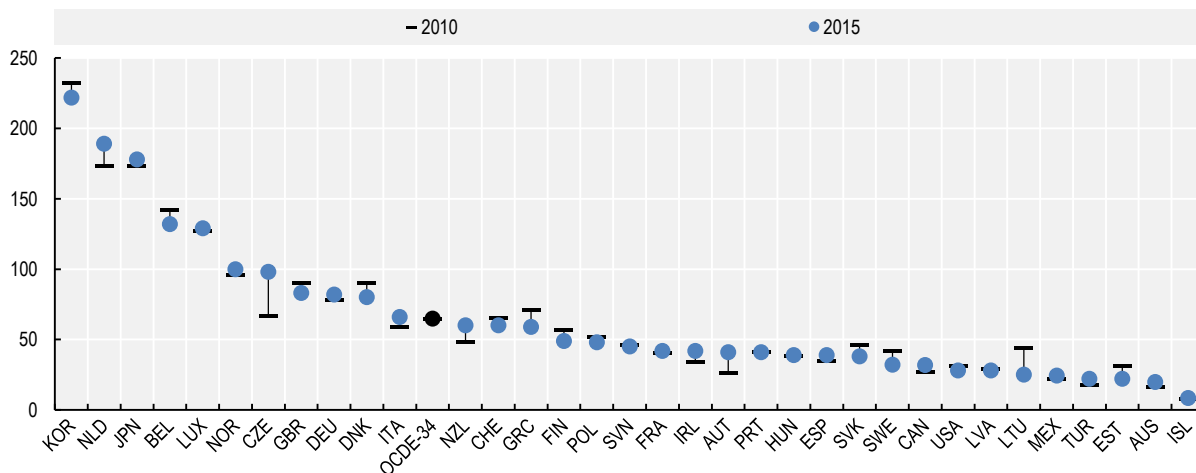
Qualité des sols et ressources en eau douce

Un excédent d'apports azotés d'origine agricole aggrave la pollution de l'eau, des sols et de l'air. Malgré une réduction globale entre 1990 et 2009 (OCDE, 2014^[6]), le bilan azoté annuel des sols agricoles a augmenté depuis 2010 dans plusieurs pays de l'OCDE (Graphique 14.11). Près des deux tiers des pays de l'OCDE présentaient un excédent national annuel de plus de 40 kg d'azote par hectare en 2015. Les valeurs sont particulièrement élevées dans plusieurs pays du nord de l'Europe, ainsi qu'en Corée et au Japon.

La consommation d'eau entraîne un stress hydrique dans plusieurs pays de l'OCDE. La consommation d'eau annuelle représente plus de 20 % des ressources hydriques internes dans près d'un tiers des pays de l'OCDE ; dans plusieurs cas, la consommation d'eau en pourcentage du total des ressources renouvelables (y compris les apports d'eau en provenance des pays voisins) s'en rapproche (Graphique 14.12).

Graphique 14.11. Un excédent d'azote risque d'aggraver la pollution de l'eau, des sols et de l'air

Bilan azoté des sols par hectare de terre agricole, kilogrammes



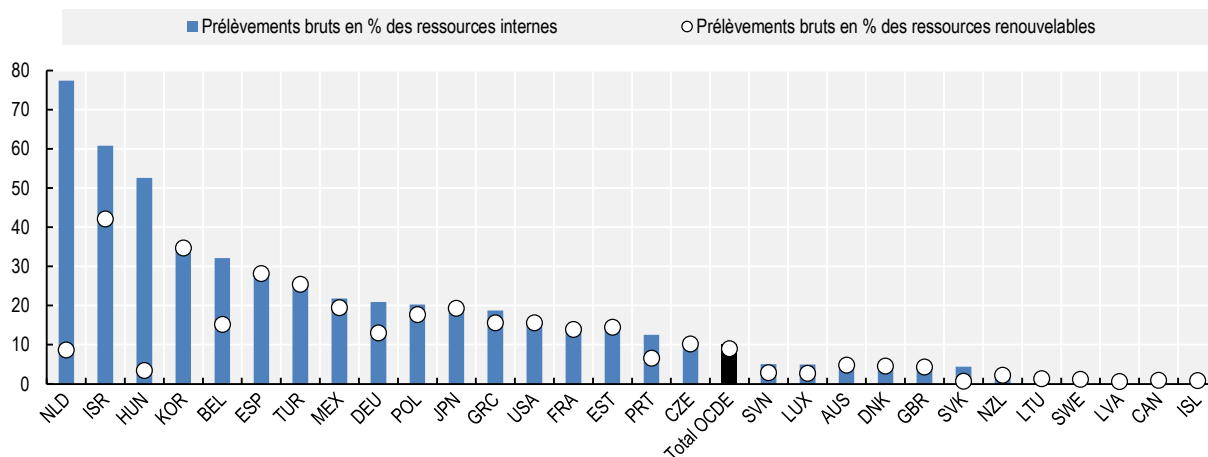
Note : Le bilan azoté brut (excédent ou déficit) est l'écart entre les apports d'azote entrant dans un système agricole (liés principalement aux effluents d'élevage et aux engrais) et les quantités d'azote sortant du système (du fait de l'absorption d'azote par les cultures et les plantes fourragères). La moyenne de l'OCDE ne comprend pas le Chili, la Colombie et Israël, faute de données disponibles.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Agri-Environmental indicators: Nutrients », https://stats-2.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AEI_NUTRIENTS.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127073>

Graphique 14.12. Un tiers des pays de l'OCDE consomment plus de 20 % de leurs ressources en eau internes

Taux annuels de prélèvements bruts en pourcentage des ressources, 2016 ou dernière année disponible



Note : Les définitions et les méthodes d'estimation employées par les pays peuvent varier considérablement ; voir la source du graphique pour plus de détails. La dernière année disponible est 2016 pour l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, Israël, la Corée, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Turquie ; 2015 pour la Belgique, le Canada, le Japon, la Suède et les États-Unis ; et 2014 pour le Royaume-Uni (qui comprend ici uniquement l'Angleterre et le Pays de Galles), l'Islande et la Nouvelle-Zélande. Le total OCDE est une estimation du Secrétariat de l'OCDE et ne comprend pas le Chili ni la Colombie.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Prélèvements d'eau douce » (millions de m³), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WATER_ABSTRACT.

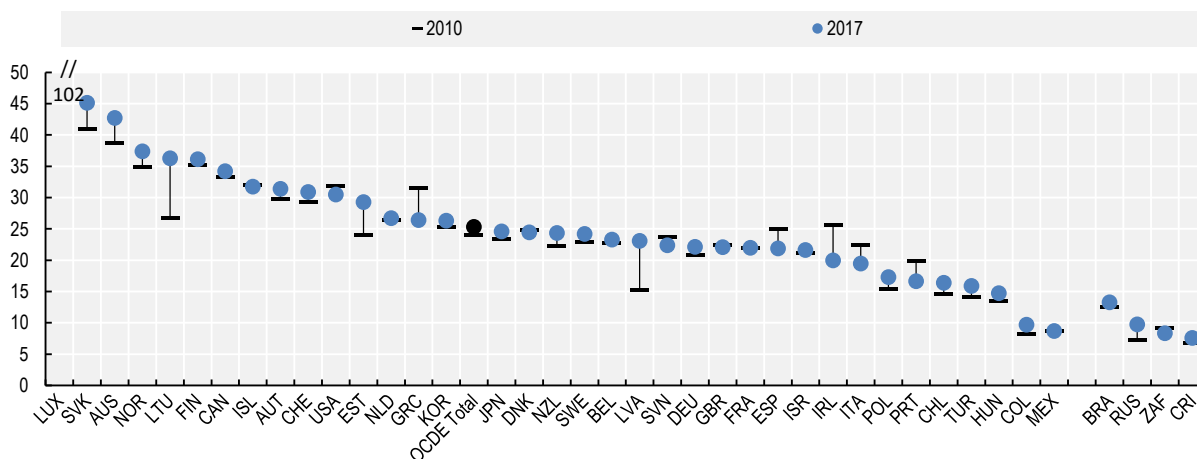
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127092>

Déchets et matières premières

L’empreinte matières correspond à l’ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la demande intérieure. Par habitant, cette empreinte a augmenté dans deux tiers des pays de l’OCDE entre 2010 et 2017 (Graphique 14.13). Les hausses les plus fortes (de 3 tonnes ou plus) ont été enregistrées en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, en République slovaque et en Australie – pays dont l’empreinte est supérieure à la moyenne de l’OCDE. À l’inverse, plusieurs pays de l’OCDE ayant une empreinte inférieure à la moyenne sont allés à contre-courant de la tendance générale, notamment l’Italie, l’Espagne, le Portugal, la Grèce et l’Irlande, dont l’empreinte matières a diminué de plus de 3 tonnes par habitant depuis 2010.

Graphique 14.13. L’empreinte matières par habitant continue d’augmenter dans la plupart des pays de l’OCDE

Empreinte matières par habitant, tonnes



Note : L’empreinte matières correspond à l’ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la demande finale du pays. Le total OCDE ne comprend pas la République tchèque, faute de données disponibles, ni la Colombie, car le chiffre a été publié avant l’adhésion de ce pays à l’OCDE.

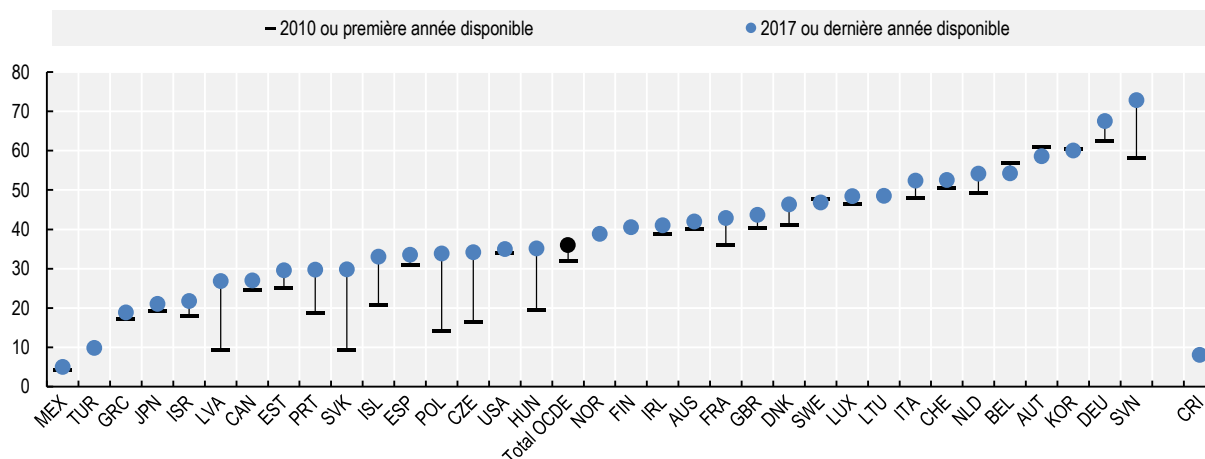
Source : Base de données de l’OCDE, rubrique « Ressources matérielles », https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MATERIAL_RESOURCES.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127111>

Les déchets ajoutent aussi aux pressions sur l’environnement naturel. Les taux de recyclage et de compostage des déchets municipaux se sont améliorés dans la majorité des pays de l’OCDE entre 2010 et 2017 (Graphique 14.14). Dans environ un tiers des pays membres, ce taux a progressé d’au moins 5 points de pourcentage. Mais les taux de recyclage ont baissé de plus de 2 points de pourcentage en Belgique et en Autriche – bien que les deux pays soient toujours classés parmi les 5 meilleurs.

Graphique 14.14. Les taux de valorisation matière des déchets municipaux se sont améliorés depuis 2010 dans plus de la moitié des pays de l'OCDE

Déchets municipaux recyclés ou compostés, en pourcentage des déchets traités



Note : La dernière année disponible est 2016 pour le Canada, l'Islande, l'Irlande, le Japon et la Corée, 2015 pour l'Australie, et 2012 pour le Mexique. La première année disponible pour l'Italie est 2015. Le total OCDE est une estimation du Secrétariat de l'OCDE calculée à partir de données incomplètes.

Source : Base de données de l'OCDE, rubrique « Déchets municipaux, production et traitement »,

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MUNW>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127130>

Encadré 14.1. Mesure et programme statistique à venir

Le capital naturel comprend les actifs naturels et les écosystèmes, allant d'éléments marchands comme les minéraux et le bois, jusqu'aux océans et à l'atmosphère. Il couvre un vaste périmètre : les indicateurs sélectionnés pour ce chapitre forment un petit échantillon de l'ensemble des stocks, flux et facteurs de risque et de résilience qui interviennent (Exton et Fleischer, 2020^[7]). Les indicateurs figurant ici (Tableau 14.1) reflètent plusieurs catégories d'actifs environnementaux répertoriés dans le Cadre central du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) : les ressources foncières, pédologiques, hydriques, minérales et énergétiques. En outre, ils comportent des données sur les émissions dans l'atmosphère (qui ont un impact sur la régulation du climat par le biais des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère) ainsi que certains aspects des écosystèmes et de la biodiversité, des indicateurs clés tirés de la *Stratégie de l'OCDE pour une croissance verte* (OCDE, 2017^[8]) et une sélection de données de *Regards sur l'environnement* (OCDE, 2019^[1]).

Les **espaces naturels et semi-naturels** sont définis comme étant le pourcentage de la superficie terrestre totale composé de surfaces boisées, de prairies, de zones humides, de maquis et de végétation clairsemée. Les **pertes (gains) d'espaces de végétation naturelle et semi-naturelle** sont le pourcentage de surfaces boisées, de prairies, de zones humides, de maquis et de végétation clairsemée converti en d'autres types d'occupation des sols, par exemple en surfaces agricoles ou bâties (ou l'inverse). Le dénominateur utilisé est le « stock » d'espaces naturels et semi-naturels au début de la période de référence. Les données sur les changements de couverture du sol proviennent de la base de données de l'OCDE sur l'environnement, rubrique « Changement de couverture des sols dans les pays et régions ». Pour une présentation complète de la méthodologie appliquée, voir (Hašič et Mackie, 2018^[9]).

Tableau 14.1. Indicateurs du capital naturel examinés dans ce chapitre

Indicateur	Unité de mesure	Stock	Flux	Facteur de risque	Facteur de résilience
Ressources biologiques et biodiversité					
Espaces naturels et semi-naturels (pertes et gains communiqués séparément)	Pourcentage de la superficie terrestre totale occupé par des espaces de végétation naturelle et semi-naturelle (surfaces boisées, prairies, zones humides, maquis et végétation clairsemée)	✓			
Paysages forestiers intacts	Kilomètres carrés	✓			
Aires protégées terrestres	Pourcentage de la superficie terrestre totale ayant été classé en aires protégées	✓			
Aires protégées marines	Pourcentage de la superficie totale des zones économiques exclusives ayant été classé en aires protégées	✓			
Espèces menacées (indice de la Liste rouge)	Indicateur combiné du risque d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux. Une valeur de 1.0 correspond à une situation dans laquelle toutes les espèces sont classées dans la catégorie « Préoccupation mineure » (c'est-à-dire qu'elles ne sont pas menacées d'extinction dans un avenir proche). Un indice égal à 0 indique que toutes les espèces sont éteintes			✓	
Changement climatique					
Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure	Total des émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure, hors émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), en tonnes par habitant d'équivalent CO ₂			✓	
Empreinte carbone	Émissions de dioxyde de carbone contenues dans la demande intérieure finale, en tonnes par habitant			✓	
Énergies renouvelables	Énergies renouvelables en pourcentage des approvisionnements totaux en énergie primaire				✓
Qualité des sols et ressources en eau douce					
Bilan nutritif des sols	Excédent d'éléments nutritifs (azote), en kilogrammes par hectare de terres agricoles			✓	
Stress hydrique (ressources internes)	Prélèvements bruts en pourcentage des ressources internes			✓	
Stress hydrique (total des ressources renouvelables)	Prélèvements bruts en pourcentage du total des ressources renouvelables			✓	
Déchets et matières premières					
Empreinte matières par habitant	Matières premières mobilisées pour satisfaire la demande finale du pays, en tonnes par habitant		✓		
Déchets municipaux recyclés ou compostés	Déchets municipaux recyclés ou compostés en pourcentage du total des déchets traités				✓

Un **paysage forestier intact** désigne un écosystème naturel non fragmenté à l'intérieur du territoire forestier existant, sans signes d'activité humaine télédétektés, et suffisamment vaste pour que toute la biodiversité indigène puisse y être maintenue, y compris des populations viables d'espèces à grand territoire (Potapov et al., 2017^[21]). Ces forêts sont définies comme devant faire au moins 500 km² de superficie et au moins 10 km de large, être exemptes d'établissements humains et d'infrastructures, et ne pas avoir été touchées par des activités industrielles, des défrichages agricoles ou d'autres perturbations anthropiques au cours des 70 dernières années. Elles peuvent comporter des éléments non boisés tels que lacs, glaciers ou prairies. Les paysages forestiers intacts sont identifiés à partir d'une carte des forêts mondiales, toutes les zones boisées qui ne satisfont pas les critères ci-dessus étant

exclues par repérage visuel des perturbations au moyen d'images satellite et d'autres sources d'information comme les cartes thématiques (routes, établissements, etc.). Les données proviennent de la *base de données de statistiques de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Ressources en sols », et sont fondées sur (Potapov et al., 2017^[2]).

Les **aires protégées** correspondent au pourcentage de la superficie terrestre totale (dans le cas des aires terrestres) et du total des zones économiques exclusives (dans le cas des aires marines) ayant été classé en zones protégées dans un cadre national, régional (par exemple les réseaux européens Natura 2000) ou international (par exemple les zones humides d'importance internationale, appelées aussi sites Ramsar). Elles comprennent des réserves naturelles exclusives, des zones de nature sauvage, des parcs nationaux, des monuments naturels, des aires de gestion des habitats ou des espèces, des paysages terrestres ou marins protégés et des aires protégées avec utilisation durable des ressources naturelles. Les données proviennent de la *base de données de statistiques de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Biodiversité ». Les calculs sont fondés sur la base de données mondiale sur les zones protégées *World Database on Protected Areas (WDPA)* qui est maintenue par l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Centre mondial de surveillance pour la conservation du PNUE. Pour une présentation complète de la méthodologie appliquée, voir (Mackie et al., 2017^[10]).

Espèces menacées – L'indice de la Liste rouge montre l'évolution du risque global d'extinction des espèces dans un pays. C'est un indicateur combiné du risque d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux. Une valeur de 1.0 signifie que toutes les espèces sont classées dans la catégorie « Préoccupation mineure » (c'est-à-dire qu'elles ne sont pas menacées d'extinction dans un avenir proche), tandis qu'un indice égal à 0 indique que toutes les espèces sont éteintes. Les données proviennent de la base de données mondiale de l'ONU-DESA relative aux indicateurs de suivi des ODD et sont fondées sur les données de la Liste rouge des espèces menacées de l'UICN.

Les **émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure** correspondent au total des émissions de gaz à effet de serre (GES) dues à la production intérieure, hors émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF), en tonnes par habitant d'équivalent CO₂. Cet indicateur porte sur les émissions anthropiques de six gaz différents : le dioxyde de carbone (CO₂, comprenant les émissions dues à la consommation d'énergie et aux processus industriels tels que la fabrication de ciment) ; le méthane (CH₄, comprenant les émissions de méthane dues aux déchets solides, au bétail, à l'extraction de houille et de lignite, aux rizières, à l'agriculture et aux fuites des gazoducs) ; le protoxyde d'azote (N₂O) ; les hydrofluorocarbures (HFC) ; les perfluorocarbures (PFC) ; et l'hexafluorure de soufre (SF₆). Les émissions de chaque type de gaz sont pondérées par leur « potentiel de réchauffement » et exprimées en tonnes par habitant d'équivalent CO₂. Les données, qui font partie de la *base de données de statistiques de l'OCDE sur l'environnement*, sont compilées à partir des rapports nationaux d'inventaires présentés en 2014 au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que des réponses au questionnaire de l'OCDE sur l'état de l'environnement.

L'**empreinte carbone** est une estimation des émissions totales de dioxyde de carbone (CO₂) par habitant liées à la consommation intérieure, comprenant à la fois le CO₂ émis et consommé à l'intérieur du pays et celui émis à l'extérieur et contenu dans les importations. Les émissions contenues dans la consommation intérieure d'un pays entraînent une hausse des concentrations de GES mondiales même lorsque les émissions dues à la production intérieure n'augmentent pas. Cet indicateur est calculé à partir de la base de données de l'édition 2015 des Tableaux internationaux des entrées-sorties (TIES) de l'OCDE, ainsi que des statistiques de l'AIE sur les émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie, et des statistiques d'autres secteurs d'activité. Les données, qui font partie des *bases de données de l'OCDE pour l'analyse structurelle (STAN)*, sont compilées suivant la méthodologie exposée en détail dans (Wiebe et Yamano, 2016^[11]).

Les **approvisionnement en énergies renouvelables** correspondent au pourcentage des approvisionnement totaux en énergie primaire (ATEP) provenant de sources renouvelables. Les énergies renouvelables comprennent les énergies hydroélectrique, géothermique, solaire (thermique et photovoltaïque), éolienne et marine (marémotrice, houlomotrice...), ainsi que celles produites par la combustion de biomasse solide, de biomasse liquide, de biogaz et de déchets municipaux renouvelables. Les ATEP comprennent la production plus les importations moins les exportations, moins les soutes maritimes internationales et les soutes aériennes internationales, plus les variations des stocks d'énergie. Les données concernant les énergies renouvelables et tirées des déchets proviennent des statistiques *World – Renewable and Waste Energy Statistics* de la base de données de l'AIE sur les énergies renouvelables. Les données sur les approvisionnement totaux en énergie primaire (ATEP) proviennent de la base de données de l'AIE *World Energy Statistics and Balances*. Les estimations présentées ici sont tirées de la *base de données de statistiques de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Croissance verte ».

Le **bilan azoté par hectare** est la différence entre la quantité totale d'apports d'azote entrant dans un système agricole (due principalement aux engrais et aux effluents d'élevage) et la quantité d'azote sortant du système (principalement du fait de l'absorption des éléments nutritifs par les cultures et les plantes fourragères). Les bilans azotés bruts sont exprimés en kg d'excédent (lorsqu'il est positif) ou de déficit (lorsqu'il est négatif) d'éléments nutritifs par hectare de terre agricole. Cette mesure est utilisée comme indicateur indirect des pressions qui s'exercent sur l'environnement, par exemple la baisse de la fertilité des sols (dans le cas d'un déficit d'éléments nutritifs) ou le risque de pollution des sols, de l'eau et de l'air (dans le cas d'un excédent). Les bilans des éléments nutritifs sont ceux qui figurent dans la rubrique « Agri-Environmental indicators: Nutrients » de la *base de données de statistiques de l'OCDE sur l'agriculture et les pêcheries*.

Le **stress hydrique** est exprimé par le ratio des prélèvements bruts d'eau douce rapportés à deux mesures différentes du stock de ressources en eau disponibles : les ressources renouvelables en eau douce internes (précipitations nettes de l'évapotranspiration) et les ressources renouvelables en eau douce disponibles totales (comprenant les flux venant des pays voisins). Le stress hydrique est classé dans les différentes catégories suivantes : « faible » (moins de 10 %), qui dénote l'absence de tensions importantes sur les ressources disponibles ; « modéré » (10 à 20 %), lorsque la disponibilité de l'eau commence à limiter le développement et que des investissements importants sont nécessaires pour assurer un approvisionnement suffisant ; « moyen-élevé » (20 à 40 %), qui demande de gérer tant l'offre que la demande, et de résoudre les conflits existant entre utilisations concurrentes de l'eau ; et « élevé » (plus de 40 %), qui indique une pénurie grave et (en général) une consommation d'eau (habituellement) non durable, susceptible de devenir un facteur limitant le développement économique et social. Les données sur les prélèvements d'eau douce proviennent de la *base de données de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Prélèvements d'eau douce ». À noter que les données relatives au Royaume-Uni comprennent uniquement les prélèvements d'eau douce en Angleterre et au Pays de Galles.

L'**empreinte matières** est exprimée en tonnes par habitant et correspond à l'ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la demande finale d'un pays, qui comprend donc les matières utilisées pour produire les produits importés. Il s'agit des ressources matérielles, c'est-à-dire des matières tirées des ressources naturelles qui constituent la base matérielle de l'économie : les métaux (ferreux et non ferreux), les minéraux non métalliques (utilisés dans la construction, l'industrie), la biomasse (bois, aliments) et les vecteurs énergétiques fossiles. Les données sur l'empreinte matières pour les pays de l'OCDE sont tirées de la *base de données de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Ressources matérielles », fondée à son tour sur la base de données *Environment Live* du PNUE.

Tableau 14.2. Chaque indicateur de capital naturel contribue à la situation globale

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs du capital naturel

	Espaces naturels	Pertes d'espaces naturels	Gains d'espaces naturels	Paysages forestiers intacts	Aires protégées terrestres	Aires protégées marines	Espèces menacées	Émissions de GES dues à la production	Empreinte carbone	Énergies renouvelables	Bilan nutritif des sols	Stress hydrique (internes)	Stress hydrique (renouvelables)	Empreinte matières
Pertes d'espaces naturels	-0.39** (41)													
Gains d'espaces naturels	-0.49*** (41)	0.33** (41)												
Paysages forestiers intacts	0.28* (41)	-0.17 (41)	-0.18 (41)											
Aires protégées terrestres	-0.21 (40)	-0.08 (40)	0.10 (40)	-0.21 (40)										
Aires protégées marines	0.03 (34)	-0.13 (34)	-0.26 (34)	-0.13 (34)	0.57*** (34)									
Espèces menacées	-0.24 (41)	-0.13 (41)	-0.15 (41)	0.16 (41)	0.08 (40)	0.04 (34)								
Émissions de GES dues à la production	0.24 (40)	-0.04 (40)	-0.40** (40)	0.30* (40)	-0.09 (39)	0.05 (33)	0.04 (40)							
Empreinte carbone	0.08 (41)	0.06 (41)	-0.37** (41)	0.07 (41)	-0.09 (40)	0.07 (34)	0.11 (41)	0.83*** (40)						
Énergies renouvelables	0.28* (41)	-0.18 (41)	-0.01 (41)	-0.00 (41)	-0.05 (40)	-0.20 (34)	0.04 (41)	-0.20 (40)	-0.23 (41)					
Bilan nutritif des sols	-0.22 (34)	0.40** (34)	-0.15 (34)	-0.14 (34)	-0.02 (33)	-0.11 (27)	-0.16 (34)	0.10 (34)	0.28 (34)	-0.32* (34)				
Stress hydrique (internes)	-0.57*** (33)	0.23 (33)	0.19 (33)	-0.16 (33)	-0.16 (32)	-0.09 (27)	-0.08 (33)	-0.07 (33)	0.01 (33)	- (33)	0.44** (30)			
Stress hydrique (renouvelables)	-0.51*** (34)	0.49*** (34)	0.26 (34)	-0.25 (34)	-0.09 (33)	-0.19 (28)	-0.31* (34)	-0.08 (34)	0.07 (34)	- (34)	0.32* (30)	0.61*** (32)		
Empreinte matières	-0.00 (40)	-0.04 (40)	-0.27* (40)	-0.11 (40)	0.35** (39)	0.07 (34)	0.31** (40)	0.45*** (39)	0.60*** (40)	-0.04 (40)	0.17 (33)	-0.20 (32)	- (31)	0.19 (33)
Taux de recyclage	-0.04 (35)	0.09 (35)	- (35)	-0.13 (35)	0.20 (34)	0.55*** (28)	0.31* (35)	0.17 (35)	0.32* (35)	-0.09 (35)	0.33* (33)	0.11 (31)	- (31)	0.25 (34)

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Le **taux de valorisation matière des déchets municipaux** est le pourcentage des déchets recyclés ou compostés sur l'ensemble des déchets traités. Le recyclage est défini comme étant tout retraitement d'un matériau dans un processus de production qui l'écarte de la chaîne des déchets, à l'exception des

réutilisations comme combustible. Le retraitement peut avoir pour objectif d'obtenir un produit du même type ou destiné à d'autres usages. Il ne comprend pas le recyclage direct à l'intérieur des installations industrielles sur le lieu de production. Le compostage est défini comme étant un processus biologique qui soumet des déchets biodégradables à une décomposition anaérobie ou aérobie et aboutit à un produit qui est valorisé. Les déchets traités comprennent les déchets recyclés, compostés, incinérés et mis en décharge. Les données sur le traitement des déchets sont tirées de la *base de données de l'OCDE sur l'environnement*, rubrique « Déchets municipaux - Production et traitement ».

Corrélations entre les indicateurs de capital naturel

Les corrélations les plus fortes entre les indicateurs de capital naturel sont observées entre les émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure, et l'empreinte carbone (0.8) (Tableau 14.2). Les deux indicateurs des aires protégées (terrestres et marines) sont également fortement corrélés entre eux (0.6), ainsi qu'avec les taux de recyclage (0.6). Les deux indicateurs de stress hydrique sont corrélés (0.6), et les pays ayant un pourcentage plus élevé d'espaces naturels ont tendance à afficher des taux de stress hydrique inférieurs (-0.6). Les pays dont l'empreinte carbone est plus élevée présentent aussi une empreinte matières plus importante (0.6).

Programme statistique à venir

Pour plusieurs indicateurs du Tableau 14.1, il conviendrait d'améliorer la couverture des pays, de compléter les séries chronologiques et d'avoir des données régulières. D'autres indicateurs clés manquent totalement. Les données sur les bénéfices des services écosystémiques pour le bien-être humain sont particulièrement mal couvertes, de même que celles sur la diversité des espèces. D'autres déficits importants concernent la qualité de l'eau, en termes à la fois de pollution des rivières et des lacs et d'acidification des océans, ainsi que les informations sur le caractère durable de la gestion des ressources (les stocks de poisson, par exemple). Dans d'autres cas, les indicateurs existants gagneraient à être affinés ou complétés. À titre d'exemple, les données sur le pourcentage des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire devraient être complétées par des informations sur le pourcentage total d'énergie généré par toutes les sources zéro carbone. Les aires protégées ne sont pas forcément implantées de manière optimale du point de vue des objectifs de conservation de la biodiversité, et l'indicateur présenté ici ne donne aucune indication sur la réalité de la gestion et du respect des aires protégées. Dans l'idéal, un ensemble de données sur les émissions de GES dans l'atmosphère montrerait la répartition des différents gaz à effet de serre séparément, au lieu de les regrouper avec une pondération d'équivalence carbone, ce qui pose problème puisque chaque gaz a des effets différents sur l'atmosphère. Le total des apports d'engrais devrait être utilisé pour compléter les données sur le bilan des éléments nutritifs (azote) du sol. Dans l'idéal, le recyclage et le compostage devraient couvrir tous les ménages et tous les secteurs d'activité, et non uniquement la valorisation matière des déchets municipaux traités. Il pourrait également être intéressant d'intégrer des données sur les catastrophes naturelles.

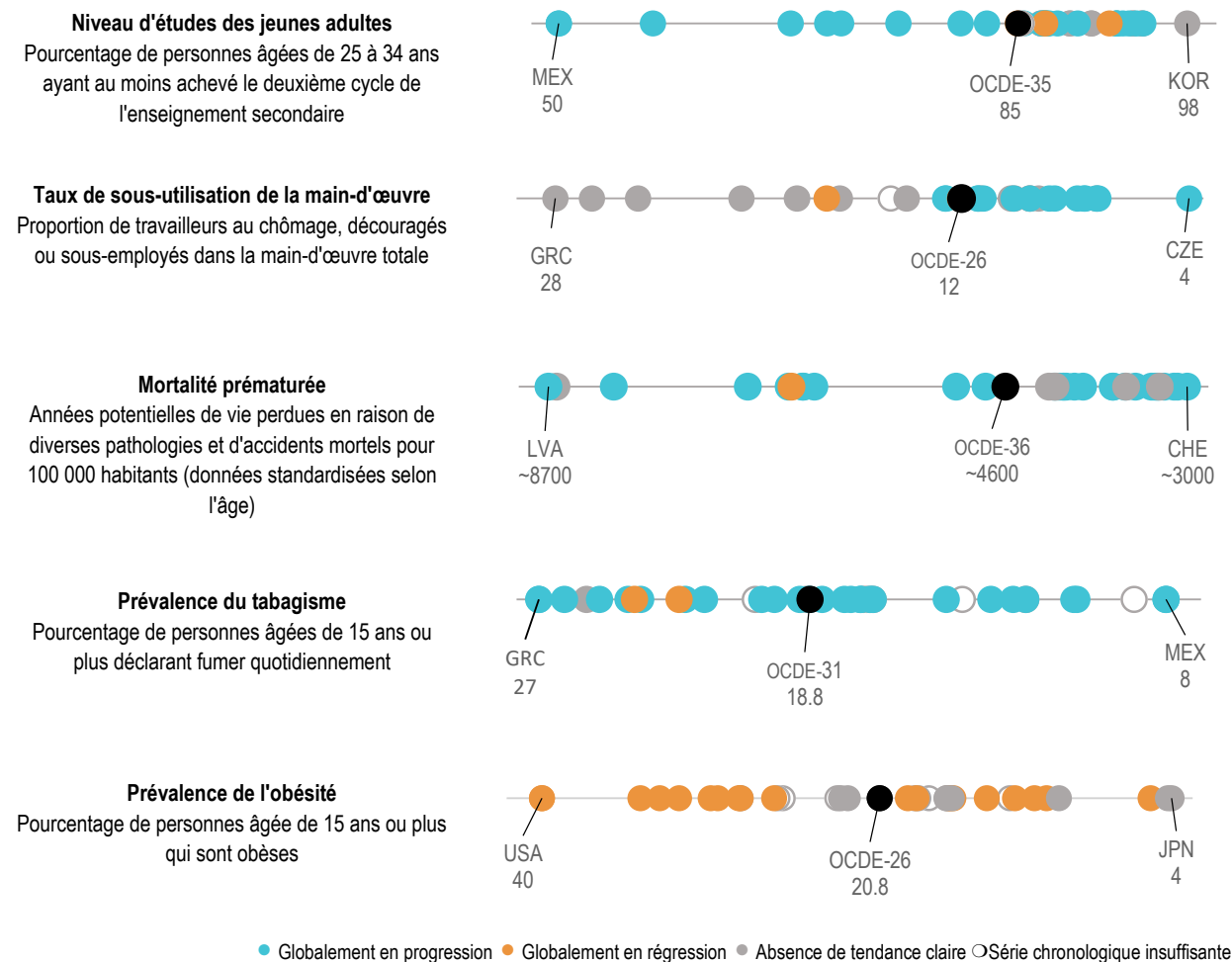
Références

- Administration océanique et atmosphérique nationale (2019), *Ocean acidification*, [5]
<http://noaa.gov/education/resource-collections/ocean-coasts-education-resources/ocean-acidification>.
- Agence européenne pour l'environnement (2019), *Atmospheric greenhouse gas concentrations - indicator assessment*, [4]
<http://eea.europa.eu/data-and-maps/indicators/atmospheric-greenhouse-gas-concentrations-6/assessment> (consulté le 8 août 2019).
- AIE (2019), *Global Energy and CO2 Status Report: The latest trends in energy and emissions in 2018*, AIE, Paris, [3]
<http://iea.org/geco/>.
- Exton, C. et L. Fleischer (2020), « The Future of the OECD Well-being Dashboard », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris. [7]
- Hašičič, I. et A. Mackie (2018), « Land Cover Change and Conversions: Methodology and Results for OECD and G20 Countries », *OECD Green Growth Papers*, n° 2018/04, Éditions OCDE, Paris, [9]
<https://doi.org/10.1787/72a9e331-en>.
- Mackie, A. et al. (2017), « Indicators on Terrestrial and Marine Protected Areas : Methodology and Results for OECD and G20 countries », *Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement*, n° 126, Éditions OCDE, Paris, [10]
<https://dx.doi.org/10.1787/e0796071-en>.
- OCDE (2019), *Environment at a Glance Indicators*, Éditions OCDE, Paris, [1]
<https://dx.doi.org/10.1787/ac4b8b89-en>.
- OCDE (2017), *Green Growth Indicators 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, [8]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en>.
- OCDE (2014), *Compendium des indicateurs agro-environnementaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, [6]
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264181243-fr>.
- Potapov, P. et al. (2017), « The last frontiers of wilderness: Tracking loss of intact forest landscapes from 2000 to 2013 », *Science Advances*, vol. 3/1, [2]
<https://advances.sciencemag.org/content/3/1/e1600821>.
- Wiebe, K. et N. Yamano (2016), « Estimating CO2 Emissions Embodied in Final Demand and Trade Using the OECD ICIO 2015 : Methodology and Results », *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, n° 2016/5, Éditions OCDE, Paris, [11]
<https://dx.doi.org/10.1787/5jlrcm216xkl-en>.

15 Capital humain

Le capital humain désigne les connaissances, les aptitudes, les compétences et l'état de santé des individus, qui sont considérés ici dans la perspective de leur contribution au bien-être futur. Les résultats des pays de l'OCDE en matière de capital humain sont mitigés. Des progrès ont été accomplis en termes d'élévation du niveau de formation des jeunes, mais d'amples écarts subsistent entre pays. La sous-utilisation de la main-d'œuvre, qui menace le capital humain, dans la mesure où elle entraîne une dégradation des compétences, s'est améliorée depuis 2010 pour la plupart des pays de l'OCDE. Un seul pays a connu une augmentation de la mortalité prématurée au cours des dix dernières années. En termes de risque pour la santé future, la prévalence du tabagisme a régulièrement diminué depuis 2005 dans tous les pays de l'OCDE sauf deux. Néanmoins, l'obésité demeure un risque majeur pour le capital humain, la grande majorité des pays de l'OCDE ayant connu une hausse des taux d'obésité au cours de la même période.

Graphique 15.1. Capital humain : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

Sources : OCDE, *Niveau de formation et situation au regard de l'emploi* (base de données),

http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC ; OCDE, *Tableau de bord sur les ménages* (base de données),

http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HH_DASH et OCDE, *État de santé* (base de données),

https://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=HEALTH_STAT.

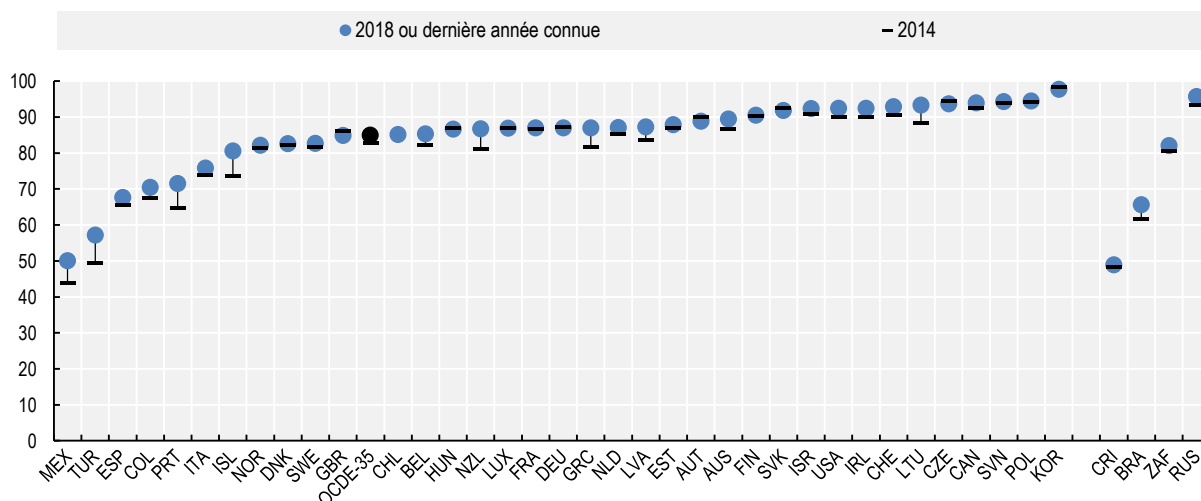
Niveau d'études des jeunes adultes

Le niveau d'études des jeunes adultes correspond au stock de connaissances et de compétences dont disposeront probablement les générations futures. La proportion de jeunes adultes (âgés de 25 à 34 ans) ayant au moins achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire a augmenté dans la majorité des pays de l'OCDE au cours des quatre dernières années (Graphique 15.2). La moyenne de l'OCDE s'établissait à 84.9 % en 2018, sachant que ce chiffre dissimulait de fortes disparités, puisque cet indicateur était supérieur à 95 % en Corée et en Fédération de Russie, inférieur à 70 % en Turquie, en Espagne et en Colombie, et égal à 50 % au Mexique.

Depuis 2014, le taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire parmi les jeunes adultes a augmenté de 2 points de pourcentage en moyenne dans la zone OCDE. Certaines des améliorations les plus marquées ont eu lieu dans les pays qui étaient les plus éloignés de la moyenne de l'OCDE en 2014, ce qui a réduit les écarts entre pays dans ce domaine. Ainsi, cet indicateur a augmenté de 7.7 points de pourcentage en Turquie, de 6.9 points au Portugal et de 6.8 points en Islande. À l'inverse, les baisses les plus fortes ont été observées au Royaume-Uni (de l'ordre de 1.3 point de pourcentage), suivi par l'Autriche (1.1 point).

Graphique 15.2. Le niveau d'études des jeunes adultes augmente dans la plupart des pays de l'OCDE

Pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans ayant au moins achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire



Note : La dernière année connue est 2018 pour tous les pays, sauf le Brésil, le Chili, Israël et la Fédération de Russie (2017). La moyenne de l'OCDE exclut le Chili et le Japon, en raison de données manquantes et/ou de séries chronologiques incomplètes pour ces pays. L'année de référence retenue est 2014, au lieu de 2010, pour 19 pays de l'OCDE, en raison de changements de classification de l'éducation intervenus en 2014.

Sources : OCDE, *Niveau de formation et situation au regard de l'emploi* (base de données),

http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC, et Service fédéral des statistiques de Russie (Rosstat).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127149>

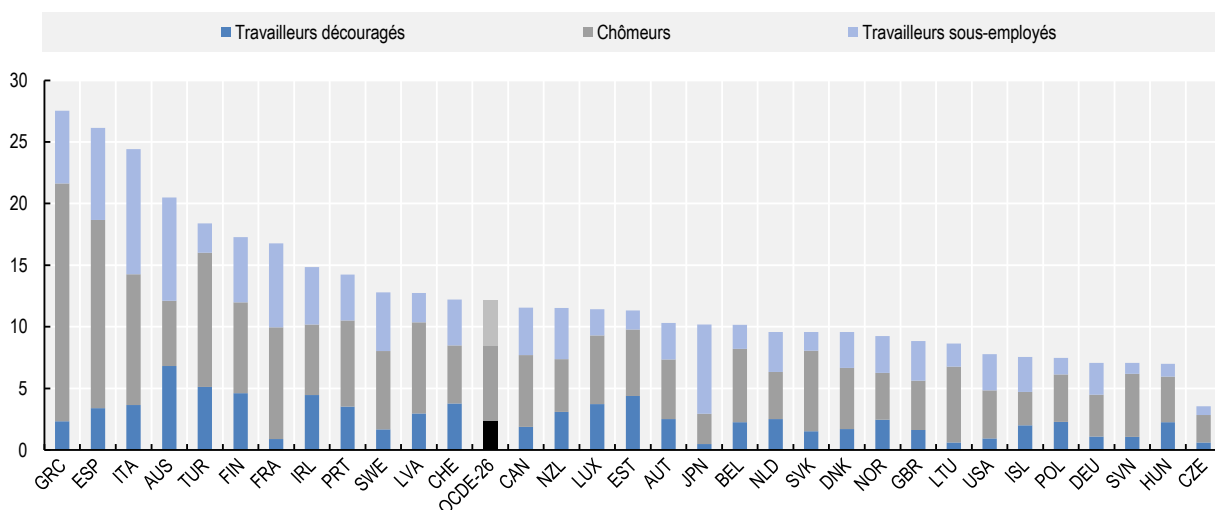
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre

Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est la proportion de la main-d'œuvre qui est soit au chômage, soit sous-employée (comme les personnes qui ont un emploi à temps partiel subi), soit découragée (c'est-à-dire les personnes ne faisant pas partie de la population active qui souhaitent travailler et sont disponibles pour le faire, mais n'ont pas activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes). Cet indicateur offre donc une vision plus large de la privation d'emploi et des potentialités inexploitées que le seul taux de chômage, sachant que les taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre sont en général 1.5 à 4 fois supérieurs au taux de chômage classique. On observe d'amples écarts de sous-utilisation de la main-d'œuvre entre pays de l'OCDE (Graphique 15.3), la différence étant par exemple de plus 24 points de pourcentage entre la Grèce (où le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est supérieur à 27 %) et la République tchèque (où il n'est que de 3.6 %).

Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'est amélioré dans tous les pays de l'OCDE sauf cinq depuis 2010 (Graphique 15.4), et parmi ceux-ci, deux seulement (l'Italie et la Grèce) ont enregistré une dégradation de plus d'un point de pourcentage. C'est en Lettonie que l'amélioration la plus nette a été observée, puisque le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre y a diminué de 18.8 points de pourcentage.

Graphique 15.3. Les écarts entre pays de l'OCDE sont considérables en matière de sous-utilisation de la main-d'œuvre

Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre, en pourcentage de la main-d'œuvre totale, 2018



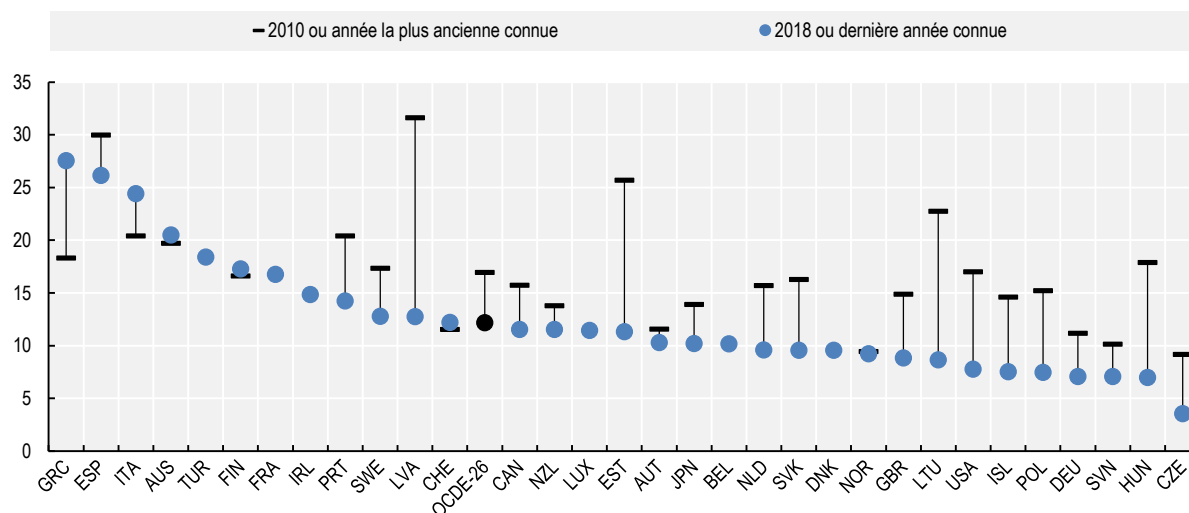
Note : Le taux global de sous-utilisation de la main-d'œuvre est le ratio entre les chômeurs, les travailleurs découragés (c'est-à-dire les personnes ne faisant pas partie de la population active qui n'ont pas activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes, mais souhaitent travailler et sont disponibles pour le faire) et les travailleurs sous-employés (les travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques, et les travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient), d'une part, et la main-d'œuvre totale, d'autre part. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, la Colombie, la Corée, Israël et le Mexique.

Source : OCDE, *Tableau de bord sur les ménages* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HH_DASH.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127168>

Graphique 15.4. Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'est amélioré dans tous les pays de l'OCDE sauf cinq

Proportion de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés dans la main-d'œuvre totale, en pourcentage



Note : Les dernières données disponibles se rapportent à 2018. La moyenne de l'OCDE pour 2018 exclut le Chili, la Colombie, la Corée, Israël et le Mexique. Les données les plus anciennes disponibles se rapportent à 2010, sauf pour l'Allemagne, le Portugal, la République tchèque et la Turquie (2011) ; le Japon (2012) et les Pays-Bas (2013). La moyenne de l'OCDE pour 2010 ou l'année la plus ancienne connue exclut la Belgique, le Chili, la Colombie, la Corée, le Danemark, la France, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas et la Turquie, en raison de données manquantes ou de ruptures de séries.

Source : OCDE, *Tableau de bord sur les ménages* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HH_DASH.

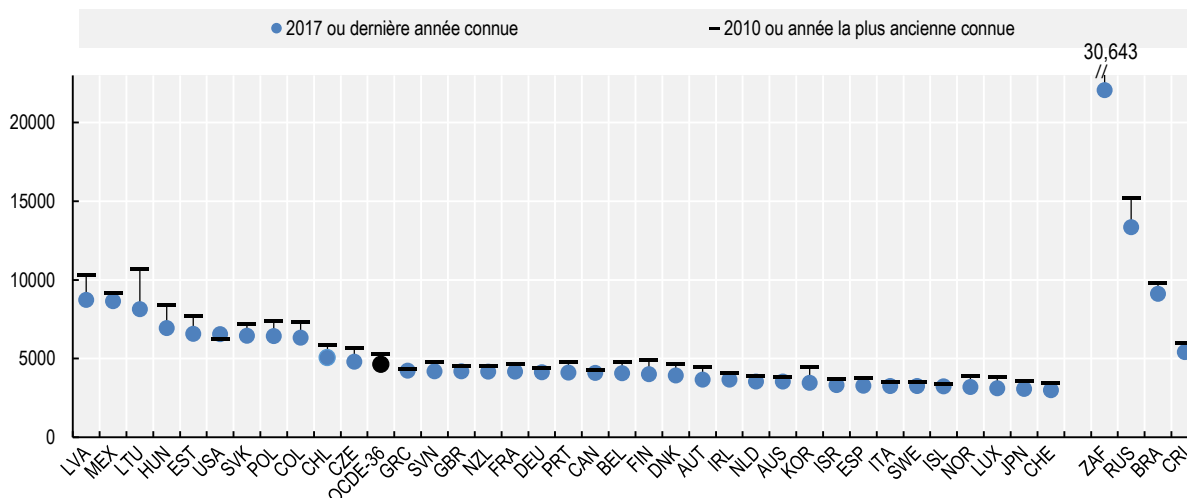
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127187>

Mortalité prématurée

Le nombre d'années potentielles de vie perdues (APVP) est une mesure de la mortalité prématurée due à diverses pathologies ou à des accidents mortels. Parmi les pays de l'OCDE, la Suisse, le Japon, le Luxembourg et la Norvège ont les taux de mortalité prématurée les plus bas, puisqu'ils sont inférieurs à 3 200 années perdues pour 100 000 habitants, tandis que la Lettonie et le Mexique affichent les taux les plus élevés (8 733 et 8 661, respectivement), qui sont près de trois fois supérieurs à ceux des pays affichant les meilleurs résultats (Graphique 15.5). Le taux de mortalité prématurée s'est amélioré dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des dix dernières années, les baisses les plus marquées du nombre d'années potentielles de vie perdues ayant eu lieu en Lituanie (où il a reculé de 24 %), en Corée (22 %), au Luxembourg (19 %) et en Finlande (18 %). À l'inverse, le taux de mortalité prématurée a augmenté de 5 % aux États-Unis. En dehors des pays de l'OCDE, l'Afrique du Sud a connu une amélioration très marquée (une baisse de près de 28 %) entre 2010 et 2015.

Graphique 15.5. Le taux de mortalité prématurée a été réduit dans tous les pays de l'OCDE sauf un

Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants (données standardisées selon l'âge)



Note : Pour déterminer le nombre d'années potentielles de vie perdues (APVP), on donne davantage de poids aux décès des personnes relativement jeunes. On calcule le nombre de décès survenant à chaque âge et on le multiplie par le nombre d'années restant à vivre jusqu'à une limite d'âge donnée (75 ans dans les Statistiques de l'OCDE sur la santé). Pour chaque pays, le calcul des APVP se fonde sur la structure par âge de la population de l'ensemble de la zone OCDE (autrement dit, les données sont standardisées selon l'âge). Les dernières données disponibles se rapportent à 2016 pour la plupart des pays ; à 2017 pour l'Autriche, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie et la République tchèque ; à 2015 pour le Canada, la Colombie, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Slovaquie, l'Afrique du Sud et le Brésil ; et à 2014 pour la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, le Costa Rica et la Fédération de Russie. Les données les plus anciennes disponibles se rapportent à 2010 pour tous les pays. La moyenne de l'OCDE exclut la Turquie, en raison de données manquantes

Source : OCDE (2020), « Années potentielles de vie perdues » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/5be59965-fr>.

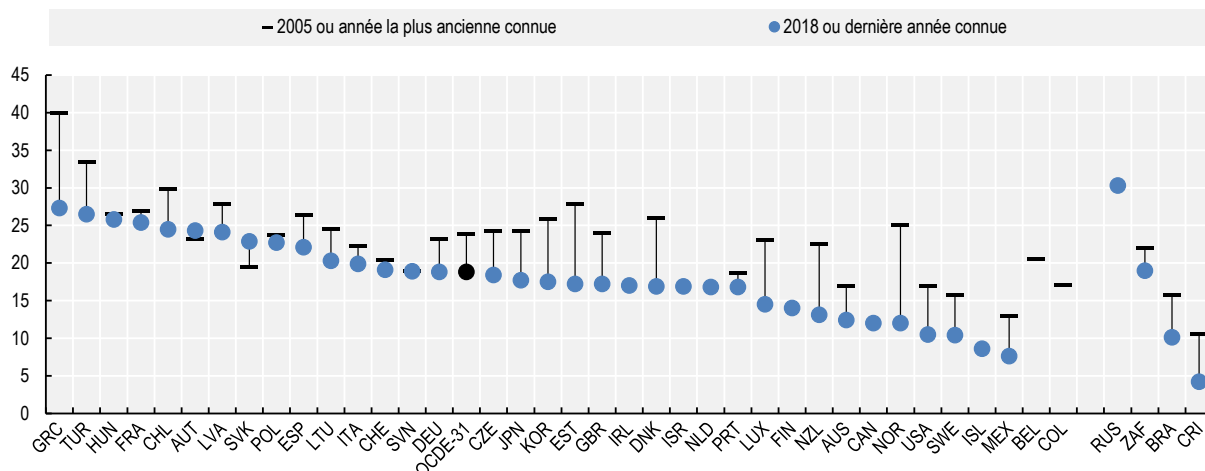
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127206>

Prévalence du tabagisme

Le tabagisme est un facteur de risque pour le capital humain, dans la mesure où il dégrade l'état de santé futur des individus, puisque cette pratique est liée à des cas de cancer, de maladie cardiaque, de problèmes respiratoires et de malformation congénitale. Dans les pays de l'OCDE, en moyenne, 19 % de la population déclare fumer au moins une fois par jour. En Grèce, en Turquie et en Hongrie, plus d'un quart de la population fume quotidiennement, tandis qu'au Mexique et en Islande, cette proportion est inférieure à 10 %. Depuis 2005, c'est généralement dans les pays relativement bien placés à l'aune de cet indicateur que la proportion de fumeurs a diminué le plus. Le recul le plus marqué a été observé en Norvège (13 points de pourcentage), suivie par la Grèce (12.7 points), l'Estonie, la Nouvelle-Zélande et le Danemark (10.6, 9.4 et 9.1 points, respectivement). Parmi tous les pays figurant dans le Graphique 15.6, le Costa Rica est celui où la prévalence du tabagisme quotidien est la plus faible (à 4 %), sachant que la proportion de fumeurs y a diminué de plus de moitié depuis 2005. Seules l'Autriche et la République slovaque ont connu une augmentation du taux de tabagisme depuis 2005 (de 1.1 et 3.4 points de pourcentage, respectivement).

Graphique 15.6. La prévalence du tabagisme diminue dans la zone OCDE

Proportion de personnes âgées de 15 ans ou plus déclarant fumer quotidiennement, en pourcentage



Note : La moyenne de l'OCDE exclut la Belgique, le Canada, la Colombie, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, Israël et les Pays-Bas, en raison de ruptures de séries. Les données les plus anciennes disponibles se rapportent à 2005, sauf pour l'Autriche, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, Israël, le Mexique, le Portugal, la Turquie et le Brésil (2006) ; l'Australie, l'Irlande, la Slovaquie et la Suisse (2007) ; la Belgique, la Colombie et la Lettonie (2008) ; et le Chili, la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la Fédération de Russie (2009). On ne dispose pas de données plus anciennes pour le Canada, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, Israël, les Pays-Bas et la Fédération de Russie, en raison de ruptures de séries. Les dernières données disponibles se rapportent à 2018, sauf pour l'Allemagne, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, Israël, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et le Brésil (2017) ; l'Australie, le Chili, la Turquie et la Fédération de Russie (2016) ; l'Afrique du Sud (2015) ; et l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, le Portugal, la République slovaque et la Slovaquie (2014). On ne dispose pas de données récentes pour la Belgique et la Colombie, en raison de données manquantes.

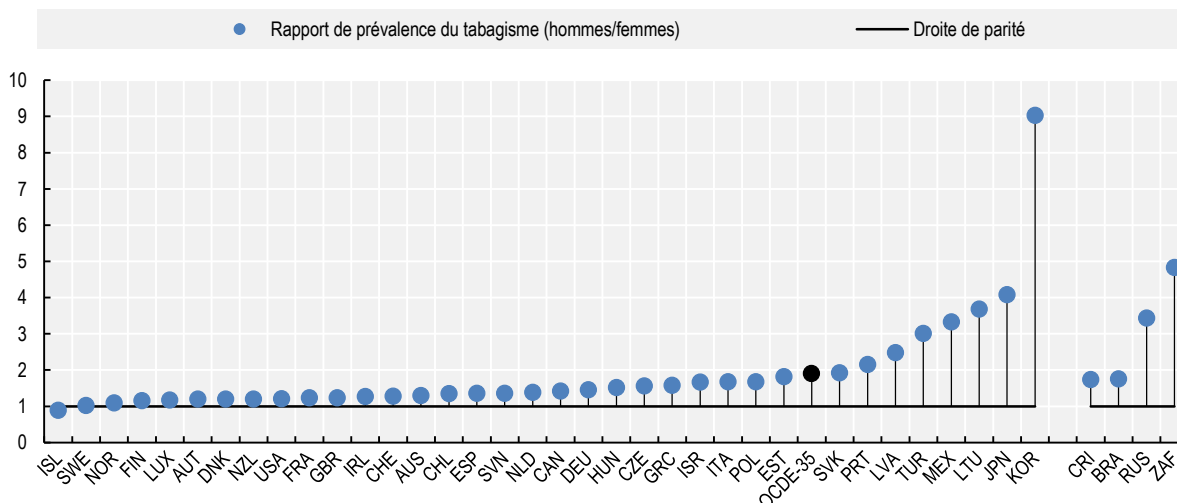
Source : OCDE, *Déterminants non médicaux de la santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127225>

Le taux de tabagisme est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans tous les pays de l'OCDE sauf un : l'Islande (Graphique 15.7). La Corée est le pays où l'écart entre hommes et femmes est de loin le plus ample, puisque la proportion de fumeurs parmi les premiers est plus de neuf fois supérieure à la proportion de fumeuses parmi les secondes. Le Japon, la Lituanie, le Mexique et la Turquie se caractérisent également par une différence importante entre les sexes, la prévalence du tabagisme étant plus de trois fois plus élevée chez les hommes que chez les femmes.

Graphique 15.7. Les hommes fument davantage que les femmes dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE

Rapport entre la prévalence du tabagisme chez les hommes et chez les femmes, 2018 ou dernière année connue



Note : La prévalence du tabagisme masculin étant rapportée à celle du tabagisme féminin, un ratio supérieur à 1 indique que la situation des femmes est meilleure que celle des hommes. Les dernières données disponibles se rapportent à 2018, sauf pour l'Allemagne, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, Israël, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et le Brésil (2017) ; l'Australie, le Chili, la Turquie et la Fédération de Russie (2016) ; l'Afrique du Sud (2015) ; et l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, le Portugal, la République slovaque et la Slovénie (2014). La moyenne de l'OCDE exclut la Belgique et la Colombie, en raison de données manquantes.

Source : OCDE, *Déterminants non médicaux de la santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127244>

Prévalence de l'obésité

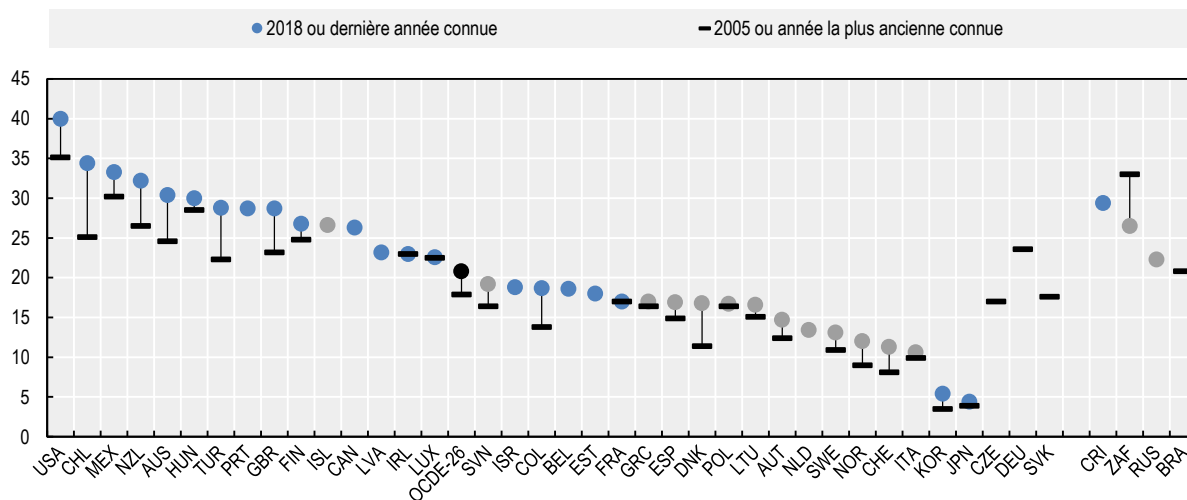
L'obésité constitue un autre risque majeur pesant sur le capital humain : elle accentue le risque de maladie cardiaque, de diabète et de certains types de cancer. Une personne sur cinq est obèse dans les pays de l'OCDE en moyenne (l'obésité étant définie par un indice de masse corporelle supérieur ou égal à 30). Les différences entre pays sont considérables (Graphique 15.8), la prévalence de l'obésité variant de 5 % ou moins en Corée et au Japon à plus de 40 % aux États-Unis (OCDE, 2017^[1]).

Au cours des 15 dernières années, le taux d'obésité a augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE. Parmi les 27 pays pour lesquels on dispose de séries chronologiques, aucun n'a enregistré une baisse du taux d'obésité, et 2 seulement ont vu cet indicateur se maintenir au même niveau (l'Irlande et la France). C'est au Chili que la prévalence de l'obésité a enregistré la hausse la plus forte, augmentant de 9,3 points de pourcentage. Les pays caractérisés par les taux d'obésité les plus élevés ont aussi connu certaines des hausses les plus marquées des 15 dernières années, ce qui laisse à penser que ce phénomène s'aggrave au lieu de se stabiliser. Même des pays affichant une prévalence de l'obésité relativement faible – comme la Suisse, la Norvège, la Suède et la Corée – l'ont également vu augmenter au cours de la dernière décennie.

S'agissant des écarts de prévalence de l'obésité entre hommes et femmes dans les pays de l'OCDE, le tableau est nuancé. Le taux d'obésité est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans 15 pays (l'écart étant de 20 % en Suisse, en Slovénie et en Italie). À l'inverse, la prévalence de l'obésité est plus forte parmi les femmes que parmi les hommes dans 19 pays de l'OCDE, les écarts les plus marqués étant observés en Turquie et en Colombie.

Graphique 15.8. Une personne sur cinq est obèse dans les pays de l'OCDE, et les taux d'obésité augmentent

Proportion de la population âgée de 15 ans ou plus en situation d'obésité (autodéclarée ou mesurée), en pourcentage



Note : Les points gris indiquent que les données sont tirées d'enquêtes de santé par entretiens, et les points bleus qu'elles proviennent d'examen médicaux. Les données les plus anciennes disponibles se rapportent à 2005, sauf pour l'Autriche, l'Espagne, les États-Unis, la France et la Grèce (2006) ; l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Suisse (2007) ; la Pologne et l'Afrique du Sud (2008) ; le Chili et la Hongrie (2009) ; la Finlande et la Turquie (2011) ; l'Allemagne (2012) et le Brésil (2013). On ne dispose pas de données plus anciennes pour la Belgique, le Canada, l'Estonie, l'Islande, Israël, la Lettonie, les Pays-Bas, le Portugal, le Costa Rica et la Fédération de Russie, en raison de données manquantes et de ruptures dans les séries chronologiques. Les dernières données disponibles se rapportent à 2017, sauf pour la Nouvelle-Zélande (2018) ; le Chili, les États-Unis, la Lettonie et le Mexique (2018) ; la Colombie, la France, Israël, la Norvège et le Portugal (2015) ; et l'Autriche, la Belgique, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie, l'Afrique du Sud et le Costa Rica (2014). On ne dispose pas de données récentes pour l'Allemagne, la République slovaque, la République tchèque et le Brésil, en raison de données manquantes. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple et exclut l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Estonie, l'Islande, Israël, la Lettonie, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque et la République tchèque, en raison de données manquantes ou de ruptures dans les séries chronologiques.

Sources : OCDE, *Déterminants non médicaux de la santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG, et Institut national de statistique (INE, *Instituto Nacional de Estadística*) pour la valeur de 2014 dans le cas de l'Espagne.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127263>

Encadré 15.1. Mesure et programme statistique à venir

Le capital humain désigne globalement les aptitudes, les compétences (qui recouvrent à la fois l'éducation et les connaissances tacites) et l'état de santé des individus (OCDE, 2016^[2]). Nombre de chercheurs et d'institutions utilisent aujourd'hui des définitions du capital humain qui mettent en avant son intérêt pour la production économique et la formation de revenu, en particulier au regard de l'importance que revêt la qualité de la main-d'œuvre (Boarini, Mira d'Ercole et Liu, 2012^[3]). Au-delà des compétences techniques, le concept de capital humain s'est élargi pour intégrer des éléments de motivation et de comportement, ainsi que la santé physique, émotionnelle et mentale des individus (OCDE, 2010^[4]). Tant la santé que l'éducation sont également des dimensions à part entière ayant une valeur intrinsèque, tout en contribuant de manière considérable à la concrétisation d'autres dimensions du bien-être (OCDE, 2011^[5]).

Tableau 15.1. Indicateurs de capital humain examinés dans ce chapitre

Indicateur	Unité de mesure	Stock	Flux	Facteur de risque	Facteur de résilience
Niveau d'études des jeunes adultes	Pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans ayant au moins achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire	✓			
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre	Proportion de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés dans la main-d'œuvre totale			✓	
Mortalité prématurée	Années potentielles de vie perdues en raison de diverses pathologies et d'accidents mortels pour 100 000 habitants (données standardisées selon l'âge)		✓		
Prévalence du tabagisme	Pourcentage de personnes âgées de 15 ans ou plus déclarant fumer quotidiennement			✓	
Prévalence de l'obésité	Proportion de la population âgée de 15 ans ou plus en situation d'obésité, mesurée ou autodéclarée dans le cadre d'entretiens sur la santé			✓	

Le **niveau d'études des jeunes adultes** est mesuré par le pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans ayant au moins achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Autrement dit, il s'agit des personnes dont le niveau d'études est supérieur ou égal au niveau 3 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). Cette définition recouvre à la fois les programmes d'enseignement général destinés à préparer les élèves à l'enseignement supérieur et les programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) (OCDE, 2018^[6]). Les données sont tirées de la base de données de la publication de l'OCDE *Regards sur l'éducation*.

Le **taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre** vise à permettre d'appréhender les effets durables du sous-emploi des travailleurs disponibles en termes de réduction des compétences des individus et des possibilités de formation qui leur sont offertes. Ce taux est le ratio entre les chômeurs, les travailleurs découragés (c'est-à-dire les personnes ne faisant pas partie de la population active qui n'ont pas activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes, mais souhaitent travailler et sont disponibles pour le faire) et les travailleurs sous-employés (c'est-à-dire les travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques et les travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient), d'une part, et la main-d'œuvre totale, d'autre part. Cet indicateur offre donc une vision plus large de la privation d'emploi et des potentialités inexploitées que le seul taux de chômage. Les données sont tirées de la base de données de l'OCDE *Tableau de bord sur les ménages*.

La **mortalité prématurée** fait référence aux décès intervenant avant l'âge de 75 ans. Pour calculer le nombre d'années potentielles de vie perdues (APVP), on soustrait l'âge effectif de décès de chaque défunt de la limite d'âge retenue pour définir la mortalité prématurée (75 ans dans les calculs de l'OCDE), puis on multiplie le résultat par le nombre de décès à chaque âge, et enfin, on ajoute ces produits pour tous les groupes d'âge afin d'obtenir un total global. Cette approche consiste donc implicitement à donner d'autant plus de poids à un décès que le défunt est jeune ; ainsi, dans le cas d'un nourrisson mourant au cours de sa première année d'existence, le nombre d'APVP est de 74 (75-1), tandis que pour une personne mourant à 74 ans, il est égal à 1 (75-74). Dans le cadre de l'élaboration de cet indicateur, on tient compte des différences de structure par âge de la population entre pays de l'OCDE (en appliquant à chacun d'eux la structure de population de l'ensemble de la zone OCDE), afin d'éviter d'obtenir des chiffres plus élevés pour les pays qui ont les mêmes taux de mortalité par âge que les autres mais une structure de population plus jeune (autrement dit, les données sont standardisées selon l'âge). Les données sont tirées de la base de données *Statistiques de l'OCDE sur la santé*.

La **prévalence du tabagisme** est le pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus qui fume quotidiennement. Cet indicateur ne tient compte ni de la quantité de tabac fumée, au-delà d'une cigarette par jour (OCDE, 2017^[7]), ni du tabagisme passif ; il exclut également la consommation de tabac non fumé (comme la chique). Les données sont tirées de la base de données *Statistiques de l'OCDE sur la santé*.

L'**obésité** est définie à partir de l'indice de masse corporelle (IMC), un indicateur numérique fondé sur la taille et le poids d'un individu. Selon les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un adulte dont l'IMC est supérieur ou égal à 30 est considéré comme obèse. L'IMC est l'indicateur le plus couramment utilisé pour définir l'obésité, mais il présente des limites ; ainsi, pour des groupes ethniques différents, des niveaux de risque sanitaire équivalents peuvent correspondre à des valeurs d'IMC différentes (OCDE, 2018^[8]). Les données sont tirées de la base de données *Statistiques de l'OCDE sur la santé*.

Corrélations entre les indicateurs de capital humain

Les corrélations entre les indicateurs de capital humain sont modérées à faibles, et ne sont pas statistiquement significatives dans un certain nombre de cas (Tableau 15.2). La principale exception à cet égard réside dans la corrélation entre le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre et le niveau d'études des jeunes adultes : les pays où ce niveau d'études est plus élevé se caractérisent par un taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre plus bas. Pour l'ensemble de pays considéré, on n'observe pas de corrélation significative entre la prévalence du tabagisme et l'obésité.

Tableau 15.2. Les indicateurs utilisés dans ce chapitre reflètent différentes dimensions du capital humain

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs de capital humain

	Niveau d'études	Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre	Mortalité prématurée	Prévalence du tabagisme	Prévalence de l'obésité
Niveau d'études					
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre	-0.48*** (31)				
Mortalité prématurée	-0.10 (39)	-0.29 (31)			
Prévalence du tabagisme	0.34** (38)	0.27 (31)	0.18 (38)		
Prévalence de l'obésité	-0.28 (36)	-0.10 (29)	0.27 (36)	-0.23 (35)	

Note : Le tableau montre le coefficient de corrélation simple de Pearson ; les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations (pays). * signale des corrélations significatives au niveau $p < 0.10$; ** au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Le taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire parmi les jeunes adultes n'est sans doute pas une mesure très sensible, étant donné que près de 40 % de la population adulte des pays de l'OCDE est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Il a été retenu comme indicateur en raison de la distinction qui prévaut dans les pays de l'OCDE entre enseignement supérieur et formation technique.

Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre n'est pas nécessairement une mesure de privation, sachant que la façon dont une personne appartenant à la main-d'œuvre sous-utilisée emploie le temps dont elle dispose n'est pas forcément synonyme de perte de compétences. Ainsi, si un individu est sous-employé mais se consacre à des activités bénévoles, ou fournit des services à la personne non rémunérés, il contribue au bien-être d'autrui. Cette dimension n'est actuellement pas prise en compte dans le cadre de mesure du bien-être.

Les données sur l'obésité sont élaborées à partir de deux types d'enquête distincts : des enquêtes de santé par entretien (données autodéclarées) et des examens médicaux réalisés par des professionnels de la santé, qui sont jugés plus fiables (OCDE, 2017^[7]). Cette disparité des sources de données rend difficile les comparaisons entre pays.

Le manque de séries chronologiques cohérentes et régulières pour un certain nombre d'indicateurs de capital humain, en particulier la prévalence de l'obésité et la prévalence du tabagisme, a rendu difficile la mesure des résultats dans le temps et pour les différents pays. Pour cette raison, l'évolution de l'obésité et celle du tabagisme sont mesurées dans ce chapitre sur les quinze dernières années, et non au cours de la dernière décennie.

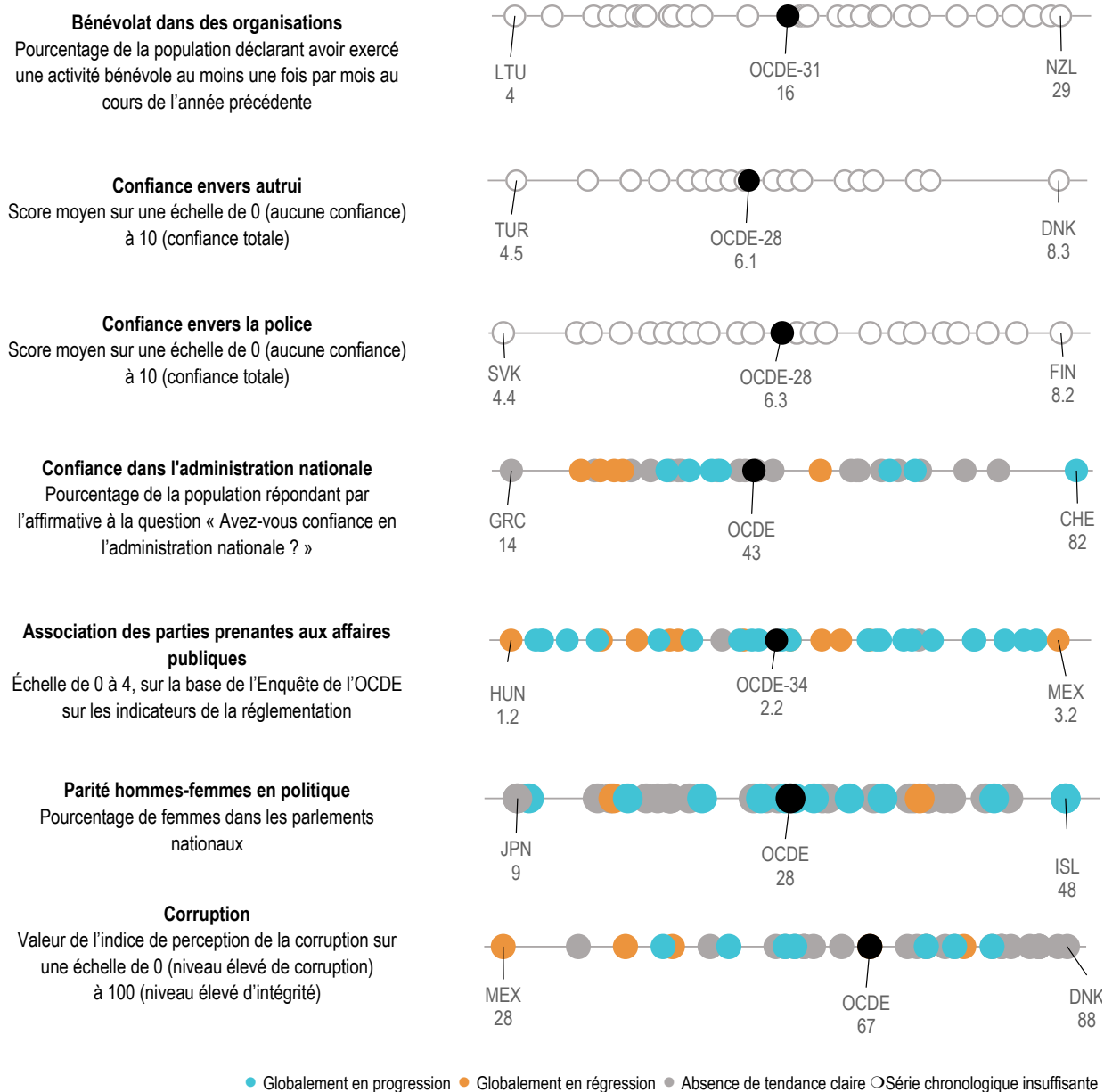
Références

- Boarini, R., M. Mira d'Ercole et G. Liu (2012), « Approaches to Measuring the Stock of Human Capital : A Review of Country Practices », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2012/4, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5k8zlm5bc3ns-en>. [3]
- OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr. [8]
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [6]
- OCDE (2017), *Obesity Update 2017*, Éditions OCDE, Paris, <http://oecd.org/health/obesity-update.htm>. [1]
- OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2017-fr. [7]
- OCDE (2016), *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr. [2]
- OCDE (2011), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr>. [5]
- OCDE (2010), *La mesure du capital - Manuel de l'OCDE 2009 : Deuxième édition*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264067752-fr>. [4]

16 Capital social

Le capital social désigne les normes sociales, les valeurs partagées et les dispositions institutionnelles qui favorisent la coopération entre les groupes de population. Dans les pays de l'OCDE, une personne sur six environ participe à des activités de bénévolat au moins une fois par mois auprès d'une organisation officielle (organisme de bienfaisance par exemple). Lorsque les citoyens sont invités à évaluer leur niveau de confiance sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale), le score moyen est de 6.1 pour ce qui concerne la confiance envers autrui, et de 6.3 pour la confiance envers la police. Moins de la moitié de la population des pays de l'OCDE (43 %) fait confiance à l'administration nationale. Les pouvoirs publics obtiennent un score de 2.2 (sur 4) pour la concertation officielle avec les citoyens à l'occasion de l'élaboration des lois. En ce qui concerne la perception de la corruption des administrations publiques, sur une échelle de 0 (niveau élevé de corruption) à 100 (niveau élevé d'intégrité), la moyenne des pays de l'OCDE s'établit à 67. La parité hommes-femmes en politique n'est pas encore atteinte : les femmes n'occupent que 28 % des sièges de députés. Par rapport à 2010, le capital social se trouve en moyenne en légère progression ou au même niveau dans les pays de l'OCDE.

Graphique 16.1. Capital social : situation actuelle et évolution depuis 2010



Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire ou cohérente, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE. Voir le Guide de lecture pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée.

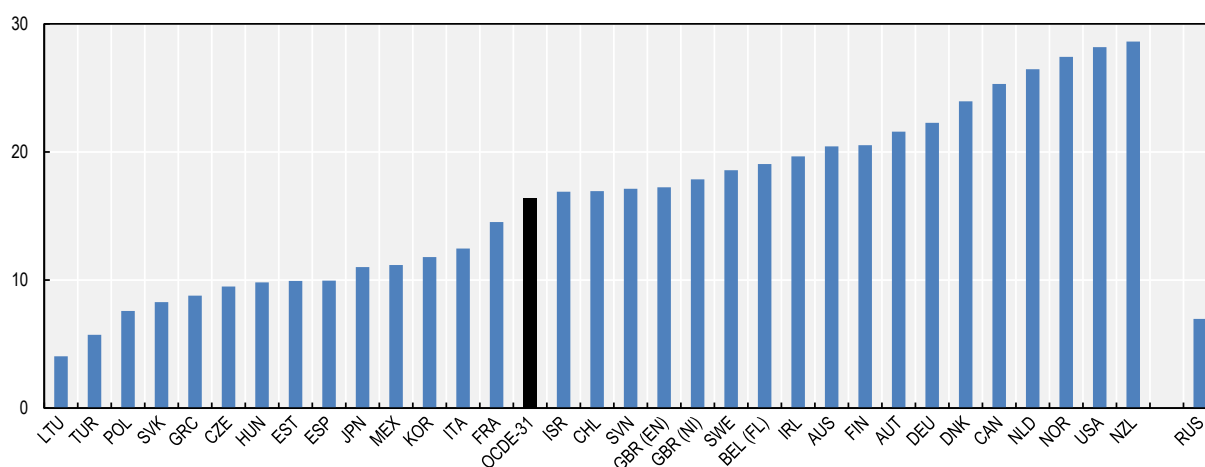
Sources : *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données) <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (2017) ; *Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC)* (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac> ; *Gallup World Poll* (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx> ; *Indicateurs de l'OCDE sur la politique et la gouvernance réglementaires (iREG)* (base de données), <http://oe.cd/iereg> ; *OCDE – Les femmes en politique* (base de données), <https://data.oecd.org/fr/inequality/les-femmes-en-politique.htm> et *Indice 2018 de perception de la corruption de Transparency International* (base de données), <https://transparency.org/cpi2018>.

Bénévolat dans des organisations

Dans les pays de l'OCDE, une personne sur six en moyenne fait du bénévolat au moins une fois par mois auprès d'une organisation établie, par exemple un organisme de bienfaisance, un parti politique, un syndicat ou une autre organisation à but non lucratif (Graphique 16.2). Cette proportion est sensiblement plus élevée au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas (où plus d'un quart de la population prend part régulièrement à des activités bénévoles), mais beaucoup plus faible en Lituanie et en Turquie, où c'est le cas d'une personne sur 16 seulement.

Graphique 16.2. Une personne sur six exerce régulièrement des activités bénévoles auprès d'une organisation officielle

Pourcentage de la population d'âge actif déclarant avoir exercé une activité bénévole au moins une fois par mois au cours de l'année précédente, autour de 2012



Note : Les données correspondent à la période 2011-12 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède; à 2012 pour la France ; 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie ; et 2017 pour le Mexique, la Hongrie et les États-Unis. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, celles de l'Angleterre et de l'Irlande du Nord sont présentées séparément. Pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. La moyenne OCDE inclut à la fois l'Angleterre et l'Irlande du Nord ainsi qu'une moyenne simple des vagues de collecte de données de 2012-14 et 2017 pour les États-Unis (28.5%, non indiquée ici). Elle exclut la Colombie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse, en raison du manque de données.

Source : Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) (base de données), <https://oecd.org/skills/piaac>.

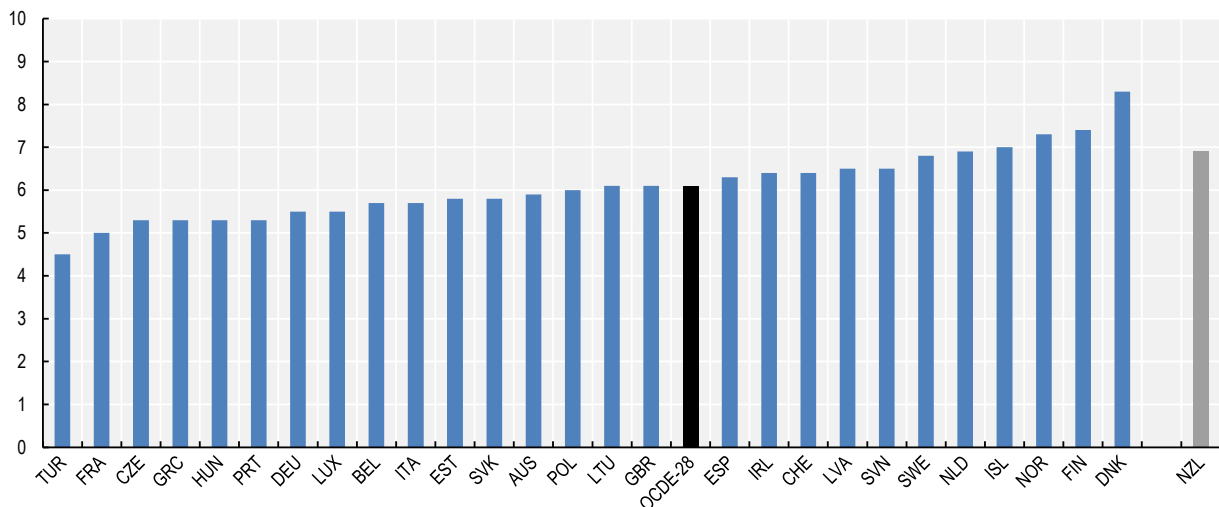
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127282>

Confiance envers autrui

Dans les pays de l'OCDE, la confiance moyenne envers autrui s'établit à 6.1 sur une échelle de 0 (aucune confiance en personne) à 10 (la plupart des gens sont dignes de confiance) (Graphique 16.3). Les pays nordiques enregistrent des moyennes supérieures à 7, alors que les niveaux de confiance interpersonnelle sont inférieurs à 5 en Turquie et en France.

Graphique 16.3. Les pays nordiques enregistrent le niveau de confiance envers autrui le plus élevé

Score moyen, sur une échelle de 0 (aucune confiance en personne) à 10 (la plupart des gens sont dignes de confiance), 2013



Note : Les données correspondent à 2014 pour la Nouvelle-Zélande (en gris) et reposent sur une question qui se réfère à la population néo-zélandaise, et non à la population en général, ce qui peut créer un biais à la hausse. La moyenne OCDE exclut l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon et le Mexique en raison du manque de données.

Sources : *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données) <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (2017).

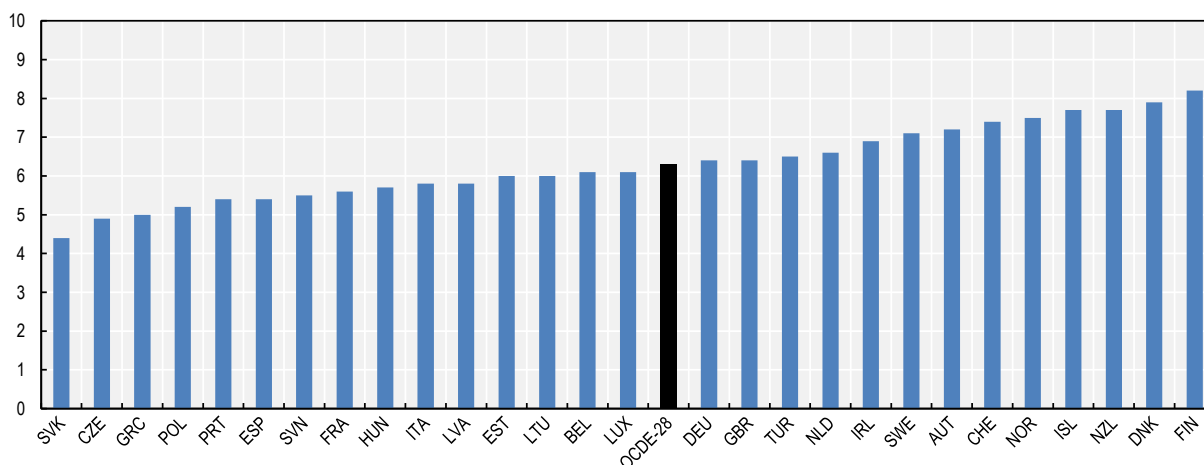
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127301>

Confiance envers les institutions publiques : la police

Pour ce qui est de la confiance envers les institutions publiques, la police recueille parmi les populations des pays de l'OCDE un score moyen de 6.3 sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale) (Graphique 16.4). Comme dans le cas de la confiance interpersonnelle (envers autrui), la confiance envers la police atteint les niveaux les plus élevés dans les pays nordiques, où la moyenne dépasse 7, ainsi qu'en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Suisse. En revanche, les citoyens de Grèce, de la République slovaque et de la République tchèque déclarent avoir peu confiance dans la police, avec des moyennes inférieures ou égales à 5.

Graphique 16.4. La confiance dans la police s'établit à 6.3 sur 10 en moyenne

Score moyen, sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale), 2013



Note : Les données de la Nouvelle-Zélande correspondent à l'année 2014. La moyenne OCDE exclut l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon et le Mexique en raison du manque de données.

Sources : *Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données) <https://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions> et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (2017).

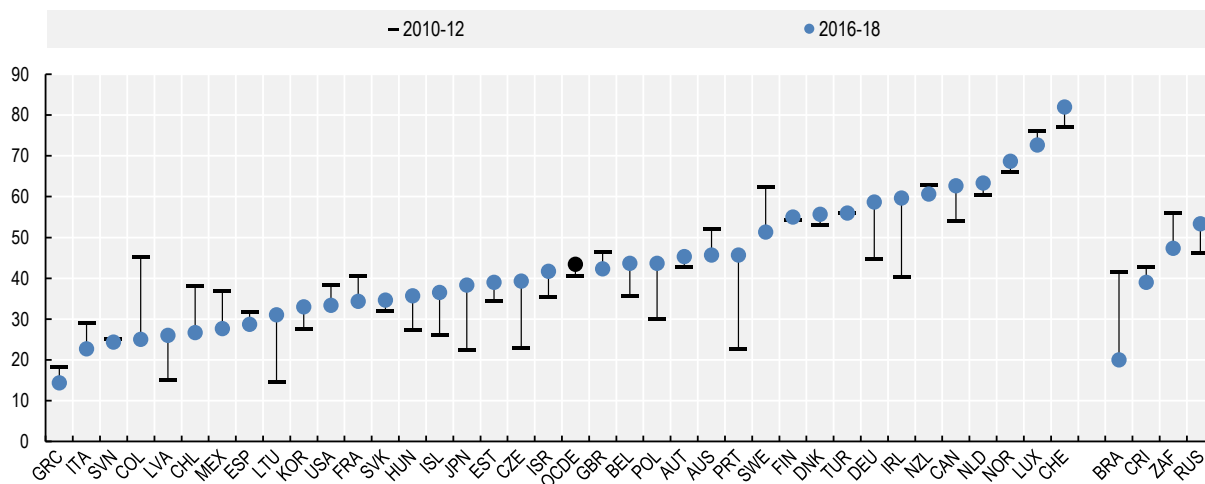
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127320>

Confiance envers l'administration : l'administration nationale

Moins de la moitié de la population en moyenne (43 %) fait confiance à l'administration nationale. Ce résultat correspond cependant à une légère amélioration par rapport au niveau (40 %) enregistré au lendemain de la crise financière en 2010-12 (Graphique 16.5). De fait, après une détérioration générale à la suite de la crise, la confiance envers l'administration est maintenant repartie à la hausse et atteint des valeurs tout juste inférieures au niveau d'avant la crise en 2006, dans un quart des pays de l'OCDE. Les hausses les plus fortes par rapport à 2010-12, représentant plus de 15 points de pourcentage, ont eu lieu dans la République tchèque, en Irlande et au Japon. Parallèlement, le Chili a enregistré une baisse de plus de 10 points de pourcentage et la Colombie de 20 points de pourcentage en. Dans l'ensemble, la confiance envers l'administration nationale est la plus forte (65 % ou plus) au Luxembourg, en Norvège et en Suisse, et la plus faible (25 % ou moins) en Colombie, en Italie, en Grèce et en Slovaquie.

Graphique 16.5. Depuis 2010, la confiance dans l'administration se redresse dans un quart des pays de l'OCDE

Part de la population ayant répondu « oui » à la question sur la confiance à l'égard de l'administration nationale, en pourcentage



Source : Gallup World Poll (base de données), <https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx>.

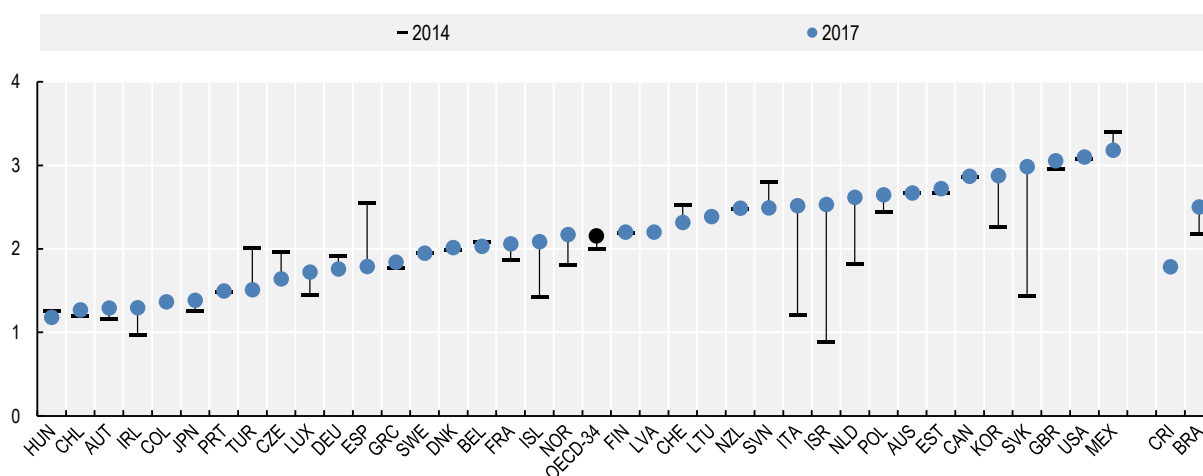
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127339>

Association des parties prenantes aux affaires publiques

Il est essentiel d'associer les parties prenantes aux affaires publiques pour améliorer la conception, la mise en œuvre et la révision des lois. L'adoption systématique par les pays de l'OCDE de pratiques officielles de concertation avec les parties prenantes dans le cadre de l'élaboration des lois, évaluée sur une échelle de 0 (aucune concertation) à 4 (concertation maximale) s'échelonne entre 1.3 en Hongrie et 3.2 au Mexique. De manière générale, la collaboration avec les parties prenantes est plus forte en ce qui concerne les textes législatifs (qui offre un cadre de résolution des problèmes de politique publique) que pour les textes réglementaires (axés sur la mise en œuvre). (OCDE, 2018^[1]). Globalement, le niveau moyen de concertation avec les parties prenantes s'est accru depuis 2014, passant de 2 à 2.2 (Graphique 16.6). La progression est particulièrement nette en Italie, en Israël et dans la République slovaque (avec des hausses de plus de 1.3 point, essentiellement grâce à l'amélioration de la concertation sur les textes législatifs). En revanche, un fléchissement est observé dans la République tchèque (de 0.3 point), en Turquie (0.5) et en Espagne (0.7) – pays qui se trouvent tous dans le dernier tiers du classement de l'OCDE.

Graphique 16.6. Le niveau moyen d'association des parties prenantes aux affaires publiques s'est amélioré depuis 2014, mais a reculé dans certains pays qui affichaient déjà de faibles résultats

Association des parties prenantes à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, de 0 (aucune concertation) à 4 (concertation maximale)



Note : Les scores correspondant à la composante des textes législatifs couvrent uniquement les pratiques du pouvoir exécutif. Il n'y a donc pas de score concernant les États-Unis pour les textes législatifs, qui relèvent exclusivement du Congrès. En Colombie, en Corée, au Costa Rica et au Mexique, les textes législatifs sont pour la plupart adoptés par le parlement. La moyenne OCDE exclut la Colombie, la Lettonie et la Lituanie, les séries chronologiques n'étant pas complètes.

Source : Indicateurs de l'OCDE sur la politique et la gouvernance réglementaires (iREG) (base de données), <http://oe.cd/ireg>.

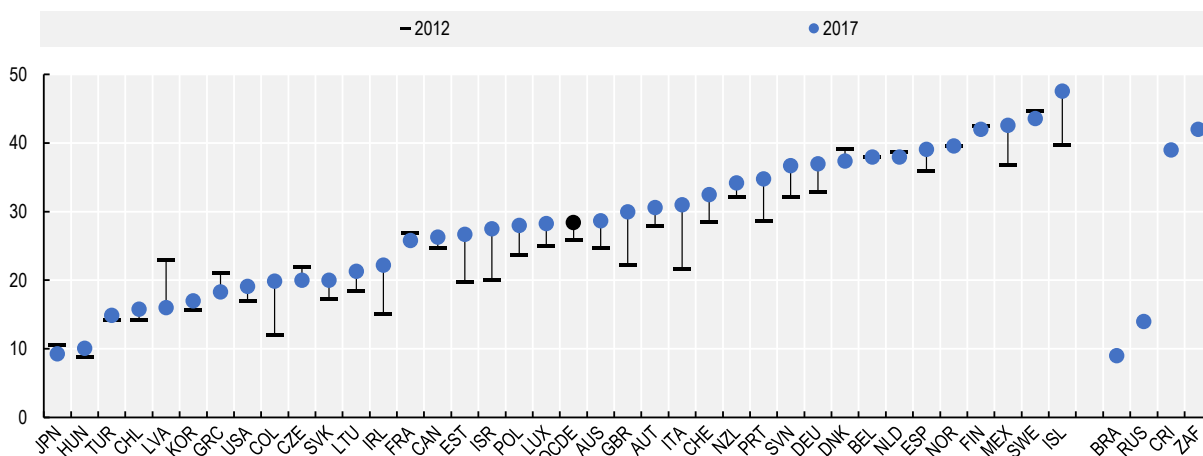
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127358>

Parité hommes-femmes en politique

En moyenne, les femmes détenaient 28 % des sièges de députés dans l'OCDE en 2017, ce qui ne représente qu'une légère hausse par rapport au pourcentage de 26 % enregistré en 2012. Même l'Islande, le pays qui présente la plus forte proportion de femmes dans la politique, n'est pas encore parvenue à une parité totale. Les femmes députées sont les moins nombreuses au Japon (9.3 % des sièges) et les plus nombreuses en Islande (47.3 %) (Graphique 16.7). De 2012 à 2017, la part des femmes siégeant au parlement s'est accrue dans près d'un tiers des pays de l'OCDE. Elle a ainsi progressé de plus de 7 points de pourcentage en Islande, en Irlande et au Royaume-Uni. En revanche, elle a reculé en Lettonie, où le parlement compte maintenant 7 % de moins de femmes députées.

Graphique 16.7. Les femmes sont mieux intégrées dans la vie politique, mais la parité n'est pas atteinte

Part des femmes dans les parlements nationaux, chambre basse ou unique, en pourcentage



Note : La dernière année disponible est 2015 pour la Colombie et 2014 pour l'Afrique du Sud, le Brésil, le Costa Rica et la Fédération de Russie. Sources : OCDE, *les femmes en politique* (base de données), <https://data.oecd.org/fr/inequality/les-femmes-en-politique.htm> et Statistiques Lituanie (2017), <https://osp.stat.gov.lt/services-portlet/pub-edition-file?id=30580>.

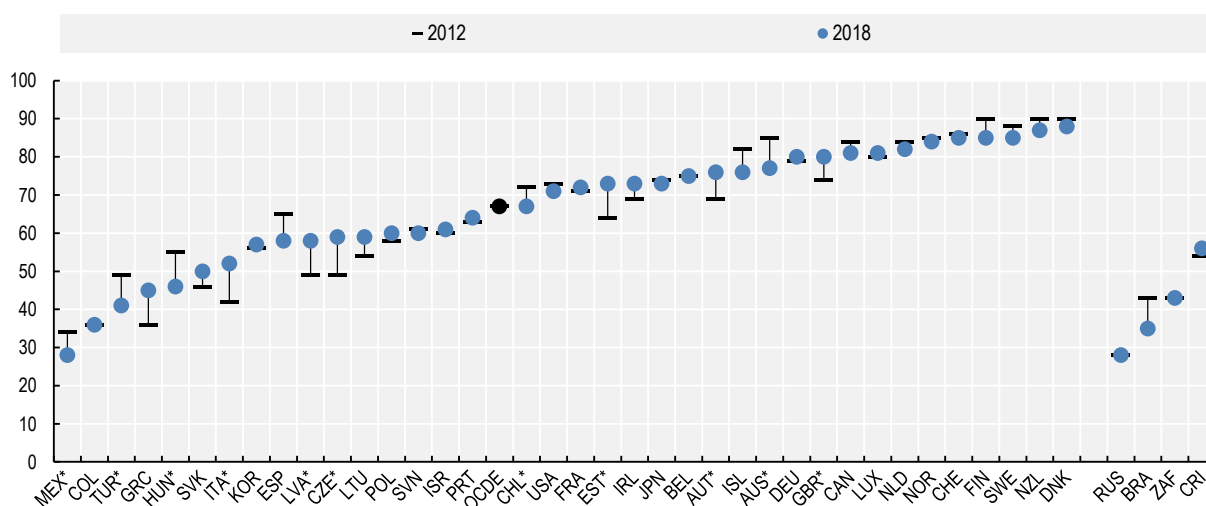
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127377>

Corruption

D'après les évaluations des experts et des représentants d'entreprises qui servent à construire l'Indice de perception de la corruption 2018 de Transparency International, le niveau moyen de corruption du secteur public dans les pays de l'OCDE est de 67, sur une échelle de 0 (niveau élevé de corruption) à 100 (niveau élevé d'intégrité). Selon cette mesure, la perception de l'intégrité du secteur public est la meilleure dans les pays nordiques, en Suisse et en Nouvelle-Zélande (avec des scores compris entre 84 et 88) et la plus défavorable en Colombie, en Grèce, en Hongrie, au Mexique et en Turquie (avec des scores inférieurs à 50) (Graphique 16.8). La moyenne de l'OCDE reste stable depuis 2012, mais cette constance masque de nets progrès de la lutte contre la corruption dans certains pays (avec des gains de 9 points ou davantage dans la République tchèque, en Estonie, en Grèce, en Italie et en Lettonie) et une régression sensible dans d'autres (de 8 points environ en Australie, en Turquie et en Hongrie).

Graphique 16.8. En moyenne, la perception de la corruption est stable depuis 2012

Indice de perception de la corruption, sur une échelle de 0 (niveau élevé de corruption) à 100 (niveau élevé d'intégrité)



Note : * indique un changement sensible depuis 2012 (indice de confiance de 90 %, calculé par Transparency International).

Source : Indice 2018 de perception de la corruption de *Transparency International* (base de données), <https://transparency.org/cpi2018>.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934127396>

Encadré 16.1. Mesure et programme statistique à venir

Le capital social désigne les réseaux, les normes et les valeurs partagées qui favorisent la coopération entre les différents groupes de la société. Le tableau ci-dessous présente des informations sur les attentes à l'égard des autres citoyens et des institutions publiques (confiance), la participation aux activités qui contribuent à la vie de la cité et de la communauté (bénévolat), et les aspects de la gouvernance et des dispositifs institutionnels qui constituent le cadre général de la production de capital social (association des parties prenantes à la vie publique, intégrité, égalité hommes-femmes dans la prise de décisions) (Tableau 16.1).

Tableau 16.1. Indicateurs du capital social examinés dans ce chapitre

Indicateur	Unité de mesure	Stock	Flux	Facteur de risque	Facteur de résilience
Bénévolat dans des organisations	Pourcentage de la population d'âge actif déclarant avoir exercé une activité bénévole au moins une fois par mois au cours de l'année précédente		✓		
Confiance envers autrui	Score moyen, sur une échelle de 0 (vous ne faites confiance à personne) à 10 (la plupart des gens sont dignes de confiance)	✓			
Confiance envers la police	Score moyen, sur une échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale)	✓			
Confiance envers l'administration	Pourcentage de la population répondant par l'affirmative à la question « Avez-vous confiance en l'administration nationale ? »	✓			
Association des parties prenantes aux affaires publiques	Échelle de 0 à 4, sur la base de l'Enquête de l'OCDE sur les indicateurs de la réglementation				✓
Parité hommes-femmes en politique	Proportion de femmes présentes dans les chambres basse ou unique des parlements nationaux				✓
Corruption	Valeur de l'indice de perception de la corruption sur une échelle de 0 (niveau élevé de corruption) à 100 (niveau élevé d'intégrité)			✓	

Le **bénévolat dans des organisations** est mesuré au moyen d'une seule question posée dans le cadre de l'Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC) : « Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous exercé une activité bénévole, notamment un travail non rémunéré au service d'une organisation caritative, d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une organisation à but non lucratif » ; les réponses possibles sont « jamais », « moins d'une fois par mois », « moins d'une fois par semaine, mais au moins une fois par mois », « au moins une fois par semaine, mais pas tous les jours » et « tous les jours ». Les données présentées se rapportent au pourcentage d'adultes de 16 à 65 ans qui ont déclaré avoir exercé une activité bénévole au moins une fois par mois.

La **confiance envers autrui** se fonde sur une variante de la question posée dans le cadre de l'enquête : « En général, dans quelle mesure faites-vous confiance à la plupart des gens ? ». Les personnes interrogées répondent en utilisant une échelle de 11 points, de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale). On dispose de données comparables pour les personnes de 16 ans et plus grâce aux modules *ad hoc* sur le bien-être de l'Enquête EU-SILC d'Eurostat pour les pays d'Europe, et à l'Enquête sociale générale de Statistics New Zealand dans le cas de la Nouvelle-Zélande. À partir de 2021, Eurostat prévoit de poser des questions sur la confiance envers autrui dans son module de base annuel EU-SILC.

La **confiance envers la police** se fonde sur une variante de la question posée dans l'enquête : « dans quelle mesure faites-vous personnellement confiance à chacune des institutions suivantes... la police », à laquelle les personnes interrogées répondent en utilisant une échelle de 11 points, de 0 (aucune

confiance) à 10 (confiance totale). On dispose de données comparables pour les citoyens de 16 ans et plus grâce aux modules *ad hoc* de l'enquête sur le bien-être EU-SILC d'Eurostat pour les pays d'Europe et à l'Enquête sociale générale de Statistics New Zealand.

La **confiance envers l'administration nationale** est évaluée sur la base d'une question de l'enquête : « Dans ce pays, avez-vous confiance dans... l'administration nationale ? ». Les données présentées indiquent le pourcentage de personnes interrogées ayant répondu « oui » (les autres catégories de réponses étant « non » et « je ne sais pas ») et la moyenne est établie sur une période de trois ans. Les informations proviennent du sondage Gallup World Poll, réalisé chaque année sur des échantillons de 1 000 personnes par pays. Les moyennes par pays sont établies sur trois ans (2016-18 par exemple) après regroupement des données pour toutes les années disponibles, de façon à améliorer la précision des estimations. L'échantillon est défini au préalable de manière à être représentatif de la population nationale âgée de 15 ans et plus.

L'association des parties prenantes aux affaires publiques indique si les pays ont adopté des pratiques destinées à faciliter la participation des parties prenantes et exigent que celles-ci soient consultées au moment de l'élaboration de nouvelles réglementations. Les données sont tirées des réponses au questionnaire de l'OCDE sur les indicateurs de la politique et de la gouvernance réglementaires, qui s'adresse aux fonctionnaires, auxquels sont posés des questions sur quatre aspects de la concertation avec les parties prenantes (obligation systématique d'associer les parties prenantes, méthode de consultation appliquée, transparence, supervision et contrôle de la qualité) (Arndt et al., 2015^[21]). Pour les textes législatifs comme pour les textes réglementaires, un indicateur composite d'une valeur maximale de quatre (score maximal de chacun des aspects) est calculé. L'indicateur fourni dans ce chapitre est la moyenne simple des indicateurs composites sur les textes législatifs et les textes réglementaires.

La **parité hommes-femmes en politique** se réfère au pourcentage de femmes parmi les députés des chambres basse ou unique du parlement national. Les données proviennent de la base de données *Égalité hommes-femmes, institutions et développement* des Statistiques de développement international de l'OCDE.

La **corruption** est mesurée au moyen de l'Indice annuel de perception de la corruption de Transparency International, qui classe les pays sur la base de la perception de la corruption du secteur public d'experts et de représentants des entreprises. Il s'agit d'un indice composite qui combine des informations fournies par 13 sondages et évaluations d'experts provenant de 12 institutions indépendantes spécialistes de l'analyse de la gouvernance et du climat des affaires, et qui se présente sous la forme d'une note comprise entre 0 (niveau élevé de corruption) et 100 (niveau élevé d'intégrité).

Corrélations entre les indicateurs du capital social

Dans les pays de l'OCDE, la plupart des indicateurs du capital social sont corrélés positivement : dans les pays qui enregistrent une confiance interpersonnelle élevée, les citoyens sont plus nombreux à faire du bénévolat et font davantage confiance à la police, les femmes députées sont plus nombreuses et la perception de la corruption du secteur public par les experts plus faible (Tableau 12.2). De même, dans les pays de l'OCDE qui ont plus confiance dans l'administration nationale, la population tend aussi à faire plutôt confiance à d'autres institutions publiques comme la police, et la corruption est perçue comme plus faible. La présence des femmes au parlement national et la perception de la corruption sont fortement corrélées à la quasi-totalité des autres indicateurs de ce chapitre et, comme la confiance interpersonnelle, conviennent pour servir d'indicateurs avancés du capital social d'une société dans son ensemble. L'association des parties prenantes aux affaires publiques est la seule mesure qui ne va pas de pair avec les autres aspects du capital social.

Tableau 16.2. La confiance envers autrui, l'association des citoyens à la prise de décision et la perception de la corruption rendent compte de nombreux autres aspects du capital social

Coefficients de corrélation simple entre les indicateurs du capital social

	Bénévolat dans des organisations	Confiance envers autrui	Confiance envers la police	Confiance dans l'administration nationale	Association des parties prenantes aux affaires publiques	Parité hommes-femmes en politique	Corruption
Bénévolat dans des organisations							
Confiance envers autrui	0.66*** (23)						
Confiance envers la police	0.74*** (23)	0.68*** (28)					
Confiance dans l'administration nationale	0.56*** (32)	0.29 (28)	0.61*** (28)				
Association des parties prenantes aux affaires publiques	0.13 (31)	0.28 (28)	-0.06 (28)	-0.06 (39)			
Parité hommes-femmes en politique	0.45** (30)	0.62*** (27)	0.54*** (27)	0.31* (36)	0.05 (36)		
Corruption	0.77*** (32)	0.63*** (28)	0.75*** (28)	0.59*** (41)	0.02 (39)	0.42** (36)	

Note : Les valeurs entre parenthèses correspondent au nombre d'observations. * Indique que les corrélations sont significatives au niveau $p < 0.10$, ** qu'elles sont significatives au niveau $p < 0.05$, et *** au niveau $p < 0.01$.

Programme statistique à venir

Les récentes lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance montrent clairement que les mesures de la confiance établies au moyen d'enquêtes répondent aux objectifs recherchés (OCDE, 2017^[31]). Cependant, elles n'ont pas encore donné lieu à des collectes de données comparables dans de nombreux pays de l'OCDE. Un ensemble idéal de données, d'après les lignes directrices, devrait englober la confiance envers le système politique (à savoir le gouvernement, les partis politiques et le parlement), la confiance envers le système judiciaire (la police, l'armée et les tribunaux) et la confiance envers les institutions non politiques (la fonction publique). Les mesures disponibles aujourd'hui restent limitées aux données de l'Enquête EU-SILC et de Statistiques Nouvelle-Zélande (pour ce qui est de la confiance dans la police) et du sondage non officiel Gallup World Poll (pour ce qui est de la confiance dans l'administration nationale).

Les données sur le bénévolat, pour la majorité des pays de l'OCDE, sont mises à disposition grâce à l'Enquête PIAAC de l'OCDE, qui n'est réalisée que tous les dix ans, et dont les dernières vagues de collecte de données remontent à 2012. En outre, l'indicateur présenté ici ne concerne que les activités exercées auprès d'organisations établies et peut faire abstraction de modes de contribution plus informels pour lesquels il n'existe pas de données comparables à l'échelle internationale.

Le pourcentage de femmes en politique est un indicateur important de la concertation dans la prise de décision. Il est important d'étudier également la présence d'autres groupes généralement sous-représentés de la société (personnes appartenant à différents contextes économiques ou ethniques), mais ces mesures ne sont pas encore disponibles de façon régulière et comparable pour l'ensemble des pays de l'OCDE (The Comparative Candidates Survey, 2019^[41]).

Les informations sur la corruption proviennent d'évaluations d'experts ou d'enquêtes auprès des ménages axées sur la perception ou sur l'expérience de la corruption. Les enquêtes auprès des ménages sont faussées par l'importance accordée à des actes mineurs de corruption et la sous-estimation d'autres aspects importants et moins visibles, comme les allers-retours entre secteurs public et privé, les pratiques illégitimes en matière de marchés et de soumissions et les pressions excessives, tandis que les évaluations d'experts manquent de transparence et ne tiennent pas compte du point de vue des citoyens (OCDE, 2018^[5]). Dans l'idéal, il est recommandé de s'appuyer sur différentes mesures de la corruption pour saisir ces différentes facettes (Praia Group on Governance Statistics, 2020^[6]). Les Objectifs de développement durable reconnaissent l'importance de l'intégrité par l'intermédiaire de la cible 16.5 (« Réduire nettement la corruption et la pratique des pots de vin sous toutes leurs formes »). L'instance de référence, l'ONUDC, a récemment publié des directives méthodologiques sur la mesure de la corruption au moyen d'enquêtes auprès des ménages (ONUDC, 2018^[7]) et collecte des informations sur le pourcentage de personnes et d'entreprises ayant connu une situation de corruption au cours des douze derniers mois dans le cadre de l'Enquête annuelle sur les tendances de la criminalité des Nations Unies (en s'appuyant sur les enquêtes nationales de victimation). Pour l'instant, on ne dispose de données que pour un petit nombre de pays.

Références

- Arndt, C. et al. (2015), « 2015 Indicators of Regulatory Policy and Governance : Design, Methodology and Key Results », *OECD Regulatory Policy Working Papers*, n° 1, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jrnwqm3zp43-en>. [2]
- OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr. [5]
- OCDE (2018), *Politique de la réglementation : Perspectives de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305458-fr>. [1]
- OCDE (2017), *OECD Guidelines on Measuring Trust*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en>. [3]
- ONUDC (2018), *Manual on Corruption Surveys*, http://unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/CorruptionManual_2018_web.pdf (consulté le 23 septembre 2019). [7]
- Praia Group on Governance Statistics (2020), *Handbook on Governance Statistics*. [6]
- The Comparative Candidates Survey (2019), *The Comparative Candidates Survey (CCS)*, <http://comparativecandidates.org/node/1> (consulté le 23 septembre 2019). [4]

Comment va la vie ? 2020

MESURER LE BIEN-ÊTRE

Comment va la vie ? indique si les conditions d'existence s'améliorent pour les habitants de 37 pays de l'OCDE et de 4 pays partenaires. Cette cinquième édition présente les derniers enseignements tirés d'un ensemble actualisé de plus de 80 indicateurs, couvrant le bien-être actuel, les inégalités et les ressources nécessaires au bien-être futur. Depuis 2010, le bien-être des individus s'est renforcé à de nombreux égards, mais les progrès accomplis ont été lents ou la situation s'est dégradée dans d'autres dimensions, notamment concernant les liens entre individus et leurs relations avec les pouvoirs publics. D'amples écarts perdurent en fonction du sexe, de l'âge et du niveau d'éducation dans la plupart des dimensions du bien-être. Globalement, les pays de l'OCDE où le niveau moyen de bien-être est le plus élevé se caractérisent aussi par une plus grande égalité entre groupes de population et un nombre plus limité de personnes en situation de privation. Nombre de pays de l'OCDE où les niveaux de bien-être étaient les moins élevés en 2010 figurent parmi ceux où ils ont le plus progressé depuis lors. Néanmoins, les améliorations du bien-être actuel ne sont pas toujours allées de pair avec des progrès concernant les ressources nécessaires à la préservation du bien-être dans le temps, des signes alarmants se faisant jour pour le capital naturel, humain, économique et social. Au-delà d'une analyse globale de l'évolution du bien-être depuis 2010, ce rapport offre une analyse approfondie des 15 dimensions de l'Initiative du Vivre mieux de l'OCDE, notamment de l'état de santé des individus, de leur bien-être subjectif, de leurs liens sociaux et du capital naturel, entre autres, et présente les résultats de chaque nation dans des profils par pays.



PRINT ISBN 978-92-64-75743-1
PDF ISBN 978-92-64-63204-2



9 789264 757431